



Rachida Chahida Ababsa

**La stratégie américaine au Moyen-Orient :
entre désengagement et déclin (2001-2016)**

ABABSA, Rachida Chahida. *La stratégie américaine au Moyen-Orient [en ligne] : entre désengagement et déclin (2001-2016)*. Sous la direction de Frédéric ROBERT. Thèse de doctorat : Langues, littératures et civilisations du monde anglophone. Lyon : Université Jean Moulin Lyon 3, 2024.

Disponible sur : <https://www.theses.fr/2024LYO30001>



Document diffusé sous le contrat *Creative Commons* « **Attribution – Pas d'utilisation commerciale - Pas de modification** »

Vous êtes libre de le reproduire, de le distribuer et de le communiquer au public à condition d'en mentionner le nom de l'auteur et de ne pas le modifier, le transformer, l'adapter ni l'utiliser à des fins commerciales.



N° d'ordre NNT : 2024LYO30001

THÈSE DE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3

Membre de la ComUE Université de Lyon

École doctorale n° 484 - 3LA, Lettres, langues, linguistique, arts

Discipline :

Langues, littératures et civilisations du monde anglophone

Soutenue publiquement le 19/01/2024, par

Rachida Chahida ABABSA

La stratégie américaine au Moyen-Orient : entre désengagement et déclin (2001-2016)

Laboratoire de recherche :

IETT, Institut d'études transtextuelles et transculturelles

Directeur de thèse : **M. Frédéric ROBERT**

Devant le jury composé de :

M. Frédéric ROBERT

Maître de conférences habilité à diriger des recherches,
université Jean Moulin Lyon 3. Directeur de thèse

M. Mario DEL PERO

Professeur des universités, Sciences Po, Paris. Président du jury. Rapporteur

Mme Jenny RAFLIK GRENOUILLEAU

Professeure des universités, Nantes université. Rapporteuse

Mme Annick CIZEL

Maîtresse de conférences, Sorbonne Nouvelle, Paris. Examinatrice

Remerciements

C'est grâce à l'aide de nombreuses personnes que j'ai pu mener cette thèse à son terme.

Je voudrais tout d'abord remercier infiniment mon directeur de thèse, M. Frédéric Robert, pour toute son aide et tous ses conseils au cours de l'élaboration de cette thèse.

Je remercie également Abdelbasset et Hakim de m'avoir conseillée, ils ont pris le temps de m'écouter et de discuter avec moi. Leurs remarques m'ont permis d'envisager mon travail sous un autre angle, c'est à dire analyser le débat politique interne aux États-Unis vis-à-vis de la guerre en Irak et les prises de décisions américaines destinées au monde arabe.

Je tiens également à remercier Françoise pour tout son soutien, son temps et ses conseils et pour avoir accepté de me relire.

Il m'est impossible d'oublier Amina pour son aide précieuse pour ma recherche bibliographique. Elle a toujours fait tout son possible pour m'aider. Je remercie toutes les personnes avec qui j'ai partagé mes études et notamment ces années de thèse.

Mes derniers remerciements vont à mes très chers parents qui sont de loin la meilleure source de motivation.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION GÉNÉRALE	9
PARTIE I - L'INVASION AMÉRICAINE DE L'IRAK : REPRÉSAILLES OU PRIORITÉ STRATÉGIQUE ?	19
1. Les relations irako-américaines d'avant-guerre	23
1.1 La stratégie américaine envers l'Irak	26
1.1.1 Les États-Unis et l'Irak : des relations diplomatiques fragiles	26
1.1.2 Rapprochement éphémère durant la guerre Iran-Irak	29
1.2 Incertitude croissante des années 1990	32
1.2.1 Guerre du Golfe et stratégie américaine envers l'Irak	33
1.2.2 Période d'après-guerre : l'Irak de Saddam Hussein, ennemi n° 1 dans le monde arabe..	41
2. Vision américaine envers l'idéologie politique de l'Irak	46
2.1 Les États-Unis, le Baath et le nationalisme arabe : quelle conséquence sur l'influence américaine ?	48
2.1.1 Comment les États-Unis perçoivent-ils l'unité arabe promue par le Baath ?	48
2.1.2 Les valeurs baathistes : conséquences sur le rôle américain.....	50
2.2 La dictature irakienne vue par les États-Unis	52
2.2.1 En quoi la dictature de Saddam Hussein est-elle une dictature ennemie ?	55
3. Débats politiques américains sur l'Irak avant l'invasion de 2003	63
3.1 Débats entre républicains et démocrates.....	63
3.1.1 Irak, l'ennemi numéro 1 : vision commune ?	63
3.1.2 La guerre contre Saddam Hussein et l'intérêt national des États-Unis	79
3.2 Les intérêts américains et l'invasion de l'Irak	89
3.2.1 L'invasion de l'Irak pour la sécurité d'Israël ?	89
3.2.2 Les États-Unis et la guerre en Irak : une guerre pour le pétrole ?.....	92
4. L'Irak au bord de l'invasion	101
4.1 L'Irak et « l'axe du mal ».....	101
4.1.1 Les États-Unis et la théorie des « dominos démocratiques » : l'échec démocratique en Irak	101
4.1.2 Les États-Unis et l'impérialisme démocratique	107
4.2 Les conséquences de l'invasion de l'Irak sur les États-Unis	121
4.2.1 Les États-Unis en Irak : quel investissement militaire ?	122
4.2.2 Les États-Unis et la communauté internationale : un unilatéralisme plus fort ?.....	127
4.2.3 L'invasion américaine de l'Irak : quelles conséquences sur le sentiment anti-américain ?	130
5. L'évolution de la stratégie américaine en Irak.....	133
5.1 Une stratégie trop simpliste ?	133
5.1.1 Les États-Unis en Irak : la bataille d'al-Falloujah	135
5.1.2 La stratégie <i>the Surge</i> (l'essor)	138
5.1.3 La guerre contre le terrorisme : quel but, avec quels moyens ?	141
5.2 Les États-Unis en Irak et les divisions sectaires.....	145
5.2.1 Les États-Unis face à une guerre civile entre chiites et sunnites	145
5.2.2 Les États-Unis et le pluralisme politico-sectaire hors de contrôle	148
5.3 L'invasion américaine de l'Irak : entre succès et échecs	151
5.3.1 Les objectifs et la réalité sur la scène irakienne.....	151

5.3.2 Montée du terrorisme, violence sectaire et corruption : une guerre américaine vouée à l'échec	155
PARTIE II - LES DÉFIS AMÉRICAINS DANS LE MONDE ARABE	159
1. George Bush et Barack Obama : les engagements communs	163
1.1 L'obsession du terrorisme	163
1.1.1 La stratégie néoconservatrice de George Bush dans la lutte antiterroriste.....	167
1.1.1.1 Le caractère militaire de la lutte antiterroriste.....	168
1.1.1.2 Le projet américain de transformation pour lutter contre le terrorisme	171
1.1.2 Barack Obama et la lutte antiterroriste : une stratégie de laissez-faire ?	186
1.2 Les États-Unis et le projet de reconstruction de l'Irak	207
1.2.1 Les États-Unis et les défis démocratiques en Irak	209
1.2.2 Les États-Unis en Irak, une démocratie impossible ?	216
1.2.3 Les États-Unis et l'Irak : quelle stratégie envers l'influence iranienne ?.....	219
2. L'échec américain en Irak : la nouvelle stratégie pour le reste du monde arabe.....	224
2.1 De la coercition à la puissance intelligente	224
2.1.1 L'introduction de la puissance intelligente dans la politique étrangère américaine : quels moyens pour quels objectifs ?	229
2.1.1.1 Tunisie.....	230
2.1.1.2 L'Égypte	234
2.1.1.3 Libye	237
2.1.1.4 Bahreïn	241
2.1.2 Barack Obama et la puissance intelligente : avantages et inconvénients.....	252
2.2 L'échec démocratique dans le monde arabe : que prévoient les États-Unis ?	258
2.2.1 La promotion démocratique américaine dans le monde arabe	260
2.2.1.1 L'importance du « printemps arabe » dans la promotion démocratique.....	262
2.2.1.2 La promotion démocratique ou la lutte antiterroriste ?	266
2.2.2 Les institutions américaines dans la promotion démocratique	275
2.2.2.1 Les acteurs antidémocratiques et la promotion démocratique	278
3. Les engagements américains dans le monde arabe.....	283
3.1 Les relations israélo-arabes. Les USA, Israël, le long processus de la	284
reconnaissance	284
3.1.1 Israël dans le monde arabe : la politique d'intégration américaine	292
3.1.1.1 Intégration d'Israël sous le gouvernement de George Bush.....	295
3.1.1.2 Barack Obama et l'intégration d'Israël	300
3.2 Les États-Unis et l'islam : peur et incompréhension	304
3.2.1 Islam et Occident : un dialogue authentique ?	308
3.2.2 Islam politique : l'acteur controversé.....	312
3.2.3 Les partis politiques islamistes : quelle trajectoire américaine ?	319
3.2.4 Groupes extrémistes : diabolisation de l'islam ou terrorisme anti-américain ?	324
PARTIE III - LES ÉTATS-UNIS ET LES ACTEURS RÉGIONAUX ET MONDIAUX : MULTILATÉRALISME IMPOSÉ OU VOULU ?.....	333
1. Les États-Unis et l'approche du multilatéralisme.....	335
1.1 La guerre en Irak : guerre unilatérale ou multilatérale ?.....	335
1.1.1 Un multilatéralisme imposé ou voulu ?	341
1.1.2 L'invasion de l'Irak : une initiative américaine ou occidentale ?.....	350
1.1.3 Les États-Unis : un unilatéralisme qui incite au multilatéralisme.....	357
2. Les États-Unis et le bloc sino-russe	364
2.1 Les États-Unis, la Russie et la Chine : des visions différentes du monde arabe	364

2.1.1 Égypte : course des puissances	365
2.1.2 Syrie : bastion du communisme dans le monde arabe	372
2.1.3 La péninsule arabique : noyau de la puissance américaine dans la région ?.....	379
2.2 Les États-Unis, le bloc sino-russe et la lutte antiterroriste	393
2.2.1 La coopération américano-russe dans la guerre contre le terrorisme.....	393
2.2.2 La coopération américano-russe : une coopération avortée	399
3. La stratégie américaine face aux acteurs régionaux.....	406
3.1 Les États-Unis, la Turquie et les ambitions ottomanes	406
3.1.1 La vision américaine envers le rôle turc dans le monde arabe.....	410
3.1.2 Les États-Unis et la Russie : la Turquie, l'allié de tous les acteurs.....	417
3.2 Les États-Unis, l'Iran et le monde arabe	423
3.2.1 Les États-Unis et l'Iran : ennemis réels ou fictifs ?	426
3.2.2 Les États-Unis et l'Iran : <i>statu quo</i> insoutenable ?	431
4. Les États-Unis et les pays du Golfe	439
4.1 La position américaine envers le Conseil de coopération du Golfe.....	439
4.1.1 Une position inflexible ou oscillante ?.....	439
4.1.2 Les États-Unis et le blocus contre le Qatar	449
4.2 La stratégie américaine au Maghreb	459
4.2.1 En Algérie, les États-Unis, un nouvel acteur	462
4.2.2 Les États-Unis en Algérie : la confrontation avec les autres puissances.....	472
4.2.3 Le Maroc : pilier de la stratégie américaine au Maghreb.....	479
5. La politique étrangère américaine et la protection de sa suprématie	484
5.1 Une politique américaine de plus en plus désengagée ?	485
5.1.1 Les forces militaires : une option à double tranchant	485
5.1.2. L'échec américain en Irak : déclin incitant à un désengagement ?	492
5.2 Le modèle démocratique américain : pilier de sa suprématie ?	497
5.2.1 Une démocratie à portée internationale	498
5.2.2 Les États-Unis, un modèle fascinant : quelle stratégie pour perdurer ?.....	503
CONCLUSION GÉNÉRALE	509
BIBLIOGRAPHIE	517
INDEX DES NOMS PROPRES	577

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Après les attaques du 11 septembre 2001, Washington est entré dans une nouvelle ère. Depuis ces attaques, les relations internationales ont été régies par une Amérique militaire unilatérale et hégémonique. Cette ère a également mis de côté les organisations internationales comme l'ONU et a brisé leur capacité de contrôler et de garantir la sécurité du monde. Les attaques du 11 septembre ont donc introduit plusieurs guerres qui ont d'abord affirmé la puissance américaine : l'Afghanistan en 2001, l'Irak en 2003 et la guerre contre le terrorisme en cours depuis 2001. Cependant, sur le long terme, ces guerres se sont révélées interminables, sans objectif précis et surtout sans stratégie américaine ferme et efficace. Or, c'est la guerre contre l'Irak en 2003 qui a précipité les difficultés et les enjeux pour Washington. La guerre en Afghanistan a été plutôt discrète, tant sur le plan médiatique que sur le plan militaire. Certes, il est connu que l'Afghanistan était un terrain et un bastion des talibans et d'Oussama Ben Laden, le chef d'al-Qaïda. Néanmoins, ce pays est aujourd'hui toujours en état de guerre et les talibans, adversaires redoutables des États-Unis en 2001, semblent à présent se doter d'une légitimité politique au détriment des Américains. Par ailleurs, c'est la guerre en Irak qui a été la plus néfaste pour Washington. Elle s'est révélée aussitôt sans fondement réel puisque les armes de destruction massive n'ont jamais été retrouvées, remettant totalement en question la présence et la stratégie américaine en Irak.

Même si les contestations populaires contre cette guerre étaient en pleine effervescence bien avant son début, l'absence d'armes de destruction massive en a fait une guerre sans fondement et sans cause réelle, endommageant profondément l'image des États-Unis, leur puissance, leur hégémonie, leur crédibilité et leur efficacité. Les responsables à Washington n'avaient sans doute pas mesuré le danger de cette guerre et de ce qui pouvait en émaner. Les Américains étaient certes préparés à mener une guerre à grande échelle avec une coalition internationale pour assurer leur succès et leurs autres objectifs sous-jacents, comme l'établissement d'une démocratie et d'un Irak inclusif. Certes, la tentative d'établir une démocratie irakienne a permis aux États-Unis de regagner la confiance de la communauté internationale, même si la guerre est restée un échec pour eux. En effet, la réalité était tout autre sur le terrain. L'armée la plus puissante du monde s'est avérée incompétente pour gérer ou contrôler les conflits interethniques qui ont suivi la chute de Bagdad. Ces conflits ont fait obstacle à toute amélioration de la situation en Irak et ont contrecarré toutes les tentatives de

Washington pour reconstruire le pays. Cet échec a engendré toute une série d'événements durant lesquels Washington a tant bien que mal saisi toutes les opportunités afin de préserver au mieux son hégémonie dans le monde arabe et dans le monde entier. Parmi les événements les plus importants, la guerre en Irak a permis à l'Iran d'émerger comme une puissance incontournable dans la région. Face à ce géant chiite, l'Arabie saoudite et les monarchies du Golfe ont tenté de sauver leurs régimes respectifs, entraînant ainsi des tensions sans précédent entre sunnites et chiites, que les États-Unis n'ont pas pu gérer.

Face à cette incapacité, d'autres puissances régionales se voulant souveraines, comme la Turquie ou le Pakistan, sont entrées dans le monde arabe par la grande porte. D'autres pays plus puissants encore sont parvenus à concurrencer les États-Unis dans cette région stratégique : la Russie et la Chine. Face aux complications engendrées par la chute du régime de Saddam Hussein et à la complexité de la situation, les États-Unis ont réussi tout de même à assurer une plus grande intégration d'Israël au sein du monde arabe. Même si le rejet populaire d'Israël est encore très fort, sa reconnaissance en 2020 en tant que nation, avec comme capitale Jérusalem, a été une première historique pour Washington. Or, aujourd'hui, les responsables américains doivent surveiller l'avancée de l'alliance sino-russe dans la région. En effet, la Russie et la Chine ont réussi à introduire dans les pays arabes, exsangues en raison des répercussions de la guerre en Irak et de l'absence d'une stratégie américaine de long terme efficace, des alternatives économiques et politiques où Washington est le grand absent. S'il est encore trop tôt pour confirmer le déclin de la puissance américaine dans le monde arabe—les États-Unis y ont encore une influence considérable—, les projets économiques chinois à grande échelle et le retour de la Russie en tant que puissance politique communiste sont une réalité que Washington ne peut pas négliger. La guerre en Irak a donc, contre toute attente, mené les États-Unis vers la fin de leur unilatéralisme et vers une situation où ils ne peuvent plus prendre de décisions sans considérer les intérêts russes et chinois. La guerre syrienne en est l'exemple le plus évident.

De surcroît, il est impératif de souligner que l'expression « déclin américain » renvoie tout d'abord à une décadence économique, puisque la prépondérance économique des États-Unis culminait à près de 30 % du PIB mondial en 1950, avant de reculer à moins de 25 % aujourd'hui¹. Elle est aussi politique, puisque la diplomatie de Washington s'est heurtée en

¹ Allard, Patrick. « États-Unis/Chine : le choc des puissances économiques » *Vie publique*, 16 mars 2020, <https://www.vie-publique.fr/parole-dexpert/273921-États-unis-chine-le-choc-des-puissances-economiques>, consulté le 15 décembre 2021.

Syrie, ou même en Ukraine, à l'alliance sino-russe. Cependant, il convient également de préciser qu'il est encore trop tôt pour parler d'un déclin américain militaire et idéologique parce que, sur ces deux dimensions, Washington est simplement indomptable. Moscou et Pékin sont, en effet, encore loin de briller militairement, et surtout idéologiquement.

Ce partage des prises de décisions nous amène à une interrogation majeure : comment la guerre américaine en Irak a-t-elle placé Washington face à un dilemme embarrassant dans le monde arabe, entre désengagement et déclin ? Répondre à cette problématique nécessite un travail de recherche d'une grande ampleur et un plan pouvant aborder le maximum d'événements provoqués par la guerre d'Irak jusqu'en 2016. Notre thèse sera ainsi divisée en trois parties.

Dans la première partie, nous nous intéresserons aux motivations de Washington pour envahir l'Irak. Celles-ci relevaient-elles d'une politique de représailles à la suite des attaques du 11 septembre ou d'une nécessité stratégique indispensable à la protection des intérêts américains dans la région ? Pour répondre à cela, nous aborderons en premier lieu les relations américano-irakiennes avant l'invasion de 2003. Nous reviendrons sur quelques événements historiques majeurs pour évaluer au mieux la nature de ces relations, comme la guerre Iran-Irak ou encore la première guerre du Golfe en 1991. Nous verrons comment, en dépit de plusieurs rapprochements, l'Irak a progressivement évolué vers une dictature ennemie de Washington. Cette évolution vers un pays « antagoniste » sera expliquée par le biais de facteurs internes, comme l'idéologie baathiste et la promotion d'une unité arabe, la défense de la cause palestinienne et la « libération » des territoires arabes vis-à-vis des puissances étrangères, et de facteurs externes, comme la politique de l'énergie de Saddam Hussein et son influence sur le marché mondial du pétrole. Cependant, nous verrons aussi que pour les responsables américains, ces facteurs n'ont jamais été les vraies raisons pour envahir l'Irak ou renverser le régime de Saddam Hussein. En effet, l'embargo économique américain contre ce dernier, à la suite de la première guerre du Golfe, était suffisant pour contenir toutes les menaces qui pouvaient émaner de Bagdad. Autrement dit, même si le raïs irakien s'opposait souvent aux positions américaines dans le monde arabe, il n'était pas anti-américain et désirait même entretenir des relations diplomatiques ordinaires avec Washington. De plus, les responsables américains étaient conscients de leur puissance hégémonique et donc de leur capacité à freiner l'influence du régime irakien quand ce dernier se révélait « gênant » pour leurs intérêts. Si les responsables à Washington se sont contentés d'isoler le régime de Saddam Hussein dans les

années 1990, les attaques du 11 septembre ont changé la donne. Elles ont poussé les États-Unis à adopter une position plus ferme envers ce dernier, pourtant affaibli par les sanctions internationales.

Bien que l'ONU ait affirmé à plusieurs reprises, à l'issue de différents contrôles, que le régime de Saddam Hussein ne possédait pas d'armes de destruction massive, c'est pourtant sur leur présence que le président George Bush a basé toute sa stratégie de guerre en 2003. Il a soutenu que les armes de destruction massive du régime irakien pourraient tomber à tout moment entre les mains de groupes terroristes, et d'al-Qaida en particulier. Pourtant, ces déclarations étaient peu convaincantes puisque Saddam Hussein était lui-même un leader laïc qui, durant sa dictature, avait fortement réprimé tous les opposants politiques, y compris les islamistes radicaux. Il était donc question de protéger les intérêts vitaux des États-Unis en menant une guerre contre des pays qui abritaient et/ou soutenaient des groupes terroristes. De là est née la notion d'« axe du mal » qui regroupait plusieurs pays, avec l'Irak comme principale cible.

Par ailleurs, dans un contexte de forte contestation populaire contre la guerre en Irak, nous nous intéresserons au débat entre réalistes et néoconservateurs sur la nécessité de renverser le régime de Saddam Hussein et de savoir si cette guerre s'inscrivait dans les intérêts vitaux des États-Unis. Nous tenterons d'analyser ce débat qui, pendant plusieurs mois, a déchiré la classe politique américaine et la société civile du pays, rendant la notion d'intérêt national plus floue que jamais. Il s'est finalement achevé avec la victoire de la vision néoconservatrice, confirmant que la chute du régime de Saddam Hussein et l'établissement d'une démocratie permettraient aux États-Unis de mieux protéger leurs intérêts dans la région et d'ériger un monde arabe plus démocratique et plus libéral où ils seraient mieux servis. La chute du régime de Saddam Hussein entraînerait également, selon les néoconservateurs, un « effet domino » qui établirait des systèmes démocratiques dans l'ensemble du monde arabe.

Néanmoins, les responsables à Washington n'ont pas considéré la complexité de la société irakienne. Ils ont totalement sous-estimé les tensions sectaires et ethniques que pourrait entraîner une invasion militaire brutale. Au contraire, ils ont surestimé les capacités des forces armées américaines à résoudre les conflits internes entre les différentes fractions de la société irakienne. Ainsi, face à ce « manquement » dans la stratégie américaine, nous verrons également, dans cette partie, les difficultés auxquelles se sont heurtés les Américains aussitôt

après la chute de Bagdad, les incitant à déployer des stratégies de court terme inefficaces. Ils n'ont pas réussi à gérer les tensions sectaires entre sunnites et chiïtes, le désir indépendantiste des Kurdes, l'exclusion des communautés chrétiennes irakiennes, l'exclusion politique des sunnites et surtout la destruction continue du pays en termes de sécurité et d'économie. Conséquemment, la reconstruction de l'Irak et l'établissement d'une démocratie sont devenus des objectifs de plus en plus utopiques dans un contexte d'insécurité et d'escalade de la violence irako-irakienne.

Devant cette situation incontrôlable, les responsables à Washington se sont retrouvés dans une guerre interminable et coûteuse, dont le budget augmentait constamment non seulement pour mener à bien la reconstruction de l'Irak, mais également pour tenter de corriger les visions erronées des néoconservateurs qui pensaient que de la chute du régime de Saddam Hussein naîtrait immédiatement un pays prospère, libre et démocratique. Or, les coûts de cette guerre n'étaient plus soutenables sous la présidence de Barack Obama, avec la crise des *subprimes* de 2008. Les États-Unis se sont donc désengagés peu à peu de leur rôle de protecteur du peuple irakien en déployant une nouvelle stratégie : entraîner les troupes irakiennes afin que les Irakiens puissent se protéger et gérer leur pays par eux-mêmes. Le rôle des forces américaines est alors devenu principalement un rôle d'assistant, d'acteur secondaire et non de responsable de la sécurité de l'Irak.

À l'échec de la guerre en Irak est venu s'en ajouter un autre : celui de la lutte antiterroriste. Les États-Unis, même avant de se désengager partiellement de la scène irakienne, ne parvenaient plus à contrôler le chaos irakien. Les groupes terroristes ont donc grandement profité de cette situation pour soumettre l'Irak et la région à des épisodes d'attaques terroristes sanglantes, coûtant la vie à plusieurs centaines de citoyens irakiens et arabes. Par conséquent, avec l'escalade de la violence terroriste, la stratégie américaine pour la promotion démocratique a été mise à rude épreuve, voire même de côté, pour lutter contre le terrorisme. Il était donc de plus en plus évident que la démocratie ne pouvait être établie si les terroristes continuaient à recruter des hommes. Ceci a impliqué, pour les États-Unis, des enjeux internes et externes défiant toutes les stratégies. Ces défis seront abordés dans la deuxième partie de notre thèse.

Suivant l'évolution des événements, les défis américains en Irak et dans le monde arabe sont non seulement restés identiques, mais se sont même intensifiés. Si la lutte antiterroriste était un défi majeur pour la présidence de George Bush, elle s'est amplifiée sous la présidence de

Barack Obama. Cette situation a poussé le leader américain à maintenir cette lutte dans l'agenda de politique étrangère américaine, mais aussi à déployer une stratégie antiterroriste qui s'est concentrée principalement sur l'Afghanistan et le Pakistan au détriment de l'Irak. Cette nouvelle stratégie a été une réussite indéniable pour les États-Unis, avec l'assassinat d'Oussama Ben Laden. Cependant, nous verrons que la mort de Ben Laden n'était finalement que celle d'un homme qui était le symbole du terrorisme et non de l'idéologie terroriste elle-même, puisque cette dernière a émergé avec plus de force et de brutalité avec l'État islamique en 2014 en Irak. Aussitôt, le désengagement militaire que Barack Obama avait entrepris en 2011, avec le retrait des troupes américaines d'Irak, annonçant la fin officielle de leur mission dans le pays, a été une stratégie défaillante. La brutalité de ce groupe a incité le gouvernement de Barack Obama à opérer un retour des forces américaines en Irak pour mener la lutte antiterroriste. À celle-ci est venu s'ajouter le défi de la promotion démocratique.

En 2011, les populations arabes de plusieurs pays se sont soulevées pour exprimer leur « ras le bol » à l'égard de régimes autoritaires, corrompus et longtemps soutenus par Washington ; mais le « printemps arabe » n'a pas facilité l'établissement de la démocratie. Autrement dit, les responsables américains, face à cette volonté démocratique, sont eux-mêmes devenus sceptiques à l'égard du vent démocratique qui soufflait sur le monde arabe. En effet, nous verrons que la position américaine envers les soulèvements démocratiques a été assez sélective. Si Washington s'est aussitôt positionné du côté des manifestants en Tunisie et en Syrie, il a été plus méfiant envers la révolution égyptienne et a strictement refusé d'apporter son soutien aux manifestations bahreïnies. Face à ces positions paradoxales en termes de promotion démocratique, mais qui peuvent sembler raisonnables eu égard aux intérêts américains dans la région, les responsables américains ont renforcé l'équilibre entre la promotion démocratique et leurs intérêts vitaux dans le monde arabe. Bien sûr, tant pour le défi de la lutte antiterroriste que pour celui de la promotion démocratique, Washington, après la fin de la présidence de George Bush, a effectué un changement d'approche, passant d'un unilatéralisme à un multilatéralisme et d'une politique interventionniste et militaire à une politique beaucoup plus diplomatique. Cependant, ce passage d'une approche à une autre n'a pas permis aux États-Unis d'atteindre plus d'objectifs : à la fin de la présidence de Barack Obama, le terrorisme n'avait pas été vaincu, la promotion démocratique n'avait pas été renforcée, et la reconstruction de l'Irak n'avait pas eu lieu.

Dans cette deuxième partie, nous aborderons également les engagements indéfectibles des États-Unis dans la région, comme la protection d'Israël et son intégration au sein du monde arabe, ainsi que l'élaboration d'une stratégie réelle à l'égard des partis islamistes non radicaux. Pour le premier engagement, nous nous pencherons sur le soutien américain de l'État hébreu et sur les efforts déployés pour assurer une plus grande intégration d'Israël au sein d'une région principalement arabe et musulmane. Certes, si les relations américano-israéliennes ont traversé des périodes de grande coopération militaire (comme durant la présidence de George Bush) et des périodes moins prometteuses (comme sous la présidence de Barack Obama), Washington s'est toujours efforcé de faire de la sécurité d'Israël une priorité stratégique majeure et l'un des intérêts américains les plus fondamentaux. Nous verrons également que si les efforts américains pour une paix durable au Moyen-Orient étaient basés auparavant sur la résolution du conflit israélo-palestinien, ils ont progressivement évolué vers une reconnaissance arabe plus large d'Israël par les Émirats arabes unis, le Bahreïn, le Maroc et le Soudan. Cependant, bien que ces efforts américains aient permis à Israël d'être plus intégré dans le monde arabe et aux Palestiniens d'avoir l'espoir d'établir une nation souveraine (cette idée a d'ailleurs été pour la première fois introduite par le président George Bush), en aucun cas, ils n'ont permis la protection des droits des Palestiniens.

Face à cette situation, la stratégie américaine semble devenir de plus en plus injuste à l'égard de la cause palestinienne, notamment dans un contexte de forte violence entre Palestiniens et Israéliens. Le *statu quo* étant insoutenable, l'indifférence américaine envers la colonisation progressive de Jérusalem pourrait mener à une guerre à plus grande échelle qui pourrait mettre en danger les intérêts des États-Unis dans la région. Il convient ainsi de préciser que toute paix durable au Moyen-Orient devra passer par une stratégie américaine plus équitable envers les Palestiniens, car en l'absence de deux États et d'une position raisonnable envers le « nettoyage ethnique » de Jérusalem par les responsables israéliens, la région continuera à vivre des épisodes sanglants et les intérêts américains seront toujours menacés. Cela dit, depuis la guerre de 2001 contre l'Afghanistan, jusqu'à présent, si les stratégies américaines se sont révélées efficaces sur le court terme, sur le long terme, elles restent inopérantes. L'absence de stratégie américaine concrète et forte a permis à d'autres puissances mondiales comme la Russie et la Chine de s'engager davantage dans le monde arabe. C'est d'ailleurs ce que nous aborderons dans la troisième et dernière partie de notre thèse.

Dans la dernière partie, nous nous intéresserons à la notion de multilatéralisme et à la place que celui-ci occupe dans la politique étrangère américaine, notamment après les échecs qu'a provoqués l'unilatéralisme du président George Bush. Par ailleurs, il est important de préciser que l'unilatéralisme américain et les défaites successives ont incité les responsables américains à adopter une nouvelle approche de politique étrangère afin de mener au mieux leurs objectifs dans le monde arabe. Cependant, il est aussi essentiel de rappeler que l'intégration du multilatéralisme au sein de la politique étrangère américaine est due à l'émergence d'autres puissances, la Russie et la Chine en particulier. En effet, la crise syrienne a révélé que les États-Unis n'étaient plus en mesure d'agir seuls, car les intérêts russes en Syrie étaient menacés. Si Washington s'est montré enthousiaste envers la révolution syrienne et a même annoncé que le régime d'al-Assad n'était plus légitime, Moscou a tout de suite répliqué en adoptant une position antagoniste, apportant son soutien au régime baathiste. En dépit des nombreux efforts (soutien matériel et financier) de Washington pour répondre aux désirs démocratiques des rebelles syriens, Moscou a eu le dernier mot. Malgré une guerre civile sanglante qui a impliqué une violation claire des droits de l'homme par le régime de Bachar al-Assad, ce dernier s'est maintenu au pouvoir et a même regagné sa légitimité grâce au soutien et à une stratégie russe ferme et efficace. Ainsi, nous verrons qu'à travers la crise syrienne, les États-Unis se sont heurtés aux intérêts vitaux des Russes dans le monde arabe, prenant conscience qu'ils ne pouvaient plus agir dans cette région sans prendre en compte les intérêts du Kremlin.

Face à une absence de stratégie américaine claire envers la crise syrienne, à la perte d'élan en Irak et à la montée en puissance de Téhéran sur la scène politique irakienne, les Russes, les Chinois et d'autres puissances régionales comme la Turquie, l'Iran ou l'Arabie saoudite se disputent désormais le leadership de cette région stratégique. Autrement dit, les puissances régionales, comme la Turquie et l'Iran, se sont jointes à la Russie en 2015 pour apporter des réponses plus concrètes aux crises syrienne et libyenne, où les États-Unis semblent en retrait et/ou en déclin.

Cette partie abordera également la stratégie américaine dans les monarchies du Golfe où, malgré la résolution de la crise qui a opposé le Qatar à l'Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis, la paix est encore fragile. Maintenir la cohésion entre les membres du Conseil de coopération du Golfe représente une nécessité pour protéger les intérêts de Washington. Nous tenterons également d'explorer la stratégie américaine au Maghreb et en Algérie. Les responsables américains veulent développer leur coopération avec Alger, notamment

concernant la lutte antiterroriste dans la région du Sahel et les échanges culturels et scientifiques entre les deux pays. L'intérêt sera porté sur le développement des activités culturelles, économiques et politiques de l'ambassade américaine à Alger, dans le but de se rapprocher davantage de toutes les fractions de la société algérienne, la jeunesse en particulier. Face à ce rapprochement subtil entre Washington et Alger, le Maroc reste cependant le pilier de la stratégie américaine au Maghreb. Avec des relations diplomatiques qui remontent au XVII^e siècle, les deux pays jouissent d'un partenariat économique et militaire. Dernièrement, avec la reconnaissance de la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental par Washington et la reconnaissance d'Israël par Rabat, les États-Unis ont conservé un allié fiable dans une région connue pour être fortement sous influence française. Cela dit, maintenir au moins un allié dans chaque partie du monde arabe permet aux Américains de jouir de leur rôle de leader et de garder leur position hégémonique en dépit de leurs échecs successifs. Ceci nous amène à mettre en avant la nouvelle stratégie que les États-Unis déploient dans le monde arabe afin de consolider leur pouvoir de fascination. En effet, bien que beaucoup d'études affirment le début du déclin des États-Unis, d'autres appellent Washington à se désengager des missions qui ne sont pas stratégiques et qui ne protègent pas nécessairement les intérêts américains, et ceci, dans le but d'éviter ce déclin.

Tout au long de cette thèse, nous procéderons à une étude comparative entre les gouvernements de George Bush et de Barack Obama en termes d'approches de politique étrangère américaine et de doctrines face à plusieurs enjeux déclenchés par la guerre en Irak : la lutte antiterroriste, la promotion démocratique, l'intégration d'Israël dans le monde arabe et le rôle des États-Unis dans un monde multilatéral. Cette étude comparative est intéressante puisqu'elle nous permet de mieux comprendre l'évolution du rôle et de l'hégémonie américaine dans le monde arabe. Elle nous permettra également de comprendre comment la politique étrangère américaine est influencée par les événements clés et comment la personnalité du président peut peser sur les prises de décisions au niveau international. Nous aurons recours principalement aux sources primaires comme les communiqués officiels, les discours, les interviews des présidents américains et des plus hauts responsables à Washington. Ces sources primaires regroupent des informations importantes pour comprendre la trajectoire de Washington dans le monde arabe. Cependant, les sources primaires seules ne suffisent pas pour analyser le désengagement américain dans le monde arabe ou même le déclin de l'influence américaine dans cette région. C'est pourquoi, nous nous référerons également aux revues et aux

articles écrits par les plus grands spécialistes américains de la politique étrangère américaine et du monde arabe, parce que ces derniers apportent des informations que les communiqués officiels ne révèlent pas. Ainsi, combiner les sources primaires avec les analyses des spécialistes de la politique étrangère américaine nous permet d'avoir une recherche plus complète et plus objective. Concernant notre thèse, il est très important de s'intéresser à différents auteurs et politiciens réalistes, néoconservateurs, démocrates et républicains afin de cerner toute la complexité des décisions prises à Washington.

À travers ces recherches, nous avons découvert que la politique étrangère américaine est un système confus au sein duquel la Maison-Blanche n'est pas le seul acteur à prendre des décisions, contrairement à ce qui est généralement annoncé dans les communiqués officiels. Il s'agit d'un processus compliqué où le Pentagone, les ministères de la Défense et de l'Économie, la Maison-Blanche, la CIA, le FBI et les organisations gouvernementales comme l'USAID se concertent pour finalement émettre une décision finale. Ainsi, nous nous sommes efforcés de diversifier nos sources et d'apporter des informations provenant de ces différentes institutions américaines pour assurer l'objectivité de notre thèse. Notons également que face à la multitude des documents sur la politique étrangère américaine et sur les effets de la guerre en Irak, il nous a fallu choisir les analyses les plus pertinentes en prenant en compte notamment les auteurs, leurs ouvrages et leur crédibilité d'un point de vue scientifique. Quant aux sources primaires, nous avons principalement choisi les rencontres officielles, les longs discours des présidents et les interviews faites à l'issue d'une décision importante. Nous avons également eu recours à des ouvrages du XX^e et du XXI^e siècle, mais l'accent a été mis principalement sur les sources auxquelles nous avons accès sur Internet et les sites d'information de grande renommée comme le *Washington Post*, le *New York Times*, *Carnegie Endowment*, le *Center for Strategic and International Studies*, l'USAID, l'ONU, la Maison-Blanche, *Pew Research*, JSTOR, Cairn...

PARTIE I L'INVASION AMÉRICAINE DE L'IRAK : REPRÉSAILLES OU PRIORITÉ STRATÉGIQUE ?

INTRODUCTION

La politique étrangère américaine a considérablement changé après les attaques du 11 septembre 2001. Jusqu'à cette date, les États-Unis ne montraient pas d'intérêt particulier pour contribuer aux paysages politiques et sociaux des pays arabes. Autrement dit, ils soutenaient les dictatures dans les pays arabes et tentaient de maintenir le *statu quo*. Les attaques du *World Trade Center* les ont incités à reconsidérer leur stratégie dans le monde arabe car leur sécurité nationale était menacée. Pour les États-Unis, le monde arabe devait être soumis à un plan de démocratisation qui anéantirait les idées terroristes et radicales et offrirait un environnement plus stable et modéré, non seulement pour eux-mêmes, mais également pour les pays arabes. Notons aussi que l'exportation des valeurs démocratiques telles que les libertés individuelles, l'égalité et la justice dans le reste du monde n'était pas une approche nouvelle dans la politique américaine.

Les États-Unis ont longtemps promu les valeurs démocratiques à travers le monde, comme en Europe de l'Est, en Asie ou en Amérique latine. Dans ces régions, ils ont déployé des programmes démocratiques financés par le ministère des Affaires étrangères américain afin de compenser le déficit démocratique, renforcer les droits de l'homme et fournir une assistance politique pour établir des États de droit. Sous Bill Clinton, la démocratisation était une priorité dans l'agenda de la Maison-Blanche. Toutefois, le processus démocratique n'a jamais inclus la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Cette exclusion s'explique par le fait que démocratiser le Moyen-Orient ne s'inscrivait pas dans l'intérêt géopolitique des États-Unis. D'ailleurs, cette politique consistant à exclure le monde arabe du processus de démocratisation devait continuer après l'élection de George Bush en 2002. En effet, il avait relégué au second plan la démocratisation dans le monde et entendait donner plus d'importance aux intérêts réels des États-Unis.

Cependant, les attaques du 11 septembre ont incité les responsables américains à repenser leur stratégie dans le monde arabe, que le gouvernement de George Bush considérait comme le bastion du terrorisme. Une stratégie américaine unilatérale a été déployée avec la démocratie comme priorité. Celle-ci consistait à aider financièrement les organisations non gouvernementales dans le monde arabe afin de donner plus d'importance au concept de liberté (libertés individuelles et politiques) dans cette région longtemps dominée par des régimes autoritaires. Pour mener à bien ce projet et atteindre leur objectif, les États-Unis devaient affirmer de nouveau leur rôle, leur puissance et leur hégémonie dans la région. Comme les

attaques du 11 septembre les avaient touchés de plein fouet, faisant des milliers de victimes, le gouvernement de George Bush exprimait une certaine rancune envers le monde arabomusulman, qui se traduisait par une politique d'amalgame entre islam et terrorisme et par l'annonce de la guerre contre ce dernier. Cette lutte consistait à réprimer tous les régimes qui avaient, de près ou de loin, hébergé des organisations terroristes ou soutenu les idées radicales dans le monde arabe. Si la lutte contre les talibans en Afghanistan répondait aux attentes du combat contre le terrorisme, la guerre préventive contre Saddam Hussein suscitait un fort scepticisme. En effet, aucun lien n'avait été prouvé entre le leader irakien et les attaques terroristes du 11 septembre ou al-Qaida, organisation qui les avait revendiquées. Pourtant, Saddam Hussein devenait un leader ennemi en possession d'armes de destruction massive et dont les intentions devaient être contrées pour éviter de nouvelles attaques contre les États-Unis. Or, la proposition d'une guerre préventive n'a convaincu ni l'opinion publique américaine, ni la communauté internationale. Malgré ce rejet, les Américains ont envahi l'Irak le 20 mars 2003, ce qui les a plongés dans une guerre difficile et incontrôlable, avec un effet contre-productif. L'échec de leur invasion a remis en question l'ensemble de leur stratégie dans le monde arabe et les a jetés, ainsi que la région, dans un chaos politique et sécuritaire profond.

Le premier chapitre de notre thèse se focalise sur les relations américano-irakiennes d'avant-guerre et leur évolution vers une instabilité et une méfiance diplomatique permanente entre les deux pays. Nous retiendrons quatre événements clés, à savoir la révolution iranienne de 1979, la guerre Iran-Irak (1980-1988), la première guerre du Golfe de 1991 et les attaques du 11 septembre 2001, comme points d'entrée pour une analyse de la politique américaine envers le régime de Saddam Hussein. Cette analyse nous permettra de clarifier la nature des liens entre les États-Unis et l'Irak et également d'apporter des réponses aux trois interrogations principales suivantes. Pourquoi les États-Unis ont-ils décidé de mener une guerre contre le régime de Saddam Hussein ? Pourquoi la classe politique américaine a-t-elle sous-estimé les conséquences de cette guerre ? Pourquoi les États-Unis ont-ils rejeté toute alternative à la guerre contre le régime de Saddam Hussein ?

Ce premier chapitre se divise en cinq sous-chapitres. Le premier abordera les relations d'avant-guerre entre les États-Unis et l'Irak, sur une période s'étendant de 1979 à 2001. Le deuxième sous-chapitre portera sur la vision américaine de l'idéologie politique de l'Irak (le baathisme). Ces deux sous-chapitres se placent dans la période 1979-2001. Le troisième sous-chapitre examinera les débats politiques internes aux États-Unis après l'annonce du

président George Bush de renverser le régime de Saddam Hussein. Nous mettrons l'accent sur les débats entre néoconservateurs et réalistes et tenterons de démontrer que la thèse de George Bush, qualifiant l'Irak d'ennemi numéro 1 de la région, n'était pas une vision commune aux États-Unis. Ici, nous mettrons en avant différentes notions majeures comme l'intérêt national, le pétrole ou encore le lien entre les États-Unis et Israël dans l'invasion de l'Irak. Le quatrième sous-chapitre proposera une analyse de la guerre contre l'Irak, en apportant des définitions de « l'axe du mal », du sentiment anti-américain, de l'impérialisme démocratique et de la théorie des dominos. Ces deux sous-chapitres se limiteront à la période 2001-2004. Enfin, le cinquième sous-chapitre tentera d'analyser l'évolution de la stratégie américaine après l'invasion de l'Irak, en évoquant ses différentes étapes à partir de la chute du régime de Saddam Hussein et les conséquences de celles-ci. Nous retiendrons principalement les événements phares qui ont incité les États-Unis à changer de stratégie, comme la bataille d'al-Falloujah qui a mené vers *the Surge*. Nous nous intéresserons également au pluralisme politique qui apparaît indomptable. Nous essayerons d'expliquer la guerre contre le terrorisme, les buts atteints et les conséquences de cette lutte ayant provoqué des divisions sectaires profondes et une violence civile incontrôlable. Ce sous-chapitre englobe la période 2003-2007.

Le premier chapitre de cette thèse couvre ainsi une période allant de l'avant-guerre jusqu'en 2007. L'étude s'appuie sur cinq sources principales de données : les livres, les rapports, les discours des présidents, les articles de journaux et de revues (qui rendent compte des opinions divergentes sur les différentes interrogations abordées ici) et les archives du gouvernement des États-Unis. Notons que du fait de la multiplication et de la fluctuation croissante des événements, des études et des documents sur le sujet au fil du temps, il s'avère en particulier impossible de rétablir les positions et trajectoires de chaque analyse.

1. Les relations irako-américaines d'avant-guerre

Depuis que le président Saddam Hussein est arrivé au pouvoir en 1979, les rapports entre les États-Unis et l'Irak ont été un modèle de relations volatiles qui évoluaient en fonction des développements internationaux et régionaux. Des événements importants ont régi ces relations, notamment la révolution iranienne en 1979, la guerre Iran-Irak en 1980, l'invasion irakienne du Koweït en 1990, la deuxième guerre du Golfe en 1991 et enfin les attaques du 11 septembre 2001. L'Irak a été un élément clé dans les articulations et la trajectoire de la politique étrangère américaine envers le monde arabe. Ces relations ont été affectées par les

transformations majeures et la transition du système international de la guerre froide à un système unipolaire gouverné par les États-Unis. Les relations américano-irakiennes ont été influencées par d'autres facteurs comme la personnalité et les aspirations du président Saddam Hussein, ainsi que par les positions envers le régime irakien affichées par les différents gouvernements américains qui se sont succédé à la Maison-Blanche. Il existe d'autres facteurs qui ont régi les relations américano-irakiennes, les plus importants étant la nature de l'orientation baathiste de l'État irakien, la position irakienne sur le conflit israélo-arabe et la forme des relations soviéto-irakiennes—les deux pays avaient signé un traité d'amitié et d'alliance le 9 avril 1972 pour une période de 15 ans—et la spécificité des rapports entre l'Amérique et l'Iran du shah.

L'Iran est resté le gardien du Golfe et l'un des piliers de la stratégie des *twin pillars*² au Moyen-Orient entre 1958 et 1978, tandis que l'Irak était considéré comme une référence régionale dans le conflit israélo-arabe et la principale menace pour les monarchies de la zone. L'Amérique a donc soutenu le shah d'Iran avec des armes et a envoyé des conseillers et des experts militaires pour renforcer l'arsenal militaire iranien. Ainsi, avec la forte augmentation des revenus pétroliers en 1973, le shah a pu accroître ses achats d'armes, ce qui lui a permis de devenir, avec l'Arabie saoudite, un des piliers du Golfe.

Les relations américano-irakiennes peuvent être divisées en quatre étapes :

- Premièrement, la révolution iranienne de 1979 et la guerre Iran-Irak en 1980, ce qui représente l'étape du rapprochement, de la coopération.
- Deuxièmement, l'invasion irakienne du Koweït, la deuxième guerre et la crise du Golfe, constituant le sommet de la crise dans les relations américano-irakiennes.

² La décision prise par la Grande-Bretagne, à la fin des années 1960, de se désengager militairement du golfe Persique et d'accorder l'indépendance à ses dix protectorats le long de la côte est de la péninsule arabique a confronté les États-Unis à un dilemme stratégique. C'était l'apogée de la rivalité de la guerre froide avec l'Union soviétique, et les États-Unis étaient profondément impliqués au Viêt-nam. En conséquence, les États-Unis, sous le gouvernement de Richard Nixon, ont décidé, au lieu d'une intervention directe, de constituer leurs deux alliés régionaux, l'Iran et l'Arabie saoudite, en tant que puissances locales qui pourraient protéger la région de la propagation de l'influence soviétique. En tant que « piliers » de la politique américaine, les deux pays ont été encouragés à acquérir, pour des milliards de dollars, les armes les plus avancées au cours des années 1970. L'Iran a adopté la politique des *twin pillars* avec plus d'enthousiasme que l'Arabie saoudite et est intervenu militairement, avec l'approbation des États-Unis, en Irak et à Oman. La politique s'est effondrée soudainement en 1979, lorsque le shah d'Iran a été renversé dans une révolution qui a porté au pouvoir un régime républicain opposé à l'influence américaine dans la région.

- Troisièmement, la deuxième crise du Golfe (1991-2001), qui correspond au stade de la mise en œuvre des résolutions des Nations unies, de l'inspection et de l'embargo.
- Quatrièmement, l'administration Bush, qui a fait un pas après les événements du 11 septembre. Cette étape a été marquée par la confusion entre le terrorisme et les États voyous, ou ce qu'on a appelé plus tard « l'axe du mal » où l'Irak était au premier plan.

« Dans ce contexte, l'usage de la force ne se justifie pas aujourd'hui. Il y a une alternative à la guerre : désarmer l'Irak par les inspections. De plus, un recours prématuré à l'option militaire serait lourd de conséquences »³. Cette déclaration de Dominique de Villepin, lors d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU, résume la situation de l'Irak aujourd'hui. L'invasion de 2003 a entraîné toute une région, mais aussi tout un monde, vers une ère de violence. Ce conflit a posé des questions insolubles, auxquelles les administrations de George Bush et de Barack Obama se sont heurtées, d'autant plus que la lutte des Américains pour la démocratie au Moyen-Orient a fait naître des crises d'identité en Irak, pays diversifié et fragmenté. Le gouvernement de George Bush a dû, par conséquent, alléger son unilatéralisme en adoucissant son caractère militaire pour laisser plus de place à la diplomatie. Il s'agissait d'une tentative de changement d'approche de la politique étrangère américaine. En effet, cette guerre était planifiée et ses conséquences étaient prévisibles : l'invasion de l'Irak entraînerait la chute de Saddam Hussein, permettant ainsi une entrée plus facile en démocratie et l'émergence d'un nouveau Moyen-Orient où les libertés civiles seraient un élément majeur au sein de la région arabo-musulmane.

Cependant, la stratégie déployée par le gouvernement de George Bush n'a pas abouti, plongeant l'Irak dans un chaos sans précédent. Pour comprendre le sort de l'Irak actuel, il est important de remonter dans l'histoire de ce pays. Pour cela, nous nous focaliserons sur les relations entre les États-Unis et l'Irak avant la guerre. Nous évoquerons également la nature des relations de Saddam Hussein avec les États-Unis. Il est aussi essentiel de comprendre comment les deux principaux partis politiques états-uniens abordaient la question irakienne avant l'invasion de 2003. Rappelons que dès la fin des années 1990, l'Irak divisait la classe politique américaine. Certains, comme les néoconservateurs, souhaitaient cette guerre et s'étaient dits

³ Guerrier, Sophie, « Le discours de Villepin sur l'Irak à l'ONU », *Le Figaro*, 8 avril 2014, <https://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/2014/04/08/25001-20140408ARTFIG00066-le-discours-de-villepin-sur-l-irak-a-l-onu.php>. Consulté le 10 juillet 2019.

satisfaits des plans américains qui incluait des notions idéologiques et même économiques comme « l'axe du mal », la « théorie des dominos » et le pétrole.

« L'axe du mal » était une expression utilisée pour décrire les tendances belliqueuses de l'Iran, de la Corée du Nord et de l'Irak au début du XXI^e siècle. Elle a été inventée par le rédacteur des discours présidentiels américains, David Frum, et par le rédacteur présidentiel Michael Gerson, à l'attention de George W. Bush dans son discours sur l'état de l'Union en 2002. Quant à la théorie des « dominos démocratiques », elle a été conçue pour faire de l'Irak le premier pays démocratique de la région, qui entraînerait la démocratisation des autres États arabes. À l'inverse, certains républicains, comme une partie des démocrates et les réalistes, ont exprimé leur scepticisme envers cette guerre et ont mis les Américains en garde contre les conséquences désastreuses qui pourraient surgir à l'issue de celle-ci.

1.1 La stratégie américaine envers l'Irak

1.1.1 Les États-Unis et l'Irak : des relations diplomatiques fragiles

La nature des relations diplomatiques entre les États-Unis et l'Irak a toujours fait l'objet de beaucoup de spéculations. Pourquoi les États-Unis n'ont-ils jamais eu de relations ordinaires avec l'Irak ? Quelles en sont les causes ? Comment ont-ils réussi à faire de l'Irak un pays suspicieux ? Pourquoi ont-ils voulu garder des relations conflictuelles avec le régime de Saddam Hussein ?

Saddam Hussein a pris le pouvoir en 1969, à la suite du coup d'État contre le régime d'Ahmed Hassan al-Bakr⁴. À cette époque, les États-Unis, pour déstabiliser le régime baathiste de Saddam Hussein, ont commencé à s'associer avec le régime iranien du shah Mohammad Reza Pahlavi et à armer les peshmergas, les rebelles kurdes, contre le raïs irakien. Les États-Unis ont également contribué au coup d'État avorté contre Saddam Hussein en 1996, en collaboration avec les Kurdes d'Irak et les chiites⁵. Les raisons de cet échec sont nombreuses.

⁴ Ahmed Hassan al-Bakr (1^{er} juillet 1914 - 4 octobre 1982) a été le quatrième président de l'Irak, du 17 juillet 1968 au 16 juillet 1979, et un membre éminent du parti révolutionnaire socialiste arabe Baath. Le 16 juillet 1979, Ahmed Hassan al-Bakr, 65 ans, a démissionné, apparemment pour des raisons de santé, et Saddam Hussein a assumé la présidence dans une démarche qui était largement considérée comme une formalité. Il est communément admis, sur la base de témoignages, que Saddam Hussein a forcé le président à démissionner sous la menace d'être expulsé de force.

⁵ Sciolino, Elaine, "A Failed Plot to Overthrow Hussein is Reported in Iraq", *The New York Times*, 14 mars 1995, <https://www.nytimes.com/1995/03/14/world/a-failed-plot-to-overthrow-hussein-is-reported-in-iraq.html>. Consulté le 10 juillet 2019.

Le régime de Saddam Hussein a tenté de s'imposer à plusieurs reprises comme une puissance régionale incontournable : sa guerre contre l'Iran et l'invasion du Koweït ont prouvé le désir du raïs de renforcer le rôle de son pays dans la région. La méfiance des Américains envers le régime de Saddam Hussein était cependant légitime au regard de leurs intérêts vitaux dans cette zone. Ils savaient qu'ils faisaient face à un dirigeant arabe imprévisible, qui avait la capacité de nuire à leurs intérêts ou du moins à la stabilité des pays amis dans le monde arabe (comme les pays du Golfe). Par conséquent, l'invasion du Koweït constituait, pour les États-Unis, une atteinte à la pérennité de leurs intérêts dans cette région.

Ainsi, la méfiance des États-Unis envers ce dirigeant n'était liée ni à sa personne, ni à la puissance que pouvait représenter l'Irak (qui ne les aurait jamais égalés), mais bel et bien à l'influence qu'il pouvait exercer sur les pays arabes. Le régime de Saddam Hussein jouissait d'une forte position dans la région. De plus, les populations arabes étaient plutôt séduites par son idéologie baathiste qui prônait l'arabisme et la souveraineté, deux notions capitales dans une région qui avait longtemps combattu les ingérences étrangères. Toutefois, il est utile de comprendre la nature des intérêts américains dans le monde arabe, qui sont nombreux. On ne peut pas dire que le monde arabe représente une unité politique unanime ou commune, où les intérêts des États-Unis sont faciles à cerner. Dans les décennies qui ont suivi la guerre froide, la politique étrangère de chaque président américain n'a pas été particulièrement différente à l'égard de cette région stratégique, mais les moyens déployés pour protéger les intérêts des États-Unis, eux, ont été variables.

Les intérêts américains au Moyen-Orient dépendent de la classification de ces pays du point de vue des États-Unis. Toutefois, il demeure essentiel de noter qu'en l'absence de démocratie et de transfert pacifique du pouvoir dans la plupart des pays arabes, leur premier et dernier intérêt concerne leurs relations avec les États-Unis. Avec les autres puissances, le plus important pour les pays arabes est de maintenir une continuité dans les relations avec les États-Unis. Par conséquent, les intérêts américains sont considérés comme des intérêts supérieurs, tandis que les intérêts arabes sont plus ou moins subsidiaires et remplacés par des intérêts à tendance personnelle, négligeant ainsi les notions de souveraineté et de primauté arabe. Selon la description américaine, ces pays peuvent être classés comme suit. Tout d'abord, les pays amis, dont le nombre semble diminuer, ont généralement des liens étroits avec l'Occident et bénéficient du soutien économique, militaire et moral des États-Unis afin de maintenir leur système politique. Ce sont notamment les pays du Golfe, l'Égypte, la Jordanie

ou le Maroc. Une autre catégorie comprend les États arabes « hors la loi » (« États voyous »), que l'on nomme en anglais *the Rogue States*. L'Irak fait partie de cette catégorie. Ces pays prennent des positions politiques et économiques hostiles aux États-Unis, notamment en ce qui concerne le processus de paix avec l'État hébreu. Ils subissent des frappes militaires et des pressions économiques, dans le but de modifier leur comportement et de faire cesser leur menace indirecte sur les pays amis des États-Unis. La politique américaine à l'égard des pays qualifiés de hors-la-loi est un moyen de faire pression sur les pays amis afin de maintenir des relations diplomatiques amicales avec les États-Unis. Il semble que l'élément fondamental dans les relations américano-arabes réside dans la mesure selon laquelle les États arabes acceptent ou rejettent le processus de paix, c'est-à-dire la reconnaissance d'Israël. Par conséquent, il est raisonnable de noter que les pays qui acceptent le processus de paix et ne remettent pas en cause l'existence d'Israël sont généralement classés comme amis.

Le meilleur exemple de cette politique est le comportement américain vis-à-vis du régime de Saddam Hussein. En effet, ce dirigeant arabe, fervent défenseur de la cause palestinienne, représentait une menace sécuritaire pour l'État d'Israël et non pour les États-Unis. C'est ainsi que leur méfiance envers ce régime puisait ses racines dans la relation spéciale qu'ils entretiennent avec Israël. C'est d'ailleurs ce que soulignent Paul Mearsheimer et Stephen Walt dans leur ouvrage *La Politique étrangère américaine et le lobby pro-israélien*. Selon eux, l'invasion de l'Irak en 2003 résultait d'un long processus du lobby pro-israélien pour mettre fin aux ambitions de Saddam Hussein dans la région, parmi lesquelles la libération de la Palestine et la destruction d'Israël⁶. Cette crainte à l'égard du régime de Saddam Hussein était donc plutôt liée à la paix durable en Israël. Beaucoup ont souligné que le régime de Saddam Hussein ne représentait aucune menace effective contre les États-Unis, mais la sécurité d'Israël les engageait à entretenir des relations antagonistes avec le raïs⁷. Cette méfiance était alors associée à des intérêts qui n'étaient ni américains, ni vitaux, mais qui résultaient plutôt d'une relation spéciale avec l'État hébreu. Cet antagonisme que les États-Unis entretenaient envers l'Irak incluait des confrontations diplomatiques et militaires et des embargos économiques. Cependant, il convient de préciser que l'agressivité de Saddam Hussein était motivée par de

⁶ Mearsheimer, John J., et Stephen, M. Walt, *Le lobby pro-israélien et la politique étrangère américaine*, Paris : La Découverte : 2009 p. 90-140.

⁷ Waxman, Dov, "From Jerusalem to Baghdad? Israel and the War in Iraq", *International Studies Perspectives* 10, no.1 (2009): 1-17, doi: 10.1111/j.1528-3585.2008.00354.x.

multiples éléments qui pouvaient mettre en péril les intérêts américains dans la région, comme l'invasion du Koweït ou encore les drones irakiens qui avaient frappé Israël en 1991.

1.1.2 Rapprochement éphémère durant la guerre Iran-Irak

La guerre Iran-Irak s'inscrivait dans un contexte de guerre froide. C'est pendant l'année 1980 que les États-Unis ont tenté de devancer l'URSS en imposant des embargos. Il est important de souligner qu'avant 1980, le Moyen-Orient n'était pas une priorité pour les États-Unis. C'était une région assez isolée en termes de priorités stratégiques américaines. C'est seulement en 1980 que Jimmy Carter a annoncé que la région faisait partie des intérêts vitaux des États-Unis. Ceux-ci voulaient avoir une position dominante dans une région stratégique riche en matières premières. Lors de son discours sur l'état de l'Union, Carter affirmait : « Notre position est extrêmement claire : toute tentative de contrôle de la région du golfe Persique par une force extérieure sera considérée comme une atteinte aux intérêts vitaux des États-Unis d'Amérique et sera réprimée par tous les moyens nécessaires, y compris par la force »⁸. La doctrine Carter, justifiant une intervention militaire pour défendre les intérêts des États-Unis, leur a permis, en deux décennies, de jouer un rôle prépondérant dans le grand Moyen-Orient.

La doctrine Carter visait donc à promouvoir une plus grande stabilité régionale avec une présence militaire américaine au Moyen-Orient. En septembre 1980, profitant du chaos politique provoqué par la révolution islamique de 1979, Saddam Hussein a envahi l'Iran. En effet, comme la majorité de la population irakienne était chiite, le leader sunnite craignait la propagation des idées révolutionnaires iraniennes en Irak. Pourtant, au début de cette guerre, les États-Unis n'avaient pris aucune position pour l'un ou contre l'autre et avaient décidé de rester neutres, les deux belligérants n'ayant aucune relation diplomatique avec eux. Comme la première préoccupation des États-Unis était l'URSS et la propagation du communisme dans le monde, le rapprochement entre Bagdad et Moscou, au début des années 1970, et la participation du Parti communiste irakien à la formation du gouvernement du pays étaient mal vus par Washington. En effet, toute avancée communiste constituait une menace pour les intérêts vitaux des Occidentaux, et des États-Unis en particulier. Par ailleurs, le malaise ressenti par les pays du Golfe à l'égard de l'Irak de Saddam Hussein avait plus ou moins convaincu Washington qu'un Irak baathiste était incompatible avec une paix durable au Moyen-Orient, notamment

⁸ Carter, Jimmy, "State of the Union Address." 1980, US Government, <https://www.jimmycarterlibrary.gov/assets/documents/speeches/su80jec.phtml>. Consulté le 5 juillet 2019.

entre Israël et ses voisins arabes. Compte tenu des positions radicales de l'Irak concernant le conflit israélo-palestinien et son envie grandissante de jouer un rôle prépondérant dans les grandes crises de la région, ce pays constituait un « opposant » régional à prendre en compte.

L'envie croissante de l'Irak de protéger la région contre « l'impérialisme » ne pouvait qu'y favoriser l'avancée des Soviétiques. L'Irak posait donc deux menaces majeures. La première était que ce pays était un « endroit idéal pour l'expansion du communisme »⁹, représentant ainsi un soutien militaire capital pour les Soviétiques. La deuxième était qu'il pouvait attaquer le Koweït et même menacer la stabilité de l'Arabie saoudite, voire interférer dans les tensions territoriales entre le sud du Yémen et Oman, ou encore entre le nord et le sud du Yémen. Ce malaise sécuritaire dans la région puisait ses racines dans le désengagement des Britanniques. Évidemment, quand, au début des années 1960, ceux-ci ont décidé de se désengager de la protection des pays du Golfe, les États-Unis se sont retrouvés face à un dilemme : soit assumer le rôle que les Britanniques jouaient jusqu'ici, à savoir être présents dans la région, soit développer une stratégie consistant à alléger leur présence tout en renforçant leur rôle dans les questions régionales majeures.

Cependant, il est important de noter que la guerre Iran-Irak a plus ou moins permis un rapprochement entre l'Irak de Saddam Hussein et les États-Unis. Beaucoup d'études ont prouvé que ceux-ci ont encouragé l'invasion de l'Iran par l'Irak. Cette guerre était un moyen pour eux d'affaiblir un régime antagoniste, à l'opposé du régime allié du shah. Le soutien américain à l'Irak baathiste pendant la guerre irano-irakienne, où il s'était battu contre l'Iran postrévolutionnaire, comprenait une aide économique de plusieurs milliards de dollars, la vente d'une technologie à double usage, des armes d'origine non américaine, des renseignements militaires et des entraînements aux opérations spéciales¹⁰. Cependant, les États-Unis n'ont pas fourni directement des armes à l'Irak¹¹. Les accusations selon lesquelles le gouvernement américain a activement encouragé Saddam Hussein à envahir l'Iran revêtent un intérêt particulier pour les relations américano-iraniennes contemporaines (les défenseurs de cette théorie disent fréquemment que les États-Unis ont donné leur « feu vert » à Saddam Hussein).

⁹ Wright, Claudia, "Iraq-New Power in the Middle East", *Foreign Affairs*, Hiver 1979-80, <https://www.foreignaffairs.com/articles/iraq/1979-12-01/iraq-new-power-middle-east>. Consulté le 5 juillet 2019.

¹⁰ Friedman, Alan, *Spider's web: The Secret History of How the White House Illegally Armed Iraq*, New York: Bantam Books, 1993.

¹¹ Byrne, Malcolm, "Critical Oral History: a New Approach to Examining the United States' Role in the War" dans *The Iran-Iraq War: New International Perspectives*, London: Routledge, 2013.

Il existe une quantité considérable de preuves indirectes, mais le gouvernement des États-Unis nie officiellement que de telles collusions se soient produites, et aucune preuve concluante n'a été trouvée.

Le soutien du gouvernement américain à l'Irak n'était pas un secret et faisait souvent l'objet de discussions en séances publiques du Sénat et de la Chambre des représentants. Le 9 juin 1992, Ted Koppel rapportait dans « Nightline », sur ABC, que « les administrations Reagan / Bush avaient autorisé—et fréquemment encouragé—les flux d'argent, de crédits agricoles, de technologies à double usage, de produits chimiques et d'armes vers l'Irak »¹². Le soutien américain à Bagdad pendant la guerre Iran-Irak, en tant que rempart contre le militantisme chiite, était bien connu. Toutefois, sur la base de documents gouvernementaux déclassifiés, le *Washington Post* a fourni de nouveaux détails sur le rôle de Donald Rumsfeld, l'étendue du conflit et la connaissance de l'administration Reagan quant à l'utilisation d'armes chimiques¹³.

Le 1^{er} novembre 1983, le ministre des Affaires étrangères, George Shultz, recevait un renseignement selon lequel il y aurait « une utilisation presque quotidienne de l'arme chimique » par l'Irak. Pourtant, Ronald Reagan signait un ordre secret demandant à son gouvernement de faire tout ce qui était nécessaire et légal pour empêcher l'Irak de perdre la guerre. En décembre 1983, Donald Rumsfeld, chargé par le président Reagan de régler les conflits au Moyen-Orient, rencontrait Saddam Hussein à Bagdad et transmettait la volonté des États-Unis d'aider son régime et de rétablir des relations diplomatiques. Une enquête du Congrès de 1994 révélait également que des douzaines d'agents biologiques, y compris diverses souches de charbon, avaient été expédiés en Irak par des sociétés américaines, sous licence du ministère du Commerce américain. De plus, en 1988, la société Dow Chemical vendait à l'Irak des pesticides d'une valeur de 1,5 million de dollars, alors que les Irakiens étaient soupçonnés de les utiliser pour des attaques chimiques contre l'Iran¹⁴. Le seul cas où l'utilisation d'armes interdites par l'Irak semble avoir inquiété l'administration Reagan remonte à 1988, après que le lieutenant-

¹² Lancaster, John, “Dredging Up Gulf Secrets”, *The Washington Post*, 1^{er} juillet 1992, <https://www.washingtonpost.com/archive/lifestyle/1992/07/01/dredging-up-gulf-secrets/33087e2f-2af5-4512ac36-9cd04ace6286/>. Consulté le 7 juillet 2019.

¹³ Kessler, Glenn, “History lessons: When the United States Looked the Other Way on Chemical Weapons”, *The Washington Post*, 4 septembre 2013, <https://www.washingtonpost.com/news/factchecker/wp/2013/09/04/history-lesson-when-the-united-states-looked-the-other-way-on-chemical-weapons/>. Consulté le 11 juillet 2019.

¹⁴ Borger, Julian, “Rumsfeld Offered Help to Saddam”, *The Guardian*, 31 décembre 2002, <https://www.theguardian.com/world/2002/dec/31/iraq.politics>. Consulté le 13 juillet 2019.

colonel Rick Francona a visité le champ de bataille de la péninsule d'Al-Faw, dans le sud du pays, et signalé des signes de gaz sarin. « Quand je me promenais, j'ai vu des injecteurs d'atropine traîner. Nous avons vu du liquide de décontamination sur les véhicules, il n'y avait pas d'insectes », a déclaré Rick Francona, qui a écrit un ouvrage sur le transfert de la politique américaine en Irak, intitulé *Ally to Adversary*. « Washington a réagi très rapidement en disant : “Mettons fin à notre coopération”, mais cela n'a pas duré longtemps—quelques semaines seulement ». D'ailleurs, ce livre révèle la stratégie qu'ont entreprise les États-Unis durant la guerre Iran-Irak et la brièveté de l'alliance avec un adversaire, soulignant les erreurs de ladite stratégie¹⁵.

1.2 Incertitude croissante des années 1990

Les années 1990 devenaient cruciales pour les Américains. En effet, à cette époque, ils s'intéressaient de plus en plus au Moyen-Orient, région qui était autrefois marginalisée par leur politique étrangère. Sur le plan diplomatique, ils ont tenté de façonner leur approche concernant le développement de la région. Pendant la guerre Iran-Irak, les États-Unis sont restés tout de même en retrait, malgré les aides militaires et financières apportées à l'Irak. Mais, la deuxième guerre du Golfe les a incités à jouer un rôle plus robuste au sein d'une région qui renfermait des richesses naturelles (le pétrole étant la principale source). Après la guerre Iran-Irak, aucun perdant, aucun vainqueur n'était proclamé, or, l'Irak n'était pas pour autant affaibli. Ce pays, dirigé alors par Saddam Hussein, avait des désaccords avec le Koweït concernant les frontières.

Le 25 juillet 1990, l'ambassadrice américaine en Irak, April Glaspie, demandait au gouvernement irakien les raisons pour lesquelles l'armée nationale se déployait massivement du côté de la frontière koweïtienne. Elle déclarait à son interlocuteur : « Washington, inspiré par l'amitié et non par la confrontation, n'a pas d'opinion sur le désaccord entre le Koweït et l'Irak. » L'ambassadrice informait alors Saddam Hussein que « les États-Unis n'avaient pas l'intention de commencer une guerre économique avec l'Irak »¹⁶. Cette déclaration s'expliquait

¹⁵ “When I was walking around, I saw atropine injectors lying around. We saw decontamination fluid on vehicles, there were no insects... There was a very quick response from Washington saying “let’s stop our cooperation” but it didn’t last long - just weeks.” Francona, Rick, *Ally to adversary: an eyewitness account of Iraq’s fall from grace*, Annapolis: Naval Institute Press, 1999 / Borger, Julian. “Rumsfeld Offered Help to Saddam”, *The Guardian*, 31 décembre 2002.

< <https://www.theguardian.com/world/2002/dec/31/iraq.politics?words=Breivik>. Consulté le 16 juillet 2019.

¹⁶ Archive, “US Messages on July 1990 Meeting of Hussein and American Ambassador”, *The New York Times*, 13 juillet 1991, <https://www.nytimes.com/1991/07/13/world/us-messages-on-july-1990-meeting-of-hussein-and-american-ambassador.html>. Consulté le 8 juillet 2019.

par le fait que les États-Unis avaient développé des relations plus ou moins ordinaires avec l'Irak de Saddam Hussein et n'avaient pas la volonté de créer un malaise diplomatique avec lui.

Le gouvernement Bush tentait donc de comprendre et même de contenir les intentions de Saddam Hussein. Le conflit a débuté le 2 août 1990 à deux heures du matin. Les divisions de la Garde républicaine irakienne et les forces spéciales de l'armée irakienne ont été les premières à entrer sur le sol koweïtien. L'offensive a été une grande surprise pour les forces koweïtiennes qui avaient réduit leur niveau d'alerte à la suite des déclarations américaines. L'occupation du Koweït a été unanimement condamnée par toutes les grandes puissances mondiales. Même les pays traditionnellement considérés comme de proches alliés de l'Irak, comme la France et l'Inde, ont appelé à un retrait immédiat de toutes les forces irakiennes du Koweït. Comme les intentions de Saddam Hussein étaient donc militaires et consistaient en une occupation réelle et effective du Koweït, après une série de négociations infructueuses entre les grandes puissances mondiales et l'Irak, les États-Unis lui ont déclaré la guerre à la mi-janvier 1991. Le 16 janvier, les avions de la coalition ont ciblé plusieurs sites militaires irakiens, et l'armée de l'air irakienne a été décimée¹⁷.

1.2.1 Guerre du Golfe et stratégie américaine envers l'Irak

Le régime de Saddam Hussein était caractérisé par une volonté hégémonique régionale en vue d'acquérir une stature parmi les dirigeants arabes et de convaincre l'opinion publique nationale ; ceci dans l'espoir de récupérer les terres qui, de l'avis de nombreux Irakiens, avaient été saisies par le Koweït des décennies auparavant. Dans une interview accordée à ABC News en novembre 1990, le leader irakien justifiait sa décision d'envahir le Koweït : « Nous convenons que tout acte agressif ne fait pas partie de nos tendances, mais il est normal que nous réagissions à l'agression. Ce qui est arrivé est que la famille dirigeante au Koweït a conspiré contre nous »¹⁸. Durant cette rencontre, le président irakien reconnaissait que le Koweït était un pays indépendant avant l'invasion, mais il mettait aussi en évidence qu'en 1913, c'était un territoire irakien. Saddam Hussein ajoutait : « Nous avons averti le roi koweïti Al-Sobah que le complot qu'il a mené était un acte de guerre contre l'Irak et que cet avertissement a été exprimé lors de

¹⁷ Fritz, Sara, et William, J. Eaton, "Congress Authorizes Gulf War: Historic Act: The Vote in both Houses, Supporting Bush and Freeing Troops to Attack Iraq, is Decisive and Bipartisan. It is the strongest move since Tonkin Gulf", *Los Angeles Times*, 13 janvier 1991, <https://www.latimes.com/archives/la-xpm-1991-01-13-mn374-story.html>. Consulté le 11 juillet 2019.

¹⁸ Hussein, Saddam, "Saddam Hussein Interview", interviewé par ABC news, 15 novembre 1990, <https://abcnews.go.com/US/video/nov-15-1990-saddam-hussein-interview-14956581>. Consulté le 9 juillet 2019.

la Ligue arabe qui s'est tenue en mai dernier »¹⁹. Le gouvernement Bush a réagi à la montée des tensions en tirant parti d'une relation relativement stable pour tenter de mettre fin à la volonté hégémonique régionale irakienne. Considérant l'Irak comme un important contrepoids à l'expansionnisme iranien, George H.W. Bush a offert une amitié politique et des aides économiques pour inciter Saddam Hussein à adopter un comportement approprié. Lorsque les tensions ont augmenté et que Saddam Hussein a déplacé massivement des soldats à la frontière koweïtienne, le président Bush a également renforcé la présence navale américaine dans le Golfe et l'a mis en garde contre toute tentative d'attaque militaire²⁰.

Pourtant, George H.W. Bush entendait mener un dialogue constructif avec Saddam Hussein à propos des tensions avec le Koweït. Autrement dit, les États-Unis n'ont pas déployé une stratégie pour compromettre l'invasion du Koweït. C'est seulement après celle-ci que les Américains ont pris toute la mesure de l'opération. D'ailleurs, beaucoup d'auteurs ont souligné que George H.W. Bush avait simplement sous-estimé les véritables intentions du raïs irakien et ne croyait pas réellement à cette invasion²¹. L'invasion militaire massive du Koweït par l'Irak, le 2 août 1990, démontrait clairement l'intention hégémonique de Saddam Hussein et l'échec des efforts du gouvernement Bush pour parvenir à un compromis amical. Les pays du Golfe représentaient, pour les États-Unis, un pilier incontournable pour protéger leurs intérêts dans la région. Cette invasion était, pour le gouvernement de l'époque, une menace réelle et directe à la présence américaine au Moyen-Orient. Cependant, il convient de préciser que le gouvernement américain n'avait pas évalué correctement les intentions du régime de Saddam Hussein. Dans les deux semaines précédant la conquête du Koweït par l'Irak, le gouvernement Bush, sur l'avis des dirigeants arabes, avertissait le président Saddam Hussein d'une réponse américaine si ses troupes envahissaient le pays.

Le message du gouvernement américain à Bagdad, par l'ambassadrice des États-Unis April C. Glaspie, était le suivant : « Les États-Unis étaient préoccupés par le renforcement de l'armée irakienne à sa frontière avec le Koweït, mais n'avaient pas l'intention de prendre parti

¹⁹ *Ibid.*

²⁰ Archive, "Confrontation in the Gulf; Experts from Iraqi Document on Meeting with US Envoy", *The New York Times*, 23 septembre 1990, <https://www.nytimes.com/1991/01/05/world/confrontation-in-the-gulf.html>. Consulté le 19 juillet 2019.

²¹ Brands, H. W., "George Bush and the Gulf War of 1991", *Presidential Studies Quarterly*, 34:1, (2004): 113-31, DOI: 10.1111/j.1741-5705.2004.00038.x.

dans ce qu'ils considéraient comme un conflit frontalier »²². Lors d'une réunion avec Saddam Hussein à Bagdad le 25 juillet 1990, huit jours avant l'invasion, M^{me} Glaspie exhortait le dirigeant irakien à régler pacifiquement ses conflits avec le Koweït, en ajoutant : « Nous n'avons aucune opinion sur les conflits arabo-arabes, comme votre désaccord à la frontière avec le Koweït »²³. La stratégie américaine, mise en œuvre principalement par le ministère des Affaires étrangères et approuvée par la Maison-Blanche, reposait sur l'hypothèse que l'Irak n'envahirait pas et n'occuperait pas le Koweït. Le président égyptien Hosni Moubarak et le roi Fahd d'Arabie saoudite, lequel avait assuré au gouvernement américain que Saddam Hussein ne lancerait pas de guerre, affirmaient que le meilleur moyen de résoudre une querelle interarabe était l'ingérence des États-Unis²⁴.

Il n'est pas certain que l'adoption d'une ligne de conduite plus dure aurait eu une incidence sur la décision de Bagdad de s'emparer du Koweït. Certains responsables du gouvernement de George H.W. Bush affirmaient que si les États-Unis avaient déployé une politique agressive, ils seraient maintenant accusés d'avoir poussé Saddam Hussein vers des actions extrêmes. Le 24 juillet, quand Margaret D. Tutwiler, porte-parole du ministère des Affaires étrangères, a été interrogée sur l'engagement des États-Unis à défendre le Koweït, elle a déclaré : « Nous n'avons conclu aucun traité de défense avec le Koweït, et aucun engagement de défense ou accord de sécurité avec le Koweït »²⁵.

À la question de savoir si les États-Unis aideraient le Koweït, elle a répondu : « Nous restons également fermement résolus à soutenir la légitime défense individuelle et collective de nos amis du Golfe avec lesquels nous entretenons des liens de longue date »²⁶, une déclaration qui, de l'avis de responsables koweïtiens en privé, était trop faible. La stratégie des États-Unis envers le régime de Saddam Hussein visait à modérer ses positions à l'égard du Koweït²⁸.

²² “The United States was concerned about Iraq's military buildup on its border with Kuwait, but did not intend to take sides in what it perceived as a no-win border dispute between Arab neighbors.” Sciolino, Elaine, et Michael, R. Gordon, “Confrontation In The Gulf; US Gave Iraq Little Reason Not to Mount Kuwait Assault”, *The New York Times*: 23 septembre 1990, <<https://www.nytimes.com/1990/09/23/world/confrontation-in-the-gulf-us-gaveiraq-little-reason-not-to-mount-Kuwait-assault.html>>. Consulté le 10 juillet 2019.

²³ “We have no opinion on the Arab-Arab conflicts, like your border disagreement with Kuwait.” *Ibid*.

²⁴ *Ibid*.

²⁵ “We do not have any defense treaties with Kuwait, and there are no special defense or security commitments to Kuwait.” *Ibid*.

²⁶ “We also remain strongly committed to supporting the individual and collective self-defense of our friends in the Gulf with whom we have deep and longstanding ties.” Renshon, Stanley Allen, *The Political Psychology of the Gulf War: Leaders, Publics, and the Process of Conflict*, Pittsburg: University of Pittsburgh Press, 1993, p. 27.

²⁸ Bin, Alberto, *et al.*, *Desert Storm: A Forgotten War*, Westport: Praeger, 1998.

Toutefois, les ambitions du leader irakien étaient autres que les attentes américaines, puisqu'il entendait jouer un rôle capital dans la région. Sa guerre contre l'Iran et l'invasion du Koweït étaient un moyen pour l'Irak de s'imposer militairement sur la scène régionale et arabe en particulier. Si les États-Unis avaient soutenu l'Irak lors de sa guerre contre l'Iran par peur que celui-ci ne propage son idéologie politique dans la région, l'invasion du Koweït par l'Irak ne constituait pas un atout pour leurs intérêts. Le président américain, à cette époque, déclarait : « Un régime fantoche imposé de l'extérieur est inacceptable. L'acquisition de territoire par la force est inacceptable. Personne, ami ou ennemi, ne devrait douter de notre désir de paix ; et personne ne devrait sous-estimer notre détermination à faire face à l'agression. Quatre principes simples guident notre politique. Premièrement, nous recherchons le retrait immédiat, inconditionnel et complet de toutes les forces irakiennes du Koweït. Deuxièmement, le gouvernement légitime du Koweït doit être rétabli pour remplacer le régime fantoche. Troisièmement, mon administration, comme cela a été le cas pour chaque président, du président Roosevelt au président Reagan, est attachée à la sécurité et à la stabilité du golfe Persique. Et quatrièmement, je suis déterminé à protéger la vie des citoyens américains à l'étranger »²⁹.

George H.W. Bush ajoutait :

« Immédiatement après l'invasion irakienne, j'ai ordonné un embargo sur tous les échanges commerciaux avec l'Irak et, avec de nombreux autres pays, annoncé des sanctions qui gèlent tous les avoirs irakiens dans ce pays et protègent les avoirs du Koweït. Les enjeux sont élevés. L'Irak est déjà un pays riche et puissant qui possède les deuxièmes plus grandes réserves de pétrole au monde et plus d'un million d'hommes sous les armes. C'est la quatrième plus grande armée du monde. Notre pays importe maintenant près de la moitié du pétrole qu'il consomme et pourrait faire face à une menace majeure pour son indépendance économique. Une grande partie du monde dépend encore plus du pétrole importé et il est encore plus vulnérable aux menaces irakiennes »³⁰.

²⁹ "A puppet regime imposed from the outside is unacceptable. The acquisition of territory by force is unacceptable. No one, friend or foe, should doubt our desire for peace; and no one should underestimate our determination to confront aggression. Four simple principles guide our policy. First, we seek the immediate, unconditional, and complete withdrawal of all Iraqi forces from Kuwait. Second, Kuwait's legitimate government must be restored to replace the puppet regime. And third, my administration, as has been the case with every President from President Roosevelt to President Reagan, is committed to the security and stability of the Persian Gulf. And fourth, I am determined to protect the lives of American citizens abroad." Kirshon, John. *An American Century*. Connecticut: Strategic Book Publishing, 2012, p. 433.

³⁰ "Immediately after the Iraqi invasion, I ordered an embargo of all trade with Iraq and, together with many other nations, announced sanctions that both freeze all Iraqi assets in this country and protected Kuwait's assets. The stakes are high. Iraq is already a rich and powerful country that possesses the world's second largest reserves of oil and over a million men under arms. It's the fourth largest military in the world. Our country now imports nearly half the oil it consumes and could face a major threat to its economic independence. Much of the world is even more dependent upon imported oil and is even more vulnerable to Iraqi threats. » Bush, George H. W., "Adress on

Comme le Conseil de sécurité des Nations unies s'opposait à la violence au Koweït, le Congrès américain a autorisé le recours à la force militaire dans le but de restituer le contrôle du pays au gouvernement koweïtien et de protéger les intérêts de l'Amérique à l'étranger. Tôt dans la matinée du 17 janvier 1991, les forces alliées lançaient la première attaque, qui comprenait plus de 4 000 bombardements. Cette coalition a réussi à repousser les forces irakiennes hors du Koweït. Par ailleurs, il convient de rappeler que cette offensive n'a duré que 100 heures et que les États-Unis n'ont pas souhaité mener une guerre contre l'Irak mais seulement « libérer » le Koweït des forces irakiennes³¹. Autrement dit, Bush ne voulait pas se lancer dans une longue guerre contre l'Irak. Le président américain a expliqué qu'il n'avait pas donné l'ordre de renverser le gouvernement irakien, car cela aurait « engendré des coûts humains et politiques incalculables. Nous aurions été obligés d'occuper Bagdad et de gouverner l'Irak »³². Ce n'était donc pas l'objectif des Américains à l'époque. En effet, envahir l'Irak en 1991 aurait contredit la raison pour laquelle les États-Unis étaient entrés en guerre, à savoir, défendre la souveraineté d'un pays.

Il demeure important de mentionner que le raïs irakien, après sa défaite contre la coalition internationale, a réitéré ses convictions :

« Les Irakiens se souviendront et n'oublieront pas que le 8 août 1990, le Koweït est devenu partie intégrante de l'Irak légalement, constitutionnellement et effectivement. Ils se souviennent et n'oublieront pas qu'il (le Koweït) est resté irakien pendant toute cette période du 8 août 1990 à la nuit dernière, lorsque le retrait a commencé, et aujourd'hui, nous allons terminer le retrait de nos forces, si Dieu le veut. Aujourd'hui, certaines circonstances ont contraint l'armée irakienne à se retirer du fait des conséquences que nous avons évoquées, notamment l'agression combinée de 30 pays. Leur siège répugnant a été mené dans le mal et l'agression par la machine et l'entité criminelle de l'Amérique et ses principaux alliés »³³.

Iraq's Invasion of Kuwait—Operation Desert Shield” US Government, 8 août 1990, <https://www.americanrhetoric.com/speeches/georgehwushkuwaitinvasion.htm>. Consulté le 15 juillet 2019.

³¹ Bush, George H.W., “Address to the Nation on the Suspension of Allied Offensive Combat Operations in the Persian Gulf”, Administration of George Bush, 27 février 1991,

<https://www.presidency.ucsb.edu/documents/address-the-nation-the-suspension-allied-offensive-combatoperations-the-persian-gulf>. Consulté le 10 juillet 2019.

³² “Trying to eliminate Saddam, extending the ground war into an occupation of Iraq, would have violated our guideline about not changing objectives in midstream, engaging in Omission creep,’ and would have incurred incalculable human and political costs. Apprehending him was probably impossible. We had been unable to find Noriega in Panama, which we knew intimately. We would have been forced to occupy Baghdad and, in effect, rule Iraq. The coalition would instantly have collapsed, the Arabs deserting it in anger and other allies pulling out as well.” Holsti, Ole R, *American Public Opinion on the Iraq War*, An Arbor: University of Michigan Press, 2011, p. 21.

³³ “The Iraqis will remember and will not forget that on 8 August, 1990, Kuwait became part of Iraq legally, constitutionally and actually. They remember and will not forget that it remained throughout this period from 8

Ainsi, pour le raïs irakien, le Koweït restait une partie intégrante de l'Irak. Pourquoi alors les États-Unis se sentaient-ils obligés de soutenir le Koweït ? Quelle était la nature des relations diplomatiques entre les États-Unis et les pays du golfe Persique ? Comment l'invasion irakienne du Koweït a-t-elle mis à l'épreuve le rôle américain dans la région ?

Il est important de rappeler que la région du golfe Persique était auparavant un terrain britannique. Cependant, en 1945, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, les Britanniques étaient ruinés et affaiblis. Cette période a marqué le début du démantèlement de l'Empire britannique à travers le monde, dont la péninsule arabique faisait partie. Or, il a fallu attendre la fin des années 1960 pour que le golfe Arabique, alors régi par le Royaume-Uni, passe secrètement sous contrôle américain. C'est en 1968, alors que le Premier ministre britannique Harold Wilson faisait face à une forte crise financière mais aussi à un fort sentiment anticolonialiste, que la présence britannique dans le golfe Persique a été mise à l'épreuve. Ainsi, le Royaume-Uni a décidé d'entamer le retrait de la plupart de ses forces présentes à l'est de Suez, laissant sans défense les petites monarchies du Golfe comme le Koweït, le Bahreïn ou encore les Émirats arabes unis. Il convient de préciser que bien avant les années 1960, les Britanniques ainsi que les Américains avaient pris conscience de la richesse énorme que renfermaient les sous-sols de l'Arabie saoudite. Ce n'était donc pas une zone à négliger totalement, même si les Américains n'ont pris le relais des Britanniques dans la région qu'à la fin des années 1970³⁴.

En revanche, les Américains n'entendaient pas assurer le même rôle que les Britanniques dans la région. Il était vital pour les États-Unis de développer une stratégie qui n'engagerait que peu de forces américaines sur le terrain. C'est là qu'est née la stratégie des *twin pillars*. Cette dernière était basée sur les deux alliés clés des États-Unis dans la région : l'Arabie saoudite des Al-Saoud et l'Iran gouverné par le shah Mohammad Reza Pahlavi. Elle

August 1990 and until last night, when withdrawal began, and today we will complete withdrawal of our forces, God willing. Circumstances of Withdrawal. Today certain circumstances made the Iraqi Army withdraw as a result of the ramifications, which we mentioned, including the combined aggression by 30 countries. The repugnant siege has been led in evil and aggression by the machine and the criminal entity of America and its major allies." "War in The Gulf: The Iraqi Leader; Saddam Hussein's Speech on the Withdrawal of His Army from Kuwait", *The New York Times*, 27 février 1991, <https://www.nytimes.com/1990/09/23/world/confrontation-in-the-gulf-us-gave-iraq-little-reason-not-to-mount-Kuwait-assault.html>. Consulté le 3 juillet 2019.

³⁴ Macris, Jeffrey R., *The Politics and Security of the Gulf: Anglo-American Hegemony and the Shaping of a Region*, New York: Routledge, 2010, p. 102-135. ³⁴ Ibid., p. 177.

consistait à faire de ces deux alliés une immunité pour les autres pays du Golfe contre d'autres puissances régionales, comme l'Union soviétique ou encore l'Irak.

Cependant, cette nouvelle architecture militaire ne semblait pas apaiser l'ensemble de la région. Le shah d'Iran se voulait prudent quant à l'interférence étrangère dans la zone, notamment après le départ des Britanniques³⁴. C'est d'ailleurs de cette prudence qu'est venu son refus d'héberger une base de l'*US Navy*. Face à ce refus, les États-Unis ont proposé au Bahreïn d'héberger leur base, qui a répondu positivement ; il abrite encore aujourd'hui l'une des bases américaines les plus stratégiques au monde, *the Fifth Fleet*. Il est à mentionner que la volonté des Américains de ne pas avoir de rôle militaire dans la région n'a pas comblé le vide que les Britanniques ont laissé. Aussitôt, chacune des puissances régionales (l'Iran, l'Arabie saoudite et l'Irak) a tenté de « gérer » la zone. Cette course entre les puissances régionales a eu de nombreuses répercussions sur la sécurité de la région. Ainsi, en 1971, le shah s'est emparé des trois îles d'Abou-Moussa et de Petite et Grande Tumb, dont les Émirats arabes unis revendiquaient la souveraineté jusqu'alors³⁵. Cela étant dit, l'un des événements qui a changé le cours des relations internationales à l'époque a été la révolution populaire islamique en Iran, qui a renversé le shah Mohammad Pahlavi et mis en place un régime dirigé par l'ayatollah Khomeiny.

Le régime des ayatollahs remettait totalement en cause la nature des relations iranoaméricaines en développant une vision anti-américaine dans la région. Les États-Unis perdaient alors leur allié le plus fidèle, et cet événement a pris de court les experts à Washington. Par ailleurs, la guerre Iran-Irak mettait en péril la sécurité de la région. Même si les Américains ont gardé une certaine neutralité vis-à-vis de ce conflit, ils ont déployé, au fil des années, des moyens navals et aériens dans la région, notamment dans le détroit d'Ormuz, pour assurer la sécurité des pays du Golfe. Ce n'est qu'en 1986, lors de la guerre des tankers—quand l'Iran a pris pour cible les navires saoudiens et koweïtiens—, que les États-Unis, plus ou moins contre leur volonté, se sont engagés militairement dans leur premier conflit de la région. Selon certaines archives, les Koweïtiens avaient demandé aux Soviétiques une aide militaire. C'était donc, pour les États-Unis, une manière de s'affirmer militairement dans la zone contre les

³⁵ Salmon, Jean, « Le conflit de souveraineté sur Abou-Moussa et Petite et Grande Tumb », *Le Monde diplomatique*, novembre 1980, <https://www.monde-diplomatique.fr/1980/11/SALMON/35836>. Consulté le 25 juin 2019.

intentions soviétiques. Ils sont ainsi devenus la puissance protectrice des pays du Golfe³⁶. De plus, l'invasion du Koweït le 2 août 1991 a changé radicalement l'état des lieux dans la région, poussant les autorités des monarchies du Golfe à considérer les États-Unis comme étant la seule puissance pouvant leur assurer la stabilité.

Près de 200 000 soldats américains ont été déployés sur le sol saoudien pour assurer le retrait des troupes irakiennes aux frontières koweïtiennes, incitant ainsi les États-Unis à conserver leur présence dans la région. En 1995, les autorités de Washington décidaient d'agrandir la *Fifth Fleet* au Bahreïn. En 1992, à l'issue d'un accord signé avec le Qatar, les États-Unis prévoyaient de construire plusieurs camps, faisant du pays le siège du *Central Command*³⁷. Néanmoins, il faut reconnaître que la présence américaine dans le golfe Arabe est relativement récente en comparaison avec l'Europe ou l'Asie. Il est important de rappeler que la présence américaine demeure aujourd'hui la seule force pour maintenir la sécurité des monarchies du Golfe. Pour autant, cette coopération « spéciale » entre les États-Unis et les pays du Golfe fait l'objet de contradictions et de controverses pour les autres pays arabes et au sein même des populations locales.

Il faut également noter qu'après l'invasion du Koweït, l'Irak a pris petit à petit l'image d'un État intransigeant, suspicieux et imprévisible. Même si les Américains ne jugeaient pas nécessaire d'envahir l'Irak à l'époque, la montée en puissance du régime de Saddam Hussein et son image au sein des populations arabes dans les années 1990, notamment après l'embargo des États-Unis, l'ont fait rester dans le collimateur des experts de Washington. En effet, les positions anti-américaines du régime de Saddam Hussein et sa vision baathiste d'une unité arabe pour libérer la Palestine et les plateaux du Golan lui ont valu l'appellation d'« État voyou » faisant partie de « l'axe du mal » mentionné dans le discours du président américain George Bush en 2002.

Il est judicieux de dire que l'Irak ne constituait aucune menace pour la sécurité de Washington et de la région. Les sanctions économiques ont affaibli l'Irak de Saddam Hussein. Néanmoins, la menace qu'il constituait concernait sa position anti-israélienne dans la région. Israël est le seul pays non arabe de la zone ; sa sécurité était plus ou moins menacée par des

³⁶ Zatarain, Lee Allen, *America's First Clash with Iran: The Tanker War*, Haverton: Casemate, 2013, p. 45-50. ³⁷ Congressional Research Service, *Qatar: Governance, Security, and US Policy*, Washington, CRC Report, octobre 2021, <https://fas.org/sgp/crs/mideast/R44533.pdf>. Consulté le 1^{er} juillet 2019.

gouvernements pro-palestiniens. Aussi, le lobby pro-israélien a participé à la diabolisation du régime de Saddam Hussein, jusqu'aux attentats du 11 septembre 2001, où les États-Unis ont décidé de faire de ce dernier une menace pour la sécurité internationale et l'ennemi numéro 1 de la région.

1.2.2 Période d'après-guerre : l'Irak de Saddam Hussein, ennemi n° 1 dans le monde arabe

Comment les États-Unis et l'Irak sont-ils devenus des pays antagonistes ? Quels sont les facteurs diplomatiques qui ont accentué leur animosité ? Les réponses à ces questions sont nombreuses. Entre dictature, pétrole, armes de destruction massive et Israël, le régime de Saddam Hussein s'était forgé une image de « mauvais élève » de la région. Certes, les Américains, après l'invasion du Koweït, n'avaient pas pour projet d'envahir l'Irak. Même s'ils s'étaient engagés dans le conflit pour libérer le Koweït, leur intention était bel et bien sécuritaire et non hégémonique. D'abord, il aurait été infondé que les États-Unis renversent Saddam Hussein : ils ne voulaient pas incarner les idées néocolonialistes dans un contexte anticolonialiste mondial.

Incontestablement, la période des années 1960 à 1990 était celle des peuples libres et des indépendances des pays du tiers-monde, faisant partie autrefois de l'Empire britannique ou français. Il aurait donc été injustifié d'envahir l'Irak ou de se lancer dans une guerre dans la région. De plus, les États-Unis n'avaient pas pour rôle de régir la région mais plutôt de protéger ou de préserver la stabilité de celle-ci. Autrement dit, le conflit irako-koweïtien était un événement régional où les États-Unis n'avaient été ni menacés, ni frappés, et où aucun de leurs intérêts stratégiques n'avait été mis en péril, la coopération entre eux et les pays du Golfe étant nouvelle. Par conséquent, aucune raison n'incitait les États-Unis à s'engager dans un conflit éternel avec l'Irak. De plus, il est fondamental de rappeler que les relations américano-irakiennes étaient caractérisées par des rapprochements et des frasques. En effet, la stratégie américaine en Irak était basée non seulement sur les richesses pétrolières du pays, mais également sur l'avancée du communisme dans la région. Les États-Unis étaient proches de l'Irak du prince Faysal dans les années 1950. Cependant, à la fin des années 1950, le nationalisme arabe incarné par Gamal Abdel Nasser et la popularité de ce dernier parmi les peuples arabes ont provoqué un changement radical dans la classe gouvernante de l'Irak. À la suite d'un coup militaire, le général Kassem s'est emparé du pouvoir et a souhaité nouer des relations amicales avec l'Égypte de Nasser.

Le message était assez clair pour le général Kassem, qui a assuré les États-Unis que les intérêts américains en Irak étaient en sécurité. Il s'éloignait ainsi progressivement du régime de Gamal Abdel Nasser en Égypte. D'ailleurs, cet éloignement a mis à l'épreuve le pacte de Bagdad signé en 1955, destiné à établir une défense pour le Moyen-Orient. Effectivement, la signature du pacte de Bagdad déstabilisait fortement la région et perturbait les relations interarabes. En liant un pays arabe à une puissance occidentale, le pacte allait à l'encontre des ambitions panarabistes dont Nasser était le porte-parole. Celui-ci devenait le principal opposant au pacte³⁷. Ce rapprochement entre les États-Unis et l'Irak a eu pour conséquence la traque des communistes en Irak. C'est ainsi que le général Kassem a lancé une répression sanglante contre les partis de gauche en Irak qui étaient animés par des idées communistes, comme le parti Baath. D'ailleurs, beaucoup de figures politiques communistes irakiennes ont fui l'Irak vers l'Égypte et la Syrie dans les années 1960.

Cependant, cette répression n'a été qu'éphémère puisqu'en 1963, le général Kassem a été assassiné lors d'un coup d'État mené par le parti Baath (parti de la renaissance socialiste arabe). Les États-Unis, malgré le changement de régime en Irak, ont coopéré avec les baathistes en leur fournissant les noms de figures communistes importantes qui ont été assassinées en masse. Notons que Saddam Hussein n'était qu'une figure mineure au sein du régime baathiste. Soudainement, les États-Unis ont opéré un changement radical dans leur position envers l'Irak et commencé à soutenir et assister les séparatistes kurdes dans les années 1970³⁹. Cet accord a plus ou moins poussé le leader irakien Saddam Hussein à réprimer des milliers de Kurdes.

Ce massacre a rapidement incité les États-Unis à apaiser le contexte à travers leur ministre des Affaires étrangères, Henry Kissinger, qui déclarait à l'époque : « Les opérations secrètes ne doivent pas être confondues avec le travail missionnaire »⁴⁰. La suite de la relation, comme nous l'avons mentionné précédemment, a été marquée par des rapprochements, avec la guerre Iran-Irak et la visite d'April Glaspie en Irak en juillet 1990, puis par une crise diplomatique après la guerre contre le Koweït. Naturellement, l'invasion du Koweït a valu au

³⁷ Le pacte de Bagdad, ou Traité d'organisation du Moyen-Orient, est un traité de défense commune cherchant à unir la zone du Moyen-Orient, de la Turquie au Pakistan, dans le but de contenir l'influence de l'Union soviétique. La Turquie a choisi le camp occidental en devenant membre de l'OTAN en 1951. Quant au Pakistan, il s'est aussi allié à l'Ouest en signant un accord de défense mutuelle avec les États-Unis en mai 1950. Un accord de coopération et de consultation est ainsi signé le 2 avril 1954 entre ces deux pays. Toutefois, soucieux de maintenir de bonnes relations avec les États arabes, les États-Unis ne souhaitent pas s'investir directement afin de ne pas être assimilés aux puissances coloniales française et anglaise. Le Royaume-Uni, puissance traditionnelle dans la région et rattaché militairement aux États-Unis dans le cadre de l'OTAN, sera donc porteur du pacte régional. Il sera organisé sous son égide. Pour les Britanniques, c'est un excellent moyen de maintenir et de réaffirmer leur position

régime irakien de fortes sanctions internationales qui ont mis en péril la stabilité interne de l'Irak. Notons que ces sanctions n'ont fait que détériorer les relations entre les États-Unis et l'Irak. Or, quelle était la réelle motivation des États-Unis derrière ces sanctions ? L'Irak ne représentait plus un danger pour ses voisins du Golfe, et encore moins pour les intérêts des États-Unis. Alors, pourquoi ceux-ci n'ont-ils pas entretenu des relations, non pas spéciales, mais du moins ordinaires avec le régime de Saddam Hussein ?

Certes, les États-Unis condamnaient fortement la répression que menait Saddam Hussein contre son propre peuple. Pour autant, bien d'autres régimes arabes, et notamment les

au Moyen-Orient. Le 24 février 1955, la Turquie et l'Irak signent à Bagdad un pacte de défense commune. La Grande-Bretagne y adhère en avril. Le Pakistan les rejoint en septembre et l'Iran en novembre. Ce pacte est conclu pour cinq ans renouvelables et ses signataires invitent les autres pays de la région à s'y associer. Voir : Paris, Henri, *Stratégie soviétique et chute du pacte de Varsovie : la clé de l'avenir*, Paris : Publications de la Sorbonne, 1995.³⁹ Meho, Lokman I., *The Kurdish Question in US Foreign Policy: A Documentary Sourcebook*, Westport: Praeger, 2004, p. 12-16.

⁴⁰ "Covert action should not be confused with missionary work." Schorr, Daniel, "Telling It Like It Is: Kissinger and the Kurds", *The Christian Science Monitor*: 18 octobre 1996, <https://www.csmonitor.com/1996/1018/101896.opin.column.1.html>. Consulté le 4 juillet 2019.

pays du Golfe, avaient une politique similaire contre leurs peuples et les opposants politiques, du moins si ces derniers existaient. En fait, George Bush n'a cessé de rassembler toutes les preuves contre le régime de Saddam Hussein pour justifier la guerre contre l'Irak : les armes de destruction massive, les accusations d'héberger et de soutenir moralement et militairement alQaida et la répression du peuple irakien. Pour les deux premières raisons, il n'y avait aucune preuve démontrant l'existence d'armes de destruction massive ou de lien entre le régime de Saddam Hussein et al-Qaida ou Oussama Ben Laden, le raïs étant lui-même un leader arabe laïc. En ce qui concerne la répression du peuple irakien, les Kurdes et les chiites en particulier, elle a longtemps été pratiquée en Irak et tolérée par les États-Unis.

Pour beaucoup d'analystes politiques et de journalistes, et comme nous l'avons rappelé préalablement, la guerre contre l'Irak en 2003 et l'antagonisme croissant des États-Unis envers ce pays relevaient en grande partie des pressions du lobby pro-israélien au sein du Congrès américain. En effet, les craintes israéliennes à l'égard du régime de Saddam Hussein n'étaient pas récentes. Déjà, Menahem Begin, qui était alors le Premier ministre israélien, avait fait la déclaration suivante : « Le peuple iranien ne doit pas craindre le réacteur nucléaire irakien qui n'est pas destiné à être utilisé contre l'Iran mais contre un ennemi sioniste »³⁸. D'ailleurs, ces

³⁸ "On the 4th of October in Baghdad in the newspaper *al tahawra* the following statement was made: the Iranian people should not fear the Iraqi nuclear reactor which is not intended to be used against Iran but against a Zionist

craintes israéliennes ont été concrétisées sur le terrain avec le bombardement d'Osirak le 7 juin 1981, de peur que l'Irak ne se dote de l'arme nucléaire et ne l'utilise contre l'État hébreu. Ce bombardement était une violation du droit international, sans pour autant provoquer la consternation de Washington. Cela dit, si l'armée irakienne était à son plus bas niveau en 2002, pourquoi les États-Unis tenaient-ils toujours à renverser le régime de Saddam Hussein ? Si l'on considère l'argument sur la structure politique de ce régime, une dictature sans partage, il ne faut tout de même pas négliger la popularité dont jouissait le raïs³⁹.

Il convient de noter que malgré l'embargo, la révolte des chiites et des Kurdes ou encore la débâcle de 1991, la population irakienne ne s'était jamais mobilisée unanimement pour renverser le régime de Saddam Hussein. Cet homme, leader intransigeant, était pour beaucoup d'Irakiens, mais aussi d'Arabes, un modèle, un visage héroïque du nationalisme arabe et surtout le seul à avoir bombardé Israël⁴⁰. La diabolisation du régime de Saddam Hussein s'est faite sur plusieurs décennies, avant qu'elle ne débouche sur l'invasion de 2003. Plusieurs articles de presse avaient contribué à la diabolisation de l'Irak. En effet, pendant les années 1980, on assistait à une diabolisation d'un régime qui était ruiné par la guerre avec l'Iran. De ce conflit meurtrier qui avait fait plus d'un million de victimes, les deux pays, qui étaient auparavant des puissances régionales, sortaient exsangues. En fait, la cinquième armée du monde n'était rien. Pour beaucoup, c'était une stratégie américaine pour « faire renaître dans l'opinion publique un sentiment de crainte et même d'angoisse »⁴¹ envers le régime irakien.

Ces accusations de Washington contre Bagdad se sont intensifiées en 2001, quand les États-Unis ont fait état d'un programme militaire irakien destiné à doter l'Irak d'armes prohibées qui pouvaient atteindre l'Europe. Pourtant, parmi les enquêteurs de l'Unesco qui visitaient l'Irak en 1998, Scott Ritter annonçait que Bagdad ne possédait plus d'armes de destruction massive et n'avait plus les moyens d'en produire. De plus, l'embargo que les États-Unis avaient imposé au régime de Saddam Hussein et la fuite des cerveaux ne donnaient plus de crédibilité à la thèse d'un réarmement irakien massif et dangereux, défendue par

enemy.” United States Congress, Senate, Committee on Foreign Relations, *The Israeli Air Strike: Hearings Before the Committee on Foreign Relations*, US Government Printing Office, 1981.

³⁹ Robbins, Carla Anne, “Saddam’s Popularity Rose After US Strikes in Iraq”, *The Wall Street Journal*, 20 septembre 1996, <https://www.wsj.com/articles/SB843146845303069500>. Consulté le 11 juillet 2019.

⁴⁰ *Ibid.*

⁴¹ Pinta, Pierre, *op. cit.*, p. 33.

Washington⁴². De plus, Jack O'Connell, ancien agent de la CIA, dans son livre *King's Counsel*, révélait que les intentions de Saddam Hussein n'étaient pas de couper les liens diplomatiques avec les États-Unis. Une lettre écrite par le président irakien devait être remise à George Bush, dans laquelle il exprimait ses intentions de renouer de bonnes relations avec les États-Unis. Or, cette lettre n'est jamais arrivée aux mains de George Bush, sûrement, comme le note l'auteur, parce que des conseillers du président ne souhaitaient pas que Washington entretienne des relations diplomatiques avec Bagdad⁴³.

Après tout, le régime de Saddam Hussein a servi les États-Unis sur plusieurs fronts. La guerre qu'il a déclenchée avec l'Iran a affaibli une dictature islamique qui était hostile aux États-Unis. Ceci ne pouvait qu'arranger les leaders américains. La guerre du Koweït a permis aux États-Unis de rentrer par la grande porte et de renforcer leur présence au Moyen-Orient. Des milliers de soldats américains ont été envoyés dans les pays du Golfe, comme l'Arabie saoudite, le Koweït, Oman, sans oublier la construction de la cinquième flotte au Bahreïn. Cette flotte américaine est la plus importante de toute la région et l'une des plus stratégiques au monde.

De plus, comme ces invasions ont fini par isoler le régime en imposant un embargo sur le pétrole irakien, le flux pétrolier des monarchies du Golfe a augmenté dans le marché mondial, ce qui leur a permis d'assurer leur redressement économique. En réalité, les États-Unis pouvaient renverser le régime irakien en 1991, mais la raison d'une telle guerre devait être légitime, ce qui n'était pas le cas dans les années 1990. Dix ans après l'invasion du Koweït, la diabolisation du régime de Saddam Hussein devenait une option raisonnable, notamment après les attaques du 11 septembre 2001. On doit noter que l'Irak n'était pas plus dangereux et que les menaces représentées par le régime envers l'État hébreu n'étaient pas réelles, puisque Israël avançait l'Irak militairement et économiquement.

⁴² Edition CNN, "Former Weapons Inspector: Iraq not a Threat", *CNN*: 9 septembre 2002, <https://edition.cnn.com/2002/WORLD/meast/09/08/ritter.iraq/>. Consulté le 4 juillet 2019.

⁴³ O'Connell, Jack, and Vernon, Loeb, *King's Counsel: A Memoir of War, Espionage, and Diplomacy in the Middle East*, New York: W.W. Norton & Co, 2011, p. 165-170.

2. Vision américaine envers l'idéologie politique de l'Irak

Après la réussite du coup d'État contre le général Kassem, le baathisme est entré en vigueur. C'est d'ailleurs l'idéologie baathiste qui a régi l'Irak jusqu'en 2003. Le parti socialiste arabe Baath était un parti politique fondé en Syrie par Michel Aflaq, Salah al-Bitar et Zaki al-Arsouzi. Il a adopté le concept du baathisme (qui signifie « renaissance » ou « éveil »), mélange idéologique de nationalisme, d'unité et de socialisme arabe et de non-impérialisme. Les baathistes appellent à l'unification du monde arabe dans un seul État. Leur slogan est « unité, liberté, socialisme », ce qui symbolise l'unité arabe et la libération de la domination et de l'intervention non arabes. Le parti a établi rapidement des antennes dans d'autres pays arabes, mais il n'est arrivé au pouvoir qu'en Irak et en Syrie. Le parti arabe Baath a fusionné avec le Parti socialiste arabe dirigé par Akram al-Hourani en 1952, pour former le parti socialiste arabe Baath. Le nouveau parti a obtenu un succès relatif. Il est devenu le deuxième parti du Parlement syrien lors des élections législatives de 1954. Ceci, combiné au pouvoir croissant du Parti communiste syrien, a conduit à la création de la République arabe unie, union entre l'Égypte et la Syrie. Celle-ci a échoué et a été dissoute par un coup d'État syrien en 1961⁴⁴.

L'idée d'une unité arabe, ou du moins d'une vision arabe commune vis-à-vis des problèmes moyen-orientaux, reste toujours d'actualité, même si les espoirs restent faibles. En revanche, il est important de souligner que le concept d'unité diffère d'un parti politique à l'autre. D'un côté, les partisans baathistes prônent une unité arabe basée sur le panarabisme et rejettent toute interférence non arabe et d'une autorité politique laïque. De l'autre, les partis islamiques, eux, ne promeuvent pas une unité arabe mais plutôt une unité arabo-islamique qui élargit donc son entité à l'Asie et l'Afrique. D'autres, comme les wahhabites, promeuvent une unité arabe néo-islamique en favorisant tout de même la suprématie de la péninsule arabique et en donnant à La Mecque et Médine un caractère politico-religieux. Face à ces trois principales conceptions de l'unité arabe, les populations arabes se retrouvent fragmentées par un manque de volonté politique et peinent à trouver une vision consensuelle pour mener à bien ce projet d'une unité arabe. Quant aux autorités politiques arabes, chaque idéologie tente de dominer les autres sur un plan régional, exposant ainsi une diversité idéologique handicapante : wahhabisme, partis islamiques (Frères musulmans, monarchies du Golfe, Parti du

⁴⁴ Balanche, Fabrice, *La Région alaouite et le pouvoir syrien*, Paris : Karthala, 2006, p. 152-160.

développement et de la justice au Maroc), partis laïcs (Baath en Syrie, Ennahda en Tunisie) et partis oscillant entre les deux (FLN en Algérie, Parti national démocratique en Égypte).

Face à cette différence idéologique, les États-Unis tentent de développer une stratégie efficace et de long terme pour maintenir leurs intérêts dans la région. Logiquement, ils penchent plutôt pour des idéologies politiques pouvant servir au mieux leurs intérêts. S'ils restent assez sceptiques envers les Frères musulmans et mettent sur la table le problème de l'islam politique et de la démocratie, ces deux éléments disparaissent quand il s'agit des pays du Golfe qui, pourtant, donnent une grande importance à la charia. Cette position américaine face aux différentes idéologies politiques dans le monde arabe a suscité beaucoup de critiques au niveau régional et international. En effet, si l'unité arabe se concrétise, elle connotera une vision plus ou moins anti-américaine puisqu'elle favorisera les intérêts arabes et non américains.

Pour ce qui est du parti Baath, avec sa vision ferme en faveur d'une unité arabe et sa priorité donnée à la reprise des « terres arabes colonisées », comme les territoires palestiniens et le Golan en Syrie, les États-Unis ont pris une certaine distance vis-à-vis de cette idéologie qui n'est pourtant pas islamique. En effet, comme ils ont développé des relations diplomatiques fortes avec Israël, qui se sont accomplies avec des accords et le devoir américain d'investir dans le futur israélien, il est difficile pour eux de tisser un partenariat avec des régimes baathistes qui refusent d'ores et déjà la présence israélienne dans les territoires palestiniens. D'ailleurs, le régime de Saddam Hussein témoigne parfaitement de cette idéologie. Bien que laïc, ce régime baathiste développe une vision arabiste à l'égard de la question palestinienne, refusant toute négociation avec l'État hébreu. Plusieurs articles dans les années 1990 ont mis en évidence l'intention de Saddam Hussein de bombarder Israël.

La guerre du Golfe a éclaté à travers le Moyen-Orient alors qu'un Irak apparemment prostré frappait Israël. Le Pentagone annonçait que huit missiles Scud avaient atterri, dont trois à Tel-Aviv, un à Haïfa, trois dans des zones largement non peuplées et éloignées, et un dans un district inconnu. Un porte-parole de l'armée israélienne déclarait que sept Israéliens avaient été légèrement blessés, mais que les missiles avaient des ogives conventionnelles et non chimiques ou biologiques. Israël lançait immédiatement une alerte officielle sur l'état de guerre. Peu de temps après, un haut responsable américain à Washington déclarait : « Israël a le droit de se

défendre, nous le reconnaissons »⁴⁵. L'Irak avait déjà subi le bombardement aérien et antimissile le plus durable et le plus dévastateur de l'histoire, la Maison-Blanche ayant insisté sur le fait qu'il n'y aurait pas de pause diplomatique et que le martèlement se poursuivrait jusqu'à ce que Saddam Hussein quitte le Koweït⁴⁶.

Toutefois, ces intentions sont bien antérieures aux années 1990. En effet, dans les années 1980, le leader irakien prônait la création d'une bombe arabe pour égaler Israël dans sa puissance militaire. Le réacteur Osirak était d'ailleurs bien conçu à des fins militaires. Le président Hussein expliquait que le réacteur nucléaire de Tamuz « [serait] reconstruit demain », concluant que « nulle force ne [pouvait] empêcher l'Irak d'acquérir sa force nucléaire »⁴⁷.

2.1 Les États-Unis, le Baath et le nationalisme arabe : quelle conséquence sur l'influence américaine ?

2.1.1 Comment les États-Unis perçoivent-ils l'unité arabe promue par le Baath ?

Il est important de préciser que l'idéologie baathiste a perdu de l'élan dans le monde arabe depuis l'invasion de 2003. De plus, l'invasion américaine a plus ou moins participé à la « dé-baathification » de l'Irak et indirectement du monde arabe. Les baathistes de Saddam Hussein ont été accusés d'avoir violé leurs engagements de défendre les terres arabes en se soumettant à l'invasion d'un autre pays, le Koweït. Bien que le parti Baath ait une présence dans de nombreux pays arabes, il n'a jamais atteint un pouvoir au niveau régional, comme c'était le cas en Irak et en Syrie. Il est toujours le seul parti au pouvoir en Syrie. Cependant, en Irak, les baathistes ont été exclus du pouvoir en 2003, à la suite de l'invasion menée par les États-Unis et ayant entraîné la destitution du gouvernement dirigé par Saddam Hussein et la dissolution du parti. Un comité de « dé-baathification » a été créé pour promouvoir les partis politiques en Irak et interdire aux baathistes d'assumer des rôles dans le nouveau gouvernement et dans l'armée.

⁴⁵ « 1991: Iraqi Scud Missiles Hit Israel », *BBC News*, 18 janvier 1991, http://news.bbc.co.uk/onthisday/hi/dates/stories/january/18/newsid_4588000/4588486.stm. Consulté le 15 juillet 2019.

⁴⁶ *Ibid.*

⁴⁷ Cornu, Francis, « Le président Saddam Hussein souhaite “une arme nucléaire arabe” pour “faire face à celle qu’Israël possède déjà” », *Le Monde*, 25 juin 1981, https://www.lemonde.fr/archives/article/1981/06/25/lepresident-saddam-husseini-souhaite-une-arme-nucleaire-arabe-pour-faire-face-a-celle-qu-israel-possede-deja-jerusalem-un-aveu_3044160_1819218.html. Consulté le 13 août 2019.

L'unité arabe promue par le Baath se base donc sur la laïcité, le parti unique et le nationalisme arabe. Face à cette vision, les États-Unis craignent la propagation de l'idéologie baathiste dans le reste du monde arabe. En effet, cette idéologie pourrait séduire un bon nombre de laïcs dans les pays arabes. De plus, l'idée d'une unité arabe peut rassembler plusieurs partis politiques arabes autour de la table de négociation. Cependant, il convient de rappeler que l'unité arabe est un projet qui n'a jamais inquiété les États-Unis, puisque les conditions de cette union n'ont jamais été réunies.

En effet, les pays arabes n'ont pas pu concrétiser le projet d'une unité. Si la langue arabe et la religion musulmane (religion majoritaire) sont susceptibles de faciliter l'union, les difficultés qui empêchent sa réalisation sont très nombreuses, telles que le renforcement du principe des frontières nationales. Ainsi, à mesure que le temps passe, de véritables séparations entre les peuples et les dirigeants et de nombreuses différences rendent la fusion presque impossible. En outre, il existe des différences d'idéologies et de systèmes de gouvernance : certaines nations sont des monarchies, d'autres des républiques, et on observe d'énormes disparités économiques entre elles.

Face à ces difficultés, les États-Unis tentent de développer des stratégies de long terme pour assurer leur hégémonie et leurs intérêts vitaux dans la région. Par ailleurs, il est important de rappeler que le baathisme est une idéologie anti-israélienne et opposée à toute ingérence étrangère sur les territoires arabes ; d'où l'ingérence américaine dans les pays du Golfe ou en Palestine. Ainsi, l'unité arabe promue par le Baath représente, pour les États-Unis, une unité qui se veut souveraine et opposée à toute influence étrangère, américaine en particulier. Des auteurs arabes ont avancé l'hypothèse suivante : la crainte occidentale envers l'unification des pays arabes provient de la possibilité que ceux-ci s'unissent et forment une force politique, militaire et économique qui empêchera « le pillage » des richesses du monde arabe et le contrôle des politiques arabes telles qu'elles le sont actuellement. Pour ces auteurs, l'absence d'une unité arabe a créé de fortes divisions dans les politiques arabes envers Israël, ce qui a accru l'implantation de l'État hébreu dans la région. Effectivement, dans une analyse parue sur Al Jazeera, le principal objectif de l'unité arabe au cours des dernières décennies reposait sur la confrontation avec Israël. Néanmoins, après des années de communication secrète—à la différence du Caire et d'Amman, qui entretiennent des relations diplomatiques officielles avec Tel-Aviv—, la période récente a été marquée par un repli arabe officiel menant vers la normalisation des relations avec Israël. Des pourparlers arabes et occidentaux ont fait surface

concernant la possibilité de former une alliance arabe incluant Israël, pour lutter contre des ennemis communs répertoriés par Tel-Aviv et d'autres capitales arabes, comme l'Iran ou encore « l'islam radical »⁴⁸.

2.1.2 Les valeurs baathistes : conséquences sur le rôle américain

Dans son orientation idéologique, le parti a combiné le nationalisme arabe avec le socialisme et la laïcité. Au début, dans ses règles internes adoptées lors de son treizième congrès national à Damas, à la fin du mois de juillet 1980, le parti s'est défini comme un parti nationaliste qui croit que les Arabes sont une nation, ayant le droit naturel de vivre dans un État. L'idéologie baathiste repose sur le nationalisme, qui est une réalité vivante et immortelle, et le sentiment national qui lie l'individu à sa nation est une incitation au sacrifice⁴⁹.

Il se définit donc comme un mouvement nationaliste populaire luttant pour l'unité, la liberté et le socialisme arabes. Il s'est fixé pour objectif la primauté des intérêts arabes. L'un de ses principes fondamentaux est l'unité et la liberté de la nation arabe, qui doit être libre de gérer ses capacités. Le baathisme considère que la nation arabe se caractérise par ses avantages distinctifs, sa renaissance successive et sa capacité d'innovation. Il considère également que la liberté d'expression, de réunion, de conviction et d'art est un pouvoir sacré qui ne peut être compromis, et que la valeur des citoyens est mise en avant en fonction de leur travail pour la promotion de la nation et sa prospérité. Le Baath affirme que la nation arabe a un message intemporel pour la rénovation des valeurs humaines ; c'est pourquoi, le parti considère le colonialisme et tout ce qui en découle comme un acte criminel contre les Arabes.

Plusieurs articles ont souligné que l'unité arabe a pour objectif de rejeter toute ingérence étrangère dans les dossiers géopolitiques arabes en se donnant le droit et le devoir de libérer les territoires arabes occupés. Les terres arabes occupées renvoient principalement aux terres palestiniennes. Un article paru dans la revue *Arab Studies Quarterly*, rédigé par Khalil Moussa Marrar, renforce cette analyse en posant la problématique suivante : « Vision arabe commune envers la Palestine sans unité arabe ? ». Dans cet article, l'auteur pose cette question en faisant

⁴⁸ Edition Al Jazeera, "A Question of Arab Unity", *Al Jazeera*, 15 mai 2016, <https://www.aljazeera.com/programmes/questionofarabunity/2008/02/20085251852858221.html>. Consulté le 15 juillet 2019.

⁴⁹ Alan, George, *Syria: Neither Bread Nor Freedom*, Londres: Zedbooks, 2003, p. 73-100.

référence à l'importance de l'unité arabe pour pouvoir rendre justice aux Palestiniens et leur ériger un État, une nation : la Palestine⁵⁰.

Sans cette unité, un État palestinien reste incertain. Cet article vient renforcer le scepticisme des États-Unis envers une unité arabe. Si celle-ci s'établit, l'État hébreu devra revoir ses frontières ou du moins remettre en question son étendue géographique sur les terres que l'ONU a octroyées aux Palestiniens en 1967. Face à cette querelle, les États-Unis restent fidèles à leur relation privilégiée avec Israël et aux accords entre les deux pays. On peut donc en déduire que l'unité arabe, principe fondamental de l'idéologie baathiste, est un concept défiant les accords bilatéraux entre les États-Unis et Israël. Par conséquent, comme les États-Unis se sont engagés, depuis 1948, à protéger Israël et à investir dans son futur, l'idée de l'unité arabe reste compromettante pour eux. Face à cette unité arabe et aux valeurs du Baath qui soutiennent fortement ce projet, les intérêts américains seront logiquement remis en cause. La présence américaine dans le monde arabe sera mise à l'épreuve, et les États-Unis devront donc rectifier l'ensemble de leur stratégie si les valeurs baathistes et/ou l'unité arabe se concrétisent.

D'un autre côté, la question de l'unité arabe et du conflit israélo-palestinien s'étend aujourd'hui sur le plan religieux. L'ancien ministre de la Défense israélien Lieberman l'affirme en juillet 2019 : « Nous n'avons pas de conflit séparé avec les Palestiniens, et quiconque le prétend ne comprend pas de quoi il parle ou est délibérément trompeur. » Il ajoute : « Notre conflit porte sur le monde musulman dans son ensemble, avec le monde arabe dans son ensemble », puis poursuit : « Le conflit est tridimensionnel—avec les pays arabes, avec les Palestiniens et les Arabes israéliens. Et le troisième conflit, avec les Arabes israéliens, est le plus difficile »⁵¹.

⁵⁰ Khalil, Moussa Marrar, "Unity on Palestine Without Arab Unity? US Policy and the Post-Maksoud Arab World", *Arab Studies Quarterly* 39, n° 3, (2017): 910-922. doi : 10.13169/arabstudquar.39.3.0910. Découlant de l'idée de Clovis Maksoud sur le rôle central d'une unité arabe pour la crise palestinienne, cet article retrace la lutte historique entre le nationalisme laïc et l'islamisme pendant et après le « printemps arabe » ainsi que les interactions complexes avec la politique étrangère américaine. La trajectoire des pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord et leur identité politique sont analysées par rapport à ce contexte instable. L'article se termine par une évaluation des possibilités d'aller au-delà de la violence et de l'autoritarisme dans le monde arabe, en utilisant les enseignements de Maksoud.

⁵¹ "We do not have a separate conflict with the Palestinians, and anyone who claims so, does not understand what he is talking about or is being deliberately misleading...Our conflict is with the entire Muslim world, with the entire Arab world." Hofstein, Avner, et Biranit, Goren, "Lieberman: Future Peace Deal with Palestinians Must Include Arab Israelis", *The Times of Israel*, 9 juillet 2019, <https://www.timesofisrael.com/liberman-future-peacedeal-with-palestinians-must-include-arab-israelis/>. Consulté le 15 juillet 2019.

Face à ces inquiétudes, les États-Unis, Israël et le monde arabe se retrouvent dans une tourmente géopolitique et religieuse interminable. En effet, il convient de préciser que la position américaine actuelle envers le conflit israélo-palestinien doit évoluer en fonction des développements de la région. Autrement dit, le *statu quo* actuel à l'égard de cette crise palestinienne, mais aussi arabe, ne peut durer. Par conséquent, les Américains doivent réévaluer leur soutien à Israël et à l'extension de son territoire. Aujourd'hui, la carte évolutive de l'occupation israélienne inquiète la communauté internationale, Israël occupant la quasi-totalité des terres palestiniennes.

2.2 La dictature irakienne vue par les États-Unis

Les États-Unis ont longtemps dénoncé les régimes dictatoriaux et les restrictions des libertés pratiquées dans de nombreux pays à travers le monde. Cependant, le monde arabe paraissait être une exception face à la position américaine. En effet, il a fallu attendre les années 2000 pour que les États-Unis développent des programmes démocratiques réels comme le MEPI (*Middle East Program Initiative*). Cependant, ces programmes n'ont pas permis une démocratisation authentique des sociétés arabes⁵². Au début des années 1990, les États-Unis ont commencé à mettre l'accent sur le développement de la société civile au Moyen-Orient. Après les attentats du 11 septembre 2001, le gouvernement de George W. Bush a considérablement accru l'aide américaine à la région. Bien qu'elle ait été qualifiée d'aide à la démocratie, elle ne visait pas nécessairement la promotion démocratique. La démocratie implique « l'alternance des pouvoirs ». Toutefois, la plupart des organisations non gouvernementales bénéficiant de l'assistance occidentale évitaient tout ce qui pouvait être interprété comme un changement de régime.

La raison était simple. Les États-Unis et d'autres puissances occidentales étaient favorables à une « réforme », mais ils ne souhaitent pas supprimer un ordre qui leur avait donné des régimes arabes flexibles, bien qu'illégitimes. Ces régimes sont devenus partie intégrante d'un arrangement stratégique confortable qui garantissait les intérêts américains dans la région, notamment une position militaire avancée, un accès aux ressources énergétiques et la sécurité d'Israël. En outre, les États-Unis craignaient que l'alternative ne soit une prise de contrôle d'un islamisme radical rappelant la révolution iranienne de 1979. Les régimes

⁵² Department of State, “The US—Middle East Partnership Initiative”, US Government, <https://www.mepi.state.gov/>. Consulté le 14 juillet 2019.

eux-mêmes—y compris ceux d'Égypte, de Jordanie, du Maroc, d'Algérie et du Yémen—ont consciencieusement créé l'apparence d'une réforme plutôt que d'un changement. La démocratisation était permise mais gérée. Elle ne visait pas à conduire à la démocratie, mais plutôt à empêcher l'émergence d'une idéologie politique radicale. Il en résultait des autocraties toujours engagées dans une réforme fragmentée mais ne modifiant guère la structure du pouvoir sous-jacent. Les opposants au régime se sont retrouvés pris au piège de ce que le politologue Daniel Brumberg appelait une « transition sans fin » ⁵³. Celle-ci allait toujours être une proposition dangereuse, en particulier à long terme. Pour Brumberg, si une transition était promise et ne venait jamais, les Arabes deviendraient impatients ⁵⁷. Comment, alors, le changement s'est-il produit ? Les politiques américaines et européennes se sont regroupées autour de la notion de « gradualisme ». Si beaucoup ont été séduits par le projet d'une démocratie arabe, peu ont semblé penser qu'il nécessiterait plusieurs étapes préalables pour se réaliser. Il était plus logique de se concentrer d'abord sur la réforme économique plutôt que sur le changement politique. Une meilleure gestion économique ne pouvait qu'améliorer la structure politique du pays pour permettre à son tour une stabilité sociale. Des centaines de millions de dollars d'assistance occidentale ont afflué dans le monde arabe, apportant leur aide à de petites organisations non gouvernementales, soutenant des partis politiques souvent faibles et donnant aux femmes le pouvoir d'entrer sur la scène politique. Cette aide, bien que cruciale pour les organisations démocratiques, a été trop pugnace pour des sociétés qui n'avaient jamais expérimenté la démocratie. Pourtant, il convient de préciser, concernant l'Irak, que le régime de Saddam Hussein a été décrit par le gouvernement de George Bush comme étant une dictature ennemie devant être renversée. Ici, la démocratisation de l'Irak s'est faite par le biais d'une invasion qui, en fin de compte, a permis la chute du régime de Saddam Hussein et la pluralisation de la vie politique, mais qui peine désormais à assurer une stabilité politicoéconomique durable. Pour le gouvernement de George Bush, Saddam Hussein avait un lien direct avec le groupe terroriste al-Qaïda qui a déclenché les attaques du 11 septembre :

« Il y a onze ans, pour mettre fin à la guerre du golfe Persique, le régime irakien était tenu de détruire ses armes de destruction massive, de cesser de développer ces armes et de cesser de soutenir les groupes terroristes. Le régime irakien a violé toutes ces obligations. Il possède et produit des armes chimiques et biologiques. Il cherche des armes nucléaires. Il a abrité et soutenu le terrorisme et pratiqué la terreur contre son propre peuple. Le monde entier a été témoin des 11 années de défi, de déception et de mauvaise foi de l'Irak. Nous ne devons également jamais oublier les événements les plus marquants de l'histoire récente. Le 11 septembre

⁵³ Diamond, Larry Jay, *et al. Islam and Democracy in the Middle East*, Baltimore: Johns Hopkins University Press, 2003, p. 43-45. ⁵⁷ *Ibid.*

2001, l'Amérique a senti sa vulnérabilité même aux menaces qui se rassemblent de l'autre côté de la Terre. Nous avons alors résolu, et nous sommes résolus aujourd'hui, de faire face à toutes les menaces, de quelque source que ce soit, susceptibles de semer la terreur et de faire souffrir l'Amérique »⁵⁴.

Le président Bush continue : « Saddam Hussein est un dictateur meurtrier qui est accro aux armes de destruction massive »⁵⁵. Cette description du régime irakien n'est pas insignifiante. Si l'on observe de plus près l'historique des actions militaires de Saddam Hussein dans la région, avec la guerre Iran-Irak et l'invasion du Koweït, on se rend compte que le régime irakien et son image au sein de la zone ne faisaient que se détériorer et représentaient, pour les pays voisins (Iran, pays du Golfe et Israël), une menace réelle à la paix régionale. Ainsi, la position que les États-Unis tenaient à l'égard du régime de Bagdad n'était pas liée au régime en tant que tel mais plutôt à la personnalité du raïs irakien. En effet, si le régime de Saddam Hussein était embarrassant en tant que dictature, qu'en était-il pour les autres dictatures arabes qui étouffaient toute opposition politique et réprimaient toute opposition au régime en place ? L'Égypte et l'Arabie saoudite sont deux exemples parfaits illustrant cette situation.

Face à ce manque de volonté réelle à ériger de vraies démocraties, les États-Unis demeurent assez hésitants quant à leur soutien aux manifestations arabes contre les régimes politiques dans certains pays arabes. Le Bahreïn en est un parfait exemple. Ceci nous amène à des questions importantes. Quelles sont les valeurs démocratiques américaines ? Les États-Unis aspirent-ils vraiment à une démocratisation concrète du monde arabe, ou celle-ci est-elle sélective ? Le soutien des États-Unis à la démocratie et aux droits de l'homme dans le monde arabe a varié au fil du temps, et les gouvernements américains ont trop souvent préféré coopérer avec des autocrates que de soutenir leurs détracteurs. Cependant, les responsables américains étaient conscients, notamment après les attaques du 11 septembre 2001, que le projet de

⁵⁴ "Eleven years ago, as a condition for ending the Persian Gulf War, the Iraqi regime was required to destroy its weapons of mass destruction, to cease all development of such weapons and to stop all support for terrorist groups. The Iraqi regime has violated all of those obligations. It possesses and produces chemical and biological weapons. It is seeking nuclear weapons. It has given shelter and support to terrorism and practices terror against its own people. The entire world has witnessed Iraq's 11-year history of defiance, deception and bad faith. We must also never forget the most vivid events of recent history. On September 11 2001, America felt its vulnerability even to threats that gather on the other side of the Earth. We resolved then, and we are resolved today, to confront every threat from any source that could bring sudden terror and suffering to America." Bush, George, "President Bush Outlines Iraqi Threat", US Government, 7 octobre 2002, <<https://georgewbushwhitehouse.archives.gov/news/releases/2002/10/20021007-8.html>>. Consulté le 15 juillet 2019.

⁵⁵ "Saddam Hussein is a homicidal dictator who is addicted to weapons of mass destruction." *Ibid*.

démocratisation devait être une étape dans le monde arabe. Autrement dit, la démocratie est une arme redoutable et nécessaire.

La guerre en Irak a rendu le projet de démocratisation encore plus difficile, puisqu'il s'agit aujourd'hui de construire la démocratie dans un contexte instable. Plusieurs pays musulmans, y compris le Bangladesh, l'Indonésie, la Malaisie, le Pakistan, le Sénégal et la Turquie, ont maintenu différents degrés de démocratie au fil du temps, mais dans le monde arabe, celle-ci semble fictive. Le Koweït, la Jordanie et le Maroc ont élu des parlements, mais leurs monarques ont transféré peu de pouvoir aux institutions élues. La violence est très répandue en Libye et une guerre civile a éclaté. La Syrie a connu des années de guerre civile, avec des résultats humanitaires épouvantables. En Algérie, un nouveau président a été élu, mais beaucoup reste à faire. En Égypte, un président élu a été renversé à la suite d'un coup d'État militaire. L'armée est toujours aux commandes et le président Abdel Fattah al-Sissi est à nouveau mis à l'épreuve par des manifestations demandant son départ. À Bahreïn, il y a une monarchie sunnite, avec un règne de plus en plus totalitaire, pour une population majoritairement chiite.

2.2.1 En quoi la dictature de Saddam Hussein est-elle une dictature ennemie ?

Une question qui se pose, et à laquelle beaucoup peinent à trouver une réponse convaincante, est celle de savoir en quoi la dictature de Saddam Hussein était une ennemie. Quelles sont les raisons réelles de l'invasion de l'Irak ? Puiser dans les sources réelles du conflit américano-irakien n'est pas chose facile quand on voit le nombre d'articles et d'analyses traitant de ce sujet. Si, pour certains auteurs, l'invasion de l'Irak était menée pour le pétrole⁵⁶, d'autres avancent plutôt la thèse de la démocratisation du monde arabe. En effet, l'invasion de l'Irak s'inscrivait dans le contexte d'un plan de démocratisation du Moyen-Orient voulu par les États-Unis.

Après les attaques du 11 septembre 2001, promouvoir la démocratie par n'importe quel moyen paraissait une nécessité pour les États-Unis. En effet, le choc et les pertes considérables de l'attaque les incitaient à reprendre le dossier du monde arabe et de la démocratie dans la région. Jusqu'à cette date, les Américains ne prêtaient pas une grande attention à la démocratie dans le

⁵⁶ Juhasz, Antonia, "Why the War in Iraq Was Fought for Big Oil", *CNN*, 15 avril 2013, <https://edition.cnn.com/2013/03/19/opinion/iraq-war-oil-juhasz/index.html>. Consulté le 16 juillet 2019.

monde arabe et à la quasi-inexistence de cette structure politique dans cette région importante. Pour George Bush, la politique de laissez-faire que les États-Unis entreprenaient avec le régime de Saddam Hussein avait créé une vacuité sécuritaire dans la région et avait permis au régime irakien de développer et de promouvoir les idées terroristes qui auraient mené aux attentats du *World Trade Center*.

D'ailleurs, la volonté de George Bush d'arrêter le terrorisme se traduisait par une terminologie assez tranchante à son égard : il s'agissait de lancer « la guerre contre le terrorisme » (*The War on Terror*). Ce concept laissait donc entendre une guerre délimitée géographiquement, longue et interminable. En effet, la cible terroriste à laquelle les États-Unis faisaient face n'était pas déterminée, et la définition même du terrorisme n'était pas claire, en encourageant beaucoup à amalgamer terrorisme et islam. L'invasion de l'Afghanistan était donc une première étape dans cette lutte contre le terrorisme, mais celle-ci s'est avérée insuffisante pour mener à bien la stratégie américaine. L'Irak de Saddam Hussein était dans le collimateur de cette lutte, mais son invasion a eu des répercussions qui ont changé le cours des relations internationales. Elle a plongé la région dans une instabilité sécuritaire profonde, à laquelle les États-Unis peinent encore à trouver une solution concrète.

Le ministre de la Défense du gouvernement de George Bush, Donald Rumsfeld, déclarait alors au président et à l'ensemble du cabinet présidentiel : « Vous savez, nous devons affronter l'Irak. Il n'y a pas assez de cibles en Afghanistan. Nous devons bombarder autre chose pour prouver que nous sommes grands et forts »⁵⁷. Si l'on se fie aux déclarations de Donald Rumsfeld, l'invasion de l'Afghanistan était plus des représailles qu'une lutte réelle contre une cible déterminée. Cependant, George Bush paraissait convaincu que la négligence des États-Unis envers la démocratie dans le monde arabe et leur soutien aveugle à certains dictateurs arabes étaient une erreur ayant plongé la région, et même leur propre sécurité intérieure, dans une situation délicate. Il déclarait :

« Soixante ans de nations occidentales qui ont prétendu et compensé le manque de liberté au Moyen-Orient n'ont rien fait pour nous protéger, car à long terme, la stabilité ne peut être achetée au détriment de la liberté. Tant que le Moyen-Orient restera un lieu où la liberté ne s'épanouira pas, il restera un lieu de stagnation, de ressentiment et de violence prêt à être exporté. Et avec la prolifération des armes

⁵⁷ “You know, we’ve got to do Iraq... There just aren’t enough targets in Afghanistan... We need to bomb something else to prove that we’re, you know, big and strong.” Murphy, Cullen, et Todd S. Purdum, “Farewell To All That: An Oral History of the Bush White House”, *Vanity Fair*, 28 décembre 2008, <https://www.vanityfair.com/news/2009/02/bush-oral-history200902>. Consulté le 1^{er} août 2019.

pouvant causer des dommages catastrophiques à notre pays et à nos amis, il serait téméraire d'accepter le *statu quo* »⁵⁸.

Pour le président américain, il était important de rappeler ce principe : « La liberté que nous chérissons n'est pas pour nous seuls, c'est le droit et la capacité de toute l'humanité »⁵⁹.

Cependant, il convient de préciser que la démocratisation du monde arabe sous son administration a été menée par le biais d'une approche unilatérale et du pouvoir de coercition (*hard power*). Cela dit, il faut également rappeler que l'intention des États-Unis de procéder à une démocratisation de l'Irak s'est développée bien après l'invasion de mars 2003, dans un contexte de fort scepticisme politique international et populaire à l'égard des pertes humaines américaines et irakiennes. En effet, si la lutte contre le terrorisme et la présence d'armes de destruction massive ont été les principales raisons pour envahir l'Irak, la démocratie, avec son importance dans le monde arabe, n'était pas une politique révélée au public avant l'invasion.

La thèse des armes de destruction massive et de la dangerosité du régime de Saddam Hussein étant inexistante, l'argument de la démocratie permettait aux États-Unis de reprendre le contrôle de cette invasion sur le plan diplomatique et surtout de la justifier. Effectivement, l'absence d'armes de destruction massive la rendait illégitime. Cela étant dit, l'invasion de l'Irak dans un but démocratique a fait couler beaucoup d'encre quant à l'intention réelle des États-Unis à l'égard des valeurs démocratiques réelles, dans un pays où la démocratie n'a jamais vu le jour jusqu'à présent.

Naturellement, en aucun cas la démocratie n'était la raison principale de cette invasion. De plus, Jonathan Powell, chef de cabinet du Premier ministre britannique, a admis :

« Nous aurions dû dire clairement que nous enlevions Saddam parce qu'il était un dictateur impitoyable réprimant son peuple. Mais les avocats ont déclaré qu'il n'existait aucune base légale permettant de poursuivre sur cette base et, par conséquent, nous n'avons pas été en mesure de présenter cette affaire aussi pleinement que je l'aurais souhaité »⁶⁰.

⁵⁸ "Sixty years of Western nations excusing and accommodating the lack of freedom in the Middle East did nothing to make us safe - because in the long run, stability cannot be purchased at the expense of liberty. As long as the Middle East remains a place where freedom does not flourish, it will remain a place of stagnation, resentment, and violence ready for export. And with the spread of weapons that can bring catastrophic harm to our country and to our friends, it would be reckless to accept the status quo." Bush, George, "President Bush Discusses Freedom in Iraq and Middle East", US Government, 6 novembre 2003, <https://georgewbushwhitehouse.archives.gov/news/releases/2003/11/20031106-2.html>. Consulté 13 juillet 2019.

⁵⁹ "The freedom we prize—is not for us alone, it is the right and the capacity of all mankind." *Ibid.*

⁶⁰ "We should have been clear we were removing Saddam because he was a ruthless dictator suppressing his people. But the lawyers said there was no legal basis for proceeding on these grounds, and so we were not able to

Ainsi, la démocratie n'a été qu'une raison de « façade » pour justifier l'invasion. La démocratie était un concept et un élément pour envahir l'Irak. Introduite et promue par les néoconservateurs, l'invasion de l'Irak s'inscrivait dans un plan de démocratisation de toute la région du Moyen-Orient. En effet, soutenir la démocratie dans cette zone permettait aux États-Unis de préserver leurs intérêts vitaux dans le monde arabe. Beaucoup d'auteurs ont souligné l'importance du rôle des néoconservateurs dans la prise de décision à Washington. Pour les néoconservateurs, renverser le régime de Saddam Hussein était une option privilégiée pour configurer une nouvelle structure du monde arabe.

Évidemment, le raïs irakien devait être remplacé par un régime démocratique plus proaméricain. Il convient de préciser que les néoconservateurs, entre les années 1990 et 2000, voulaient une Amérique dotée d'un fort interventionnisme pour façonner un ordre mondial qui favoriserait son hégémonie au lieu de laisser d'autres puissances prendre le relais. Pour mener à bien ce projet, la démocratie constituait un élément phare et une structure politique avantageuse pour l'ensemble de la région. Rappelons à ce propos que les États-Unis présentent une structure démocratique réussie et attrayante pour les pays arabes. Par ailleurs, cette vision de l'Amérique puise ses sources dans l'exceptionnalisme américain et l'esprit patriotique et missionnaire. Des conservateurs comme Paul Wolfowitz et Doug Feith, que l'on nomme également « conservateurs du troisième âge »⁶¹, ont promu l'invasion de l'Irak pour assurer un interventionnisme américain plus fort et surtout indépendant et inébranlable face à toute opposition. Même si les néoconservateurs ont plus ou moins subi un fiasco après l'échec de la guerre en Irak, leur présence est d'autant plus forte dans le débat interne aux États-Unis. Notons que les néoconservateurs ont appelé les États-Unis à soutenir les mouvements populaires durant le « printemps arabe » pour permettre aux Américains de se rapprocher progressivement des populations arabes qui, précisons-le, n'ont jamais été représentées par leurs leaders. Ainsi, ce rapprochement constituait une nouvelle stratégie envers le monde arabe⁶⁶.

Près d'une décennie après l'invasion américaine, la situation en Irak mettait toujours en évidence l'échec américain dans ce pays. Si Saddam Hussein était un dictateur intransigeant, il faut rappeler que son régime assurait une certaine stabilité en Irak et dans l'ensemble de la région. La structure du régime permettait un contrôle des fortes divergences politico-sectaires

make this case as wholeheartedly as I would have liked.” Foley, Conor, *The Thin Blue Line: How Humanitarianism Went to War*, New York: Verso, 2008, p. 149.

⁶¹ Vaisse, Justin, « Qui sont les conservateurs ? » *Brookings*, 12 octobre 2002, <https://www.brookings.edu/articles/qui-sont-les-neoconservateurs/>. Consulté le 24 juillet 2019. ⁶⁶ *Ibid*.

qui existaient en Irak. Face à ce schéma complexe de l'Irak, les États-Unis ont échoué à déployer une stratégie satisfaisante pour ce pays fragmenté sur le plan tant politique que religieux.

De plus, même si la démocratie était la raison réelle derrière cette invasion, envahir un pays pour des fins démocratiques présente plusieurs contradictions et va à l'encontre du concept démocratique. On distingue principalement deux contradictions. La première est liée à la souveraineté et à l'autodétermination. En effet, chaque peuple doit déterminer son propre futur. Il est donc paradoxal de forcer un peuple à être libre par le biais d'une invasion. Cette autodétermination est interne mais également externe, puisque l'invasion de l'Irak s'inscrivait dans un contexte international où les invasions et colonisations relevaient du siècle précédent. Cette démarche américaine avait d'ailleurs suscité de fortes réactions au sein même du Conseil de sécurité de l'ONU. L'invasion de l'Irak était alors perçue comme un retour à la faiblesse d'un peuple et à la suprématie d'un autre. Michael Mann, sociologue britannico-américain, explique clairement qu'il n'y a pas d'idéologie excusant l'interférence d'une nation dans une autre. Pour Mann, seul le peuple doit gouverner et choisir sa propre structure politique⁶².

Certains, comme Joseph Nye, ont mis en avant que la relation entre la souveraineté d'un pays et son autodétermination est inexistante si ledit pays ne renforce pas sa souveraineté par la démocratie et les droits de l'homme. Cet argument a été, *post hoc*, une justification pour l'invasion de l'Irak qui, selon les Américains, devait être faite pour renforcer sa démocratie et ses libertés civiles. Ceux qui ont soutenu cet argument pour l'invasion sont nommés les « néoimpérialistes » ou les « wilsoniens débottés »⁶³. En mars 2008, un article de Joseph Nye, paru dans le *Los Angeles Times*, parlait de George W. Bush comme du président le plus wilsonien depuis Woodrow Wilson lui-même, faisant référence à sa pensée. Cette comparaison ne visait naturellement pas le multilatéralisme de Wilson, chantre de la Société des Nations, mais bien son internationalisme et surtout la conviction que le modèle américain de démocratie libérale était moralement supérieur et devait être exporté (« *make the world safe for democracy* »), une conviction partagée par George W. Bush⁶⁴.

⁶² Held, David, et Mathias, Koenig-Archibugi. *American Power in the 21st century*, Cambridge: Polity, 2004, p. 10-16.

⁶³ Nye, Joseph, "Is Bush our Woodrow Wilson?" *Los Angeles Times*, 30 mars 2008, <https://www.latimes.com/opinion/la-op-nye30mar30-story.html>. Consulté le 5 août 2019.

⁶⁴ "Bush and Wilson have many similarities. Both were highly religious men who came to office without any foreign policy experience and who responded to a crisis – Wilson to World War I, Bush to 9/11 – with a bold,

La puissance envahissante est toujours perçue comme une présence illégitime, entraînant ainsi la constitution de groupes armés parmi la population locale. Elle devient alors le principal acteur et auteur de toute évolution positive ou négative. Dans le cas de l'Irak, son insécurité, sa violence, la propagation du terrorisme, les divisions sectaires ainsi que la fragmentation politique alarmante ont été plus ou moins renforcées par l'invasion de 2003.

La deuxième contradiction est que les pré-conditions pour établir une démocratie n'ont pas été élaborées. Effectivement, la première pré-condition est la volonté du peuple, qui sera traduite par un accord où celui-ci sera rassemblé, sans négliger aucun groupe, quelle que soit son appartenance religieuse ou politique. Si beaucoup d'Irakiens ont soutenu la présence américaine en Irak, d'autres l'ont déplorée et l'ont perçue comme une violation de la souveraineté nationale et du droit international. Le journaliste Peter Stothard a d'ailleurs fait remarquer, lors d'une interview avec Tony Blair : « S'il est juste de se débarrasser de Saddam, pourquoi pas des autres ? »⁶⁵. À cette question, Blair a répondu : « Les gens me demandent pourquoi nous ne nous débarrassons pas de Mugabe, pourquoi pas de la famille Birman. Oui, éliminons-les tous. Je ne le fais pas parce que je ne peux pas, mais quand on peut, il faut le faire »⁷¹.

Cela étant dit, cette démocratisation forcée de l'Irak a eu des effets contre-productifs puisque la démocratie n'y a jamais vu le jour. Après l'invasion, les États-Unis ont engagé Paul Bremer pour lancer un gouvernement démocratique capable de regrouper l'ensemble des forces ethnico-politiques du pays. Toutefois, il n'a pas réussi à promouvoir un gouvernement irakien d'unité nationale. Face à ce fiasco, les États-Unis ont tenté de se retirer de la scène politique, notamment après que le gouvernement de Nouri al-Maliki (promu par les Américains) a échoué à unifier les Irakiens au sein d'un État de droit, dans un contexte d'insécurité profonde et de forte confusion idéologique (rappelons que les sunnites ont été marginalisés politiquement et socialement). Bien sûr, l'objectif de renverser le régime de Saddam Hussein avait été atteint, mais paradoxalement, il a créé un vide tant sur le plan administratif que sur le plan économique

moralistic vision. Wilson vowed to make the world safe for democracy, and Bush tried to transform the Middle East by imposing democratic government on Iraq. Many of Bush's speeches about promoting democracy abroad could have been given by Wilson. The expressed ideals in both men's proposed visions of changing other countries were unachievable given our nation's capacities." Ibid.

⁶⁵ Stothard, Peter, *Thirty Days: Tony Blair and the Test of History*, New York: Harper Collins, 2003, p. 42. ⁷¹ Ibid.

et sécuritaire. Ce vide a eu des répercussions sans précédent sur l'évolution de la démocratie en Irak et l'acceptation de celle-ci par le peuple irakien.

Cependant, il est important de comprendre le désir des États-Unis d'établir des régimes démocratiques dans le monde arabe. Pourquoi veulent-ils exporter leurs valeurs démocratiques dans le monde arabe après l'avoir négligé pendant si longtemps ? Quelles sont les conséquences de cette stratégie pour les États-Unis ? Peter Galbraith, ancien ambassadeur américain et professeur au *National War College*, a déclaré :

« La guerre en Irak n'a pas servi un seul objectif majeur de la politique étrangère des États-Unis. Elle n'a pas fait des États-Unis un pays plus sûr ; elle n'a pas gagné la guerre contre le terrorisme ; elle n'a pas fait de l'Irak un État stable ; elle n'a pas étendu la démocratie au Moyen-Orient ; et elle n'a pas donné aux États-Unis un meilleur accès au pétrole. Elle a été coûteuse... Certains économistes ont calculé que le coût total de la guerre, direct et indirect, pourrait dépasser 2 000 milliards de dollars »⁶⁶.

Ici, Galbraith met en évidence l'échec des États-Unis à promouvoir la démocratie et les conséquences sur leur crédibilité à être les leaders de la promotion démocratique. John Atkinson Habson décrit toute une série de conséquences de l'impérialisme sur la qualité du processus démocratique. Dans son ouvrage *Imperialism* paru en 1902, parmi les effets de l'impérialisme sur la démocratie, il cite la diminution du pouvoir des institutions administratives, la subordination du législatif et de l'exécutif, la concentration du pouvoir exécutif par une élite « informelle » ou non légitime, le déclin d'une opposition réelle, la diminution du choix électoral (parce que beaucoup sont considérés comme des traîtres menaçant l'unité du pays) et l'abrogation des droits et usages constitutionnels⁷³.

Certes, le contexte de 1902 diffère complètement de celui de l'invasion de l'Irak en 2003. Cependant, les conséquences du projet de démocratisation de l'Irak par le biais d'une invasion sont semblables à celles qu'Habson met en évidence dans son ouvrage. En effet, après la chute du régime de Saddam Hussein, les Irakiens, avec le soutien des États-Unis, ont tenté à maintes reprises d'établir une démocratie qui n'a jamais vu le jour jusqu'à présent. Aujourd'hui, l'Irak est plongé dans un chaos politique où le projet d'un compromis démocratique entre les

⁶⁶ "The Iraq war has failed to serve a single major US foreign policy objective. It has not made the United States safer; it has not advanced the war on terror; it has not made Iraq a stable state; it has not spread democracy to the Middle East; and it has not enhanced US access to oil. It has been costly... Some economists have calculated that the total cost of the war, direct and indirect, could exceed \$2 trillion." Galbraith, Peter, *The End of Iraq: how American Incompetence Created a War Without End*, New York: 1st Simon & Schuster, 2007, p. 11-12. ⁷³ Hobson, J. A., *Imperialism: A Study*, Washington: Spokesman, 2011, p. 145-152.

partis politiques peine à se faire et où la corruption a rongé toute confiance entre les responsables et le peuple. Ce chaos politique a mené à un chaos social dû à des décisions sectaires très violentes, qui, à son tour, a affecté profondément le développement économique du pays malgré les millions de dollars que les États-Unis lui ont accordés.

Malgré cela, l'invasion de l'Irak a affecté la qualité du processus démocratique non seulement dans ce pays, mais également aux États-Unis. Parmi les répercussions sur la démocratie aux États-Unis, on peut citer la manipulation de l'opinion publique américaine sur leurs motivations réelles à mener une guerre contre l'Irak. Les armes de destruction massive n'ont jamais été retrouvées, et le terrorisme n'a pas été éradiqué. Pourtant, les États-Unis disposent des capacités militaires et de renseignements les plus développées du monde pour vaincre le terrorisme. De plus, la violation des droits de l'homme par la torture contre les prisonniers irakiens (scandale de la prison d'Abou Ghraib) a mis en péril les intentions des responsables américains à l'égard de cette guerre. Cette situation a fait que sur le plan externe, le président américain n'a pas respecté les valeurs démocratiques qu'il s'était engagé à suivre et à établir en Irak.

Il y a eu également la marginalisation de l'opposition politique concernant la guerre contre l'Irak en 2003. Aux États-Unis, on note non seulement une pression subie par le Congrès américain et un conflit irakien envenimé par une guerre médiatique qui a favorisé la diabolisation de Saddam Hussein et de son régime, mais également la négligence des *checks and balances*, c'est-à-dire l'équilibre des pouvoirs dans la prise des décisions. En effet, durant ce contexte de guerre, il y a eu des procédures administratives parallèles à celles qui étaient assurées par les institutions politiques légitimes. Autrement dit, les institutions aux États-Unis ont été dépassées par les prises de décisions au sein du gouvernement de George Bush qui, rappelons-le, semblait agir unilatéralement, prenant seulement en considération les néoconservateurs.

Enfin, l'une des répercussions les plus marquantes sur la démocratie aux États-Unis a été le non-jugement de ceux qui ont pris les décisions et qui ont mené le pays à un fiasco total en Irak (tortures, pertes humaines américaines...).

3. Débats politiques américains sur l'Irak avant l'invasion de 2003

3.1 Débats entre républicains et démocrates

3.1.1 Irak, l'ennemi numéro 1 : vision commune ?

Si la classe politique internationale était fortement sceptique sur l'utilisation de la force et le début d'un conflit en Irak, les néoconservateurs, quant à eux, étaient très mécontents du dénouement de la guerre du golfe Persique des années 1990. Ils ont donc entamé une campagne de lobbying aux États-Unis afin qu'ils utilisent la force militaire pour renverser Saddam Hussein⁶⁷. Si, au début de la présidence de George Bush, le monde n'arrivait pas à mesurer l'influence du néoconservatisme sur la politique étrangère américaine, il existe aujourd'hui une masse de documents illustrant la manière dont les néoconservateurs ont pu orienter la réponse de l'Amérique aux attaques terroristes vers une invasion de l'Irak⁶⁸. De plus, la classe politique et l'opinion publique américaines étaient sous le choc des attaques du 11 septembre 2001. C'était donc le meilleur moment pour que les néoconservateurs reprennent de l'élan pour dessiner la trajectoire de la politique étrangère américaine au Moyen-Orient pour les années à venir. Il est également important de préciser que beaucoup d'analystes et de chercheurs politiques ont appelé à la mise en place d'une vision réaliste de la politique étrangère américaine après les attaques du *World Trade Center*. Autrement dit, quels étaient les intérêts réels des États-Unis au Moyen-Orient ? Quelle était la stratégie réaliste pour protéger leurs intérêts et uniquement les leurs ?

Beaucoup d'entre eux ont tenté de jouer un rôle important dans le débat sur la question de savoir s'il était dans l'intérêt national américain de renverser Saddam Hussein en envahissant l'Irak. Cela a été plus discernable dans un article paru dans le *New York Times* avant le 20 mars 2003 (date du début de la campagne pour renverser le régime baathiste), quand de nombreux universitaires réalistes ont ouvertement plaidé contre l'utilisation de la force militaire contre l'Irak. Ils ont fait valoir, tout simplement, que la guerre contre l'Irak n'était pas dans l'intérêt national des États-Unis⁶⁹. Malgré leurs arguments pertinents, les réalistes ont échoué dans leur

⁶⁷ Halper, Stefan A., and Jonathan Clarke, *America Alone: The Neo-Conservatives and the Global Order*, 1st pbk. Ed., Cambridge: Cambridge University Press, 2005.

⁶⁸ Fukuyama, Francis, *America at the Crossroads: Democracy, Power, and the Neoconservative Legacy*, New York: Yale University Press, 2007, p. 230-256.

⁶⁹ Walt, Stephen M., "Iraq Shows That Preventive War Worsens Problems Diplomacy Can Solve", *The New York Times*, 18 mai 2015, <https://www.nytimes.com/roomfordebate/2015/05/18/iraq-bad-intelligence-or-a-lesson-inbad-policy/iraq-shows-that-preventive-war-worsens-problems-diplomacy-can-solve>. Consulté le 1^{er} août 2019.

tentative d'empêcher la guerre, et leurs raisonnements n'ont eu que peu de poids dans le débat qui a précédé la décision d'envahir l'Irak. En effet, le poids des néoconservateurs était déjà grandissant bien avant les attentats à New York. Par exemple, des membres du « Projet pour un nouveau siècle américain », qui comprenait des néoconservateurs influents tels que William Kristol, Donald Rumsfeld, Richard Cheney, Paul Wolfowitz, Richard Perle et Lewis « Scooter » Libby, ont envoyé une lettre ouverte au président Bill Clinton en janvier 1998, préconisant une stratégie militaire pour un changement de régime en Irak⁷⁰.

Selon Charles Krauthammer, la doctrine Bush « est essentiellement le synonyme de politique étrangère néoconservatrice »⁷¹. Par ailleurs, beaucoup d'auteurs ont tenté d'extraire les principaux éléments de cette doctrine et certains, comme Krauthammer, en ont déduit que celle-ci reprenait les concepts de la vision néoconservatrice, marquant ainsi un tournant majeur dans la trajectoire de la politique étrangère américaine. Effectivement, cette doctrine s'est aussitôt révélée opposée aux fondements de l'approche réaliste. Elle reposait sur l'importance de conserver la position hégémonique des États-Unis dans le monde et surtout à long terme. C'est sur ce point que le président George Bush s'est focalisé lors de son discours à West Point : « L'Amérique a l'intention de garder ses forces militaires au-delà de tout défi »⁷².

En septembre 2002, dans un rapport intitulé « The National Security Strategy of the United States of America », le président américain déclarait : « Nous devons construire et maintenir nos défenses au-delà des défis »⁸⁰, avant d'ajouter : « Nos forces seront suffisamment puissantes pour dissuader des adversaires potentiels de poursuivre une montée en puissance militaire dans l'espoir de surpasser, voire d'égaliser, le pouvoir des États-Unis »⁷³. Les néoconservateurs voient dans l'hégémonie américaine et son leadership un prérequis pour maintenir la paix dans le monde, renforçant ainsi le concept de l'exceptionnalisme des États-Unis. En 1996, les néoconservateurs Robert Kagan et William Kristol écrivaient, dans la

⁷⁰ Smith, Steve, *et al. Foreign Policy: Theories, Actors and Cases*, Oxford: Oxford University Press, 2008, p. 258260.

⁷¹ Krauthammer, Charles, "The Neoconservative Convergence", *The Wall Street Journal*, juillet 2005, <https://www.wsj.com/articles/SB122694981826434411>. Consulté le 3 août 2019.

⁷² "America has, and intends to keep, military strengths beyond challenge – (applause) – thereby, making the destabilizing arms races of other eras pointless, and limiting rivalries to trade and other pursuits of peace." Bush, George, "President Bush Delivers Graduation Speech at West Point", US Government, 1^{er} juin 2002, <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2002/06/20020601-3.html>. Consulté le 4 août 2019.

⁸⁰ Bush, George. "National Security Strategy", The White House: septembre 2002, <https://georgewbushwhitehouse.archives.gov/nsc/nss/2002/>. Consulté le 4 août 2019.

⁷³ "Our forces will be strong enough to dissuade potential adversaries from pursuing a military build-up in hopes of surpassing, or equaling, the power of the United States." *Ibid*.

revue *Foreign Affairs*, que « l'hégémonie américaine était la seule défense fiable contre tout désordre international »⁷⁴. Préserver l'hégémonie américaine serait donc bénéfique non seulement pour les États-Unis, mais également pour le monde entier. Selon la doctrine Bush, le fait que les États-Unis aient été frappés sur leur sol constituait une menace majeure pour la paix mondiale, et seule une reprise du renforcement militaire pourrait prévenir une instabilité internationale.

Cela étant dit, il convient de préciser que le désir de renforcer la présence militaire américaine était fort bien avant les attaques du 11 septembre 2001. En 1992, une grande stratégie de primauté a été lancée par les néoconservateurs pour empêcher, ou du moins ralentir, l'émergence d'une puissance rivale. Cette stratégie a été introduite dans un plan de défense, le « Defense Planning Guidance » dirigé par Paul Wolfowitz, ministre adjoint à la Défense sous le gouvernement de George Bush, quelques années plus tard⁷⁵. Dans leur soutien à l'hégémonie américaine, les néoconservateurs expriment ouvertement leur antipathie face à la politique traditionnelle de l'équilibre des puissances (*balance of power*)⁷⁶. Un ordre mondial mené par les États-Unis est, selon eux, supérieur à tout équilibre de pouvoir dans le monde. Autrement dit, ceux-ci doivent jouir d'une position hégémonique sans partage. Les néoconservateurs voient dans cet « équilibre des pouvoirs » une barrière aux intérêts nationaux et internationaux des États-Unis. De plus, comme cette hégémonie est essentielle pour maintenir la paix, les néoconservateurs jugent inutile la préoccupation des autres pays face à un déséquilibre du pouvoir dans le monde. Également, ils estiment que le retour multipolaire est une menace directe aux intérêts des États-Unis et à la paix mondiale⁷⁷.

Dans ce rejet de l'équilibre des pouvoirs, John Mearsheimer, professeur de sciences politiques à l'université de Chicago et membre de l'école néoréaliste, avance que selon la

⁷⁴ “American hegemony is the only reliable defense against a breakdown of peace and international order.” Kristol, William, et Kagan, Robert, “Toward a Neo-Reaganite Foreign Policy”, *Foreign Affairs*, 1^{er} juillet 1996, <https://www.foreignaffairs.com/articles/1996-07-01/toward-neo-reaganite-foreign-policy>. Consulté le 1^{er} août 2019.

⁷⁵ Voir National Security Council, 1992, <https://www.archives.gov/files/declassification/iscap/pdf/2008-003docs1-12.pdf>. Consulté le 1^{er} août 2019.

⁷⁶ L'équilibre des puissances (traduction de *balance of power*) est un concept central de la théorie réaliste des relations internationales. Dans un système d'équilibre de la puissance, les États choisissent de se ranger aux côtés du plus fort (*bandwagoning*) ou tentent d'équilibrer celui-ci en se coalisant (*balancing*). La théorie de l'équilibre des puissances suggère que la sécurité nationale est accrue lorsque la capacité militaire est répartie de telle sorte qu'aucun État n'est assez fort pour dominer tous les autres. Kegley, Charles W., et Wittkopf Eugene R., *World politics: trend and transformation*, Thomson Higher Education, 2006, p. 503.

⁷⁷ Ikenberry, Gilford John. *America Unrivaled: The Future of the Balance of Power*, Ithaca: Cornell University Press, 2002.

logique des néoconservateurs, si des États sont menacés, ils doivent rejoindre les États-Unis pour faire face à l'adversaire. Autrement dit, l'adversaire devient le même pour tous les États.

Ainsi, au lieu de défier les Américains, les États devraient s'unir avec eux pour éradiquer l'adversaire, ou du moins affaiblir les menaces. C'est la logique du *bandwagoning*⁷⁸. Les États-Unis sont donc représentés comme une force de démocratisation à laquelle tous les peuples aspirent. Cette logique est devenue un processus politique et une stratégie militaire utilisés par les néoconservateurs pour justifier l'invasion de l'Irak. Un autre élément primordial de la doctrine Bush est le concept de la guerre préventive. Celui-ci constitue une partie intégrante de la stratégie militaire américaine sous le gouvernement de George Bush.

Les attaques du 11 septembre 2001, la menace terroriste et sa force idéologique pour perpétrer des attaques sur le sol américain pour la première fois ont incité les responsables américains, durant la présidence de Bush, à s'opposer fermement aux États intransigeants, appelés en anglais *the Rogue States*. Il est impérativement nécessaire de détruire les forces militaires de ces pays avant que leurs menaces ne se concrétisent sur le terrain et que l'on assiste à des attentats similaires à ceux du 11 septembre 2001. Le président Bush déclarait clairement :

« Nous devons être prêts à contenir les États voyous et leurs alliés terroristes avant qu'ils ne soient en mesure de menacer ou d'utiliser des armes de destruction massive contre les États-Unis et nos alliés et amis. Notre réponse doit tirer pleinement parti d'alliances renforcées, de la création de nouveaux partenariats avec d'anciens adversaires, de l'innovation dans l'utilisation des forces militaires, des technologies modernes, y compris la mise en place d'un système de défense antimissile efficace, et d'un renforcement de la collecte et de l'analyse des renseignements »⁸⁷.

Avec cette déclaration, le président républicain a mis en évidence la nécessité de la guerre préventive dans sa politique étrangère. Cette mise en garde renvoie à la capacité des pays intransigeants d'utiliser des armes de destruction massive sur le sol américain et/ou contre un pays allié, négligeant ainsi les méthodes traditionnelles américaines de guerre. Pour le gouvernement de Bush, ces méthodes traditionnelles ne permettent pas aux États-Unis de

⁷⁸ Mearsheimer, John J., *Hans Morgenthau and the Iraq War: Realism Versus Neo-Conservatism*, Open Democracy, 2005. ⁸⁷ "We must be prepared to stop rogue states and their terrorist clients before they are able to threaten or use weapons of mass destruction against the United States and our allies and friends. Our response must take full advantage of strengthened alliances, the establishment of new partnerships with former adversaries, innovation in the use of military forces, modern technologies, including the development of an effective missile defense system, and increased emphasis on intelligence collection and analysis." *President Bush Delivers Graduation Speech at West Point*, US Government, 1^{er} juin 2002, <<https://2001-2009.state.gov/r/pa/ei/wh/15425.htm>>. Consulté le 1^{er} août 2019.

dissuader les États « pro-terroristes » qui aspirent à la propagation des idées terroristes et les utilisent contre des civils innocents. Il est essentiel de savoir que le concept de la guerre préventive puise ses racines dans les critiques d'Albert Wohlstetter, qui souligne la notion de destruction mutuelle. Celle-ci est une doctrine de stratégie militaire consistant à utiliser à grande échelle l'arme nucléaire par l'un des deux belligérants. Les critiques de Wohlstetter s'inscrivent dans un contexte de guerre froide durant lequel l'intellectuel américain a appelé les responsables américains à déployer une politique plus ferme envers l'Union soviétique pour augmenter les chances de gagner la guerre. Les États-Unis ont donc eu recours à plusieurs reprises à la guerre préventive pour prévenir les menaces⁷⁹.

Le troisième élément de la doctrine Bush est l'unilatéralisme, qui est la suite logique des éléments précédents. Cette approche a été fortement déployée par le président George Bush. Cet unilatéralisme a été un élément phare de la politique étrangère américaine, notamment quand le Conseil de sécurité de l'ONU a rejeté la guerre préventive contre l'Irak.

Malgré ce rejet et l'absence de toute autorisation onusienne, les États-Unis ont envahi l'Irak, renforçant ainsi leur présence et surtout leur capacité à agir seuls sur la scène internationale. Cette approche unilatérale s'oppose à la vision multilatérale du gouvernement de Bill Clinton, avec l'échec de celui-ci à renverser le régime de Saddam Hussein. Pour les néoconservateurs, les puissances unilatérales n'ont pas besoin d'agir multilatéralement ; la stratégie unilatérale du gouvernement de George Bush était une évidence bien avant les attaques du 11 septembre 2001. Effectivement, le gouvernement républicain avait rejeté plusieurs accords internationaux, comme les accords avec la Cour pénale internationale, le protocole de Kyoto et le traité ABM (*Anti-Ballistic Missile*) avec la Russie. L'une des raisons principales de la confiance des néoconservateurs à l'égard d'une stratégie unilatérale contre l'Irak était la superpuissance et la capacité militaire inégalée des États-Unis. John Mearsheimer a confirmé que les néoconservateurs « pensaient que les États-Unis pouvaient compter sur la technologie furtive, des armes de haute précision livrées par air et des forces terrestres petites mais très mobiles pour remporter des victoires rapides et décisives »⁸⁰. Ainsi, pour les néoconservateurs,

⁷⁹ Ron, Robin, *The Cold World They Made: The Strategic Legacy of Roberta and Albert Wohlstetter*, Boston: Harvard University Press, 2016, p. 25-50.

⁸⁰ “[Neoconservatives] believed that the United States could rely on stealth technology, air-delivered precision-guided weapons, and small but highly mobile ground forces to win quick and decisive victories.” Mearsheimer, John J., *Hans Morgenthau and the Irak War*. Cité dans https://www.opendemocracy.net/en/morgenthau_2522jsp/.

les États-Unis pouvaient procéder rapidement et avec efficacité au changement de régime en Irak.

Enfin, l'élément final de la doctrine Bush est la promotion de la démocratie. Comme nous l'avons mentionné précédemment, la démocratie et sa promotion constituent des éléments phares de la politique étrangère américaine. Pour beaucoup d'observateurs américains, s'il y a une explication qui fait l'unanimité, c'est que les intérêts américains sont promus par les valeurs libérales et les institutions démocratiques du pays. En effet, il est tout à fait raisonnable de rappeler qu'en dépit du sentiment anti-américain, les États-Unis restent une référence inébranlable de liberté, de justice et de démocratie, des valeurs auxquelles les peuples arabes tentent aujourd'hui de s'attacher. Ainsi, la promotion démocratique serait-elle plus crédible si elle était menée par un pays autre que les États-Unis ?

C'est d'ailleurs sur cet argument que les néoconservateurs s'appuient pour justifier le rôle important que doivent assumer les États-Unis dans le monde. Charles Krauthammer l'a explicitement affirmé : « Avec le déclin du communisme, l'avancement de la démocratie devrait devenir la pierre angulaire d'une nouvelle politique étrangère américaine »⁸¹. En adoptant la démocratie et en soutenant sa propagation dans le monde, les néoconservateurs peuvent être considérés comme les héritiers du wilsonisme libéral⁸². Si certains néoconservateurs comme Francis Fukuyama défendent une promotion démocratique stable et sans intervention militaire, d'autres préfèrent un programme d'anticipation ou préventif. L'Irak était destiné à être le premier pays inclus dans un plan de démocratisation du Moyen-Orient. Cependant, si ce programme était prometteur, il incarnait un changement brutal dans la politique étrangère américaine. D'ailleurs, ce changement rendait l'établissement d'une démocratie utopique dans un monde arabe où les régimes autoritaires ont longtemps été soutenus par les États-Unis. Selon ce programme, le régime déchu de Saddam Hussein laisserait place à une démocratie florissante, un modèle dans le monde arabe, ce qui créerait, dans la politique étrangère irakienne, un changement vital qui dissiperait la menace terroriste dans la région. Ainsi, l'Irak

⁸¹ "With the decline of Communism the advancement of democracy should become the touch stone of a new ideological American foreign Policy." Krauthammer, Charles, "Universal Dominion: Toward a Unipolar World », *National Interest* 18 (1990/1989): 47.

⁸² « Wilsonisme » et « wilsonien » sont des mots utilisés pour décrire une idéologie de la politique étrangère. Le terme vient de l'idéologie du président des États-Unis, Woodrow Wilson, et de son rapport de *Fourteen Points*, qui, selon lui, contribuerait à générer une paix mondiale si celui-ci était mis en œuvre. Le wilsonisme est une forme d'internationalisme libéral. Wilson a tiré des leçons de l'histoire américaine et entendait appliquer cette connaissance à la politique étrangère. Les principes de Wilson soutiennent les valeurs de la démocratie et du capitalisme.

serait la première démocratie arabe, créant un effet domino⁸³ et incitant les peuples arabes à un changement similaire dans leurs pays.

De plus, le président George Bush était confiant à l'égard de ce programme de démocratisation. Il déclarait en novembre 2003 : « La démocratie irakienne triomphera. Elle sera florissante de Damas à Téhéran pour que la liberté puisse être l'avenir de toutes les nations »⁹³. Par conséquent, promouvoir la démocratie dans le monde arabo-musulman, même par le biais d'une invasion militaire, était vu comme une stratégie convenable pour éradiquer, ou du moins amoindrir les idées extrémistes dans la région. Ainsi, non seulement la démocratie atténuerait la menace terroriste, mais elle transformerait également l'ensemble de la région en une zone stable et pacifique qui servirait les États-Unis, les pays arabes et Israël, l'allié numéro un des Américains dans la région.

Subséquemment, ces quatre éléments de la doctrine Bush ont permis de présenter une stratégie pour envahir l'Irak. En parallèle à cette doctrine, l'invasion de l'Irak a fini par être recevable par une grande partie du public américain, dont le Congrès américain, et par une partie de la communauté internationale—rappelons que 36 nations avaient contribué à l'invasion de l'Irak. Si l'on additionne la doctrine Bush avec les arguments néoconservateurs et le choc des attaques du 11 septembre 2001, envahir l'Irak dans le but de lutter contre le terrorisme et les armes de destruction massive était une stratégie approuvable. De ce fait, les responsables américains ont continué de faire le lien entre Saddam Hussein et l'attaque du 11 septembre 2001, même si aucune preuve n'était disponible pour l'établir. Ils n'ont cessé de diaboliser Saddam Hussein qui n'était leader qu'en Irak et qui ne constituait pas une menace pour les États-Unis. C'est dans ce contexte de peur et d'incertitude que les néoconservateurs ont poussé leur pays dans une guerre interminable et plus ou moins erronée.

Néanmoins, beaucoup de politiciens, comme Bernie Sanders ou Hillary Clinton, et d'analystes, comme Stephen Walt ou Nicholas Lemann, n'ont pas approuvé la vision néoconservatrice. Parmi ses détracteurs figurent les réalistes. Ces derniers ont tenté d'entrer dans le débat sur l'invasion de l'Irak en défendant une position plus diplomatique à l'égard de

⁸³ La théorie des dominos, également appelée *Domino Effect*, est une théorie de la politique étrangère des États-Unis après la Deuxième Guerre mondiale, selon laquelle la « chute » d'un État non communiste sous contrôle communiste précipiterait la chute des gouvernements non communistes des États voisins. La théorie avait été proposée par le président Harry S. Truman pour justifier l'envoi d'une aide militaire à la Grèce et à la Turquie dans les années 1940, mais elle est devenue populaire dans les années 1950, lorsque le président Dwight D. Eisenhower

la menace irakienne. Par ailleurs, les réalistes ont argumenté qu'envahir l'Irak allait être un désastre pour les États-Unis, une guerre interminable qui hanterait leur stratégie dans le pays et

l'a appliquée à l'Asie du Sud-Est, notamment au Sud-Vietnam. La théorie des dominos a été l'un des principaux arguments invoqués par les administrations Kennedy et Johnson dans les années 1960 pour justifier l'implication croissante de l'armée américaine dans la guerre du Vietnam. Cette théorie a également été déployée dans le monde arabe pour propager la démocratie ; l'Irak devait être le premier domino qui précipiterait l'établissement de démocraties dans les autres pays arabes.

⁹³ "Iraqi democracy will succeed, and that success will set forth the news from Damascus to Tehran that freedom can be the future of every nation." Edition CNN, "Bush Pushes Middle East Democracy", *CNN*, 6 novembre 2003, <https://edition.cnn.com/2003/ALLPOLITICS/11/06/bush.democracy/>. Consulté le 23 août 2019.

dans le monde arabe, en soulignant l'inutilité de ce conflit et une défaite éventuelle. Les réalistes ont argué que l'invasion de l'Irak provoquerait une défaillance dans la stratégie américaine au Moyen-Orient. Autrement dit, elle empêcherait les États-Unis de mener leur lutte contre le terrorisme « réel », contre la vraie cible et les menaces causées par les organisations terroristes comme al-Qaida ou encore les talibans en Afghanistan.

Hans Joachim Morgenthau est l'un des théoriciens réalistes américains les plus importants. Il a introduit dans la pensée réaliste la critique à l'égard de la tendance des États-Unis à déployer une politique étrangère moraliste à travers laquelle ils tentent de façonner les relations internationales à leur propre image ; promouvoir la démocratie dans le monde arabe en est un exemple parfait. Le projet de démocratisation du monde arabe promu par les néoconservateurs représente pour les réalistes un projet moral qui n'est pas une priorité dans la politique étrangère américaine, et pour lequel les États-Unis ne doivent pas s'investir pleinement. Alors que les néoconservateurs veulent renforcer les intérêts nationaux des États-Unis dans le monde par le biais des valeurs morales universelles, à savoir les valeurs démocratiques américaines, les réalistes comme Hans Morgenthau ou Robert Kagan reconnaissent leurs échecs internationaux inévitables. Pour les réalistes, les intérêts nationaux des États-Unis doivent découler de leurs intérêts spécifiques. Ainsi, le principal intérêt du pays est de « protéger son identité physique, politique et culturelle contre l'empiétement d'autres nations »⁸⁴.

Comme les valeurs morales et politiques doivent être la base de la politique étrangère américaine, les réalistes soulignent que l'intérêt national des États-Unis doit être en adéquation

⁸⁴ "Protects its physical, political, and cultural identity against encroachments by other nations." Morgenthau, Hans J., "Another 'Great Debate': The National Interest of the United States", *American Political Science Review*, 46, no.4, (décembre 1952): 961-88. doi : 10.2307/1952108.

avec leur pouvoir. Morgenthau a longtemps défendu la position selon laquelle les États-Unis doivent être avertis des dangers de la conceptualisation et de l'intégration de leurs intérêts nationaux dans les valeurs morales universalistes⁸⁵. On en déduit donc que leurs intérêts nationaux doivent être propres aux Américains et représenter des valeurs morales nationales et non des valeurs morales universelles que tout le monde doit adopter. En 1947, Morgenthau démontre ce concept en écrivant : « Une politique étrangère fondée sur un principe moral qui, par définition, a relégué au second plan l'intérêt national est nécessairement une politique de suicide national réelle ou potentielle »⁸⁶.

Quant au programme américain de démocratisation, Morgenthau affirme : « Il est évident qu'aucun État ne peut mener sans discrimination une telle politique de démocratie universelle sans désastre ; les engagements gaspilleraient les ressources et l'échec s'ensuivrait »⁸⁷. Ainsi, opposer l'intérêt national aux valeurs morales est une dichotomie inexacte. Morgenthau souligne que « le choix n'est pas entre les principes moraux et l'intérêt national [...] mais entre un ensemble de principes moraux séparés de la réalité politique et un autre ensemble de principes moraux dérivés de la réalité politique »⁸⁸. Par conséquent, les réalistes défendent une politique étrangère américaine qui sert l'intérêt national des États-Unis et qui, en même temps, découle de la réalité politique. Toutefois, les néoconservateurs reconnaissent que les démocraties déploient des politiques étrangères distinctes et que chacun défend ses propres intérêts pacifiquement. John Mearsheimer explique que les néoconservateurs pensent que le monde est divisé entre les « États corrects » et les « États voyous » ; cette catégorisation se fait en fonction de la structure politique. Il est à noter que la démocratie est, pour les néoconservateurs, la plus puissante idéologie sur terre⁸⁹.

Pourtant, pour les réalistes, tous les pays ont un rôle à assumer sur la scène nationale et internationale, et tous les États, démocratiques ou non, peuvent agir similairement. En d'autres

⁸⁵ L'universalisme en politique est l'affirmation que tous les groupes humains ont une nature commune. Par-delà les différences biologiques et culturelles, il existe une unité fondamentale du genre humain. Il en résulte que l'ensemble des peuples doit être représenté dans la conduite des affaires du monde.

⁸⁶ «A foreign policy based upon a moral principle which by definition relegated the national interest to the background is of necessity a policy of national suicide actual or potential.” Morgenthau, Hans J., “The Primacy of the National Interest”, *The American Scholar*, 18, no.2 (1949).

⁸⁷ “It is obvious that no statement could pursue without discrimination such a policy of universal democracy without courting disaster commitments would outturn resources and failure would ensue.” *Ibid.*, p. 10.

⁸⁸ “The choice is not between moral principles and the national interest, devoid of moral dignity, but between one set of moral principles divorced from political reality and another set of moral principles derived political reality.” Morgenthau, Hans J., *In Defense of the National Interest*, Lanham: University Press of America, 1982, p. 33.

⁸⁹ John Mearsheimer, *Hans Morgenthau and the Iraq War*, op. cit., p. 3.

termes, les pays démocratiques n'ont aucune prépondérance sur les pays qui ne le sont pas. En effet, Christopher Layne, professeur à *George Bush School of Government and Public Service* (université du Texas) et néoréaliste américain, explique que « l'attitude politique internationale se caractérise par une continuité, une régularité et une répétition car les États sont limités par la structure stable (et probablement immuable) du système international »⁹⁰. Les réalistes remettent en cause la notion de l'exceptionnalisme américain et soutiennent leur point de vue en mentionnant les relations conflictuelles plus ou moins arbitraires avec l'Irak ou encore la position américaine ambiguë lors de la guerre Iran-Irak. Ces deux exemples montrent donc des positions politiques peu « morales ». La perception réaliste débat également sur le fait que le caractère interne d'un régime définit sa politique étrangère, et ce, en exposant un fort scepticisme quant à la capacité et la compétence des États-Unis d'établir une démocratie en Irak et dans le reste du monde arabe.

Les réalistes ont mis en évidence l'importance du nationalisme et le danger d'envahir l'Irak, un pays ethniquement varié. À l'issue de l'invasion, les États-Unis se sont effectivement retrouvés face à un pays profondément diversifié et fragmenté, où l'établissement d'une démocratie s'est révélé difficile, voire impossible. Ainsi, il est capital ici de comparer la politique de George W. Bush et celle de son père qui a cerné rapidement, lors de la première guerre du Golfe, la stratégie et l'objectif des États-Unis. Quand le Koweït a été libéré, le gouvernement de George H. W. Bush a mis fin à la guerre. Autrement dit, les États-Unis, lors de cette première guerre du Golfe, avait précisément défini le début et la fin de leur stratégie face à un chaos régional important, et surtout leur intérêt à défendre un pays allié contre une ingérence étrangère ; les responsables américains étaient conscients du danger d'envahir ou de frapper l'Irak. À l'inverse, l'invasion de l'Irak en 2003 manquait de stratégie tangible, et l'intérêt national des États-Unis était une notion floue.

En lien avec le nationalisme que nous avons mentionné, Mearsheimer note que « les réalistes pensaient dès le début qu'il était ridicule, à l'ère du nationalisme, de penser que les États-Unis pourraient envahir et occuper l'Irak et d'autres pays du Moyen-Orient dans le but de

⁹⁰ "International political behaviorism characterized by continuity, regularity and repetition because states are constrained by the international system's unchanging (and probably unchangeable) structure." Layne, Christopher, "Kant or Cant: The Myth of the Democratic Peace", *International Security*, 19, no.2 (1994): 161-162. doi:10.2307/2539195, 161-162.

modifier leurs systèmes politiques afin d'en faire des alliés de l'Amérique »⁹¹. En effet, les réalistes étaient en profond désaccord avec les néoconservateurs. Ceux-ci prédisaient que l'invasion de l'Irak inciterait les autres pays à s'aligner sur les États-Unis et/ou à changer leur structure politique pour satisfaire une Amérique défendant fervemment des valeurs démocratiques qui devaient être, pour les néoconservateurs, des valeurs universelles. Stephen Walt, professeur de relations internationales à la *John Fitzgerald Kennedy School of Government*, critique l'approche néoconservatrice du *bandwagoning* et explique « que les démonstrations de pouvoir et de détermination des États-Unis décourageront toute résistance et conduiront de plus en plus d'États à conclure qu'il est temps de renforcer leur côté »⁹². Pour les réalistes, cette approche du *bandwagoning* est synonyme de manque de souveraineté et peut porter atteinte à l'ordre international. Le réalisme prône que « nous vivons dans un monde en équilibre dans lequel, lorsqu'un État menace un autre État, la cible ne baisse pas les bras et ne capitule pas. Au lieu de cela, cette cible cherchera des moyens pour se défendre contre l'État menaçant »⁹³.

Incontestablement, pour les réalistes, l'invasion de l'Irak incitera les pays dits « voyous », comme l'Iran ou encore la Syrie, à redoubler leur force et leur intransigeance pour contrer toute menace d'invasion de la part des États-Unis. Notons que la force que ces pays veulent redoubler est principalement l'acquisition d'armes de destruction massive. Celle-ci découragerait les États-Unis à mener des attaques contre ces pays, ou du moins leur permettrait de favoriser d'autres options que les options militaires. Suivant cette logique, le raisonnement réaliste est fondé, puisque la guerre préventive contre l'Irak n'a incité aucun pays « voyou » à régresser sur le plan politico-militaire. L'Iran comme la Syrie maintiennent toujours des positions anti-américaines et ne paraissent pas vouloir se conformer aux visions américaines. D'ailleurs, ces pays ont même intensifié leurs politiques face à l'échec de la stratégie américaine en Irak. Aussi, bien que les États-Unis aient eu une stratégie militaire plutôt réussie en Irak, les forces américaines se sont heurtées à un schéma sociopolitique très difficile. John Mearsheimer

⁹¹ "Realists thought from the start that it was foolish in the age of nationalism to think that the United States could invade and occupy Iraq and other countries in the Middle East for the purpose of altering their political systems in ways that would make them friendly to America." Mearsheimer, John J., *Hans Morgenthau and the War in Iraq*, *op. cit.*, p. 4.

⁹² "That displays of power and resolve by the United States will discourage further resistance and lead more and more states to conclude that it is time to get on our side." Walt, Stephen M., *Taming American Power: The Global Response to US Primacy*, New York: Norton, 2006, p. 184.

⁹³ "Tend to believe that we live in a balancing world, in which, when one state puts its fist in another state's face, the target usually does not throw its hands in the air and surrender. Instead, it looks for ways to defend itself; it balances against the threatening state." Mearsheimer, John J., *Hans and the Iraq War*, *op. cit.*, p. 4.

et d'autres réalistes, comme Michael Desch et Dany Poser, ont pourtant averti les États-Unis des difficultés à gérer l'Irak après l'invasion⁹⁴. Mearsheimer a également résumé la situation en Irak : « En bref, l'occupation alimente le nationalisme qui mène à l'insurrection, qui affaiblit tout espoir de faire fonctionner la logique du *bandwagoning*, qui affaiblit la diplomatie du bâton »⁹⁵.

Bien que les réalistes défendent un ordre international régi par l'équilibre des forces, ils affirment qu'une stratégie américaine de primauté est particulièrement avantageuse pour les États-Unis. Même si certains réalistes présentent l'idée de l'hégémonie comme étant une forme supérieure d'ordre international et militent pour que les États-Unis mènent à bien un projet hégémonique durable, d'autres soulignent que cette hégémonie est tout simplement irréalisable et ne peut être atteinte dans un monde de plus en plus interconnecté. En effet, dans son ouvrage *America Unrivaled*, John Ikenberry écrit : « Dans une distribution unipolaire du pouvoir, le bilan du pouvoir repose sur une prédiction claire : les États plus faibles résisteront et s'équilibreront contre l'État prédominant »⁹⁶.

Néanmoins, il est important de rappeler que le réalisme reconnaît que l'hégémonie est la position politico-stratégique la plus décente pour un État. Par ailleurs, Mearsheimer explique que si l'hégémonie est un concept politique avantageux, les politiques déployées pour assurer une position hégémonique sont contre-productives et peuvent même conduire l'État à s'autodétruire¹⁰⁷. Layne partage cette vision. Pour lui, tenter de « maintenir l'hégémonie américaine va à l'encontre du but recherché, car cela incitera d'autres États à s'équilibrer contre les États-Unis, menant ainsi à l'épuisement du pouvoir des États-Unis »¹⁰⁸. Mearsheimer explique également que si les États-Unis veulent maintenir une position hégémonique dans le monde, cela impliquera un déploiement militaire considérable. Pourtant, ils doivent réduire leur présence militaire et n'utiliser la force qu'après avoir élaboré une stratégie de long terme et non

⁹⁴ Dreher, Rod, "Know the Enemy", *The American Conservative*, 16 janvier 2017, <<https://www.theamericanconservative.com/dreher/know-thy-enemy/>>. Consulté le 23 août 2019.

⁹⁵ "In short occupation stokes nationalism which leads to insurgency, which under mines any hope of making bandwagoning logic work, which undermines big-stick diplomacy." Mearsheimer, John J., *Hans Morgenthau and the Iraq War*, *op. cit.*, p. 5.

⁹⁶ "In a unipolar distribution of power, balance-of-power realism makes a clear prediction: weaker states will resist and balance against the predominant state." Ikenberry, G. John, *et al.*, "The Democracy Advantage: How Democracies Promote Prosperity and Peace", *Foreign Affairs*, 84: 2, (2005), p. 149-160. DOI:10.2307/20034287.

¹⁰⁷ Mearsheimer, John, *The Tragedy of Great Power Politics*, *op. cit.* ¹⁰⁸ Layne, Christopher, "From Preponderance to Offshore Balancing: America's Future Grand Strategy", *International Security*, 22, no.1 (1997): 86-126. doi:10.2307/2539331.

de court et moyen terme, qui faillit rapidement. Face à cette vision, les néoconservateurs s'appuient sur le fait que les États-Unis jouissent déjà d'une position hégémonique et que la proposition d'un équilibre des forces est insignifiante. Par conséquent, la tentative des autres États de défier les États-Unis est tout simplement irrationnelle. Évidemment, la position de force qu'ils détiennent dans le monde les rend indispensables à la gestion des crises mondiales.

En parallèle du concept de l'équilibre des forces, Stephen Walt pose celui de l'équilibre de la menace (*balance of threat theory*). Selon Walt, cette théorie est la suivante : « C'est une théorie qui soutient que les États doivent former des alliances pour faire face aux menaces. Les menaces sont à leur tour une fonction du pouvoir, de voisinage, des capacités offensives et des intentions agressives »⁹⁷. Si l'on suit la logique néoconservatrice dans un contexte de guerre préventive, non seulement les États-Unis sont une puissance inégalée, mais ils ont également des intentions agressives. Comme Walt l'a souligné, la guerre contre l'Irak a amélioré la conscience mondiale sur l'utilisation excessive de la force par les États puissants, les États-Unis en particulier. Par ailleurs, cette guerre allait à l'encontre de la décision prise par le Conseil de sécurité de l'ONU. De ce fait, les États-Unis devenaient un acteur puissant et incontrôlable.

Cette position autoritaire des États-Unis a mis en évidence l'inquiétude des autres États envers ce qui est légitime et illégitime d'un point de vue politique et militaire. Walt pose clairement la problématique : « Comment les autres États peuvent-ils être à l'aise et en sécurité lorsque les décisions américaines affectent tous leurs intérêts et lorsque les États-Unis sont suffisamment forts pour agir à leur guise »⁹⁸. On comprend donc que face à un gouvernement américain militaire et unilatéral, les autres États ont développé un désir de former une puissance rivale qui rééquilibre l'ordre international et allège l'unilatéralisme américain. En effet, ce rééquilibrage permettra un partage plus égalitaire du pouvoir et des prises de décisions au niveau international⁹⁹.

Le système unipolaire que les néoconservateurs tentent de maintenir s'est fragilisé durant cette décennie. Cette fragilité a été causée par des politiques néoconservatrices qui se

⁹⁷ "Argues that states form alliances to balance against threats. Threats in turn are a function of power, proximity, offensive capabilities and aggressive intentions." Walt, Stephen, "Keeping the World 'Off-Balance': Self-Restraint and U.S. Foreign Policy", dans *America Unrivaled: The Future of the Balance of Power*, 2002, p. 133.

⁹⁸ "How can other states be comfortable and secure when US decisions affect all of their interests and when the United States is strong enough to act pretty much as it wishes." Walt, Stephen, *Taming American Power*, op. cit., p. 59-60.

⁹⁹ Pape, Robert A., "Soft Balancing in the Age of US Primacy", *International security*, 30, no.1 (2005): 46-71.

sont révélées nuisibles pour l'hégémonie américaine. Robert Pape l'a distinctement noté : « La stratégie de Bush consistant à adopter un unilatéralisme agressif modifie la réputation d'intention bienveillante des États-Unis depuis si longtemps et donne aux autres grandes puissances une raison de craindre pour leur pouvoir »¹⁰⁰. Selon Pape, et en réponse à cette crainte au niveau international, les États adoptent « des mesures d'équilibrage progressives : c'est-à-dire des actions qui ne contestent pas directement la prépondérance de l'armée américaine, mais qui utilisent des outils non militaires pour retarder, frustrer et saper les politiques militaires unilatérales agressives des États-Unis »¹⁰¹.

Ce sont des conséquences que la plupart des réalistes ont prédites. En effet, le déploiement d'une politique étrangère menaçante et militaire a conduit les États-Unis vers une situation délicate et chaotique. Dans ce contexte d'unilatéralisme américain, les autres États ont développé des politiques étrangères résistantes pour contrer, ou du moins affaiblir l'autoritarisme américain sur les questions internationales. L'autre conséquence négative de la guerre contre l'Irak, c'est le déclin avéré de l'opinion internationale envers les États-Unis. Comme nous l'avons déjà mentionné, la guerre contre l'Irak a renforcé le sentiment antiaméricain dans le monde. Cet anti-américanisme met en péril la capacité des États-Unis de s'investir et d'entreprendre une diplomatie réussie qui rassemble une majorité et non une minorité. Alors que la guerre préventive était, pour les néoconservateurs, une nécessité pour affaiblir le raïs irakien, les réalistes admettent que Saddam Hussein n'a jamais été une menace, ni pour les États-Unis, ni pour la région. Cet argument réaliste est justifié par Walt et Mearsheimer. En effet, les deux réalistes expliquent que durant les 30 années du régime de Saddam Hussein, ce dernier n'a mené que deux guerres : la guerre Iran-Irak en 1980 et la guerre contre le Koweït en 1990. Mearsheimer et Walt observent que l'historique guerrier de l'Irak n'est pas plus mauvais que ses voisins égyptien et israélien, qui ont déclenché plusieurs guerres depuis 1948¹⁰²¹⁰³.

De plus, lors de la guerre Iran-Irak, Saddam Hussein avait reçu une aide américaine et arabe pour continuer son offensive. En outre, lors de la première guerre du Golfe,

¹⁰⁰ "The Bush strategy of aggressive unilateralism is changing the United States' long-enjoyed reputation for benign intent and giving other major powers reason to fear its power." Pape, Robert A., "Soft Balancing against the United States", *International Security*, 30, no.1 (2005):3.

¹⁰¹ "Soft-balancing measures: that is, actions that do not directly challenge US military preponderance but that use non-military tools to delay, frustrate, and undermine aggressive unilateral US military policies." Ibid., p. 10.

¹⁰² Mearsheimer, John J., and Stephen, M. Walt, "An Unnecessary War", *Foreign Policy*, 134 (2003): 50. doi:

¹⁰³ .2307/3183521.

l'ambassadrice américaine de l'époque, April Glaspie, déclarait clairement que les États-Unis n'interviendraient pas dans les conflits arabo-arabes. Ces déclarations avaient créé une politique de laissez-faire, incitant le raïs irakien à envahir le Koweït. Autrement dit, si les États-Unis avaient agi plus fermement, l'invasion du Koweït n'aurait jamais eu lieu. Ainsi, l'analyse de Mearsheimer et Walt nous mène vers la conclusion que Saddam Hussein « n'était ni aveuglément agressif ni particulièrement téméraire »¹⁰⁴. Suivant ce raisonnement, les réalistes ont clairement déclaré que les États-Unis pouvaient limiter les intentions de Saddam Hussein sans déclencher une guerre préventive dans la région, même si celui-ci était en possession d'armes de destruction massive¹¹⁶.

Par ailleurs, les réalistes ont reconnu que Saddam Hussein avait utilisé des armes de destruction massive contre les Kurdes ou les Iraniens, mais aussi que ces derniers ne pouvaient pas réprimer ces attaques. En revanche, si elles avaient été menées contre les États-Unis, ceux-ci n'auraient eu aucune difficulté à les réprimer. C'est, du reste, ce que Walt et Mearsheimer concluent : « C'est la raison pour laquelle M. Hussein n'a pas utilisé d'armes chimiques ou biologiques contre les forces américaines ou Israël au cours du conflit du golfe Persique en 1991 »¹⁰⁵. Cela étant dit, quand les réalistes se sont penchés sur l'historique politique de Saddam Hussein, ils en ont tiré la conclusion suivante : son seul objectif était de rester au pouvoir. Le raïs irakien était parfaitement conscient que s'il était en possession d'armes de destruction massive et/ou s'il les utilisait contre les États-Unis ou Israël, cela aurait précipité la chute de son régime.

Ainsi, l'hypothèse néoconservatrice selon laquelle le régime irakien pouvait approvisionner les groupes terroristes en armes de destruction massive était, pour les réalistes, fausse et injustifiée. En bref, Saddam Hussein pouvait être mis en difficulté sans que les États-Unis fassent de cette guerre préventive une nécessité pour protéger leur intérêt national. Walt et Mearsheimer ont écrit : « La logique et les preuves historiques suggèrent qu'une politique d'endiguement vigilante fonctionnerait, maintenant et dans l'éventualité où l'Irak acquerrait un arsenal nucléaire »¹⁰⁶. Pareillement, les réalistes ont mis en garde les États-Unis

¹⁰⁴ "Shows Saddam was neither mindlessly aggressive nor particularly reckless." Mearsheimer and Walt, Ibid. ¹¹⁶ Ibid., p. 52.

¹⁰⁵ "This is why Mr. Hussein did not use chemical or biological weapons against American forces or Israel during the 1991 Persian Gulf. » Mearsheimer, John J., et Stephen, M. Walt, "Keeping Saddam in a Box", *The New York Times*, 2 février 2003, <https://www.nytimes.com/2003/02/02/opinion/keeping-saddam-hussein-in-a-box.html>. Consulté le 5 août 2019.

¹⁰⁶ Mearsheimer and Walt, "An Unnecessary War", *op. cit.*, p. 59.

contre les pertes humaines et financières que la guerre préventive pourrait provoquer en Irak, en s'opposant fortement au discours néoconservateur optimiste et assez réducteur. En effet, les néoconservateurs voyaient cette guerre préventive comme une stratégie efficace et rapide pour se débarrasser de la menace de Saddam Hussein et mener à bien la lutte contre le terrorisme. Les réalistes ont également réaffirmé que l'intérêt national des États-Unis, à savoir leur sécurité nationale et leur survie comme entité politique, n'était pas menacé en mars 2003. Ils disposaient d'autres alternatives stratégiques qui auraient mieux servi leur intérêt national et leurs intérêts vitaux dans la région. Parmi ces alternatives, on peut citer un embargo politico-économique et des sanctions plus sévères contre un pays et un régime irakien déjà affaibli. Cette option aurait permis aux États-Unis de mieux cerner la menace terroriste et de lutter contre la cible réelle, au lieu de l'alimenter par une guerre préventive, certes, mais inutile.

Si l'on se fie aux arguments néoconservateurs et réalistes de part et d'autre, on arrive à la problématique suivante : pourquoi les réalistes ont-ils échoué à convaincre la présidence américaine d'abandonner l'option de la guerre contre l'Irak ? Les attaques du 11 septembre, l'état d'urgence maximale qui a suivi et le choc qui a été ressenti ont créé un vide sécuritaire et politique que les néoconservateurs ont réussi à remplir en apportant des arguments rapides et qui ont semblé satisfaire et convaincre les responsables américains. De plus, si l'on suit de près le débat interne aux États-Unis, les attaques du 11 septembre 2001 se présentaient comme un échec et le premier événement ayant semé la terreur dans la société américaine. Ce fiasco a eu un écho très fort au sein de la classe politique américaine, qui a ressenti un besoin de représailles pour venger les attaques.

Comme Saddam Hussein était vu, depuis plusieurs années, comme un chef d'État intransigeant à l'égard des positions américaines dans le monde, il est devenu la première cible de ces représailles dans les pays arabes. Il est important de rappeler que les attaques du 11 septembre avaient mis en péril la sécurité interne des États-Unis et que, par conséquent, toute analyse allant à l'encontre d'une riposte était négligée et ne pouvait changer la trajectoire de la politique étrangère américaine. Ainsi, puisque les États-Unis avaient besoin de ces représailles pour imposer leur pouvoir et réaffirmer leur rôle hégémonique dans le monde, tous les arguments opposés apparaissaient insensés et n'étaient pas perçus comme une option convaincante. Maintenant, il convient de déclarer que le débat sur la guerre en Irak, qui a opposé réalistes et néoconservateurs, se concentrait sur la question des intérêts nationaux et vitaux des États-Unis dans le monde arabe. Autrement dit, ce débat a fait resurgir cette question et a mis

en évidence la définition de l'intérêt national des États-Unis. Cela étant dit, la notion d'intérêt national est devenue assez floue après les attaques du 11 septembre. En effet, au lieu de se clarifier, ce concept est devenu compliqué à comprendre et à cerner, créant un paradoxe difficile à traiter. Le paradoxe de l'intérêt national repose sur le fait que plus la notion s'impose dans les discours politiques et médiatiques (ce qui a été le cas après les attaques du 11 septembre), plus il est difficile de la définir distinctement. Ainsi, plus la recherche d'une définition empirique impose la notion comme une réalité objective et une évidence de la politique étrangère des États, moins on est en mesure de la définir explicitement. De même, plus l'intérêt national s'installe dans le vocabulaire politique et plus il devient un impensé. Enfin, plus il s'impose dans le discours public et plus il empêche le débat sur la politique étrangère, au nom, justement, de sa propre défense, censée tout expliquer et tout justifier. Par conséquent, lors de ce débat sur la guerre en Irak, le concept de l'intérêt national est devenu polysémique et s'est divisé entre l'intérêt national selon les néoconservateurs et l'intérêt national selon les réalistes.

3.1.2 La guerre contre Saddam Hussein et l'intérêt national des États-Unis

Les intérêts nationaux sont le fondement de toute politique étrangère. Aux États-Unis, le concept est souvent cité, comme s'il échappait à la portée conceptuelle de la plupart des Américains. En fait, ce concept est largement et régulièrement utilisé par les citoyens ordinaires, les membres du Congrès et les responsables du gouvernement américain. Aujourd'hui, la plupart des Américains n'ont pas de sens apparent et précis des intérêts de leur nation dans le monde, ou du moins peuvent-ils les hiérarchiser. Beaucoup ont du mal à faire la distinction entre ce qui peut les intéresser personnellement et les intérêts nationaux américains. Pour éclaircir le sujet et comprendre l'essence de l'intérêt national des États-Unis, nous avons distingué six éléments importants pour la compréhension de cette notion complexe qui façonne la politique étrangère américaine.

Le premier élément est la nécessité d'établir des priorités pour hiérarchiser les intérêts nationaux des États-Unis. En effet, quand on entend régulièrement, dans les discours politiques, l'expression « intérêt vital des États-Unis »¹⁰⁷, on peut s'interroger sur la signification du terme « vital ». Celui-ci se rapporte à quelque chose qui est absolument nécessaire pour maintenir l'existence et le niveau de développement d'un groupe¹²⁰. Les représentants du gouvernement

¹⁰⁷ Feulner, Edwin. "What are America's Vital Interests" Heritage, 6 février 1996, <https://www.heritage.org/political-process/report/what-are-americas-vital-interests>. Consulté le 11 août 2019. ¹²⁰ Cf. <<https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/vital/82237>>. Consulté le 10 août 2019.

ont tendance à utiliser l'expression « intérêts nationaux vitaux » de manière abusive, comme si tous les intérêts nationaux étaient vitaux. Suivant cette logique, les intérêts vitaux de l'Amérique comprennent donc la survie en tant que nation libre, avec ses institutions et ses valeurs fondamentales, et les conditions internationales requises à cet effet, pour préserver et améliorer le bien-être des Américains dans un pays libre et sécurisé. Toutefois, beaucoup de réflexions et de discussions existent sur la notion d'intérêt national, aboutissant à des définitions confuses. S'il est compréhensible que les défenseurs de causes particulières cherchent à appliquer la notion d'intérêt national vital, le terme « vital » ne devrait être utilisé que dans une discussion de grande envergure, mais uniquement pour des intérêts strictement indispensables.

Le deuxième élément concerne la complexité des liens entre les intérêts nationaux, les stratégies actuelles consistant à faire progresser les intérêts américains et les menaces qui pèsent sur eux, ainsi que les développements de long terme qui pourraient les mettre en danger ou les faire avancer. Les intérêts existent indépendamment des opportunités et des menaces spécifiques. Naturellement, de nombreux débats ne tiennent pas compte de la distinction entre intérêts et menaces, puisqu'une menace imminente est souvent nécessaire pour rappeler l'importance d'un intérêt qui, dans un autre contexte, passerait inaperçu ou ne susciterait aucune attention. Pour prendre un exemple plus ou moins controversé, les États-Unis ont un intérêt vital à préserver un ordre mondial au sein duquel ils doivent s'imposer pour prospérer et maintenir leur position hégémonique. Cet intérêt est indépendant de la question de savoir si une menace spécifique—comme le réchauffement de la planète, l'arsenal nucléaire iranien ou encore le régime de Saddam Hussein—constitue un danger réel.

Les enjeux politico-stratégiques qui ne représentent pas de menace directe pour les intérêts américains à court terme peuvent devenir des menaces majeures à long terme. Prenons, par exemple, les relations entre les États-Unis et l'Égypte. Quand l'Égypte est devenue un État régi par les Frères musulmans, cette situation a nui au bien-être des Américains dans la région. Malgré une condamnation du sénateur John McCain à l'égard du coup d'État militaire contre Mohammed Morsi¹⁰⁸, les États-Unis ont opté pour une politique de laissez-faire. Cependant, il faut reconnaître que s'ils avaient choisi une option différente, à savoir une politique interventionniste pour empêcher le coup d'État militaire contre un régime élu démocratiquement, cela aurait eu un impact plus négatif sur leur intérêt national dans la région.

¹⁰⁸ Cf. < <https://www.bbc.com/news/av/world-middle-east-23721422> >. Consulté le 13 août 2019.

Ainsi, dans ce cas, les États-Unis se sont vus obligés de négliger la démocratisation pour maintenir l'Égypte dans la liste des pays alliés. Dans cet exemple, l'intérêt national a pris le dessus sur la démocratisation, qui est devenue un intérêt subsidiaire.

Le troisième élément est que les intérêts sont distincts des politiques visant à les protéger ou à les promouvoir. Ceux-ci sont le fondement et le point de départ des décisions politiques. La première question est de savoir pourquoi les États-Unis devront s'en préoccuper et à quel point. Une fois que les intérêts sont identifiés, les choix politiques concernant les stratégies de « pour ou contre » requièrent des analyses complexes au sujet des menaces, des opportunités, des options d'action, des coûts et des avantages, ainsi que des capacités de mise en œuvre. Une approche de politique étrangère américaine fondée sur les intérêts ne fournit pas une solution miracle au règlement des débats de politique interne. Néanmoins, cela permet de centrer les débats sur des questions prééminentes, qui peuvent ensuite être débattues avec des preuves ou des analyses. Alors, pour revenir au cas des menaces du régime irakien, la question appropriée n'est pas de savoir si une guerre est un intérêt américain vital mais plutôt si les développements actuels de la crise irakienne à l'issue de celle-ci menacent les intérêts américains dans la région. Quelles sont les options politiques pour faire face à ces menaces, et quels seraient les coûts et les bénéfices des politiques alternatives, y compris les débats internes et la recherche de solutions afin de mieux évaluer la menace éventuelle ?

Le quatrième élément primordial pour mieux comprendre l'intérêt national des États-Unis est que la relation entre les intérêts d'une nation et son pouvoir est également complexe. Comme pour la hiérarchie des besoins individuels, une fois que les intérêts nécessaires à la survie sont satisfaits, les intérêts secondaires deviennent plus vivants. Particulièrement à l'ère unipolaire actuelle, avec la prépondérance de la puissance militaire et économique des États-Unis, ils ont la possibilité d'agir partout dans le monde pour s'attaquer à pratiquement tous les problèmes. Cependant, il convient de préciser que cette position hégémonique présente parfois des difficultés pour les responsables américains quant à la priorité de telle ou telle intervention. Ne pas appliquer ces avantages uniques à bon escient pour façonner un système international du XXI^e siècle—et dans lequel l'Amérique peut non seulement survivre, mais aussi s'épanouir—serait une erreur. Les États-Unis ne peuvent pas tout faire, partout et en même temps. La réalité impose la nécessité de choisir. Entre le régime de Saddam Hussein, les talibans en Afghanistan et al-Qaïda, le président américain ainsi que l'ensemble des responsables politiques étaient dépassés par la cacophonie d'un contexte

international complexe et semblaient perdre de vue la réelle cible pour protéger au mieux les États-Unis au niveau national et international.

Le cinquième élément est que les intérêts ne sont pas simplement à l'image de ce qu'en dit le gouvernement actuel. Ils ne représentent pas forcément des sujets dont l'opinion publique se préoccupe. Le gouvernement et l'opinion publique peuvent ne pas être d'accord sur ce qu'est l'intérêt national. Si le gouvernement américain confirmait que le régime de Saddam Hussein constituait une menace réelle envers l'intérêt national des États-Unis dans la région, le public américain semblait dépassé par la notion d'intérêt national et sa définition réelle à ce moment. Quelles que soient les perceptions actuelles des intérêts (national et public), il existe un objectif central des intérêts nationaux et une hiérarchie des intérêts. Lorsqu'une menace directe pour des intérêts véritablement vitaux est identifiée, les actions visant à protéger ces derniers l'emportent sur les autres préoccupations qui embarrassaient auparavant le gouvernement ou le public.

Le sixième élément essentiel, au-delà de l'objectif fondamental, est qu'il existe d'autres intérêts—et interprétations d'intérêts—construits de manière à refléter un choix plus subjectif. Prenons, par exemple, le Conseil de coopération des pays du Golfe (CCG). Dans l'analyse de la Commission, le CCG répond à un intérêt américain essentiel, à savoir que les États-Unis établissent des relations solides avec les pays adhérents afin d'empêcher l'émergence, dans la région, d'un hégémon qui leur serait hostile. En effet, éradiquer, ou du moins ralentir la montée de régimes anti-américains dans la région constitue une condition nécessaire à la survie des États-Unis. Outre cet intérêt vital, il existe un second intérêt vital et instructif dans le monde arabe : soutenir les communautés avec des valeurs démocratiques afin de propager des valeurs politiques américaines dans une région longtemps dominée par des dictatures. Lors de la guerre du Golfe de 1991, par exemple, la coalition internationale menée par les États-Unis et l'OTAN constituait l'essentiel des forces. Au-delà de ces intérêts fondamentaux, il existe d'autres intérêts importants, notamment la prévention de la violence, les droits de l'Homme ou encore le renforcement du rôle des femmes au sein des sociétés arabes. Ainsi, un instrument tel que le système d'alliance américain—y compris l'OTAN— constitue un intérêt vital. C'est une condition qui, dans la pratique, est nécessaire pour préserver d'autres intérêts vitaux. Avec tout leur pouvoir, les États-Unis ne peuvent pas accomplir les missions capitales sans leurs alliés et partenaires dans le monde.

Compte tenu de leur position actuelle, les États-Unis peuvent choisir de recourir à la force militaire pour défendre des intérêts de moindre importance. Par exemple, le fait que le gouvernement de George Bush ait choisi de faire la guerre contre le régime de Saddam Hussein, qui était affaibli, ne représentait pas un intérêt national vital. Cela étant dit, compte tenu de leur prépondérance militaire actuelle, les États-Unis peuvent, s'ils le souhaitent, intervenir militairement presque partout dans le monde. Lorsque leurs intérêts nationaux vitaux peuvent être défendus par la force, l'option militaire est vite déployée. En effet, nous approuvons la tradition américaine reliant intérêts et actions militaires. Pour des intérêts nationaux « vitaux », les États-Unis devraient être prêts à se battre, même s'ils doivent le faire de manière unilatérale et sans l'aide d'alliés. Pour des intérêts extrêmement importants, ils devraient être prêts à engager des forces pour faire face aux menaces et à diriger une coalition, mais uniquement avec des alliés dont les intérêts vitaux sont menacés. Pour des intérêts « importants », ils devraient être prêts à participer militairement, mais seulement si les coûts sont bas. Cette hiérarchie des intérêts va dans le sens de la position américaine antérieure sur l'invasion du Koweït, selon laquelle l'absence d'intérêts vitaux des États-Unis signifiait qu'ils n'engageraient pas leurs troupes au combat sur le terrain, au Koweït ou en Irak. En ce qui concerne la guerre contre l'Irak, il semble douteux que les intérêts nationaux américains en cause justifient le lancement d'une campagne aérienne massive dirigée par les États-Unis contre le régime irakien, à l'exception peut-être de l'intérêt de restaurer leur crédibilité brisée après les attaques du 11 septembre 2001.

Par ailleurs, les jugements concernant la hiérarchie des intérêts américains sont souvent formellement inclus dans les engagements internationaux, y compris les alliances américaines, les traités (Accord de libre-échange nord-américain et Organisation mondiale du commerce), l'implantation de troupes américaines et l'établissement de bases militaires. L'exigence constitutionnelle selon laquelle le Sénat donne son avis et son consentement à la ratification des traités reflète le processus constitutionnel approprié pour identifier les intérêts des États-Unis dans le monde, au-delà de leurs frontières. Les traités ratifiés traduisent également le fait que la nation est parvenue à un consensus, servant ainsi des intérêts vitaux et secondaires. Enfin, la relation entre les intérêts et les valeurs est complexe et subtile. Dans son livre *Diplomacy*, Henry Kissinger se bat avec cette problématique, sur 900 pages, sans pour autant arriver à une résolution. Son étude met l'accent sur la concurrence, dans la politique étrangère américaine du XX^e siècle, entre « l'idéalisme » de Woodrow Wilson et le « réalisme » de Theodore Roosevelt.

Néanmoins, ce qui semble aujourd'hui dominer le débat, c'est un concept américain où les valeurs et les intérêts sont considérés comme des notions plus communes que dichotomiques. La survie et le bien-être des Américains ne constituent pas seulement un intérêt en contraste avec leurs valeurs, mais également une valeur fondamentale essentielle à tous. De même, les Américains ne sont pas indifférents aux droits de l'Homme en Irak et dans l'ensemble du monde arabe, ni à l'évolution du processus démocratique dans cette région, ni même à l'image des États-Unis au Moyen-Orient. En revanche, la Déclaration d'indépendance et la Constitution affirment avant tout l'intérêt des Américains et des valeurs et vertus qui garantiront une Amérique libre et prospère. La liberté des individus, un gouvernement démocratique, des conditions sociales qui garantissent une vie décente, la liberté et des opportunités de bonheur sont à la fois des intérêts et des valeurs¹⁰⁹.

Les Pères fondateurs estimaient que l'Amérique devait défendre ces intérêts principalement en fournissant un modèle pour le reste du monde. Cette stratégie est rendue plus complexe par les progrès de la science et de la technologie. De nos jours, dans un monde de plus en plus interconnecté, chacun peut le voir, et beaucoup peuvent tendre la main à l'Amérique autant pour aider que pour nuire. Protéger, faire progresser le bien-être des Américains est donc plus difficile aujourd'hui qu'au XVIII^e siècle et nécessite un engagement plus profond et plus soutenu au-delà des frontières nationales. Or, l'interprétation selon laquelle les intérêts nationaux américains font de la liberté et de la prospérité des Américains une nécessité et placent leur bien-être au premier plan constitue leur principal intérêt. Ensemble, ces lignes directrices ont façonné les débats sur des questions fondamentales comme la guerre contre l'Irak et ont éclairé les conclusions sur la définition des intérêts nationaux américains actuels. À partir de là, nous pouvons dresser une analyse sur la manière dont les néoconservateurs ont remporté le débat sur le conflit en Irak et ont réussi à convaincre la classe politique américaine de s'engager dans une guerre interminable devenue aujourd'hui incontrôlable. Quelles ont été les défaillances des réalistes dans ce débat ?

Comme nous l'avons déjà mentionné, le débat sur la guerre préventive contre l'Irak opposait les néoconservateurs, d'un côté, et les réalistes, de l'autre. Même si l'évolution de cette guerre et ses conséquences désastreuses ont donné raison aux réalistes aujourd'hui, ces derniers n'ont pas réussi à convaincre les États-Unis en 2002. Il convient de préciser que les réalistes

¹⁰⁹ Kissinger, Henry. *Diplomacy*, New York: Simon&Schuster, 1996.

ont eux-mêmes aidé les néoconservateurs à remporter le débat sur la guerre contre Saddam Hussein. En effet, inconsciemment, ils ont développé des analyses qui ont facilité, ou du moins soutenu la vision néoconservatrice. Parmi ces analyses, on en distingue principalement deux. La première est que les réalistes ont repensé leur idéologie et ont donné plus d'importance aux concepts de nationalisme et de patriotisme. Cette « redécouverte » réaliste du nationalisme et du patriotisme ne doit pas nous amener à négliger le fait que l'inattention des réalistes envers ce concept a créé—pour les néoconservateurs—une occasion de définir ces termes, de leur donner plus d'importance et d'en faire des éléments phares de leur analyse politique et rhétorique. La deuxième est que le nationalisme et le patriotisme sont deux notions qui sont inévitablement des valeurs et que la discussion sur les valeurs a fait l'objet d'une marginalisation consciente et continue de la part des réalistes. Ces deux développements réalistes ont suscité un vide intellectuel et politique que les néoconservateurs ont su occuper et même dominer.

De plus, bien que l'échec des réalistes à l'égard du débat sur la guerre contre Saddam Hussein ne puisse être réduit à ces deux éléments, lors du débat sur l'Irak, ils se sont retrouvés pris dans une discussion où le nationalisme et le patriotisme étaient d'une grande envergure. Autrement dit, les réalistes sont entrés en débat contre les néoconservateurs en se penchant sur un concept qu'ils avaient longtemps revendiqué comme leur propre point de recherche : l'intérêt national. En effet, le débat tentait de cerner si la guerre préventive contre l'Irak s'inscrivait dans l'intérêt national des États-Unis ou non. Notons par ailleurs qu'aucune politique étrangère ne peut échouer si elle demeure stimulée et encadrée par l'un des principaux concepts nécessaires à sa survie : l'intérêt national. Ce qui reste intéressant dans ce débat, c'est de savoir comment les néoconservateurs ont éloigné le concept « d'intérêt national » de ses racines réalistes et l'ont opposé aux analyses des réalistes¹¹⁰.

Pour comprendre cela, il est essentiel de se pencher sur la vision néoconservatrice de l'intérêt national. La critique que portent les néoconservateurs sur la définition réaliste de l'intérêt national est que cette dernière est elle-même antagoniste à l'intérêt national des États-Unis. Pour les néoconservateurs, l'intérêt national des États-Unis doit prendre en

¹¹⁰ Williams, Michael C., "What Is the National Interest? The Neoconservative Challenge in IR Theory", *European Journal of International Relations*, 11, no.3 (2005): 307-337. doi: 10.1177/1354066105055482.

considération les valeurs ¹¹¹ et les vertus ¹¹² américaines. Au cœur même du néoconservatisme, l'intérêt national a une définition spécifique. Effectivement, selon cette définition, la poursuite des intérêts, qu'ils soient nationaux ou publics, constitue un élément clé de la vie sociale américaine et une valeur importante pour le maintien de l'équilibre des États-Unis. On en déduit donc que la réduction de l'intérêt national ou public à un plan subsidiaire peut s'avérer politiquement désastreuse. Face à la négligence de ces intérêts, la société sera incapable de créer un intérêt public collectif ; cela empêchera la nation non seulement de maintenir une stabilité interne durable, mais également de se défendre au niveau international. Dans l'idéologie néoconservatrice, l'intérêt national des États-Unis doit être basé sur une vision commune de l'intérêt public. Ainsi, les intérêts politiques ne peuvent être pensés séparément des valeurs et vertus de la société. Autrement dit, comme William Kristol l'explique, l'intérêt national d'une nation ne peut pas se baser seulement sur le pouvoir matériel et militaire ou sur sa position au sein d'un ordre international, mais sur des valeurs à travers lesquelles les intérêts ont été conçus¹²⁶.

Conséquemment, sans donner d'importance aux valeurs d'une nation, et en étant incapable d'établir un lien entre l'intérêt national et les valeurs et l'identité du peuple américain, la politique étrangère sera vouée à l'échec. William Kristol et Robert Kagan insistent sur le fait que :

« il est d'ores et déjà évident que, suivant la voie actuelle, Washington sera de moins en moins en mesure de mener à bien la politique étrangère des réalistes, même la moins ambitieuse, y compris la défense d'intérêts soi-disant "vitaux" en Europe et en Asie. Sans une vision large et durable de la politique étrangère, le peuple américain sera enclin à se rétracter du monde et perdra de vue son intérêt constant pour un leadership mondial puissant. En l'absence du sens de la mission, les Américains chercheront à diminuer les budgets de la défense et des affaires étrangères et anéantiront progressivement les outils de l'hégémonie américaine »¹¹³.

¹¹¹ Les valeurs correspondent à ce à quoi les gens attribuent de la valeur, de l'importance, comme la liberté, l'équité, la justice, l'honneur, le consumérisme... Elles sont à la fois subjectives, c'est-à-dire ressenties par des individus, et relativement « objectives », car partagées socialement.

¹¹² Selon Socrate, repris par Platon, la vertu est la capacité de vivre un certain nombre de principes et de valeurs dans la vie quotidienne, dont la pratique permet de mener une vie morale, c'est-à-dire d'agir en conformité avec ce qu'on pense. ¹²⁶ "Although material interests and geographical and historical characteristics of nations are important (...) the nature of a regime is crucial, rather than some alleged underlying geographically or economically or culturally determined 'national interest'. The priority of the political order implies a morally informed American Foreign Policy." Fukuyama, Francis, *America at the Crossroads: Democracy, Power, and the Neoconservative Legacy*, op. cit., p. 28-29.

¹¹³ "It is already clear that, on the present course, Washington will find it increasingly impossible to fulfill even the less ambitious foreign policies of the realists, including the defense of so-called 'vital' national interests in Europe and Asia. Without a broad, sustaining foreign policy vision, the American people will be inclined to

Ainsi, comme la définition réaliste de l'intérêt national est déconnectée des valeurs, une politique étrangère basée sur le réalisme manque inéluctablement de pragmatisme et de transparence et met en danger la position hégémonique des États-Unis. Parallèlement, il est essentiel de se concentrer sur l'élément et le but composant la politique étrangère américaine. Pour Louis Hartz, politologue américain et figure libérale influente, celle-ci revêt une tradition libérale qui vise à façonner le monde à sa propre image, et cette tradition doit être exportée dans le reste du monde. Cette explication de Hartz présente les valeurs américaines comme des valeurs universelles qui doivent occuper une place capitale dans le monde ¹¹⁴. Les néoconservateurs mettent l'accent sur l'importance de l'exceptionnalisme et de l'universalisme. Ils combinent ces deux notions à un autre élément important, à savoir un pressentiment et une crainte constante que l'ordre politique libéral américain ne soit menacé non seulement par un risque de destruction par les États ennemis, mais également par un déclin des politiques et des valeurs internes américaines. Cette capacité de conserver une forte position américaine libérale et de la combiner à la vitalité des valeurs morales sociales et politiques est l'un des aspects les plus importants de la définition néoconservatrice de l'intérêt national américain.

Par ailleurs, la question de l'intérêt national va au-delà des exigences internationales. En effet, si l'on se focalise sur cette notion en la plaçant dans une dimension politique et philosophique, l'intérêt national est lié à des valeurs qui constituent aujourd'hui la base de la nation américaine et qui, par conséquent, effacent toute division entre l'intérêt national et la politique étrangère américaine. Suivant cette logique, les enjeux de sécurité sont systématiquement associés aux enjeux culturels et à la politique interne des États-Unis. Les aspects de fragmentation d'une société de plus en plus moderne doivent être contrés, ou du moins surveillés, en renforçant les valeurs communes de la nation américaine. Ainsi, l'intérêt public et l'intérêt national sont essentiels pour la classe politique, afin de préserver l'unité et les valeurs d'une société moderne. Pour les néoconservateurs, une définition claire de l'intérêt public donne un socle à l'intérêt national. Comme celui-ci est le produit et le symbole de l'intérêt public, il permet de guider la politique étrangère américaine.

withdraw from the world and will lose sight of their abiding interest in vigorous world leadership. Without a sense of mission, they will seek, deeper and deeper cuts in the defense and foreign affairs budgets and gradually decimate the tools of US hegemony." Kristol, William, et Kagan, Robert, "Toward a Neo-Reaganite Foreign Policy", *Foreign Affairs*, 1^{er} juillet 1996, <https://www.foreignaffairs.com/articles/1996-07-01/toward-neo-reaganiteforeign-policy>. Consulté le 15 juillet 2019.

¹¹⁴ Meyers, Marvin, "Louis Hartz, the Liberal Tradition in America: An Appraisal", Cambridge: Cambridge University Press, 5, no.3 (1963): 261-268.

Midge Decter, une journaliste américaine, souligne, en référence à la vision néoconservatrice des années 1970-1980, que « la politique intérieure est la politique étrangère et *vice versa* »¹¹⁵. Robert Kagan explique également qu'« il ne peut y avoir aucune ligne de démarcation claire entre le national et l'international »¹¹⁶. Une compréhension réelle du concept de l'intérêt national est une consolidation des valeurs américaines sur le plan national et international. D'ailleurs, en liant les questions internationales aux valeurs internes des États-Unis, les néoconservateurs ont su fournir une approche politique, culturelle et sociale pertinente face à leurs adversaires réalistes. Autrement dit, les néoconservateurs ont su faire le lien entre le débat en Irak et les valeurs qui ont dominé les politiques internes et externes des États-Unis¹¹⁷. En présentant la politique étrangère américaine et l'intérêt national comme des luttes politicoculturelles, les néoconservateurs ont réussi à élargir leur entourage et à créer de puissants liens avec d'autres composantes du conservatisme américain, notamment la droite religieuse. Irving Kristol illustre cette confluence :

« Le déclin constant de notre culture démocratique, qui s'enfonce à de nouveaux niveaux de vulgarité, unit les néoconservateurs aux conservateurs traditionnels (...). Le résultat est une alliance assez inattendue entre les néoconservateurs, qui incluent une bonne proportion d'intellectuels laïcs, et les traditionalistes religieux... Et puisque le parti républicain dispose désormais d'une base substantielle parmi les religieux, cela donne aux néoconservateurs une certaine influence et même un pouvoir »¹¹⁸.

Naturellement, il y a des différences importantes entre les sections du conservatisme américain, mais, elles ne doivent pas occulter le fait que la lutte pour les valeurs culturelles et politiques a permis d'unifier les composantes du conservatisme américain (*Evangelicals for Middle-East Understanding*, *Middle East Partnership Initiative*, les discours présidentiels religieux...). De plus, en politique étrangère comme en politique interne, les néoconservateurs revendiquent le privilège de représenter la majorité des « vrais » Américains et de défendre

¹¹⁵ Ehrman, John, *The Rise of Neoconservatism: Intellectuals and Foreign Affairs, 1945 - 1994*, New York: Yale University Press, 1995, p. 57.

¹¹⁶ "There can be no clear dividing line between the domestic and the foreign." Kagan, Robert, "A Tougher War for the US is One of Legitimacy", *New York Times*, janvier 2004.

¹¹⁷ Les valeurs américaines renvoient à : la liberté, la justice, la propriété privée, la démocratie, le consumérisme, l'exceptionnalisme, le puritanisme...

¹¹⁸ "The steady decline in our democratic culture, sinking to new levels of vulgarity, does unite neocons with traditional conservatives – though not with those libertarian conservatives who are conservative in economics but unmindful of the culture. The up shot is a quite unexpected alliance between neocons, who include a fair proportion of secular intellectuals, and religious traditionalists... And since the Republican Party now has a substantial base among the religious, this gives neocons a certain influence and even power." Kristol, Irving, *The Neoconservative Persuasion: Selected Essays, 1942-2009*, New York: Perseus Books Group, 2013, p. 35.

leurs croyances, leurs valeurs et leurs vertus. Ainsi, en faisant des valeurs américaines la base de la politique étrangère américaine, les néoconservateurs ont pu adopter une approche de long terme spécifique à leur courant idéologique, à l'inverse des réalistes qui ont opté pour une politique étrangère américaine indépendante des notions d'éthique et de valeurs.

Enfin, si l'on place le néoconservatisme dans une perspective politique et intellectuelle, nous déduisons que les néoconservateurs ont apporté une réponse englobant l'ensemble des éléments politiques et culturels, à l'inverse des réalistes. Ils ont réaffirmé que le lien entre les idées culturelles et la politique est inévitable pour déployer une politique étrangère forte.

3.2 Les intérêts américains et l'invasion de l'Irak

Les dirigeants américains ont désigné une série d'intérêts nationaux vitaux au Moyen-Orient. Ces intérêts ont varié selon les administrations et les époques, mais ils ont depuis longtemps consisté à assurer la libre circulation du pétrole et à maintenir la sécurité d'Israël. Les États-Unis ont également exprimé leur ferme volonté d'empêcher toute prolifération nucléaire au Moyen-Orient et, depuis les attaques du 11 septembre, ils ont mis un accent particulier sur la lutte antiterroriste. En outre, Washington a démontré un engagement épisodique en faveur de la démocratie dans la région. Cette section met en évidence deux de ces intérêts : la sécurité d'Israël et le pétrole.

3.2.1 L'invasion de l'Irak pour la sécurité d'Israël ?

Depuis les années 1960, les États-Unis entretiennent des relations de plus en plus étroites avec l'État d'Israël¹¹⁹. Les gouvernements de tous bords ont déclaré à plusieurs reprises que la sécurité d'Israël représentait un intérêt national majeur pour les États-Unis. Cette alliance repose sur trois piliers : les intérêts de sécurité, les valeurs partagées et le futur de l'État hébreu dans la région. Les États-Unis et Israël s'opposent depuis longtemps à des ennemis communs au Moyen-Orient. Ceux-ci sont allés des régimes prosoviétiques ou du moins anti-américains, tels que l'Égypte de Gamal Abdel Nasser et l'Irak de Saddam Hussein, au régime des ayatollahs à Téhéran et, plus récemment, à divers groupes terroristes. Israël a joué un rôle important en aidant les États-Unis à contrecarrer le programme nucléaire iranien au cours des années qui ont

¹¹⁹ Bass, Warren, *Support Any Friend: Kennedy's Middle East and the Making of the U.S.-Israel Alliance*, Oxford: Oxford University Press, 2003, p. 56-59.

précédé l'accord de Vienne¹²⁰ sur le nucléaire iranien. Les responsables politiques de l'alliance américano-israélienne soulignent également qu'Israël représente la seule démocratie au Moyen-Orient. En aidant à défendre Israël, les États-Unis défendent donc leurs propres valeurs. En outre, l'opinion publique israélienne et américaine— contrairement à l'opinion publique des États arabes—repose sur des relations interpersonnelles ainsi que sur des relations de gouvernement à gouvernement.

Les Américains soutiennent fermement les liens étroits avec Israël. Un sondage de 2015 a révélé que plus de 70 % des Américains voyaient favorablement les Israéliens – bien plus que le soutien accordé aux autres pays du Moyen-Orient¹²¹. Le soutien est particulièrement élevé parmi la communauté juive américaine et les communautés protestantes évangéliques blanches¹²². Ces dernières années, le soutien est devenu particulièrement fort au sein du Parti républicain, les partisans du Parti démocrate étant plus ambivalents quant à la politique israélienne. Ce fort soutien interne rend probable le fait que tout président soutiendra fermement Israël. Cependant, dans certains cas—notamment le soutien de Barack Obama à l'accord avec l'Iran—, les dirigeants américains poursuivront des objectifs régionaux, même contre les objections d'Israël.

Plusieurs arguments ont été avancés contre la désignation de la sécurité d'Israël en tant qu'intérêt majeur des États-Unis. Tout d'abord, comme le soutiennent John Mearsheimer et Stephen Walt, parmi les détracteurs du partenariat américano-israélien, Israël est largement critiqué dans le monde arabe et musulman. Ainsi, les liens étroits des États-Unis avec Israël et le soutien de sa politique impopulaire pèsent sur l'opinion arabe envers les Américains. Plusieurs raisons pour lesquelles ceux-ci ont des ennemis dans la région, affirment-ils, sont dues à leurs liens avec Israël.

Cet argument est à la fois vrai et exagéré. Le soutien des États-Unis à Israël reste un reproche émis par des amis et des ennemis du monde arabe et musulman et renforce le sentiment

¹²⁰ Le plan d'action global commun, communément appelé accord nucléaire iranien, accord iranien, ou accord de Vienne est un accord sur le programme nucléaire iranien conclu à Vienne le 14 juillet 2015 entre l'Iran et le P5+1 (les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies - Chine, France, Russie, Royaume-Uni, États-Unis - plus l'Allemagne) avec l'Union européenne.

¹²¹ Saad, Lydia, “Seven in Ten Americans Continue to View Israel Favorably”, *Gallup*, 23 février 2015, <https://news.gallup.com/poll/181652/seven-americans-continue-view-israel-favorably.aspx>. Consulté le 23 juillet 2019.

¹²² Heimlich, Russell, “Evangelicals Support for Israel”, *Pew Research*, 6 avril 2011, <https://www.pewresearch.org/fact-tank/2011/04/06/evangelical-support-for-israel/>. Consulté le 11 juillet 2019.

anti-américain. Dans de nombreux cas, cependant, ce reproche n'est qu'un exemple parmi d'autres. En effet, l'Iran est hostile aux États-Unis pour plusieurs raisons : le soutien de Washington à Israël, l'ingérence américaine dans le passé, le soutien des États-Unis à l'Irak pendant la guerre Iran-Irak, leur opposition à la tentative iranienne d'élargir son influence, le rejet des valeurs arabo-musulmanes... Bien entendu, al-Qaida rejette fermement Israël et identifie à plusieurs reprises le soutien américain comme une raison d'attaquer les États-Unis. La propagande d'al-Qaida, cependant, cite également une série d'autres « crimes » supposés des États-Unis. Certains d'entre eux sont factuels, tels que la présence militaire américaine au Moyen-Orient et le soutien américain historique apporté aux régimes autoritaires. D'autres sont liés aux valeurs des États-Unis, comme le soutien aux droits des femmes, aux minorités religieuses et, de plus en plus, aux droits des homosexuels. Un autre exemple qui renforce le sentiment anti-américain est cette supposée campagne américaine visant à soumettre les musulmans et à attaquer l'islam dans le monde entier. Alors que la guerre civile en Syrie s'est atténuée et que d'autres préoccupations sont apparues, les relations entre certains États arabes et Israël ont évolué vers une possible « normalisation ». On retient notamment la visite du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu au sultanat d'Oman en octobre 2018.

Un deuxième argument avancé contre le partenariat est qu'Israël ne représente qu'un pouvoir parmi d'autres dans la région, et que l'hostilité des gouvernements régionaux à son égard crée des difficultés pour la diplomatie américaine et entrave les alliances des États-Unis. Souvent, cette hostilité est plus publique que privée : un certain nombre de pays arabes proaméricains, en privé, ont montré peu d'inquiétude envers les activités israéliennes et ont même exprimé un soutien indirect à une attaque israélienne contre les installations nucléaires iraniennes. L'une des ironies de l'accord américano-iranien est qu'Israël a rejoint l'Arabie saoudite et d'autres ennemis de l'Iran pour s'y opposer.

Le rôle actuel des États-Unis dans la sécurisation d'Israël n'est pas clair. Israël ne fait pas face à une menace d'attaque militaire conventionnelle. Même avant que la Syrie ne se soit enfoncée dans la guerre civile, les forces israéliennes étaient bien plus compétentes que celles des pays voisins. De plus, bien que le soutien des États-Unis ait aggravé le fossé des capacités, sans celui-ci, les forces israéliennes bénéficieraient toujours d'un avantage considérable. La dernière décennie a été marquée par une augmentation constante des capacités israéliennes et par une croissance dépassant celle des États voisins. En théorie, l'Égypte pourrait redevenir hostile, mais l'écart classique en matière de capacités militaires reste considérable et le

gouvernement d'Abdel Fattah al-Sissi a réaffirmé son soutien au traité de paix. La menace qui pèse aujourd'hui sur Israël provient principalement du terrorisme ou d'attaques à la roquette du Hamas, du Hezbollah et d'autres groupes sous-étatiques. Israël est entré en guerre contre le Hamas à plusieurs reprises depuis que le groupe a pris le pouvoir à Gaza. En collaboration avec les États-Unis, Israël a mis au point les systèmes *Iron Dome* et *Arrow*, améliorant ainsi sa défense contre les missiles et les roquettes¹²³. Il convient de noter que les roquettes ont tué relativement peu d'Israéliens, mais le risque d'attaque à la roquette continue de perturber la société israélienne. Israël, utilisant ses propres services de renseignements et ses capacités militaires, a considérablement réduit l'ampleur et la portée du terrorisme au cours des dix dernières années.

Israël est confronté à un danger politique et diplomatique : il risque de devenir un paria mondial. Son isolement croissant menace sa sécurité, et les États-Unis peuvent l'aider à tirer le meilleur parti de son statut de paria. Déjà, Israël n'a pas de relations diplomatiques avec de nombreux États arabes, et la pression constante en faveur de sanctions à son encontre persiste en raison de la poursuite de son occupation de la Cisjordanie. En effet, une partie de cette hostilité persisterait indépendamment du statut des pourparlers de paix, mais l'absence de progrès en matière de paix avec les Palestiniens signifie que ces pressions vont probablement se poursuivre, voire s'intensifier. Les efforts des États-Unis pour faire avancer le processus de paix exigent d'encourager les Israéliens et les Palestiniens à faire des concessions difficiles et politiquement impopulaires au nom de la paix.

3.2.2 Les États-Unis et la guerre en Irak : une guerre pour le pétrole ?

Ces dernières années, les questions énergétiques ont occupé une place de plus en plus importante dans la définition et l'orientation de la politique étrangère des États-Unis. Pour eux, il est urgent de garantir leurs sources d'approvisionnement en hydrocarbures, sans quoi, cela pourrait entraîner de graves bouleversements économiques ; mais cela n'est plus si facile. D'une part, les réserves connues diminuent et, d'autre part, les principaux États producteurs situés principalement dans le monde arabe – l'Arabie saoudite constituant la principale source d'approvisionnement des États-Unis—courent le risque de vivre à l'avenir une instabilité politique profonde et porteuse de menaces pour les intérêts américains. Tenant compte de ces

¹²³ Sharp, Jeremy M., "US Foreign Aid to Israel", Congressional Research Service, août 2019, p. 40, <https://fas.org/sgp/crs/mideast/RL33222.pdf>. Consulté le 5 août 2019.

risques, les gouvernements américains ainsi que les principales compagnies pétrolières se tournent maintenant vers d'autres régions telles que l'Afrique et l'Amérique latine. Ils ont aussi redéfini leurs objectifs stratégiques vis-à-vis de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et du Moyen-Orient.

Bien avant l'invasion de l'Irak, beaucoup soupçonnaient les États-Unis d'avoir des intentions douteuses concernant le pétrole irakien. Questionné le 6 février 2003, dans un programme de la BBC Newsnight, sur le point de savoir si la guerre en Irak était axée sur le pétrole, Tony Blair a répondu : « Permettez-moi de traiter le problème du pétrole... la théorie du complot pétrolier est honnêtement l'une des plus absurdes lorsque vous l'analysez. Le fait est que si le pétrole irakien était notre préoccupation, nous pourrions probablement conclure un accord avec Saddam Hussein demain, en ce qui concerne le pétrole. Ce n'est pas le pétrole qui est en cause, ce sont les armes »¹²⁴. Cependant, le général John Abizaid, commandant de l'*US Central Command* (USCENTCOM)¹²⁵ pendant la guerre en Irak, en est venu à voir les choses un peu différemment : « Bien sûr, la guerre en Irak concerne le pétrole, nous ne pouvons pas le nier »¹²⁶.

Quel rôle le pétrole a-t-il réellement joué dans la guerre contre l'Irak ? Divers membres des gouvernements américains ont prouvé que les riches réserves de pétrole irakien constituaient un intérêt majeur pour les États-Unis au Moyen-Orient, et que leur contrôle représenterait toujours un gain énorme pour les sociétés pétrolières américaines. Toutefois, réduire la guerre en Irak à ce seul motif serait trop simpliste, car comme le montre clairement le rapport Chilcot, les explications sont extrêmement complexes. Certains facteurs sont cependant plus importants que d'autres¹²⁷. Le pétrole semble être l'un des facteurs centraux garantissant un flux accessible du pétrole irakien

¹²⁴ "Let me just deal with the oil thing ... the oil conspiracy theory is honestly one of the most absurd when you analyse it. The fact is that, if the oil that Iraq has were our concern, I mean we could probably cut a deal with Saddam tomorrow in relation to the oil. It's not the oil that is the issue, it is the weapons." Gökyay, Bulent, "You Can't Explain the Iraq War without Talking about Oil." *The Business Insider*, 9 juillet 2016, <https://www.businessinsider.com/you-cant-explain-the-iraq-war-without-talking-about-oil-2016-7?IR=T>. Consulté le 24 juillet 2019.

¹²⁵ L'*United States Central Command* ou CENTCOM (littéralement « commandement central des États-Unis ») est l'un des onze *Unified Combatant Command* dépendant, depuis le 1^{er} janvier 1983, du ministère de la Défense des États-Unis. Il est responsable des opérations militaires des États-Unis au Moyen-Orient, en Asie centrale et en Asie du Sud.

¹²⁶ "Of course [the Iraq war] is about oil, we can't deny that." Buletn, Gökyay, *Ibid.*

¹²⁷ Kettle, Louise. *Chilcot's Verdict: the Iraq War was a Failure of Oversight and Planning*. The Conversation, 6 juillet 2016, <http://theconversation.com/chilcots-verdict-the-iraq-war-was-a-failure-of-oversight-and-planning62066>. Consulté le 4 août 2019.

à l'économie américaine. Au lieu de cela, nous devrions considérer l'élément pétrolier comme faisant partie d'une stratégie beaucoup plus complexe, avec plusieurs facteurs qui ont conduit à l'invasion de 2003.

L'hégémonie mondiale des États-Unis—leur capacité, en tant que grande puissance, de convaincre d'autres États de soutenir leurs objectifs géopolitiques et économiques—dépend d'un ensemble de circonstances extrêmement contingentes et transitoires. Depuis la fin des années 1940, le pétrole du Moyen-Orient est devenu plus que vital pour le maintien de la suprématie mondiale des États-Unis, et d'une manière plus complexe que la simple récupération de réserves pétrolières. Avant tout, le pétrole fait partie d'une stratégie générale visant à maintenir et à exercer un pouvoir mondial, et il constitue un élément central du système mondial régi par les États-Unis. Le pétrole du Moyen-Orient a joué un rôle crucial dans l'essor et le maintien de la suprématie des États-Unis et de leurs alliés.

Si une puissance hégémonique veut imposer son autorité politique et économique sur une région, elle le fait pour servir et en équilibrant les intérêts de ses alliés et de ses clients. Les économies de divers alliés des États-Unis, dont le Japon et les pays d'Europe occidentale, dépendent à divers degrés des importations de pétrole des pays du Golfe. Les monarchies pétrolières ont besoin de la protection et du soutien des Américains. Les États-Unis ont, par conséquent, consolidé leur position stratégiquement dominante au Moyen-Orient en contrôlant efficacement le « marché pétrolier mondial ». C'est aussi un moyen efficace de repousser toute compétition hiérarchique entre les États, car tous les concurrents des États-Unis sont fortement dépendants du pétrole du Moyen-Orient, en particulier la Chine.

Assurer la libre circulation du pétrole représente peut-être l'intérêt le plus durable, et beaucoup diraient que c'est l'intérêt le plus important pour les États-Unis au Moyen-Orient. Dès les années 1970, les principaux intérêts stratégiques des États-Unis dans la région impliquaient non seulement de s'assurer un accès facile au pétrole, mais également de garantir un marché ouvert et sécurisé pour le Japon et l'Europe. Cependant, pour certains analystes, comme l'Irak représente une importante source de pétrole, le régime « anti-américain » de Saddam Hussein constituait une vraie barrière à la stratégie énergétique des États-Unis dans la région. En effet, le vrai problème est décrit avec spontanéité dans un rapport de 2001 sur la « sécurité énergétique », dirigé par le vice-président américain Dick Cheney. Il a mis en garde contre une crise énergétique mondiale imminente, qui augmenterait « la vulnérabilité des États-Unis et du

monde aux perturbations » et confronterait son pays à « une forte instabilité des prix de l'énergie »¹²⁸.

Selon ce rapport, la principale source de perturbation est la tension au Moyen-Orient, et en particulier la menace posée par l'Irak. De manière critique, la documentation montre que les autorités américaines ont perdu toute confiance en Saddam Hussein en raison de sa politique erratique et imprévisible en matière d'exportation d'énergie. Toujours selon ce rapport, en 2000, l'Irak « était effectivement devenu un producteur alternatif, ouvrant et fermant ses productions dès lors qu'il estimait que cela était dans son intérêt stratégique de le faire (...). Il est possible que Saddam Hussein retire le pétrole irakien du marché pendant une période prolongée » afin de faire baisser les prix¹²⁹. Cependant, une question importante se pose : si la guerre contre l'Irak concernait le pétrole, pourquoi les États-Unis n'ont-ils pas simplement normalisé leurs relations diplomatiques avec Saddam Hussein en permettant aux transnationales pétrolières américaines d'avoir accès au pétrole irakien ?

Les compagnies pétrolières américaines ne voulaient pas renverser Saddam Hussein mais échanger avec lui. Elles en ont été empêchées, non pas par le régime, mais par le soutien total des États-Unis à l'embargo pétrolier imposé contre l'Irak lors de l'invasion du Koweït par le gouvernement irakien en 1990. En 1997, Archie Dunham, le P.-D.G. de Conoco, se plaignait : « Ce sont les entreprises, et non les régimes « voyous », qui souffrent lorsque les États-Unis imposent des sanctions économiques »¹³⁰. En 1997, 670 entreprises et associations professionnelles se sont réunies pour former *USA Engage*, une coalition de lobbyistes ayant pour objectif explicite de faire campagne contre les sanctions. L'organisation était présidée par un dirigeant de Halliburton, Don Deline, et après lui par le directeur des relations internationales d'Exxon-Mobil, Robert W. Haines. Bien que l'on puisse affirmer que la guerre constituait un moyen alternatif pour *Big Oil* de pénétrer au sein du marché irakien, ce n'était certainement pas

¹²⁸ National Energy Policy Development Group, "National Energy Policy. Reliable, Affordable, and Environmentally Sound Energy for America's Future", US Government, 16 mai 2001, <https://www.nrc.gov/docs/ML0428/ML042800056.pdf>. Consulté le 15 juillet 2019.

¹²⁹ "Iraq remains a destabilising influence to... the flow of oil to international markets from the Middle East. Saddam Hussein has also demonstrated a willingness to threaten to use the oil weapon and to use his own export programme to manipulate oil markets. This would display his personal power, enhance his image as a pan-Arab leader... and pressure others for a lifting of economic sanctions against his regime. The United States should conduct an immediate policy review toward Iraq including military, energy, economic and political/diplomatic assessments. The United States should then develop an integrated strategy with key allies in Europe and Asia, and with key countries in the Middle East, to restate goals with respect to Iraqi policy and to restore a cohesive coalition of key allies." *Ibid.*

¹³⁰ "Not rogue regimes, are the ones that suffer when the United States imposes economic sanctions." Cf. < <http://archives.usaengage.org/archives/news/970212hc.html> >. Consulté le 15 août 2019.

sa voie de prédilection¹³¹. Depuis le ministère des Affaires étrangères, la CIA, l'institut d'études stratégiques de l'*Army War College* et le groupe de planification des infrastructures énergétiques du Pentagone, qui prédisaient étrangement le chaos et les pillages d'après-guerre, il est difficile de déterminer en quoi une guerre serait une stratégie judicieuse et lucrative pour le lobby *Big Oil*. Il y avait la crainte supplémentaire que les forces irakiennes incendient les gisements de pétrole pour se venger, alors qu'elles se battaient contre les troupes américaines. Pourquoi risquer la destruction du pétrole ? Un accord n'aurait-il pas été plus souhaitable ?

Alors que les troupes américaines se formaient à la frontière en mars 2003, Saddam Hussein tentait désespérément de s'accrocher au pouvoir. Ses services secrets ont recherché l'homme d'affaires américano-libanais Imad Hage, qui agissait en tant qu'intermédiaire, rencontrant l'influent conseiller de la Maison-Blanche, Richard Perle. Hage a indiqué qu'en échange de la survie du régime, « les États-Unis se [verraient] attribuer une priorité absolue en ce qui concerne le pétrole irakien »¹³². L'offre a été rejetée. Gary S. Becker, lauréat du prix Nobel d'économie, résume la situation : « Si le pétrole était la force motrice de la ligne dure adoptée par le gouvernement Bush en Irak, il serait préférable d'éviter la guerre »¹³³.

Face à ce débat de « pour et contre », il est important de se pencher sur un acteur essentiel anti-américain et également producteur de pétrole : l'Iran. En effet, nous pouvons déduire que si la guerre contre l'Irak avait pour origine le pétrole, l'Iran aurait été également dans le collimateur de la stratégie pétrolière des États-Unis. Le régime des ayatollahs exporte son pétrole à des pays européens et asiatiques et joue un rôle important dans le détroit d'Ormuz. L'Iran a souvent été qualifié de principal fournisseur de certains pays européens et asiatiques. En 2011, par exemple, l'Italie et l'Espagne ont importé plus de dix pour cent de leur pétrole d'Iran¹³⁴. Cependant, le pétrole est en réalité un marché mondial qui fournit, à un moment donné, une quantité bien inférieure à l'offre et à la demande globales. Ainsi, la valeur de l'Iran

¹³¹ Silverstein, Ken, "So You Want to Trade with a Dictator", *Mother Jones*, mai 1998, <https://www.motherjones.com/politics/1998/05/so-you-want-trade-dictator/>, p. 40.

¹³² "The U.S. will be given first priority as it relates to Iraq oil." Risen, James. "The Struggle For Iraq Diplomacy; Iraq Said to Have Tried to Reach Last-Minute Deal to Avert War", *The New York Times*, 6 novembre 2003, <https://www.nytimes.com/2003/11/06/world/struggle-for-iraq-diplomacy-iraq-said-have-tried-reach-last-minutedeal-avert.html>. Consulté le 23 août 2019.

¹³³ "If oil were the driving force behind the Bush Administration's hard line on Iraq, avoiding war would be the most appropriate policy." Becker, Gary S., "Why War with Iraq Is Not about the Oil", *Bloomberg*, 17 mars 2003, <https://www.bloomberg.com/news/articles/2003-03-16/why-war-with-iraq-is-not-about-the-oil>. Consulté le 1^{er} août 2019.

¹³⁴ Edition *The Guardian*, "Iran Oil Exports: Where do they Go?" *The Guardian*, février 2012, <https://www.theguardian.com/news/datablog/2012/feb/06/iran-oil-exports-destination>. Consulté le 1^{er} août 2019.

dépend en grande partie de la quantité de pétrole qu'il émet sur le marché mondial. La stabilité ou l'instabilité dans un pays donné importe donc également pour le monde entier, en fonction de la quantité de pétrole utilisée pour l'économie globale. Autrement dit, la stabilité de l'Iran est un élément important pour stabiliser le marché du pétrole.

Il est possible que le Golfe joue, dans un avenir proche, un rôle moins important non seulement pour les intérêts énergétiques américains, mais également pour les approvisionnements mondiaux en pétrole. Les gouvernements républicains et démocrates ont tous exprimé leur attachement à l'indépendance énergétique américaine. La présidence de Barack Obama a mis en place plusieurs mesures visant à réduire la dépendance américaine à l'égard du pétrole du Moyen-Orient. Les améliorations technologiques ont permis de produire à partir du pétrole dit « serré », augmentant ainsi l'offre mondiale globale ainsi que la part relative des États-Unis et celle d'alliés stables comme le Canada. En partie à cause de la croissance rapide des nouvelles sources de pétrole, les analystes tablent désormais sur une chute de 50 % des importations américaines de pétrole de la région d'ici 2035. La plupart des analystes prévoient que la production de pétrole aux États-Unis augmentera considérablement au cours de la prochaine décennie¹³⁵.

Cependant, comme le notent ces auteurs, le détroit d'Ormuz représente un point particulièrement stratégique que les États-Unis doivent prendre en considération. Par conséquent, la consolidation des relations avec les principaux fournisseurs du golfe Persique représente un intérêt important pour eux. Aujourd'hui, la menace concernant le pétrole se présente sous deux formes. Tout d'abord, actuellement, les pays producteurs ne sont pas confrontés à une menace sérieuse. Toutefois, si un État producteur de pétrole envahissait et occupait un autre pays producteur, il pourrait bloquer ou rendre difficile l'accès au détroit d'Ormuz. Bien entendu, le producteur hostile voudrait vendre le pétrole. Ainsi, à long terme, l'offre resterait probablement constante. Cependant, la perturbation à court terme causée par l'invasion (avec peut-être une insurrection en réponse) pourrait s'avérer extrêmement grave. En outre, il est possible que la puissance envahissante, si elle contrôlait un pourcentage important des réserves mondiales, acquerrait la capacité de manipuler le marché, créant délibérément une instabilité dans les prix du pétrole. Ici, la variation de la production actuelle et de la production de réserve dans la région doit être prise en compte. La crise en Libye et, avant cela, l'invasion

¹³⁵ Gholz, Eugene, et Daryl, G. Press, "Protecting 'The Prize' Oil and the U.S. National Interest", *Security Studies*, 19, no.3 (2010): 453-485. doi: 10.1080/09636412.2010.505865.

de l'Irak sont des exemples parfaits. Même si le marché mondial du pétrole peut s'adapter à une perturbation de la production de l'un des États producteurs, la possibilité d'une perturbation de la région en général (c'est-à-dire de la production de plusieurs États), ou de l'Arabie saoudite en particulier, peut créer un réel handicap dans la stabilité des flux du pétrole et mérite un examen plus approfondi¹³⁶. Historiquement, seuls l'Iran et l'Irak représentaient une menace pour le pétrole de la région du Golfe : l'Irak lors de la conquête du Koweït en 1990, et l'Iran lors de la révolution islamique de 1979. Après le départ de Saddam Hussein et le bouleversement de l'Irak, l'Iran ne représentait pas une menace réelle pour les autres pays producteurs de pétrole et alliés des États-Unis. Si l'on se focalise sur les capacités de l'Iran, on voit qu'il serait difficile pour l'armée iranienne de projeter son pouvoir au-delà de ses frontières de manière durable.

Cela étant, même si les pays du Golfe se disent préoccupés par les politiques régionales de l'Iran, il est important de souligner que bombarder le Koweït ou l'Arabie saoudite serait extrêmement difficile, nécessitant des capacités maritimes et aériennes dont la République islamique ne dispose pas. Sur le plan politique, Téhéran ne revendique le territoire d'aucun de ses voisins (à part quelques îles mineures contestées) et prend conscience de la longue lutte que le pays a menée contre l'Irak dans les années 1980. Il n'est donc pas dans l'intérêt de Téhéran de s'engager dans une autre guerre à grande échelle. Les inquiétudes des pays du Golfe à l'égard de l'Iran ne sont donc pas fondées.

Toutefois, au cours des dernières années, l'une des préoccupations les plus fortes est que l'Iran pourrait tenter de bloquer le détroit d'Ormuz, peut-être le point le plus important au monde pour les approvisionnements en pétrole. En effet, 21 % de la consommation mondiale de pétrole expédié par mer et près de 20 % du commerce international passent par ce détroit¹³⁷. L'arrêt du trafic dans le détroit aurait pour effet de couper plus de 80 % des exportations de pétrole des États du Golfe, faisant grimper les coûts d'expédition, et entraînerait par ailleurs une forte augmentation du prix du pétrole. Caitlin Talmadge, professeure américaine à l'université de Georgetown, constate que l'Iran dispose de capacités importantes pour fermer le détroit pendant peut-être un mois, en utilisant une combinaison de mines, de missiles de croisière antinavires

¹³⁶ *Ibid.*, p. 15.

¹³⁷ Burdy, Jean-Paul. « Le détroit d'Ormuz, verrou stratégique du golfe persique » *Vie Publique*, 3 septembre 2019, <https://www.vie-publique.fr/parole-dexpert/277081-le-detroit-dormuz-verrou-strategique-du-golfe-persique>. Consulté le 4 septembre 2019.

et de défense anti-aérienne terrestre¹³⁸. Sur le marché mondial du pétrole, une crise dans le détroit pourrait être considérable, en particulier à court terme. En décembre 2011, après que le vice-président iranien Mohammad Reza Rahimi a menacé de fermer le détroit si de nouvelles sanctions étaient imposées, les prix du pétrole ont bondi de plus de 2 % en un jour. Cependant, la semaine suivante—qui a vu se dérouler des manœuvres navales iraniennes et américaines—, le pétrole est rapidement revenu à son prix antérieur à l'incident¹³⁹. Certains analystes de l'énergie prévoient néanmoins que le prix du pétrole pourrait augmenter de 50 % dans les jours qui suivront la fermeture du détroit.

Un autre argument rassurant est qu'il serait contre-productif pour l'Iran de fermer le détroit, car lui-même en dépend pour exporter son pétrole. Cependant, il est plausible (bien que peu probable) que l'Iran tente toujours de fermer le détroit. Les scénarios pourraient inclure un boycott complet du pétrole iranien si le pays renouvelait son programme nucléaire, ce qui signifie qu'il n'aurait pas d'exportations importantes à fournir. Toutefois, une telle action créerait une coalition équilibrée, comprenant l'Europe et la Chine, qui conduirait à un isolement économique et diplomatique ainsi qu'à un soutien à une action militaire agressive des États-Unis. De plus, Washington dispose d'atouts stratégiques dans la région (comme la *Fifth Fleet*), qui lui offrent des options au cas où l'Iran choisirait de perturber le trafic sur le principal canal de navigation. En 2012, le président Barack Obama aurait envoyé une lettre privée à Téhéran, déclarant que la fermeture du détroit d'Ormuz par l'Iran constituerait une « ligne rouge » pour les États-Unis¹⁴⁰.

Un autre risque provient du changement soutenu par l'Iran et peut-être même des frappes militaires limitées sur les installations pétrolières du Golfe. Dans le passé, Téhéran avait parrainé un coup d'État à Bahreïn et divers attentats terroristes au Koweït et en Arabie saoudite. Les circonstances sont loin d'être impossibles, car la polarisation croissante des sunnites et des chiites dans le monde musulman et les guerres par procuration entre l'Iran et l'Arabie saoudite en Syrie et au Yémen, entre autres, renforcent l'instabilité dans la région. La capacité de perturbation de l'approvisionnement en pétrole de la région par les acteurs non étatiques reste

¹³⁸ Talmadge, Caitlin, "Closing Time: Assessing the Iranian Threat to the Strait of Hormuz", *International Security*, 33 (1^{er} juillet 2008): 82-117. doi: 10.1162/isec.2008.33.1.82.

¹³⁹ Hargreaves, Steve, *Oil Jumps over 2% as Iran Threatens Supplies*, CNN Money, 27 décembre 2011, https://money.cnn.com/2011/12/27/markets/oil_iran/index.htm. Consulté le 23 août 2019.

¹⁴⁰ Darení, Ali Akbar, "Iranian Lawmaker says Obama Proposed Talks, Warns on Iran's Hormuz Threat; US Denies", *Chicago Tribune*, 18 janvier 2012, <https://www.chicagotribune.com/nation-world/sns-ap-iran-usstory.html>. Consulté en août 2019.

faible. Bien que le contrôle, par l'État islamique, de plusieurs raffineries de distribution de pétrole irakiennes et syriennes depuis 2014 ait généré une attention médiatique importante, les champs pétroliers gérés par l'organisation ne sont responsables que d'une fraction de la capacité de production régionale. Plutôt que de détruire bon nombre de ces sites, le groupe a maintenu plusieurs champs pétroliers en activité dans le cadre d'une opération complexe de contrebande de pétrole afin de financer ses activités. Bien que gênants du point de vue de la lutte contre le terrorisme—les ventes illicites de pétrole ont rapporté à l'organisation plusieurs millions de dollars par mois en 2014—, des groupes terroristes tels que l'État islamique ne posent pas encore de problèmes sérieux et constants pour l'approvisionnement en pétrole dans la région¹⁴¹.

Les alliés régionaux sont également exposés à des conflits internes. La guerre civile de 2006 en Irak et la révolte contre Mouammar Kadhafi en Libye ont entraîné des troubles internes menant à une baisse importante de la production de pétrole. Le « printemps arabe » a montré que de nombreux régimes au Moyen-Orient reposent sur des bases fragiles. Les États du Golfe, riches en pétrole, ont en grande partie échappé aux révolutions populaires, mais ils ont connu certaines manifestations qui se sont toutefois estompées. En raison de sa part importante dans la production mondiale et de ses capacités, l'Arabie saoudite est dans une situation particulièrement préoccupante en termes d'instabilité interne. Cependant, même dans ce cas, il peut y avoir moins de préoccupations que certains ne le suggèrent. L'instabilité intérieure peut ne pas être aussi inquiétante pour la production pétrolière internationale.

Mahmoud El-Gamal et d'autres auteurs constatent que le changement de régime en lui-même n'a pas entraîné de perturbations significatives de la production à moyen terme (32 à 64 mois). Ils concluent que même si le changement de régime peut entraver l'investissement et la production à court terme, seules les guerres directes, qui détruisent les infrastructures de production et de transport, provoquent une perturbation significative de la production à moyen terme¹⁴².

¹⁴¹ « Le pétrole rapporte un million de dollars par jour à l'État islamique » *Le Point*, https://www.lepoint.fr/monde/lepetrole-rapporte-un-million-de-dollars-par-jour-a-l-etat-Islamique-19-11-2015-1983037_24.php. Consulté le 13 septembre 2019.

¹⁴² El-Gamal, Mahmoud A., *et al.*, *Oil, Dollars, Debt, and Crises: The Global Curse of Black Gold*, Houston: Rice University Press, 2009, p. 26-45.

4. L'Irak au bord de l'invasion

4.1 L'Irak et « l'axe du mal »

« L'axe du mal » est une expression qui a été utilisée par le président américain George Bush dans un discours prononcé le 29 janvier 2002. Cet axe comprend les régimes irakien, iranien et nord-coréen. Il désigne, selon le président américain, les pays qui soutiennent le terrorisme et tentent d'acquérir des armes de destruction massive. C'est d'ailleurs cette expression qui en a amené une autre, plus précise : « la lutte contre le terrorisme ». Le 6 mai 2002, l'ambassadeur américain de l'ONU, John Bolton, fait référence à d'autres pays en utilisant l'expression « *beyond the axis of evil* », qui signifie « au-delà de l'axe du mal » et désigne la Syrie, la Libye et Cuba. Ces formules avaient pour objet de mieux cerner les ennemis des États-Unis en les présentant comme des priorités dans la politique étrangère américaine. Cette expression a permis également d'en introduire une autre : « la théorie des dominos ».

4.1.1 Les États-Unis et la théorie des « dominos démocratiques » : l'échec démocratique en Irak

La théorie des dominos a longtemps façonné la politique étrangère américaine après la Seconde Guerre mondiale. En effet, cette théorie, également appelée *Domino Effect*, est une théorie de la politique étrangère des États-Unis après la Seconde Guerre mondiale, selon laquelle la « chute » d'un État non communiste dans le bloc communiste précipiterait celle des gouvernements des États voisins. La théorie avait été proposée par le président Harry S. Truman pour justifier l'envoi d'une aide militaire à la Grèce et à la Turquie dans les années 1940. Or, elle est devenue populaire dans les années 1950, lorsque le président Dwight D. Eisenhower l'a appliquée à l'Asie du Sud-Est, notamment au Sud-Viêt-nam. La théorie des dominos a été l'un des principaux arguments invoqués par les gouvernements de John Kennedy et Johnson dans les années 1960 pour justifier l'implication croissante de l'armée américaine dans la guerre du Viêt-nam. Le président Dwight Eisenhower a défini cette théorie dans une conférence de presse en 1954 : « Vous avez une rangée de dominos mis en place, vous renversez le premier, et ce qui va arriver, c'est la certitude que tout ira très vite. Donc, vous pourriez avoir un début de désintégration qui aurait des influences importantes »¹⁴³.

¹⁴³ “You have a row of dominoes set up, you knock over the first one, and what will happen to the last one is the certainty that it will go over very quickly. So you could have a beginning of a disintegration that would have the most profound influences.” Department of State, Office of the Historian, “Foreign Relations of The United States,

Le concept de la théorie des dominos a fait peau neuve en 2003. Appelée « théorie des dominos démocratiques » (ou « théorie des dominos inversés »), elle est devenue l'une des nombreuses expressions de la guerre en Irak. Certains membres de la Maison-Blanche, dont le président Bush, ont estimé que l'instauration d'une démocratie en Irak entraînerait l'essor de la démocratie au Moyen-Orient et le renversement de régimes autoritaires hostiles aux intérêts des États-Unis. Il s'agissait d'un projet de courte durée, puisque la théorie des dominos est une théorie dont peu de gens ont entendu parler ; elle a été discréditée au fil des années, lorsque le modèle irakien n'a pas réussi à inspirer le changement dans la région. Bien que l'Irak ne soit clairement pas le domino qui a déclenché la propagation de la démocratie que beaucoup espéraient, le « printemps arabe » a toutefois montré que la théorie des dominos démocratiques se porte bien. Les dominos sont des régimes autoritaires qui ont chuté l'un après l'autre, même si des États arabes résistent encore à ce mouvement, comme la Syrie, le Maroc ou encore le Bahreïn.

Toutefois, il est essentiel de rappeler que la théorie des dominos n'a pas eu d'effet dans le reste du monde arabe après la chute du régime de Saddam Hussein. En fait, si le gouvernement de George Bush prédisait un effet de dominos démocratiques dans le monde arabe après l'invasion de 2003, le manque d'une stratégie américaine pertinente en Irak et la situation rudimentaire du pays après l'invasion n'ont pas permis d'atteindre l'objectif escompté. Ce n'est qu'au début du « printemps arabe », avec la chute du régime de Ben Ali en Tunisie, que l'effet des dominos démocratiques a pris forme dans la région arabe. Beaucoup d'articles ont loué l'effet domino et ont rapidement vanté cette théorie de la politique étrangère américaine dans le monde arabe après la révolution en Tunisie. Toutefois, en observant le contexte postrévolutionnaire désordonné en Égypte et en Libye, particulièrement, des articles ont mis en évidence la difficulté du mouvement démocratique dans une région qui a longtemps résisté au changement politique. Autrement dit, comme les pays arabes ont longtemps été régis par des régimes autoritaires qui ont été eux-mêmes promus par les États-Unis, il a été difficile d'inculquer les valeurs démocratiques dans les sociétés arabes. De plus, si les États-Unis ont appuyé la révolution en Tunisie, ils ont mis du temps à soutenir la révolution égyptienne et ont même fait la sourde oreille à la révolution bahreïnienne.

1952-1954, Indochina”, Volume XIII, Part 1, <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus195254v13p1/d716>. Consulté le 20 novembre 2019.

Ainsi, si la stratégie de Bush avant l'invasion de l'Irak a été d'en faire un pays démocratique modèle, les choses sur le terrain n'ont pas été si faciles. Après la chute de Saddam Hussein, les Américains se sont heurtés à un pays très diversifié et fragmenté. Entre sunnites, chiites, Kurdes, islamistes et laïcs, sans compter les autres fractions populaires, les États-Unis ont peiné à déployer une stratégie pouvant regrouper toutes les parties du pays et à organiser des élections démocratiques inclusives. Ils n'ont pas pris en considération le fait que pour établir cette démocratie, cinq conditions devaient être respectées. En l'absence de ces conditions, la théorie des « dominos démocratiques » a eu du mal à vaincre la résistance des pays arabes. Les programmes démocratiques américains ont préparé le terrain politico-populaire en créant un débat féroce entre démocratie à l'américaine et démocratie à l'arabe.

La première condition, si évidente qu'elle est impensée, est liée à la définition de la démocratie. Qu'est-ce que la démocratie ? Effectivement, si la démocratie est évidente pour les Américains, elle l'est naturellement moins pour les Irakiens. Le mot « démocratie » vient des termes grecs *dêmos*, qui signifie « peuple », et *kratos*, qui signifie « pouvoir ». Ainsi, la démocratie est définie comme « le pouvoir du peuple », une manière de gouverner qui dépend de la volonté du peuple.

Aujourd'hui, par démocratie, la plupart des universitaires, des politiciens et des personnalités publiques se réfèrent à une notion de démocratie libérale¹⁴⁴. La démocratie libérale souscrit aux notions d'élections libres et contestées, de droits individuels, d'État de droit, qui garantissent le droit de propriété et la primauté des marchés libres¹⁴⁵. Bien qu'il y ait eu d'autres formes de gouvernements par le peuple, à savoir d'autres types de démocraties à travers l'histoire, la règle par le peuple, le libéralisme, les droits de l'individu, la propriété privée assimilent la démocratie à la démocratie libérale¹⁴⁶. Par conséquent, cette partie se concentrera sur la démocratie libérale.

Il y a tellement de modèles de gouvernements démocratiques dans le monde qu'il est parfois plus facile de comprendre l'idée de démocratie en évoquant ce qu'elle n'est pas. La démocratie n'est donc pas l'autocratie ou la dictature, gouvernée par une seule personne ; et ce

¹⁴⁴ Huntington, Samuel P., *The Third Wave: Democratization in the Late Twentieth Century*, Norman: University of Oklahoma Press, 1993, p. 16-8.

¹⁴⁵ Barkawi, Tarak, et Mark, Laffey, "The Imperial Peace: Democracy, Force and Globalization", *European Journal of International Relations*, 5, no.4 (1999): 403-434. doi: 10.1177/135406619900500400.

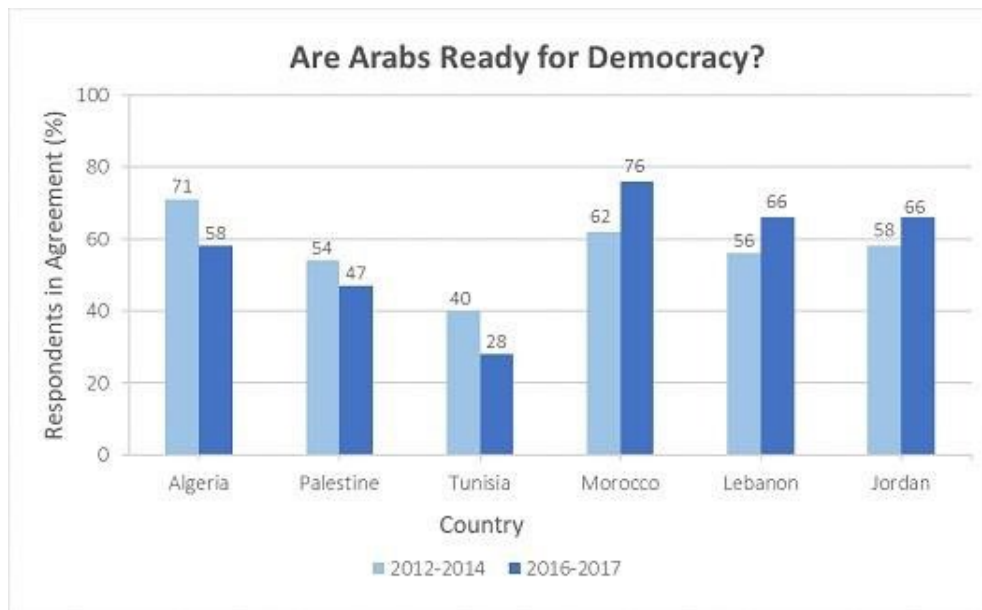
¹⁴⁶ *Ibid.*

n'est pas l'oligarchie, où règne une petite partie de la société. Correctement comprise, la démocratie ne devrait même pas être « la règle de la majorité », puisque cela signifie que les intérêts des minorités sont complètement ignorés. Maintenant, il est important de savoir qu'une démocratie, du moins en théorie, est un gouvernement au nom de tout le peuple, selon la volonté du peuple. L'idée de démocratie tire sa force morale et son attrait populaire de deux fondements clés :

1. **Les libertés individuelles** : c'est l'idée que personne ne devrait être soumis à des règles qui ont été imposées par d'autres. Les gens devraient pouvoir contrôler leur propre vie (dans des limites raisonnables).
2. **L'égalité** : c'est l'idée que tout le monde devrait avoir la même capacité et possibilité d'influencer les décisions qui affectent les personnes dans la société.

Cependant, si ces deux principes constituent des idées plus ou moins universelles, ils se composent d'autres notions qui suscitent des débats internes au sein des sociétés arabes, comme l'égalité hommes-femmes ou encore la liberté d'expression, la liberté religieuse, la liberté politique...

La deuxième condition est l'acceptation de cette notion par le peuple. Les Arabes acceptent-ils la démocratie comme structure de leurs gouvernements ? Sont-ils prêts à l'accepter ? Dans le graphique ci-dessous, on peut observer une réponse mitigée quant à l'établissement démocratique dans les pays arabes. Si, dans des pays comme le Maroc, le Liban ou encore la Jordanie, les populations sont plus attirées par la démocratie, d'autres pays comme l'Algérie, ou encore les territoires palestiniens, montrent un certain scepticisme face à celle-ci.



Source : Le Baron, Richard et Hickert Leah. « Do Arabs Want Democracy? » Atlantic Council: 22 août 2019, <<https://www.atlanticcouncil.org/blogs/menasource/do-arabs-want-democracy/>>, consulté le 23 août 2019.

La troisième condition est liée aux valeurs internes qui régissent les sociétés arabes. Il est particulièrement important de prendre en compte les valeurs et les vertus d'une société pour ériger une démocratie avec des valeurs communes à tous les groupes de cette société. En effet, si l'on prend l'Irak comme exemple, la démocratie n'a pu s'établir principalement parce qu'il y a une absence de valeurs communes. Si l'islam reste la religion majoritaire et l'arabe la langue de la majorité (à l'exception des Kurdes), l'Irak reste un pays hébergeant plusieurs communautés qui ne partagent pas les mêmes valeurs et intérêts. Autrement dit, les États-Unis pensaient que l'établissement d'une démocratie permettrait aux Irakiens de s'unifier ou du moins de tolérer leurs divisions, mais cette idée n'a pas abouti. En effet, l'absence de valeurs communes et d'intérêt national regroupant l'ensemble des Irakiens empêche l'établissement d'une démocratie durable.

La quatrième condition est un gouvernement choisi par le peuple. En d'autres termes, les peuples arabes ont exprimé leur rejet des régimes totalitaires et aspirent à des gouvernements arabes élus par eux-mêmes. Par conséquent, l'exemple de l'Irak n'a pas reçu un soutien arabe, puisque c'était une démocratie promue par les États-Unis et non par les Irakiens. Ce qui vient confirmer cette déclaration, c'est l'élection d'un gouvernement irakien chiite mené par Nouri al-Maliki et négligeant totalement les autres groupes sociaux irakiens comme les sunnites ou encore les chrétiens, qui ont préféré fuir le pays.

Ainsi, l'établissement d'une démocratie est certes important, mais l'origine de son établissement et ceux à qui elle est destinée restent des éléments primordiaux pour une région assoiffée de pouvoir populaire. Le gouvernement d'al-Maliki n'a pas rassemblé l'ensemble du peuple irakien et a entrepris une prise du pouvoir autoritaire et corrompu, dans un contexte politique, social et sécuritaire très violent. Face à cette situation, les États-Unis sont devenus un acteur important dans l'évolution politique irakienne. Ainsi, à tort et à travers, ils continuent à être, pour les Irakiens mais également pour les Arabes, la cause principale de la situation précaire en Irak.

La cinquième condition est la participation du peuple à la prise de décision politique. Celle-ci est essentielle pour les Arabes aujourd'hui. En effet, si l'on prend les gouvernements irakiens promus par les États-Unis, aucun n'a permis au peuple irakien de participer à la prise de décision politique. Autrement dit, la prise des décisions politiques était entre les mains d'une minorité de la classe politique, excluant ainsi toute participation populaire à cette supposée démocratie en Irak. Le *New York Times* a publié un article qui résumait bien la collaboration américano-irakienne en mettant en évidence l'absence d'une stratégie avec des résultats prometteurs. Cela étant dit, le soutien des États-Unis envers le gouvernement de Nouri al-Maliki a suscité de vives critiques au sein de la classe politique américaine. Un responsable américain a déclaré que le président George Bush avait clairement encouragé Nouri al-Maliki à être un gouverneur pour l'ensemble des Irakiens. Ce gouvernement inclusif permettrait non seulement de meilleures relations diplomatiques avec les autres pays arabes— qui sont sunnites pour la plupart—, mais également un soutien du président George Bush aux États-Unis¹⁴⁷. Nous déduisons donc qu'une partie de la classe politique avait conscience de l'importance de faire participer le peuple irakien et savait parfaitement que le gouvernement de Nouri al-Maliki serait exclusivement chiïte. Par conséquent, même s'il devenait Premier ministre à l'issue des élections démocratiques, son programme politique ne visait pas à unir la société irakienne, et les Américains le savaient.

Enfin, la stratégie de démocratisation américaine de l'Irak a été un échec profond tant sur le plan politique que sur les plans social et économique. C'est une guerre idéologique interminable qui a provoqué un débat américain interne lié au changement démocratique dans

¹⁴⁷ "You need to do this to be a leader for all of Iraq," but secondly, "As you do this, it will also send a message to the region which will help you with your Sunni neighbors but, quite frankly, it will help me here at home." Rutenberg, Jim, et Alissa, J. Rubin, "Bush and Iraqi: Frequent Talks, Limited Results", *The New York Times*, 25 juillet 2007, <https://www.nytimes.com/2007/07/25/washington/25maliki.html>. Consulté le 5 août 2019.

le monde arabe. Bien sûr, le désir de démocratisation s'inscrit dans l'impérialisme démocratique américain, une politique qui vise à répandre les valeurs démocratiques dans le reste du monde.

4.1.2 Les États-Unis et l'impérialisme démocratique

L'impérialisme démocratique est l'impérialisme pratiqué par une démocratie dans le but de la diffuser. Bien que le désir de répandre la démocratie ait été exercé par les États-Unis pendant de nombreuses années, il est devenu plus ou moins impérialiste le 20 mars 2003, lorsqu'ils ont déclenché la guerre en Irak. Dès lors, les interventions militaires américaines en Irak, en Libye et en Syrie sont des événements qui ont remis en cause les valeurs démocratiques que les Américains tentent de promouvoir. Avant d'aborder le thème de l'impérialisme démocratique américain, il est important de s'intéresser de plus près à l'exceptionnalisme américain. C'est une théorie politique et philosophique qui considère que les États-Unis occupent une place spéciale parmi les nations en termes de sentiment national, d'évolution historique, d'institutions politiques et religieuses, avec la mission de réformer le monde à leur image. La démocratie américaine est, pour les Américains, la meilleure démocratie au monde.

Beaucoup d'entre eux sont convaincus que leur pays est un empire de liberté que les responsables américains sont tenus de protéger. Les États-Unis sont également considérés, tant par les républicains que par les démocrates, comme « le dernier et meilleur espoir sur terre », pour reprendre les propos d'Hillary Clinton¹⁴⁸.

La grandeur et l'exceptionnalisme des États-Unis sont mis en évidence à chaque élection présidentielle par les candidats républicains comme démocrates, et par les présidents en fonction. La plupart des analystes qualifient les valeurs américaines, le système politique et l'histoire d'extraordinaires, devant être un modèle pour le monde entier. Aussi, les Américains sont convaincus que leur pays doit jouer un rôle important sur la scène internationale. Par ailleurs, il convient de préciser que les États-Unis possèdent des valeurs spécifiques—comme un haut niveau de religiosité et une culture se basant sur les libertés individuelles—qui régissent leur politique étrangère et leur permettent de maintenir une position hégémonique dans le monde. Grâce à ces « qualités » politiques et culturelles, les Américains confirment que leur

¹⁴⁸ RT France, *Pour Hillary Clinton, les États-Unis sont « le dernier et meilleur espoir de la Terre »*, RT France, 1^{er} septembre 2016, <https://francais.rt.com/international/25762-pour-hillary-clinton-États-unis-dernier-meilleurespoir-de-la-terre>. Consulté le 5 août 2019.

pays n'est pas comme le reste du monde mais plutôt une exception. On retient principalement cinq éléments de l'exceptionnalisme américain.

Premièrement, les Américains revendiquent le fait que leur pays est essentiel dans la gestion des affaires mondiales et que sa puissance est supérieure aux autres. Deuxièmement, ils pensent qu'il se comporte mieux que toute autre nation dans le monde, aime la paix, protège les libertés, respecte les droits de l'homme et représente le meilleur modèle politique, culturel et économique à suivre. Troisièmement, les États-Unis ont montré une réussite inégalée dans tous les secteurs ; celle-ci est due, pour les Américains, à l'intelligence des Pères fondateurs, aux vertus de la Constitution américaine, à la créativité et au travail du peuple américain. Quatrièmement, les États-Unis sont responsables du bien qui se propage dans le monde, car la nation américaine représente le bien sur terre. L'ex-président démocrate Bill Clinton faisait l'éloge de l'exceptionnalisme américain dans ses discours et mettait en évidence que les États-Unis étaient la nation indispensable à la stabilité du monde : « Nous avons l'intention de rester engagés et de diriger. Nous ne pouvons pas résoudre chaque problème, mais nous devons et nous servirons de point d'appui pour le changement pour la paix »¹⁴⁹. Samuel Huntington souligne que la primauté des États-Unis est centrale pour « l'avenir de la liberté, de la démocratie, des économies libérales et de l'ordre international dans le monde »¹⁵⁰. Michael Hirsh va encore plus loin en disant que les États-Unis sont le plus grand cadeau que le monde ait pu recevoir¹⁵¹. Ces déclarations renvoient à l'importance des États-Unis dans la formation d'un ordre international libéral. Cinquièmement, l'élément peut-être le plus important, et qui incite les Américains à croire profondément à l'exceptionnalisme des États-Unis, est la prépondérance de l'identité religieuse. En effet, les Américains sont persuadés que Dieu est toujours aux côtés des États-Unis et qu'il leur a donné une mission divine : gouverner et diriger le monde. De plus, l'exceptionnalisme américain est une valeur primordiale dans la mentalité américaine. Ronald Reagan disait que si les États-Unis existaient, c'est parce que Dieu l'avait voulu. Le pape Pie XIII affirmait que Dieu avait mis le destin de l'humanité entre les mains des États-Unis. George Bush a dressé une vision similaire en 2004 et a déclaré, lors de son

¹⁴⁹ McCricken, Trevor, *American Exceptionalism and the Legacy of Vietnam: US foreign policy since 1974*, Londres: Palgrave Macmillan, 2003, 159-68/ Cf. Ibid., p. 159-182.

¹⁵⁰ Huntington, Samuel P., "Why International Primacy Matters", *International Security*, 17, no. 4 (1993): 68-83 doi: 10.2307/2539022.

¹⁵¹ Grinin, Leonid E., et al., *Globalistics and Globalization Studies: Global Evolution, Historical Globalistics and Globalization Studies*, Uchitel, 2017, p. 216.

intrônisation en 2005 : « Nous sommes appelés par Dieu à défendre la liberté, et l'Amérique sera toujours fidèle à cette cause »¹⁵².

Nous déduisons donc que ce concept d'exceptionnalisme américain mène à la notion de l'impérialisme démocratique. En effet, la nécessité de propager la démocratie dans le monde est, pour les États-Unis, une condition politique au maintien de la paix et de la liberté. Cet exceptionnalisme américain est utilisé comme un instrument politique pour mener à bien les projets politiques américains. Inévitablement, pour déployer des stratégies à l'international, il est dans la tradition politique américaine de dresser un plan où le bien (représenté par les États-Unis et leurs alliés) et le mal (l'Union soviétique, l'islamisme radical, l'Irak de Saddam Hussein, la Syrie, la Libye...) s'affrontent.

Dans cette stratégie, l'impérialisme démocratique, mis en œuvre par la théorie des dominos et l'exceptionnalisme américain, est central pour les États-Unis. Dans un contexte de guerre froide, leur but, par le biais de la théorie des dominos, était d'éviter que d'autres nations ne sombre dans le communisme et donc dans l'autoritarisme et le manque de liberté. Cette politique de lutte contre des idéologies antagonistes a continué à façonner la trajectoire de la politique étrangère américaine dans le monde après la guerre froide. En 1996, dans un article paru dans *Foreign Affairs*, William Kristol et Robert Kagan, des analystes néoconservateurs, ne pouvaient que vanter la réussite des États-Unis contre l'Union soviétique et renforcer ainsi la notion de primauté américaine et donc d'exceptionnalisme américain. Pour eux, les valeurs démocratiques avaient triomphé¹⁵³.

Dans la doctrine Bush, l'exceptionnalisme américain est reflété par un besoin et une nécessité de propager la démocratie à travers le monde, même par la force, comme cela a été le cas en Irak. Dans ce schéma politique, les responsables du gouvernement de George Bush, comme leurs prédécesseurs, pour élaborer leur projet de démocratisation et affirmer leurs principes et valeurs après les attaques du 11 septembre 2001, ont dressé un plan politique où les États-Unis (le bien) sont confrontés à « l'axe du mal ». Même si l'Union soviétique représentait une menace plus ou moins réelle pour l'hégémonie américaine, les États-Unis ont failli à trouver

¹⁵² “We have a calling from beyond the stars to stand for freedom, and America will always be faithful to that cause.” “Bush Inaugural Message Marked by Hope”, *China Daily*, 20 janvier 2005, http://www.chinadaily.com.cn/english/doc/2005-01/20/content_410834.htm. Consulté le 6 août 2019.

¹⁵³ Kristol, William, et Kagan, Robert, “Toward a Neo-Reaganite Foreign Policy”, *op. cit.*, <https://www.foreignaffairs.com/articles/1996-07-01/toward-neo-reaganite-foreign-policy>. Consulté le 15 août 2019.

un ennemi de cette ampleur après sa chute et les attaques du 11 septembre 2001. Ni les talibans en Afghanistan, ni al-Qaïda, ni les régimes de Saddam Hussein et de Bachar al-Assad, ni les organisations armées palestiniennes n'ont constitué de réelles menaces pour les États-Unis. En effet, le pouvoir de ces organisations et régimes n'égale pas la puissance américaine. L'absence d'un ennemi réel a mis les États-Unis en difficulté quant à leur position hégémonique dans le monde.

Ainsi, pour continuer de s'affirmer sur le plan international, il est essentiel pour les États-Unis de vanter leurs valeurs démocratiques et de les propager afin de s'assurer une position hégémonique sur le plan idéologique. En effet, si les supposés ennemis des États-Unis, après les attaques du 11 septembre, n'ont pu les égaler sur le plan politique et économique, la vraie guerre qui est menée aujourd'hui est idéologique. Par conséquent, déployer un impérialisme démocratique plus fort est un moyen pour les États-Unis de préserver leur hégémonie idéologique dans les pays arabes et de faire de leur modèle le meilleur au monde. Subséquemment, ils ont décidé de rentrer par la grande porte dans le monde arabe, avec pour objectif le renversement de Saddam Hussein pour mettre fin à l'idéologie arabiste qui semblait prendre de l'élan dans la région et faire de l'Irak la première démocratie de la zone.

Cette lutte idéologique était en vigueur bien avant les attaques du 11 septembre 2001. Selon Bill Clinton, l'objectif primordial de la politique étrangère américaine doit être « d'élargir et de renforcer la communauté mondiale des démocraties fondées sur le marché » et, maintenant que la guerre froide est finie, « d'élargir le cercle des nations qui vivent sous [...] des institutions libres »¹⁵⁴. Cependant, la démocratisation par le biais de l'exceptionnalisme américain est devenue plus visible et fervente sous le gouvernement de George Bush. D'ailleurs, cet affermissement s'est fait ressentir quand ce dernier a déclaré : « Je sens que Dieu veut que je me présente à la présidence. »¹⁵⁵ Précisons en outre que la propagation des valeurs démocratiques permettrait de protéger la paix et la liberté dans le monde et serait également un antidote contre l'islamisme radical. Claes Ryn, professeur de sciences politiques à la *Catholic*

¹⁵⁴ "The 'overriding purpose' of US foreign policy, Clinton argued, 'must be to expand and strengthen the world's community of market-based democracies' and, now that the Cold War had ended, to 'enlarge the circle of nations that live under ... free institutions.'" Edel, Charles, "Democracy Is Fighting for Its Life", *Foreign Policy*, 10 septembre 2019, <https://foreignpolicy.com/2019/09/10/democracy-is-fighting-for-its-life/>. Consulté le 17 août 2019.

¹⁵⁵ "I feel like God wants me to run for President." Edition of the Guardian, "Bush Says God Chose him to Lead his Nation", *The Guardian*, 2 novembre 2003, <https://www.theguardian.com/world/2003/nov/02/Usa.religion>. Consulté le 8 septembre 2019.

University of America à Washington, met clairement en évidence l'impérialisme démocratique américain et critique ce qui représente l'élément néojacobin de la démocratisation de Bush : « Le nouveau jacobin est convaincu qu'il sait ce qu'il y a de mieux pour l'humanité tout entière et que, si de nombreux hommes hésitent à le suivre, c'est un signe que la superstition de l'injustice et le retard général font obstacle au progrès »¹⁵⁶. Ainsi, l'exceptionnalisme américain a justifié l'impérialisme démocratique, plaçant donc les États-Unis dans un rôle de « sauveur » et de « libérateur ».

Néanmoins, à partir de 2007, quand la campagne présidentielle a débuté, l'exceptionnalisme américain a perdu de l'élan. En effet, Barack Obama, candidat démocrate et futur président, était parfaitement conscient que le public américain avait perdu toute conviction face à l'échec de la guerre contre le terrorisme et le conflit en Irak. Il a donc entamé un changement drastique dans la politique étrangère américaine, ce qui lui a permis de gagner la confiance d'une grande partie de l'opinion publique nationale. Si les républicains et les néoconservateurs définissent l'exceptionnalisme américain comme une notion innée de la nation et qualifient leur pays de dernier bastion de la liberté sur terre, les stratégies américaines dans le monde arabe et leur échec viennent contredire cette idée. En effet, la conviction de faire de l'Irak une démocratie et un modèle dans la région a mis à rude épreuve la politique étrangère américaine dans le monde arabe.

Pour ciseler le contour de ces échecs, la présidence de Barack Obama a tenté, tant bien que mal, d'opérer un changement dans la trajectoire de la politique étrangère américaine. Il a commencé par montrer un certain scepticisme envers la notion de l'exceptionnalisme américain. Obama, élu président, a refusé d'utiliser une rhétorique renforçant cette notion. Son discours à West Point, rappelant les limites de la puissance américaine, a réaffirmé également les incertitudes à affronter et les précautions à prendre. D'ailleurs, ce discours a suscité le mécontentement des néoconservateurs qui ont crié au scandale. Les néoconservateurs et la majorité des républicains ont déclaré que l'exceptionnalisme américain était mis en danger par Barack Obama. Le président démocrate a également précisé que si les États-Unis étaient une exception, chaque nation se sentait exceptionnelle par ses valeurs spécifiques. Cette définition

¹⁵⁶ "The new Jacobin is convinced that he knows what is best for all mankind, and if much of mankind, shows reluctance to follow his lead it is to him a sign that injustice superstition and general backwardness is standing in the way of progress." Ryn, Claes G., *America the Virtuous: The Crisis of Democracy and the Quest for Empire*, New Jersey: Transaction Publishers, 2010, p. 25-26.

« nuancée » de l'exceptionnalisme lui a valu une vague de critiques de la part des néoconservateurs et des républicains.

Mike Huckabee, homme politique républicain et pasteur baptiste, déclarait en 2008 : « Nier l'exceptionnalisme américain, c'est essentiellement nier le cœur et l'âme de cette nation »¹⁵⁷.

Newt Gingrich, conseiller politique néoconservateur, avertissait à son tour que le gouvernement américain s'était écarté de manière alarmante des principes de l'exceptionnalisme américain¹⁵⁸.

Mitt Romney, quant à lui, déclarait que le président Barack

Obama « [n'avait] pas les mêmes sentiments envers l'exceptionnalisme américain que nous »¹⁵⁹.

Dinesh D'Souza, politologue américain, est allé encore plus loin en écrivant que le président américain « [avait] été éduqué dans un socialisme radical anti-américain par la colère anticoloniale de son père kényan »¹⁷⁴.

Pour une bonne partie des démocrates et des réalistes, face à la réalité politique américaine au Moyen-Orient, les États-Unis peinent à trouver des solutions durables, ce qui est absurde pour les républicains. Le président avait même déclaré, dans son discours à West Point :

« Vous voyez, l'influence américaine est toujours plus forte lorsque nous donnons l'exemple. Nous ne pouvons pas nous dispenser des règles applicables à tous les autres. Nous ne pouvons pas appeler les autres à prendre des engagements pour lutter contre le changement climatique si autant de nos dirigeants politiques refusent que cela se produise. Il est beaucoup plus difficile de demander à la Chine de régler ses différends maritimes dans le cadre de la Convention sur le droit de la mer lorsque le Sénat américain a refusé de le ratifier – malgré l'insistance répétée de nos principaux dirigeants militaires pour que le traité renforce notre sécurité nationale. Ce n'est pas du leadership. C'est de la retraite. Ce n'est pas de la force. C'est de la faiblesse. Et cela serait totalement étrange à des dirigeants comme Roosevelt et Truman, Eisenhower et Kennedy »¹⁶⁰.

¹⁵⁷ “To deny American exceptionalism is in essence to deny the heart and soul of this nation.” Bacevich, Andrew J. (éditeur), *The Short American Century: A Postmortem*, Boston: Harvard Univ. Press, 2013, p. 233.

¹⁵⁸ Gingrich, Newt, et Vince, Haley, *A Nation Like no Other: why American exceptionalism matters*, New York: Perseus Distribution, 2011.

¹⁵⁹ Friedman, Uri, “American Exceptionalism: A Short History”, *Foreign Policy*, 18 juin 2012, <https://foreignpolicy.com/2012/06/18/american-exceptionalism-a-short-history/>. Consulté le 8 septembre 2019. ¹⁷⁴ D'Souza, Dinesh, *The Roots of Obama's Rage*, Washington: Regnery Publishing, 2011, p. 88-92.

¹⁶⁰ “You see, American influence is always stronger when we lead by example. We cannot exempt ourselves from the rules that apply to everyone else. We can't call on others to make commitments to combat climate change if so many of our political leaders deny that it is taking place. It's a lot harder to call on China to resolve its maritime disputes under the Law of the Sea Convention when the United States Senate has refused to ratify it - despite the repeated insistence of our top military leaders that the treaty advances our national security. That's not leadership; that's retreat. That's not strength; that's weakness. And it would be utterly foreign to leaders like Roosevelt and Truman; Eisenhower and Kennedy.” McKelvey, Tara. « CIA Interrogation Report: An Expert Guide » *BBC News*,

Avec ces déclarations, Barack Obama est devenu ainsi le premier président américain à redéfinir l'exceptionnalisme américain. Cependant, il convient de préciser que dans la lutte contre l'État islamique et face à la pression interne, il a fait volte-face et a déclaré, en vantant l'exceptionnalisme américain : « L'Amérique, nos bénédictions infinies sont un fardeau durable. Mais en tant qu'Américains, nous nous félicitons de notre responsabilité de diriger... Nous défendons la liberté, la justice, la dignité. Ce sont des valeurs qui ont guidé notre pays depuis sa création »¹⁷⁶. Cette déclaration a permis à Barack Obama de faire taire, ou du moins d'apaiser les critiques néoconservatrices et républicaines selon lesquelles il représentait un danger réel pour l'exceptionnalisme américain. Effectivement, l'enchaînement des événements et l'évolution des stratégies américaines en Irak et dans le monde arabe ont incité le président américain à embrasser cette notion.

Néanmoins, il est important de souligner que la croyance profonde des Américains en l'exceptionnalisme de leur pays les laisse assez perplexes quant à la vision du reste du monde à l'égard de celui-ci. Beaucoup de pays sont peu enthousiastes envers la domination des États-Unis et son leadership « sélectif » pour les armes nucléaires, la démocratisation, le respect du droit international. Pour Stephen Walt, professeur de relations internationales à la *Kennedy School of Government* à Harvard, la politique étrangère américaine serait plus efficace si « les Américains étaient moins convaincus de leurs propres vertus et moins désireux de les proclamer »¹⁶¹. Pour lui, ce dont les États-Unis ont besoin, c'est d'une évaluation plus réaliste et plus critique de leur politique. De ce fait, ces louanges ont permis un impérialisme démocratique plutôt arrogant puisque les Américains pensent, avec l'exceptionnalisme américain, qu'ils ont le meilleur modèle démocratique sur terre et que les autres nations doivent l'adopter. Cela étant dit, l'échec des États-Unis en Irak a remis en question non seulement l'exceptionnalisme américain, mais aussi les stratégies américaines dans le reste du monde arabe. La théorie des « dominos démocratiques » a été un échec flagrant, dont la principale preuve est le chaos sans

9 décembre 2014, <https://www.bbc.com/news/world-us-canada-30406735>. Consulté le 8 septembre 2019. ¹⁷⁶ “America our endless blessings bestow an enduring burden. But as Americans we welcome our responsibility to lead ... We stand for freedom, for justice, for dignity. These are values that have guided our nation since its founding.” Obama, Barack. “Statement by the President on ISIL” US Government, *The White House*, 10 septembre 2014, <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2014/09/10/statement-president-isil-1>. Consulté le 7 septembre 2019.

¹⁶¹ “Americans were less convinced of their own unique virtues and less eager to proclaim them.” Caesar, James W., “The Origins and Character of American Exceptionalism”, *American Political Thought*, 1, no.1 (mai 2012): 328. doi: 10.1086/664595.

précédent en Irak après l'invasion américaine. Ce chaos a provoqué une insécurité incontrôlable dans le pays, qui s'est même répandue dans le reste du monde arabe.

Maintenant, il est important de se pencher sur l'impérialisme démocratique américain dans un contexte d'échec régional. Si la démocratisation du monde arabe se heurte à d'autres facteurs politiques et culturels, pourquoi est-il important pour les États-Unis de continuer leur politique de démocratisation en Irak et dans les pays arabes ?

Durant ces dernières années, compte tenu de l'échec américain en Irak, beaucoup d'écrivains et d'analystes ont critiqué l'idée de répandre les valeurs démocratiques dans le monde arabe. Si l'engagement de démocratisation était en plein essor sous la présidence de Bill Clinton, il a perdu de l'élan après la chute du régime de Saddam Hussein. Par conséquent, beaucoup de spécialistes ont appelé les États-Unis à prendre du recul et à renoncer à la démocratisation du monde arabe. Pour des auteurs comme Robert Kaplan, professeur à *Harvard Business School*, le fait de financer et d'établir la démocratie dans le monde arabe pourrait contrecarrer les efforts de maintenir la paix ethnique, ou du moins une stabilité dans les pays ethniquement diversifiés comme l'Irak, et également affaiblir le développement économique interne¹⁶². Fareed Zakaria, auteur et journaliste américain, explique également que soutenir la démocratie dans des pays où les valeurs libérales sont inexistantes peut engendrer un chaos politique et social qui, à son tour, créera une menace alarmante pour la liberté. Selon cet auteur, pour qu'une démocratie puisse exister, il faut qu'elle soit libérale¹⁶³. Cependant, face à ce scepticisme envers la démocratisation du monde arabe, d'autres militent pour une stratégie démocratique et rappellent la primauté et l'importance de la démocratie dans le monde pour que les États-Unis puissent préserver leur position hégémonique au sein de l'ordre international.

Effectivement, comme la plupart des responsables américains sont convaincus que la démocratie est la meilleure structure politique, ils affirment également que son établissement dans d'autres pays est bénéfique non seulement pour les États-Unis, mais aussi pour les pays ciblés par la démocratisation. Il est très difficile, comme nous l'avons déjà mentionné, de définir la démocratie. Beaucoup ont contribué à la définition de cette notion, et l'on retient

¹⁶² Kaplan, Robert D., "Was Democracy Just a Moment?", *The Atlantic*, décembre 1997, <https://www.theatlantic.com/magazine/archive/1997/12/was-democracy-just-a-moment/306022/>. Consulté le 7 septembre 2019.

¹⁶³ Zakaria, Fareed, "The Rise of Illiberal Democracy", *Foreign Affairs*, 1^{er} novembre 1997, <https://www.foreignaffairs.com/articles/1997-11-01/rise-illiberal-democracy>. Consulté le 23 août 2019.

principalement les éléments suivants : une démocratie est gouvernée par des institutions et des dirigeants choisis par le peuple, et ces derniers sont soumis à des lois qui limitent leurs actions.

À ces éléments viennent s'ajouter les libertés civiles et leur mise en vigueur au sein des sociétés, comme les libertés d'expression, de publier, de croire, de manifester... Ces libertés garantissent l'établissement d'une démocratie authentique et non de « façade ». Cela étant dit, il est important, pour les défenseurs des valeurs démocratiques, de tracer une ligne entre les pays démocratiques et non démocratiques. Il est également important de comprendre la relation entre démocratie et libéralisme. Si la démocratie est un système régi par des institutions libres et élues par le peuple, le libéralisme est une idéologie, une philosophie basée sur le principe de la liberté individuelle. Comme John Owen, pasteur et théologien puritain du XVII^e siècle, l'a écrit, « les finalités du libéralisme sont la vie et la propriété et ses moyens sont la liberté et la tolérance »¹⁶⁴.

Quoi qu'il en soit, toutes les démocraties sont libérales à un certain degré. En effet, les démocraties occidentales combinent les processus démocratiques aux libertés civiles. Par ailleurs, toute nation qui garantit les libertés civiles est plus susceptible de devenir une démocratie qu'une nation qui n'en garantit aucune. De ce fait, la participation politique, la concurrence, la reddition des comptes sont les éléments les plus importants pour garantir les libertés civiles. Ainsi, démocratie et liberté sont coextensives.

Néanmoins, il convient d'admettre qu'il existe des démocraties non libérales et des pays libéraux et non démocratiques. En effet, selon Michael Walzer, philosophe américain, « même en l'absence des élections libres, il est possible d'avoir une presse libre, le pluralisme d'associations à la liberté religieuse, le droit d'organiser des syndicats, le droit de se déplacer librement, etc... »¹⁶⁵. Cependant, le but des États-Unis est de répandre des valeurs démocratiques libérales. Étant donné le nombre de définitions de la démocratie et la distinction entre démocratie et libéralisme, ils ont déployé une stratégie visant à augmenter le nombre de démocraties qui respectent les libertés civiles. Toutefois, l'importance qui est donnée au libéralisme ne signifie pas qu'il faut anticiper le libéralisme sur la démocratie. La démocratie

¹⁶⁴ Owen, John M., "How Liberalism Produces Democratic Peace", *International Security*, 19, no.2 (1994): 87. doi: 10.2307/2539197.

¹⁶⁵ "Even in the absence of free elections, it is possible to have a free press, religious freedom associational pluralism the right to organize unions the right to move freely and so on." Walzer, Michael, "The Hard Questions: Vote Early", *New Republic*, 215, no.18 (1996): 29.

doit dominer puisque dans la plupart des cas, elle mène vers l'établissement d'une société respectant les libertés civiles. Beaucoup d'auteurs comme Michael Weinstein ou Morton et de responsables américains républicains et démocrates citent d'ailleurs les bénéfices de la propagation des valeurs démocratiques. Selon eux, la démocratie améliore le niveau de vie des citoyens, contribue à la paix internationale et sert les intérêts nationaux et vitaux des États-Unis¹⁶⁶. Tout d'abord, on s'intéresse aux avantages que la démocratie est censée apporter aux citoyens des nouvelles démocraties.

Avant l'invasion de l'Irak, les responsables américains ont déclaré que l'établissement d'une démocratie permettrait aux Irakiens de mener une vie décente ; les citoyens des démocraties vivent mieux que ceux d'une dictature. Comme les États-Unis sont préoccupés par l'absence de liberté en Irak, leur but est de répandre une démocratie libérale. De plus, ils ont un intérêt particulier à promouvoir la liberté. Eux-mêmes ont été fondés sur le principe de préservation de la liberté des individus. La Constitution souligne que la liberté est une valeur indispensable à la nation américaine. Strobe Talbottle, ancien ministre des Affaires étrangères adjoint sous la présidence de Bill Clinton et dirigeant de la *Brookings Institution* de 2002 à 2017, a dit : « Les États-Unis sont un pays unique et conscient, fondé sur un ensemble d'idées et d'idéaux qui est applicable à tous les peuples. Les Pères fondateurs ont déclaré que tous avaient été créés sur un pied d'égalité »¹⁶⁷. Un autre point essentiel est que l'amélioration du niveau de vie des citoyens est importante pour les Américains, puisqu'ils ne peuvent pas s'isoler du monde. Si, pour beaucoup, le monde est composé de pays de plus en plus indépendants, les technologies de pointe et les nouveaux moyens de communication font également qu'il est de plus en plus interconnecté. Par conséquent, les États-Unis ont un plus grand rôle à assumer sur la scène internationale. À défaut, la propagation de la misère créera un chaos politique, une instabilité économique et une crise de la migration qui affecteront les États-Unis et leurs intérêts nationaux dans le monde. Comme nous l'avons mentionné auparavant, les néoconservateurs ont clairement affirmé que l'établissement de la démocratie dans le monde arabe permettrait aux États-Unis de mieux servir leurs intérêts dans la région. Également, la démocratie mène, dans la majorité des cas, vers la liberté, et celle-ci est avantageuse pour une société. En effet, le

¹⁶⁶ Halperin, Morton H., *et al.*, *The Democracy Advantage: How Democracies Promote Prosperity and Peace*, Londres: Routledge, 2009.

¹⁶⁷ "The United States is uniquely and self-consciously a country founded on a set of ideas, and ideals, applicable to people everywhere. The Founding Fathers declared that all were created equal-not just those in Britain." Talbott, Strobe, "Democracy and the National Interest", *Foreign Affairs*, 1^{er} novembre 1996, <https://www.foreignaffairs.com/articles/1996-11-01/democracy-and-national-interest>. Consulté le 5 août 2019.

premier élément que promeut la démocratie est la liberté. Samuel Huntington souligne que « la liberté est la vertu particulière de la démocratie »¹⁶⁸.

De plus, comme une démocratie tient ses leaders justiciables de leur action, ceux-ci sont moins susceptibles de priver leur peuple des libertés civiles. La prédominance de la liberté crée un environnement favorable pour les citoyens et leur permet d'atteindre leurs objectifs. Notons également qu'un régime démocratique n'utilise pas la violence contre son peuple. Les responsables américains affirment que les citoyens d'une démocratie ne souffriront pas de violence étatique. Les travaux de R. J. Rummel, professeur américain émérite de sciences politiques à l'université d'Hawaï, confirment que les démocraties protègent leurs citoyens, alors que sous les régimes totalitaires, ils restent soumis à une répression. En effet, pour Rummel, les régimes totalitaires ont été responsables de la plupart des répressions et génocides du XX^e siècle (Union soviétique, régime nazi, régime de Franco...). Néanmoins, si les régimes démocratiques ne répriment pas leurs peuples, ils restent responsables de beaucoup de massacres à l'étranger, notamment en temps de guerre (bombardements atomiques américains contre le Japon, massacres au Vietnam ou lors de la guerre d'Algérie...)¹⁶⁹. L'absence de violence dans une démocratie est due principalement à deux raisons. La première est que le pouvoir démocratique restreint les prérogatives du président. Rummel dit que si « le pouvoir tue, le pouvoir absolu tue absolument »¹⁷⁰. La deuxième raison est que les démocraties autorisent les oppositions politiques afin d'éviter qu'une forme de contrôle du pouvoir ne soit concentrée dans les mains d'un seul parti. À ces avantages vient s'ajouter la prospérité économique.

En effet, les démocraties ont tendance à jouir d'une prospérité économique sur le long terme, contrairement aux régimes autoritaires sous lesquels la croissance économique se manifeste plutôt sur du court et moyen terme. Pour Mancur Olson, économiste américain, « l'expérience montre que les pays relativement pauvres peuvent se développer extraordinairement rapidement lorsqu'ils ont un dictateur fort qui applique de bonnes politiques économiques, mais la croissance ne dure que pendant la période d'autorité d'un ou deux dictateurs »¹⁷¹. Deux raisons expliquent la croissance économique sous les démocraties. La

¹⁶⁸ "The peculiar virtue of democracy." Huntington, Samuel P., *The Third Wave: Democratization in the Late Twentieth Century*, Norman: University of Oklahoma Press, 1993, p. 28.

¹⁶⁹ Rummel, Rudolph J., "Power, Genocide and Mass Murder", *Journal of Peace Research*, 31, no.1 (1994): 1-10. doi: 10.1177/0022343394031001001.

¹⁷⁰ *Ibid.*, p. 8.

¹⁷¹ "Experience shows that relatively poor countries can grow extraordinarily rapidly when they have a strong dictator who happens to have unusually good economic policies such as growth last sonly for the rulingspan of

première est qu'elles permettent l'établissement d'une économie de marché. Effectivement, il y a un lien entre la libéralisation économique et la performance économique. La deuxième est que les démocraties développent des politiques économiques de long terme, ce qui donne un environnement favorable aux investisseurs locaux et étrangers. Mancur Olson mentionne également que les conditions nécessaires pour établir une démocratie durable sont les mêmes que pour établir un système économique prospère¹⁷². Enfin, la démocratie est très avantageuse pour le système international, puisqu'elle ne déclare pas la guerre contre une autre démocratie. Suivant cette logique, plus le nombre de démocraties dans le monde augmente et plus les guerres diminuent.

Deux raisons ont été émises pour expliquer l'absence de guerre. La première est que les démocraties partagent une vision et des valeurs communes. Ces points communs éloignent toute mésentente majeure entre elles. La seconde explication qui vient éclairer l'absence de guerre entre les démocraties est que les institutions démocratiques maintiennent un équilibre des pouvoirs. Autrement dit, les branches exécutive et législative se restreignent, ce qui réduit le risque de guerre. Quand deux démocraties se confrontent sur la scène internationale, leurs leaders ont suffisamment de moyens pour trouver un terrain d'entente, quelle que soit la nature du malentendu. Les régimes totalitaires, quant à eux, sont susceptibles de s'engager dans des conflits comme la première guerre du Golfe ou encore la guerre Iran-Irak dans les années 1980. De plus, en démocratie, les leaders sont soumis à des lois, ce qui n'est pas le cas pour les régimes autoritaires. Autrement dit, un leader démocratique ne concentre pas le pouvoir. La prise de décision est soumise à un processus institutionnel qui limite le pouvoir du président. Par ailleurs, la diffusion des valeurs démocratiques est avantageuse pour les États-Unis également. L'établissement de démocraties libérales servira leurs intérêts nationaux. De ce fait, une démocratie ne s'attaquera pas à une autre démocratie. C'est la logique de la paix démocratique.

Suivant cette logique, les États-Unis auront peu d'ennemis et par conséquent peu de menaces sur leurs intérêts nationaux.

one or two dictators." Olson, Mancur, "Dictatorship, Democracy, and Development", *American Political Science Review*, 87, no. 3 (1993): 567-576. doi: 10.2307/2938736.

¹⁷² *Ibid.*, p. 572. "The conditions that are needed to have the individual rights needed for maximum economic development are exactly the same conditions that are needed to have a lasting democracy... the same court system, independent judiciary, and respect for law and individual rights that are needed for a lasting democracy are also required for security of property and contract rights."

Ainsi, la démocratie créera une paix durable à travers le monde. Cette paix permettra à son tour de diminuer les crises et les flux migratoires vers les États-Unis. À l'inverse, le manque de démocratie génère des conflits internes, des divisions ethniques et l'oppression politique, provoquant une migration de masse. Une autre conséquence positive de la diffusion démocratique est que si de plus en plus de pays adoptent le modèle démocratique libéral, la démocratie américaine sera plus forte et les États-Unis pourront maintenir leur position hégémonique et leur exceptionnalisme sur la scène internationale. Pareillement, la libéralisation politique permettra une libéralisation économique qui, à son tour, donnera aux États-Unis l'occasion d'entreprendre des relations économiques prospères avec des partenaires économiques partageant les mêmes valeurs économiques. Face à cette vision prometteuse d'un système international démocratique, les États-Unis se sont heurtés en réalité à un contexte politique difficile et confus. Si la démocratie et les valeurs libérales se sont rapidement répandues dans les sociétés de l'Europe de l'Est après la chute de l'Union soviétique en 1991, le monde arabe est toujours intransigeant à l'égard des valeurs démocratiques libérales.

En effet, plusieurs réalistes comme Stephen Walt et John Mearsheimer n'ont cessé de mettre en évidence le danger géopolitique que peut provoquer la démocratisation de certains pays. En plus de la réalité politique sur le terrain, comme l'échec politique en Irak, en Égypte, en Libye ou en Syrie, le premier argument contre la stratégie de démocratisation entretenue par les Américains est que le processus démocratique augmenterait les risques d'affrontements internes et même de guerres civiles. Selon Edward Mansfield et Jack Snyder, les pays engagés dans une transition démocratique sont plus susceptibles d'entrer en guerre. Ils suggèrent que l'établissement d'une démocratie et la transition démocratique peuvent polariser la société entre les anciennes élites, qui veulent par tous les moyens garder le pouvoir, et les « nouvelles » figures démocratiques, qui cherchent une reconnaissance internationale pour renforcer leur combat¹⁷³.

Face à cette polarisation, des conflits internes peuvent éclater, comme cela a été le cas en Irak, en Libye ou encore en Syrie. Cette concurrence « électorale » entre les différentes forces politiques, compte tenu de l'inexistence d'institutions fortes et transparentes, peut mener le pays vers une guerre civile sanglante. Ceci a été le cas en Libye où, malgré les efforts de la communauté

¹⁷³ Mansfield, Edward D., et Snyder, Jack, "Democratization and the Danger of War", *International Security*, 20, no.1 (1995): 5-14 doi: 10.2307/2539213.

internationale, les forces politiques s'affrontent toujours, plongeant le pays dans un chaos sécuritaire sans précédent, après la tentative de démocratisation initiée par une partie des Libyens soutenus par la coalition internationale menée par les États-Unis, la France et le Royaume-Uni. Malgré les actions militaires internationales pour aider la démocratie à s'établir, la Libye est aujourd'hui un pays fragile, en quête de stabilité d'un point de vue sécuritaire. L'Égypte a également assisté à une contre-révolution qui a débouché sur un coup d'État militaire. Même si les premières élections démocratiques ont bien eu lieu en Égypte, la victoire des Frères musulmans a suscité une indignation dans la classe politique et la société égyptienne. En effet, la règle de la majorité électorale a été bafouée, et le processus de démocratisation aussi. Aujourd'hui, même si l'Égypte n'a pas sombré dans une guerre civile, une répression sanglante a été déployée contre toute opposition politique au régime d'Abdel Fattah al-Sissi, les Frères musulmans en particulier.

Un autre argument qui vient remettre en cause les avantages de la démocratisation, c'est que la promotion d'élections libres peut être néfaste et insignifiante particulièrement dans les pays qui n'ont jamais expérimenté les valeurs démocratiques. Par conséquent, l'introduction des valeurs démocratiques et libérales peut être rejetée, et les États-Unis ne peuvent que régresser et renoncer à les promouvoir. En effet, quand un pays est démocratisé brutalement sans s'être préparé à un tel changement politique, cela peut alimenter les divisions et mener vers un trouble idéologique et politique difficile à résoudre. L'Irak en est le meilleur exemple. Entre défenseurs et opposants à l'idée de répandre la démocratie, les États-Unis tentent de développer une stratégie de démocratisation et en même temps de servir leurs intérêts dans le monde.

Même si les arguments qui encouragent la démocratisation sont assez pertinents, l'échec américain en Irak semble la mettre en péril. Aujourd'hui, ce pays n'est qu'un territoire où même les frontières sont disputées par les différents groupes ethniques qu'il héberge. L'invasion américaine a certes renversé une dictature, mais elle a aussi contribué, paradoxalement, à l'établissement d'une nouvelle dictature où chaque groupe fait la loi. Face à cette réalité amère, l'invasion de l'Irak dans le but de le démocratiser a fortement affecté les États-Unis. Les responsables américains ont été pris de court par la complexité de la société irakienne qui était pourtant contrôlée sous la dictature de Saddam Hussein. Cet échec américain s'est répercuté sur ce que l'on a appelé le « printemps arabe », qui a vu un soulèvement populaire favorable à la démocratie mais qui, malheureusement, peine à prospérer.

4.2 Les conséquences de l'invasion de l'Irak sur les États-Unis

L'invasion américaine de l'Irak et ses conséquences ont sans doute été l'évènement le plus décisif depuis la guerre froide. La guerre en Irak a eu la même portée que d'autres événements de la région, comme la création des protectorats britanniques et français après la Première Guerre mondiale par le biais des accords Sykes-Picot, la guerre arabo-israélienne de 1967 et la fin du projet panarabe, ou encore la révolution islamique de 1979. Comme ces événements, l'invasion de l'Irak a eu des conséquences néfastes sur la sécurité régionale. Les implications stratégiques de cette guerre ont affecté largement le monde arabe. Les conséquences de ces changements sont diverses, affectant les relations diplomatiques entre les États, la dynamique au sein des États, les raisonnements des organisations non gouvernementales, et suscitant une évolution et une confusion dans l'opinion publique. Cela dit, une meilleure compréhension des conséquences de la guerre et de la manière dont les États arabes et les autres puissances régionales y font face contribuerait à une stratégie américaine plus efficace. Les États-Unis pourraient ainsi tirer les leçons de leur échec en Irak et même améliorer leur image dans la région. Cependant, une question revient constamment : quelle est la stratégie américaine pour démêler les défis post-invasion de l'Irak ? Ce manque de stratégie est parfois lié à une appréciation américaine inadéquate de la société irakienne, et les dangers qui peuvent émaner de l'invasion de ce pays sont complexes. En effet, la guerre en Irak a tout d'abord remis en question la légitimité et la stabilité des régimes pro-américains. Autrement dit, les suites de l'invasion de l'Irak n'étaient pas aussi explicites qu'il n'y paraissait, rendant les efforts américains vains par rapport à l'amplitude de la crise irakienne. Similairement, beaucoup d'études se sont focalisées sur l'émergence de l'Iran après la chute du régime baathiste, avec une répercussion importante sur la stratégie américaine dans la région. Le spectre de l'influence iranienne dans le monde arabe n'a pas été vu de la même manière par les pays arabes, les empêchant ainsi de développer une stratégie ferme contre l'acteur perse. Si les pays du Golfe se sont fortement opposés à cette émergence, la Syrie et l'Algérie l'ont plutôt bien accueillie. Ceci est dû particulièrement à un manque d'unité parmi les pays arabes. L'Arabie saoudite a joué un rôle très important ces dernières années, notamment envers l'Égypte, qui est le rival principal en termes de leadership dans le monde arabe, et le Qatar, qui semble résister à la concertation saoudienne dans la région. Ces désaccords entre les pays arabes ont eu d'importantes répercussions sur la stratégie américaine dans le monde arabe qui, face à ces

nombreuses et divergentes visions, peine à ériger une coalition régionale contre l'Iran. En effet, pour anéantir le fantôme iranien dans la région, il est avant tout vital pour les États-Unis de créer une opinion arabe commune et antagoniste envers le régime des ayatollahs pour pouvoir opérer dans un environnement plus unanime.

Face à cette désunion, les États-Unis hiérarchisent leurs priorités stratégiques pour éviter que d'autres pays arabes ne s'enlisent dans des politiques anti-américaines. De ce fait, la guerre d'Irak est vue par les capitales arabes comme le « problème des Américains », laissant ainsi l'instabilité du pays entre leurs mains. Cette « fatigue irakienne » a fortement mis en péril les efforts américains pour tenter d'améliorer le paysage politique, social et économique de l'Irak. Une invasion américaine irréfléchie et l'hésitation arabe ont permis à l'Iran de faire son entrée dans le monde arabe par la grande porte. Comme l'Iran s'est emparé de l'Irak, les experts politiques appellent les États-Unis à développer une stratégie pour éviter une plus grande influence iranienne à Beyrouth ou encore au Bahreïn, où la majorité de la population est chiite. La guerre d'Irak a également fortement affecté la perception des Arabes envers la crédibilité, la fiabilité et la manœuvrabilité américaine. La perception selon laquelle les États-Unis ont été empêtrés dans un échec qui semble interminable a donné à d'autres acteurs une liberté d'action, la Russie et la Chine étant les principaux rivaux des Américains. Enfin, l'autre impact alarmant est la démocratisation de l'Irak.

Comme nous l'avons mentionné auparavant, la crise irakienne a mis en péril toute tentative de démocratisation du pays et de la région. Si l'on se penche sur l'Irak post-Saddam Hussein, les élections démocratiques irakiennes promues par les États-Unis ont marqué la naissance et la formalisation du sectarisme dans le monde arabe. Face à cet enchaînement négatif des événements après la guerre en Irak, les États-Unis ont également ressenti le fardeau irakien. Entre l'investissement militaire et politique et l'image américaine, ils ont été rattrapés par les conséquences de cette guerre, qui était pourtant vue comme souple, courte et réussie¹⁷⁴.

4.2.1 Les États-Unis en Irak : quel investissement militaire ?

L'armée américaine est la plus puissante du monde. Elle est conçue pour des conflits de haute intensité et non pour lutter contre des armées irrégulières insurrectionnelles. Par ailleurs,

¹⁷⁴ "To disarm *Iraq* of weapons of mass destruction, to end Saddam Hussein's support for terrorism, and to free the Iraqi people." Bush, George, "Bush Discusses Beginning of Operation Iraqi Freedom", US Government, <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2003/03/20030322.html>. Consulté le 5 septembre 2019.

en cas de situations ambiguës et d'objectifs mal définis, elle serait en difficulté stratégique et susceptible de perdre plus d'hommes. La Seconde Guerre mondiale a prouvé que les États-Unis et leurs forces militaires avaient une capacité de mobilisation massive dans toutes les dimensions pour atteindre un objectif : la reddition de l'ennemi. La défaite américaine au Vietnam résultait d'une ingérence excessive, avec des objectifs qui s'entremêlaient. L'une des conséquences de cette défaite a été l'introduction de la doctrine Weinberger en 1984. Formulée par Caspar Weinberger, ministre de la Défense sous le gouvernement de Ronald Reagan, cette doctrine énonce six règles¹⁷⁵ :

- Les États-Unis ne doivent pas engager des forces pour combattre si leurs intérêts nationaux vitaux ou ceux de leurs alliés ne sont pas impliqués.
- Les troupes américaines ne doivent être engagées que de tout cœur et avec la ferme intention de gagner. Sinon, elles ne doivent pas être engagées.
- Les troupes de combat américaines ne doivent être engagées qu'avec des objectifs politiques et militaires clairement définis et avec la capacité de les atteindre.
- La relation entre les objectifs, la taille et la composition des forces engagées doit être continuellement réévaluée et ajustée si nécessaire.
- Les troupes américaines ne doivent pas être engagées dans la bataille sans une « assurance raisonnable » du soutien de l'opinion publique américaine et du Congrès.
- L'engagement des troupes américaines ne doit être considéré qu'en dernier recours.

Sur cette base, la guerre contre l'Irak semblait respecter ces règles, à savoir, une autorité civile forte, des directives simples, des objectifs définis et des ressources importantes. Cependant, il convient de s'intéresser davantage aux divergences au sein de l'armée américaine. Il existe d'énormes différences entre les combattants des forces spéciales et ceux de l'armée classique, entre la 82^e division constituée de parachutistes et la 100^e division qui est une armée

¹⁷⁵ Yoshitani, E., et Gail, S., *Reagan on War: A Reappraisal of the Weinberger Doctrine, 1980-1984*, Houston: Texas A&M University Press, 2011.

de montagne¹⁷⁶. Ainsi, il y a de grands écarts entre les divisions lourdes de l'armée américaine et les divisions légères.

Les objectifs de l'invasion de l'Irak semblaient clairs et définis pour le gouvernement de George Bush. Parmi ceux que le président américain avait annoncés, citons la chute du régime de Saddam Hussein, la protection du peuple irakien, la lutte contre le terrorisme, l'établissement d'une démocratie et la stabilité et la sécurité de la région. Toutefois, selon l'évolution de l'Irak après la chute du régime de Saddam Hussein, et plus d'une décennie après l'invasion, beaucoup de questions se posaient quant aux objectifs fixés au préalable et ceux atteints aujourd'hui. La guerre a-t-elle vraiment assuré la stabilité de la région ? Si la vision de la guerre et de l'armée américaine était violente, rapide et *high tech* et a permis d'atteindre le premier objectif, à savoir, la chute du raïs irakien, qu'en est-il pour la guerre qui a suivi la guerre ?

Certes, un bon nombre de stratégies et de plans ont été élaborés pour éviter un désordre interne. Les États-Unis avaient même prévu des opérations humanitaires afin de protéger au mieux les personnes déplacées et leur fournir l'alimentation, l'assainissement de l'eau et des hébergements provisoires. Or, il est incontestable que l'armée américaine ne s'était pas préparée à affronter non seulement des insurrections, mais également une guerre civile sanglante opposant les sunnites aux chiites. L'armée américaine n'était pas compétente pour administrer un pays envahi et qui avait longtemps souffert d'un régime totalitaire et de sanctions économiques internationales. Il est vrai que les Américains étaient conscients qu'un travail humanitaire allait être nécessaire après la chute du régime de Saddam Hussein, mais l'armée n'était pas préparée à occuper le territoire, à patrouiller dans les villes et à réprimer les violences irako-irakiennes. Par conséquent, lors de l'explosion des violences sectaires et politiques, celle-ci a manqué de stratégies définies de long terme. Ici, elle a été prise de court par l'enchaînement des événements et par la complexité d'une société ethniquement diversifiée et fragmentée. À cela est venue s'ajouter la décision américaine de créer un double commandement en Irak, militaire et civil, afin de remplacer le vide politique et exécutif après la chute de Saddam Hussein. Cette autorité provisoire a été dirigée par l'ambassadeur Paul Bremer.

¹⁷⁶ Nordyke, Phil. *All American, all the Way: The Combat History of the 82nd Airborne Division in World War II*. London: Zenith Press, 2005.

Ainsi, les commandements américains en Irak étaient politiques avec Paul Bremer et militaires avec Ricardo Sanchez. Pourtant, il convient de préciser que les deux administrations sont devenues vite antagonistes, entraînant de nombreuses difficultés sur le terrain. En effet, cet antagonisme était lié aux personnalités différentes de Paul Bremer et Ricardo Sanchez. Paul Bremer, plutôt fragile, n'a jamais formé une bonne entente avec Ricardo Sanchez, soldat impassible et intransigeant. Le mauvais choix des leaders politique et militaire a été un désastre pour les États-Unis et la reconstruction de l'Irak. Bremer et Sanchez ont, par la suite, admis cette relation difficile. Ricardo Sanchez a reconnu que « les détails de la relation de commandement entre l'autorité provisoire de la coalition (APC) et l'armée n'étaient jamais clairement définis par aucun niveau de commandement, jusqu'au département de la Défense »¹⁷⁷. Paul Bremer, à son tour, a déclaré : « C'était une relation vague et délicate. Je n'étais pas dans la chaîne de commandement militaire. Mais il y avait un besoin hérité de coordination entre l'armée et l'APC »¹⁷⁸.

Cette coordination difficile a eu des conséquences désastreuses sur les stratégies américaines en Irak. De plus, il existait différents points de vue quant à la transition vers un gouvernement national. Si certains responsables politiques américains préconisaient la montée de figures pro-américaines au pouvoir, d'autres défendaient un gouvernement sous la tutelle américaine ou encore une transition rapide vers le processus de démocratisation. Face à ce manque d'unanimité, les États-Unis ont choisi de démanteler l'armée irakienne et d'en créer une nouvelle. Malgré leur contribution à la construction d'une nouvelle armée irakienne, les entraînements américains n'ont pas permis de créer une armée prête à affronter les guérillas qui ont ravagé la société irakienne. En effet, les Américains avaient initié les Irakiens à une défense extérieure, mais sans donner de l'importance aux insurrections internes qui étaient envenimées par des tensions sectaires. S'ils pensaient que la protection des civils irakiens devait passer par la police, les Américains ne se sont pas penchés sur l'historique de la police irakienne qui jouait un rôle très minime sous le régime de Saddam Hussein, surtout dans la protection du peuple irakien. Les Irakiens ne se sont donc pas conformés au nouveau rôle que les Américains ont donné à leur police. Par conséquent, la création, par les États-Unis, d'un corps irakien de

¹⁷⁷ "The details of the command relationship between CPA and the military were never clearly defined by any level of command all the way up to department of defense." Dobbins, James, *et al.*, *Occupying Iraq: a history of the Coalition Provisional Authority*, Santa Monica: RAND Corporation, 2009, p. 17.

¹⁷⁸ "It was a vague and awkward relationship. I was not in the military chain of command. But there was an inherent need to coordinate between the military and the CPA." *Ibid.*, p. 14.

défense civile constituait leur seule tentative pour affronter efficacement les menaces insurrectionnelles et aussi pour se désengager des conflits internes.

L'armée américaine en Irak a cependant permis aux Irakiens d'avoir de plus grandes capacités de défense. Effectivement, les performances de l'armée américaine en Irak varient en fonction des compétences des chefs et de leurs unités. Parmi ces chefs, David Petraeus ou encore Jim Mattis ont assuré d'énormes avancées pour l'armée irakienne. De ce fait, après beaucoup de faux départs, les forces militaires irakiennes dirigées par David Petraeus ont compris que la pièce maîtresse de la stratégie militaire américaine en Irak passait par une armée irakienne forte. David Petraeus a donc ordonné l'entraînement des forces de sécurité irakiennes. Par ailleurs, les entreprises privées qui assuraient cet entraînement ont par la suite été remplacées par des officiers instructeurs américains.

Néanmoins, aujourd'hui, la question qui se pose est celle de l'effectif des militaires en Irak. Les responsables américains ont longtemps hésité entre une augmentation ou une diminution des effectifs militaires en Irak. Même si la plupart des soldats américains en Irak étaient convaincus de leur mission en défendant les valeurs de leur pays, le militaire américain a aujourd'hui un autre défi : celui d'être lié au sort irakien. Beaucoup de soldats américains sont hantés par la guerre en Irak, et ses conséquences psychologiques sur le long terme sont assez désastreuses. En effet, l'échec de l'invasion américaine pourrait créer, parmi les soldats américains, un enlacement engendrant des conséquences néfastes sur l'image de l'armée américaine dans le monde.

Notons que les États-Unis ont dépensé des sommes colossales pour assister les Irakiens dans la reconstruction de leur pays. 80 % des aides sont destinées aux activités militaires et 20 % au développement économique, les États-Unis étant le premier partenaire de l'Irak. Selon l'USAID, l'aide américaine s'élève à 3,7 milliards de dollars. L'entraînement des troupes irakiennes et l'équipement pour assumer les conflits, les problèmes de sécurité et la gouvernance constituent les secteurs les plus importants auxquels l'aide américaine est attribuée¹⁷⁹. Si l'on se fie à ces aides, on peut déduire que le problème irakien est devenu un problème américain. Les États-Unis, plus d'une décennie après l'invasion, doivent assister les Irakiens dans tous les secteurs, notamment la gouvernance et le domaine militaire. Cette guerre

¹⁷⁹ USAID, "Us Foreign Aid by Country: Iraq". Département d'État, <https://www.explorer.Usaid.gov/cd/irq>. Consulté le 10 juillet 2020.

leur a beaucoup coûté, et c'est peut-être aujourd'hui la conséquence la plus évidente de l'unilatéralisme américain. Kenneth Pollack a souligné l'ignorance et l'arrogance des Américains et a critiqué leur unilateralisme qui a incité les responsables politiques à faire preuve d'une confiance excessive et erronée¹⁸⁰ face à la complexité de l'invasion de l'Irak. Si, à présent, les États-Unis subissent les échecs de leur unilateralisme en Irak, ils tiennent tout de même à conserver une approche multilatérale au sein de la communauté internationale par le biais d'organisations internationales comme l'OTAN. Cependant, l'unilatéralisme a longtemps constitué une approche nécessaire pour préserver l'hégémonie américaine à travers le monde. L'invasion de l'Irak en 2003, sans l'approbation onusienne, a montré la puissance inouïe des États-Unis mais a également révélé les limites de cette approche au XXI^e siècle.

4.2.2 Les États-Unis et la communauté internationale : un unilateralisme plus fort ?

L'unilatéralisme est défini comme une politique consistant à prendre des mesures unilatérales sans soutien extérieur ni réciprocité. L'unilatéralisme a une longue histoire aux États-Unis. Dans son célèbre et influent discours d'adieu, George Washington avait averti que les États-Unis devraient « éviter les alliances permanentes avec n'importe quelle partie du monde étranger »¹⁸¹. De nombreuses années plus tard, cette approche a été qualifiée (par ses opposants) d'isolationnisme. Cependant, certains historiens de la diplomatie américaine ont longtemps soutenu que l'isolationnisme était un terme impropre et que la politique étrangère des États-Unis, à commencer par Washington, était traditionnellement dictée par l'unilatéralisme. Les travaux récents qui ont fait valoir cet argument incluent les œuvres de Walter A. McDougall, *Promised Land*, de John Lewis Gaddis, *Surprise, Security, and the American Experience*, et de Bradley F. Podliska, *Acting Alone*. Les débats sur l'unilatéralisme ont surgi avec la guerre en Irak. Alors que plus de 30 pays ont soutenu la politique américaine, certains alliés traditionnels des Américains, tels que la France, l'Allemagne et la Turquie, se sont opposés à la guerre. De nombreux opposants à la guerre ont argué que les États-Unis entraient seuls en Irak, sans le soutien des institutions multilatérales—en l'occurrence l'OTAN et les Nations unies.

¹⁸⁰ Pollack, Kenneth M., "The Seven Deadly Sins of Failure in Iraq: A Retrospective Analysis of the Reconstruction", *Brookings*, 1^{er} décembre 2006, <https://www.brookings.edu/articles/the-seven-deadly-sins-of-failure-in-iraq-a-retrospective-analysis-of-the-reconstruction/>. Consulté le 5 août 2019.

¹⁸¹ "Steer clear of permanent alliances with any portion of the foreign world." Fromkin, David, "Entangling Alliances", *Foreign Affairs*, 1^{er} juillet 1970, <https://www.foreignaffairs.com/articles/1970-07-01/entanglingalliances>. Consulté le 5 août 2019.

Différentes doctrines ont caractérisé la politique étrangère américaine dans les deux dernières décennies. L'idéalisme a été fortement mis en œuvre. C'est une doctrine qui consiste à répandre la démocratie et les valeurs américaines partout dans le monde et à mettre en œuvre des approches différentes : une approche unilatérale appliquée par le *hard power* et une approche multilatérale. Or, l'unilatéralisme était une caractéristique majeure du gouvernement de George Bush¹⁸². Ainsi, les États-Unis, après les attaques du 11 septembre 2001, ont déployé une stratégie unilatérale par le biais du *hard power*.

Selon Joseph S. Nye Jr, analyste et théoricien américain en relations internationales, le *hard power* consiste à recourir à la puissance militaire et économique. Il est basé sur les menaces et les sanctions pour qu'une nation se conforme à la politique des États-Unis¹⁸³. Cette stratégie a été vigoureusement déployée après les attaques du *World Trade Center* en 2001. D'une manière générale, la politique du *hard power* est souvent appliquée via l'unilatéralisme, pour avoir recours à une action unilatérale, sans référence à l'acceptation ou au refus d'autres pays. D'autres préfèrent définir le *hard power* comme une puissance coercitive fondée sur une domination militaire pour libérer les peuples opprimés. La domination militaire était en effet une priorité dans la présidence de George Bush après les attentats du 11 septembre. Ceux-ci ont révélé que les États-Unis n'étaient pas à l'abri des attaques terroristes.

Il est important de comprendre l'ampleur qu'occupe la politique unilatérale dans la politique étrangère américaine. L'unilatéralisme a souvent été la pièce maîtresse de la politique étrangère des États-Unis afin d'imposer leur puissance et de maintenir leur hégémonie. En effet, s'ils ne jouissaient pas d'une position hégémonique dans le monde, ils ne pourraient pas prendre des décisions unilatérales. Vient s'ajouter à cela l'exceptionnalisme américain que nous avons abordé dans les parties précédentes. Ce dernier a permis aux États-Unis d'avoir la conviction et surtout le droit de prendre des décisions unilatérales pour le « bien » du monde.

Il est également essentiel de rappeler que l'unilatéralisme américain a été une conséquence naturelle de la chute de l'Union soviétique en 1991. Après cette date, les États-Unis se sont imposés comme une superpuissance hégémonique, libératrice et surtout légitime.

¹⁸² David, Charles Philippe, Louis, Balthazar, *et al.*, *La Politique étrangère des États-Unis : fondements, acteurs, formulation*, Paris : Les Presses, 2008, p. 489-498.

¹⁸³ Nye, Joseph S., "Get Smart: Combining Hard and Soft Power", *Foreign Affairs*, 88, no.4 (2009): 160-163.

Depuis cet évènement, aucune opposition majeure ne s'est élevée contre leur pouvoir. À ce propos, Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller à la sécurité nationale, a souligné ceci :

« Par là même, la mondialisation venait combler leur lacune majeure. L'accession de l'Amérique au statut de superpuissance unique reposait sur la seule défaite de l'adversaire. Or, la puissance internationale, dans les dimensions à la fois politique et économique – même si elle est concentrée dans un seul État-nation – a besoin d'une légitimité sociale, d'une reconnaissance partagée par les dominants comme par les dominés. Elle donne aux premiers le sentiment d'une mission à remplir, leur procure l'assurance morale nécessaire à la poursuite de leur objectif et à la défense de leur intérêt. Aux seconds, elle facilite la soumission en justifiant leur assentiment. Une légitimité doctrinale réduit les coûts de l'exercice du pouvoir en mitigeant les ressentiments de ceux qui le subissent. La mondialisation est donc la doctrine naturelle de l'hégémonie »¹⁸⁴.

Cependant, précisons que l'unilatéralisme américain est devenu agressif après les attaques du 11 septembre 2001. Celles-ci ont provoqué deux guerres, en Afghanistan en 2001 et en Irak en 2003. Elles ont été le résultat d'une politique unilatérale mais ont toutefois été soutenues par une coalition internationale menée par les États-Unis. Autrement dit, ceux-ci ont déployé une forme d'unilatéralisme modéré qui a fait que beaucoup de pays à travers le monde les ont accompagnés dans leurs invasions. Cela dit, les deux guerres en Afghanistan et en Irak ayant été plus ou moins des échecs pour les États-Unis mais également pour la région, l'unilatéralisme américain a été perçu comme trop agressif pour atteindre les objectifs fixés par le président George Bush. Si la guerre en Afghanistan n'a pas suscité le désarroi de la communauté internationale, celle contre l'Irak, elle, a entraîné de fortes réactions opposées. Si l'unilatéralisme américain était plutôt *soft*, comme nous l'avons mentionné, les États-Unis n'ont pas hésité à aller en guerre sans l'autorisation des Nations unies. Cette « désobéissance diplomatique » a abîmé leur image et surtout a remis en question leur légitimité à utiliser leur puissance quand ils le souhaitaient. Ce « déficit » de légitimité a mené vers des débats acharnés au niveau tant interne qu'externe, plaçant les États-Unis dans une situation embarrassante surtout quand l'évolution des deux guerres a commencé à mal tourner.

Dans un article publié en 2006 dans la revue *Atlas Géopolitique*, Philippe Leymarie, auteur français et collaborateur au *Monde diplomatique*, va plus loin en concluant que l'unilatéralisme menace les objectifs promus par les Nations unies, à savoir une paix mondiale. Il écrit :

¹⁸⁴ Mouhoubi, Salah, *op. cit.*, p. 5-10.

« Elle bute sur la prétention américaine à subordonner le destin de la planète à celui de la nation dominante. À l'orée du nouveau millénaire, les dirigeants américains ont demandé à Boutros Boutros-Ghali d'être *“plus secrétaire et moins général”* ; et ils ont adressé à son successeur, Kofi Annan, un message significatif : *“La réticence du Conseil de sécurité à entériner l'usage de la force a sonné le glas du fantasme vieux de plusieurs décennies, qui considérait l'ONU comme le fondement de l'ordre mondial.”* Nommé en mars 2005 par le président George W. Bush, l'ambassadeur John Bolton est un ancien “faucon” de la guerre en Irak, champion de l'unilatéralisme »¹⁸⁵.

Conséquemment, l'unilatéralisme américain lors de l'invasion de l'Irak, avec ses conséquences néfastes sur la région, a été tellement « arrogant » qu'il a fini par être affaibli. Les États-Unis ont ainsi perdu leur crédibilité, ce qui a raffermi le sentiment anti-américain à travers le monde, et dans le monde arabe en particulier. Ce sentiment anti-américain a été renforcé quand Paul Wolfowitz, ancien ministre adjoint de la Défense sous le gouvernement de George Bush, a admis, peu de temps après l'invasion, que les armes de destruction massive n'avaient jamais existé : « Pour des raisons bureaucratiques, nous nous sommes focalisés sur un problème, les armes de destruction massive, car c'était la seule raison sur laquelle tout le monde pouvait s'entendre »¹⁸⁶. Ces déclarations ont fortement affecté les sentiments antiaméricains dans le monde arabe, puisque l'absence d'armes de destruction massive et de preuves qui légitimaient le lien direct entre Saddam Hussein et al-Qaida a montré que l'invasion américaine contre l'Irak était plus des représailles qu'une priorité stratégique. Ces représailles ont par conséquent renforcé le sentiment anti-américain dans le monde arabe.

4.2.3 L'invasion américaine de l'Irak : quelles conséquences sur le sentiment antiaméricain ?

Nous pouvons dire que le sentiment anti-américain dans le monde arabe a commencé lors de la création de l'État hébreu en mai 1948. À cette époque, le monde entier venait d'en finir avec le nazisme et les atrocités de la Seconde Guerre mondiale. Toutefois, avec la chute de l'Empire britannique, les Américains ont fait leur entrée dans le monde arabe. Cet événement a marqué le début d'une nouvelle ère pour les relations internationales, les États-Unis et le monde arabe. Si l'on s'intéresse de plus près à la stratégie américaine dans cette région, nous pouvons constater qu'elle s'est déroulée dans un contexte d'inconscience politique dans le

¹⁸⁵ Leymarie, Philippe, « L'unilatéralisme menace les Nations unies », *Le Monde diplomatique*, n° 2, (2006) : 9293.

¹⁸⁶ « For bureaucratic reasons we settled on one issue, weapons of mass destruction, because it was the one reason everyone could agree on.” Osborne, David, “WMD Just a Convenient Excuse for War, Admits Wolfowitz”, *The Independent*, 30 mai 2003, <https://www.independent.co.uk/news/world/middle-east/wmd-just-a-convenientexcuse-for-war-admits-wolfowitz-106754.html>. Consulté le 16 septembre 2019.

monde arabe. Autrement dit, les pays arabes étaient déjà colonisés par les Français ou les Britanniques, et leur priorité était de se défaire des colonisateurs pour regagner leur souveraineté. Par conséquent, l'arrivée des Américains dans la région est passée quasi inaperçue et sans qu'aucune opposition ne se manifeste.

Le sentiment anti-américain dans le monde arabe est de deux natures. La première est politique. Comme nous l'avons déjà mentionné, le sentiment anti-américain est né du soutien profond des États-Unis envers Israël. Rappelons que la création de l'État hébreu en 1948 représente une défaite douloureuse non seulement pour les Palestiniens, mais aussi pour les Arabes. En effet, conscients que les Israéliens ne se contenteraient pas seulement des territoires palestiniens, les Arabes ont qualifié la proclamation d'Israël d'*Ennakba*, qui veut dire « la catastrophe » en arabe. Le soutien américain à ce changement géographique et politique dans la région constituait, pour les Arabes, une trahison profonde. C'est à ce moment précis que le sentiment anti-américain a pris forme, menant vers la création d'une résistance palestinienne antisioniste et anti-américaine qui a gagné la compassion du monde arabe. Ainsi, tout leader arabe ou régional qui portait un discours anti-israélien devenait un héros parmi les populations arabes. Parmi ces leaders, citons particulièrement Gamal Abdel Nasser en Égypte, Ali Khomeiny en Iran, Saddam Hussein en Irak, Houari Boumediene en Algérie ou encore Fayçal, le roi d'Arabie saoudite. Cette tendance à héroïser tout leader donnant de l'importance à la cause palestinienne est plus que réelle encore aujourd'hui et constitue une vraie résistance vis-à-vis des politiques américaines qui ont fait d'Israël leur principal allié dans la région.

La seconde nature de l'anti-américanisme est religieuse. L'islam, en tant que religion majoritaire du monde arabe, représente un élément politique et culturel important, auquel une grande majorité des Arabes sont attachés. L'islam est donc une énorme force culturelle dans la région. Cette religion est également un fervent opposant à la mondialisation qui, selon les savants religieux de la zone, est une menace mettant en danger les valeurs musulmanes. Cette mondialisation, qui apporte une sorte d'homogénéité dans les pensées et les pratiques, est menée principalement par les États-Unis. Les Américains ont parfaitement réussi, par le biais de la mondialisation, à introduire des valeurs modernistes qui vont à l'encontre de la pensée et de la pratique islamique. Parmi ces pratiques, il y a la vision américaine et occidentale de l'émancipation des femmes et de l'égalité homme-femme, remettant ainsi en cause le rôle « musulman » qui est dévolu à la femme arabo-musulmane et introduisant une « ouverture » musulmane à la modernité et à la culture occidentale. Par conséquent, les États-Unis ont été

représentés, par les plus conservateurs de la région arabe, comme « un diable » voulant assujettir les musulmans et les éloigner de leurs pratiques musulmanes. Même si certains négligent ou donnent peu d'importance à cet élément, on assiste aujourd'hui à une réelle guerre idéologique et culturelle au sein des sociétés arabes, entre modernistes et conservateurs. Ainsi, le sentiment anti-américain s'est renforcé avec l'élément religieux. Les valeurs arabomusulmanes sont au cœur des débats et ont même permis à certains partis politiques islamiques et non islamiques de créer une nouvelle résistance contre les valeurs américaines, mais en favorisant un modernisme arabe et non occidental ; la Tunisie en est un parfait exemple.

Toutefois, il est important de nuancer le sentiment anti-américain. Si les États-Unis ont commis beaucoup de faux départs dans la région, certains tendent à en faire le problème majeur du monde arabe sans pour autant blâmer les leaders arabes pour leurs politiques frauduleuses qui mettent en péril les sociétés arabes. La corruption présente dans la plupart des pays arabes a également créé une barrière entre les leaders et leur peuple, et les régimes totalitaires ont privé la région arabe de tout processus démocratique. D'ailleurs, ce désarroi a mené vers des révolutions populaires de grande ampleur contre les régimes arabes. Pour certains, ces révolutions ont envoyé un message clair aux responsables à Washington. Les États-Unis devaient cesser de soutenir des régimes dictatoriaux corrompus, conduisant leur pays vers un retard économique considérable et une société sous-développée, avec une pauvreté touchant près de la moitié de la population dans certains pays comme l'Égypte¹⁸⁷. Il était donc vital pour Washington de développer une stratégie plus amicale envers les populations arabes pour redorer son image et faire du « printemps arabe » une occasion de démocratiser la zone et de se rapprocher des revendications populaires.

Or, il convient de préciser que le « printemps arabe » a été un événement délicat pour la stratégie à Washington. En effet, comme la chute des régimes précédents avait créé un *vacuum* politique, il était important de surveiller les trajectoires populaires et dans certains cas de contrer, ou du moins de s'opposer aux vainqueurs des premières élections démocratiques dans le monde arabe, comme en Égypte. Le silence de Washington envers le coup d'État militaire d'Abdel Fattah al-Sissi contre Mohamed Morsi, le premier président élu démocratiquement, a envenimé le sentiment anti-américain. Par conséquent, le processus démocratique promu par les États-Unis en Égypte a été bafoué sous le silence des responsables américains. Ces

¹⁸⁷ Cf. <https://www.lefigaro.fr/flash-eco/pres-d-un-tiers-de-la-population-egyptienne-vit-sous-le-seuil-de-pauvrete-20190730>, consulté le 14 septembre 2019.

changements dans les positions américaines ont fait que les Américains sont constamment en « quête de sens ».

Dans un article paru en 2008, Alexandra de Hoop Scheffer parle de la situation en Irak qui a désormais déteint sur l'ensemble du monde arabe :

« Le problème épistémologique de la construction du sens et de la légitimité de l'action américaine en Irak est très complexe et entraîne une confrontation autour de ce sens sur le terrain. Avant l'intervention militaire, l'administration G.W. Bush avait tenté de donner sens à sa décision, mais paradoxalement, c'est précisément au moment où le régime politique, qui avait suscité au départ l'intervention, s'écroule, que s'est réellement posée la question du sens. Cette fois-ci la question est devenue concrète : le "vide de pouvoir" s'est aussi traduit par un "vide des significations". Le "système de significations" qui fait que la population se reconnaît, s'identifie au nouvel État qui les dirige et les représente, est à construire »¹⁸⁸.

La guerre contre l'Irak et son échec, 19 ans après, n'ont fait que renforcer le sentiment anti- américain et la méfiance envers les réelles intentions des États-Unis dans le monde arabe. En effet, même si beaucoup d'Irakiens et d'Arabes se sont réjouis de la chute du régime de Saddam Hussein, l'évolution de la stratégie américaine a mené les États-Unis vers une situation embarrassante et chaotique : les citoyens irakiens et arabes ne les voient plus comme une nécessité politique pour réussir leurs projets politiques. De ce fait, cette perte de contrôle de la part des Américains en Irak est plus claire si l'on se focalise sur l'évolution de leur stratégie dans ce pays. Washington a accumulé, durant ces deux dernières décennies, plusieurs stratégies afin de mener à bien la reconstruction politique et économique de l'Irak. Si les responsables américains étaient réellement investis dans des stratégies qui leur ont coûté des milliards de dollars, ces dernières n'ont fait que renforcer le sentiment anti-américain dans le pays. La conséquence la plus flagrante de ce sentiment a d'ailleurs été la montée en puissance de l'Iran comme acteur majeur à Bagdad.

5. L'évolution de la stratégie américaine en Irak

5.1 Une stratégie trop simpliste ?

La présence américaine en Irak depuis 2003 a traversé plusieurs étapes. La stratégie américaine qu'il a fallu déployer dans ce pays a fait l'objet de beaucoup de spéculations, en commençant par les responsables américains à Washington. Les contributions des intellectuels

¹⁸⁸ De Hoop Scheffer, Alexandra, « L'Irak : une Amérique en quête de sens », *Politique américaine*, n° 10, (2008) :13-34.

ont également permis de mieux comprendre les stratégies que les États-Unis ont mises en œuvre en Irak. Pourtant, comme beaucoup d'analystes l'ont souligné, l'évolution de la stratégie américaine en Irak après l'invasion a connu de nombreux défis, souvent difficiles à relever. Certes, la stratégie américaine comprenait, dans la majorité des cas, des tactiques militaires de court et moyen terme qui, malheureusement, n'ont pas mené vers un contrôle efficace du chaos irakien.

La stratégie américaine en Irak a été pour beaucoup trop simpliste pour un pays aussi complexe. Dans un article publié en 2006, Stephen Biddle, Michael O'Hanlon et Kenneth Pollack ont bien anticipé la situation en Irak en alertant sur la stratégie simpliste des Américains :

« Les problèmes de l'Irak aujourd'hui sont un ensemble de problèmes qui révèlent juste une couche plus profonde qui demande alors l'attention des Américains (...). Il y avait des problèmes de premier ordre qui se sont déroulés lors de la guerre civile en 2006 et au début 2007. Il s'agit principalement de conflits sectaires généralisés, insurrection à part entière au sein de la communauté sunnite irakienne (dirigée par al-Qaïda en Irak ou AQI), et d'un État défaillant incapable de fournir des sécurités ou des services tels que la nourriture, les médicaments, l'eau potable, l'électricité et l'assainissement à ses citoyens. Le changement d'approche des États-Unis – une nouvelle stratégie de contre-insurrection et une augmentation des niveaux de force (*the Surge*) – était conçu pour résoudre ces problèmes. Partout en Irak, il y a eu un dramatique impact, en conjonction avec une série d'autres facteurs. Cependant, même si ces problèmes de premier ordre s'atténuent sous l'influence de la stratégie *the Surge*, des problèmes de second ordre émergent, exigeant l'attention et mettant en danger les progrès réalisés jusqu'à présent. Derrière ces derniers, se trouvent des problèmes de troisième et même des problèmes de quatrième ordre »¹⁸⁹.

C'est exactement ce que les États-Unis ont affronté peu après la chute du régime de Saddam Hussein. Parmi les problèmes de second ordre, la bataille d'al-Falloujah a été un

¹⁸⁹ "The problems of Iraq today resemble the proverbial onion: dealing with one set of issues just reveals a deeper layer that then demands attention (...) At the outer layer of the onion were a set of first-order issues that were sucking Iraq into the maelstrom of all-out civil war in 2006 and early 2007. These consisted principally of widespread sectarian conflict, a full-blown insurgency among Iraq's Sunni community (spearheaded by al Qaeda in Iraq, or AQI), and a failed state incapable of providing basic security or services such as food, medicine, clean water, electricity, and sanitation to its citizens. The change in the U.S. approach—a new counterinsurgency strategy and increased force levels (the surge)—was designed to cure these problems. Across Iraq it has had a dramatic impact, in conjunction with a range of other factors. However, even as these first-order problems abate under the influence of the surge strategy, second-order problems are emerging that demand attention lest they undermine the progress made so far. Behind them lie third- and even fourth-order problems." Biddle, Stephen, *et al.*, "The Evolution of Iraq Strategy", *Brookings*, 12 juin 2016, https://www.brookings.edu/wpcontent/uploads/2016/06/12_iraq_biddle.pdf. Consulté le 19 novembre 2019.

tournant majeur dans la stratégie américaine. Cette bataille a incité les États-Unis à déployer la stratégie *the Surge* qui a incontestablement éraflé la lutte contre le terrorisme.

5.1.1 Les États-Unis en Irak : la bataille d'al-Falloujah

Avant l'invasion de l'Irak au printemps 2003, al-Falloujah était connue comme une petite ville à une quarantaine de kilomètres à l'ouest de Bagdad. Soutenue par l'homme fort irakien, Saddam Hussein, elle était le bastion des fidèles du régime et peuplée majoritairement de sunnites. Peu de temps après le début de la guerre, un jet de la *Royal Air Force* (RAF) a involontairement bombardé à deux reprises un marché au cœur de la ville, tuant des dizaines de civils. Depuis cet événement, et jusqu'au retrait des troupes américaines en décembre 2011, al-Falloujah est devenue le principal centre de violences où la résistance anti-américaine sunnite s'est formée. Il n'est donc guère surprenant que cette ville et cette région, devenues le cœur de la résistance pro-Saddam Hussein lors de l'opération « Iraqi Freedom » (OIF), aient été le théâtre des batailles les plus sanglantes de la guerre contre l'Irak. En effet, dans les trois batailles pour le contrôle de la ville, entre 2003 et 2005, les forces de la coalition ont perdu environ 150 hommes et déploré 1 500 blessés. Ces pertes ont, pour beaucoup d'écrivains comme Bing West, montré les limites de la stratégie américaine¹⁹⁰.

Le point de rupture s'est produit le 31 mars 2004, quand les insurgés ont pris en embuscade un convoi avec quatre militaires américains. Ils travaillaient pour *Blackwater USA* et livraient de la nourriture pour les traiteurs américains. Scott Helvenston, Jerko Zovko, Wesley Batalona et Michael Teague ont été tués par un feu de mitrailleuse et une grenade lancée contre leur SUV. Par la suite, une foule est descendue sur leur véhicule, a traîné les corps et les a incendiés. Les cadavres ont été tirés dans les rues puis suspendus sur un pont qui traversait l'Euphrate. On a nommé cet événement la « tragédie du Blackwater ». Rapidement après les faits, des photos ont été communiquées aux médias internationaux, suscitant l'indignation des responsables américains. Alors même que cette scène se déroulait, cinq Marines ont été tués ailleurs dans la région par une explosion. Il y a donc eu, en tout, neuf morts américains en une seule journée.

À l'issue de ces événements, les États-Unis ont développé une stratégie de court terme visant à « libérer » la ville de l'emprise « terroriste ». Le 1^{er} avril, le général Mark Kimmitt,

¹⁹⁰ West, Bing, *No True Glory: A Frontline Account of the Battle for Fallujah*, New York: Bantam Books, 2013.

directeur des opérations militaires américaines en Irak, a déclaré que les États-Unis voulaient des représailles « écrasantes » aux morts américains, assurant à la presse : « Nous pacifierons cette ville »¹⁹¹. Deux jours plus tard, des opérations offensives contre al-Falloujah ont été ordonnées par les autorités militaires. Cependant, cet ordre était en contradiction avec les inclinations des commandants des Marines qui voulaient plutôt mener des frappes limitées contre les coupables de « Blackwater ». Cette division s'est répercutée sur le terrain, puisque la première bataille d'al-Falloujah a été un échec pour les Américains. L'armée américaine n'a pas pu s'emparer du contrôle de la ville. En effet, en mai 2004, les forces américaines ont levé le siège de la ville et imposé une brigade irakienne pour la contrôler. Ce retrait a été, pour les insurgés, un échec des forces militaires américaines et une victoire pour la résistance irakienne.

En novembre 2004, après la réélection du président George Bush, les Américains ont repris le contrôle de la ville après des combats sanglants. Pour cette deuxième bataille, ils se sont basés sur leurs forces aériennes. Les bombardements intensifs de la ville ont causé entre 4 000 et 6 000 morts du côté des Irakiens. Les conséquences de ces bombardements intensifs ont été révélées par l'enquête de la journaliste Angélique Férat, qui a démontré que les malformations des nouveau-nés à al-Falloujah pourraient être dues aux armes polluantes utilisées par les États-Unis¹⁹². Cette deuxième bataille, nommée *Operation Phantom Fury* par les Américains, s'est déroulée de novembre à décembre 2004.

Cette bataille a été la plus sanglante de la guerre et impliquant des troupes américaines depuis la guerre du Vietnam. Des comparaisons avec la bataille de la ville de Hue et la campagne du Pacifique de la Seconde Guerre mondiale ont été faites¹⁹³. Les forces de la coalition ont subi des pertes s'élevant au total à 107 morts et 613 blessés lors de l'opération *Phantom Fury*. Les forces américaines ont déploré 54 morts et 425 blessés lors de l'attaque initiale de novembre¹⁹⁴. Au 23 décembre, lorsque l'opération a été officiellement conclue, le nombre de victimes était passé à 95 morts et 560 blessés¹⁹⁵. Les forces britanniques déploraient quatre morts et 10 blessés

¹⁹¹ "US Army: "We will respond" to Contractor Killings", CNN, 1^{er} avril 2004, <https://edition.cnn.com/2004/WORLD/meast/04/01/iraq.main/>. Consulté le 20 août 2019.

¹⁹² Baïetto, Thomas, « À Fallouja, "les bébés monstres" soulèvent des questions sur les armes américaines utilisées en 2004 », *Le Monde*, 10 juin 2011, https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2011/06/10/a-fallouja-lesbebes-monstres-soulevent-des-questions-sur-les-armes-americaines-utilisees-en-2004_1534674_3218.html. Consulté le 20 septembre 2019.

¹⁹³ Ricks, Thomas E., *Fiasco: The American Military Adventure in Iraq*, Londres: Penguin Books, 2007, p. 400.

¹⁹⁴ *Ibid.*

¹⁹⁵ Mikaberidze, Alexander, *Conflict and Conquest in the Islamic World: A Historical Encyclopedia*. Santa Barbara: ABC-CLIO, 2011, p. 304.

lors de deux attaques distinctes à la périphérie d'al-Falloujah¹⁹⁶. Les forces irakiennes ont subi huit morts et 43 blessés. Les estimations des victimes insurgées sont compliquées en raison du manque de chiffres officiels. La plupart des estimations placent le nombre d'insurgés tués entre 1 200 et 1 500, certaines pouvant atteindre plus de 2 000. Les forces de la coalition ont également capturé environ 1 500 insurgés au cours de l'opération. La Croix-Rouge a estimé, immédiatement après la bataille, que quelque 800 civils avaient été tués au cours de l'offensive¹⁹⁷.

La bataille d'al-Falloujah a prouvé les limites de la puissance américaine en matière de stratégie à long terme. Comme nous l'avons mentionné auparavant, les forces américaines n'étaient pas entraînées pour affronter des guérillas aussi féroces que celles d'al-Falloujah. De plus, cette bataille a également fait exploser les violences sectaires. En effet, cette insurrection était menée par des sunnites, et quand les Américains ont levé le siège sur la ville lors de la première bataille, al-Falloujah a été livrée à une section militaire irakienne constituée principalement de chiïtes. Ce « remplacement » a envenimé les tensions sectaires déjà existantes et a plongé l'Irak dans une guerre civile atroce où sunnites et chiïtes se sont affrontés quotidiennement. De plus, même si les Américains ont estimé que la ville d'al-Falloujah avait été libérée, cette libération n'a pas été suffisante. De ce fait, c'est de là que le terrorisme a pris de l'élan. Des groupes comme al-Qaida ou l'État islamique, quelques années plus tard, ont montré les limites et l'inefficacité de la stratégie américaine dans cette petite ville du centre du pays. Ce terrorisme a été infecté davantage quand les sunnites ont été écartés par les chiïtes et les Américains de toutes fonctions gouvernementales, créant ainsi une « dé-sunnisation » de l'Irak. Randa Slim, une politologue libano-américaine, l'a d'ailleurs bien souligné : « De nombreux sunnites arabes assimilaient la dé-baathification à la “dé-sunnisation”, comme un grand nombre de sunnites ont perdu leurs emplois, leurs pouvoirs et leurs autorités »²¹⁴.

Par ailleurs, cette guerre civile a mené à d'autres problèmes, incitant ainsi les Américains à revoir leurs priorités sur la scène irakienne. En effet, face à ces insurrections et

¹⁹⁶ BBC News, “Dead Black Watch Soldiers Named”, *BBC News*, 5 novembre 2004, http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/3984575.stm. Consulté le 5 septembre 2019.

¹⁹⁷ Singal, Jesse, *et al.*, “Seven Years in Iraq: An Iraq War Timeline”, *The Time*, 19 mars 2010, <http://content.time.com/time/specials/packages/0,28757,1967340,00.html>. Consulté le 20 septembre 2019. ²¹⁴ “Many Arab Sunnis equated de Baathification with ‘de-Sunnification’, as large numbers of Sunnis lost their jobs.” Slim, Randa, “Iraq: A Conflict Over State Identity And Ownership”, *Middle East Institute*, mai 2009, <https://www.mei.edu/sites/default/files/2019-05/Iraq%20-%20A%20Conflict%20Over%20State%20Identity%20and%20Ownership_1.pdf>, p. 5.

cette guerre civile, le terrorisme n'était pas totalement sous le contrôle des forces américaines. Les Américains et leurs opérations n'avaient plus d'objectifs définis : affronter les insurrections, apaiser les tensions sectaires ou lutter contre le terrorisme ; l'effectif des troupes n'était plus en mesure de contrôler le chaos irakien. Les autorités militaires étaient prises de court par l'ampleur du conflit irakien. Suivant l'enchaînement des événements, les responsables à Washington ont émis une nouvelle stratégie, *the Surge*, visant à augmenter l'effectif des troupes américaines en Irak pour mieux contrôler, ou du moins cerner les crises irakiennes.

5.1.2 La stratégie *The Surge* (l'essor)

Il est important de noter qu'avant *the Surge*, le gouvernement de George Bush avait défini une stratégie. En effet, en novembre 2005, le président américain a annoncé la publication de la stratégie nationale pour la victoire en Irak. Celle-ci comportait trois éléments : la politique, l'économie et la sécurité. L'élément politique de la stratégie s'est concentré sur l'isolement des ennemis (Saddam Hussein et le parti Baath) en dehors du processus politique, avant d'engager le reste des forces politiques (principalement composées de chiites) pour rejoindre le processus démocratique et construire des institutions nationales fortes. L'élément économique de la stratégie a concerné la restauration des infrastructures, la réforme de l'économie et la capacité de maintenir et de faire prospérer ces réformes économiques. Enfin, l'élément de sécurité de la stratégie a été axé sur les opérations conjointes (de la coalition) pour libérer les zones qui étaient sous contrôle de l'ennemi, entraîner les forces de sécurité irakiennes pour détenir et s'emparer de ces zones et faire des forces irakiennes et des institutions locales deux corps essentiels pour subvenir aux besoins de la population irakienne¹⁹⁸.

En janvier 2007, le président américain a annoncé que la situation en Irak était inacceptable et a introduit la stratégie *The Surge* :

« Il est clair que nous devons changer notre stratégie en Irak. Mon équipe de sécurité nationale, mes commandants militaires et mes diplomates ont donc procédé à un examen approfondi. (...) Les conséquences de l'échec sont claires : les extrémistes islamiques radicaux gagneraient en force et gagneraient de nouvelles recrues. Ils seraient mieux placés pour renverser des gouvernements modérés, créer le chaos dans la région et utiliser les revenus du pétrole pour financer leurs ambitions (...). Si nous augmentons notre soutien à ce moment crucial et aidons les Irakiens à briser

¹⁹⁸ National Security Council, *National Strategy for Victory in Iraq*, novembre 2005, <<https://www.hsdl.org/?view&did=457955>>, p. 7-9.

le cycle actuel de violence, nous pouvons précipiter le jour où nos troupes commenceront à rentrer »¹⁹⁹.

Cette nouvelle stratégie a fait couler beaucoup d'encre aux États-Unis. Certains l'ont défendue en avançant les arguments que George Bush avait annoncés lors de son discours. Parmi les plus pertinents, citons la lutte contre le terrorisme, la stabilité de l'Irak et un retrait plus rapide des troupes américaines. Certes, *The Surge*, qui consistait à déployer plus de 20 000 soldats supplémentaires en Irak (cinq brigades), dont la majorité à Bagdad, a eu des résultats assez satisfaisants. Cette stratégie comportait six éléments fondamentaux : laisser les Irakiens diriger ; aider les Irakiens à protéger la population ; isoler les extrémistes ; créer un espace pour le progrès politique ; diversifier les efforts politiques et économiques ; et placer cette stratégie dans une approche régionale de long terme²⁰⁰.

Dans un article publié en 2007, Ivo Daadler, ancien ambassadeur américain pour l'OTAN, a souligné que *The Surge* avait été une stratégie essentielle pour améliorer la situation en Irak :

« De toute évidence, le fait d'avoir plus de troupes contribue à assurer la sécurité [...]. Une nouvelle stratégie a également aidé. Plutôt que d'essayer de détruire l'ennemi par une force écrasante, ce qui a souvent fait de nombreuses victimes civiles qui ont contribué à unir la population contre les États-Unis, les commandants militaires ont finalement adopté des tactiques de contre-insurrection éprouvées qui mettent l'accent sur la protection de la population plutôt que sur l'ennemi. Les troupes patrouillent désormais régulièrement à pied, souvent aux côtés des forces irakiennes, gagnant la confiance des habitants. Les terroristes et les insurgés ont eu beaucoup plus de mal à se cacher au sein de la population locale, et nombre d'entre eux se sont écroulés »²⁰¹.

On en déduit donc que la stratégie *the Surge* a permis aux Américains de contrer les terroristes en gagnant la confiance de la population locale. Cependant, Daadler souligne qu'elle

¹⁹⁹ "It is clear that we need to change our strategy in Iraq. So my national security team, military commanders, and diplomats conducted a comprehensive review. (...) The consequences of failure are clear: Radical Islamic extremists would grow in strength and gain new recruits. They would be in a better position to topple moderate governments, create chaos in the region, and use oil revenues to fund their ambitions (...). If we increase our support at this crucial moment, and help the Iraqis break the current cycle of violence, we can hasten the day our troops begin coming home." Bush, George, "Address to the Nation on the Troop Surge in Iraq", US Government, 10 janvier 2007, <https://www.americanrhetoric.com/speeches/wariniraq/gwbushiraq011007.htm>. Consulté le 19 août 2019.

²⁰⁰ Bush, George, "Fact Sheet: The New Way Forward in Iraq", US Government, 10 janvier 2007, <<https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2007/01/20070110-3.html>> The White House. Consulté le 19 novembre 2019.

²⁰¹ "Clearly, having more troops helps in providing security, and since the middle of the year there have been more American soldiers and marines in Iraq than at any previous point in time." *Ibid*.

n'aurait pas été suffisante si elle n'avait pas été combinée à un autre facteur : l'aide des sunnites, qui ont décidé de se ranger aux côtés des Américains et des chiites pour vaincre al-Qaïda. Néanmoins, ces améliorations n'ont pas contribué à une réussite totale sur le terrain. La stratégie *The Surge* visait à pacifier Bagdad pour permettre une réconciliation nationale, et ce but n'est toujours pas atteint. L'Irak est toujours un pays en guerre. Il reste profondément divisé selon des critères ethniques et sectaires, et chaque faction ou groupe est lourdement armé. Aucune de leurs divergences sur le pouvoir, la position ou le privilège n'a été résolue. La violence peut être ravivée à tout moment. De plus, de nombreux problèmes demeurent. Le chômage s'élève à 40 %, et la corruption et l'anarchie sévissent. En effet, l'Irak se classe désormais derrière la Somalie et la Birmanie comme le pays le plus corrompu du monde. Dans l'Irak d'aujourd'hui, la violence prend de nombreuses formes brutales. D'ailleurs, cette situation précaire a mené, en octobre 2019, la population irakienne à se soulever contre la classe politique du pays. Ces manifestations sanglantes ont reflété un pays encore en guerre et dont la reconstruction est toujours une illusion²⁰²²⁰³.

Quels que soient ses avantages, *The Surge* a vite pris fin. Depuis cette stratégie, les États-Unis en ont déployé une multitude d'autres pour enfin faire de l'Irak un pays stable. Le retrait des troupes américaines d'Irak, en décembre 2011, a laissé le pays dans une profonde incertitude et sans horizon. Ce retrait n'a pourtant pas éloigné les États-Unis du sort irakien puisqu'en 2014, ils sont revenus en Irak pour éradiquer un groupe terroriste fatal : l'État islamique. L'apparition plus ou moins soudaine de ce groupe terroriste, qui remplace al-Qaïda, a prouvé que malgré les efforts américains, la menace terroriste est à son plus haut niveau en Irak et dans le monde entier. Ce groupe a en effet recruté des milliers de combattants à travers le monde et a démontré l'échec américain dans la lutte contre le terrorisme. Ainsi, les stratégies américaines depuis le début de l'invasion n'ont pas suscité un changement réel en Irak. Si des améliorations ont pu être constatées au niveau politique et sécuritaire, ces dernières ont été temporaires et sont le résultat de stratégies de court terme. Ce qui a manqué aux États-Unis en Irak, c'est une vision de long terme pour le pays, une vision post-invasion qui puisse satisfaire la majorité des Irakiens. Compte tenu de la détérioration de la situation en Irak, la population locale condamne et pointe l'impuissance des États-Unis dans la lutte antiterroriste.

²⁰² Alsaafin, Linah, "Students are the 'Backbone' of Iraq Anti-Government Protests", *Al Jazeera*, 10 février 2020,

²⁰³ [.html](https://www.aljazeera.com/news/2020/02/students-backbone-iraq-anti-government-protests-). Consulté le 15 mars 2020. <https://www.aljazeera.com/news/2020/02/students-backbone-iraq-anti-government-protests->

Kenneth Pollack, ancien analyste américain du renseignement de la CIA et expert en politique et affaires militaires au Moyen-Orient, écrit :

« Il y avait tellement de potentiel en Irak. Il a fallu tant de sottises inutiles pour ramener le pays à son état actuel (...), l'Irak était pris dans le courant rapide d'un fleuve d'erreurs américaines. Ils se dirigent rapidement vers les chutes, et les dirigeants que les États-Unis ont mis au pouvoir à Bagdad, non seulement n'en ont pas la capacité, mais aussi le désir. Comme au début, la fin de cette histoire est entièrement entre les mains des États-Unis. Cette direction irakienne ne sauvera pas le pays. Seul un changement radical dans l'approche de Washington peut le faire »²⁰⁴.

Plus de 10 ans après la rédaction de cet article, ce portrait de l'Irak que dresse Pollack n'a rien perdu de son actualité, et la menace terroriste a déteint sur l'ensemble du monde arabe.

5.1.3 La guerre contre le terrorisme : quel but, avec quels moyens ?

Il ne fait aucun doute que les États-Unis ont fait de « la guerre contre le terrorisme » une pierre angulaire de leur politique étrangère et de défense. Ce qui est nouveau dans la lutte contre le terrorisme, c'est que George Bush en a fait une doctrine de politique étrangère et intérieure, ce qui signifie qu'il a insisté pour adopter de nouvelles lois qui limitent les libertés civiles américaines au nom de cette guerre qui, bien que définie, reste floue. L'intention de George Bush s'est cristallisée après le 11 septembre 2001, au motif que la sécurité américaine nécessitait d'insister sur le caractère unique des États-Unis dans un monde unipolaire et de refuser, même par la force, l'émergence de concurrents mondiaux pour préserver leur hégémonie. La guerre contre le terrorisme en est aujourd'hui à sa 20^e année. Toutefois, elle a été soumise à trois présidences très différentes, et aucune fin n'est en vue. Depuis les attentats terroristes du 11 septembre 2001, le choc initial a progressivement fait place à une nouvelle normalité. Le temps semble évaluer comment l'approche des États-Unis dans la lutte contre le terrorisme a affecté l'État de droit, la démocratie et les droits de l'homme au cours des deux dernières décennies. Une telle évaluation est recommandée pour trois raisons.

Premièrement, les politiques de lutte contre le terrorisme ont subi un certain nombre de modifications. Les méthodes ont continuellement changé. De nouvelles méthodes ont été

²⁰⁴ “There was so much potential in Iraq. It took so many needless blunders to drive the country to its current state. As of this writing, in late 2006, Iraq is caught in the swift current of a river of American mistakes. They are headed quickly toward the falls, and the leaders the United States put in power in Baghdad lack not just the ability, but even the desire to prevent them from going over. As it was in the beginning, the end of this story is entirely in the hands of the United States. This Iraqi leadership will not save the country. Only a dramatic change in approach by

introduites, le cadre juridique a été adapté et la lutte a été étendue à de nouveaux groupes terroristes. Il est essentiel de suivre les nombreux rebondissements et de clarifier la situation actuelle.

Deuxièmement, les méthodes utilisées pour lutter contre le terrorisme ont permis aux autocrates de toutes sortes, dans le monde arabe en particulier, de commettre des abus et des persécutions contre les opposants politiques aux mesures antiterroristes. Les démocraties européennes n'ont pas non plus été épargnées par ces changements. Alors que dans les premières années suivant les attaques du 11 septembre, les gouvernements européens avaient à maintes reprises et clairement émis des critiques envers les méthodes controversées utilisées pour lutter contre le terrorisme, celles-ci n'ont pas cessé. Détentions sans procès, meurtres

Washington can do so.” Pollack, Kenneth M., “The Seven Deadly Sins of Failure in Iraq: A Retrospective Analysis of the Reconstruction”, *Brookings*, 1^{er} décembre 2006, <https://www.brookings.edu/articles/the-seven-deadly-sinsof-failure-in-iraq-a-retrospective-analysis-of-the-reconstruction/>. Consulté le 20 octobre 2019.

ciblés, surveillance... la démocratie, avec tout ce qu'elle porte en elle, s'est ajustée aux besoins de cette guerre. De plus, les gouvernements européens ont suivi l'exemple américain dans de nombreux aspects. En France, l'état d'urgence constitutionnel était en vigueur depuis près de deux ans, après une série d'attentats terroristes en 2015 ; par la suite, bon nombre des pouvoirs accordés à la police et à l'armée se sont inscrits dans une nouvelle loi antiterroriste. La GrandeBretagne a fait tuer un de ses citoyens en Irak en utilisant une attaque de drone, sans même tenter de fournir une justification légale. Enfin, dans presque tous les pays européens, les agences de sécurité exigent constamment de nouveaux pouvoirs pour surveiller les communications. Tout cela conduit à une normalisation des pratiques, plus ou moins controversées, sans suffisamment en évaluer les conséquences.

Troisièmement, la lutte contre le terrorisme a entraîné une confusion idéologique entre les actes terroristes et l'islam, ce qui l'a rendue indéfinie et incertaine. Dick Cheney, viceprésident des États-Unis entre 2001 et 2009 dans le gouvernement du président George W. Bush, a déclaré : « La guerre contre le terrorisme est différente de celle qu'était la guerre du Golfe, dans le sens qu'elle ne finira jamais. Du moins, nous n'assisterons pas à cette fin »²⁰⁵. Cette déclaration met clairement en évidence la complexité de cette guerre et ses répercussions

²⁰⁵ “It [the war on terror] is different than the Gulf War was, in the sense that it may never end. At least, not in our lifetime.” Delmont, Matt, “Introduction: Visual Culture and the War on Terror”, *American Quarterly*, 65, no.1 (2013): 157-160.

politiques. La lutte contre le terrorisme s'est basée principalement sur un programme de détention et sur la torture. Selon la plupart des analyses, ces deux éléments ont été essentiels dans la lutte antiterroriste. Le 17 septembre 2001, après la directive secrète signée par George Bush, la CIA a établi un programme pour capturer des individus « posant une grave menace de violence ou de mort contre les Américains ou les intérêts des États »²⁰⁶. En revanche, il convient de noter que les méthodes utilisées durant les interrogatoires n'ont pas été mentionnées mais définies selon la directive de George Bush nommée *High Value Detainee Program*²⁰⁷. Cela a donné aux agences de renseignements une flexibilité maximale pour capturer, transporter, détenir ou transférer les prisonniers d'un pays à un autre, en dehors des procédures légales. La CIA a créé un système de prisons secrètes réparties dans plusieurs pays, où les prisonniers étaient détenus et interrogés sans aucune protection juridique et sans aucun contact avec le monde extérieur²⁰⁸.

Des prisonniers de la CIA étaient détenus dans des endroits reclus et n'avaient aucun accès aux tribunaux américains. Ils étaient soit détenus dans des prisons militaires d'Afghanistan, soit emmenés à la base navale de Guantanamo. La CIA a demandé des instructions au gouvernement concernant les méthodes d'interrogatoire autorisées. Le personnel de la CIA et les responsables américains ont rapidement convenu que les techniques d'interrogatoire brutales seraient autorisées si des informations vitales étaient en jeu. En outre, le ministère de la Justice a préparé une série de commentaires visant à donner au gouvernement une flexibilité maximale dans le traitement des prisonniers. Des avocats experts ont proposé de nouvelles interprétations des lois existantes pour revoir l'interdiction de la torture en créant des cadres juridiques qui ont permis au gouvernement de contourner l'interdiction des peines cruelles, inhumaines et dégradantes et d'immuniser les personnes responsables de poursuites pénales²⁰⁹.

²⁰⁶ McKelvey, Tara, « CIA Interrogation Report: An Expert Guide », *BBC News*, 9 décembre 2014, <https://www.bbc.com/news/world-us-canada-30406735>. Consulté le 23 octobre 2019.

²⁰⁷ Coats, Daniel R., *Statement For The Record Worldwide Threat Assessment Of The Us Intelligence Community*, Senate Select Committee on Intelligence, 29 janvier 2019, <https://www.dni.gov/files/ODNI/documents/2019ATA-SFR---SSCI.pdf>. Consulté le 15 octobre 2019.

²⁰⁸ Apuzzo, Matt, *et al.*, « How US Torture Left a Legacy of Damaged Minds », *The New York Times*, 8 octobre 2016, <https://www.nytimes.com/2016/10/09/world/cia-torture-guantanamo-bay.html>. Consulté le 15 octobre 2019.

²⁰⁹ Department of Justice, « Investigation Into The Office Of The Legal Counsel's Memoranda Concerning Issues Relating To The Central Intelligence Agency's Use Of 'Enhanced Interrogation Techniques' », US Government, 29 juillet 2009, <https://www.hsdl.org/?abstract&did=28555>. Consulté le 15 octobre 2019.

Initialement, la CIA avait autorisé l'utilisation de 10 mesures coercitives, appelées « techniques d'interrogatoire », pour interroger les suspects²¹⁰. Bien que la liste officielle des techniques soit restée secrète, il est connu que des privations de sommeil sur de longues périodes, des positions debout forcées ou d'autres « positions de stress », des bruits assourdissants, etc., y figuraient. Les interrogateurs ont également été autorisés à exposer les prisonniers à la chaleur et au froid extrêmes, à les confiner pendant des heures dans des cellules où ils pouvaient à peine tenir, à les frapper contre les murs et à les gifler. Toutes ces pratiques étaient connues et diffusées dans les médias²¹¹.

Les scandales de torture ont accentué le sentiment anti-américain. En Irak, le scandale d'Abou Ghraib a révélé le côté non démocratique de la présence américaine. Compte tenu de ces scandales humanitaires, les responsables américains ont tenté d'expliquer que ces pratiques étaient irresponsables et limitées. Néanmoins, les analystes et les médias ont souligné que les leaders américains, comme le président George Bush ou Dick Cheney, étaient responsables de ces actes de torture. Cela étant dit, certains ont été amenés à justifier, ou du moins à accepter certaines attaques terroristes, créant ainsi une grande confusion terminologique : qu'est-ce que le terrorisme ? Qui sont les groupes terroristes ? Pourquoi les États-Unis, défenseurs des droits de l'homme, ont-ils violé ces principes ?

Cette confusion a fait de la lutte contre le terrorisme une guerre interminable, sans limites juridiques et géographiques. Avec ces pratiques de torture, le contre-terrorisme est devenu des représailles plutôt qu'une guerre bien définie avec des objectifs et des cibles déterminés. Aujourd'hui, le terrorisme est pratiqué par de nombreux groupes à travers le monde. En effet, si al-Qaïda semble anéantie, d'autres groupes ont surgi sur la scène internationale : l'État islamique, les talibans, Boko Haram, AQMI, Harakat al-Shabaab al-Mujahidin, pour n'en citer que quelques-uns. Si les groupes partagent un sentiment anti-américain commun, leurs objectifs et leurs moyens diffèrent. La lutte contre le terrorisme de 2001 est devenue aujourd'hui un combat plus ou moins insignifiant et dont les résultats sont encore inefficaces. Par conséquent, la lutte des musulmans contre l'amalgame entre islam et terrorisme semble encore d'actualité, mais moins féroce qu'après les attaques du 11 septembre 2001. Comme la lutte

²¹⁰ Morell, Michael J., et Bill, Harlow, *The Great War of Our Time: The CIA's Fight against Terrorism - from Al Qaeda to ISIS*, New York: Twelve, 2015, p. 246.

²¹¹ International Committee of the Red Cross, "ICRC Report on The Treatment of Fourteen 'High Value Detainees'", dans CIA Custody, ICRC, 14 février 2007, <http://www.nybooks.com/media/doc/2010/04/22/icrcreport.pdf>. Consulté le 17 octobre 2019.

contre le terrorisme n'a pas atteint son objectif principal (éradiquer les extrémistes islamistes en Irak et dans l'ensemble de la région), l'opinion publique américaine elle-même est de plus en plus consciente de son inutilité. Selon une étude réalisée en janvier 2019 par John Mueller et Mark G. Stewart, le terrorisme n'est plus une préoccupation pour les Américains²¹².

En outre, il est difficile de mesurer la réussite de cette guerre. À l'inverse des autres conflits, la lutte contre le terrorisme n'est pas une guerre conventionnelle : il n'y a pas d'armée à affronter ou des bases militaires à détruire. Dans des communiqués adressés au Congrès, le directeur du FBI, Robert Mueller, et le directeur de la CIA, George Tenet, ainsi que d'autres responsables américains, ont mis l'accent sur des chiffres pour démontrer la réussite de la lutte antiterroriste. Robert Mueller a indiqué : « Nous avons inculpé 197 terroristes de crimes »²¹³, alors que Tenet a fait remarquer que « plus d'un tiers des chefs d'al-Qaïda identifiés avant la guerre ont été capturés ou tués »²¹⁴. Il a même été rapporté que le président américain George Bush avait une fiche de notation pour savoir quels leaders d'al-Qaïda ou des talibans étaient morts ou encore en action²¹⁵. Face à la complexité des objectifs des groupes terroristes et à un manque de stratégie efficace de la part de Washington, la lutte contre le radicalisme est devenue une lutte confuse, interminable et floue. De plus, elle a été intégrée à d'autres conflits internes qui l'ont rendue encore plus modeste. Le conflit entre chiïtes et sunnites n'a fait que renforcer l'amalgame entre islam et terrorisme et compliquer les enjeux pour les intérêts américains dans la région.

5.2 Les États-Unis en Irak et les divisions sectaires

5.2.1 Les États-Unis face à une guerre civile entre chiïtes et sunnites

Les commentateurs affirment fréquemment que la violence sectaire en Irak provient de tensions ethniques séculaires qui existaient bien avant l'engagement américain dans la région.

²¹² Mueller, John, et Mark, G. Stewart, "Trends in Public Opinion on Terrorism", *Political Science*, 1^{er} février 2019, <https://politicalscience.osu.edu/faculty/jmueller/terrorpolls.pdf>. Consulté le 30 novembre 2019.

²¹³ "We have charged 197 suspected terrorists with crimes - 99 of whom have been convicted to date. We have also facilitated the deportation of 478 individuals with suspected links to terrorist groups." Mueller, Robert S., "Statement For The Record Of Robert S. Mueller, III Director On War On Terrorism", Federal Bureau of Investigation, 11 février 2003, https://fas.org/irp/congress/2003_hr/021103mueller.html. Consulté en octobre 2019.

²¹⁴ "More than one third of the top Al Qaeda leadership identified before the war has been captured or killed." Byman, Daniel L., "Review: Al Qaeda as an Adversary: Do We Understand Our enemy?", *World Politics*, 56, no.1 (2003):139-63.

²¹⁵ Hybel, Alex Roberto, *US foreign policy decision-making from Kennedy to Obama: Responses to International Challenges*, London: Palgrave Macmillan, 2014. ²³² Pinta, Pierre, *op. cit.*, p. 51-72.

Bien que les identités sectaires en Irak remontent à plusieurs siècles, la violence sectaire n'a pas persisté comme une constante sociale avant l'invasion. Dans le cas de l'Irak, les choix politiques majeurs pris par les États-Unis à la suite de l'invasion de 2003, délibérément ou involontairement, ont conduit à une augmentation progressive et incessante des tensions sectaires, aboutissant à un violent affermissement géographique de la cartographie ethnique.

Sous l'ancien régime irakien, l'espace national était dominé par une approche autodéfinie et consciemment laïque, selon laquelle l'extrémisme nationaliste communautaire ou ethnique était violemment réprimé par l'État. Dans ce paradigme, les divisions sociales reflétaient principalement les niveaux d'urbanisation, de classe, de pouvoir politique, d'appartenance tribale ou d'identité nationale plutôt que d'appartenance sectaire. Avant 2003, on pouvait utilement classer la société irakienne comme étant divisée entre Bagdad et le reste du pays, ou encore entre les membres du parti Baath et le reste de la société, les nationalistes kurdes et leurs opposants, les militants communautaires et les laïcs, et plusieurs autres catégories²³².

Avant l'invasion de mars 2003, les décideurs américains, plutôt que de reconnaître la pertinence de telles classifications, avaient tendance à voir l'Irak sous un angle tripartite ne retenant que trois acteurs : chiites, sunnites et Kurdes. En raison de certaines politiques mises en œuvre par les États-Unis, ce schéma tripartite est aussitôt devenu une règle.

Les défenseurs de l'invasion étaient tout à fait clairs sur le fait que l'Irak de Saddam Hussein n'existerait plus après l'arrivée des Américains. Conformément à la doctrine de Condoleezza Rice, la ministre des Affaires étrangères américaine sous la présidence de Bush, les premières politiques américaines ont éliminé l'État irakien et les symboles de l'identité nationale commune. Des acteurs « à l'esprit sectaire » sont entrés dans la classe politique, tandis que les forces américaines observaient passivement l'effondrement de l'identité nationale irakienne que l'ancien régime avait essayé, tant bien que mal, de consolider. L'attentat de février 2006 à Samarra est généralement considéré comme scellant le sort de l'Irak cosmopolite, et la croissance de la violence a largement reflété la fin de la diversité sectaire. En facilitant les migrations forcées, en érigeant des murs de séparation entre les quartiers de Bagdad, en encourageant la réinstallation permanente des populations déplacées en Irak et en créant de nouvelles milices régionales telles qu'al-Sahwa, la stratégie *the Surge* du général David Petraeus a, à la fois, réduit la violence sectaire et presque consolidé l'Irak tripartite que certains à Washington envisageaient en 2003. Malgré le calme relatif à la suite de cette stratégie, des

millions d'Irakiens étaient conscients que l'explosion de la société irakienne serait éternelle. Notons que les violences sectaires ont opposé principalement les chiites (anti-Saddam Hussein) et les sunnites (en majorité baathiste et pro-Saddam Hussein). Ces violences sectaires ont rapidement pris la forme de règlements de compte, encouragés par un vide politique.

Plusieurs articles ont abordé le sujet des violences sectaires après l'invasion américaine de l'Irak. En mars 2006, dans un article paru dans *Foreign Policy in Focus*, Stephen Zunes, professeur de relations internationales à l'université de San Francisco et expert du Moyen-Orient, indique clairement que les États-Unis ont joué un rôle important dans l'explosion de la violence sectaire en Irak. Il explique même que l'invasion de l'Irak a permis aux États-Unis d'anéantir le projet du nationalisme panarabe et des mouvements politiques islamiques :

« La division du Moyen-Orient a longtemps été considérée comme un moyen de contrer la menace du nationalisme panarabe et, plus récemment, des mouvements panislamistes. Compte tenu de la mosaïque d'ethnies et de sectes au Moyen-Orient, où divers groupes se sont mélangés au sein des zones urbaines et rurales pendant de nombreuses générations, la création de ces mini-États ethniques ou sectaires entraînerait presque certainement des transferts forcés de population, un nettoyage ethnique et d'autres souffrances humaines »²¹⁶.

Zunes souligne clairement :

« Une grande partie des divisions actuelles de l'Irak peut être attribuée à la décision des autorités américaines d'abolir immédiatement, après la conquête, l'armée irakienne et de purger la bureaucratie gouvernementale – deux bastions de la laïcité –, créant ainsi un vide qui a été rapidement comblé par les partis sectaires et les milices. De plus, les autorités d'occupation américaines – dans un effort apparent de division et de domination – ont encouragé le sectarisme en divisant l'autorité sur la base non des compétences techniques ou de l'appartenance idéologique mais de l'identité ethnique et religieuse »²³⁴.

La mauvaise gouvernance et les efforts de reconstruction après 2003 ont été infectés par le système politique mis en place par l'autorité provisoire de la coalition, l'APC (*Coalition*

²¹⁶ “The division of the Middle East has long been seen as a means of countering the threat of pan-Arab nationalism and, more recently, pan-Islamist movements. Given the mosaic of ethnicities and sects in the Middle East, with various groupings having mixed together within both urban and rural settings for many generations, the establishment of such ethnic or sectarian mini-states would almost certainly result in forced population transfers, ethnic cleansing, and other humans suffering.” Zunes, Stephen, “The US Role in Iraq’s Sectarian Violence”, *Foreign Policy in Focus*, 6 mars 2006, https://fpif.org/the_us_role_in_iraqs_sectarian_violence/. Consulté le 23 octobre 2019. ²³⁴ “Much of Iraq’s current divisions can be traced to the decision of U.S. occupation authorities immediately following the conquest to abolish the Iraqi army and purge the government bureaucracy – both bastions of secularism – thereby creating a vacuum which was so on filled by sectarian parties and militias. In addition, the U.S. occupation authorities – in an apparent effort of divide-and-rule – encouraged sectarianism by dividing up authority based not on technical skills or ideological affiliation but ethnic and religious identity.” *Ibid.*

Provisional Authority) et la nouvelle élite dirigeante irakienne, qui était revenue d'exil. Basé sur les arrangements ethno-sectaires, le pouvoir politique, qui devait être partagé entre les différentes sectes irakiennes, a été confisqué principalement par les chiites, morcelant davantage l'Irak. De nombreux articles ont également souligné la politique de « laissez-faire » face à ce sectarisme qui a coûté la vie à des milliers d'Irakiens, sans compter les victimes civiles des attaques permises par celui-ci. Cependant, il convient de préciser que les violences sectaires ont encore une fois prouvé l'échec des États-Unis en Irak. Si, pour beaucoup d'Irakiens, l'Irak d'aujourd'hui est meilleur que l'Irak de Saddam Hussein, beaucoup d'autres remettent en cause la légitimité des États-Unis dans le pays²¹⁷²¹⁸. En effet, la présence américaine a ravivé de nombreuses questions politiques, sans pour autant prendre en considération les conséquences désastreuses qui pouvaient en émaner. Entre l'invasion, la violence sectaire, la question kurde, un paysage politique hors de contrôle, le terrorisme et d'autres sous-conflits, l'Irak, après la guerre, est devenu un pays « victime » d'une démocratisation rapide, non préparée, sectaire et bafouée, entraînant les États-Unis vers une perte de contrôle du paysage politique irakien.

5.2.2 Les États-Unis et le pluralisme politico-sectaire hors de contrôle

L'une des premières conséquences de la démocratisation de l'Irak a été un pluralisme politique hors de contrôle dans un contexte de violence sectaire atroce. Les Américains étaient conscients de la complexité de la tâche, mais ils ont échoué à prendre le contrôle de cette démocratisation qu'ils avaient pourtant entamée. Après la chute du régime de Saddam Hussein, le peuple irakien aspirait à l'établissement d'une démocratie, mais les conditions n'étaient pas favorables pour créer un État-nation. Or, un État-nation renvoie au concept théorique et politique qui désigne un État, c'est-à-dire une organisation politique liée à une nation composée d'individus qui se considèrent comme appartenant à un même groupe. L'État-nation est donc une entité d'ordre identitaire et juridique, avec l'existence d'une souveraineté et d'institutions politiques et administratives.

Cependant, avant l'établissement d'un État-nation, la présence d'un sentiment nationaliste est impérative afin que tous les individus acceptent de vivre dans un État qui les gouverne. C'est cet élément clé qui reste absent en Irak. C'est ce qui explique en partie l'échec du processus démocratique. En effet, dans l'Irak post-Saddam Hussein, les Américains se sont

²¹⁷ MacDiarmid, Campbell. "The US Legacy in Iraq: Violence, Sectarianism-and Elections", *Al Jazeera*, 18 mars

²¹⁸ . <https://www.aljazeera.com/news/2018/03/legacy-iraq-violence-sectarianism-elections180318143521793.html>. Consulté le 23 octobre 2019.

rendu compte que les notions d'État-nation et de démocratie se heurtaient à une mosaïque de communautés, certes à majorité musulmane, mais dont les objectifs et revendications étaient profondément divergents. La société irakienne se divise en trois blocs intégraux : les chiites, les Kurdes et les Arabes sunnites. Les chiites représentent 55 % de la population, alors que les communautés kurdes et arabes sunnites en représentent chacune environ 20 %²¹⁹. Ces divisions sont à la fois religieuses et ethniques, et chacun de ces groupes est adossé à une puissance régionale. Autrement dit, les chiites sont assistés par l'Iran, les Kurdes par les provinces kurdes de Syrie et de Turquie, et les Arabes sunnites par les autres pays arabes. Ces disparités ethnicoreligieuses ont mené vers une absence totale de cohésion politique, puisque l'arabité et la religion musulmane ne sont pas des critères d'unité nationale en Irak. Par conséquent, la reconstruction entamée par les Américains s'est retrouvée prise dans des turbulences politiques irréconciliables. À cela sont venues s'ajouter les mesures mises en place par l'autorité provisoire de la coalition menée par Paul Bremer, qui ont été vaines dans ce contexte politique à la fois complexe et agressif. Cela étant dit, il est important de rappeler que le parti Baath avait réussi à maintenir une cohésion sociale par la mise en place d'une structure politique à parti unique, une dictature où toute opposition politique, religieuse ou ethnique était fortement réprimée. Ainsi, le critère d'unité nationale se basait sur le baathisme, un parti panarabe et laïc. Les premières élections démocratiques de 2005 ont révélé une longue liste de candidats et de partis politiques, créant ainsi un paysage politique confus où se mêlaient politique, ethnie et religion.

C'est l'Alliance irakienne unifiée qui a finalement remporté les élections. Toutefois, notons que cette alliance a été formée déjà à partir de groupes chiites, principalement le parti islamique Dawa et le Conseil suprême islamique irakien. Parmi les groupes adhérents, on trouve aussi le Congrès national irakien, laïc, dirigé par Ahmed Chalabi, qui a depuis quitté la coalition, et le physicien nucléaire Hussein Chahristani. À ceux-ci s'ajoutent quelques disciples du religieux radical Moqtada al-Sadr, ainsi que certains représentants des sunnites. La coalition était censée être favorisée par l'ayatollah Ali al-Sistani, l'une des figures chiites les plus respectées en Irak. En tout, 22 partis politiques ont adhéré à cette alliance qui était, paradoxalement, très fragmentée²²⁰. Washington a œuvré pour que le nombre de sièges du

²¹⁹ Luizard, Pierre-Jean. « Les organisations combattantes irrégulières des chiites d'Irak », *Stratégie*, 2, no.103, (2013) :93-118.

²²⁰ Bôle-Richard, Michel, « L'Alliance unifiée, irakienne, chiite, revendique la victoire », *Le Monde*, 3 janvier 2006, https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2006/01/03/l-alliance-unifiee-irakienne-chiite-revendique-lavictoire_726990_3218.html. Consulté le 29 novembre 2019.

Parlement irakien passe de 275 à 325, pour les répartir de manière plus équitable et en fonction de la portion que représentait chaque groupe ethnique et/ou religieux dans la population²²¹. Ceci a suscité l'indignation des sunnites qui, après plus de trois décennies au pouvoir, se sont retrouvés quasiment exclus du processus de reconstruction de l'Irak²²². Cinq ans plus tard, le pluralisme politique n'était toujours pas contenu par les aides américaines pour la gouvernance. Notons que les États-Unis ont mis en place plusieurs projets d'assistance pour aider les Irakiens dans la reconstruction politique de leur pays. Le projet de renforcement de la gouvernance, plus communément appelé *Taqadum*, qui est un mot arabe signifiant « progrès », était un programme américain destiné à assister les Irakiens dans la gouvernance de leur pays. Avec *Taqadum*, les Américains travaillaient avec des fonctionnaires des conseils provinciaux et des bureaux des gouverneurs à travers le pays, pour améliorer la prestation des services gouvernementaux aux citoyens, en renforçant la capacité institutionnelle provinciale et en améliorant la surveillance gouvernementale grâce à l'autonomisation des élus locaux²²³.

Malgré tout, cette aide, pour n'en citer qu'une seule, n'a pas contenu le chaos politique irakien. En effet, lors des élections de 2010, sur les 50 000 bureaux de vote répartis sur 18 provinces, 19 millions d'électeurs devaient choisir entre 6 500 candidats en lice²²⁴. Si, pour Washington, ces élections étaient décisives pour assurer un retrait des troupes américaines en douceur, pour les Irakiens, elles représentaient la continuité d'un pluralisme politique dérisoire et incontrôlable, où les revendications du peuple restaient en suspens. Ce pluralisme politique est synonyme de vide politique, qui a laissé aux puissances régionales majeures un large champ de manœuvre pour intervenir dans les prises de décisions politiques en Irak. L'Iran reste la puissance régionale qui, par le biais de l'invasion américaine, a réussi à entrer par la grande porte en Irak grâce à la communauté chiite devenue un acteur majeur de la scène politique irakienne. Paradoxalement, l'invasion de l'Irak a permis à l'Iran, l'une des nations de « l'axe du mal », d'y remplacer le régime de Saddam Hussein. Beaucoup de politologues ont déclaré

²²¹ Benraad, Myriam, « Irak : turbulences politiques et retrait militaire », *Politique étrangère*, 23, no.3 (2010) : 635. doi: 10.3917/pe.103.0635.

²²² Luizard, Pierre-Jean, « Les organisations combattantes irrégulières des chiites d'Irak » *op. cit.*

²²³ USAID, "Governance", US Government, 14 mars 2019, <<https://www.Usaid.gov/iraq/governance>>. Consulté en octobre 2019.

²²⁴ Benraad, Myriam, « Turbulences politiques et retrait militaire », *op. cit.*, <<https://www.cairn.info/revuepolitique-etrangere-2010-3-page-635.htm>>. Consulté en novembre 2019.

que l'Irak a été le grand gagnant de l'invasion américaine de l'Irak, renforçant ainsi le clivage sunnite-chiite et la lutte contre le terrorisme²²⁵.

Ce chaos politique a été suivi d'un chaos économique sans précédent en Irak. Selon les derniers chiffres, la pauvreté a atteint un record dans ce pays en guerre, malgré les aides américaines pour les crises humanitaires. En effet, le gouvernement américain a fourni près de 470,6 millions de dollars pour répondre aux besoins humanitaires des populations vulnérables en Irak, ainsi que des réfugiés irakiens dans les pays voisins²²⁶. Grâce au financement de Washington, les partenaires humanitaires ont fourni une éducation, de la nourriture, des soins de santé, des moyens de subsistance, une protection, un abri, de l'eau, des installations sanitaires et une assistance en matière d'hygiène aux populations touchées par le conflit, la pauvreté et la corruption ravageant la société ²²⁷. Toutefois, ces aides n'ont en aucun cas résolu les préoccupations réelles des Irakiens, à savoir l'établissement d'un État-nation et une stabilité économique et sociale. Sur le terrain, non seulement les objectifs fixés par Washington en 2003 n'ont pas été atteints, mais d'autres enjeux ont aussi surgi, les entravant encore davantage. L'invasion américaine de l'Irak se rapprochait plus d'un échec que d'un succès.

5.3 L'invasion américaine de l'Irak : entre succès et échecs

5.3.1 Les objectifs et la réalité sur la scène irakienne

Bien que les aides américaines pour l'Irak en matière de sécurité et de gouvernance aient été colossales, celui-ci est toujours un pays en guerre et sans horizon. Le pays de l'Euphrate et du Tigre affronte aujourd'hui des revendications populaires de masse, condamnant la pauvreté et une classe politique impuissante face au chaos politique, économique et social. Si les Américains ont dressé un état des lieux post-invasion précis, ils sont restés très simplistes sur la complexité et la dangerosité des clivages entre les différents groupes ethnico-religieux. Parmi les principaux objectifs américains de l'Irak post-Saddam Hussein, on cite constamment l'établissement d'une démocratie, d'une économie prospère et d'une société de cohésion sociale. Aucun de ces objectifs, près de deux décennies après l'invasion, n'a été atteint. La

²²⁵ Arango, Tim, "Iran Dominates in Iraq after US 'Handed Over the Country'", *The New York Times*, 15 juillet 2017, <https://www.nytimes.com/2017/07/15/world/middleeast/iran-iraq-iranian-power.html>. Consulté le 30 novembre 2019.

²²⁶ Voir <<https://www.Usaid.gov/crisis/iraq>>, visité en octobre 2019. Consulté en novembre 2019.

²²⁷ Bin Javid, Osama. « Iraqis Protest against Rampant Corruption and Poverty », *Al Jazeera*, 19 juillet 2019, <https://www.aljazeera.com/news/2019/07/iraqis-protest-rampant-corruption-poverty-190719171151751.html>. Consulté le 30 novembre 2019.

réalité sur la scène irakienne est tout autre. Certes, la chute du régime de Saddam Hussein a marqué la fin d'une dictature violente, ayant perpétré des atrocités contre le peuple irakien, et elle a ouvert également les portes au pluralisme politique, à la critique et aux libertés individuelles. Toutefois, ses conséquences positives ont été moindres face à l'insécurité interne causée par l'invasion américaine et le *vacuum* politique post-Saddam Hussein. L'invasion américaine a créé, comme nous l'avons mentionné dans les parties précédentes, une perturbation profonde de la sécurité interne du pays, déplaçant ainsi, selon les Nations unies, près de 1,8 million de personnes²²⁸.

Il faut noter que les conséquences positives évoquées ci-dessus n'ont pas été perçues, également parce que la guerre contre l'Irak a été suivie par d'autres, dont la principale a été « la guerre contre le terrorisme ». Cette « double » guerre a dissous les objectifs américains dans un contexte de guerre interminable et profondément confus. Les Américains ont, par conséquent, failli dans la reconstruction de l'Irak post-Saddam Hussein, en rappelant que le problème irakien est toujours un problème américain. L'échec irakien est donc un échec américain. La complexité de la société irakienne a rendu difficile le déploiement des stratégies américaines qui, rappelons-le, se sont traduites par des efforts considérables mais qui semblent inopérants face aux crises irakiennes. Autrement dit, l'Irak résiste aux stratégies américaines de court et moyen terme. Quant aux stratégies de long terme, il est difficile pour les Américains de se projeter en Irak. Le retrait des troupes américaines d'Irak en décembre 2011 prouve à quel point ceux-ci comptent se détacher du sort irakien. Les États-Unis se contentent aujourd'hui d'assister les Irakiens dans le secteur militaire et la gouvernance, pour qu'eux-mêmes développent leur propre stratégie de long terme pour un Irak meilleur.

Aucune combinaison des efforts américains en Irak ne peut garantir la réussite de la reconstruction du pays, qui peine à se concrétiser. Daniel R. Coats, directeur du renseignement national, a déclaré en janvier 2019 : « L'Irak fait face à un public de plus en plus désenchanté. Les facteurs politiques et économiques sous-jacents qui ont facilité la montée de l'État islamique persistent et les tentatives des milices irakiennes de renforcer leur rôle dans l'État augmentent

²²⁸ « United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, Iraq » UNOCHA, <https://www.unocha.org/iraq>. Consulté le 30 octobre 2019.

la menace pour le personnel américain »²²⁹. Coats met en garde concernant la faiblesse de l'État irakien et résume ainsi sa situation :

« Le gouvernement irakien sera confronté à un niveau élevé de mécontentement social, aux faiblesses institutionnelles, aux divisions profondes, ainsi qu'aux protestations contre le manque de services, le chômage élevé et la corruption politique. Bagdad manque de ressources ou de capacités institutionnelles pour le développement économique à long terme et l'absence des services de base, et il est confronté à une reconstruction coûteuse au lendemain de la lutte antiterroriste, estimée par la Banque mondiale à 88 milliards de dollars. La région du Kurdistan irakien est toujours confrontée au mécontentement politique avec les pertes territoriales cédées à Bagdad l'an dernier »²⁴⁷.

Compte tenu de ces déclarations, les objectifs atteints à l'issue de cette invasion servent paradoxalement l'Iran, comme Coats le souligne : « Nous estimons que l'Iran tentera de traduire ses efforts sur les champs de bataille en Irak et en Syrie en une influence politique, sécuritaire, sociale et économique de long terme tout en continuant d'assister les Houthis au Yémen et de défier l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis »²³⁰. Pour Coats, le clivage entre les objectifs américains et la réalité sur le terrain est profond. Il avertit :

« En Irak, les milices chiites affiliées au Comité de mobilisation populaire, soutenues par l'Iran, restent les principales menaces pour le personnel américain, et nous nous attendons à ce que cette menace augmente à mesure que la menace que représente l'État islamique pour les milices recule, la formation du gouvernement irakien se termine, certains groupes soutenus par l'Iran appellent les États-Unis à se retirer, et la tension entre l'Iran et les États-Unis augmente. Nous continuons de surveiller les signes selon lesquels le régime pourrait ordonner à ses mandataires et partenaires en Irak d'attaquer les intérêts américains »²³¹.

²²⁹ "Iraqis facing increasingly disenchanted public. The underlying political and economic factors that facilitated the rise of ISIS persist, and Iraqis hiamilitias' attempts to further entrench their role in the state increase the threat to US personnel." Coats, Daniel R., "Statement For The Record Worldwide Threat Assessment Of The Us Intelligence Community", Senate Select Committee on Intelligence, 29 janvier 2019, <<https://www.dni.gov/files/ODNI/documents/2019-ATA-SFR---SSCI.pdf>>. Consulté en décembre 2019. ²⁴⁷ "The Iraqi Government will confront a high level of societal discontent, institutional weakness, and deep-seated divisions, as well as protests over a lack of services, high unemployment, and political corruption. Baghdad lacks the resources or institutional capacity to address longstanding economic development and basic services challenges, and it faces reconstruction costs in the aftermath of the counter-ISIS campaign, estimated by the World Bank at \$88 billion. Iraq's Kurdistan region is still dealing with political discontent over economic and Territorial losses to Baghdad last year." *Ibid.*, p. 28.

²³⁰ "We assess that Iran will attempt to translate battle field gains in Iraq and Syria into long-term political, security, social, and economic influence while continuing to press Saudi Arabia and the UAE by supporting the Huthis in Yemen." *Ibid.*, p. 29.

²³¹ "In Iraq, Iran-supported Popular Mobilization Committee-affiliated Shiamiliti as remain the primary threat to US personnel, and we expect that threat to increase as the threat ISIS poses to the militias recedes, Iraqi Government formation concludes, some Iran-backed groups call for the United States to withdraw, and tension between Iran and the United States grows. We continue to watch for signs that the regime might direct its proxies and partners in Iraq to attack US interests." *Ibid.*, p. 29.

Ces prédictions se sont révélées justes quand les chiïtes irakiens, soutenus par l'Iran, ont incendié l'ambassade américaine à Bagdad le 2 janvier 2020. D'ailleurs, cette attaque a été aussitôt réprimée par les États-Unis qui ont mené une opération décisive le lendemain, tuant Qassem Suleimani, général iranien et figure charismatique et populaire en Iran. Ainsi, le rôle grandissant de l'Iran en Irak a mené vers des tensions fatales entre les États-Unis et l'Iran. Suivant cette logique, les États-Unis devront affronter des relations difficiles avec les puissances régionales comme la Turquie, la Russie ou encore la Chine. Recep Erdogan reste un leader efficace qui fera de la menace terroriste kurde un élément majeur de sa politique étrangère pour renforcer son pouvoir en Turquie. Quant à la Russie et la Chine, le désengagement américain leur permettra de consolider leur influence en Irak et dans l'ensemble de la région. Les Irakiens, lassés des résultats minimes de l'invasion américaine en Irak, voient la Russie et la Chine comme des alternatives leur permettant de contrer leur dépendance envers les États-Unis. En octobre 2019, le Premier ministre irakien, Adel Abdul Hadi, a déclaré que les troupes américaines quittant les provinces du nord-est syrien n'avaient aucune légitimité pour rester en Irak. Ces déclarations ont été faites à l'issue de la rencontre entre le Premier ministre irakien et le ministre de la Défense américain, Mark Esper. Ce dernier avait préalablement annoncé que les 700 soldats américains venant de Syrie continueraient à opérer en Irak pour éradiquer la menace de l'État islamique ²³²²³³. Ces déclarations peuvent être interprétées, comme le note Geneive Abdo, chercheuse au *Brookings Doha Center* et consultante à la Banque mondiale, dans *Foreign Policy*, comme un signe de souveraineté nationale :

« Les commandants chiïtes des milices irakiennes soutenues par l'Iran, connues sous le nom de Forces de mobilisation populaire, font également pression pour un retrait américain. Qais al-Khazali, un commandant chiïte virulemment antiaméricain proche de Suleimani, a même menacé les troupes américaines sur son compte Twitter. Il a affirmé que la présence américaine était destinée à servir Israël et non l'Irak, et il a promis de viser les troupes américaines si elles ne quittaient pas le pays »²³⁴.

²³² Al Jazeera Edition. "Iraqi PM Says US Troops do not Have Permission to Stay in Iraq", *Al Jazeera*, 23 octobre 2019. <https://www.aljazeera.com/news/2019/10/iraqi-pm-troops-permission-stay-country191023144606000.html>. Consulté le 14 décembre 2019.

²³⁴ "The Shiite commanders of the Iranian-backed Iraqi militias, known as the Popular Mobilization Forces, are like wise pushing for a U.S. withdrawal. Qais al-Khazali, a virulently anti-American Shiite commander who is close to Suleimani, even threatened U.S. troops on his Twitter account. He claimed the U.S. presence was intended to serve Israel and not Iraq, and he vowed to target U.S. troops if they do not leave the country. His threats should be taken seriously. The Popular Mobilization Forces are practically as powerful as the regular military. Although many fighters are on the Iraqi government pay roll, they operate outside Bagdad's control and possess their own

La présence américaine en Irak est devenue aujourd'hui une menace pour les intérêts nationaux des Irakiens. Les responsables américains, quant à eux, mettent en garde sur des violences envers le personnel militaire en Irak. Ce changement de position de la part des chiites n'est que le résultat de l'ingérence croissante de l'Iran dans la prise de décision en Irak. Au lieu d'un régime pro-américain, les États-Unis font face aujourd'hui à un régime où le sentiment anti-américain semble à son plus haut niveau. La guerre en Irak et les luttes contre-terroristes ont échoué.

5.3.2 Montée du terrorisme, violence sectaire et corruption : une guerre américaine vouée à l'échec

Beaucoup d'auteurs ont annoncé l'échec des États-Unis en Irak. L'une des raisons principales de cet échec est le paradoxe entre les objectifs politiques de la guerre et les moyens politiques et militaires déployés. Rappelons que les objectifs de la guerre contre l'Irak étaient la chute de l'ennemi et la mise en place d'un processus de reconstruction du pays par le biais de la démocratisation et de la lutte antiterroriste. Face à ces objectifs, les États-Unis ont déployé des moyens politiques inadéquats, comme la diabolisation du régime de Saddam Hussein, en inventant des liens entre lui et les auteurs des attaques du 11 septembre et en annonçant qu'il était en possession d'armes de destruction massive qui n'ont, d'ailleurs, jamais été retrouvées. Les moyens militaires étaient aussi inadéquats, puisque l'invasion lancée par les États-Unis contre l'Irak était disproportionnée. En effet, le régime de Saddam Hussein et son armée, affaiblis par les guerres et les sanctions internationales, pouvaient être défaits par des moyens moins agressifs.

Dans un article paru dans la revue *Les Guerres de l'empire global*, Alain Joxe, sociologue et chercheur en géopolitique, souligne ce point :

« Ce que révèle l'examen de la pratique militaire de "l'empire", en l'occurrence des États-Unis et de l'Europe dans les Balkans, d'Israël et des États-Unis au Moyen-Orient, c'est toujours une inadéquation fondamentale entre objectifs politiques proclamés des guerres qu'ils engagent (*peace-keeping*, maintien de l'ordre ou guerre contre-insurrectionnelle) et les moyens militaires et politiques déployés (...). C'est pourquoi, les corrections, toujours tardives, qui interviennent pour tenter de réparer l'erreur politique initiale aboutissent en général à la création d'un nouveau chaos. (...) La question renvoie à l'origine des actions d'un système d'alliance et de commandement sans programme politique ni ennemi clairement identifié. L'échec militaire des États-Unis suscite ainsi plusieurs interrogations, que

weapons." Abdo, Geneive, "Iraq Prepares to Evict US Troops", *Foreign Policy*, 20 mars 2019, <https://foreignpolicy.com/2019/03/20/iraq-prepares-to-evict-u-s-troops/>. Consulté le 14 décembre 2019.

l'on peut repérer en amont ou en aval des opérations qu'ils ont lancées depuis l'effondrement de l'ennemi soviétique. Plus généralement, l'incohérence stratégique entre moyens et fins, manifeste dans chacune de ces entreprises, pourrait-elle servir à masquer la cohérence paradoxale des résultats obtenus »²³⁵.

La disproportion de cette guerre et les tactiques militaires agressives ont également fait l'objet de beaucoup de critiques : y a-t-il une nation qui a réellement menacé d'utiliser des armes nucléaires contre les États-Unis ? Cette nation est celle avec laquelle ils ont toujours été techniquement en guerre : la Corée du Nord. Ainsi, une nation menace de bombarder les États-Unis et a littéralement capturé un navire américain, tandis qu'une autre nation n'a commis aucun de ces actes. Bien sûr, ce serait un désastre de faire la guerre à la Corée du Nord. Même s'il ne fait aucun doute que la victoire serait américaine, elle se terminerait dans un bain de sang.

La Corée du Nord continuera de développer des armes nucléaires, sans que des sanctions ne lui soient imposées, et c'est tout ce que les Américains doivent faire au sein de la communauté internationale. Il y a constamment des arguments sur le pouvoir des sanctions et sur le fait qu'elles paralysent le gouvernement ou le peuple, mais elles restent néanmoins l'un des rares moyens que la communauté internationale peut utiliser pour essayer de s'imposer sans ingérence politique. Récemment, les États-Unis ont décidé, par leur propre volonté, d'avoir des relations ordinaires avec la Corée du Nord, et des relations diplomatiques entre Pyongyang et Washington ont été établies. Par conséquent, la politique des sanctions s'est révélée efficace, sans avoir recours à la guerre.

C'est exactement ce qui aurait dû être fait en Irak, et cela a été le cas pendant un certain temps. Lors de la guerre en Irak, il a été facile de vaincre le gouvernement de Saddam Hussein. Cependant, s'il n'y a aucune incitation à soutenir l'occupation américaine par le peuple, les États-Unis ne peuvent pas gagner le cœur et l'esprit d'une population qui les considère comme un auteur de violations des droits de l'homme et un partisan de la corruption. Les responsables américains avaient beaucoup d'autres options que celle d'intimider le régime de Saddam Hussein. En plus de l'échec avéré des Américains à Bagdad, ils ont perdu de l'élan dans la région.

L'influence iranienne, comme souligné auparavant, est à son plus haut niveau. Le terrorisme se développe sous d'autres formes et devient de moins en moins délimité ; les

²³⁵ Joxe, Alain, « La guerre sans politique, cause des échecs militaires récurrents », dans *Les guerres de l'empire global*, Paris : La Découverte, 2012, p. 125-38.

tensions sectaires n'ont rien perdu de leur actualité et la violence ronge chaque jour la société irakienne. Ce sont les conséquences de l'invasion américaine, et celles-ci ne font que raffermir le sentiment anti-américain dans la région. Les stratégies américaines ont été inadéquates pour le paysage irakien, et cette inadéquation a déteint sur l'ensemble du monde arabe. Par conséquent, certaines figures politiques arabes comme Adel Abdul Hadi et Abdel Fattah alSissi tentent un rapprochement diplomatique avec Moscou.

Nous pouvons ainsi conclure que l'invasion de l'Irak a remis en cause l'hégémonie américaine non seulement dans le monde arabe, mais dans le monde entier. Les défis géopolitiques après l'invasion ont mis en difficulté les stratégies américaines dans cette région ; des stratégies qui oscillent entre *hard* et *smart power* et qui tentent de ciseler le contour des précédents échecs. Parmi les principaux défis dans le monde arabe après l'échec irakien, on peut citer la démocratisation des pays arabes, la lutte antiterroriste, l'islam et les relations araboisraéliennes. Aujourd'hui, les États-Unis tentent de retrouver une image reluisante, notamment dans un contexte de lassitude populaire dans le monde arabe. En effet, si le « printemps arabe » a été, pour eux, un moment de grande incertitude, il leur a également permis de saisir quelques opportunités. Ce sont ces points que nous traiterons dans la deuxième partie.

PARTIE II LES DÉFIS AMÉRICAINS DANS LE MONDE ARABE

INTRODUCTION

L'invasion américaine de l'Irak en 2003 a fait resurgir de nombreux défis américains dans le monde arabe. Cette guerre a mis à rude épreuve la stratégie du gouvernement de George Bush et a été révélatrice d'une défaillance stratégique profonde en Irak. Cette défaillance s'est étendue à l'ensemble du monde arabe et a affecté la sécurité des pays limitrophes comme la Syrie, la Turquie ou l'Arabie saoudite. Par conséquent, les défis américains dans la région sont devenus plus complexes et sont aujourd'hui soumis à un contexte régional de guerre qui semble interminable. Parmi les défis américains les plus importants dans le monde arabe, on cite le terrorisme, la démocratie, la protection des intérêts vitaux (présence militaire dans la région et position hégémonique) et le rôle de l'islam politique. Toutefois, après l'invasion de l'Irak, d'autres défis compromettants ont éclaté, comme les divisions sectaires entre sunnites et chiites qui ont pris une amplitude régionale. Ces divisions sectaires ont entraîné des conflits diplomatiques entre l'Arabie saoudite, bastion sunnite, et l'Iran, leader chiite de la région. Les conflits entre sunnites et chiites ont incité les responsables américains à reconsidérer leur stratégie.

Pour certains analystes comme Tamara Coffman Wittes, membre senior du *Center for Middle East Policy* de la *Brookings Institution*, le sectarisme est un réel handicap pour la stratégie américaine dans le monde arabe, appelant les responsables américains à plus de compréhension envers la situation dans cette région²³⁶. En effet, il est important de noter qu'en plus des divisions sectaires, le monde arabe ne constitue pas une entité homogène, comme il est souvent défini. Il rassemble une diversité ethnico-religieuse importante et qui doit être prise en compte par les responsables américains afin de déployer une stratégie plus certifiée. En outre, il est essentiel de noter qu'entre les gouvernements de George Bush et Barack Obama, beaucoup de questions étaient communes. Parmi celles-ci, le terrorisme a toujours été une priorité stratégique tant pour les républicains que pour les démocrates. La démocratie et sa promotion dans le monde arabe restent également un sujet crucial pour le développement et la protection des intérêts américains. Aussi, les Américains ont toujours œuvré à ce que les bases militaires américaines présentes dans le monde arabe jouissent d'une attention spécifique. Même si les

²³⁶ Coffman Wittes, Tamara, "US Policy Makers Must Understand Avoid Sectarianism in the Middle East", *Brookings*, 21 mai 2014. <https://www.brookings.edu/blog/markaz/2014/05/21/u-s-policy-makers-must-understand-avoid-sectarianism-in-the-middle-east/>. Consulté le 16 décembre 2019.

stratégies déployées ont différé d'un gouvernement à un autre, les objectifs recherchés sont les mêmes : conserver une position hégémonique dans la région en contrant toute émergence rivale.

Dans cette partie, nous mettrons l'accent sur la lutte antiterroriste entreprise par les gouvernements de George Bush et de Barack Obama. Pour comprendre les motivations de cette lutte, il est important de clarifier la notion de terrorisme selon le droit international, selon Washington et selon les pays arabes. En effet, le terrorisme demeure un terme polysémique, voire sans définition claire. Nous tenterons également d'analyser et de comparer la stratégie néoconservatrice de Bush dans la lutte antiterroriste et celle d'Obama. Cette analyse nous mènera vers une meilleure compréhension des défis démocratiques américains en Irak, en évaluant l'étendue de la promotion démocratique dans un pays devenu intransigeant envers tout changement politique. Précisons que l'invasion de l'Irak a démontré que la stratégie américaine était trop simpliste, négligeant les facteurs locaux comme les diversités religieuses, ethniques et géopolitiques. Ainsi, l'échec américain en Irak a incité le gouvernement de Bush à mettre en œuvre une nouvelle approche *smart power*²³⁷ pour alléger les désastres causés par l'approche *hard power*²⁵⁵. Dans cette deuxième partie, nous expliquerons pourquoi il était nécessaire que les États-Unis changent leur approche en Irak et entreprennent une nouvelle stratégie dans l'ensemble du monde arabe. Cette partie nous permettra également de nous pencher sur la notion de guerre dans la protection des intérêts américains dans la région. Qu'est-ce qui a motivé les États-Unis à mener des guerres dans la région ? Y avait-il d'autres alternatives pour mieux protéger les intérêts américains ? Pourquoi n'ont-ils pas opté pour ces alternatives ? Est-ce que le *smart power* a permis aux responsables américains de mieux contrôler le monde arabe ? Nous tenterons d'apporter des réponses à ces interrogations en utilisant une approche historique (décrire les événements et leurs répercussions sur les décisions américaines) et comparative (le passage du *hard* au *smart power* nous amène en effet à comparer les deux approches en évaluant leurs réussites et leurs échecs).

²³⁷ Joseph Nye définit le *smart power* comme étant l'adoption de politiques intelligentes qui combinent en un ensemble harmonieux, et souvent subtil, la manière, les éléments du *hard power* avec des actions typiques du *soft power*, permettant ainsi des résultats plus efficaces et plus réussis. Cf.

<http://www.huffingtonpost.com/josephnye/smart-power_b_74725.html>, consulté le 1^{er} décembre 2021. ²⁵⁵ Joseph Nye définit le *hard power* comme étant la capacité, affichée par un pays, d'atteindre des objectifs spécifiques par l'utilisation de la force militaire et de l'influence économique. Cette logique d'atteindre les buts désirés par un État est fondée sur une vision historique du pouvoir. *Ibid.*

1. George Bush et Barack Obama : les engagements communs

1.1 L'obsession du terrorisme

« Définir le terrorisme n'est pas une question simple. Il n'y a pas de définition unique internationalement acceptée de ce qui constitue le terrorisme, et la littérature sur le terrorisme regorge de définitions et de typologies concurrentes »²³⁸. Depuis les attaques du 11 septembre 2001, la notion de terrorisme est devenue le mot clé des discours officiels à Washington. Plusieurs politologues et spécialistes ont tenté d'apporter une définition claire du terrorisme. L'une des premières définitions a été proposée en novembre 1937 par la Société des Nations : il s'agit de « tous les actes criminels dirigés contre un État dans l'intention ou dans le but de créer un état de terreur dans l'esprit de certaines personnes ou d'un groupe de personnes ou du grand public »²⁵⁷. Toutefois, comme les actes terroristes ne constituaient pas une menace réelle pour la stabilité mondiale, cette définition est restée assez conforme jusqu'en 1990, décennie marquée par l'émergence d'un terrorisme islamiste violent, frappant principalement les pays musulmans. D'ailleurs, c'est en 1990 que Louis Henkin, qui était l'un des penseurs américains les plus influents de la politique étrangère américaine, a apporté une nouvelle définition du terrorisme complètement opposée à celle de 1937. Selon lui, « le terrorisme [...] n'est pas un concept juridique utile »²³⁹, remettant ainsi en question les travaux réalisés précédemment sur celui-ci.

Cependant, il est important de noter que cette déclaration est devenue « politiquement incorrecte » après les attaques du 11 septembre 2001. En effet, face aux victimes de ces attentats et à la terreur mondiale envers des attaques similaires, ces propos sont devenus insoutenables. Cela étant dit, la lutte antiterroriste entreprise par les États-Unis après le 11 septembre 2001 a permis aux responsables américains de monopoliser la définition du terrorisme et de l'associer principalement à l'islam radical. Au fur et à mesure, la définition du terrorisme a évolué vers un réel amalgame entre violence et islam, excluant ainsi tout acte de violence provenant d'autres groupes, organisations ou même gouvernements. En effet, dans un article publié en 2007, Marco Sassòli, professeur de droit international à l'université de Genève, l'explique clairement : « La définition du terrorisme constitue la principale pierre d'achoppement de toute négociation

²³⁸ "Defining terrorism is not a straightforward matter. There is no single internationally accepted definition of what constitutes terrorism, and the terrorism literature abounds with competing definitions and typologies." ²⁵⁷ Saul, Ben, "The Legal Response of the League of Nations of Terrorism", *Journal of International Criminal Justice*, 4, no.1 (2006): 78-102. <<https://doi.org/10.1093/jicj/mqi096>>. Consulté le 14 décembre 2019.

²³⁹ "Terrorism is not a useful legal concept", Sassòli, Marco, *Journal of International Criminal Justice*, 4, no. 5 (2006): 959-981, <<https://doi.org/10.1093/jicj/mql076>>. Consulté le 14 décembre 2019.

interétatique des instruments de lutte contre le terrorisme. Les États tentent d'inclure dans cette définition les activités de leurs ennemis et d'y exclure leurs propres activités et celles de leurs alliés »²⁴⁰. Il affirme également que le terrorisme est une notion « sur laquelle converge présentement l'attention internationale (soit la lutte mondiale opposant d'une part le "terrorisme international" invoquant une idéologie islamiste extrémiste et incarnée par al-Qaida et Oussama Ben Laden et d'autre part, les États, à la tête desquels se trouvent les États-Unis) ». Cela dit, le conflit armé diffère du terrorisme puisqu'il oppose deux belligérants dont la puissance est égale. Par opposition, le terme « terrorisme » est utilisé en général pour décrire ce que les autres font. Même si certains actes de violence sont licites, ou du moins légitimés dans certaines circonstances, comme par exemple les actes de torture que le gouvernement de Bush a permis à l'encontre des prisonniers d'Abu Ghraib, ou la détention sans procès de personnes suspectées d'être liées au terrorisme, ils ne sont pas qualifiés de « terrorisme licite » mais plutôt d'actes légaux, les excluant ainsi de la notion de terrorisme.

Compte tenu de la définition du terrorisme, la lutte antiterroriste introduite par Bush en 2001 a impliqué un conflit armé d'une vaste ampleur. Ce conflit antiterroriste a été, selon Bush, encouragé par une volonté mondiale, et la nécessité de réprimer le terrorisme était plus forte que jamais²⁴¹. Comme nous l'avons déjà mentionné en première partie, le contexte des attaques du 11 septembre et l'émotion qui a suivi ont exclu toute possibilité de définir le terrorisme autrement. La définition de Washington est devenue alors une définition universelle et à laquelle le monde s'est adapté. Notons qu'après le 11 septembre, la lutte antiterroriste a été définie par une forte intervention militaire, par la promotion des valeurs démocratiques dans la région et par des efforts diplomatiques visant à reformuler la politique américaine envers le Moyen-Orient. En effet, ces attaques ont incité les États-Unis, sous les mandats de Bush et d'Obama, à s'engager pleinement dans le monde arabe tant sur les plans militaire et politique que sur le plan culturel. En revanche, il est aujourd'hui assez clair que l'engagement américain contre le terrorisme n'a obtenu que de maigres résultats. Si les États-Unis ne sont plus confrontés à une menace terroriste majeure, la lutte antiterroriste les a plongés, ainsi que le monde arabe, dans une guerre coûteuse, floue et interminable.

²⁴⁰ Sassòli, Marco, « La définition du terrorisme et le droit international humanitaire », *Revue québécoise de droit international*, 2007, p. 29-48, <https://www.persee.fr/doc/rqdi_0828-9999_2007_hos_1_1_1391>.

²⁴¹ "We are supported by the collective will of the world". "Bush Announces Strikes against Taliban", *The Washington Post*, 7 octobre 2001. https://www.washingtonpost.com/wpsrv/nation/specials/attacked/transcripts/bushaddress_100801.htm. Consulté le 13 décembre 2019.

Près de deux décennies nous séparent de la guerre contre le terrorisme déclenchée par le gouvernement de George Bush. Nombreux sont les travaux scientifiques qui ont qualifié la stratégie américaine antiterroriste d'échec. Brahma Chellaney, professeur d'études stratégiques au *Centre for Policy Research* basé à New Delhi, a publié, en mai 2019, une analyse sur *Foreign Affairs* où il fustige les décisions américaines dans la lutte antiterroriste. Chellaney argumente ainsi : « L'une des raisons pour lesquelles ces attaques continuent d'avoir lieu est que la lutte internationale dirigée par les États-Unis contre le terrorisme a échoué, et c'est parce qu'elle s'est concentrée sur l'élimination des terroristes et de leurs réseaux, et non sur la défaite de l'idéologie djihadiste qui inspire les attentats suicides dans le monde entier »²⁴². Selon Chellaney, les États-Unis n'ont pas cerné les pays qui sponsorisent les idées du terrorisme. Il pense que si l'Iran, le Soudan ou encore la Syrie font partie des pays alliés au terrorisme, l'Arabie saoudite est la source des idées terroristes.

Suivant la logique de Chellaney, il est également utile de souligner que l'échec de Washington face au terrorisme pourrait être associé, pareillement, à deux causes profondément liées. La première cause est l'expansion du terrorisme à travers les idées radicales, et la seconde est le déploiement militaire trop excessif et agressif. En effet, suivant l'évolution de la lutte antiterroriste, les opérations militaires américaines ont détruit le terrorisme matériellement mais pas idéologiquement. De plus, si l'engagement militaire américain dans la région a mis à rude épreuve les capacités matérielles des groupes terroristes, il a aussi renforcé les idées radicales, permettant ainsi au terrorisme d'être constamment nourri idéologiquement et illimité géographiquement. Indubitablement, les capacités militaires des organisations terroristes n'ont jamais constitué une menace pour Washington.

Prenant en compte ces conséquences désastreuses, il était indispensable que les États-Unis élaborent une nouvelle approche, plus appropriée à l'ampleur de la menace idéologique du terrorisme. Cette nouvelle approche a été présentée pendant le deuxième mandat de George Bush. En effet, à la fin des années 2000, celle-ci, nommée *smart power*, s'est exprimée par une volonté de se désengager du Moyen-Orient, au moins d'un point de vue militaire. Dans un rejet de l'option militaire également très caractéristique, le gouvernement de

²⁴² “One reason why these attacks keep taking place is that the U.S.-led global war on terrorism has failed—and that is because it has focused on eliminating terrorists and their networks, not on defeating the jihadi ideology that inspires suicide attacks around the world.” Chellaney, Brahma, “The Global War on Terrorism Has Failed. Here’s How to Win”, *Foreign Policy*, 11 mai 2019. <https://foreignpolicy.com/2019/05/11/the-global-war-on-terrorismhas-failed-heres-how-to-win/>. Consulté le 13 décembre 2019.

Barack Obama a sans cesse cherché à remettre à l'honneur la diplomatie pour remplacer le militaire par d'autres leviers d'influence et restaurer le *smart power* des États-Unis. En effet, il convient de reconnaître que si la menace terroriste est un important défi pour Washington dans le monde arabe, elle reste modeste face à la forte capacité des États-Unis à démanteler les groupes terroristes. Les responsables américains ont, par conséquent, initié une politique moins interventionniste en s'alliant avec leurs partenaires régionaux, faisant ainsi de la lutte antiterroriste une lutte « régionale », en collaboration avec les États-Unis, et non une lutte américaine. Cette approche a consisté à se focaliser davantage sur les renseignements, le droit international et la diplomatie pour mener à bien la lutte antiterroriste.

Parmi les principaux détracteurs de la stratégie américaine, on cite Donald Trump, le 45^e président des États-Unis. Pour lui, la stratégie américaine de lutte antiterroriste déployée au début des années 2000 et visant à transformer les pays arabes et leur structure politique a été un échec prouvé. Il a dénoncé la promotion démocratique dans le monde arabe, suggérant que le président Barack Obama n'aurait jamais dû « construire » une démocratie en Libye²⁴³. L'échec de la guerre contre le terrorisme est ainsi dû à une mauvaise évaluation de la menace terroriste et à la forte conviction des responsables américains envers l'utilité de la force militaire dans la gestion des crises internationales. Ces deux éléments ont produit une stratégie américaine de lutte antiterroriste inefficace et contre-productive. Ce que l'on ne peut ignorer dans cette analyse, ce sont les sommes colossales dépensées par Washington pour atteindre les objectifs de la lutte antiterroriste. Selon une étude publiée par Neta Crawford, politologue, professeure américaine et présidente du département de sciences politiques à l'université de Boston, les dépenses pour lutter contre le terrorisme ont été estimées à près de 5 trillions de dollars, un montant démesuré ²⁴⁴. Même si l'on peut déduire que la lutte antiterroriste menée par Washington a fait des États-Unis une nation plus sécurisée et que des attaques comme le 11 septembre 2001 sont loin de se reproduire, les responsables américains ont pu atteindre davantage d'objectifs en déployant d'autres moyens moins dispendieux et plus productifs.

Pour comprendre la défaillance américaine à l'égard de la lutte antiterroriste, il est important d'analyser de plus près les stratégies de George Bush et Barack Obama. Si ce dernier

²⁴³ Trump, Donald, « Speech on Fighting Terrorism », 15 août 2015, <https://beersandpolitics.com/speech-onfighting-terrorism>. Consulté le 10 décembre 2019.

²⁴⁴ Crawford, C. Neta., "US Budgetary Costs of Wars through 2016: 4.79 Trillion and Counting", Brown University, septembre 2016. <https://watson.brown.edu/costsofwar/files/cow/imce/papers/2016/Costs%20of%20War%20through%202016%20FINAL%20final%20v2.pdf>. Consulté le 1^{er} janvier 2020.

a tenté de se désengager militairement pour lutter contre le terrorisme, à l'inverse de George Bush, la présidence Obama n'a pas été marquée par la victoire du terrorisme. La mort d'Oussama Ben Laden a peut-être marqué la fin d'un leader terroriste puissant, mais cet événement a été plus symbolique que patent.

1.1.1 La stratégie néoconservatrice de George Bush dans la lutte antiterroriste

Dans la stratégie antiterroriste délivrée en 2003, le gouvernement de George Bush a annoncé les principaux objectifs de cette lutte : « L'objectif de notre stratégie nationale est de contenir les attaques terroristes contre les États-Unis, ses citoyens, ses intérêts et nos amis et alliés dans le monde entier et, finalement, créer un environnement international inhabitable pour les terroristes et tous ceux qui les soutiennent »²⁴⁵. Les attaques du 11 septembre 2001 à New York ont incité les responsables américains à réorienter la stratégie américaine et à l'axer sur la menace terroriste. Les attaques du *World Trade Center* ayant frappé les États-Unis de plein fouet, la stratégie américaine devait contrer durement la menace terroriste. Avant ces attaques, le gouvernement américain considérait la menace terroriste au niveau interne comme un défi relevant de la responsabilité des forces de l'ordre. Pour ce qui est du terrorisme international, les États-Unis le désignaient comme une menace éloignée du territoire américain. Quand le gouvernement américain menait des actions internationales de lutte antiterroriste comme les attaques de Berlin ou contre les ambassades américaines en Afrique, les moyens déployés par les États-Unis étaient limités, courts et efficaces²⁴⁶.

Ces attaques, rappelons-le, étaient limitées dans le temps et l'espace et ont apporté des résultats à court terme. Par conséquent, les forces américaines n'étaient engagées ni financièrement, ni territorialement, limitant ainsi la menace terroriste à ce qu'elle était véritablement. Toutefois, après les attaques de 2001, celle-ci est devenue une priorité dans l'agenda de la Maison-Blanche et une menace réelle envers la sûreté nationale. Par conséquent, face au contexte sanglant du 11 septembre, les représailles américaines devaient être délimitées

²⁴⁵ "The intent of our national strategy is to stop terrorist attacks against the United States, its citizens, its interests, and our friends and allies around the world and ultimately, to create an international environment inhospitable to terrorists and all those who support them". CIA, "National Strategy for Combatting Terrorism", février 2003, p. 11. https://www.cia.gov/news-information/cia-the-war-on-terrorism/Counter_Terrorism_Strategy.pdf. Consulté le 25 décembre 2019.

²⁴⁶ Le bombardement américain de la Libye en 1986, baptisé « Opération El Dorado Canyon », comprenait des frappes aériennes des États-Unis le mardi 15 avril 1986. L'attaque a été menée par les États-Unis : Air Force, États-Unis Marine et États-Unis Marine Corps *via* des frappes aériennes, en représailles au bombardement de la discothèque de Berlin-Ouest en 1986. Il y a eu 40 blessés libyens et un aviateur américain a été abattu.

temporellement et géographiquement. Une stratégie basée sur une approche plus agressive a été élaborée par le gouvernement américain de George Bush, nommée la *4D Strategy*. Comme nous l'avons déjà mentionné, elle consiste à prévenir des attaques terroristes similaires à celle du 11 septembre 2001. La « stratégie 4D » se compose de quatre missions principales : vaincre les organisations terroristes ayant une influence internationale (comme al-Qaida), démanteler les sanctuaires des groupes terroristes, briser les aptitudes et les conditions qui renforcent les idées terroristes et défendre les États-Unis par le biais d'une défense préventive. La logique de la stratégie du gouvernement de George Bush a été explicite.

Pour que les États-Unis puissent détourner les attaques futures contre leur territoire, les organisations terroristes doivent être réprimées et leurs capacités détruites. Selon cette approche, à moyen terme, une action préventive et plus agressive contre les terroristes mènerait vers un démantèlement plus facile des autres groupes terroristes, déjouant ainsi d'autres attentats contre les États-Unis et incitant les pays soutenant le terrorisme à revoir leur stratégie. Sur le long terme, la « stratégie 4D » permettrait l'éradication de toutes les conditions ayant permis au terrorisme de s'installer dans le monde arabe. Parmi les causes sous-jacentes du terrorisme que les gouvernements de George Bush et Barack Obama n'ont cessé de rappeler, on note les conflits ethnico-religieux, la corruption, la pauvreté, le manque, voire l'inexistence des opportunités économiques et les oppressions sociales et politiques. Cela étant dit, on se focalisera sur les deux principaux axes de cette lutte antiterroriste : les interventions militaires et la transformation du Moyen-Orient.

1.1.1.1 Le caractère militaire de la lutte antiterroriste

Depuis 2001, l'un des aspects majeurs de la lutte antiterroriste a été l'intervention militaire. Cet aspect a également façonné la politique étrangère américaine envers le monde arabe, région considérée comme le bastion du terrorisme. La décision de recourir à la force a eu des conséquences néfastes sur la stratégie américaine dans le monde arabe. Ici encore, nous devons être clairs sur la définition de l'intervention militaire. Le ministère de la Défense des États-Unis définit l'intervention militaire comme étant « l'acte délibéré d'une nation ou d'un groupe de nations d'introduire ses forces militaires afin d'influencer les événements »²⁴⁷. Il est

²⁴⁷ “The deliberate act of a nation or a group of nations to introduce its military forces into the course of an existing controversy.” Thrall, Trevor, Goepner, Erik, “The Deliberate Act of a Nation or a Group of Nations to Introduce Its Military Forces into the Course in Order to Influence Events”, *Cato Institute*, 26 juin 2017. <https://www.cato.org/publications/policy-analysis/step-back-lessons-us-foreign-policy-failed-war-terror>.

important de différencier l'intervention militaire directe et indirecte. L'intervention militaire directe suppose l'envoi de troupes américaines sur le terrain pour combattre, occuper et défendre les intérêts des États-Unis en menant des bombardements et des combats armés. L'Afghanistan et l'Irak sont des exemples parfaits d'interventions militaires directes. Quant à l'intervention militaire indirecte, elle comporte différents types d'assistance et d'aide comme les renseignements secrets, l'équipement militaire, l'entraînement des troupes ou les aides financières, dans le but d'aider le pays allié à atteindre des objectifs communs comme la lutte contre le terrorisme. Parmi les exemples d'interventions militaires indirectes des États-Unis, on cite l'aide américaine apportée aux rebelles syriens lors du soulèvement populaire en Syrie en 2011, ou encore aux Saoudiens lors de leur intervention contre les Houthis au Yémen²⁴⁸.

À ces deux types d'interventions militaires viennent s'ajouter de nombreux outils non militaires. Ces derniers sont de nature non interventionniste, comme les sanctions économiques, les négociations, la diplomatie et le gel des avoirs financiers. La promotion démocratique et la construction d'un État-nation sont des formes d'interventions non militaires mais directes. Toutefois, la promotion démocratique et la reconstruction de l'Irak se sont faites par le biais d'une intervention militaire directe et durable. Bien sûr, la promotion démocratique et la construction d'un État-nation requièrent soit une intervention militaire, soit une pression politique et une assistance financière pour garantir les résultats et les objectifs fixés. Néanmoins, il convient de préciser que même si l'intervention des États-Unis peut prendre différentes formes, l'intervention militaire directe a été la pièce maîtresse de la politique étrangère américaine après les attaques du 11 septembre 2001. Rappelons que le but principal de la guerre contre l'Irak était de tuer les terroristes, de défaire leurs organisations et de limiter leurs capacités à nuire aux États-Unis. Mais, le plus important pour le gouvernement de Bush, selon la « stratégie 4D », était que le pays ne subisse pas d'autres attaques similaires à celle du 11 septembre 2001. Ils devaient agir préalablement pour prévenir toute autre attaque terroriste. Cette logique préventive s'est faite par le biais d'interventions militaires directes en Afghanistan et en Irak. En 2001, dans le rapport de la stratégie nationale, le gouvernement de George Bush a mis en évidence la doctrine de l'action préventive contre les attaques terroristes, même quand

²⁴⁸ Voir Preve, Alex, "The US is Complicit in Saudi Atrocities in Yemen", *Al Jazeera*, 19 mars 2020, <https://www.aljazeera.com/indepth/opinion/complicit-saudi-atrocities-yemen-200318155452649.html>. Consulté le 11 avril 2020 / Hosenball, Mark, "Obama Authorizes Secret Support for Syrian Rebels », *Reuters*, 2 août 2012. <https://www.reuters.com/article/us-usa-syria-obama-order/obama-authorizes-secret-support-for-syrian-rebelsidUSBRE8701OK20120802>. Consulté le 28 décembre 2020.

celles-ci ne nécessitaient pas d'actions immédiates²⁴⁹. Comme Bob Woodward, journaliste américain, l'a souligné dans son livre : « Beaucoup dans l'administration Bush ont estimé que les réponses antérieures du président Clinton aux attaques terroristes avaient été faibles et avaient par inadvertance encouragé les terroristes. Il n'y aurait donc pas de recul réflexif clintonien cette fois »²⁵⁰.

Dans un long article publié dans le *Washington Post*, l'ancien rédacteur des discours de George Bush, Marc Thiessen, est allé plus loin en déclarant que la stratégie antiterroriste de Bill Clinton était la principale cause des attaques du 11 septembre ²⁷⁰. Pour la contrer, le gouvernement de George Bush a même décidé d'élargir sa stratégie antiterroriste et de vaincre le terrorisme au niveau international. Ce dernier l'a clairement annoncé : « Nous ne devons pas les (les terroristes) affronter aux États-Unis »²⁷¹. En 2001, Ivo Daadler, politologue et expert américain, a appelé à renforcer cette stratégie : « Le terrorisme international est un fléau bien plus grand qu'un homme, ses associés ou un seul régime odieux. Et donc notre réponse doit être à la fois plus large et plus durable que l'opération militaire massive que le président Bush a promis de mener »²⁷². Il a reconnu cependant que « cette stratégie ne [serait] pas facile à mettre en œuvre »²⁷³.

Pour les responsables américains, le recours à l'intervention militaire massive est une force de dissuasion contre toute menace terroriste future. Au-delà de la lutte contre al-Qaïda, l'intervention militaire en Afghanistan en 2001 avait pour but de limiter l'influence des talibans dans la région et d'avertir tous les États « amis ou alliés » des groupes terroristes. Le cercle néoconservateur dans le gouvernement de George Bush voyait l'intervention militaire en Irak et la chute du régime de Saddam Hussein comme une preuve de la puissance des États-Unis et comme un moyen de pousser les régimes soutenant le terrorisme à reconsidérer leur politique envers celui-ci. Une autre cause des interventions militaires massives dans la région était que les responsables américains y voyaient un moyen pertinent de stopper l'avancée des terroristes et de les empêcher d'annexer d'autres territoires. C'est notamment le cas du Yémen où, depuis 2010, les Américains mènent des bombardements contre les sites terroristes d'al-Qaïda. Cette

²⁴⁹ “The National Security Strategy of the United States 2002”, US Government, p. 6-15 <<https://georgewbushwhitehouse.archives.gov/nsc/nss/2002/>>. Consulté le 11 janvier 2020.

²⁵⁰ Woodward, Bob, *Bush at War*, New York: Simon & Schuster, 2003, p. 19-20.

²⁷⁰ Thiessen, Marc, “Bill Clinton’s Terrorism Strategy led to 9/11. Hillary Clinton’s is the Exact Same Thing”, *Washington Post*, 12 septembre 2016. https://www.washingtonpost.com/opinions/bill-clintons-terrorism-strategy-led-to-911-hillary-clintons-is-the-exact-same-thing/2016/09/12/5aca1ca4-78fa-11e6-beac57a4a412e93a_story.html. Consulté le 12 décembre 2019.

²⁷¹ “We will fight them over there so we do not have to face them in the United States of America.” Bush W. George, “Remarks at the American Legion National Convention”, Nevada, 28 août 2007. <<https://www.presidency.ucsb.edu/documents/remarks-the-american-legion-national-convention-reno-nevada>>. Consulté le 11 janvier 2020.

²⁷² “International terrorism is a far larger scourge than one man, his associates, or a single odious regime. And so our response must be both broader and more enduring than even a massive military operation of the kind President Bush promised to conduct.” H. Daddler, Ivo, M. Lindsay, James, “A New Kind of War Requires a Different Strategy”, *Brookings*, 21 septembre 2001. <https://www.brookings.edu/opinions/a-new-kind-of-war-requires-a-differentstrategy/>. Consulté le 3 janvier 2020. ²⁷³ *Ibid.*

stratégie au Yémen a évolué vers un soutien à l’Arabie saoudite pour prévenir toute autorité terroriste dans la région.

Il est important de noter que l’élection de Barack Obama en 2008 a provoqué un changement relatif sur le plan stratégique. Malgré le discours du Caire, où le président élu a délivré une parole assez pacifique, montrant un changement radical avec la terminologie utilisée par George Bush, sa stratégie antiterroriste a été marquée par des bombardements et des interventions militaires sur le terrain au Pakistan, en Syrie, en Libye, en Irak, en Somalie et au Yémen. Il est vrai que le président américain a opéré un retrait des troupes américaines d’Irak à la fin de l’année 2011, une décision vivement critiquée aux États-Unis face à l’émergence de l’État islamique. Cependant, cette décision n’est pas propre au gouvernement de Barack Obama, puisque dans le *Status of Force Agreement* signé avec l’Irak en 2008, le président George Bush s’était engagé à retirer toutes les troupes américaines du pays en 2011. Cela étant dit, il est impératif de souligner que les interventions militaires ne sont pas en mesure de résoudre le problème du terrorisme. En effet, les responsables américains sont conscients que la solution ne peut être que militaire, mais il a fallu combiner l’option militaire avec une option plus idéologique et politique, lançant ainsi une guerre idéologique où l’islam politique et les démocraties s’affrontent dans le monde arabe.

1.1.1.2 Le projet américain de transformation pour lutter contre le terrorisme

Les gouvernements américains de George Bush et de Barack Obama ont énormément investi dans les efforts politiques, diplomatiques et même culturels, visant à transformer les paysages politiques du monde arabe. Ces efforts s’inscrivent dans une logique de trouver une solution de long terme aux conditions favorisant le terrorisme. Les responsables américains démocrates et républicains ont affirmé que le terrorisme surgit des systèmes politiques et

économiques malsains et que les idées terroristes connaissent un essor dans les pays où les institutions étatiques sont faibles, voire inexistantes. En effet, si le pouvoir de l'État demeure faible, les groupes terroristes se présenteront comme une alternative politique assez convaincante pour une partie de la population locale²⁵¹. L'objectif de ces efforts américains était une campagne de long terme visant à éradiquer, ou du moins à affaiblir les idées terroristes à travers la promotion démocratique et la construction d'États-nations et d'États de droit. Ceci est d'ailleurs un moyen pour les États-Unis d'avoir au pouvoir des régimes alliés qui protégeront leurs intérêts dans la région. Cependant, il convient de préciser que cet engagement a conféré aux États-Unis la tâche de soutenir sur le long terme les régimes arabes proaméricains. Même si la promotion des valeurs démocratiques a d'abord débuté en Afghanistan, où les responsables américains avaient la conviction de pouvoir libérer le peuple afghan de l'emprise des talibans, la suite de leur stratégie visait le monde arabe, particulièrement l'Irak. Là, aucun groupe islamiste n'était au pouvoir, mais selon le gouvernement de George Bush, Saddam Hussein aurait aidé les groupes terroristes à mener les attaques du 11 septembre.

Comme nous l'avons déjà mentionné auparavant, le président Bush a créé la *Forward Strategy for Freedom in the Middle East*, qui consiste à promouvoir la démocratie et la liberté dans le monde arabe. Après les premières élections démocratiques en Afghanistan et en Irak, il n'a cessé d'appeler à l'établissement de gouvernements démocratiques, inclusifs et transparents, présentant la démocratie comme la pierre angulaire de la lutte antiterroriste²⁵². Il était convaincu que la démocratie fournirait de meilleures conditions pour vaincre l'extrémisme musulman, la source du terrorisme islamiste²⁵³. Tant le gouvernement de George Bush que celui de Barack Obama étaient persuadés que la promotion démocratique comme stratégie de long terme vaincrait le terrorisme et serait le meilleur moyen pour protéger les États-Unis de la menace terroriste²⁵⁴.

²⁵¹ National Security Strategy, 2015, p. 10.

<https://obamawhitehouse.archives.gov/sites/default/files/docs/2015_national_security_strategy_2.pdf>. Consulté le 11 janvier 2020.

²⁵² Congressional Research Service (CRS), "Combating Terrorism: The Challenge of Measuring Effectiveness", 12 mars 2007, p. 4. <https://fas.org/sgp/crs/terror/RL33160.pdf>. Consulté le 4 janvier 2020.

²⁵³ Hoffman, Brue *et al.*, "State of Struggle: Report on the Battle Against Global Terrorism", Council on Global Terrorism, 2006, p. 83.

²⁵⁴ "National Strategy for Combatting Terrorism", 2003, p. 22. / "National Strategy for Combatting Terrorism", 2006. <<https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/nsc/nsct/2006/>> p. 9-11 / "National Strategy for Combatting Terrorism", 2001, p. 8, "National Security Strategy", 2006, p. 1. ²⁷⁸ Cf. USAID in Iraq <<https://www.usaid.gov/iraq>>.

Quoi qu'il en soit, il est important de rappeler que la stratégie américaine ne consiste pas seulement à promouvoir mais aussi à reconstruire. En effet, au-delà du changement de régime et de la démocratie, les États-Unis ont également mis en œuvre en Irak la construction de l'État-nation, mesure essentielle, selon les responsables politiques américains, pour transformer la région. Après avoir dissous les forces militaires irakiennes en 2003, ils ont apporté une aide financière considérable pour reconstruire et entraîner l'armée irakienne. De 2003 à 2019, le gouvernement américain a dépensé près de 2,7 milliards de dollars pour entraîner et équiper l'armée irakienne²⁷⁸. Comme nous l'avons déjà mis en évidence, afin de mener à bien le projet de reconstruction de l'Irak, les États-Unis ont élaboré un système provincial selon lequel chaque province irakienne dispose d'une équipe de reconstruction composée d'agents militaires et administratifs provenant du ministère des Affaires étrangères américain, du ministère de l'Agriculture et de l'USAID. Ces agents expérimentés ont eu pour mission de développer, avec les Irakiens, des projets politiques et économiques. Cette aide inclut également un soutien politique américain majeur visant à former les futurs leaders irakiens. Ce plan provincial a donné des résultats prometteurs quant à la gestion de la population irakienne.

Toutefois, tous ces efforts entretenus par les États-Unis n'ont pas permis l'éradication de la menace terroriste. Si leur territoire est mieux protégé contre les actes terroristes, les intérêts américains et le personnel américain le sont moins dans le monde arabe. L'attaque de Benghazi en 2012 contre l'ambassade américaine, tuant l'ambassadeur américain J. Christopher Stevens, le fonctionnaire Sean Smith et deux agents de la CIA, a prouvé l'échec de la lutte américaine contre le terrorisme²⁵⁵. Aujourd'hui, la guerre contre le terrorisme est toujours d'une grande portée. Malgré la campagne américaine contre le terrorisme, la principale question qui demeure sans réponse est la suivante : quel est le but que les États-Unis ont atteint dans leur lutte contre le terrorisme ?

Il est difficile de mesurer les réussites ou les échecs de la lutte contre le terrorisme. Cette lutte, illimitée dans le temps et l'espace, peut être soumise à certains critères pour faciliter l'évaluation de son efficacité. Ces critères, à leur tour, varient en fonction des éléments sur lesquels nous basons notre analyse. Il existe des critères quantifiables, comme le nombre de

²⁵⁵ Vigdor, Neil, "Libyan Militant Is Sentenced to 19 Years in Deadly Benghazi Attacks", *The New York Times*, 23 janvier 2020, <https://www.nytimes.com/2020/01/23/us/benghazi-attack-mustafa-al-imam.html>. Consulté le 12 janvier 2020.

victimes, le nombre de terroristes tués ou encore le démantèlement des organisations terroristes. Cependant, il existe d'autres critères plus délicats et idéologiques, comme les idéologies terroristes et leur expansion à travers le monde. Toutefois, chaque critère doit nous mener vers les interrogations suivantes : est-ce que les États-Unis ont réussi à réduire la menace terroriste depuis les attaques du 11 septembre 2001 ? Est-ce qu'ils ont atteint les objectifs que les responsables au pouvoir se sont fixés en 2001 ? Beaucoup d'analystes et de politologues ont mis en avant l'échec de la lutte américaine contre le terrorisme. Même si les États-Unis n'ont connu aucune attaque similaire à celle du 11 septembre, le terrorisme reste une menace redoutable dans le monde arabe et particulièrement en Irak, renforçant ainsi le sentiment antiaméricain. Dans un article paru au *Brookings*, en 2001, Ivo Daadler et Lindsay Graham soulignent clairement que comme la lutte antiterroriste implique plusieurs défis idéologiques et politiques, les États-Unis ne disposent pas d'informations pour savoir comment et quand elle prendra fin. La réussite des opérations militaires en Afghanistan ne signifie pas forcément la victoire. Selon leur analyse, le terrorisme peut se reconstituer même si Oussama Ben Laden est mort. Daadler et Graham expliquent que les futures attaques terroristes pourront inclure l'utilisation de méthodes militaires avancées et sophistiquées²⁵⁶. Cette analyse résume assez pertinemment la situation d'aujourd'hui. En effet, si Ben Laden et d'autres figures terroristes sont morts, al-Qaida s'est reconstituée en plusieurs autres groupes terroristes dont chacun détient un territoire. Dans le monde arabe, on cite al-Qaida et l'État islamique, al-Qaida au Maghreb islamique, Boko Haram et al-Shabaab al-Mujahidin en Afrique, al-Haraka al-Islamiya, Maute ou Jemaah Islamiyah en Asie, cette liste étant exhaustive²⁵⁷.

Il est maintenant nécessaire d'énumérer les objectifs américains de la lutte antiterroriste. L'un des premiers était de prévenir de nouvelles attaques terroristes contre les États-Unis. En effet, aucune attaque terroriste majeure n'a eu lieu sur le territoire américain depuis les attentats du 11 septembre 2001. Cependant, notons que depuis 2001, près de 90 personnes ont été tuées dans des attaques terroristes aux États-Unis²⁵⁸. Précisons également que les victimes du terrorisme sont majoritairement musulmanes. Dans un rapport publié en 2019 par le *Global*

²⁵⁶ H. Daadler, Ivo, M. Lindsay, James, "Nasty, Brutish and Long: America's War on Terrorism", *Brookings*, 1^{er} décembre 2001. <https://www.brookings.edu/articles/nasty-brutish-and-long-americas-war-on-terrorism/>. Consulté le 3 janvier 2020.

²⁵⁷ "United States Department of State Publication, Bureau of Counterterrorism", Country Reports on Terrorism 2018, octobre 2019, <https://www.state.gov/wp-content/uploads/2019/11/Country-Reports-on-Terrorism-2018FINAL.pdf> p. 5-7.

²⁵⁸ "Global Terrorism Database", <start.umd.edu/gtd>. Consulté le 17 janvier 2020.

Terrorism Index, entre 2017 et 2018, plus de 24 000 personnes sont mortes dans des attaques terroristes. Ces victimes se répartissent dans les pays suivants : Afghanistan, Irak, Nigeria, Somalie et Syrie²⁵⁹.

Compte tenu de ces chiffres préoccupants, il est important de comprendre quelle a été l'influence de la guerre contre le terrorisme sur celui-ci. L'absence d'efficacité de la lutte antiterroriste laisse entrevoir d'autres explications. Depuis les attentats du *World Trade Center*, aucun groupe terroriste, y compris al-Qaida, n'a tenté de perpétrer des attaques similaires aux États-Unis²⁶⁰. Même si les attaques de 2001 ont permis à al-Qaida de s'imposer comme le groupe terroriste le plus agressif, les États-Unis n'ont pas cédé face aux revendications terroristes : leur retrait du Moyen-Orient et la prise du pouvoir. De plus, face à la gravité des attaques de 2001, les États-Unis ont contenu la menace terroriste en investissant des sommes colossales afin d'améliorer la défense de leur territoire²⁶¹.

Toutefois, certains analystes avancent que même si la stratégie des États-Unis pour protéger leur sol a amélioré la situation sécuritaire, ces derniers sont toujours vulnérables aux attaques terroristes²⁸⁶. L'ancien directeur de la CIA, George Tenet, écrit dans son autobiographie : « Il serait facile pour al-Qaida ou tout autre groupe terroriste d'envoyer des kamikazes pour semer le chaos dans une demi-douzaine de magasins américains. Pourquoi pas »²⁶². Dans leur analyse post-2001, John Mueller, politologue et professeur américain à l'université de l'Ohio, et Mark Stewart, professeur à l'université de Newcastle, ont rapporté le récit d'un ancien agent de la CIA et expert des questions terroristes, Marc Sageman : « En tant que membre de la communauté du renseignement qui était au courant de tous les complots aux États-Unis, je n'ai vu aucun complot terroriste significatif qui a été perturbé et non divulgué. Au contraire, le gouvernement fait de son mieux pour s'attribuer le mérite de non-complots tels que leurs opérations d'infiltration »²⁶³.

²⁵⁹ <http://visionofhumanity.org/app/uploads/2019/11/GTI-2019web.pdf>, p. 12.

²⁶⁰ E. Mueller, John, *Overblown: How Politicians and the Terrorism Industry Inflate National Security Threats and Why we Believe them*, New York: Simon & Schuster, 2006, p. 1-28.

²⁶¹ Brill, Steven, "15 years after 9/11 is America any Safer?" *The Atlantic*, septembre 2016. <https://www.theatlantic.com/magazine/archive/2016/09/are-we-any-safer/492761/>. Consulté le 16 janvier 2020.

²⁸⁶ Flynn, Stephen, *The Edge of Disaster Rebuilding a Resilient Nation*, Washington: Random House, 2007.

²⁶² "It would be easy for al Qaeda or another terrorist group to send suicide bombers to cause chaos in a half-dozen American shopping on any given day. Why haven't they?" Tenet, George, Harlow, Bill, *At the Center of the Storm: My Years at the CIA*, New York: Harper Collins, 2007.

²⁶³ "As a member of the intelligence community who kept abreast of all the plots in the USA I have not seen any significant terrorist plot that have been disrupted and not disclosed. On the contrary the government goes out of

La riposte américaine après les attaques du 11 septembre et le caractère militaire intense de celle-ci ont permis aux États-Unis d'éviter toute attaque majeure contre eux. En effet, la guerre contre l'Afghanistan en 2001, l'invasion de l'Irak en 2003 et la guerre contre le terrorisme ont prouvé que leur puissance était à son plus haut niveau. Néanmoins, rappelons à nouveau que ni les invasions de l'Afghanistan et de l'Irak, ni la lutte antiterroriste n'ont conduit à la diminution du terrorisme ou à la destruction des groupes terroristes. Malgré un système de renseignement et des moyens militaires sophistiqués, la capacité des États-Unis à combattre les idées radicales s'est révélée limitée. En effet, l'émergence de l'État islamique en 2012 a démontré l'échec des efforts antiterroristes américains dans la région. Cet échec est lié à la stratégie du désengagement entrepris par les États-Unis dans la zone, lequel a, par ailleurs, alimenté le sentiment anti-américain. Pourtant, ce désengagement a été précédé par un engagement intensif. Pour certains analystes et politologues comme Daniel Byman et Jennifer Williams, si l'invasion de l'Irak²⁶⁴ n'avait pas eu lieu, le terrorisme n'aurait pas été renforcé et l'État islamique n'aurait sans doute jamais existé²⁹⁰. Il est essentiel de souligner que les groupes terroristes comme al-Qaïda ou l'État islamique ont toujours le fervent désir d'attaquer les États-Unis ou des cibles américaines dans le monde arabe. D'ailleurs, les organisations terroristes utilisent la présence américaine dans la région pour justifier les attaques anti-américaines. L'engagement américain dans la zone et la politique interventionniste américaine ont également permis aux terroristes de se présenter comme une force idéologique qui défend les valeurs locales et « musulmanes » en particulier.

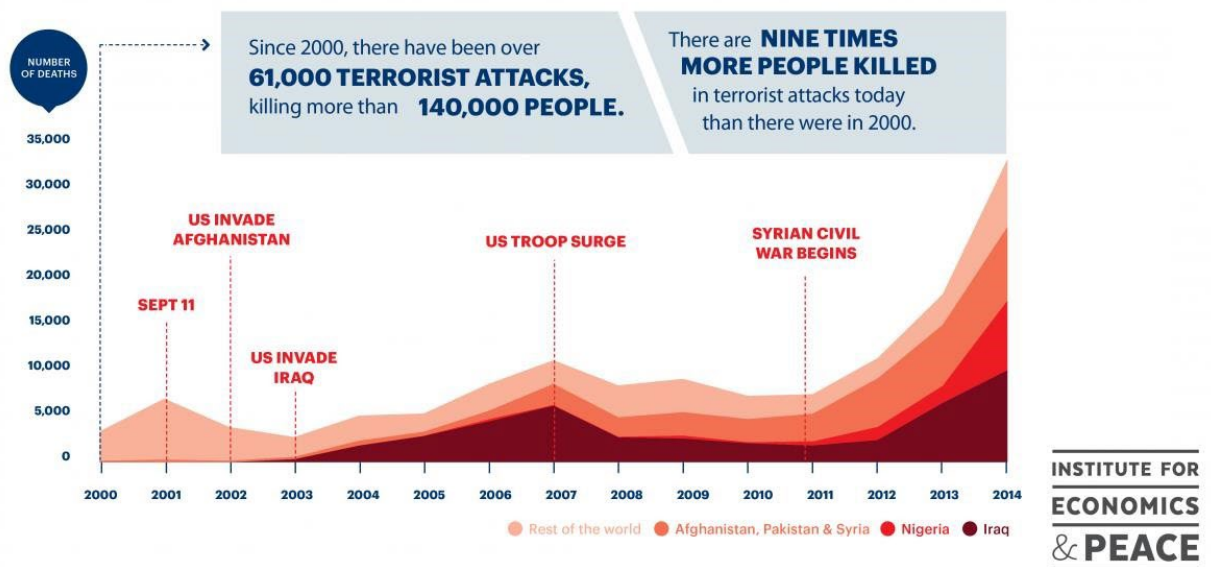
Un autre objectif de la stratégie de George Bush contre le terrorisme a été de démanteler les groupes terroristes et leurs capacités matérielles. Or, il convient de préciser que depuis 2001, le nombre des combattants terroristes ne cesse d'augmenter. En 2015, selon un rapport délivré par le ministère des Affaires étrangères américain, on comptait plus de 100 000 combattants terroristes répartis dans 44 groupes terroristes, contre 32 000 pour 13 groupes en 2001, quand la lutte antiterroriste a été lancée²⁶⁵. Cette forte augmentation dans les rangs des terroristes a mené vers une hausse du nombre d'attaques et par conséquent du nombre de victimes du

its way to take credit for non plots such as their sting operations.” Mueller, John, Stewart, Mark, *Chasing Ghosts: The Policing of Terrorism*. Washington: OUP USA, 2016.

²⁶⁴ Byman, Daniel et Williams, Jennifer, “ISIS vs Al Qaeda Jihadism’s Global Civil War”, *Brookings*, 24 février 2015, <https://www.brookings.edu/articles/isis-vs-al-qaeda-jihadisms-global-civil-war/>. Consulté le 13 janvier 2020.

²⁶⁵ Department of state report on terrorism from 2000 through 2015, Stanford University mapping militant organization project.

terrorisme. En 2001, le nombre de victimes du terrorisme était de 7 000 environ, contre plus de 29 000 en 2015²⁶⁶. Le graphique ci-après (graphique 1) montre qu'en 2014, le nombre de victimes du terrorisme a été multiplié par 9 par rapport à 2010²⁶⁷. Néanmoins, dans le graphique 2, on voit que le nombre de victimes a relativement baissé en 2017. Cette baisse a d'ailleurs été confirmée par le rapport du *Global Terrorism Index* de 2019 : en 2018, le nombre de victimes du terrorisme en Irak a diminué de plus de 3 000, contre 854 pour la Somalie et 524 pour l'Égypte, l'Afghanistan étant le seul pays où il a augmenté (46 %)²⁶⁸.

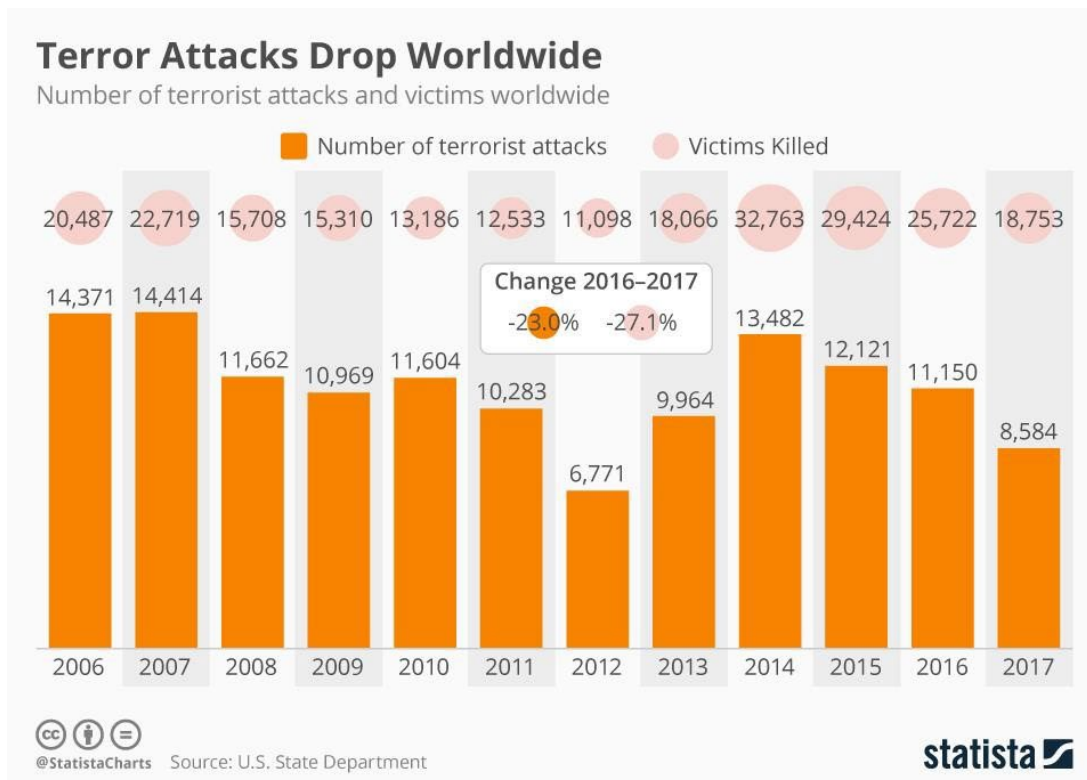


Source Graphique 1 : Blender, Jeremy. “This map shows how terrorism has spiked across the world over the past year”, *Business Insider*, 18 novembre 2015, <Global Terrorism Index 2015, Institute for Economics and Peace, <https://www.businessinsider.com/global-terrorism-index-2015-2015-11>, consulté le 14 janvier 2020.

²⁶⁶ Cf. “Worldwide terror attacks and fatalities”, < <https://ourworldindata.org/terrorism>>. Consulté le 13 janvier 2020.

²⁶⁷ Kristen Narula, Svati, “More people died from terrorism last year than ever before - and mostly in these five countries”, *Quartz*, 18 novembre 2015. <https://qz.com/552334/more-people-died-from-terrorism-last-year-than-ever-before-and-mostly-in-these-five-countries/>. Consulté le 16 janvier 2020.

²⁶⁸ “Global Terrorism Index 2019, Measuring the Impact of Terrorism” *Institute for Economics and Peace*, 2019, <http://visionofhumanity.org/app/uploads/2019/11/GTI-2019web.pdf>. Consulté le 14 janvier 2020.



Le troisième objectif de la stratégie antiterroriste de George Bush a été d'améliorer les conditions précaires du monde arabe qui, selon la Maison-Blanche, encouragent la propagation du terrorisme. Les gouvernements de George Bush et de Barack Obama ont clairement annoncé que cette guerre contre le terrorisme serait longue et difficile, et que ses résultats concrets ne seraient visibles que sur le long terme. Néanmoins, si nous prenons en compte ces déclarations, il n'y a eu que très peu de changements, et les conditions précaires susceptibles d'encourager le terrorisme ont atteint un degré sans précédent. La stratégie du gouvernement de George Bush pour combattre le terrorisme devait suivre trois principales directives : s'allier à la communauté internationale pour soutenir les pays affaiblis par le terrorisme, prévenir la consolidation du terrorisme et remporter la guerre des idées²⁹⁵. Ces directives devaient être renforcées par des sous-directives : résoudre les conflits internes et soutenir le développement économique, avec des économies de marché, et politique, en érigeant des systèmes politiques démocratiques. Selon la stratégie de George Bush, une fois ces directives respectées, les gouvernements arabes bénéficieraient d'une meilleure gestion de leur peuple, de leurs frontières et du terrorisme. Quant à la lutte des idées, elle consistait à convaincre les populations arabes que les valeurs démocratiques américaines étaient compatibles avec un islam modéré.

Le rapport du gouvernement américain en 2003 a clairement annoncé que la résolution du conflit israélo-palestinien constituait une condition majeure pour vaincre les idées

radicales²⁹⁶. La stratégie de lutte antiterroriste de Barack Obama cible des objectifs similaires à celle du gouvernement de George Bush, mais la terminologie est différente : il faut contrer l'idéologie terroriste et soutenir les pays dans une situation difficile²⁹⁷. Cependant, notons que les États-Unis, sous les mandats de George Bush et de Barack Obama, n'ont pas réussi à réformer les conditions qui ont fait du monde arabe un refuge pour les terroristes. L'Irak, premier pays arabe ciblé par le projet américain de transformation du monde arabe, est devenu un bastion de la corruption, et sa situation politique et économique s'est gravement détériorée. Même si les libertés ont connu un relatif progrès, la situation de l'Irak s'est profondément dégradée depuis l'invasion américaine de 2003²⁹⁸. Néanmoins, comment peut-on expliquer cet échec ? Des politologues comme Daniel Kahneman ou Randall Marshall ont distingué principalement deux raisons. La première est une mauvaise évaluation de la menace terroriste. En effet, les attaques du 11 septembre 2001 ont été un événement dévastateur pour les États-

Source Graphique 2 : Feldman, Sarah. « Terror Attacks Drop Worldwide », *Statista*, 25 septembre 2018, <https://www.statista.com/chart/15576/terror-attacks-drop-worldwide/>, consulté le 14 janvier 2020.

²⁹⁵ « National Strategy for Combating Terrorism » 2003, p. 23, <https://fas.org/irp/threat/ctstrategy.pdf>. Consulté le 14 janvier 2020.

²⁹⁶ *Ibid.*, p. 23-24.

²⁹⁷ “National Strategy for Combating Terrorism”, 2011, p. 9-10. https://obamawhitehouse.archives.gov/sites/default/files/counterterrorism_strategy.pdf. Consulté le 14 janvier 2020. ²⁹⁸ Puddington, Arch and Roynance, Tyler, “Anxious Dictators, Wavering Democracies: Global Freedom Under Pressure”, *Freedom House*, 2016, https://freedomhouse.org/sites/default/files/FH_FITW_Report_2016.pdf, consulté le 24 janvier 2020.

Unis. Face à la peur, la confusion et l'inexpérience des États-Unis devant l'ampleur de ces attaques, les représailles américaines ont été compréhensibles à court terme²⁶⁹. Néanmoins, plus de deux décennies après l'attaque du 11 septembre, selon les analystes, la menace terroriste s'est révélée moins dangereuse que ce qui avait été dit en 2001.

Malgré la conviction des responsables américains de l'impuissance des terroristes face à la puissance des États-Unis, ils n'ont opéré aucun réajustement dans leur stratégie de lutte antiterroriste et ont même continué à qualifier le terrorisme de menace internationale majeure²⁷⁰. Cette évaluation erronée a aussitôt mené les États-Unis vers une stratégie agressive.

²⁶⁹ Kahneman, Daniel, *Thinking, Fast and Slow*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2013, p. 322-324/ Marshall, Randall *et al.*, “The Psychology of Ongoing Threat: Relative Risk Appraisal the September 11 Attacks and Terrorism-related Fears”, *Am Psychol*, 62, no.4 (2007): 304-316. doi: 10.1037/0003-066X.62.4.304.

²⁷⁰ Habeck, Mary *et al.*, “A Global Strategy for Combating al Qaeda and the Islamic State”, *American Enterprise Institute*, décembre 2015. https://www.jstor.org/stable/resrep03231?seq=2#metadata_info_tab_contents, consulté le 28 janvier 2020. ³⁰¹ “It will not end until every terrorist group of global reach has been found, stopped and defeated.” Bush, George, “President Addresses the Nation”, *Washington Post*: 20 septembre 2001,

En effet, au lieu de démanteler al-Qaïda, les responsables américains ont lancé une offensive contre tous les groupes terroristes, entraînant leur pays dans une lutte antiterroriste longue, coûteuse et vaine. Déclarer la guerre au terrorisme a été une erreur stratégique puisque celle-ci n'était pas limitée géographiquement et n'avait aucune cible précise à démanteler. Le président Bush a lui-même annoncé que la guerre contre le terrorisme « ne prendra fin que lorsque tous les groupes terroristes de portée mondiale auront été trouvés, arrêtés et vaincus »³⁰¹. William Odom, ancien général américain et directeur de la NSA entre 1985 et 1988, met en évidence cette erreur stratégique. Il écrit :

« Comme de nombreux critiques l'ont souligné, le terrorisme n'est pas un ennemi. C'est une tactique. Parce que les États-Unis eux-mêmes ont une longue histoire de soutien aux terroristes et d'utilisation de tactiques terroristes, les slogans de la guerre contre le terrorisme d'aujourd'hui ne font que donner aux États-Unis une apparence hypocrite envers le reste du monde. Un président américain prudent mettrait fin à la politique actuelle d'« hystérie persistante » à propos d'attentats terroristes potentiels. Traiter le terrorisme comme un problème grave mais non stratégique, encourager les Américains à reprendre confiance et refuser de laisser al-Qaïda nous maintenir dans un état de peur »²⁷¹.

En effet, cette lutte antiterroriste est aussitôt devenue anarchique et a même offert de meilleures conditions aux groupes terroristes pour se multiplier et opérer partout dans le monde. Ainsi, la guerre contre le terrorisme est devenue contre-productive et a même causé un amalgame entre terrorisme et islam. Le théologien Lawrence Davidson, qui étudie les sociétés musulmanes contemporaines en Amérique du Nord, définit ce concept comme un stéréotype de tous les adeptes de l'islam en tant que terroristes réels ou potentiels en raison d'un prétendu enseignement haineux et violent de leur religion. Il poursuit en affirmant que l'islam est réduit au concept de *jihad*, lui-même étant réduit à la terreur contre l'Occident²⁷². Cette argumentation fait écho à la célèbre pièce *Orientalism* d'Edward Said, dans laquelle il soutient que les

<https://www.washingtonpost.com/wpsrv/nation/specials/attacked/transcripts/bushaddress_092001.html>. Consulté le 15 janvier 2020.

²⁷¹ “As many critics have pointed out, terrorism is not an enemy. It is a tactic. Because the United States itself has a long record of supporting terrorists and using terrorist tactics, the slogans of today's war on terrorism merely makes the United States look hypocritical to the rest of the world. A prudent American president would end the present policy of ‘sustained hysteria’ over potential terrorist attacks. Treat terrorism as a serious but not a strategic problem, encourage Americans to regain their confidence and refuse to let Al Qaeda keep us in a state of fright.” E. Odom, William, “American Hegemony: How to Use It, How to Lose It”, *American Philosophical Society*, 151, no.4 (2007): 404-411.

²⁷² Davidson, Lawrence, "Islamophobia, the Israel Lobby and American Paranoia: Letter from America", *Holy Land Studies*, 10:1 (2011). DOI: 10.3366/hls.2011.0005.

États-Unis procèdent à une essentialisation des musulmans comme des réserves de pétrole ou des terroristes potentiels²⁷³.

Or, nous ne pouvons nier qu'al-Qaida, ou tout autre groupe terroriste, représente une menace aux États-Unis. Cependant, la question est de savoir si la réponse américaine aux attaques du 11 septembre 2001 a été appropriée. La réalité est que les représailles américaines ont été immodérées et que les États-Unis se sont lancés dans une guerre outrepassant ce qui aurait dû être fait, créant par conséquent d'autres problèmes stratégiques importants. D'ailleurs, ces nouveaux problèmes les ont empêchés de résoudre ou du moins de comprendre les problèmes originaux.

La deuxième raison de cet échec est une stratégie américaine défectueuse. Cette défaillance peut être expliquée par trois éléments : les Américains n'ont pas visé la bonne cible, ils ont fait un recours excessif à l'option militaire, et ils étaient convaincus qu'ils pouvaient entreprendre eux-mêmes la transformation du monde arabe. L'intervention américaine n'a pas ciblé l'ennemi réel. Aujourd'hui, la course pour le pouvoir et les conflits politiques sont les principales sources du contexte conflictuel dans le monde arabe ; les groupes pro-occidentaux et antioccidentaux (partis islamistes, partis panarabes, groupes terroristes...) se heurtent constamment sur la scène politique arabe. Néanmoins, après les attaques du 11 septembre, la majorité des responsables américains ont argumenté que la principale motivation des groupes terroristes et de leurs soutiens était la haine des États-Unis, s'illustrant par le désir de détruire la nation américaine et de porter atteinte à la civilisation américaine²⁷⁴. Suivant cette logique, les États-Unis ont axé leur stratégie sur l'éradication des terroristes sur le court terme, tout en développant une stratégie de long terme consistant non seulement à forger une nouvelle relation entre eux et l'islam modéré, mais aussi à transformer le monde arabe en érigeant des structures politiques démocratiques à l'image de la démocratie américaine. Malheureusement, cette stratégie n'a pas abouti à de bons résultats.

Il convient de noter que les motivations des groupes terroristes restent locales et régionales. Ils cherchent à prendre le contrôle sur le pouvoir politique des pays arabes. Il est vrai que la majorité des groupes terroristes citent les États-Unis comme étant le grand ennemi

²⁷³ Said, Edward W., "Islam Through Western Eyes", *The Nation*, 2 janvier 1998, <https://www.thenation.com/article/archive/Islam-through-western-eyes/>. Consulté le 28 janvier 2020.

²⁷⁴ *Op. cit.*, Bush, George, « President Bush Addresses the Nation » /The 9/11 Commission Report, <<https://govinfo.library.unt.edu/911/report/911Report.pdf>>. Consulté le 3 février 2020.

et les régimes arabes comme des ennemis locaux. Cependant, comme il a été dit, les États-Unis sont impliqués dans la stratégie des organisations terroristes non pas parce que les djihadistes rejettent les valeurs américaines et veulent les détruire mais parce que les Américains empêchent l'arrivée des djihadistes au pouvoir²⁷⁵.

Un autre défaut dans la stratégie des Américains est que ceux-ci ont été induits en erreur à cause d'un diagnostic erroné. Ceci a mené les États-Unis à déployer une stratégie trop interventionniste, consistant à détruire les organisations terroristes et à assassiner leurs leaders. Or, beaucoup de recherches ont confirmé que cette stratégie n'est pas une solution efficace vis-à-vis de la menace terroriste²⁷⁶. Il est important de dire que l'option militaire dans le combat antiterroriste a servi les objectifs américains sur le court terme ; rapidement, cette stratégie basée sur l'intervention militaire s'est révélée volatile. Stanley McChrystal, commandant de la Force internationale d'assistance et de sécurité (ISAF) en Afghanistan en 2009 et 2010, explique que les États-Unis ne peuvent pas sortir d'une guerre contre des groupes terroristes comme al-Qaïda ou l'État islamique²⁷⁷.

Dans un article publié en 2019, McChrystal explique qu'al-Qaïda et l'État islamique sont loin d'être vaincus et appelle les responsables américains à réexaminer les priorités militaires et les tactiques sur le terrain. Il écrit que l'État islamique « est très actif et vivant ». Il ajoute :

« Certains chercheurs ont récemment fait valoir que le leadership d'al-Qaïda n'est plus une menace sérieuse et que nous devrions porter notre attention sur les affiliés de ce groupe répartis dans le monde entier. Cependant, c'est une approche dangereuse... il y a un réel danger à penser qu'une fois que l'État islamique sera vaincu, al-Qaïda continuera de fonctionner silencieusement sous le radar »²⁷⁸.

²⁷⁵ Cf. "Declaration of Jihad against Americans Occupying the Land of the Two Holiest Sites", août 1996, <https://ctc.usma.edu/wp-content/uploads/2013/10/Declaration-of-Jihad-against-the-Americans-Occupying-the-Land-of-the-Two-Holiest-Sites-Translation.pdf>. Consulté le 4 février 2020.

²⁷⁶ Kurth Cronin, Aufrey, *How Terrorism Ends: Understanding the Decline and the Demise of Terrorist Campaigns*, Princeton: Princeton University Press, 2009/ Jones, Seth et Libicki, Martin, *How Terrorist Groups End: Lessons for Countering al Qaeda*, New York: RAND, 2008.

²⁷⁷ Hastings, Michael, "The Runway General: The Profile That Brought Down McChrystal", *Rolling Stone*, 22 juin 2010, <https://www.rollingstone.com/politics/politics-news/the-runaway-general-the-profile-that-broughtdown-mcchrystal-192609/>. Consulté le 10 février 2020.

²⁷⁸ "Some scholars have recently argued that AQ's leadership is no longer a serious threat and that we should turn our attention to the Aq affiliates spread along the globe However this is a dangerous approach... there is a real danger in thinking that once IS is defeated, aq will continue to operate silently under the radar." McChrystal Stanley et Chapin, Ellen, "The Business of Terrorism Institute for National Strategic Security", National Defense University, 8 (2019): 20, https://www.jstor.org/stable/26803227?seq=2#metadata_info_tab_contents. Consulté le 17 février 2020.

Il conclut : « Al-Qaida et les groupes terroristes émergents peuvent opérer plus rapidement et plus silencieusement et leur profit sera notre perte »²⁷⁹. Sur la base de ces déclarations, nous pouvons déduire que la lutte antiterroriste entreprise par les États-Unis n'a défait aucun groupe terroriste. De plus, l'intervention militaire a même été excessive et contreproductive. L'invasion de l'Afghanistan et de l'Irak, les opérations militaires contre le régime de Kadhafi en Libye, contre l'État islamique en Syrie et le soutien américain à la guerre contre le Yémen ont accentué le chaos dans la région, offrant ainsi aux groupes terroristes un accès plus facile aux territoires et aux populations. Comme les États-Unis sont intervenus directement et indirectement dans le monde arabe, les conséquences désastreuses de ces interventions ont renforcé le sentiment anti-américain. En effet, il est important de souligner que le sentiment anti-américain ne se limite pas seulement aux groupes terroristes mais se propage même à des partis politiques et aux populations arabes. Les États-Unis n'ont pas pris en considération l'opinion publique arabe lors de l'invasion de l'Irak. L'attention américaine envers le fossé entre les populations arabes et leurs leaders a été tardive et n'a pas permis d'atténuer le sentiment antiterroriste²⁸⁰.

Si les États-Unis avaient maintenu ou du moins réduit les opérations militaires dans la région, les terroristes auraient eu plus de difficultés à se multiplier et à s'y installer. Comme les interventions américaines n'ont mené à aucun résultat efficace, le terrorisme s'est présenté, pour bon nombre d'Arabes, comme une alternative et une résistance face aux régimes arabes et aux États-Unis. Nombreux sont les exemples qui illustrent cette situation critique. Faisal Shahzad, un djihadiste qui a tenté de commettre des attaques à Time Square, a clairement exposé ses motivations : « Je veux plaider coupable 100 fois parce qu'à moins que les États-Unis ne se retirent de l'Afghanistan et de l'Irak, et ne cessent leurs frappes en Somalie, au Pakistan et au Yémen et ne cessent d'attaquer les terres musulmanes, nous continuerons d'attaquer les États-Unis et serons là pour les avoir »²⁸¹. Notons que les interventions militaires et le soutien américain à l'État hébreu figurent parmi les principales causes de l'expansion du terrorisme et

²⁷⁹ "AQ IS and emerging terrorist groups can operate more quickly and quietly than ever before and their profit will be our loss." Ibid., p. 23.

²⁸⁰ Kull, Steven, "Feeling Betrayed: The Roots of Muslim Anger at America", *Brookings Institution Press*, 21 Mai 2011, https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2012/04/20110518_muslim_anger_kull.pdf. Consulté le 16 février 2020.

²⁸¹ "I want to plead guilty 100 times because unless the United States pulls out of Afghanistan and Iraq, until they stop drone strikes on Somalia, Pakistan and Yemen and stop attacking Muslim lands we will attack the United States and be out to get them." "Shahzad Pleads Guilty to Times Square Bombing Charges", *CNN*, 22 juin 2010, <http://edition.cnn.com/2010/CRIME/06/21/new.york.times.square.bomb/index.html>. Consulté le 16 février 2020.

de sa crédibilité dans la région. D'ailleurs, le gouvernement américain a reconnu théoriquement cet échec. Dans un rapport publié en 2004, la défense américaine a admis que « les actions américaines et le flux des événements ont renforcé l'autorité des insurgés djihadistes et ont eu tendance à approuver leur légitimité parmi les musulmans, identifiant à la fois le soutien que nous apportons à Israël et l'occupation américaine de l'Irak comme exemples »²⁸².

En 2006, la *National Intelligence Estimate* a émis une évaluation négative quant aux efforts américains dans la région, en concluant que « l'invasion et l'occupation américaines de l'Irak ont contribué à engendrer une nouvelle génération de radicalisme islamique »³¹⁴. En 2011, une étude du FBI sur l'évolution du terrorisme contre les États-Unis entre 2001 et 2010 est parvenue à un constat similaire : « Deux thèmes centraux ont galvanisé les acteurs terroristes : le sentiment anti-américain basé sur la perception que les États-Unis étaient en guerre contre l'islam et la croyance que le djihad violent était la réponse juste et nécessaire »²⁸³. En 2015, une nouvelle étude sur l'évolution du sentiment anti-américain sur Twitter, menée par la *London School of Economics*, a apporté des explications similaires à celles mentionnées ci-dessus, à savoir que le sentiment anti-américain s'était renforcé face à la politique interventionniste des États-Unis dans le monde arabe. Dans cette étude, les chercheurs se sont posé une question majeure : le sentiment anti-américain est-il animé par la politique américaine dans la région ou par les États-Unis en tant que nation libre et démocratique ? En d'autres termes, est-ce la politique américaine ou la société américaine qui renforce le sentiment anti-américain dans la région ? Observant les tweets postés à partir du Moyen-Orient, les chercheurs sont parvenus à la conclusion suivante : le sentiment anti-américain est dû à la politique américaine dans la région. Cet anti-américanisme favorise conséquemment la radicalisation et incite bon nombre d'Arabes à répondre positivement aux groupes terroristes pour contrer les interventions militaires américaines qui, selon les tweets, ont détruit la

²⁸² "American actions and the flow of events have elevated the authority of the jihadi insurgents and tended to ratify their legitimacy among Muslims identifying both us support of Israel and the American occupation of Iraq as examples." Department of Defense, "Report of the Defense Science Board Task Force on Strategic Communication", septembre 2004, <https://fas.org/irp/agency/dod/dsb/commun.pdf>. Consulté le 16 février 2020.

³¹⁴ "The American invasion and occupation of Iraq... helped spawn a new generation of Islamic radicalism", Mazetti, Mark, "Spy Agencies Say Iraq War Worsens Terrorism", *New York Times*, 24 septembre 2006, <https://www.nytimes.com/2006/09/24/world/middleeast/24terror.html>. Consulté le 17 février 2020.

²⁸³ "Two central themes galvanized actors: anti-US sentiment based on a perception that the United States was at war with Islam and the belief that violent jihad was the righteous and in fact requisite response." *Op. cit.*, Thrall, Trevor et Goepner, Erik, "Step Back lessons for US Foreign Policy from the Failed War on Terror".

région²⁸⁴.

Enfin, il est également important de rappeler que l'une des erreurs majeures de la stratégie américaine dans le monde arabe a été la conviction exagérée que celui-ci pouvait se transformer. Les gouvernements américains de George Bush et de Barack Obama ont conclu que le terrorisme émanait des conditions précaires ravageant le monde arabe, comme la pauvreté, l'oppression et la corruption politique. Les responsables républicains et démocrates ont clairement déclaré que les États-Unis ne seraient en sécurité que si le monde arabe et le Moyen-Orient restaient stables. Cet argument a d'ailleurs motivé et même défini la trajectoire de la politique étrangère américaine dans la région. Même si les régimes démocratiques dans le monde arabe représentent un avantage géostratégique majeur pour les États-Unis, il est très peu probable que ceux-ci réussissent à ériger des régimes arabes démocratiques par le biais d'une politique interventionniste. En effet, comme nous l'avons déjà mis en évidence en première partie, l'intervention militaire et l'occupation ne mènent que très rarement vers des changements démocratiques positifs. La question aujourd'hui est de savoir pourquoi les responsables américains étaient convaincus que transformer le Moyen-Orient pouvait se faire par le biais d'interventions militaires. Bien avant l'Afghanistan et l'Irak, les États-Unis avaient déjà une longue tradition de promotion démocratique et avaient tenté à plusieurs reprises d'imposer des changements politiques aux Philippines, au Vietnam ou dans les pays latinoaméricains. Ces interventions n'ont pas abouti à des résultats efficaces et ont même renforcé la méfiance envers les intentions américaines. C'est le cas particulièrement en Amérique latine, où certains pays développent un sentiment anti-américain permanent, comme Cuba, le Venezuela ou le Mexique. Il est naturellement déraisonnable qu'une puissance étrangère impose par la force un régime ou une structure politique dans un autre pays. Cette imposition est susceptible d'être rejetée par la population locale. Cela a été le cas en Irak.

La décision des États-Unis de renverser le régime de Saddam Hussein pour ensuite imposer un nouveau système démocratique par la force a été une stratégie dangereuse. Pour certains experts comme John Mearsheimer, si les États-Unis échouent à résoudre les défis au niveau national, comment peuvent-ils résoudre les défis politiques en Irak ? Brent Scowcroft, ancien conseiller à la sécurité nationale, a mis en garde à son tour : « Je ne pense pas que, dans

²⁸⁴ A. Jamal, Amaney, "Anti-Americanism in Arabic Twitter Discourses is Driven by Perceptions of U.S. Impingement in the Region", *LSE US Centre*, 2013. <https://blogs.lse.ac.uk/usappblog/2015/03/19/antiamericanism-in-arabic-twitter-discourses-is-driven-by-perceptions-of-u-s-impingement-in-the-region/>. Consulté le 17 février 2020.

un délai raisonnable, l'objectif de démocratiser le Moyen-Orient puisse réussir et, en essayant de le faire, vous pouvez aggraver sa situation »²⁸⁵. Cependant, pour d'autres spécialistes comme Anthony H. Cordermon, analyste américain, si la reconstruction de l'Irak a échoué, ce n'est pas dû à une mauvaise stratégie américaine mais bel et bien à une inappétence des Irakiens pour reconstruire leur propre pays. Il écrit en 2019 :

« Les États-Unis ne peuvent pas sauver l'Irak de lui-même. Ils ne peuvent pas empêcher l'Irak de se diviser selon des lignes d'ambition politique étroites ou selon la secte et l'ethnie. Ils ne peuvent réussir si les dirigeants corrompus poursuivent leurs propres intérêts aux dépens de leur pays. La responsabilité irakienne sera cruciale, et les États-Unis n'ont aucun intérêt stratégique à renforcer l'échec et ne peuvent servir aucun objectif moral ou éthique à cet égard. C'est un point que les États-Unis doivent clarifier à la fois auprès des dirigeants irakiens et de leur peuple »³¹⁸.

1.1.2 Barack Obama et la lutte antiterroriste : une stratégie de laissez-faire ?

L'hégémonie américaine a été bâtie grâce au soutien d'autres pays. Durant la guerre froide, les États-Unis avaient pour objectif de lutter contre l'idéologie communiste. Cette lutte, présentée par les Américains comme une lutte contre les valeurs libérales, avait incité plusieurs pays à approuver leur leadership et à les rejoindre pour combattre l'ennemi rouge. Ainsi, les États-Unis avaient aussitôt reçu la reconnaissance et le soutien d'autres pays. Autrement dit, après la Seconde Guerre mondiale, ils avaient été reconnus comme le grand gagnant de la guerre et le garant des valeurs libérales. Leur position hégémonique dans le monde a donc été façonnée par le soutien d'autres pays. Sans ce soutien, les États-Unis n'auraient pas bénéficié de cette position. Un ordre hégémonique établi sur la lutte anticomuniste acquerrait une légitimité, puisque cette dernière servait non seulement les intérêts américains, mais aussi ceux d'autres pays démocratiques comme la France ou le Royaume-Uni, et non démocratiques comme l'Arabie saoudite ou l'Argentine.

²⁸⁵ "I don't think in any reasonable time frame the objective of democratizing the Middle East can be successful and in the process of trying to do it you can make the Middle East a lot worse." Parmar, Inderjeet et Cox, Michael, *Soft Power and US Foreign Policy: Theoretical, Historical and Contemporary Perspectives*, London: Routledge, 2010, p. 68. ³¹⁸ "The United States cannot save Iraq from itself. It cannot prevent Iraq from dividing along narrow lines of political ambition, or according to sect and ethnicity. It cannot succeed if failed leaders pursue their own interests at the expense of their country. Iraqi accountability will be critical, and the U.S. has no strategic interest in reinforcing failure and cannot serve any moral or ethical purpose in doing so. This is a point the U.S. needs to make clear to both Iraq's leaders and its people." H. Cordesman, Anthony, "The Strategy the US Should Pursue in Iraq", *CSIS*, 12 février 2019, <https://www.csis.org/analysis/strategy-us-should-pursue-iraq>. Consulté le 17 février 2020.

Toutefois, après la chute de l'Union soviétique en 1991 et la victoire des États-Unis dans cette guerre idéologique, le communisme n'était plus une menace mondiale. Par conséquent, l'intérêt commun de la lutte anticomuniste, qui façonnait l'hégémonie américaine, n'était plus d'actualité. Washington comptait maintenir son hégémonie dans le monde, mais il était difficile pour les responsables américains de la préserver en l'absence d'ennemi commun et/ou mondial. Comme l'a souligné Antonio Gramsci, philosophe italien, la suprématie d'un groupe se manifeste par la domination et le leadership intellectuel et moral²⁸⁶. Quant à Robert Cox, professeur de sciences politiques à l'université de York à Toronto, il explique que l'acteur hégémonique a besoin du consentement d'autres acteurs pour exercer son pouvoir²⁸⁷. Le consentement des autres pays représente donc une condition majeure pour l'acteur hégémonique. Pour obtenir et préserver une position hégémonique, il est nécessaire que le pays puissant associe ses intérêts à ceux des autres pays ; ces derniers définiront ainsi leurs intérêts en fonction de ceux de l'acteur hégémonique²⁸⁸. En l'absence de cette harmonie, l'hégémonie du pays est remise en question et perd de sa légitimité.

Même si les années 1990 ont été marquées par la victoire idéologique des États-Unis, leur laissant le champ libre pour maintenir et gérer le nouvel ordre mondial, elles ont également vu un questionnement à l'égard de l'hégémonie américaine. Ce questionnement s'est traduit par des difficultés, de la part des responsables américains, à convaincre leurs alliés sur de nombreuses problématiques internationales. En effet, ces événements ont fait entrer le monde dans une période instable où de nouvelles menaces sont apparues, comme les conflits régionaux (conflit israélo-palestinien) et le terrorisme international (attaque à la bombe du *World Trade Center* à New York en 1993). Ces nouvelles menaces ont mis l'hégémonie américaine à rude épreuve parce qu'en l'absence d'un ennemi puissant et concret, les responsables américains devaient élaborer des stratégies sans faille pour assurer leur superpuissance.

Conscients des nouvelles exigences d'un monde unipolaire, les responsables américains se sont lancés dans la recherche d'un nouvel ennemi international pour renforcer à nouveau leur position hégémonique. Cet ennemi devait répondre aux intérêts américains et des autres pays, et le terrorisme islamiste a été qualifié d'ennemi n° 1 de la planète. Cependant, notons que ce

²⁸⁶ Gramsci, Antonio, *Cahiers de prison*, Paris : Gallimard, 1996, p. 73-74.

²⁸⁷ W. Cox Robert, "Gramsci Hegemony and International Relations an Essay in Method", *Millenium Journal of International Studies*, 12, no. 2 (1983): 170-171. doi.org/10.1177/03058298830120020701.

²⁸⁸ *Ibid.*

n'est qu'après les attaques du 11 septembre 2001 que le terrorisme est apparu comme une menace mondiale. En effet, aussitôt après ces attaques, la paix internationale et la sécurité des États-Unis et du monde libéral sont devenues des enjeux majeurs et un intérêt commun pour la majorité des autres nations. Face aux atrocités des attentats du 11 septembre, les États-Unis ont réussi à attirer l'attention de la communauté internationale autour de la menace terroriste préoccupante autant pour eux-mêmes que pour les autres pays.

Comme de nombreux pays avaient déjà souffert du terrorisme, le fait de le qualifier de menace globale a répondu aux attentes de beaucoup de régimes. Ainsi, la volonté de Washington de faire du terrorisme une lutte mondiale a été une stratégie convaincante où les intérêts américains se sont mêlés à ceux des autres pays. On peut citer notamment les attentats en France (1994 et 1995), en Égypte (novembre 1997, massacre de Louxor), en Arabie saoudite (1996, contre les deux tours de Khobar), en Turquie (massacre de Sivas en juillet 1993), en Tanzanie et au Kenya (août 1998, contre des ambassades américaines) ou en Indonésie (réveillon de Noël 2000), etc. Par conséquent, quand la guerre contre le terrorisme a été annoncée par le président George Bush, beaucoup de régimes politiques ont aussitôt apporté leur soutien à celle-ci, se conformant ainsi au leadership américain et faisant du terrorisme une priorité dans leurs agendas politiques.

Il est essentiel de noter que le combat contre le terrorisme international n'a pas seulement porté contre le radicalisme musulman mais a inclus également la prévention des armes de destruction massive et la promotion des valeurs démocratiques. Ainsi, une lutte mondiale contre une menace commune a permis aux États-Unis de renforcer leur hégémonie dans le monde²⁸⁹. La guerre contre le terrorisme a, par conséquent, occupé une place majeure dans la politique étrangère américaine. Néanmoins, les leaders américains ont également convaincu l'opinion publique américaine de la nécessité de cette guerre en déclarant que le terrorisme mettait en danger l'unité des États-Unis, leur liberté et leurs valeurs. L'association de la lutte antiterroriste et des valeurs américaines a été un élément décisif pour convaincre le peuple américain de la stratégie américaine à l'étranger. L'antiterrorisme ayant été qualifié de lutte commune, renforçant le leadership américain dans le monde, Barack Obama est devenu en 2008 le président démocrate devant adopter cette vision. Cependant, il est arrivé au pouvoir après avoir vivement critiqué la stratégie de George Bush contre le terrorisme. Prenant en

²⁸⁹ Tripathi, Deepak, *Overcoming the Bush Legacy in Iraq and Afghanistan*. Nebraska: Potomac Books, 2010, p. 23-25.

compte ce paradoxe, la présidence de Barack Obama a tenté, tant bien que mal, de se différencier des politiques antiterroristes de George Bush. Malgré ses critiques envers la stratégie contre-terroriste de son prédécesseur, Barack Obama a pourtant continué de qualifier le terrorisme islamiste de menace majeure.

Cependant, il convient de souligner que même si la présidence de Barack Obama a donné une grande importance à la lutte antiterroriste, sa politique étrangère n'a pas été structurée autour de cette menace. Comme la lutte antiterroriste entreprise par le gouvernement de George Bush n'avait atteint aucun but majeur (démantèlement des organisations terroristes, prévention des armes de destruction massive et promotion démocratique), le président Barack Obama a décidé de maintenir les mêmes objectifs mais en déployant des politiques différentes. De plus, il n'a pas pu abandonner le principe de la guerre contre le terrorisme puisque celle-ci avait permis aux États-Unis de reconstruire leur hégémonie en luttant pour protéger leur identité. Abandonner ou du moins sous-estimer cette lutte aurait été synonyme de délaisser la nation américaine. Le président Barack Obama a adopté une définition du 11 septembre 2001 similaire à celle de George Bush : le terrorisme est une menace directe contre les États-Unis, et les organisations terroristes doivent être éradiquées. Il a également associé cette lutte avec les valeurs américaines en déclarant que l'identité américaine et les valeurs du peuple américain étaient si ancrées dans la société qu'il était impossible de leur porter atteinte par des actes terroristes²⁹⁰.

Dans ses discours, Barack Obama a également déclaré que la société américaine devait être sensibilisée sur la menace terroriste et sur le désir des terroristes de détruire le mode de vie américain. Il a donc annoncé de nouvelles stratégies pour protéger le peuple américain²⁹¹.

Même si les responsables américains, sous la présidence d'Obama, étaient conscients de l'importance de la lutte antiterroriste pour préserver l'hégémonie américaine, ils savaient également que les politiques déployées par Bush pour cela avaient plongé cette dernière dans une profonde crise. Ainsi, la présidence d'Obama a tenté de restaurer l'hégémonie américaine

²⁹⁰ « Our challenges may be new, the instruments with which we meet them may be new, but those values upon which our success depends, honesty and hard work, courage and fair play, tolerance and curiosity, loyalty and patriotism - these things are old. These things are true. They have been the quiet force of progress throughout our history.” Obama, Barack, “Barack Obama’s Inaugural Address”, *New York Times*, 20 janvier 2009 <https://www.nytimes.com/2009/01/20/us/politics/20text-obama.html>, consulté le 20 février 2020.

²⁹¹ Obama, Barack, “The War We Need to Win”, *Woodrow Wilson Center*, août 2007, <https://www.americanrhetoric.com/speeches/barackobamawilsoncenter.htm>, consulté le 20 février 2020.

par le biais de politiques plus rationnelles. Même si Bush avait réussi à renverser le régime de Saddam Hussein, il avait mis à rude épreuve la légitimité du leadership américain, notamment après les scandales des prisons d'Abou Ghraib en Irak ou de la base de Guantanamo, où le respect des droits de l'homme était inexistant. En effet, la pratique de la torture avait été autorisée par le gouvernement de Bush. Un rapport de décembre 2008 précise que les techniques brutales d'interrogatoire utilisées par la CIA et l'armée américaine sont dérivées des techniques utilisées lors de la formation des forces spéciales afin de résister à l'interrogatoire de la part d'ennemis torturant leurs prisonniers. Ces techniques incluent la nudité forcée, des postures douloureuses et stressantes, la privation de sommeil et, jusqu'en 2003, le *waterboarding*, une simulation de noyade. D'anciens membres de la CIA sont venus sur le devant de la scène pour révéler des détails sur ces techniques autorisées par la CIA, incluant les gestes suivants :

- se saisir brutalement de la chemise du prisonnier et le secouer (*Attention Grab*) ;
- une gifle soudaine avec le plat de la main (*Attention Slap*) ;
- une frappe de la main à plat sur l'abdomen (*Belly Slap*).

Les techniques d'interrogatoire suivantes ont été officiellement utilisées par l'armée américaine : hurler contre le prisonnier ; utiliser une musique assourdissante et faire un usage stressant de la lumière ; manipuler l'environnement ; priver le prisonnier de sommeil ou provoquer une peur contrôlée (chiens avec ou sans muselière)²⁹². Ces pratiques autorisées par le gouvernement américain ont porté atteinte à l'hégémonie américaine et à la crédibilité de la promotion démocratique entretenue par les États-Unis, immunisant les auteurs de ces actes de tout jugement.

Aujourd'hui, la violence qui a explosé en Irak a aussi déteint sur les frontières des pays limitrophes comme la Turquie, la Syrie ou le Pakistan, facilitant l'expansion du terrorisme dans l'ensemble de la région. La chute du régime de Saddam Hussein n'a pas mené à la chute des autres régimes ennemis comme l'Iran ou la Syrie. De plus, la démocratisation de l'Irak peine toujours à se concrétiser sur le terrain, rendant ainsi plus ou moins utopique le projet de *Greater Middle East Initiative*. Nous pouvons ainsi déduire que les États-Unis ont déployé leur

²⁹² Cf. National Security Council Information, CIA, 2016.
<https://www.cia.gov/library/readingroom/docs/0005856717.pdf>. Consulté le 17 février 2020.

puissance au-delà des limites nécessaires, ciblant des régimes non terroristes et créant des conditions favorables à l'implantation des terroristes dans la région. Or, les échecs de la stratégie américaine dans le monde arabe ont remis en question non seulement l'hégémonie américaine dans la région, mais aussi les objectifs sur lesquels celle-ci reposait. Ceci s'est illustré par une vision critique envers les décisions américaines, incitant certains pays à s'éloigner des positions de Washington. Cela a été le cas lors du rejet de l'invasion de l'Irak en 2003 par la France et l'Allemagne. Cette méfiance envers le leadership américain s'est maintenue dans la région des années plus tard, poussant les puissances régionales à sceller leur entente sur des questions majeures, comme en décembre 2016, quand la Russie, la Turquie et l'Iran ont promis une solution à la crise syrienne sans les États-Unis²⁹³.

En 2009, lors de l'intronisation de Barack Obama à Washington, George Bush a laissé une Amérique excessivement engagée dans une région ravagée par les guerres. Le nouveau président a donc hérité des conséquences désastreuses de cet engagement, opérant ainsi un changement dans l'approche de la politique étrangère américaine afin d'améliorer l'image américaine dans le monde. Pour y parvenir, les responsables démocrates ont d'abord procédé à une modification de la terminologie dans les discours présidentiels. En effet, la notion de « guerre contre le terrorisme » a été chassée du vocabulaire présidentiel. Même si celle-ci a discrètement refait surface lors du discours du président Obama à la nation, en septembre 2015, la terminologie de la « guerre contre le terrorisme » s'est éloignée du discours public. Le gouvernement Obama a préféré que celui-ci soit centré sur des groupes terroristes particuliers, que ce soit al-Qaida dans la péninsule arabique, l'État islamique en Irak et en Syrie (ISIS) ou d'autres. Comme la notion de « lutte contre le terrorisme » avait acquis une connotation négative, il était impératif pour le gouvernement Obama d'utiliser une terminologie moins guerrière pour entamer une nouvelle relation avec le monde arabo-musulman.

Le discours du Caire en 2009 a marqué ce changement radical dans la terminologie présidentielle américaine. Néanmoins, cela ne signifiait pas pour autant que le gouvernement de Barack Obama avait abandonné la lutte antiterroriste. Le président démocrate a tenté d'alterner entre l'option militaire et d'autres options plus consensuelles comme la diplomatie et les échanges culturels, afin d'atténuer le caractère agressif des politiques de George Bush et se rapprocher

²⁹³ Mandraud, Isabelle, « À Moscou, la Russie, l'Iran et la Turquie scellent leur entente sur la Syrie », *Le Monde*, 21 décembre 2016, https://www.lemonde.fr/europe/article/2016/12/21/a-moscou-la-russie-l-iran-et-la-turquiescellent-leur-entente-sur-la-syrie_5052202_3214.html, consulté le 15 février 2020.

subtilement du monde arabe et islamique. Par conséquent, l'approche de Barack Obama a donné de l'ampleur à la puissance américaine en apportant des solutions internationales et multilatérales, écartant ainsi le caractère unilatéral des politiques de George Bush.

Pour mieux comprendre la stratégie de Barack Obama, il est important de se pencher sur les priorités de la politique étrangère américaine du gouvernement démocrate. Notons que les similarités entre les gouvernements de Bush et d'Obama concernant les priorités internationales sont nombreuses. En effet, ce dernier a déclaré que le démantèlement des organisations terroristes, la prévention des armes de destruction massive, les puissances émergentes et le réchauffement climatique étaient les menaces majeures du XXI^e siècle²⁹⁴. Ces menaces, à l'instar du réchauffement climatique, étaient aussi des priorités dans les politiques de George Bush. Le gouvernement républicain a souligné que ces défis devaient être traités sous le leadership des États-Unis, et que ceux-ci pouvaient agir unilatéralement et de manière préventive. Or, la notion de lutte antiterroriste a perdu de sa substance quand George Bush a décidé de diriger l'attention américaine vers l'Irak. Cette invasion, comme nous l'avons déjà souligné, a déplacé les États-Unis vers la mauvaise cible, délaissant la lutte réelle contre le terrorisme et facilitant ainsi son explosion dans la région. Ceci est particulièrement le cas des talibans en Afghanistan, qui ont réussi à développer leur emprise sur la vie politique afghane et à se doter d'une légitimité politique avec l'ouverture de leur bureau politique au Qatar, l'un des alliés américains dans la région. D'ailleurs, ce développement peut s'illustrer par les chiffres suivants : en 2008, 155 soldats américains sont morts en Afghanistan³²⁸, contre 496 en 2010, l'année la plus sanglante pour les forces américaines dans le pays ²⁹⁵. Conscient de la détérioration de la situation, Barack Obama a focalisé les opérations militaires contre al-Qaïda afin de contenir la menace terroriste. Comme Robert Cox l'a souligné, afin qu'un pays puisse obtenir le soutien d'autres pays, il doit impérativement garantir la sécurité et la stabilité. Si al-Qaïda avait lancé une attaque similaire à celle du 11 septembre 2001, les États-Unis auraient été incapables de préserver leur stabilité et celle de leurs alliés.

²⁹⁴ Obama, Barack, "Renewing American Leadership", *Foreign Affairs*, juillet 2007, <https://www.foreignaffairs.com/articles/2007-07-01/renewing-american-leadership>, visité le 17 février 2020. ³²⁸ Singh, Robert, *Barack Obama's Post American Foreign Policy*, London: Bloomsbury Publishing, 2012, p. 5660.

²⁹⁵ Mora, Edwin, "2010 Was By Far the Deadliest Year For US Troops-One American Killed Every 18 Hours", *CS News*, 31 décembre 2010, [https://www.cnsnews.com/news/article/2010-was-far-deadliest-year-us-troopsafghanistan-one-american-killed-every-18-hours#:~:text=\(CNSNews.com\)%20%2D%20With,casualties%20maintained%20by%20CNSNews.com](https://www.cnsnews.com/news/article/2010-was-far-deadliest-year-us-troopsafghanistan-one-american-killed-every-18-hours#:~:text=(CNSNews.com)%20%2D%20With,casualties%20maintained%20by%20CNSNews.com). Consulté le 18 février 2020.

Autrement dit, comme il était impossible pour les États-Unis de démanteler toutes les organisations terroristes, le président démocrate a intensifié les opérations contre al-Qaida, l'auteur des attaques du 11 septembre. Selon Barack Obama, son démantèlement créerait de meilleures conditions sécuritaires en Afghanistan afin de permettre le retrait des troupes américaines en 2014²⁹⁶. Ainsi, les États-Unis ont tenté d'établir un équilibre entre leur puissance militaire et les décisions prises à l'échelle internationale pour mieux gérer le leadership américain endommagé par les stratégies de George Bush. Or, si l'on s'intéresse davantage à la stratégie de Barack Obama, le changement stratégique opéré par son gouvernement n'a pas inclus ou n'a pas pu inclure un désengagement militaire effectif. En effet, mener à bien cette nouvelle stratégie dans la région supposait le déploiement de plus de troupes sur le terrain. Le président démocrate a ordonné l'envoi de 50 000 soldats supplémentaires en Afghanistan²⁹⁷. Les États-Unis ont donc mené plusieurs opérations militaires contre al-Qaida en Afghanistan et au Pakistan. L'assassinat d'Oussama Ben Laden le 2 mai 2011 a été un acte important, même si la lutte antiterroriste devait continuer.

Nous pouvons dire que le gouvernement de Barack Obama a fait de l'Afghanistan et du Pakistan les terrains principaux du combat antiterroriste, à l'inverse de George Bush, pour qui l'Irak était une priorité dans cette lutte. Irréfutablement, dans son combat contre le terrorisme, le gouvernement Obama a réussi à atteindre un niveau de crédibilité nécessaire pour l'hégémonie américaine dans le monde. Cette crédibilité que le président a su redonner aux États-Unis est principalement due à une meilleure évaluation des défis terroristes sur le terrain. L'Afghanistan et le Pakistan ont été ainsi les deux principales cibles de la lutte antiterroriste sous la présidence de Barack Obama. Pour mener à bien cette stratégie, il a ordonné une assistance militaire au Pakistan en fournissant des équipements (avions de combat, radars de reconnaissance, lunettes de nuit...) et des formations de certains corps d'armée, en rappelant que le pays devait démontrer son engagement à éradiquer al-Qaida et les extrémistes violents au sein de ses frontières. Le président a également accordé une aide au Pakistan pour surmonter la crise économique, par l'adoption du *Kerry Lugar Bill*, projet de loi affectant 1,5 milliard de dollars par an sur cinq ans au soutien direct du peuple pakistanais. Obama a demandé au Congrès d'adopter ce projet de loi qu'il a qualifié « d'acompte » sur l'avenir de l'Amérique.

²⁹⁶ Beinart, Peter, "Obama Shrinks the War on Terrorism", *The Time*, 7 décembre 2009, <http://content.time.com/time/magazine/article/0,9171,1945337,00.html>, consulté le 27 février 2020.

²⁹⁷ Obama, Barack, "Remarks By the President At the National Defense University", Washington DC, 23 mai 2013, <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2013/05/23/remarks-president-national-defenseuniversity>, consulté le 1^{er} mars 2020.

Pour l'Afghanistan, en plus des renforts de soldats américains pour les missions militaires, il a orienté la mission des États-Unis sur la formation et l'augmentation de l'effectif des forces de sécurité afghanes. Il a également accru les efforts pour accélérer la mise en place d'une armée afghane de 134 000 hommes et d'une force de police de 82 000 membres, en accroissant substantiellement le nombre de civils américains sur le terrain pour faire progresser la sécurité et la justice²⁹⁸.

Si cette stratégie a apporté des résultats concrets, comme la mort d'Oussama Ben Laden et la déstabilisation d'al-Qaida, elle a paradoxalement mené vers un laissez-faire en Irak. Quelques mois après la mort du leader d'al-Qaida, les États-Unis ont entamé le retrait des troupes militaires d'Irak, en décembre 2011, marquant ainsi la fin de la guerre. Cependant, ce retrait a laissé un vide politique et sécuritaire profond en Irak, permettant aux groupes terroristes de se reconstruire pleinement après la mort du principal leader terroriste. L'absence américaine et l'inexistence d'un gouvernement irakien inclusif et fort ont permis l'émergence d'un nouveau groupe terroriste : l'État islamique en Irak et au Levant/Syrie. Cet événement a plongé la lutte antiterroriste dans une profonde crise et a mis à rude épreuve la stratégie de Barack Obama, qui semblait pourtant s'être désengagé de la crise irakienne. Ce désengagement en Irak a mené vers un déclin apparent de la stratégie américaine dans la région.

En effet, dans un article publié en 2020, Anthony Cordesman, chercheur au *Center for Strategic of International Studies*, admet l'échec des stratégies américaines au Moyen-Orient et explique comment le désengagement américain a entraîné la perte de l'Irak et des pays du Golfe :

« Les États-Unis ont régulièrement perdu la confiance de leurs partenaires stratégiques arabes dans la région du Golfe. Les États-Unis ont ignoré leurs conseils lors de l'invasion de 2003, faisant de l'Iran la puissance militaire dominante dans le nord du Golfe tout en faisant de l'Irak une source constante de faiblesses et de préoccupations instables. [...] Les États-Unis ont plutôt sanctionné et provoqué l'Iran, sans pour autant dissuader efficacement, ni réagir correctement aux actions militaires iraniennes. Pendant ce temps, la Chine a créé une base et une installation portuaire importantes à Djibouti, permettant ainsi à la Russie, à la Turquie et à la Chine de devenir des acteurs de plus en plus importants dans la région. Les États-Unis prennent fermement position contre l'Iran sans agir de manière décisive,

²⁹⁸ Obama, Barack, "Remarks by the President on a New Strategy for Afghanistan and Pakistan", The White House, 27 mars 2009, <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/remarks-president-a-new-strategyafghanistan-and-pakistan>, consulté le 1^{er} mars 2020.

et le président américain ne semble pas pouvoir décider si les États-Unis se retireront ou resteront en Irak »²⁹⁹.

Anthony Cordesman n'est pas le seul à condamner fermement la stratégie de Barack Obama en Irak. Dans son ouvrage intitulé *The Endgame*, Michael Gordon critique les politiques démocrates envers l'Irak. Pour lui, si la guerre en Irak était si largement considérée comme une erreur calamiteuse, peu de gens étaient prêts à accepter l'idée qu'elle était néanmoins devenue nécessaire. Pourtant, rétrospectivement, al-Qaida en Irak était déjà l'unité à la croissance la plus rapide et la plus rentable du réseau terroriste. Cependant, pour le président américain, l'Irak n'était pas une priorité dans la lutte antiterroriste, niant ainsi le fait qu'il était une cible aussi importante que l'Afghanistan ou le Pakistan. Les républicains ont d'ailleurs appelé le gouvernement de Barack Obama à négocier un nouveau statut pour les troupes américaines en Irak avec les responsables irakiens. « L'accord sur le statut des forces », pacte que les Irakiens ont refusé de signer en 2011, a, d'une manière ou d'une autre, entraîné le retrait de toutes les troupes américaines.

Les responsables du gouvernement Obama ont depuis souligné que puisque les Irakiens avaient refusé d'indemniser les troupes américaines contre une éventuelle action en justice, Washington ne pouvait pas accepter un accord³⁰⁰. Par ailleurs, il est essentiel de rappeler que même avec un contingent aussi important, les États-Unis n'auraient pas pu écraser alQaida ; la campagne de persécution de Maliki contre les tribus sunnites et les dirigeants politiques avait façonné les extrémistes beaucoup plus rapidement que les troupes américaines ne pouvaient les cibler. Cette stratégie de laissez-faire en Irak a mis en péril la lutte antiterroriste et a mené vers l'émergence d'autres groupes terroristes aussi redoutables qu'al-Qaida. En fait, l'absence des États-Unis s'est avérée encore plus toxique que leur présence. Une chose que les États-Unis ont apprise à la fois

²⁹⁹ "More broadly, the United States has steadily lost the confidence of its Arab strategic partners in the Gulf region. The United States ignored their advice during the invasion in 2003, making Iran the dominant military power in the northern Gulf while also turning Iraq into a constant source of unstable weaknesses and concern. Beginning with President Obama, the United States has bullied its allies over burden sharing even when they were spending some 10% of their GDP on military forces, raising growing questions about U.S. willingness to main its military role in the Gulf and support the security of its allies. The United States has instead sanctioned and provoked Iran – without effectively deterring it or properly reacting to Iranian military actions – stood by as China created a major base and port facility in Djibouti, and enabled Russia, Turkey, and China to become growing players in Gulf affairs. The United States takes a hardline stance against Iran without acting decisively on its words, and the U.S. President cannot seem to decide whether the United States will be withdrawing or staying in Iraq based on the day of the week." H. Cordesman, Anthony, "America's Failed Strategy in the Middle East/ Loosing Iraq and the Gulf", CSIS, 2 janvier 2020, <https://www.csis.org/analysis/americas-failed-strategy-middle-eastlosing-iraq-and-gulf>, consulté le 2 mars 2020.

³⁰⁰ R. Gordon, Michael et E. Trainor, Bernard, *The Endgame: The Inside Story of the Struggle for Iraq, from George W. Bush to Barack Obama*, London: Vintage, 2013, p. 237-245.

en Irak et en Afghanistan, c'est que l'armée peut gagner des batailles mais non pas résoudre des problèmes qui sont fondamentalement de nature politique. Étant donné les divisions ethnico-religieuses de l'Irak, la démocratie que les États-Unis ont tenté d'y promouvoir n'a pas produit de pluralisme politique mais des formes concurrentes de nationalisme ethnique, handicapant toute initiative américaine.

Sur le plan des droits de l'homme, le gouvernement Obama s'est fortement éloigné des politiques autorisant le recours à la torture approuvé par le gouvernement Bush. Beaucoup ont souligné le caractère illégitime et arbitraire des décisions de George Bush en ce qui concerne l'emprisonnement à Guantanamo de milliers de suspects terroristes pendant de longues années, sans pour autant être jugés équitablement. La position de Barack Obama envers Guantanamo a donc été considérée comme éthique et à la fois stratégique³⁰¹. La base de Guantanamo a suscité de vives critiques dans le monde entier, dénonçant le caractère agressif du leadership américain et argumentant que l'absence de jugement allait à l'encontre des droits de l'homme et des valeurs libérales que les États-Unis entendaient propager dans le monde arabe. Prenant en compte ces critiques, le président Barack Obama a ordonné la fermeture de la prison de Guantanamo avec la signature, en décembre 2013, du *Defense Bill*. Cependant, le Congrès américain a fortement rejeté cette décision, soulignant l'incapacité des États-Unis à assumer les coûts de transport des prisonniers. De plus, beaucoup de problématiques ont surgi de cette décision, comme les procédures juridiques à suivre pour juger les détenus, ou l'avenir de ceux qui seraient libérés et qui pourraient représenter une éventuelle menace pour la sécurité américaine. Même si le Congrès américain a accepté le jugement des détenus de Guantanamo, un seul d'entre eux a été jugé : Ahmad Ghailani. Après ce procès, le Congrès américain a interdit tout transfert des détenus aux États-Unis. Une décision du Congrès a désormais permis le transfert des détenus dans leur pays d'origine³⁰².

Le gouvernement de Barack Obama a également interdit les prisons américaines secrètes à l'étranger, non soumises à la législation américaine, en ordonnant que tous les prisonniers jouissent d'une protection humanitaire octroyée par la convention de Genève³⁰³. Le

³⁰¹ J. Lynch, Timothy, *A Change of Leaders is the Joy of Fools: Bush, Obama and Continuity in American Foreign Policy*, Canberra: Australian Political Science Association, 2011.

³⁰² Carless, Will, "These are the 5 Guantanamo Detainees who Might be Moving to Uruguay", PRI, 28 mars 2014, <https://www.pri.org/stories/2014-03-28/these-are-5-guantanamo-detainees-who-might-be-moving-uruguay>. Consulté le 1^{er} mars 2020.

³⁰³ La convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre du 12 août 1949 (appelée également « troisième convention de Genève ») aborde les mêmes questions que celle de 1929. Le terme « prisonnier de

gouvernement démocrate a également banni toutes les pratiques de tortures, que nous avons mentionnées plus haut, autorisées par le gouvernement de George Bush. Barack Obama a donc tenté de mettre en œuvre une lutte antiterroriste plus éthique et équitable, corrigeant ainsi les erreurs humanitaires de George Bush et gagnant le soutien de la communauté internationale. Néanmoins, il convient de rappeler que certaines mesures prises sous la présidence de George Bush ont continué à être appliquées sous le gouvernement de Barack Obama. En effet, les responsables américains n'ont pas assuré de jugements équitables pour les détenus de Guantanamo quand ces derniers ont été transférés dans leur pays d'origine, les laissant ainsi à des systèmes juridiques corrompus et défaillants.

De même, le recours à la torture a été réel sous les mandats de Barack Obama, notamment à Guantanamo. En effet, l'opposition républicaine au Congrès américain envers la fermeture de la base était si forte qu'elle n'a jamais eu lieu sous les deux mandats de Barack Obama. D'autres responsables y voient d'autres raisons. Le 1^{er} septembre 2015, Ashton Carter, ministre de la Défense des États-Unis (présidence Obama), a déclaré : « La raison pour laquelle il est compliqué de fermer Guantanamo est la suivante : certains des prisonniers qui sont là doivent être détenus indéfiniment, ils doivent simplement être enfermés, [même si] mon point de vue est qu'il serait bon, si c'est possible, de fermer Guantanamo, si cela peut être fait en toute sécurité »³³⁸. L'échec de la fermeture de Guantanamo a également marqué l'impuissance du président Obama et l'impossibilité de mettre fin à une partie de cette lutte antiterroriste. En effet, le camp de Guantanamo est considéré, depuis sa création en 2001, comme un centre de détention important pour George Bush afin de combattre le terrorisme. Cependant, la légalité des conditions de détention a suscité beaucoup de critiques de la part d'organisations internationales comme Amnesty International, qui a qualifié Guantanamo de « goulag moderne ». Ce camp a également envenimé le sentiment anti-américain dans le monde arabo-

au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) de rendre visite à tous les camps de prisonniers de guerre sans aucune restriction. Le CICR peut également s'entretenir, sans témoin, avec les prisonniers. Cette convention fixe également les limites sur le traitement général des prisonniers, comme l'obligation de les traiter humainement. La torture et tous les actes de pression physique ou psychologique sur ces derniers sont strictement interdits. Il y a des obligations sanitaires, que ce soit au niveau de l'hygiène ou de la nourriture, et du respect de la religion des prisonniers.

Cf. <https://ihl-databases.icrc.org/applic/ihl/dih.nsf/Article.xsp?action=openDocument&documentId=3D156EB6C4E00297C12563BD002BF0A0>>/ou voir <https://ihl-databases.icrc.org/applic/ihl/dih.nsf/ART/375-590018?OpenDocument>>/ou voir <https://ihl-databases.icrc.org/applic/ihl/dih.nsf/ART/375-590018?OpenDocument>

guerre » est défini dans cette convention : c'est un combattant qui a été capturé. Ce peut être un soldat d'une armée, un membre d'une milice, ou encore certains civils comme les résistants. C'est cette convention qui permet

databases.icrc.org/applic/ihl/dih.nsf/Treaty.xsp?action=openDocument&documentId=4946170FCA7C6F87C12563140043A9C0>.

³³⁸ « La moitié des prisonniers de Guantanamo resteront enfermés “indéfiniment” », *Le Monde*, 1^{er} septembre 2015. https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2015/09/01/la-moitie-des-prisonniers-de-guantanamo-resteront-enfermes-indefinitement_4742717_3222.html. Consulté le 2 mars 2020.

musulman. En effet, le 5 juin 2005, le sénateur démocrate Joe Biden, membre de la Commission des affaires étrangères du Sénat, a demandé sa fermeture. Selon lui, il représentait un danger pour les Américains dans le monde, en stigmatisant et en amplifiant la haine des musulmans envers les États-Unis³⁰⁴.

Un autre élément phare du combat contre le terrorisme était la promotion démocratique, et celle-ci est restée vivace sous la présidence de Barack Obama. Néanmoins, les responsables démocrates ont déployé des mesures plus modérées pour mener à bien le projet du Grand Moyen-Orient. Comme la promotion démocratique par le biais d'actions militaires s'était avérée néfaste, le président américain est resté vigilant sur la façon d'établir des démocraties dans le monde arabe. Conscient que les intérêts américains seraient mieux servis dans un monde arabe plus démocratique, Barack Obama a œuvré à ce que les valeurs démocratiques introduites soient plus adaptées aux valeurs locales. Par conséquent, Washington a veillé à ce que la promotion des valeurs démocratiques dans le monde arabe ne porte pas atteinte à l'hégémonie américaine. Le gouvernement de Barack Obama, à l'inverse de celui de George Bush, a pris soin de consulter constamment la communauté internationale pour promouvoir la démocratie dans les pays arabes. Le président démocrate a admis que la promotion démocratique entretenue par son prédécesseur contenait des erreurs stratégiques, en reconnaissant éventuellement le droit des peuples à établir leur propre structure politique et en soulignant que chaque pays disposait de ses valeurs et de sa culture, et qu'aucune nation ne pouvait se donner le droit d'imposer un régime³⁰⁵.

Toutefois, lors de son discours à la nation en 2009, Barack Obama s'est engagé à faire prévaloir les valeurs libérales sur le radicalisme³⁰⁶. Cela dit, dans le rapport de la « Stratégie

³⁰⁴ « Faut-il fermer le “Goulag” », *RFI*, 7 juin 2005, http://www1.rfi.fr/actufr/articles/066/article_36667.asp. Consulté le 28 février 2020.

³⁰⁵ Obama, Barack, “Remarks by the President to the United Nations General Assembly”, United Nations, 23 septembre 2009, <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/remarks-president-united-nations-general-assembly>, consulté le 5 mars 2020.

³⁰⁶ Obama, Barack, “Remarks of President Barack Obama – Address to Joint Session of Congress”, The White House, 24 février 2009, <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/remarks-president-barack-obama-address-joint-session-congress>. Consulté le 4 mars 2020. ³⁴² Cf. National Security Strategy, 27 mai 2010, https://obamawhitehouse.archives.gov/sites/default/files/rss_viewer/national_security_strategy.pdf, consulté le 16 mars 2020.

nationale de sécurité » publié en 2010, il n'y a eu aucune association claire entre la promotion démocratique et la lutte antiterroriste³⁴². D'ailleurs, l'une des principales préoccupations de Barack Obama était de restaurer la sécurité en Irak afin d'opérer le retrait des troupes américaines à temps. Pour ce qui est des relations diplomatiques avec les régimes arabes non démocratiques, les intérêts stratégiques et les questions de sécurité régionale ont primé sur la promotion démocratique. Pourtant, il convient de préciser que les événements du « printemps arabe » ont obligé le gouvernement de Barack Obama à donner plus d'importance à la démocratie et aux revendications populaires dénonçant les régimes totalitaires, alliés des États-Unis. Pris de court par les soulèvements populaires arabes, le gouvernement démocrate a peiné à élaborer des stratégies de long terme pour faire face à tout changement politique dans cette région stratégique.

Durant le « printemps arabe », Barack Obama a apporté son soutien aux aspirations démocratiques. Or, si les responsables américains ont soutenu les révolutions tunisienne, libyenne et syrienne, leurs positions envers les révolutions égyptienne et bahreïnie se sont révélées plus sceptiques. En effet, les États-Unis détiennent, en Égypte et au Bahreïn, des intérêts vitaux, et la démocratie n'y est que subsidiaire. L'Égypte est un parfait exemple qui démontre la politique « sélective » des États-Unis dans la promotion démocratique dans la région. Quand le peuple égyptien s'est soulevé contre le régime d'Hosni Moubarak en 2011, Washington s'est montré plus dubitatif. Ce soulèvement était en effet le synonyme de la fin d'un régime pro-américain par excellence. Même si, par la suite, le gouvernement de Barack Obama a fini par soutenir la volonté du peuple tout en essayant de contrôler la transition du pouvoir, ce soulèvement a mené l'Égypte vers les premières élections démocratiques avec la victoire des Frères musulmans.

Depuis des décennies, les États-Unis connaissent le programme idéologique et politique fortement antioccidental et antilibéral des Frères musulmans et de leurs principaux dirigeants, y compris leur fondateur, Hassan al-Banna (1906-1949) ³⁰⁷. Malgré cela, la diplomatie américaine n'est jamais entrée en conflit direct avec les *Ikhwan*. En effet, lorsque al-Banna a fondé les Frères musulmans pour la première fois en 1928 et formulé son idéologie de réforme islamique et de revivalisme, ses vues notoirement antioccidentales étaient une réponse directe à la domination impériale britannique sur l'Égypte. L'Amérique, république démocratique, a

³⁰⁷ Cheikh Hassan Ahmed Abdel Rahman Muhammed al-Banna (octobre 1906 - 12 février 1949), connu sous le nom de Hassan al-Banna, était un instituteur égyptien et imam, mieux connu pour avoir fondé les Frères musulmans, l'une des organisations de renaissance islamique les plus importantes et les plus influentes du monde.

toujours cherché à jouer un rôle différent au Moyen-Orient, dans le but de garantir ses intérêts nationaux tout en maintenant la stabilité grâce à un réseau d'alliances et de partenariats avec d'autres nations souveraines. C'est pourquoi, les États-Unis ont périodiquement tenté de dialoguer avec les Frères musulmans pour diverses raisons. D'ailleurs, cette position américaine envers ces derniers s'est maintenue durant la guerre froide. En effet, les rapports diplomatiques ne suggèrent pas que les États-Unis avaient une politique spécifique concernant les Frères musulmans, et ils ne déclarent jamais clairement que ceux-ci pourraient être un allié potentiel ou au contraire une menace potentielle pour les Américains.

Toutefois, il est important de noter que la méfiance envers les partis islamistes s'est renforcée dans les années 1990. L'ambassadeur Edward Djerejian a explicitement exprimé cette préoccupation dans son célèbre « discours du méridien » du 4 juin 1992. Pour la première fois, un haut responsable américain a décrit « l'extrémisme religieux ou politique » comme un danger croissant pour la stabilité au Moyen-Orient et une menace pour d'autres intérêts américains. Dès lors, le « fondamentalisme islamique » a été plus fréquemment identifié comme une préoccupation permanente pour la diplomatie américaine. Dans le même temps, un nouveau débat américain a émergé sur la sagesse et l'utilité de l'engagement diplomatique avec des mouvements « fondamentalistes » non violents comme les Frères musulmans ³⁰⁸. Les attaques du 11 septembre ont cependant modifié la perception américaine des partis politiques islamistes. Cette attaque surprenante a profondément élargi et intensifié la discussion des États-Unis sur les menaces posées par l'islamisme ou l'islam radical. De toute évidence, les idéologues des Frères musulmans, tels que Sayyid Qutb, ont directement influencé la croissance d'al-Qaïda. Mais, il y avait aussi un différend en cours sur l'idéologie et la stratégie entre l'islam politique des Frères musulmans et le mouvement djihadiste international. En conséquence, un débat intense a fait rage dans les cercles d'influence de Washington et au-delà, évaluant les dangers des Frères musulmans et leur rôle formateur dans l'émergence de l'islamisme moderne.

Deux points de vue divergents ont émergé parmi les responsables américains. Selon certains analystes, l'islamisme était une idéologie et un mouvement politiques modernes propres aux sociétés musulmanes. En particulier, l'islamisme était compris comme une forme de conservatisme politique (plutôt que religieux), qui a commencé avec les Frères musulmans en Égypte et s'est propagé avec succès dans le monde entier. Alors que l'islamisme s'appuyait sur

³⁰⁸ Edward Djerejian, "The U.S. and the Middle East in a Changing World; Address at Meridian House International," U.S. Department of State Dispatch, 2 juin 1992.

l'identité musulmane et les frustrations sociales, il n'était pas un mouvement religieux en soi, mais essentiellement une réponse politique moderne à l'autoritarisme et à d'autres malheurs politiques affectant de nombreuses sociétés à majorité musulmane. Alternativement, d'autres analystes ont commencé à voir les attentats du 11 septembre comme l'expression violente non pas d'une idéologie politique, mais du système de croyance islamique, ou d'une interprétation musulmane essentialiste de l'islam, avec tout ce que cela implique pour la politique et la violence aujourd'hui. Par exemple, dans un rapport de 2003 de Rand Corporation, *Civil Democratic Islam*, la politologue Cheryl Benard a explicitement lié la question de la démocratisation et de la réforme au sein des sociétés musulmanes à celle de la sécularisation. Compte tenu de la menace de l'islam radical et du manque de démocratie dans les sociétés musulmanes, ce point ne pouvait être traité que par une réforme religieuse plutôt que politique³⁰⁹.

Cette position américaine hésitante envers les Frères musulmans (*Ikhwan*) s'est parfaitement illustrée en 2012, quand ceux-ci ont remporté les élections. Après leur victoire aux élections législatives et présidentielles de 2012 en Égypte, la possibilité que cela nuise aux intérêts américains dans la région restait une grande préoccupation. Le monde arabe était en effervescence, et les États-Unis ont continuellement tenté de dialoguer avec le parti. Cependant, les déclarations de l'ambassadrice Anne Patterson, à cette époque, montraient clairement la méfiance des États-Unis envers les Frères musulmans ainsi que leur attente de voir le mouvement islamiste devenir plus modéré et/ou démocratique si les Américains étaient en mesure de trouver la bonne politique. En 2011, l'ambassadrice a déclaré qu'elle n'était pas encore suffisamment à l'aise pour reconnaître l'engagement des Frères musulmans en faveur des libertés économiques. Elle a également souligné les préoccupations concernant les « positions moins libérales des Frères musulmans sur les droits des femmes » et leur point de vue sur le traité de paix de 1978 entre l'Égypte et Israël³¹⁰. Néanmoins, l'engagement de la Fraternité est resté la règle de la diplomatie américaine. Le ministre John Kerry a reconnu les victoires des Frères musulmans, tandis que les diplomates américains au Caire ont clairement déclaré qu'ils voulaient travailler avec les « partis vainqueurs » issus du processus électoral.

³⁰⁹ Bernard, Cheryl, *Civil Democratic Islam. Partners, Resources and Strategies*, New York: Rand, 2003, <https://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/monograph_reports/2005/MR1716.pdf>, consulté le 17 mars 2020.

³¹⁰ Negrin, Matt et Reem, Abdellatif, "US Ambassador to Egypt won't Sit Down with Muslim Brotherhood... Yet.", *Global Post*, 18 octobre 2011. < <http://www.pri.org/stories/2011-10-18/us-ambassador-egypt-won-t-sitdown-muslim-brotherhoodyet>>, consulté le 20 mars 2020.

Au cours de cette période de transition, les préoccupations de longue date des États-Unis concernant l'histoire de l'extrémisme et de l'anti-américanisme des Frères musulmans ont subi quelques ajustements. Les responsables de Washington ont avancé l'idée que le fait de soutenir le gouvernement élu des Frères musulmans et de travailler avec lui pourrait servir de modèle et aider à freiner la propagation de mouvements islamistes violents ailleurs. Jeffrey Feltman, ministre délégué du Bureau des affaires du Proche-Orient, explique :

« Nous savons que les partis enracinés dans les confessions religieuses joueront des rôles plus importants. Nous ne savons pas encore quelle sera la relation des États-Unis à long terme avec les gouvernements, les parlements et la société civile émergents dans ces pays. Nous savons, cependant, qu'il sera essentiel que les États-Unis établissent et maintiennent les types de partenariats qui nous aident à protéger et à promouvoir nos intérêts et qui nous donnent la capacité d'aider à façonner et à influencer les résultats »³⁴⁷.

Il déclare également :

« Notre soutien aux gouvernements légitimes est le meilleur moyen de lutter contre l'extrémisme violent. Les transitions pacifiques en Tunisie et en Égypte affaiblissent fondamentalement le message extrémiste selon lequel la violence est la seule voie pour un changement politique. Fournir une opportunité pour une voie alternative et non violente vers une véritable transition politique délégitimise les groupes extrémistes et réduit leur propension »³⁴⁸.

Malgré un engagement réel des Frères musulmans pour le traité de paix au Proche-Orient, l'intensification des troubles au Caire, en juillet 2013, et les mesures prises par le mouvement pour s'arroger plus de pouvoir au détriment de l'armée ont incité certains responsables américains à s'inquiéter ouvertement d'un éventuel coup d'État. Pourtant, alors que les Frères musulmans et la lutte pour le pouvoir militaire s'intensifiaient, les responsables américains n'ont pas indiqué leur soutien au renversement du gouvernement élu. Mais, alors que l'Égypte se détériorait encore plus, l'armée égyptienne est intervenue, expulsant les Frères

³⁴⁷ “We know that parties rooted in religious faiths will play larger roles. We do not yet know what the U.S. relationship will be over the long term with emerging governments, parliaments, and civil society in these counties. (...) Our support for legitimate governments is the best means of countering violent extremism. The peaceful transitions in Tunisia and Egypt fundamentally undermine the extremist message that violence is the only path for political change. Providing an opportunity for an alternative, non-violent path to genuine political transition delegitimizes extremist groups and reduces their appeal.”

Adraoui, Mohamed Ali, “Part II: States and the Muslim Brotherhood: Understanding a Chaotic History”, *George Town Journal of International Affairs*, 12 mai 2019. https://www.georgetownjournalofinternationalaffairs.org/onlineedition/2019/5/7/qfaw03tmlswuveulpssnmxzdrq_h82x. Consulté le 20 mars 2020. ³⁴⁸ “We know that parties rooted in religious faiths will play larger roles. We do not yet know what the U.S. relationship will be over the long term with emerging governments, parliaments, and

civil society in these countries. We do know, however, that it will be vital that the United States establish and maintain the types of partnerships that help us protect and promote our interests and that give us the ability to help shape and influence outcomes (...) Our support for legitimate governments is the best means of countering violent extremism. The peaceful transitions in Tunisia and Egypt fundamentally undermine the extremist message that violence is the only path for political change. Providing an opportunity for an alternative, non-violent path to genuine political transition de-legitimizes extremist groups and reduces their appeal.” *Ibid.*

musulmans du pouvoir et arrêtant le président Morsi. Quelques jours après la prise de contrôle de l’armée, le président Obama a déclaré :

« Nous sommes profondément préoccupés par la décision des forces armées égyptiennes de destituer le président Morsi et de suspendre la Constitution égyptienne. J'invite maintenant les militaires égyptiens à agir rapidement et de manière responsable afin de rendre pleinement autorité à un gouvernement civil démocratiquement élu dès que possible grâce à un processus inclusif et transparent, et à éviter toute arrestation arbitraire du président Morsi et de ses partisans. Compte tenu de l'évolution de la situation aujourd'hui, j'ai également demandé aux ministères et organismes concernés d'examiner les implications, en vertu de la législation américaine, de notre assistance au gouvernement égyptien. Les États-Unis continuent de croire fermement que la meilleure base pour une stabilité durable en Égypte est un ordre politique démocratique avec la participation de toutes les parties et de tous les partis politiques – laïcs et religieux, civils et militaires »³¹¹.

Aussitôt après la prise du pouvoir en Égypte, le général Abdel Fattah al-Sissi a qualifié les Frères musulmans d'organisation terroriste à bannir de la scène politique nationale. En septembre 2013, après que le gouvernement intérimaire soutenu par l'Égypte (qui a ensuite gouverné *de facto*, avec le président Sissi) a officiellement déclaré les Frères musulmans comme étant un groupe terroriste, un tribunal égyptien a interdit le mouvement islamiste et les forces de sécurité ont démantelé ses réseaux idéologiques et de protection sociale. Malgré cela, le 12 février 2014, la porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Marie Harf, a affirmé que les États-Unis ne désigneraient pas les *Ikhwan* comme une organisation terroriste. Elle a également déclaré que Washington continuerait de travailler avec toutes les parties et tous les partis en Égypte, y compris les Frères musulmans³¹². Or, bien que la position américaine sur

³¹¹ “We are deeply concerned by the decision of the Egyptian Armed Forces to remove President Morsi and suspend the Egyptian constitution. I now call on the Egyptian military to move quickly and responsibly to return full authority back to a democratically elected civilian government as soon as possible through an inclusive and transparent process, and to avoid any arbitrary arrests of President Morsi and his supporters. Given today’s developments, I have also directed the relevant departments and agencies to review the implications under U.S. law for our assistance to the Government of Egypt. The United States continues to believe firmly that the best foundation for lasting stability in Egypt is a democratic political order with participation from all sides and all political parties - secular and religious, civilian and military.” Obama, Barack, “Statement by President Obama on Egypt”, The White House, 3 juillet 2013. <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-pressoffice/2013/07/03/statement-president-barack-obama-egypt>. Consulté le 20 mars 2020.

³¹² “The United States does not – has not designated the Muslim Brotherhood as a terrorist organization. We have been very clear in Egypt that we will work with all sides and all parties to help move an inclusive process forward. We’ve also repeatedly, both publicly and privately, called on the interim government to move forward in an

les Frères musulmans ait été claire, le président Barack Obama s'est abstenu de toute déclaration appelant le retour du président Mohamed Morsi ou dénonçant fortement les bains de sang perpétrés contre le mouvement, tuant plus de 1 000 personnes en une seule journée³¹³. Pourtant, il faut également rappeler que le coup d'État militaire contre le régime des Frères musulmans a été, pour beaucoup d'Égyptiens, une victoire contre le radicalisme musulman, ce qui a rendu plus crédible la position neutre de Washington envers cet événement. En effet, le président Obama n'a pas utilisé, dans ses discours officiels, le terme de « coup d'État », et a même appelé les responsables militaires égyptiens à suivre les procédures légales pour restaurer l'ordre et le pouvoir politique dans le pays. Dans son article paru dans *The Atlantic*, David D. Kirkpatrick, un journaliste américain, a écrit que beaucoup de responsables américains à la Maison-Blanche considéraient la chute du régime des Frères musulmans comme un événement semblable à un coup d'État, refusant ainsi de « qualifier le coup d'État d'un coup d'État »³¹⁴.

Nous pouvons ainsi dire que la promotion démocratique, élément central de la lutte antiterroriste, a été plus ou moins délaissée par Barack Obama. Par ailleurs, Washington a tout de même veillé à ce que la promotion démocratique se fasse dans des conditions politiques favorisant les intérêts américains dans la région. Si la position américaine envers le coup d'État a suscité beaucoup de critiques de la part d'analystes américains³¹⁵, celle-ci a également permis un désengagement américain dans les affaires internes des pays arabes. En effet, le président américain était déterminé à protéger l'hégémonie américaine en évitant d'intervenir dans les questions purement internes des pays arabes. Ce désengagement est synonyme d'un isolationnisme américain prouvant que le gouvernement démocrate, à l'inverse de celui de George Bush, était convaincu que les États-Unis n'étaient pas en mesure de transformer la région en important les valeurs libérales américaines et la démocratie. La victoire des partis islamistes en Tunisie, au Maroc ou en Égypte a prouvé que les populations arabes, ou du moins

inclusive manner. That means talking to all parties, bringing them into the process. We're not saying what the future government should look like specifically other than that it should be inclusive. That, of course, includes the Muslim Brotherhood. We will continue talking to the Muslim Brotherhood in Egypt as part of our broad outreach to the different parties and groups there." Alsharif, Asma, « Egyptian Security Forces Arrest Brotherhood Leader's Son », *Reuters* : 31 décembre, 20 décembre 2013, <<https://www.reuters.com/article/uk-egypt-arrest/egyptiansecurity-forces-arrest-brotherhood-leaders-son-idUKBRE9BU0BK20131231>>, consulté le 20 mars 2020.

³¹³ Haddad, Nadine, "Blood, Death and Flames: Memories of Egypt's Rabaa Massacre", Amnesty International, 14 mai 2015, <<https://www.amnesty.org/en/latest/news/2015/08/egypt-blood-death-and-flames-memories-of-therabaa-massacre/>>, consulté le 23 mars 2020.

³¹⁴ D. Kirkpatrick, David, "That Time Obama Wouldn't Call a Coup a Coup" *The Atlantic*, septembre 2018, <https://www.theatlantic.com/magazine/archive/2018/09/obama-egypt-coup/565733/>, consulté le 22 mars 2020.

³¹⁵ Cofman Wittes, Tamara, "The United States Can't Save Egypt From Itself", *Brookings*, 4 avril 2016, <https://www.brookings.edu/experts/tamara-cofman-wittes/>, consulté le 22 mars 2020.

une partie importante du peuple arabe, sont encore attachées aux valeurs islamiques en soutenant les programmes islamistes de ces partis.

Concernant les armes de destruction massive (ADM), la présidence de Barack Obama a exprimé ses préoccupations envers ce sujet délicat. Comme son prédécesseur, ce dernier a déclaré que l'une des menaces majeures pour les États-Unis était l'accès des groupes terroristes aux armes de destruction massive³¹⁶. Même si le président américain s'est abstenu de citer l'Iran ou la Corée du Nord, il s'est dit inquiet à l'idée que les régimes « ennemis » des États-Unis puissent être en possession de ces armes. Suivant la définition de l'hégémonie proposée par Cox, l'acteur hégémonique a la responsabilité de protéger la communauté internationale des menaces majeures comme les ADM³⁵⁵. Or, Obama a exprimé le désir de son gouvernement de bâtir un monde sans ADM. Dans son discours de Prague du 5 avril 2009, le président a fait savoir que les États-Unis diminueraient l'utilisation de l'énergie nucléaire dans les stratégies futures qu'ils déploieraient dans le monde, en appelant les autres puissances mondiales à diminuer leur armement et en précisant que la course aux armements que la guerre froide avait imposée devait maintenant disparaître³¹⁷. Pour mettre en évidence cette stratégie, les États-Unis ont lancé le *Strategy Arms Destruction Treaty* (START), qui projette la réduction du nombre d'armes nucléaires sur une durée de sept ans. Ce traité a été signé en avril 2010 avec la Russie³¹⁸.

Néanmoins, le gouvernement américain a clairement expliqué, dans le *Nuclear Posture Review Report* publié en avril 2010, que les États-Unis n'utiliseraient pas d'armes nucléaires sauf en cas d'attaque nucléaire sur leur territoire³¹⁹. Le dernier élément de la stratégie américaine sur la non-prolifération nucléaire consiste à empêcher les pays ne possédant pas ces armes de les acquérir dans les années à venir³²⁰. L'Iran et la Corée du Nord sont deux pays très actifs dans le domaine nucléaire. Même si la Corée du Nord a conclu un accord historique avec les États-Unis en 2019, l'Iran continue de susciter beaucoup d'inquiétude pour le monde arabe

³¹⁶ The National Security Strategy of the United States of America, Transcript of first presidential debate, octobre 2008, <https://www.debates.org/voter-education/debate-transcripts/october-7-2008-debate-transcrip/>. Consulté le 13 mars 2020. ³⁵⁵ *Op. cit.*, Gramsci, Cox, "Hegemony and International Relations", p. 171.

³¹⁷ Obama, Barack, "Remarks by President Barack Obama in Prague as Delivered", Prague, 5 avril 2009, <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/remarks-president-barack-obama-prague-delivered>, consulté le 23 mars 2020.

³¹⁸ Peczeli, Anna, "Negotiated Cuts: A New Nuclear Weapon Treaty is not the Only Option", *The Bulletin of the Atomic Scientists*, janvier 2014.

³¹⁹ Cf. Nuclear posture review report Washington DC, 2010.

https://dod.defense.gov/Portals/1/features/defenseReviews/NPR/2010_Nuclear_Posture_Review_Report.pdf, consulté le 17 mars 2020.

³²⁰ *Op. cit.*, Obama, Barack, "Remarks by President Barack Obama in Prague as Delivered".

et les Américains. Le président Barack Obama a déployé une politique basée sur les négociations plutôt que sur la confrontation avec l'Iran. Le ministre des Affaires étrangères John Kerry a rencontré, en janvier 2015, son homologue iranien Mohammad Zarif, pour discuter du programme nucléaire iranien. Cette rencontre a abouti, en juillet 2015, à la signature de l'accord de Vienne entre l'Iran, les États-Unis, la Russie et les pays européens. Cet accord a pour but de contrôler la production d'uranium iranien et de lever les sanctions américaines contre le régime iranien³²¹. Début 2017, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a validé les engagements iraniens (limiter l'enrichissement en uranium et la production de plutonium) pour pouvoir lever les sanctions américaines contre le régime des ayatollahs. Cet accord a permis de baisser les tensions grandissantes dans la région envers les intentions du régime iranien et a permis aux États-Unis de prouver qu'une stratégie de consensus peut être possible même avec des « régimes ennemis », contrant ainsi la stratégie républicaine de la confrontation militaire. Cependant, en 2018, Donald Trump a annoncé le retrait des États-Unis de cet accord, provoquant l'indignation des autres pays signataires³²². Pour l'ancien secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, cet accord est historique et nécessaire à la stabilité de la région. Cela dit, il convient de noter que le président Obama a tout de même établi un système de défense de missiles en Alaska pour contrer toute menace nucléaire envers les États-Unis et leurs alliés³⁶². Ainsi, nous pouvons déduire que les inquiétudes du gouvernement démocrate portaient sur l'émergence de puissances nucléaires anti-américaines qui pourraient, par conséquent, mettre en péril l'hégémonie américaine dans le monde.

La lutte antiterroriste qui a façonné la politique étrangère américaine après les attaques du 11 septembre 2001 a permis la reconstruction de l'hégémonie américaine dans le monde. Même si George Bush a plus ou moins endommagé cette hégémonie par le biais de stratégies militaires agressives avec des conséquences désastreuses, le président Obama n'a pas abandonné cette lutte. Pour lui, il était indispensable de mettre en œuvre des politiques plus rationnelles, soutenues par l'ensemble de la communauté internationale, afin d'embellir l'image du leadership américain. Toutefois, entre le combat contre les terroristes et la promotion démocratique, il est difficile d'évaluer l'efficacité du gouvernement d'Obama dans ce domaine.

³²¹ Riol, Yves-Michel, « Les points clés de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien », *Le Monde*, 14 juillet 2015, https://www.lemonde.fr/international/article/2015/07/14/enrichissement-inspections-sanctions-les-points-cles-de-l-accord-de-vienne_4682500_3210.html, consulté le 23 mars 2020.

³²² Landler, Mark, "Trump Abandons Iran Nuclear Deal he Long Scorned", *The New York Times*, 8 mai 2018, <https://www.nytimes.com/2018/05/08/world/middleeast/trump-iran-nuclear-deal.html>, consulté le 21 mars 2020

³⁶² Cf. < <https://www.brookings.edu/opinions/obama-administrations-sound-thinking-on-missile-defense/>>.

En effet, les politiques « hésitantes » et de court terme de Washington en Irak ont montré l'inefficacité des politiques américaines dans ce pays et l'ensemble de la région.

En effet, après le retrait des troupes américaines d'Irak en décembre 2011, l'émergence de l'État islamique en Irak et en Syrie a marqué le retour des États-Unis à la case départ dans le combat contre le terrorisme. Face à cette menace majeure, le président Obama a été contraint de renvoyer les troupes américaines non seulement en Irak, mais également en Syrie, où le soulèvement populaire contre Bachar al-Assad, que Washington a fortement soutenu, a mené vers une menace terroriste sans précédent. Par ailleurs, l'inefficacité des politiques antiterroristes du gouvernement d'Obama a renforcé le rôle des autres puissances régionales comme la Russie. Ceci a même incité Moscou à intervenir en Syrie pour défendre le régime baathiste de Bachar al-Assad, qui héberge l'une des bases militaires russes les plus stratégiques du monde : la base de Tartous³²³. Cette profonde instabilité en Irak et dans la région a mis à rude épreuve l'hégémonie américaine. La stratégie de laissez-faire entretenue par Washington en Irak a consolidé la marginalisation des sunnites qui ont développé une résistance radicale, donnant naissance à l'État islamique. Ce laissez-faire en Irak a également envenimé la corruption, bloquant par conséquent le projet de reconstruction de l'Irak que les États-Unis avaient lancé après la chute du régime de Saddam Hussein.

1.2 Les États-Unis et le projet de reconstruction de l'Irak

Après la chute du régime de Saddam Hussein le 9 avril 2003, Bush a annoncé la deuxième étape de l'invasion américaine : la reconstruction de l'Irak. Celle-ci se base sur l'établissement d'un régime irakien inclusif et démocratique, faisant de la démocratie une nécessité vitale pour la stabilité du pays, de la région et des intérêts américains. Cependant, cette promotion démocratique s'est révélée assez compromettante. En effet, quand les responsables américains ont déclaré que la démocratie et les valeurs libérales devaient être les piliers de la reconstruction de l'Irak, ils n'ont pas évalué convenablement le contexte sociopolitique irakien. Autrement dit, l'aspect diversifié de la société irakienne rend le pays difficile à gérer quand il s'agit d'une reconstruction politique, économique et sociale. La démocratie constituant un élément phare dans la lutte antiterroriste, les États-Unis se sont pleinement investis pour ériger la première démocratie du monde arabe. Or, si la chute du

³²³ Richard Weitz, *Global Security Watch - Russia: A Reference Handbook*, Santa Barbara: Praeger, Security International, 2010, p. 30.

régime de Saddam Hussein a été une réussite incontournable, la suite des événements politiques a révélé l'impuissance de Washington à unir une société profondément fragmentée.

Effectivement, après la chute du raïs irakien, le pays a plongé dans une profonde confusion ethnico-religieuse où les violences sectaires et les actes terroristes ont éradiqué tout espoir démocratique. Conséquemment, le projet américain de reconstruction de l'Irak a été, et est toujours, un projet inachevé, faisant des États-Unis le principal acteur de la crise irakienne. Le plan de George Bush pour reconstruire l'Irak se divisait en trois étapes : la reconstruction politique, sécuritaire et économique.

Comme nous l'avons mentionné, en matière de politique, le gouvernement de George Bush entendait ériger un Irak inclusif et démocratique. Dans son discours sur la lutte antiterroriste et la reconstruction de l'Irak, le président Bush a déclaré :

« Sur le plan politique, nous aidons les Irakiens à mettre en place des institutions démocratiques inclusives qui protégeront les intérêts de tous les Irakiens. Nous travaillons avec les Irakiens pour les aider à engager ceux qui peuvent être persuadés de rejoindre le nouvel Irak et à marginaliser ceux qui ne le feront jamais. En deux ans et demi, le peuple irakien a fait des progrès incroyables. Ils sont passés d'une vie sous la botte d'un tyran brutal à la libération, à des élections libres, à une constitution démocratique. En aidant les Irakiens à continuer de construire leur démocratie, nous gagnerons un allié dans la guerre contre le terrorisme ; en l'aidant à construire une démocratie, nous inspirerons les réformateurs de Damas à Téhéran ; et en l'aidant à construire une démocratie, le peuple américain sera en sécurité »³²⁴.

Sur le plan de la sécurité, le président américain a annoncé que les troupes américaines travailleraient en collaboration avec les forces de l'ordre irakiennes pour « nettoyer » les zones contrôlées par les terroristes et les combattants de Saddam Hussein. Il s'agissait de mettre en place des forces de sécurité irakiennes « capables et efficaces » pour assumer la responsabilité de la sécurité de leurs citoyens sans assistance américaine majeure.

³²⁴ “Politically, America is helping Iraqis build inclusive democratic institutions to protect all Iraqis, engage those who can be persuaded to join the new Iraq and marginalize those who never will. To strengthen security, the Coalition and Iraqi security forces are on the offensive - clearing out areas controlled by the enemy, holding that territory using Iraqi forces, and following up with targeted reconstruction to help Iraqis rebuild their lives. The Coalition is also working with Iraqis to help them build capable and effective Iraqi security forces. Economically, America is helping the Iraqis restore infrastructure, reform the economy, and build the economic framework that will give all Iraqis a stake in a free and peaceful Iraq. In achieving this, Coalition countries, the UN, international organizations, and supportive regional states are all helping Iraqis build their future. Bush, George, “President Discusses War on Terror and Rebuilding Iraq”, Washington DC, 7 décembre 2005, <https://georgewbushwhitehouse.archives.gov/news/releases/2005/12/20051207-1.html>. Consulté le 22 mars 2020.

Concernant l'économie irakienne, le gouvernement républicain a annoncé qu'une aide américaine serait apportée pour aider les Irakiens à reconstruire leurs infrastructures, à réformer leur économie et à bâtir une société prospère, un pays libre et pacifique. Pour ce faire, les États-Unis ont fait appel à l'assistance des Nations unies, d'autres organisations internationales et de leurs alliés dans la région pour mener à bien la reconstruction économique de l'Irak³²⁵. Dans cette partie, nous nous focaliserons principalement sur la reconstruction politique de l'Irak, les défis démocratiques que les États-Unis ont dû relever et les raisons pour lesquelles la démocratie peine toujours à s'établir dans le pays.

1.2.1 Les États-Unis et les défis démocratiques en Irak

La question de la reconstruction de l'Irak a été la principale préoccupation des débats politiques américains. Le 22 septembre 2003, Paul Bremer, nommé directeur de la reconstruction et de l'assistance humanitaire en Irak, a été confronté à des questions difficiles au Sénat américain, alors qu'il cherchait à rallier son soutien au projet de 87 milliards de dollars proposé par le président George Bush pour stabiliser et reconstruire le pays. Le plus haut administrateur civil américain en Irak a exhorté le Congrès américain à approuver rapidement le plan de 87 milliards de dollars du président Bush pour reconstruire le pays afin qu'il ne sombre pas dans le chaos. Toutefois, alors que Paul Bremer faisait valoir son point de vue devant le Sénat, nombreux ont été les démocrates à qualifier ce plan de trop coûteux, en imputant le manque d'aide internationale à la politique unilatérale de l'administration Bush en Irak.

Cependant, alors que les membres du Parti républicain de Bush se ralliaient derrière lui, Bremer a déclaré que seule une approbation rapide des fonds garantirait le succès des États-Unis pour transformer l'Irak en démocratie et porterait un coup décisif aux forces du terrorisme et de la tyrannie : « Si nous ne recréons pas l'Irak avec une démocratie souveraine soutenue par une économie solide, nous aurons procuré aux terroristes un avantage incroyable dans leur guerre contre nous »³²⁶.

³²⁵ *Ibid.*

³²⁶ "If we fail to recreate Iraq with a sovereign democracy sustained by a solid economy, we will have provided the terrorists with an incredible advantage in their war against us. Terrorists love state sponsors, countries that provide them with cash, arms, refuge, a protected place to rest and plan future operations. Saddam's Iraq was one of those countries." "Bremer Testifies Before Senate Appropriation Committee", CNN, 22 septembre 2003, <http://transcripts.cnn.com/TRANSCRIPTS/0309/22/se.02.html>. Consulté le 23 mars 2020.

Bremer est allé encore plus loin en comparant l'effort américain en Irak au plan Marshall qui a aidé à reconstruire l'Europe après la Seconde Guerre mondiale :

« Les 20,3 milliards de dollars de subventions à l'Irak que le président recherche dans le cadre de cette demande supplémentaire de 87 milliards de dollars témoignent d'une grandeur de vision égale à celle qui a créé le monde libre à la fin de la [Seconde Guerre mondiale]. Les Irakiens, vivant en liberté dans la dignité, donneront l'exemple dans cette région troublée qui engendre si souvent le terrorisme »³²⁷.

Néanmoins, les inquiétudes des sénateurs américains envers le plan de George Bush se sont révélées assez réalistes puisqu'en décembre 2015, ce dernier a déclaré : « La reconstruction ne s'est pas toujours aussi bien déroulée que nous l'avions espéré », dans un discours plus authentique dressant un état des lieux en Irak assez compromettant³²⁸. En effet, le plan de reconstruction lancé par le gouvernement de George Bush s'est heurté à des défis dommageables comme la corruption et l'émergence de milices ethnico-religieuses. Les discours présidentiels ont donc raccourci leurs objectifs de reconstruction. En réalité, les événements qui ont suivi la chute du régime de Saddam Hussein ont pris de court les Américains. L'année 2007 a été marquée par une violence sans précédent en Irak. L'apparition de nouvelles milices armées, comme les milices chiites (armée al-Mahdi, Brigade du jour promis), sunnites (Ansar al-Sunna, Armée islamique en Irak), kurdes (peshmergas, Sahwa), de troupes américaines et irakiennes et de groupes terroristes comme al-Qaïda a mené vers la première guerre civile irakienne qui a profondément envenimé la crise et mis à rude épreuve la stratégie américaine de reconstruction. Notons que chaque milice était soutenue par une puissance étrangère. Les milices chiites ont reçu le soutien de l'Iran et les troupes irakiennes ont été assistées par les États-Unis et la coalition internationale. Cependant, les milices sunnites n'ont reçu aucune aide de la part des puissances sunnites régionales comme l'Arabie saoudite. Ainsi, les sunnites d'Irak ont été délaissés par le gouvernement irakien et par l'ensemble du monde arabe. Cette

³²⁷ "The \$20.3 billion in grants to Iraq the president seeks as part of this \$87 billion supplemental bespeak grandeur of vision equal to the one which created the free world at the end of World War II. Iraqis, living in freedom with dignity, will set an example in this troubled region which so often spawns terrorism." Ibid.

³²⁸ "Reconstruction has not always gone as well as we had hoped, primarily because of the security challenges on the ground. Rebuilding a nation devastated by a dictator is a large undertaking. It's even harder when terrorists are trying to blow up that which the Iraqis are trying to build. The terrorists and Saddamists have been able to slow progress, but they haven't been able to stop it." "George Bush, 'Rebuilding Iraq Has Not Always Gone as Well as We Had Hoped'", *The Independent*, 9 décembre 2005.
<https://www.independent.co.uk/voices/commentators/george-bush-rebuilding-iraq-has-not-always-gone-as-wellas-we-had-hoped-518672.html>. Consulté le 23 mars 2020.

marginalisation les a poussés à rejoindre des organisations radicales sunnites comme al-Qaida en Irak, l'armée de Mahomet, l'armée de l'étendard noir, etc.

Face à cette exclusion des sunnites de la scène politique irakienne, les troupes irakiennes et les milices chiites sont sorties vainqueurs de cette guerre civile, renforçant encore davantage cette exclusion. Pourtant, les États-Unis, après la première guerre civile irakienne, ont entretenu une stratégie plus ou moins désengagée envers les sunnites irakiens. Après l'invasion de 2003, les responsables du gouvernement Bush ont délibérément écarté les Arabes sunnites irakiens, qui avaient dominé le régime de Saddam Hussein, et ont favorisé un groupement d'agents chiites. Le principal vecteur de la politique en Irak, le parti Baath, laïc mais sanguinaire, qui a régné de 1968 à 2003, a été dissous. Des alliés chiites de Bush, comme Ahmed Chalabi et Nouri al-Maliki (qui a exercé les fonctions de Premier ministre de 2006 à 2014), ont formé une commission de « dé-baathification » qui a licencié près de 100 000 Arabes sunnites de postes gouvernementaux, même de l'école d'enseignement. Néanmoins, cette « dé-baathification » n'a pas touché les baathistes chiites, qui sont restés en grande partie intacts. L'envoyé spécial de George Bush en Irak, Paul Bremer, a en même temps dissous la plupart des usines appartenant à l'État, plongeant l'économie irakienne dans une profonde crise.

Puis, il a dissous l'armée irakienne composée d'un million d'hommes, renvoyant des officiers et des soldats sunnites sans pension ni perspectives. Le chômage a balayé les provinces arabes sunnites. La vacuité a atteint des niveaux de 70 % dans les zones arabes sunnites, où les insurrections se sont multipliées. En revanche, les chiites que les Américains ont amenés au pouvoir ont pu obtenir des emplois pour leurs coreligionnaires dans le nouveau gouvernement³²⁹. La stratégie américaine a donc fortement contribué à la marginalisation des sunnites de la vie politique irakienne. Ceci a remis en question le projet démocratique et inclusif promu par les États-Unis en 2003. En effet, pour former un gouvernement inclusif et démocratique, ils n'auraient pas dû exclure les sunnites de l'Irak post-Saddam Hussein. Beaucoup d'analystes ont reconnu que l'émergence d'al-Qaida et de l'État islamique était la conséquence de l'invasion américaine de l'Irak. Autrement dit, al-Qaida et les organisations terroristes n'existaient pas en Irak sous le régime de Saddam Hussein. Ce qui a été qualifié de

³²⁹ *Iraq's Insurgency and the Road to Civil Conflict*, Volume 1, Anthony H. Cordesman, Emma R. Davies, p. 4351/ Cf. J. Rubin, Alissa, "Ahmad Chalabi and the Legacy of the Debaathification In Iraq", *The New York Times*, 4 novembre 2015, <https://www.nytimes.com/2015/11/04/world/middleeast/ahmad-chalabi-and-the-legacy-of-debaathification-in-iraq.html>. Consulté le 20 mars 2020.
Voir aussi <<https://www.nytimes.com/2008/03/17/world/middleeast/17bremer.html>>.

guerre contre le terrorisme a paradoxalement mené vers l'émergence d'un terrorisme plus radical après l'invasion américaine.

La montée du terrorisme sunnite a été éclairée par un rapport secret et récemment déclassifié du renseignement américain, écrit en août 2012. Celui-ci prédit, et même salue, la perspective d'une « principauté salafiste » dans l'est de la Syrie et d'un groupe al-Qaida/État islamique contrôlé en Syrie et en Irak. En contraste frappant avec les affirmations occidentales de l'époque, le document de la *Defense Intelligence Agency* identifie al-Qaida en Irak (qui est devenue Daech) et ses confrères salafistes comme les « principales forces à l'origine de l'insurrection en Syrie » et déclare que « les pays occidentaux, le Golfe et la Turquie » soutenaient les efforts de l'opposition pour prendre le contrôle de l'est de la Syrie³⁷⁰. David Kilcullen, ancien conseiller du général David Petraeus et de l'ancienne ministre des Affaires étrangères Condoleezza Rice, est considéré comme l'un des meilleurs experts mondiaux de la contre-insurrection : « Nous devons reconnaître qu'une grande partie du problème est de notre fait », a-t-il déclaré à Channel 4 News en mars 2016 : « Là, indéniablement, il n'y aurait pas d'Isis si nous n'avions pas envahi l'Irak »³⁷¹.

Cependant, il convient également de reconnaître que les violences sectaires qui ont éclaté après l'invasion de l'Irak en 2003 sont aussi le résultat de tensions sectaires qui ont toujours existé dans le pays. En effet, sous le régime de Saddam Hussein, la majorité chiite était également exclue des fonctions politiques. Cette exclusion a mené vers un règlement de comptes sanglant quand le régime de Saddam Hussein a été renversé par l'invasion américaine. Pour certains, cette violence sectaire n'est autre que la vengeance chiite. Dans un article publié en automne 2006, Martin Walker met en évidence cette vengeance et explique qu'elle pourra mener vers des tensions sectaires au niveau régional, avec la possible domination de l'Iran sur le Moyen-Orient³⁷². Face à ces tensions sectaires, le projet de démocratisation de l'Irak peine toujours à se concrétiser. Sous les gouvernements de George Bush et de Barack Obama, les États-Unis ont eu comme principale mission de diminuer la violence qui a touché les troupes américaines en Irak. L'année 2007 a été la plus sanglante pour l'armée américaine, durant laquelle plus de 850 soldats américains ont péri³⁷³.

Pourtant, il faut dire que les États-Unis ont remporté des succès importants en Irak. Ils ont détruit le régime brutal de Saddam Hussein. Si ce dernier avait réussi à transférer le pouvoir à ses fils (qui auraient été tout aussi, voire plus, tyranniques que leur père), le régime aurait

peut-être survécu pendant des années, voire des décennies. De plus, l'intervention dirigée par les États-Unis a aidé les Kurdes du nord de l'Irak. Ils ont terriblement souffert sous Saddam Hussein mais ont pu consolider l'autonomie ténue qu'ils avaient acquise (également avec l'aide

³⁷⁰ Cf. <<http://www.judicialwatch.org/wp-content/uploads/2015/05/Pg.-291-Pgs.-287-293-JW-v-DOD-and-State14-812-DOD-Release-2015-04-10-final-version11.pdf>>.

³⁷¹ “We have to recognize that a lot of the problem is of our own making. (...) There, undeniably, would be no ISIS if we hadn’t invaded Iraq.” Dearden, Lizzie, “Former US Military Adviser David Kilcullen Says there Would Be no Isis Without Iraq Invasion” *The Independent*, 4 mars 2016. <https://www.independent.co.uk/news/world/middle-east/iraq-war-invasion-caused-isis-Islamic-state-daeshsaysus-military-adviser-david-kilcullen-a6912236.html>. Consulté le 28 mars 2020.

³⁷² Walker, Martin, “The Revenge of the Shia”, *Walker the Wilson Quarterly*, 30, no. 4 (2006): 16-20.

³⁷³ Cave, Damien, “2007 is Deadliest Year for US Troops in Iraq”, *The New York Times*, 7 novembre 2007, <https://www.nytimes.com/2007/11/07/world/middleeast/07iraq.html>, consulté le 22 mars 2020.

des États-Unis) après le conflit du Koweït de 1990-1991 et même créer une certaine prospérité dans leur zone. Même si les tribus arabes sunnites irakiennes étaient initialement hostiles à l'intervention dirigée par les États-Unis et avaient mené une guerre d'insurrection contre elle, les forces américaines ont finalement pu faire la paix et travailler avec la plupart d'entre elles. Plus important encore, les États-Unis ont organisé et protégé la tenue d'élections relativement libres et équitables aux niveaux national et local. Cela a permis à la majorité des chiites arabes d'Irak, qui avaient également beaucoup souffert sous Saddam Hussein, de jouer pour la première fois un rôle de premier plan dans la politique irakienne. Cependant, ces points positifs ont été amoindris par les échecs compromettants des Américains en Irak. En outre, malgré une présence massive de troupes, les États-Unis n'ont pas pu empêcher ni arrêter les campagnes de nettoyage ethnique à grande échelle que les violents groupes sunnites et chiites arabes menaient contre leurs communautés respectives. Ces campagnes ont connu un tel succès que certains observateurs ont attribué le déclin de la violence en Irak en 2008-2009 non pas à l'afflux de troupes américaines ordonné par le président Bush, mais aux campagnes de nettoyage ethnique ayant largement achevé le violent travail de séparation des sunnites et des chiites.

Ainsi, l'intervention et les efforts menés par les États-Unis pour promouvoir la démocratisation ont complètement bouleversé les relations entre les trois principales communautés irakiennes. Les actions américaines ont réduit la domination arabe sunnite sur la majorité arabe chiite et la minorité kurde et ont créé une nouvelle situation. Maintenant, la majorité chiite domine le gouvernement national, la minorité kurde contrôle sa patrie dans le nord de l'Irak, et la minorité arabe sunnite règne dans son cœur tribal à l'ouest de l'Irak. Comme cela a été mentionné précédemment, les États-Unis ont réussi à organiser et à protéger des élections relativement libres et équitables en Irak. Malheureusement, ils n'ont pas réussi à

établir une véritable réconciliation entre les trois principales communautés irakiennes. Bien entendu, ils ne l'ont pas fait eux-mêmes. Si la réconciliation nationale ne s'est pas produite lorsque l'Amérique a maintenu une forte présence militaire en Irak, il ne semble pas probable qu'elle se produise alors que cette présence diminue et peut-être même se termine.

Ainsi, si les États-Unis avaient inclus les sunnites dans le gouvernement irakien, peut-être que la promotion démocratique aurait été plus concrète. Les défis démocratiques en Irak sont aujourd'hui très difficiles. La préoccupation première des Irakiens est désormais la sécurité. Le projet démocratique américain n'est plus d'actualité. De plus, le soutien des États-Unis aux chiites a mené vers l'émergence du leadership iranien dans la vie politique irakienne. Une étude de l'armée américaine, publiée en janvier 2019, indique que l'Iran est le seul vainqueur de la guerre en Irak, comme le rapporte l'agence de presse turque Anadolu. L'étude en deux volumes de 1 300 pages, qui examine les succès et les erreurs de la guerre, a été initialement commandée en 2013 par l'ancien chef d'état-major de l'armée, Ray Odierno, puis poursuivie sous l'actuel chef, le général Mark Milley. Elle a été achevée en 2016, mais sa publication a été retardée. Elle couvre l'invasion de l'Irak en 2003, le retrait américain, la montée du groupe terroriste Daech et l'influence de la Syrie et de l'Iran, et contient plus de 1 000 documents déclassifiés. « Au moment de l'achèvement de ce projet en 2018, un Iran enhardi et expansionniste semble être le seul vainqueur »³³⁰, conclut l'étude. Elle souligne également les dommages causés par les relations entre l'armée américaine et l'establishment politique : « La guerre en Irak a le potentiel d'être l'un des conflits les plus importants de l'histoire américaine. Il a brisé une tradition politique de longue date contre les guerres préventives »³³¹. « Immédiatement après le conflit, le pendule de la politique américaine a basculé vers le pôle opposé avec un profond scepticisme à l'égard des interventions étrangères »³³². L'étude note enfin que l'utilisation, par les États-Unis, de la guerre de coalition n'a pratiquement pas abouti et que l'hypothèse selon laquelle des élections démocratiques apporteraient la stabilité en Irak

³³⁰ "At the time of this project's completion in 2018, an emboldened and expansionist Iran appears to be the only victor". "Iran is Only Victor after US Invasion of Iraq", *Middle East Monitor*, 22 janvier 2019, <https://www.middleeastmonitor.com/20190122-study-iran-is-only-victor-after-us-invasion-of-iraq/>, consulté le 3 décembre 2019.

³³¹ "The Iraq War has the potential to be one of the most consequential conflicts in American history. It shattered a long-standing political tradition against preemptive wars."

³³² "In the conflict's immediate aftermath, the pendulum of American politics swung to the opposite pole with deep scepticism about foreign interventions." *Ibid.*

était fausse³³³. Nous pouvons ainsi déduire que les stratégies américaines et le recours à l'option militaire ont mené l'Irak vers un contexte sécuritaire chaotique où la promotion démocratique lancée par Washington après la chute du raïs irakien ne subsiste plus. L'utilisation de la force par les Américains a renforcé les fragmentations sociales de l'Irak et créé des résistances souvent radicales, envenimant ainsi les idées terroristes que Washington tente de combattre depuis 2001. Cependant, il est important de souligner que les responsables américains ont aussi délaissé le projet d'un Irak démocratique, et ce, par manque de volonté de la part des Irakiens. Adam Garfinkle, historien et politologue américain, par exemple, fait valoir que la tentative de construire la démocratie dans le monde arabe non seulement échouerait, mais alimenterait également l'anti-américanisme dans le processus. Dans l'ensemble, les détracteurs soulèvent au moins cinq objections connexes à la création d'un Irak démocratique, qui semblent accablantes à première vue.

Premièrement, il existe pour l'Irak des alternatives plus acceptables que la démocratie qui, si elles ne sont pas idéales, sont plus réalisables et susceptibles d'assurer la stabilité et la cohésion du pays. Deuxièmement, ils soutiennent que l'Irak n'est pas prêt pour la démocratie, ceci étant dû à l'invasion militaire américaine en 2003. Comme mentionné auparavant, les invasions n'aboutissent pas à la création d'une démocratie. Troisièmement, ils affirment que la société irakienne est trop fragmentée pour que la démocratie s'installe. En effet, même si l'Irak organisait des élections ou avait d'autres institutions démocratiques extérieures, dans la pratique, un tel système aboutirait à un résultat non libéral, comme ce qui s'est produit en 2005, où une tyrannie à majorité chiite s'est emparée du pouvoir. Quatrièmement, la transition démocratique en Irak serait trop périlleuse et le gouvernement trop faible pour mener à bien l'établissement d'une démocratie. Ainsi, l'institutionnalisation de la démocratie, en particulier sous une forme fédérale, échouerait. Les critiques évoquent souvent une vision d'un Irak assailli par des conflits civils avec des communautés rivales cherchant à se venger les unes des autres, tandis que les armées voisines foulent le sol du pays. Cinquièmement, Garfinkle affirme que les États-Unis sont trop capricieux et les Irakiens trop hostiles pour donner à la démocratie le

³³³ South, Todd, "Army's Long Awaited Iraq War Study Finds Iran Was the Only Winner in a Conflict that Holds many Lessons for Future Wars", *Army Times*, 18 janvier 2019, <https://www.armytimes.com/news/yourarmy/2019/01/18/armys-long-awaited-iraq-war-study-finds-iran-was-the-only-winner-in-a-conflict-that-holdsmany-lessons-for-future-wars/>, consulté le 10 janvier 2020.

temps dont elle aurait besoin pour grandir et porter ses fruits. Dans l'ensemble, principalement pour ces cinq raisons, la création d'un Irak démocratique reste impossible³³⁴.

1.2.2 Les États-Unis en Irak, une démocratie impossible ?

Comment peut-on définir la démocratie en Irak ? On peut affirmer que tous les Américains souhaitent que l'Irak devienne une société autonome. Il est également important de dire que toutes les parties désirent que l'Irak établisse un gouvernement démocratique. Ce sont des objectifs sur lesquels les républicains et les démocrates sont d'accord. Le désaccord réside dans la manière dont les États-Unis devraient atteindre ces objectifs. Le président Bush et le ministère de la Défense ont annoncé que les élections en Irak le 30 janvier 2005 étaient une première étape vers un Irak démocratique. Bush a même proclamé : « Les élections ne doivent pas être reportées. Il est temps que les citoyens irakiens se rendent aux urnes. »³⁷⁹ La position de Bush sur cette question ne prend pas en compte le chaos, la violence et la ruine économique en Irak à cette époque. Le gouvernement de Washington et d'autres néoconservateurs ne tiennent pas compte du fait que la démocratie aura du mal à survivre dans une nation déchirée par la guerre et économiquement ruinée. Les responsables républicains ont donc négligé le fait que l'amélioration de la sécurité en Irak est essentielle pour établir une démocratie ou du moins faire accepter les valeurs démocratiques à la société irakienne. Toutefois, il convient de souligner que l'établissement d'une démocratie en Irak figurait parmi les stratégies prioritaires de Washington dans la région. Cette importance stratégique est clairement reprise par Alexander Lennon dans son ouvrage *Reshaping Rogue States*. Il écrit :

« La pleine démocratie en Irak offre les meilleures perspectives pour résoudre les avantages de l'Irak à long terme pour plusieurs raisons. La démocratie fournirait aux groupes ethniques et religieux irakiens un moyen de réconcilier ou du moins de créer des mécanismes politiques pour gérer les divisions par d'autres moyens que la force. Cela créerait un gouvernement irakien vraiment légitime, un gouvernement qui ne réprimerait aucun élément du peuple irakien mais travaillerait pour chacun d'eux »³³⁵.

³³⁴ Garfinkle, Adam, « Les nouveaux missionnaires », dans *Le Débat*, 4, no. 126, (2003) :85-88.
https://www.cairn.info/revue-le-debat-2003-4-page-85.htm?try_download=1. Consulté le 7 avril 2020. ³⁷⁹

President Bush said elections should not be postponed. "It's time for the Iraqi citizens to go to the polls."

³³⁵ "Full blown democracy in Iraq offers the best prospects for solving Iraq's prospects over the long term for several reasons. Democracy would provide a means for Iraq's ethnic and religious groups for reconciling or at least create political mechanisms for handling divisions by means other than force. It would create a truly legitimate Iraqi government, one that did not repress any elements of the Iraqi people but instead work for all of them." J. T. Lenon, Alexander et Eiss, Camille, *Reshaping Rogue States: Preemption, Regime Change, and US Policy toward Iran, Iraq, and North Korea*, Massachussets: MIT Press, 2004.

Il met également en garde contre l'absence de démocratie en Irak post-Saddam Hussein :

« En revanche, l'échec à instaurer la démocratie en Irak serait désastreux. Les guerres civiles, les flux massifs de réfugiés et même la reprise des combats entre États devraient refaire surface pour ravager cette région tant maudite. De plus, si la démocratie ne prend pas racine, cela ajouterait de la crédibilité aux accusations selon lesquelles les États-Unis se soucient peu des musulmans et des Arabes—une accusation qui implique désormais des considérations de sécurité et de morale au moment où Washington courtise le monde musulman dans sa guerre contre le terrorisme »³³⁶.

Dans ses analyses, Lennon affirme qu'avec l'établissement d'une démocratie, l'Irak pourra jouir d'une stabilité et d'une sécurité sur le long terme. Or, pour beaucoup d'autres experts, la stabilité et la sécurité doivent être une condition pour la démocratie, et non une conséquence.

À l'heure actuelle, les divisions ethno-sectaires de plus en plus prononcées depuis la fin de l'ère de Saddam Hussein en 2003, encouragées par les institutions démographiques de la Constitution irakienne de 2005, représentent un problème central du potentiel de démocratie en Irak. L'invasion de l'Irak par les États-Unis a affaibli l'appareil d'État, qui a été encore paralysé par la politique de « dé-baathification ». Ces politiques à court terme ont rendu l'État irakien incapable et, sous l'ancien Premier ministre Nouri al-Maliki, peu disposé à maintenir les services sociaux de base et un secteur de sécurité adéquat, ou à administrer la justice de manière équitable et non sectaire. Les carences des services publics ont permis aux acteurs non étatiques, tels que les groupes terroristes, d'obtenir le soutien d'un nombre important d'Irakiens en offrant une protection et une aide communautaire *via* la polarisation sectaire. Si les États-Unis continuent de soutenir des groupes sectaires, tels que Hashd al-Shaabi³³⁷, pour contrer d'autres groupes sectaires perçus comme plus extrêmes, tels que l'EI, cette politique risque de creuser davantage les troubles civils dans le pays et d'éloigner encore plus le projet démocratique de l'Irak.

³³⁶ “Failure to establish democracy in Iraq, on the other hand, would be disastrous. Civil wars, massive refugee flows and even renewed interstate fighting would likely resurface to plague this long-cursed region. Moreover, should democracy fail to take root this would add credence to charges that the United States cares little for Muslim and Arab people—a charge that now involves security as well as moral considerations as Washington woos the Muslim world in its war on terrorism.” *Ibid.*

³³⁷ Les Hashd al-Shaabi (« Unités de mobilisation populaire ») sont une coalition paramilitaire de milices en majorité chiite formée en 2014 pendant la seconde guerre civile irakienne. Les États-Unis ont longtemps soutenu ce groupe, notamment lors de la guerre contre l'État islamique. Cependant, au début de l'année 2020, le groupe est sous influence iranienne. D'ailleurs, le chef de la brigade, Faleh al-Fayadh, est tué lors d'un raid américain à Bagdad le 3 janvier 2020 en compagnie de Qassem Soleimani, un général iranien, commandant des forces al-Qods.

En outre, au cours des quinze dernières années, les élites irakiennes se sont habituellement livrées à une corruption de grande ampleur, tandis que des groupes extrémistes perpétreraient des activités criminelles pour obtenir des ressources, des armes, et une justice et une sécurité confessionnelles. En effet, la génération d'Irakiens qui ne connaissent rien au-delà des divisions sociales ethno-sectaires, de la violence et de la corruption généralisée, constitue la plus grande menace pour la démocratie future de l'Irak, notamment en matière de gouvernance démocratique. Compte tenu des structures politiques qui divisent, des projets d'indépendance des Kurdes et de la montée de l'identité chiite au détriment des sunnites, l'Irak fait face à une grave crise existentielle. Les chercheurs en démocratie ont depuis longtemps souligné l'importance de la confiance dans la culture démocratique : les citoyens doivent être persuadés que les groupes concurrents partagent des croyances fondamentales similaires concernant les limites et les rôles du gouvernement. En partageant des valeurs fondamentales (l'existence d'un État de droit et la présence d'une opposition politique, par exemple), les sociétés démocratiques limitent les conflits violents. C'est pourquoi, l'hétérogénéité démographique entrave la consolidation démocratique. Tant que les défis de l'Irak ne seront pas résolus, les jeunes continueront de vivre sans confiance, sans valeurs partagées ou sans tolérance envers leurs compatriotes d'autres communautés ethniques et religieuses, faisant de la démocratisation un fantasme.

Par conséquent, l'établissement d'une démocratie en Irak demeure, à l'heure actuelle, une tâche quasi impossible tant pour les Américains que pour les Irakiens. Même si certains experts restent optimistes quant à la trajectoire du processus démocratique en Irak, la réalité sur le terrain montre un pays profondément divisé où chaque groupe détient sa propre vision de son avenir. De plus, l'aspect géopolitique de l'Irak entrave toute tentative démocratique dans le pays. Si les Américains défendent un Irak démocratique où tous les Irakiens jouissent des mêmes droits, les autres puissances régionales rejettent catégoriquement cette vision. En effet, si les pays arabes comme la Tunisie appellent à un Irak inclusif, d'autres, comme les monarchies du Golfe, craignent qu'un Irak démocratique ne déteigne sur leurs régimes. Quant à l'Iran, devenu le principal acteur politique en Irak avec son soutien aux chiites, il tente de le maintenir sous son influence en imposant le régime des ayatollahs. En effet, l'ayatollah Ali al-Sistani³³⁸

³³⁸ Ali Hussein al-Sistani est un ayatollah iranien né le 4 août 1930 à Mashhad, en Iran. Al-Sistani est une personnalité politique influente en Irak depuis le renversement du gouvernement de Saddam Hussein. Depuis l'invasion de l'Irak par la coalition en 2003, al-Sistani, personnalité influente de la communauté chiite du pays, a joué un rôle politique croissant. Peu de temps après l'occupation, il rédigea des *fatwas* appelant les chiites à s'impliquer en politique. Il s'impliqua lui-même et appela à former une convention constitutionnelle, et exigea plus

et d'autres figures religieuses chiites sont aujourd'hui des conseillers importants dans les décisions politiques du pays.

1.2.3 Les États-Unis et l'Irak : quelle stratégie envers l'influence iranienne ?

Depuis plus de 40 ans, les États-Unis ont tenté d'établir une stratégie envers l'Iran des ayatollahs. Washington n'a cependant toujours pas réglé le « problème » iranien. L'un des événements qui prouve cette difficulté est l'influence grandissante qu'exerce Téhéran sur la scène politique en Irak. Quand George Bush annonçait que l'Irak faisait partie de « l'axe du mal », il était déterminé à faire basculer ce pays parmi les alliés de l'Amérique. Toutefois, aujourd'hui, l'Irak est sous l'influence d'un autre pays de cet axe, l'Iran, remettant ainsi en question l'un des objectifs principaux de l'invasion américaine de l'Irak. En effet, pour beaucoup, le rôle de l'Iran dans la prise de décision en Irak montre également l'échec de l'ensemble de la stratégie américaine. N'aurait-il pas été plus cohérent pour les États-Unis de maintenir Saddam Hussein au pouvoir, ou du moins de négocier avec lui ?

Le maintien de ce dernier aurait conféré aux États-Unis une meilleure position envers leurs alliés arabes. Aujourd'hui, l'Irak constitue pour eux une plus grande menace qu'avant l'invasion américaine de 2003. Cette invasion a permis à l'Iran d'élargir son influence dans le monde arabe et par conséquent, les pays arabes font face aujourd'hui à un ennemi redoutable. Dès lors, les monarchies du Golfe tentent tant bien que mal de contrer l'expansion iranienne en s'alliant avec Washington et même Israël. En 2020, Abu Dhabi a officialisé ses relations avec Tel-Aviv, devenant ainsi la première monarchie du Golfe à intégrer Israël. Même si les responsables émiratis affirment que la cause palestinienne est au centre de cette coopération, l'Iran reste l'ennemi régional commun à Tel-Aviv et Abu Dhabi. Toutefois, la réalité est que l'Iran s'est réimposé comme une puissance régionale grâce à l'invasion américaine de l'Irak ; une invasion qui n'a pas défini convenablement l'ennemi réel que Washington devait cibler. De plus, la crise syrienne et l'absence d'une stratégie américaine sûre ont permis à l'Iran, avec

tard un vote populaire avec dessein de former un gouvernement de transition. Il a critiqué les projets américains de gouvernement irakien qu'il ne considérait pas assez démocratiques. Ainsi, il refusa de s'adresser directement aux autorités américaines et utilisa de nombreux représentants dispersés en Irak et au Moyen-Orient pour diffuser ses édits et règles. L'ONU sollicite aussi régulièrement al-Sistani, dans son rôle de stabilisateur et de médiateur des conflits interconfessionnels. Le 13 juin 2014, trois jours après la chute de Mossoul, il appelle au djihad contre l'État islamique, provoquant la mobilisation de plusieurs milliers de volontaires qui rejoignent des milices chiites, comme la Brigade Badr, les Kataeb Hezbollah, Asaïb Ahl al-Haq, la Brigade du jour promis et d'autres encore. Le 15 décembre 2017, dans un sermon lu en son nom à la mosquée de Kerbala, l'ayatollah al-Sistani appelle à la dissolution des Hashd al-Shaabi et à l'intégration de leurs combattants au sein des services de sécurité de l'État irakien.

l'aide de la Russie, de maintenir Bachar al-Assad au pouvoir. Ce maintien a été une réussite stratégique et, à l'inverse de Washington, a donné à l'Iran et à la Russie plus de crédibilité politique dans la région.

La République islamique représente une série de défis contraignants pour les intérêts américains. En effet, même si une partie des responsables iraniens et même le peuple iranien désirent une normalisation des relations diplomatiques avec les États-Unis, l'autre partie les perçoit comme un ennemi idéologique redoutable. Les Iraniens veulent aujourd'hui renforcer leur influence dans le monde arabe en déclarant contrer les stratégies américaines dans la région. Notons d'ailleurs que cette stratégie iranienne a atteint certains objectifs dans cette zone : s'emparer de Bagdad et maintenir Bachar al-Assad au pouvoir. Il convient également de préciser que la politique étrangère américaine est mue par des considérations internes qui, pour Washington, sont difficiles à discerner et à influencer. Bien que le rôle et l'influence de l'Iran au Moyen-Orient soient souvent exagérés, les Iraniens ont réellement profité des échecs américains dans la région pour s'imposer comme un acteur majeur. Suivant cette logique, les Américains sont conscients que les Iraniens jouent un rôle prépondérant en Irak et enchaînent aujourd'hui les politiques répressives envers le personnel américain. Les dernières attaques contre l'ambassade américaine à Bagdad ont incité le gouvernement de Donald Trump à mener, en janvier 2019, des attaques aériennes, tuant Qassem Suleimani, général iranien et commandant de la Force al-Qods, et d'autres responsables militaires irakiens. Cependant, les Américains échouent à convaincre les Iraniens sur bon nombre de questions importantes. Si l'accord de Vienne, signé en juillet 2015, a prouvé la possibilité d'une entente sur le dossier du nucléaire iranien, le soutien aux groupes terroristes, le rejet de l'existence d'Israël et le désir de façonner la région à leur image demeurent parmi les sujets épineux entre Washington et Téhéran. Formuler une politique efficace envers l'Iran reste une nécessité pour les États-Unis. Une relation ordinaire avec l'Iran leur permettra de mieux protéger leurs intérêts et leurs alliés. Néanmoins, il est impératif pour Washington d'identifier la nature de ses relations avec Téhéran.

En effet, depuis la révolution islamique de 1979, les responsables américains ont entretenu des relations diplomatiques antagonistes avec le régime iranien. Cet antagonisme est réciproque, puisque le régime islamique a également développé une politique antipathique à l'égard des États-Unis. Le leader de la révolution lui-même, Rouhollah Khomeini, était convaincu que l'Iran représentait le bien et les États-Unis le mal, schéma contraire au schéma

américain³³⁹. Cependant, il est également important de noter que depuis la mort du leader spirituel en 1989, son successeur a fait évoluer la société iranienne vers une perception plus modérée. Autrement dit, même si Ali Khamenei exprime sa crainte envers les intentions des Américains dans la région, sa guidance spirituelle est moins radicale que celle de son prédécesseur. Cela dit, certains responsables politiques en Iran ont ouvertement exprimé leur désir d'entretenir des relations ordinaires avec les États-Unis. Même si Mahmoud Ahmadinejad adhère profondément à l'anti-américanisme de Rouhollah Khomeini, Hassan Rohani a fait preuve de plus de flexibilité envers les États-Unis. Toutefois, cette flexibilité est également liée à la personnalité des dirigeants politiques américains et iraniens. Même Barack Obama, qui s'était montré ferme sur le dossier du nucléaire iranien, a marqué sa présidence par l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien signé en juillet 2015.

Après des années de tensions, les États-Unis, sous le gouvernement de Barack Obama, ont accepté la production nucléaire civile, empêchant ainsi le programme nucléaire iranien de s'orienter vers des objectifs militaires. Face à cette flexibilité américaine, les Iraniens, de leur côté, ont accepté de limiter leur programme nucléaire et même d'être contrôlés par la communauté internationale pour respecter l'accord de Vienne. Toutefois, il est important de comprendre pourquoi les États-Unis montrent de la méfiance à l'égard des intentions iraniennes dans la région. Quelles sont les menaces présentées par l'Iran contre les intérêts américains dans cette zone ?

L'un des défis majeurs auquel Washington tente de répondre concerne l'ampleur de la menace iranienne sur les intérêts américains. John Limbert, ancien ministre adjoint de l'Iran et des Affaires du Proche-Orient au ministère des Affaires étrangères, explique, dans un article paru en 2016, que la menace iranienne est assez exagérée. Pour lui, cette exagération provient de la relation spéciale entre les États-Unis et les pays du Golfe et également du désir des Américains de créer un ennemi redoutable dans la région pour obtenir le soutien des pays arabes à leur politique dans cette zone stratégique. Il écrit : « Les mises en garde contre une hégémonie iranienne et contre un nouvel empire perse n'ont aucun fondement en réalité »³⁴⁰. Quant à Sam

³³⁹ Arjomand, Said Amir, *The Turban for the Crown: The Islamic Revolution in Iran*, Oxford: Oxford University Press, p. 191-217.

³⁴⁰ "Their warnings of 'Iranian hegemony' and a 'new Persian Empire' have no basis in reality." Limbert, John, "The Threat from Iran is Overblown", *New York Times*, janvier 2016. <https://www.nytimes.com/roomfordebate/2016/01/21/does-iran-remain-a-threat/the-threat-from-iran-is-overblown>. Consulté le 1^{er} janvier 2020.

Faddis, ancien agent de la CIA, il appelle les responsables américains à répondre fermement à la menace iranienne : « C'est une entité perverse et despotique vouée à l'expansion radicale de son idéologie à l'étranger et à l'écrasement brutal de toute voix dissidente dans son pays. Alors que nous cherchons une voie à suivre dans notre politique à l'égard de l'Iran, nous ferions bien de garder cette vision à l'esprit »³⁴¹.

Les responsables politiques américains oscillent entre ces deux opinions totalement opposées. Si Barack Obama, dans son discours défendant l'accord historique avec l'Iran³⁴² en août 2015, assurait que ce dernier était déterminé à respecter ses engagements internationaux, d'autres, comme George Bush ou Donald Trump, partagent une vision complètement opposée, affirmant qu'il représente une menace réelle et que les États-Unis doivent maintenir une position ferme envers ce pays de l'axe du mal.

D'ailleurs, cette méfiance a amené le président américain Donald Trump à se retirer de l'accord de Vienne, suscitant ainsi des critiques, notamment de Barack Obama, qui a mis en garde contre cette erreur grave de la part des responsables américains³⁴³. Cependant, si l'on se focalise sur les événements qui ont façonné récemment les relations américano-iraniennes, nous pouvons constater que les intentions iraniennes constituent une menace réelle pour les intérêts américains dans la région. La menace iranienne porte principalement sur trois éléments. Le premier est le soutien effectif et réel de l'Iran aux groupes terroristes. En effet, un nombre important de documents prouvent qu'il a financé une multitude d'attentats à travers le monde³⁴⁴. On note particulièrement les attentats de Berlin en 1992 ainsi qu'une série d'attentats en Amérique du Sud et dans le monde arabe. Cependant, depuis l'achèvement de la guerre américaine en Irak, à la fin de l'année 2011, l'Iran semble développer une stratégie réelle au Moyen-Orient, dont le commencement a été l'Irak. En effet, dans la région, l'Iran ne se contente pas de financer des groupes comme le Hezbollah ou le Djihad islamique et le Hamas en

³⁴¹ "It is an evil, despotic entity dedicated to radical expansion of its ideology abroad and the brutal crushing of any dissenting voices at home. As we search for a way ahead in our policy toward Iran, we would do well to keep that vision in mind." Sam, Faddis, "Responding to Iran with the Big Stick", *Washington Times*, 2 janvier 2020. <https://www.washingtontimes.com/news/2020/jan/2/the-us-must-respond-to-iran-with-the-big-stick/>. Consulté le 10 janvier 2020.

³⁴² Obama, Barack, "Remarks by the President on the Iran Nuclear Deal", The White House, 5 août 2015. <<https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2015/08/05/remarks-president-iran-nuclear-deal>>. Consulté le 20 février 2020.

³⁴³ Calia, Mike, "'A Serious Mistake': Read Barack Obama's Statement on President Trump's Decision to Pull out of the Iran Nuclear Deal", *CNBC*, 8 mai 2018. <https://www.cnn.com/2018/05/08/a-serious-mistake-readobamas-statement-on-trumps-decision-to-pull-out-of-iran-deal.html>. Consulté le 12 janvier 2020.

³⁴⁴ Cf. <<https://www.govinfo.gov/content/pkg/CHRG-112shrg76693/html/CHRG-112shrg76693.htm>>.

Palestine, mais tente également d'élargir son influence et même de contrôler les paysages politiques arabes, comme c'est le cas en Irak et en Syrie. Le soutien iranien aux groupes terroristes met en péril la lutte antiterroriste entretenue par les États-Unis dans la région.

Or, l'Iran a fermement combattu l'État islamique en Irak et en Syrie, répondant ainsi à la lutte antiterroriste et au combat idéologique entretenu par les forces régionales. D'ailleurs, les événements récents en Irak ont montré que l'Iran a assuré l'ascension et l'armement de plusieurs groupes et milices chiites qui ont ciblé la présence américaine à plusieurs reprises. Ainsi, l'Iran est considéré par beaucoup comme un État terroriste agissant de la même manière que les groupes terroristes de la région et ciblant la présence américaine.

L'autre menace iranienne mettant en danger les intérêts américains au Moyen-Orient concerne les aides apportées par le gouvernement iranien pour déstabiliser les régimes en place. À plusieurs reprises, depuis la prise du pouvoir en 1979, les ayatollahs ont contribué à renverser les régimes pro-américains, comme en Arabie saoudite, au Koweït, au Bahreïn et même au Liban. Ces actions révèlent l'intention des Iraniens de mettre en péril la position américaine dans la région. Effectivement, les menaces émanant du régime iranien sont également des menaces contre les intérêts américains, puisqu'il est dans l'intérêt des États-Unis de maintenir une forte relation avec les monarchies du Golfe et d'autres régimes arabes. Ainsi, le désir iranien de bouleverser le *statu quo* au Moyen-Orient représente une menace réelle à la stratégie américaine. Les Iraniens tentent également de bloquer le processus de paix au Moyen-Orient et d'éradiquer également la paix arabo-israélienne. En l'absence d'une paix durable, les intérêts américains seront susceptibles d'être mis en danger. Le soutien de Téhéran au groupe palestinien anti-israélien, le Hamas, paralyse les efforts américains pour une paix durable dans la région.

Enfin, le dernier élément majeur est le développement d'armes de destruction massive, un sujet où l'Iran a longtemps fait figure de mauvais élève. Cependant, si, en 2015, le traité de Vienne, qualifié d'historique, a été signé entre l'Iran et l'Occident, le retrait des États-Unis de l'accord en 2018 a mis en péril les efforts américains et iraniens, déstabilisant à nouveau les relations bilatérales. D'ailleurs, l'une des conséquences de ce retrait a été l'escalade de la violence contre la présence américaine en Irak, dont l'Iran est le principal acteur. Par conséquent, les États-Unis tentent aujourd'hui de bloquer la propagation de l'influence iranienne dans le reste du monde arabe, même si, depuis la mort de Qassem Soleimani, l'Iran semble maintenir une position forte face à eux en Irak. En particulier, puisque ce pays est tombé sous

influence de l'Iran, il n'est peut-être pas dans l'intérêt des Américains de récupérer Bagdad, mais plutôt d'éviter que d'autres pays arabes ne tombent dans le giron iranien. Nous revenons donc à la théorie des dominos que les États-Unis ont appliquée contre le communisme durant la guerre froide et à la propagation de la démocratie dans le monde arabe à partir de 2003.

Or, il demeure essentiel de rappeler que les échecs américains en Irak, sous la présidence de George Bush, ont incité Washington à alléger le caractère militaire de sa politique étrangère et à déployer d'autres options plus diplomatiques. Ainsi, la fin de la présidence de George Bush a marqué la fin de la coercition, ou *hard power*, en 2016. Barack Obama, fraîchement élu, a introduit une nouvelle approche pour la politique étrangère américaine, la puissance intelligente, *smart power*, afin de réhabiliter l'hégémonie américaine dans la région et d'ériger un nouveau socle entre les États-Unis et le monde musulman, l'Iran étant inclus dans cette nouvelle approche.

2. L'échec américain en Irak : la nouvelle stratégie pour le reste du monde arabe

2.1 De la coercition à la puissance intelligente

Le mandat de Barack Obama a marqué une nouvelle ère pour la politique étrangère américaine. Le terme *smart power*, ou puissance intelligente, a été introduit par le président américain pour façonner la nouvelle politique américaine envers le monde arabe. Cette nouvelle approche consiste à combiner le *hard power* (la coercition) et le *soft power* (puissance douce). La coercition se compose d'options militaires alors que la puissance douce se compose d'options comme la diplomatie et les aides. Si certains responsables américains, comme Hillary Clinton, pensent que cette nouvelle approche donnera une plus grande efficacité à la stratégie américaine au Moyen-Orient, d'autres y voient une absence de réponse à l'évolution des événements. Cependant, notons que ce changement de stratégie a été considéré comme une nécessité pour rattraper l'échec du *hard power* que le président George Bush avait déployé. Ceci n'est bien sûr qu'une réponse parmi d'autres, puisque certains auteurs ont souligné que le déclin du pouvoir des États-Unis dans le monde après l'invasion de 2003 avait incité les responsables américains à rechercher une nouvelle stratégie afin de le ralentir.

Avant d'aborder le sujet de la coercition et de la puissance intelligente, il est important de placer ces termes dans une optique plus large, l'art de gouverner, ce que l'on nomme en

anglais *state craft*. Ce terme est défini comme la capacité de conduire les affaires de l'État³⁴⁵. Pour l'ancien diplomate américain Chas W. Freeman, « l'art de gouverner traduit les intérêts et les préoccupations en objectifs et stratégies. (...) Ces stratégies incluent l'art de la guerre, de l'espionnage et de la diplomatie »³⁴⁶. Une autre définition est donnée par Denis Ross, homme politique et directeur des politiques élaborées au ministère des Affaires étrangères sous la présidence de George Bush. Pour lui, l'art de gouverner consiste à « savoir comment intégrer au mieux et utiliser tous les atouts ou outils militaires, diplomatiques, de renseignement, publics, économiques ou psychologiques que nous possédons (ou pouvons manipuler) pour atteindre nos objectifs »³⁴⁷. Ross pense qu'une bonne habileté à gouverner inclut des objectifs développés et des stratégies, et qu'en revanche, une mauvaise gestion de la gouvernance crée un fossé entre les moyens utilisés et les buts à atteindre.

Quant à Fred Kaplan, il souligne qu'une bonne habileté à gouverner permet la combinaison de plusieurs stratégies afin de protéger les intérêts nationaux³⁹³. On distingue principalement trois grandes approches utilisées pour gouverner à l'international, mais aussi au niveau national : la coercition (*hard power*), la puissance douce (*soft power*) et la puissance intelligente (*smart power*). Elles permettent de comprendre les défis actuels qui indiquent les stratégies américaines. Il est important de se plonger dans les débats concernant la coercition, la puissance douce et la puissance intelligente. Ces termes sont entrés dans le lexique politique, entraînant une certaine flexibilité dans la trajectoire de la politique étrangère américaine. Les réalistes ont mis en évidence le rôle de la puissance militaire comme étant l'instrument le plus important pour imposer une puissance. En effet, la puissance militaire permet aux acteurs hégémoniques de se protéger et de protéger leurs alliés. Ainsi, la coercition (*hard power*) est un concept utilisé principalement par le réalisme, qui désigne la capacité d'un pays à s'imposer à d'autres nations par le biais de moyens militaires et économiques. Le concept s'oppose à la puissance douce. Ce terme a été introduit par Joseph Nye en 1990 et désigne la capacité d'une nation à servir ses intérêts en persuadant les autres pays de se conformer aux politiques qu'elle

³⁴⁵ Baldwin, David, *Economic Statecraft*, New Jersey: Princeton University Press, 1985, p. 8.

³⁴⁶ "Statecraft translates national interests and concerns into national goals and strategies. It is the strategy of power. It guides the ways the state deploys and applies its power abroad. These ways embrace the arts of war, espionage, and diplomacy." Freeman, W. Chas, *Arts of power: Statecraft and Diplomacy*, Washington DC: Institute Peace Press, 1997, p. 3-5.

³⁴⁷ "Knowing how best to integrate and use every asset or military, diplomatic, intelligence, public, economic, or psychological tool we possess (or can manipulate) to meet our objectives." Ross, Dennis, *Statecraft and How to Restore America's Standing in the World*, New York: Farrar, Straus and Giroux, 2007, p. 21. ³⁹³ Kaplan, Fred, "The Transformer", *Foreign Policy*, 20 décembre 2011.

déploie. On distingue principalement trois sources de puissance douce : la puissance culturelle, la puissance politique et la politique étrangère³⁴⁸. Les moyens utilisés sont la diplomatie, les coopérations militaires, les programmes d'échanges culturels et économiques et les aides humanitaires.

Cependant, pour Samuel Huntington, la définition de la puissance douce de Nye reste incomplète. Pour lui, la puissance douce n'est une puissance que quand elle est imposée par la coercition. Autrement dit, sans la coercition, le pays ne peut s'imposer comme une puissance³⁴⁹. Cependant, pour une nation, si la puissance militaire est un pouvoir authentique, quand elle est employée improprement, elle peut entraîner un handicap de la puissance douce. Durant ces deux dernières décennies, la puissance douce est devenue un élément primordial dans la politique étrangère américaine. Elle est considérée comme le néologisme le plus efficace depuis la publication, en 2006, de l'*Irak Study Group Report*, marquant une pause dans l'approche de la coercition et des inconvénients de résoudre des problèmes politiques avec des moyens militaires.

Les forces militaires ont adopté l'approche de la puissance intelligente dans *Field Manual 3-07 Stability Operations*. Dans ce rapport, les responsables militaires américains se fixent une nouvelle stratégie :

« Il est peu probable que l'avenir de l'Amérique à l'étranger ressemble à l'Afghanistan ou l'Irak, où nous avons été pris par le fardeau de l'édification d'une nation instable. Au lieu de cela, nous travaillerons avec la communauté internationale pour vaincre l'insurrection, aider les États fragiles et fournir des aides humanitaires aux souffrants. Atteindre la victoire supposera de nouvelles dimensions alors que nous nous renforçons pour générer de la puissance douce pour promouvoir la participation au gouvernement, stimuler le développement économique et s'attaquer aux causes profondes des conflits »³⁵⁰.

³⁴⁸ Nye, Joseph S., "Think Again: Soft Power", *Foreign Policy*, 23 février 2006. <https://foreignpolicy.com/2006/02/23/think-again-soft-power/>. Consulté le 20 février 2020.

³⁴⁹ Huntington, P. Samuel, "The Lonely Power: The New Dimension of Power", *Foreign Affairs*, 1^{er} mars 1999. <https://www.foreignaffairs.com/articles/united-states/1999-03-01/lonely-superpower>. Consulté le 27 février 2020.

³⁵⁰ "America's future abroad is unlikely to resemble Afghanistan or Iraq, where we grapple with the burden of nation-building under fire. Instead, we will work through and with the community of nations to defeat insurgency, assist fragile states, and provide vital humanitarian aid to the suffering. Achieving victory will assume new dimensions as we strengthen to generate soft power to promote participation in government, spur economic development, 13 Wong-Diaz: Smart Power and U.S. National Strategy and address the root causes of conflict among the disenfranchised population of the world." *FM 3-07, Foreword, Stability Operations*, Washington DC, 6 octobre 2008. https://usacac.army.mil/sites/default/files/misc/doctrine/CDG/cdg_resources/manuals/fm/fm3_07.pdf.

Bien que la puissance douce ait des racines libérales, les politiciens des Partis républicain et démocrate y ont adhéré durant le second mandat de George Bush. D'ailleurs, le ministre de la Défense, Robert Gates, a approuvé cette approche :

« L'une des leçons les plus importantes des guerres en Irak et en Afghanistan est que le succès militaire ne suffit pas pour gagner. Je suis ici pour plaider pour le renforcement de notre capacité à utiliser la puissance douce et pour mieux l'intégrer à la coercition. Ce qui est clair pour moi, c'est qu'il est nécessaire d'augmenter considérablement les dépenses pour les instruments civils de la sécurité nationale – diplomatie, communications stratégiques, aide étrangère, action civique, reconstruction économique et développement »³⁵¹.

Cela dit, il est essentiel de rappeler que des responsables américains, comme Hillary Clinton, ont tellement mis en évidence la puissance intelligente qu'une étude de Matthew Kroenig, politologue américain, auteur et stratège en sécurité nationale et professeur au Département du gouvernement et à la *Edmund A. Walsh School of Foreign Service* de l'université de Georgetown, les a alertés sur le revers de cette approche en écrivant qu'ils surestimaient son efficacité comme outil de la politique étrangère américaine³⁵².

Cette approche, appelée la puissance intelligente (*smart power*), a été introduite en 2004 par Suzanne Nossel, directrice du PEN America, pour promouvoir les intérêts américains de façon stable. Pour elle, la stratégie de George Bush de lutter contre le terrorisme et les menaces de façon préventive, tout en transformant la région en une région démocratique, était basée sur des thèmes libéraux³⁵³. Cependant, les progressistes ont appelé à redéfinir la politique étrangère américaine selon leur forte conviction que soutenir la liberté, les droits de l'homme et l'économie de marché permettrait de garantir la sécurité des États-Unis³⁵⁴.

En somme, la puissance intelligente a redéfini la politique étrangère américaine, loin des idées néoconservatrices recourant principalement à l'utilisation de la force militaire pour lutter contre le terrorisme et démocratiser les régimes autoritaires. Joseph Nye écrit que le terme

³⁵¹ “One of the most important lessons of the wars in Iraq and Afghanistan is that military success is not sufficient to win. I am here to make the case for strengthening our capacity to use soft power and for better integrating it with hard power. What is clear to me is that there is a need for a dramatic increase in spending on the civilian instruments of national security - diplomacy, strategic communications, foreign assistance, civic action, and economic reconstruction and development.” Gates, Robert, US Secretary of Defense, “Landon lecture: Remarks as Delivered by Secretary of Defense Robert M. Gates”, Washington, 26 novembre 2007. <https://archive.defense.gov/Speeches/Speech.aspx?SpeechID=1199> . Consulté le 16 février 2020.

³⁵² Kroenig Matthew *et al.*, “Taking Soft Power Seriously”, *Journal Comparative Strategy*, 29, 2010.

³⁵³ Nossel, Suzanne, “Smart Power”, *Foreign Affairs*, 1^{er} mars 2004.

<https://www.foreignaffairs.com/articles/united-states/2004-03-01/smart-power>. Consulté le 28 janvier 2020.

³⁵⁴ *Ibid.*

de *smart power* a été introduit en 2003 pour contrer l'idée erronée selon laquelle la puissance douce peut produire une politique étrangère efficace. Pour Nye, il est nécessaire d'introduire la puissance intelligente, qui regroupe des outils de la puissance douce et de la coercition. Cette puissance intelligente a permis de convaincre les leaders politiques qui étaient sceptiques envers la puissance douce. En effet, pour eux, celle-ci affaiblissait la puissance des États-Unis sur la scène internationale. La plupart des progressistes ont ainsi approuvé le passage de la coercition à la puissance intelligente. Il s'agissait d'une nécessité stratégique afin de freiner le déclin des États-Unis à travers le monde. En effet, c'est en 2006, avec le rapport du *Center for Strategic and International Studies* (CSIS), que des experts ont déclaré que l'image et l'influence des États-Unis étaient sur le déclin, les appelant à changer de stratégie pour donner de l'optimisme et de l'espoir. D'ailleurs, le CSIS a créé une commission, dirigée par Joseph Nye et Richard Armitage, pour développer une vision afin de redéfinir la trajectoire des États-Unis. Cette commission a conclu qu'il fallait combiner les outils de la coercition et de la puissance douce dans une stratégie de puissance intelligente. Les États-Unis devaient utiliser les bons outils selon les défis internationaux³⁵⁵.

La stratégie de la puissance intelligente inclut le recensement des relations diplomatiques, des partenariats et des institutions qui servent les intérêts des États-Unis, la consolidation de leur rôle envers le développement global en déployant une vision plus unanime sur ce dernier, et en renforçant la santé, la diplomatie, les échanges culturels, les relations avec les gouvernements, l'innovation et la technologie⁴⁰². Ainsi, cette nouvelle approche encourage la lutte contre la pauvreté et la corruption au XXI^e siècle. Cependant, il est essentiel de rappeler que cette approche n'a pu être déployée effectivement par les États-Unis qu'en 2009, quand la ministre des Affaires étrangères, Hillary Clinton, a déclaré :

« Je crois que le leadership américain est toujours recherché. Nous devons utiliser ce que l'on a appelé la "puissance intelligente", la gamme complète des outils à notre disposition, qui comprennent des outils diplomatiques, économiques, des outils militaires, politiques et culturels... Avec une puissance intelligente, la diplomatie doit être à l'avant-garde de la politique étrangère »³⁵⁶.

³⁵⁵ Nye Joseph, Cohen Craig et Armitage Richard, "Smarter, More Secure America: A Report of the CSIS Commission on Smart Power", CSIS, November 6, 2007. <https://www.csis.org/analysis/smarter-more-secureamerica>. Consulté le 23 février 2020. ⁴⁰² *Ibid*.

³⁵⁶ "I believe that American leadership has been wanting, but is still wanted. We must use what has been called 'smart power,' the full range of tools at our disposal, which include diplomatic, economic, military, political and cultural tools... With smart power, diplomacy will be the vanguard of foreign policy." Clinton, Hillary, "Statement

2.1.1 L'introduction de la puissance intelligente dans la politique étrangère américaine : quels moyens pour quels objectifs ?

Considérée comme « trop douce », la puissance douce n'a pas attisé l'enthousiasme des responsables américains, à l'instar de la coercition, qui était perçue comme une stratégie « trop dure », menant les États-Unis vers des échecs inévitables en Irak et suscitant une grande indignation parmi la classe politique nationale. Passer d'une stratégie agressive à une autre plus diplomatique était donc indispensable pour l'hégémonie américaine dans le monde arabe. Dès le début, le gouvernement de Barack Obama a fait savoir que le recours à une nouvelle stratégie marquerait une nouvelle ère pour le leadership américain dans le monde. En effet, la puissance intelligente consiste à adapter les éléments de la puissance douce, à savoir la diplomatie et le développement, et ceux de la coercition (puissance militaire) aux évolutions du XXI^e siècle, permettant à la politique étrangère américaine de faciliter et d'harmoniser les partenariats entre secteur public et privé³⁵⁷. Quant à la puissance militaire, elle doit être déployée pour protéger le peuple et les intérêts américains dans le monde.

Cependant, la diplomatie et le développement doivent représenter, au sein du gouvernement de Barack Obama, des éléments nécessaires pour assurer un monde pacifique, prospère et stable. Toutefois, il est essentiel de savoir quels ont été les moyens ou les outils de la puissance intelligente utilisés par le gouvernement de Barack Obama, et pour quels objectifs. Ainsi, quels ont été les critères utilisés afin de hiérarchiser les objectifs et les moyens ? En effet, selon les situations, le ministère des Affaires étrangères doit choisir entre la force et les politiques de dissuasion. Parallèlement à cette approche, le président américain a annoncé une politique multilatérale où la consultation des autres nations permettrait de mieux protéger les États-Unis et de donner plus de crédibilité à leur hégémonie. Effectivement, comme Richard Danzig, avocat américain et ancien ministre de la Marine américaine, l'a expliqué en 2018 : « Les technologies du XXI^e siècle sont mondiales non seulement dans leur distribution, mais aussi dans leurs conséquences »³⁵⁸. Ces déclarations soulignent l'importance pour les États-Unis de s'allier aux autres nations afin d'assurer leur sécurité.

before the Senate Foreign Relations Committee”, 13 janvier 2009. <https://www.npr.org/templates/story/story.php?storyId=99290981>. Consulté le 11 février 2020.

³⁵⁷ US Department of State, “Leading Through Civilian Power, 2010, Quadrennial Diplomacy and Development Review” p. 8. <https://2009-2017.state.gov/documents/organization/153139.pdf>. Consulté le 30 janvier 2020.

³⁵⁸ “Twenty-first century technologies are global not just in their distribution, but also in their consequences.” Danzig, Richard, “Technology Roulette”, Center For A New American Century, 30 mai 2018.

Parmi les événements qui ont marqué le mandat de Barack Obama et mis à l'épreuve la stratégie de la puissance intelligente, figure le « printemps arabe ». Durant cette période, les États-Unis ont eu recours à la diplomatie, au développement mais aussi aux forces militaires pour protéger au mieux leurs intérêts dans cette région stratégique. Pour chaque pays du « printemps arabe », les États-Unis ont suivi une politique particulière. Ce manque de politique unanime de la part de Washington a suscité une vague de critiques aux États-Unis et dans le monde arabe. Si la démocratie constitue une étape importante dans la politique étrangère américaine et dans la lutte antiterroriste, les États-Unis l'ont pourtant négligée dans certains pays, comme le Bahreïn ou l'Égypte, où leurs intérêts vitaux étaient en jeu. Pour cette partie, nous allons retenir principalement cinq politiques américaines envers cinq pays du « printemps arabe » : la Tunisie, la Libye, l'Égypte, la Syrie et le Bahreïn. Certes, la politique des États-Unis envers ces pays arabes ne peut être unanime puisque chacun a sa propre spécificité. Cependant, ces événements ont révélé au grand public les intentions américaines dans la région, où les intérêts américains passent naturellement avant les intérêts arabes. L'approche de la puissance intelligente a donc été déployée dans chaque pays, et la force militaire et/ou la dissuasion ont été utilisées selon les situations. Cette nouvelle approche a toutefois manqué d'efficacité. L'absence de résultat positif nous amène à une question fondamentale : est-ce que Washington a déployé les bonnes options de la puissance intelligente aux bonnes situations ? Il est important de cerner les moyens que Washington a choisis pour chaque pays mentionné cidessus et quel a été l'objectif fixé.

2.1.1.1 Tunisie

En Tunisie, les États-Unis ont adopté une politique encourageant les manifestations populaires pour mener à bien leurs aspirations démocratiques. Le 13 janvier 2011, alors que les manifestations se répandaient en Tunisie, Hillary Clinton dénonçait, lors du *Forum For the Future* à Doha, les leaders arabes pour le manque de liberté, la corruption et la répression politique. À l'issue de ses déclarations, elle a introduit une position américaine à laquelle les populations arabes s'attendaient. Durant cette révolution, les responsables américains ont en effet pris conscience du « ras le bol » populaire et de la nécessité de déployer une nouvelle approche plus amicale avec les populations arabes. Ces déclarations ne sont pas nouvelles. Selon un responsable américain, cela faisait plus de deux ans qu'Hillary Clinton avait appelé

<<https://www.cnas.org/publications/reports/technologyroulette#:~:text=Twenty%2Dfirst%20century%20technologi es%20are,much%20our%20problem%20as%20their s.>>. Consulté le 20 février 2020.

les responsables arabes à faire des réformes pour améliorer le mode de vie de leurs citoyens. Cependant, aucune réponse de la part des gouverneurs arabes n'avait été donnée ; ces mises en garde étaient destinées à garantir un avenir meilleur, mais surtout à maintenir les alliés de Washington dans la région³⁵⁹. Autrement dit, le gouvernement américain craignait de voir des partis islamistes anti-américains au pouvoir dans les pays alliés, incitant Washington au « changement de politique » et non au « changement des leaders ». Le président Obama a, quant à lui, salué la « bravoure » du peuple tunisien, se disant favorable à toute réforme entreprise par celui-ci. Cette position entraine en cohérence avec le désir de démocratiser cette région et de lutter contre le terrorisme et les idées radicales.

Notons que les États-Unis ont, à plusieurs reprises, consulté le gouvernement français pour convenir d'une entente sur la révolution tunisienne et la période post-Ben Ali. Comme la Tunisie est une ancienne colonie française, la présence française dans l'évolution de la situation du pays est assez particulière. Néanmoins, il est important de noter que la chute du régime de Ben Ali, pro-français, n'a pas été perçue similairement par les deux pays. Effectivement, le changement de régime a été, pour les États-Unis, une opportunité d'entrer dans le paysage politique tunisien. Depuis 2011, ils ont déployé la puissance intelligente comme la diplomatie, les aides économiques et la gouvernance. Dans le domaine économique, ils ont développé, avec la Tunisie, plusieurs programmes pour améliorer l'économie tunisienne. Parmi ces programmes, on cite notamment le *Tunisia Jobs*, qui a débuté en 2018 et qui s'étend sur une période de cinq ans. Le but de ce projet est que les États-Unis fournissent une aide financière aux petites et moyennes entreprises tunisiennes afin de créer plus d'emplois. Ce programme a été développé par les États-Unis à partir du *Business Reform Competitive Project*³⁶⁰.

Un autre programme se nomme le *Fiscal Reform for a Strong Tunisia*, qui aide le ministère des Finances à rationaliser les politiques fiscales pour sécuriser une stratégie économique sur le long terme. Avec ce projet, les États-Unis aident le gouvernement tunisien à améliorer la répartition des richesses et à fournir une transparence fiscale³⁶¹. Le *Center for Entrepreneurship and Executive Development* est un autre projet qui permet aux Tunisiens des

³⁵⁹ Lander, Mark, "Clinton Bluntly Presses Arab Leaders on Reforms", *The New York Times*, 13 janvier 2011. <https://www.nytimes.com/2011/01/14/world/middleeast/14diplo.html>. Consulté le 17 janvier 2020.

³⁶⁰ Cf. <<https://tn.usembassy.gov/embassy/tunis/usaid-tunisia/economic-growth/business-reform-andcompetitiveness-project-brcp/>>. Consulté le 19 février 2020.

³⁶¹ Cf. <<https://www.usaid.gov/tunisia/fact-sheets/first>>. Consulté le 19 février 2020.

entraînements sur les activités commerciales et marketing. Ce programme a concerné plus de 450 entrepreneurs à Tunis et dans le sud du pays³⁶². Enfin, le *Tunisian-American Enterprise Fund* vise à développer le secteur privé en augmentant les investissements et en encourageant les petites et moyennes entreprises tunisiennes³⁶³. Sur le plan de la gouvernance, les engagements américains pour le développement démocratique en Tunisie se consolident avec trois principaux projets. Le premier est le *Tadaeem*, ou « consolidation », qui aide le gouvernement tunisien à déployer des politiques efficaces pour fournir des services publics à la population. Autrement dit, ce projet permet aux responsables tunisiens de répondre efficacement aux attentes du peuple tunisien³⁶⁴. Le deuxième programme politique se nomme *Ma'an*, qui signifie « ensemble ». Il aide la jeunesse tunisienne en soutenant les institutions locales et les acteurs de la société civile, en renforçant la communication et en harmonisant les secteurs public et privé³⁶⁵. Enfin, parmi les organisations américaines de démocratisation les plus actives, on cite l'Institut national pour la démocratie en Tunisie, qui renforce les valeurs démocratiques, la justice, les libertés civiles, l'égalité hommes-femmes, etc³⁶⁶.

Bien sûr, rappelons que beaucoup d'autres programmes américains sont déployés pour assister la Tunisie dans le processus électoral afin de renforcer la transparence électorale et le pluralisme politique. Nous pouvons ainsi déduire que les États-Unis, à travers leurs programmes politiques et économiques, contribuent à la formation d'une nouvelle Tunisie et à un rapprochement avec la population tunisienne qui a été privée de la sphère politique depuis son indépendance en 1954. La politique américaine envers la « révolution du jasmin » a été en parfaite harmonie avec les revendications populaires. Toutefois, il est important de noter que la Tunisie a été la scène de plusieurs actes terroristes comme l'attaque contre le musée du Bardo ou encore l'attentat de Sousse en 2015. Cette insécurité a incité les États-Unis à entrer par la grande porte et à assister les Tunisiens qui avaient été incapables de prévenir ces attaques. D'ailleurs, les États-Unis ont par exemple déployé des Marines pour protéger l'ambassade

³⁶² *Ibid.*

³⁶³ Cf. < <https://www.taefund.org/fr/>>. Consulté le 19 février 2020.

³⁶⁴ Cf. < <https://tn.usembassy.gov/fr/embassy-fr/ambassade-des-États-unis-tunis/usaïd-en-tunisie/la-democratieet-la-gouvernance/tadaeem/>>. Consulté le 19 février 2020.

³⁶⁵ *Ibid.*

³⁶⁶ Cf. < <https://www.ndi.org/sites/default/files/NDI-Brochure-French.pdf>>. Consulté le 19 février 2020.

américaine à la suite des déclarations de Donald Trump, qui reconnaissait Jérusalem comme la capitale d'Israël³⁶⁷.

De plus, notons que l'aide américaine est nécessaire pour la Tunisie. Ce pays s'étend sur une petite superficie et se trouve entre la Libye, pays en guerre, et l'Algérie, acteur important pour la sécurité de la région ; d'où l'influence de ces deux pays dans la politique étrangère tunisienne. Autrement dit, la Tunisie tente de trouver un équilibre dans ses relations avec ses voisins arabes et ses partenaires occidentaux, la France, les États-Unis et la Grande-Bretagne en particulier. De plus, précisons que ces réformes et ces aides américaines visent principalement le secteur privé pour développer un secteur « pro-américain » parallèle au secteur public, qui reste plutôt tunisien et pro-arabe. Les moyens utilisés par Washington ont été des moyens de dissuasion politique et économique. Cependant, il convient de dire que les coopérations militaires sont tout aussi importantes mais restent secrètes. Dans un article paru dans le *New York Times*, des auteurs critiquent l'engagement militaire américain en Tunisie pour combattre al-Qaida le long des frontières algériennes et libyennes³⁶⁸. Toutefois, cette coopération reste secrète et n'est pas médiatisée en Tunisie, par peur d'envenimer les idées radicales dans la région de l'Afrique du Nord.

Cela dit, la position de l'Algérie envers l'ingérence étrangère pour la lutte antiterroriste est assez ferme. Ainsi, les objectifs des États-Unis en Tunisie sont de jouer un rôle plus important en termes de lutte antiterroriste. Par ailleurs, la collaboration secrète leur permet de faire une entrée en douceur dans une région plutôt sous influence française. En 2017, les ventes militaires à la Tunisie atteignaient 119 millions de dollars, alors qu'elles étaient seulement de 12 millions de dollars en 2012³⁶⁹. Pourtant, quand Kamel Akrouf, officier de la marine tunisienne et ancien directeur général de la sécurité militaire, a été interrogé sur l'opération des montagnes Kasserine, il a fait savoir que les Tunisiens collaboraient avec les Américains pour lutter contre des groupes terroristes, mais tout en rejetant l'ingérence étrangère directe³⁷⁰. Face

³⁶⁷ Blaise, Lilia, Schmitt, Eric et Gall, Carlotta, "Why UD and Tunisia Keeps their Cooperation Secret", *The New York Times*, 2 mars 2019. <https://www.nytimes.com/2019/03/02/world/africa/us-tunisia-terrorism.html>. Consulté le 23 février 2020.

³⁶⁸ *Ibid.*

³⁶⁹ *Ibid.*

³⁷⁰ *Ibid.* Cf. <<https://carnegieendowment.org/2018/06/28/insurgency-in-tunisia-s-western-borderlands-pub76712>>. ⁴¹⁸ US Embassy in Egypt, "United States Commits \$90 million in Development Assistance to Egypt", 9 juillet 2019.

<<https://eg.usembassy.gov/united-states-commits-90-million-in-development-assistance-to-egypt/>>. Consulté le 1^{er} mars 2020.

à cette position américaine « douce » en Tunisie, l'évolution du paysage politique en Égypte a cependant incité les États-Unis à plus de prudence envers la promotion démocratique dans ce pays stratégique. En effet, la chute du régime d'Hosni Moubarak, allié incontournable des Américains, a mis à rude épreuve la stratégie américaine en Égypte et a même poussé les États-Unis à adopter une politique plus ou moins paradoxale, les mettant dans une situation embarrassante envers la population égyptienne et les valeurs qu'ils entendaient propager dans le monde arabe. La stratégie américaine en Égypte est totalement à l'opposé de celle déployée en Tunisie.

2.1.1.2 L'Égypte

Si la coopération entre les États-Unis et la Tunisie reste méconnue du public, les relations avec l'Égypte figurent parmi les plus importantes du monde arabe. La puissance intelligente a fortement été déployée en Égypte depuis 2002, même si, à cette époque, Hosni Moubarak était encore un allié important. Les responsables américains étaient parfaitement conscients que l'oppression politique qu'exerçait le régime ne pouvait se poursuivre. Ils ont donc lancé, en 2002, le programme du *Middle East Partnership Initiative*, incitant la jeunesse égyptienne à la gouvernance politique et aux valeurs démocratiques. À cela viennent s'ajouter de nombreux autres programmes et coopérations économiques et politiques. Rappelons que depuis 1978, l'aide américaine en Égypte a atteint plus de 30 milliards de dollars pour l'eau, l'agriculture, le tourisme, l'éducation, la santé et le secteur privé⁴¹⁸.

Parmi les programmes économiques américains, on cite le *Foreign Commercial Service*. Ce programme vise à inciter les investisseurs américains à investir en Égypte. Il propose également un service favorisant l'agriculture afin de promouvoir l'entrée et la vente des produits américains comme la nourriture ou les produits de la pêche sur le marché égyptien. Dans le secteur privé, les Américains se sont engagés dans l'*Egyptian-American Enterprise Fund*, qui a débuté en 2013 et qui s'achèvera en 2022, et qui vise à promouvoir le secteur privé égyptien, les petites et moyennes entreprises égyptiennes et le secteur de l'agriculture. Ce programme américain dispose d'un budget de développement de près de 500 millions de dollars ³⁷¹. Cependant, les programmes économiques américains ne représentent que 19 % de l'aide américaine en Égypte. En effet, l'assistance militaire américaine à ce pays stratégique constitue

³⁷¹ Cf. Egyptian-American Enterprise Fund (EAEF), Devex, <
<https://www.devex.com/organizations/egyptianamerican-enterprise-fund-eaef-53222>>.

plus de 80 % de l'aide américaine totale. La *Foreign Military Financing*, dirigée par le ministère de la Défense américain, fournit à l'Égypte une aide militaire colossale qui inclut la vente de matériel militaire, de services de défense et de construction. Résoudre les conflits, assurer la paix sociale et la sécurité régionale, tels sont donc les objectifs principaux de l'aide américaine à l'Égypte. En 2019, comme pratiquement chaque année, l'Égypte a reçu une aide militaire de 1,3 milliard de dollars³⁷².

La question qui se pose constamment concerne l'objectif de l'aide américaine à l'Égypte. Les Américains doivent-ils l'augmenter ou la diminuer ? Un rapport publié en mai 2020 révèle que l'aide américaine à l'Égypte s'est heurtée à une violation des droits de l'homme de la part du gouvernement égyptien, notamment lors du coup d'État militaire de juin 2013. Cela a rendu l'aide militaire américaine plus ou moins controversée, tant aux États-Unis qu'en Égypte, appelant donc les responsables américains à faire une retenue de 300 millions de dollars³⁷³. Pourtant, en 2013 et en 2014, l'aide militaire américaine est restée constante, tournant autour de 1,3 milliard de dollars. Beaucoup d'articles de la presse américaine ont mis en évidence le fait que les États-Unis renonçaient aux droits de l'homme et aux valeurs démocratiques, qui sont des éléments fondamentaux de la lutte antiterroriste³⁷⁴. Avec cette aide au Caire, Washington semble avoir approuvé les violations constantes du régime d'Hosni Moubarak et celles du régime d'Abdel Fattah al-Sissi, sous couvert de lutte antiterroriste. Il s'agissait des massacres des manifestants sur la place de Rabia Al Adawiyya en 2014, qui étaient, pour les militaires égyptiens, une étape nécessaire pour lutter contre le terrorisme et les idées radicales en Égypte. Face à cette situation préoccupante d'un point de vue humanitaire, les États-Unis ont continué à approuver une collaboration militaire importante avec le gouvernement égyptien, sans pour autant considérer la situation catastrophique des droits de l'homme dans le pays³⁷⁵.

³⁷² Foreign Assistance in Egypt. < <https://www.foreignassistance.gov/explore/country/Egypt>>. Consulté le 25 février 2020.

³⁷³ POMED, "US Security Assistance to Egypt: Examining the Return on Investment", Center For International Security, mai 2020, p. 16-20, <https://pomed.org/wp-content/uploads/2020/05/200506_SecurityAssistanceToEgypt.pdf#page=22>. Consulté le 1^{er} mars 2020.

³⁷⁴ Fisher, Max, "The U.S. May Cut Aid to Egypt. Five Reasons that's a Good Idea (and Six why it's a Bad Idea)", *The Washington Post*, 9 octobre 2013. < <https://www.washingtonpost.com/news/worldviews/wp/2013/10/09/the-u-s-may-cut-aid-to-egypt-five-reasons-thats-a-good-idea-and-six-why-its-a-bad-one/>> Consulté le 2 mars 2020. / Bayoumi, Alaa, "The significance of the US reducing aid to Egypt", *Middle East Monitor*, 30 août 2017. <<https://www.middleeastmonitor.com/20170830-the-significance-of-the-us-reducing-aid-to-egypt/>>.

³⁷⁵ Ait Akdim, Youssef, « Sissi et le massacre de Rabaa al-Adawiya, le Tian'anmen égyptien », *Jeune Afrique*, 14 août 2014. <https://www.jeuneafrique.com/47047/politique/sissi-et-le-massacre-de-rabaa-al-adawiya-le-tiananmen-egyptien/>. Consulté le 2 mars 2020.

En mars 2020, après la mort de Mustafa Kassem, citoyen américano-égyptien, dans les prisons égyptiennes, les sénateurs démocrates Patrick Leavey et Chris van Hollen ont appelé le ministre de la Défense, Mike Pompeo, à réduire l'aide militaire américaine annuelle à l'Égypte de 300 millions de dollars. Cependant, il reste à savoir si cette retenue sera faite ou non³⁷⁶. En effet, cette position américaine envers l'Égypte s'explique principalement par le fait que celle-ci reste un allié stratégique des États-Unis. L'Égypte est l'un des pays arabes coopérant le mieux avec Israël, principal allié des États-Unis dans la région. Malgré l'aggravation de la situation des droits de l'homme en Égypte, tous les présidents américains, y compris Donald Trump, ont loué leurs homologues égyptiens sur leur engagement antiterroriste dans la région. Dans leur lettre à Mike Pompeo, les sénateurs démocrates ont appelé la Maison-Blanche à faire preuve de plus de cohérence avec les valeurs que leur pays tente de propager dans la région. Ils écrivent par conséquent qu'en Égypte, les États-Unis se trouvent dans une situation de plus en plus embarrassante : apporter leur soutien aux leaders qui protègent le traité de paix avec Israël et également les intérêts américains dans la région, ou considérer davantage les droits de l'homme et les valeurs démocratiques, comme cela a été le cas en Tunisie⁴²⁵. Cette situation met à rude épreuve la stratégie américaine en Égypte. Les États-Unis ne devraient-ils pas donner plus d'importance à la dissuasion et à la diplomatie en Égypte ? Le soutien militaire à l'Égypte maintiendra-t-il le *statu quo* dans la région ? Les États-Unis ne devraient-ils pas élaborer une nouvelle stratégie afin d'accorder plus d'importance à l'oppression publique et politique, fondamentale en démocratie, aux droits de l'homme et à l'égalité sociale ?

La réalité est que nous assistons à une position américaine de laissez-faire en Égypte, où les États-Unis restent engagés du côté de régimes plutôt tyranniques. Sous la présidence de Barack Obama, ils ont naturellement fait valoir leurs intérêts sur le processus démocratique en Égypte, comme nous l'avons mentionné dans les parties précédentes. Néanmoins, si le gouvernement de Barack Obama a engagé une collaboration politique avec le régime des Frères musulmans à l'issue de leur victoire aux premières élections démocratiques du pays, les responsables américains ont plus ou moins approuvé le coup d'État militaire. Ils ont ainsi bafoué le parcours du « printemps arabe » et allégé le désir américain de transformer le régime de ce pays. D'ailleurs, depuis l'échec du « printemps arabe » en Égypte, son effet domino s'est étendu

³⁷⁶ Detsch, Jack, Grammer, Robbie et Lynch, Colum, "After Death of U.S. Citizen, State Department Floats Slashing Egypt Aid", *Foreign Policy*, 31 mars 2020. <https://foreignpolicy.com/2020/03/31/egypt-us-military-aid-middle-east-trump-sisi-congress-death-mustafa-kassem-american-citizen-detained/>. Consulté le 1^{er} avril 2020. ⁴²⁵ *Ibid.*

aux autres pays arabes comme la Libye, la Syrie et le Bahreïn, où les États-Unis se sont heurtés à une absence de stratégie efficace de long terme. En Libye, la situation politique et l'évolution des événements les laissent plutôt indécis quant à l'outil de la puissance intelligente à y déployer.

2.1.1.3 Libye

Les relations américano-libyennes ont été marquées par une méfiance constante. Même si les relations entre les deux pays étaient étroites sous le règne du roi Idris entre 1951 et 1969, la prise du pouvoir par Mouammar Kadhafi a imposé un nouvel état des lieux entre eux. Après le coup d'État de Kadhafi en 1969, les relations avec les États-Unis sont devenues de plus en plus tendues, parce que le leader libyen avait renvoyé toutes les compagnies pétrolières américaines en nationalisant le pétrole libyen. Les années 1970 ont été particulièrement néfastes pour les relations bilatérales. En 1972, les États-Unis ont rappelé leur ambassadeur et ont même retiré leur personnel. En 1979, après qu'une foule a attaqué et incendié l'ambassade américaine à Tripoli, le président Jimmy Carter a annoncé que la Libye était un État soutenant le terrorisme. D'autres positions de Kadhafi ont également renforcé la méfiance américaine envers la Libye, comme la défense indéniable de la cause palestinienne et le soutien à l'embargo pétrolier arabe en 1973 et en 1979.

L'un des événements phares de ces relations a été le bombardement américain contre la Libye en 1986. Le gouvernement libyen a été l'un des participants. Après les attaques de Berlin, les États-Unis ont lancé l'opération « Eldorado Canyon », où 15 Libyens ont été tués et où plus de 100 ont été blessés. Dès 2003, les relations entre les deux pays ont commencé à se normaliser. Cette normalisation s'est faite à l'issue des concessions du régime de Mouammar Kadhafi, avec la signature du protocole de l'IAEA et la coopération avec les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Agence de l'énergie atomique pour l'interdiction des armes chimiques en 2004. Les États-Unis ont rouvert une entité diplomatique à Tripoli en février 2004 et levé l'interdiction de voyage. Face à cette situation délicate, ils ont donc déployé la puissance intelligente. Le régime de Mouammar Kadhafi devait se soumettre à certaines obligations internationales en vue d'améliorer les relations bilatérales. La visite en 2009 de Mouatassim Kadhafi à Washington a marqué une nouvelle ère dans les relations bilatérales.

Cependant, cette nouvelle ère a rapidement pris fin quand, en 2011, le peuple libyen s'est soulevé contre le régime de Kadhafi. À l'inverse de l'Égypte, où les responsables américains ont pris un temps de réflexion pour soutenir le peuple, la révolution populaire en

Libye a rapidement reçu le soutien indéfectible de Washington. Le message était clair : Kadhafi devait quitter le pouvoir et laisser une nouvelle génération diriger la Libye. Toutefois, les Américains ont une nouvelle fois sous-estimé la complexité de la société libyenne. Suivant l'évolution du soulèvement populaire, le régime de Kadhafi a décidé de bombarder ceux qui étaient nommés les « traîtres », lors d'une répression sanglante qui a suscité l'indignation de la communauté internationale. L'indignation américaine face à la répression ne s'est pas limitée aux déclarations mais s'est concrétisée par une coalition internationale militaire sous l'égide des Nations unies. Cette coalition a mené ses frappes du 19 mars au 31 octobre 2011. Même si la France a été l'un des principaux acteurs avec le Royaume-Uni, les États-Unis ont également lancé l'opération *Odyssey Dawn*. Celle-ci avait pour but de faire respecter la résolution 1973 du Conseil de sécurité des Nations unies. Cette résolution a mis en place une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Libye pour protéger la population des bombardements de Kadhafi³⁷⁷.

Cette intervention militaire était urgente. En effet, si la diplomatie n'avait pas pu convaincre Mouammar Kadhafi, l'option militaire était une nécessité pour stopper le bain de sang de la guerre civile libyenne. Cependant, il est nécessaire de rappeler que plus d'une décennie après la chute de Kadhafi, la Libye est toujours en plein chaos, et que la guerre civile, malgré les efforts de la communauté internationale depuis 2011, handicape toute évolution vers un consensus national. En février 2011, le président Obama a adopté le décret présidentiel n° 13 566 déclarant l'état d'urgence nationale et gelant les avoirs de la famille Kadhafi et d'autres responsables politiques libyens³⁷⁸.

En 2016, le gouvernement de Barack Obama a reconnu le gouvernement d'union nationale formé sous l'égide de l'ONU et dirigé par Fayez al-Sarraj, dans le but de résoudre la guerre civile. Cette escalade de la violence a été un vrai défi pour les États-Unis en termes de lutte antiterroriste. Si, en 2011, l'intervention militaire américaine en Libye était motivée par les menaces que présentait le gouvernement de Mouammar Kadhafi envers son peuple, après la chute de ce dernier, la principale menace était la montée du terrorisme. La faiblesse des institutions de l'État, la guerre civile, les violations des droits de l'homme et le vide politique en Libye posaient un risque majeur pour les États-Unis. En effet, tout de suite après la chute de

³⁷⁷ M. Blanchar, Christopher, "Libya: Conflict, Transition and US Policy", Congressional Research Service, 13 avril 2020. <https://fas.org/sgp/crs/row/RL33142.pdf>. Consulté le 12 février 2020.

³⁷⁸ The White House, "Executive Order 13566-Libya", 25 février 2011. <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2011/02/25/executive-order-13566-libya>. Consulté le 16 février 2020.

Kadhafi, les États-Unis et les autres puissances se sont retirés, laissant les Libyens en proie à une violence sans précédent. Là encore, les Américains ont développé une stratégie de puissance intelligente sans pour autant considérer une stratégie post-Kadhafi ; aucune mesure n'a été prise concrètement pour accompagner les Libyens, ou du moins, certaines ont été prises tardivement.

Cela dit, le niveau et l'étendue de l'intervention américaine en Libye n'étaient pas stables. L'un des événements ayant remis en cause la stratégie américaine en Libye a été l'attaque de l'ambassade américaine en septembre 2012 par le groupe Ansar al-Charia, qui a coûté la vie à des responsables américains de haut rang : deux agents de la CIA, un officier responsable du service des communications et l'ambassadeur américain en Libye, Christopher Stevens. Ces pertes américaines ont mis à rude épreuve les politiques américaines envers la crise en Libye. Après une enquête, Hillary Clinton a pris la responsabilité des manquements en termes de sécurité à l'ambassade américaine à Benghazi³⁷⁹.

L'un des principaux objectifs de la politique américaine envers la Libye sous le gouvernement de Barack Obama était la lutte antiterroriste, qui ne pouvait se faire que par le biais d'un État libyen fort et inclusif. Malgré son appel à stopper la violence et à conclure un cessez-le-feu, la Libye n'a jamais connu de période pacifique depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi. Doug Bandow, ancien assistant du président Ronald Reagan et analyste politique, écrit en janvier 2020, dans un article paru dans *The American Conservative*, que la destruction de la Libye est due à une mauvaise politique d'Hillary Clinton : « C'est elle qui a incité Barack Obama à lancer sa guerre pour renverser Mouammar Kadhafi pour protéger les civils libyens »³⁸⁰. Pour Bandow, la position américaine sous Barack Obama et Donald Trump est très confuse ; ils peinent à prendre une position claire et à déployer une politique efficace⁴³⁰. Effectivement, après avoir renversé le colonel Kadhafi, les États-Unis ont été pris de court par la montée du terrorisme et ont aussitôt soutenu Fayez al-Sarraj, sans pour autant considérer les divisions internes de la population libyenne. Rapidement, plusieurs gouvernements ont été composés : le gouvernement d'entente nationale présidé par al-Sarraj et reconnu par l'ONU, le

³⁷⁹ Berger, Miriam, "How the Storming of the U.S. Embassy in Baghdad Compares to Attacks at Other American Diplomatic Facilities", *The Washington Post*, 31 décembre 2019.

<https://www.washingtonpost.com/world/2019/12/31/how-storming-us-embassy-baghdad-compares-attacks-other-american-diplomatic-facilities/>. Consulté le 28 février 2020.

³⁸⁰ Bandow, Doug, "The Obama Administration Wrecked Libya for a Generation", *Cato Institute*, 10 janvier 2020. <https://www.cato.org/publications/commentary/obama-administration-wrecked-libya-generation>, consulté le 20 février 2020. ⁴³⁰ *Ibid.*

gouvernement des représentants élus en 2014 qui regroupe un réseau tribal antiterroriste, et le gouvernement rival dominé par les Frères musulmans. À cela viennent s'ajouter les différents groupes terroristes comme al-Qaida et Ansar al-Charia, qui est la branche libyenne de l'État islamique, sans compter les tribus touareg, les Toubous et les Arabes dans le sud du pays. Ce schéma complexe n'a pas été pris en compte par les puissances qui ont lancé l'offensive contre Mouammar Kadhafi. Les États-Unis n'ont pas su gérer la Libye post-Kadhafi et la diversité de la société libyenne, régie par des tribus rivales.

Aujourd'hui, les États-Unis soutiennent tantôt al-Sarraj, tantôt le général Haftar, chef de l'armée libyenne depuis 2015. Il a mené des attaques contre les différents gouvernements libyens, celui d'al-Sarraj en particulier, durant la première et la seconde guerre civile libyenne. Le gouvernement de Donald Trump a reconnu le gouvernement d'al-Sarraj mais a également fait l'éloge des efforts du général Haftar dans la lutte antiterroriste et la protection des raffineries de pétrole³⁸¹.

Cependant, on peut dire que face à ce schéma complexe, le colonel Kadhafi n'a peut-être pas bombardé les civils mais les groupes armés qui tentaient de renverser son régime. En d'autres termes, les États-Unis auraient pu adopter une autre option de la puissance intelligente et éviter l'intervention militaire directe. Ce choix aurait pu sauver la Libye du chaos politique, sécuritaire et tribal qu'elle traverse. L'intervention militaire directe de la France, du Royaume-Uni et des États-Unis dans un pays aussi riche et stratégique a poussé d'autres puissances régionales comme la Turquie ou la Russie à intervenir en Libye, directement ou par le biais d'une assistance militaire indirecte. Cela a fait de la Libye un pays chaotique où chaque gouvernement, chaque puissance, chaque tribu, chaque groupe qui existe tente d'imposer sa vision.

Enfin, le plus grand perdant de ces conflits reste le peuple libyen qui compte des milliers de morts, de blessés et de réfugiés. Pourtant, la protection du peuple libyen a été pour les puissances mondiales, dont les États-Unis, la cause principale de l'intervention militaire

³⁸¹ "Trump Praises Haftar in Apparent Reversal of US Policy on Libya", *Al Jazeera*, 20 avril 2019. <https://www.aljazeera.com/news/2019/04/trump-calls-haftar-praises-significant-role-terrorism-fight190419182035115.html>. Consulté le 12 février 2020.

déclenchée en 2011. Face à ce paradoxe, les États-Unis tentent aujourd'hui de déployer l'aide humanitaire et depuis 2011, plus de 600 millions de dollars ont été attribués à la Libye³⁸².

Désormais, ils essayent de cerner, lors des débats au Congrès, la nature et l'étendue de leur partenariat avec les différents groupes libyens, le niveau de l'aide américaine, l'utilité et les coûts d'éventuelles sanctions et la collaboration ou la confrontation avec les autres puissances qui opèrent en Libye. Barack Obama a reconnu, quelques années après la fin de sa présidence, que sa principale erreur commise en matière de politique étrangère américaine était l'absence d'une stratégie post-Kadhafi en Libye³⁸³.

2.1.1.4 Bahreïn

En 2011, la population bahreïnienne, majoritairement chiite, s'est soulevée contre la famille royale issue de la minorité sunnite du pays. La révolte n'a pas atteint l'objectif d'établir une monarchie constitutionnelle. Même si le régime d'Al Khalifa a entrepris des réformes modestes, les États-Unis ont tenu une position assez volatile envers les protestations populaires. Les responsables américains ont appelé le régime bahreïni à contenir la violence envers les manifestants et à libérer tous les opposants politiques. Cependant, malgré la répression du régime, le gouvernement de Barack Obama a maintenu une coopération militaire de haut niveau avec le Bahreïn, et aucune sanction américaine n'a été prononcée contre les responsables bahreïnies. Le 21 septembre 2011, lors de son discours aux Nations unies, le président Barack Obama a déclaré :

« Au Bahreïn, des mesures ont été prises pour réformer et rendre des comptes, mais il en faut davantage. L'Amérique est un ami proche de Bahreïn, et nous continuerons d'appeler le gouvernement et le principal bloc d'opposition – le Wifaq – à poursuivre un dialogue significatif qui apporte un changement pacifique qui répond aux besoins du peuple. Et nous pensons que le patriotisme qui unit les Bahreïnies doit être plus puissant que les forces sectaires qui les déchireraient »³⁸⁴.

³⁸² *Op. cit.*, “Libya: Conflict, Transition, and US Policy”.

³⁸³ “President Obama: Libya Aftermath 'worst mistake' of Presidency”, *BBC News*, 11 avril 2016. <https://www.bbc.com/news/world-us-canada-36013703>. Consulté le 20 février 2020.

³⁸⁴ “In Bahrain, steps have been taken toward reform and accountability, but more are required. America is a close friend of Bahrain, and we will continue to call on the government and the main opposition bloc – the Wifaq – pursue a meaningful dialogue that brings peaceful change that is responsive to the people. And we believe the patriotism that binds Bahrainies together must be more powerful than the sectarian forces that would tear them apart.” Obama, Barack, “Remarks by President Obama in Address to the United Nations General Assembly”, New York, 21 septembre 2011, <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2011/09/21/remarks-presidentobama-address-united-nations-general-assembly>. Consulté le 20 avril 2020.

Toutefois, la position américaine envers l'aspiration démocratique au Bahreïn a provoqué une avalanche de critiques dénonçant le manque de fermeté du gouvernement de Barack Obama envers les abus du régime. En effet, la promotion démocratique au Bahreïn est passée au second plan. Les relations militaires et sécuritaires entre les deux pays remontent à la fin de la Seconde Guerre mondiale, bien avant l'indépendance du Bahreïn, et elles sont d'une grande importance puisqu'elles permettent aux États-Unis d'aborder et de contenir les menaces régionales. On compte aujourd'hui près de 5 000 soldats américains déployés au Bahreïn, qui assurent différentes missions ; l'effectif du personnel militaire américain a connu une augmentation en mai 2019³⁸⁵. En 1991, le Bahreïn avait signé avec les États-Unis le *Defense Cooperation Agreement*, qui a été renouvelé en 2017 et reste fortement en vigueur aujourd'hui³⁸⁶. Comme nous l'avons déjà mentionné, le fondement de la coopération américaine avec le Bahreïn est la cinquième flotte, établie en juin 1995 et qui donne aux Américains l'accès au golfe Persique, à la mer Rouge et à la mer arabique. La NSA au Bahreïn coordonne les opérations de plus de vingt navires de guerre américains avec ses alliés, dans le cadre de la *Combined Task Force* qui vise à contenir les mouvements terroristes, des pirates ou toute activité liée aux armes de destruction massive à travers la mer d'Oman³⁸⁷. Le Bahreïn a, à plusieurs reprises, dirigé les opérations navales qui sont des ramifications de l'opération *Enduring Freedom* qui a évincé les Talibans du pouvoir en Afghanistan en 2001³⁸⁸. Le rôle central du Bahreïn dans les opérations navales américaines a probablement facilité la décision du gouvernement bahreïni, en août 2019, de se joindre à une opération de sécurité maritime dirigée par les États-Unis pour sécuriser les pays du Golfe contre les menaces iraniennes.

En décembre 2014, le Conseil de coopération des pays du Golfe a annoncé son désir de se joindre au Bahreïn pour coopérer davantage avec les États-Unis d'un point de vue militaire³⁸⁹. Même si ceux-ci ont diminué leur assistance militaire envers le Bahreïn après le soulèvement

³⁸⁵ Berger, Miriam, "Where US Troops are in the Middle East and Afghanistan Visualized", *The Washington Post*, 4 janvier 2020.

<<https://www.google.com/search?q=there+are+today+5000+american+soldiers+in+bahrein&oq=there+are+today+5000+american+soldiers+in+bahrein&aqs=chrome..69i57j33.12617j0j9&sourceid=chrome&ie=UTF-8>>, consulté le 19 avril 2020.

³⁸⁶ "Bahrain: Unrest, Security, and US Policy", Congressional Research Service, 26 juin 2020, p. 12, <https://www.justice.gov/eoir/page/file/1290611/download>, consulté le 11 juillet 2020.

³⁸⁷ Cf. "Combined Task Force", US Naval Forces Central Command, <<https://www.cusnc.navy.mil/CombinedMaritime-Forces/>>, consulté le 16 avril 2020.

³⁸⁸ Cf. <<https://edition.cnn.com/2013/10/28/world/operation-enduring-freedom-fast-facts/index.html>>.

³⁸⁹ Cf. "FACT SHEET: Implementation of the US-Gulf Cooperation Council Strategic Partnership", The White House, 21 avril 2016, <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2016/04/21/fact-sheetimplementation-us-gulf-cooperation-council-strategic>. Consulté le 20 avril 2020.

populaire, passant de 25 millions à 10 millions de dollars, ils fournissent encore 85 % du matériel militaire bahreïni. D'ailleurs, en 2016, le président Barack Obama a notifié que la vente de dix-neuf F-16 V était conditionnée à l'amélioration de la situation des droits de l'homme dans le pays. Cependant, cette condition a été délaissée par le gouvernement de Trump, et la vente a été négociée à une valeur estimée à 2,78 milliards de dollars concernant la défense antimissile. Les États-Unis ont fourni au Bahreïn un Patriot MIM-104³⁹⁰ pour une valeur estimée à 2,5 milliards de dollars³⁹¹. Considérant le rôle grandissant de la Russie au Moyen-Orient, notamment en Syrie, le Bahreïn a alors décidé de diversifier son matériel militaire. En 2017, il a annoncé que des discussions étaient en cours pour acheter le système de défense antimissile russe, le S4 100³⁹². L'achat d'armes russes aurait pu provoquer des sanctions américaines contre le Bahreïn dans le cadre de la loi du Congrès, *Countering America's Adversaries Through Sanctions Act*. Toutefois, aucune sanction n'a été prononcée contre le régime d'Al Khalifa³⁹³. Ainsi, nous pouvons déduire que face à cette coopération militaire interne entre les deux pays et aux facilités stratégiques que procure le Bahreïn aux États-Unis dans la région, les révoltes populaires sont plus ou moins négligées par ceux-ci, qui privilégient naturellement leurs intérêts stratégiques régionaux. La démocratie pourrait en effet amener au pouvoir un régime chiite susceptible de devenir un allié de l'Iran. Tel a été le cas en Irak, quand les États-Unis ont soutenu les chiites et se sont retrouvés ensuite face à un régime pro-iranien. Aujourd'hui, l'Iran joue un rôle direct en Irak, au détriment des intérêts américains. Au Bahreïn, les Américains ont donc maintenu leur assistance militaire en tentant de délivrer un message démocratique appelant les autorités bahreïniennes à éviter les répressions. Aucun changement politique n'a été entrepris au Bahreïn, et plus de 80 personnes ont été tuées lors du soulèvement populaire qui s'est déroulé en février et mars 2011. Cette position des États-Unis a mis en péril leur crédibilité à travers le monde. D'ailleurs, les positions paradoxales des Américains ont conduit les autres puissances régionales à intervenir, à l'instar de la Russie en Syrie. Depuis le

³⁹⁰ C'est un système de missile sol-air à moyenne portée construit par la firme Raytheon (États-Unis) et utilisé par la United States Army, plusieurs pays de l'OTAN et d'Asie. Patriot assure le rôle de plate-forme anti-missile balistique (ABM, *anti-ballistic missile*) dans l'armée des États-Unis, ce qui est aujourd'hui sa mission principale. L'arme est ainsi devenue bien connue dans ce domaine de lutte à partir de son utilisation dans la guerre du Golfe.

³⁹¹ *Op. cit.*, "Bahrain: Unrest, Security and US Foreign Policy" p. 14-15.

³⁹² Cf. <https://www.defenseworld.net/news/25285/Bahrain_Signs_Agreement_with_US_Army_to_Purchase_Patriot_Missile_Defence_Systems>.

³⁹³ Le *Countering America's Adversaries Through Sanctions Act* est une loi fédérale américaine qui impose des sanctions à l'Iran, à la Corée du Nord et à la Russie. Le projet de loi a été adopté le 27 juillet 2017 au Sénat, après être passé par la Chambre. Le 2 août 2017, le président Donald Trump l'a signée en déclarant qu'il estimait que la législation était « gravement imparfaite ». Cf. "Countering America's Adversaries Through Sanctions Act", Treasury Department, <<https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/Programs/Pages/caatsa.aspx>>.

début du « printemps arabe », les États-Unis ont tenté d'adapter leur position en fonction de leurs intérêts stratégiques, tout en donnant de l'importance aux valeurs démocratiques.

Toutefois, la Syrie a été le théâtre d'une révolution populaire assez particulière puisqu'elle a mis en scène d'autres puissances régionales comme la Russie, contrant ainsi les intérêts américains. Le régime baathiste de la famille al-Assad a longtemps suscité la méfiance de Washington. Avec une idéologie similaire à celle de Saddam Hussein, le régime syrien prône en effet l'arabisme, l'unité arabe, et rejette fortement l'ingérence étrangère. Les relations bilatérales ont connu une histoire tumultueuse après que les relations américano-syriennes ont été interrompues en 1967, après la guerre des Six-Jours, entraînant l'occupation par Israël des hauts plateaux du Golan. Les relations ont repris dans les années 1970, à la suite de la visite de Richard Nixon à Damas en juin 1974. La Syrie d'Hafez al-Assad a alors coopéré à plusieurs reprises avec les États-Unis, notamment en participant à la coalition internationale lors de la guerre du Golfe en 1991. L'accord de Taef en Arabie saoudite, mettant fin à la guerre civile libanaise, a également permis une coopération entre les deux pays. La participation aux négociations de paix au Moyen-Orient a également permis un rapprochement entre Washington et Damas. Ces collaborations ont d'ailleurs évolué, après les attentats du 11 septembre 2001, en une coopération antiterroriste pour lutter contre un ennemi commun à Damas et Washington. En effet, parmi l'échange d'informations, on cite particulièrement l'alerte lancée par les services de renseignements syriens aux Américains concernant un attentat d'al-Qaïda au sein de la cinquième flotte au Bahreïn. Cependant, il est important de préciser que malgré ce rapprochement, la Syrie figure, depuis 1979, sur la liste américaine des pays soutenant le terrorisme³⁹⁴.

D'ailleurs, Alexander Haig, ancien ministre des Affaires étrangères, a déclaré : « La Syrie est un État terroriste par toute définition et est ainsi classée par le ministère des Affaires étrangères. Je pense que l'Iran l'est aussi. L'Irak, l'Iran, la Syrie, ils sont tous impliqués »³⁹⁵. Le gouvernement de George Bush a aussitôt classé la Syrie dans la catégorie des « États voyous », en menant une politique d'isolement envers Damas ; autrement dit, isoler la Syrie et le régime

³⁹⁴ "CIA rendition: more than a quarter of countries 'offered covert support': Report finds at least 54 countries cooperated with global kidnap, detention and torture operation mounted after 9/11 attacks", *The Guardian*, 5 February 2013, <https://www.theguardian.com/world/2013/feb/05/cia-rendition-countries-covert-support>. Consulté le 24 avril 2020.

³⁹⁵ "Syria is a terrorist state by any definition and is so classified by the State Department. I happen to think Iran is too. Iraq, Iran, Syria, they're all involved."

d'al-Assad était l'un de ses objectifs. Cette exclusion a plongé les relations entre les deux pays dans une crise sévère, notamment après l'invasion américaine de l'Irak. Cette invasion, qui a valu à Washington une avalanche de critiques internes et externes, a détérioré encore plus les relations américano-syriennes. En effet, elle a provoqué une crise sectaire, économique et politique en Irak. Cette situation s'est répercutée sur la Syrie, qui est devenue plus perméable aux menaces sectaires et terroristes du pays voisin. De plus, notons que la Syrie héberge également différentes sectes et que la famille d'al-Assad est alaouite et exerce le pouvoir sur une majorité sunnite.

En mai 2004, pour concrétiser l'isolement du régime de Bachar al-Assad, les États-Unis ont adopté le *Syria Accountability and Lebanese Sovereignty Restoration Act*, qui impose des sanctions à la Syrie et interdit la majorité des exportations vers le pays. Les relations bilatérales se sont dégradées après l'assassinat de Rafic Hariri, ancien Premier ministre du Liban, en février 2005. Un an après, l'ambassade américaine en Syrie a été attaquée. Même si les forces de l'ordre syriennes ont contré l'attaque, Imad Moustapha et le président Bachar al-Assad ont accusé la politique étrangère américaine d'y avoir contribué³⁹⁶³⁹⁷. L'un des désaccords majeurs entre la Syrie et les États-Unis est lié au soutien que fournit la Syrie aux groupes que le régime d'al-Assad considère comme des mouvements de résistance légitimes, tels le Hamas et le Djihad islamique palestinien, ainsi qu'au Hezbollah libanais, qui entretient également une relation étroite avec l'Iran qui, à son tour, est un allié essentiel pour le régime syrien. L'inquiétude de la Syrie envers la situation chaotique en Irak s'est concrétisée en 2014, lorsque le groupe terroriste de l'État islamique en Irak et en Syrie a surgi. Avant cette date, les États-Unis déployaient la puissance intelligente par le biais d'une série de sanctions contre la Syrie. Cependant, l'émergence de l'État islamique les a incités à intervenir militairement en Syrie, non pas contre le régime d'al-Assad, mais contre le groupe terroriste.

D'ailleurs, quand la révolution syrienne a débuté en 2011, le gouvernement de Barack Obama a fermement dénoncé la situation humanitaire due à une répression sanglante du régime d'al-Assad. Même si celle-ci aurait pu mener à une intervention militaire américaine, les États-Unis s'en sont tenus à une politique de dissuasion envers le régime de Bachar al-Assad. Cette politique a conduit le président Barack Obama, en 2012, à avertir le régime syrien contre

³⁹⁶ S. Smith, Craig, "Gunmen in Syria Hit US Embassy; 3 Attackers Die", *The New York Times*, 13 septembre 2006.
³⁹⁷ <https://www.nytimes.com/2006/09/13/world/middleeast/13syria.html#:~:text=DAMASCUS%2C%20Syria%2C%20Wednesday%2C%20Sept,Syrian%20and%20American%20officials%20said>. Consulté le 25 avril 2020.

l'utilisation d'armes chimiques contre les manifestants syriens. Malgré cette mise en garde, Damas a opéré une attaque chimique en 2013 puis en 2017³⁹⁸. Tout était prêt pour une intervention militaire en Syrie, aux côtés de la France.

Dans un article publié dans *Le Monde* en août 2016, intitulé « Le jour où Obama a laissé tomber Hollande », on apprend que les deux homologues avaient mené de longues discussions pour stopper le bain de sang syrien et combattre l'État islamique qui rongait progressivement la révolution syrienne. Face à cette situation critique, le président français a pressé Barack Obama de prendre une décision pour intervenir en Syrie³⁹⁹. Dans son livre *Un président ne devrait pas dire ça*, François Hollande fustige la position indécise des États-Unis et les reculades de dernière minute de Barack Obama, qui a laissé tomber son allié français pour restaurer la paix en Syrie. Il écrit : « Il s'est présenté comme le président en rupture par rapport à Bush après la guerre en Irak, alors faire lui-même une action dans un pays proche comme la Syrie, avec toujours le problème des armes de destruction massive, c'est vrai que c'est pour lui quand même un sujet extrêmement sensible »⁴⁰⁰. Si François Hollande voulait faire tomber Bachar al-Assad en 2013, les Américains ont été hésitants. Barack Obama souhaitait éviter les erreurs de l'Irak dans un contexte régional très critique, marqué par les révolutions populaires et les aspirations démocratiques que les États-Unis tantôt défendaient, tantôt mettaient au second plan.

D'ailleurs, ces hésitations se sont plutôt transformées en confrontation quand l'intervention militaire a été bloquée par le veto russe à l'ONU⁴⁰¹. En plus de ce veto, Barack Obama n'a pas obtenu l'autorisation de l'ONU pour intervenir en Syrie contre Bachar al-Assad. Or, le *vacuum* politique en Irak, provoqué plus ou moins par le retrait des troupes américaines fin 2011, a facilité l'émergence de l'État islamique. Ceci met en évidence l'échec de la stratégie américaine au Moyen-Orient, puisque ce groupe terroriste s'est étendu en Syrie. Face à cette montée préoccupante du terrorisme, la Russie est intervenue directement en Syrie en 2015. Il

³⁹⁸ Warrick, Joby, "More Than 1400 Killed in Syrian Chemical Attack, US says", *Washington Post*, 21 août 2013. / Barnard, Anne et Gordon, Michael, "Worst chemical attack in years in Syria; US Blames Assad", *The New York Times*, 4 avril 2017, <https://www.nytimes.com/2017/04/04/world/middleeast/syria-gas-attack.html>. Consulté le 10 avril 2020.

³⁹⁹ Davet, Gérard et Lhomme, Fabrice, « Le jour où... Obama a laissé tomber Hollande », *Le Monde*, 24 août 2016, https://www.lemonde.fr/politique/article/2016/08/24/le-jour-ou-obama-a-laisse-tomberhollande_4987167_823448.html. Consulté le 20 avril 2020.

⁴⁰⁰ Davet, Gérard et Lhomme, Fabrice, *Un président ne devrait pas dire ça*, Paris, Broché, 2016.

⁴⁰¹ Voir « L'ONU et la Syrie, une histoire de veto et de résolutions adoptées », *Le Monde* : 20 décembre 2016, <https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2016/12/20/qu-a-fait-le-conseil-de-securite-de-l-onu-depuis-ledebut-du-conflit-syrien_5052133_4355770.html>, consulté le 26 avril 2020.

s'agissait de lutter contre le terrorisme, mais également contre les politiques américaines qui avaient plus ou moins mené à ce chaos régional⁴⁰². La Russie a longtemps soutenu al-Assad et a permis son maintien au pouvoir. Dès lors, des critiques ont été émises contre l'intervention russe en Syrie, visant principalement les ennemis d'al-Assad. En octobre 2015, le président Vladimir Poutine a dénoncé ces critiques et défendu l'intervention russe en Syrie, notant que le régime d'al-Assad et tout le pays étaient confrontés à une menace terroriste majeure qui devait être éradiquée par tous les moyens. D'ailleurs, l'intervention russe a été précédée par une vente d'armes à l'armée syrienne en 2011. Les contrats de vente militaire entre les deux pays sont estimés à 3,5 milliards de dollars, et en 2015, Moscou a vendu pour 4,5 milliards de dollars d'armes à la Syrie⁴⁰³. D'autres articles mettent en évidence que la Syrie est une bonne publicité pour les ventes d'armes russes. En effet, en 2016, les sociétés d'armement russes ont commencé l'année 2016 avec optimisme, leurs carnets de commandes dépassant les 50 milliards de dollars. Les compagnies militaires en Syrie ont fait une excellente publicité aux armements russes⁴⁰⁴. Face à cette course aux armements due à la crise syrienne, la Syrie est devenue alors la scène d'une guerre froide entre les États-Unis et la Russie, qui s'y sont affrontés indirectement.

Dans une déclaration officielle, le président Barack Obama a souligné : « Nous sommes très clairs en restant fidèles à notre politique selon laquelle le problème ici est al-Assad et la brutalité qu'il a infligée à son peuple. Cela doit cesser ». Et d'ajouter : « Nous n'allons pas coopérer avec une campagne russe pour simplement essayer de détruire quiconque s'oppose à la répression d'al-Assad »⁴⁰⁵. Pourtant, en 2016, Barack Obama a proposé un partenariat avec la Russie en Syrie, voyant la crise syrienne s'intensifier avec la montée de l'État islamique. Les États-Unis étaient conscients que la Russie représentait un acteur majeur pour résoudre le conflit syrien⁴⁰⁶. En effet, les Américains n'ont pas d'intérêt particulier en Syrie, mais les Russes

⁴⁰² Stent, Angela, "Putin's Power Play in Syria: How to Respond to Russia's Intervention", *Foreign Affairs*, 95, no. 1 (2016): 106-113.

⁴⁰³ Pasquessonne, Valentine, « Transfert d'armes en Syrie : les exportations russes inquiètent », *Le Monde* : 15 juin 2012, https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2012/06/15/syrie-les-exportations-d-armes-russesinquietent_1719341_3218.html. Consulté le 16 avril 2020.

⁴⁰⁴ Magnan, Pierre, « La Syrie : une bonne publicité pour la vente d'armes russes », *Francetv Info*, 8 juin 2016, https://www.francetvinfo.fr/monde/russie/la-syrie-une-bonne-publicite-pour-la-vente-des-armesrusses_3061155.html. Consulté le 17 avril 2020.

⁴⁰⁵ Baker, Peter, "Obama Condemns Russia's role in Bombing Syria", *The New York Times*, 3 octobre 2015, <https://www.nytimes.com/2015/10/03/world/middleeast/obama-condemns-russias-role-in-bombing-syria.html>, consulté le 16 avril 2020.

⁴⁰⁶ Rogin, Josh, "Obama Proposes New Military Partnership with Russia in Syria", *Washington Post*, 30 juin 2016.

⁴⁵⁶ Feertchak, Alexis, « La Russie aménage une base militaire dans le nord-est syrien », *Le Figaro*, 14 novembre 2019, <https://www.lefigaro.fr/international/la-russie-amenage-une-base-militaire-dans-le-nord-est-syrien20191114>. Consulté le 23 avril 2020. ⁴⁵⁷ *Ibid.*

disposent de la base militaire de Tartous, leur procurant une position stratégique dans la région, même si celle-ci n'est pas la seule base russe sur le sol syrien. Il y a également la base de Hmeimim ainsi qu'une troisième base qui a été aménagée en 2019 dans le nord-est syrien, en zone kurde, afin d'assister Damas en cas de soulèvement populaire⁴⁵⁶. En effet, cette troisième base peut assurer des vols ininterrompus pour la protection et la défense du territoire, selon Timour Khodjaïev, son commandant⁴⁵⁷.

Ces bases ont d'ailleurs permis à la Russie d'assurer son intervention dans le conflit syrien. Face à celle-ci, les responsables politiques et militaires américains sont conscients que la Russie ne s'abstiendra pas de s'impliquer dans un conflit affectant ses intérêts dans la région. De plus, depuis la contribution russe pour maintenir Bachar al-Assad au pouvoir, et face à la réussite russe en Syrie, les Américains doivent s'attendre à la présence des forces russes, même peu nombreuses, dans presque toutes les zones de conflits au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, notamment quand des intérêts sont en jeu. Les Américains doivent être conscients des intérêts russes dans la région et s'attendre à une concurrence dans les pays où les Russes ont tissé des relations diplomatiques, politiques et militaires fortes. Pour les États-Unis, la chute du raïs syrien permettrait l'établissement d'un gouvernement plus modéré, mais le Kremlin ne partage pas cette vision et pense que celle-ci aurait des conséquences désastreuses non seulement pour les intérêts russes en Syrie, mais également pour l'ensemble de la région et même le monde. En effet, depuis l'émergence de l'État islamique en 2014, le maintien de Bachar al-Assad a permis d'éloigner les terroristes de la prise du pouvoir. De plus, renverser le régime syrien pour permettre aux rebelles syriens (soutenus par les États-Unis et leurs alliés) de créer un nouveau régime légitimerait davantage la politique du changement de régime. Rappelons que le désir américain de renverser les régimes non alliés a des antécédents désastreux en Irak, mais aussi en Libye et en Afghanistan.

Moscou voit également le « printemps arabe » comme un plan américain mettant en danger la sécurité interne de la Russie⁴⁰⁷. Un autre facteur qui aurait incité les Russes à intervenir directement est la déception et un épuisement envers d'autres moyens ; les efforts menés par les États-Unis et la conférence de Genève en février 2014 n'ont débouché sur aucune solution efficace. D'ailleurs, quelques mois après cette conférence, Moscou est directement intervenu pour maintenir Bachar al-Assad au pouvoir. Cette année-là, les Français et les

⁴⁰⁷ Allison, Roy, *Russia, the West and Military Intervention*, Oxford: OUP Oxford, 2013, p. 30.

Américains se sont rétractés. Même si la Russie avait annexé la Crimée, entraînant des sanctions contre elle, la Syrie était un moyen pour les Russes d'être présents autour des tables de négociations internationales et d'asseoir leur légitimité d'action parmi les nations. Poutine a d'ailleurs appelé les États-Unis et l'Europe à former une coalition pour lutter contre le terrorisme, une alliance similaire à celle de la Seconde Guerre mondiale. De plus, cette intervention a, contre toute attente, amélioré les relations diplomatiques entre la Russie, l'Arabie saoudite, la Turquie, l'Iran, l'Égypte et Israël⁴⁰⁸.

Cependant, les Russes ont déployé très peu de soldats sur le terrain : 4 500 en 2016 et 3 000 en 2018. L'armée russe n'était donc pas un acteur majeur, contrairement à l'armée syrienne assistée par la Russie⁴⁰⁹. Il est essentiel de noter qu'avant l'intervention de 2015, les Russes se sont contentés, au niveau diplomatique, d'empêcher une intervention occidentale menée par les États-Unis pour renverser le régime de Bachar al-Assad. Moscou a alors utilisé son droit de veto successivement à trois reprises : en octobre 2011, en juillet 2012 et en février 2013. Les responsables russes ont juste fourni à Bachar al-Assad du matériel militaire au début du conflit syrien. Tout d'abord, il s'agissait de matériel militaire léger comme les munitions et les armes légères, mais ensuite, cette aide s'est étendue aux hélicoptères d'attaque, aux véhicules aériens sans pilote, aux systèmes de défense aérienne, aux véhicules blindés et aux radars. Cette assistance militaire lourde a permis à Moscou de ne pas s'engager en Syrie lors de son intervention en 2015⁴⁶¹. Face à cette stratégie russe réflexive, les États-Unis sont restés indécis envers le conflit syrien. Plusieurs articles ont dénoncé l'absence d'une stratégie efficace en Syrie.

Robert Ford, ambassadeur américain en Syrie, a fustigé la stratégie de Washington dans le pays. Dans un long article publié en 2015, il appelle les États-Unis à intervenir davantage en Syrie, tant militairement que financièrement : « Nous avons besoin d'augmenter le nombre de nos soldats sur le terrain. Nous avons également besoin de cibler le bon objectif, la bonne stratégie et les bonnes tactiques, les Syriens arabes sunnites sont les mieux placés pour affronter les extrémistes arabes sunnites en Syrie ». Il poursuit : « Jusqu'à présent, notre aide aux

⁴⁰⁸ Sengupta, Somini et Neil, McFarquhar, "Vladimir Putin of Russia Calls for Coalition to Fight Isis", *The New York Times*, 29 septembre 2019, <https://www.nytimes.com/2015/09/29/world/europe/russia-vladimir-putinunited-nations-general-assembly.html>. Consulté le 16 avril 2020.

⁴⁰⁹ Charap, Samuel *et al.*, "Understanding Russia's Intervention in Syria", RAND Corporation, p. 10, https://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/research_reports/RR3100/RR3180/RAND_RR3180.pdf. Consulté le 13 avril 2020. ⁴⁶¹ *Ibid.*, p. 9-12.

combattants syriens modérés a été faible, tardive, conduisant des groupes à s'effondrer. » Ces déclarations doivent mener, selon lui, à un gouvernement d'unité nationale modéré, qui expulsera les extrémistes du sol syrien⁴¹⁰.

En 2017, pour la première fois depuis le début du conflit syrien, l'aviation américaine, soutenue par la Jordanie et l'Arabie saoudite, a bombardé une vingtaine de sites de munitions à Deir Zour. Ces bombardements visaient à stopper les victoires et les massacres de l'État islamique qui se propageait également en Irak. Les opérations ont continué en 2015, 2016 et 2017. Les frappes de 2018 et 2019 se sont concentrées sur des djihadistes de différents groupes⁴¹¹. Selon le *Daily Beast*, les frappes de la coalition sous le mandat de Barack Obama ont fait 2 300 morts civils, contre 2 200 sous le mandat de Donald Trump⁴¹². Cependant, il convient de s'interroger sur la cible choisie en Syrie. Les États-Unis luttent contre l'État islamique mais finançaient également l'armée syrienne libre pour renverser Bachar al-Assad. Dans un article publié dans *Foreign Policy* en 2016, Charles Lister, chercheur au *Brookings*, attribue le chaos syrien à l'absence de stratégie américaine et à l'intervention américaine tardive. Ainsi écrit-il :

« Les États-Unis ont été lents à intervenir en Syrie et ne peuvent plus poursuivre leur douce tentative pour contenir la crise syrienne (...). L'indécision américaine, l'aversion pour le risque, la divergence totale entre la rhétorique et la politique et le non-respect des "lignes rouges" clairement énoncées se sont tous combinés en ce qui peut être déduit comme une approche hypocrite et froide ; pire, Washington a indirectement encouragé la destruction d'un État-nation en contradiction directe avec ses intérêts fondamentaux »⁴¹³.

Toutefois, d'autres articles ont appelé le gouvernement de Barack Obama à ne pas intervenir en Syrie pour éviter une guerre majeure avec les Russes. Steven Simon, ancien

⁴¹⁰ S. Ford, Robert, "How to Correct America's Strategy in Syria", *Middle East Institute*, 11 mars 2015, <https://www.mei.edu/publications/how-correct-americas-strategy-syria>. Consulté le 23 avril 2020.

⁴¹¹ Cf. <<https://www.reuters.com/article/us-syria-crisis-usa-strikes/u-s-and-arab-allies-launch-first-strikes-on-militants-in-syria-idUSKCN0HI03A20140923>>.

⁴¹² Oakford, Samuel, "Trump's Air War Has Already Killed More Than 2000 Civilians", *Daily Beast*, 18 juillet 2017, <https://www.thedailybeast.com/president-trumps-air-war-kills-12-civilians-per-day>. Consulté le 26 avril 2020.

⁴¹³ "The United States can no longer continue its meek attempts to contain the Syrian crisis's effects. Five years ago, Syria was a local problem; today it is an international one. U.S. indecision, risk aversion, a total divergence between rhetoric and policy, and a failure to uphold clearly stated "red lines" have all combined into what can best be described as a cold-hearted, hypocritical approach. At worst, Washington has indirectly abetted the wholesale destruction of a nation-state, in direct contradiction to its fundamental national security interests and its most tightly held values." Lister, Charles, "Obama's Syria Strategy is the Definition of Insanity", *Foreign Policy*, 21 septembre 2016, <https://foreignpolicy.com/2016/09/21/obamas-syria-strategy-is-the-definition-of-insanity/>. Consulté le 25 avril 2020.

directeur principal du Conseil de sécurité nationale des États-Unis pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, a clairement mis en garde contre une intervention américaine en Syrie :

« Ceux qui sont favorables à une intervention américaine, y compris le viceprésident qui dit souvent que les États-Unis devraient imposer une zone d'exclusion aérienne en Syrie pour protéger les civils contre les frappes de Bachar al-Assad et de la Russie. Mais imaginez comment cela pourrait fonctionner, un avion de guerre américain imposant la zone d'exclusion aérienne risquerait de se faire bombarder par un avion de guerre russe »⁴¹⁴.

En effet, c'est la confrontation directe avec la Russie qui a ralenti l'élaboration d'une stratégie américaine efficace en Syrie. De plus, les responsables américains venaient d'effectuer le retrait des troupes américaines en Irak après un échec considérable et ne se voyaient plus en mesure de mener une guerre de « changement de régime » en Syrie par la force. Il est essentiel de noter que le point commun sur lequel les deux pays ont trouvé un accord a été la lutte antiterroriste et la défaite de l'État islamique⁴¹⁵.

Ainsi, en Syrie, face à la complexité du conflit, Barack Obama s'est contenté de fournir une assistance humanitaire aux civils et une aide militaire aux rebelles syriens qui, en 2011, devenaient pour Washington les seuls représentants légitimes du peuple syrien. Après l'émergence de l'État islamique, l'intervention américaine devait se faire rapidement pour contenir la lutte antiterroriste lancée en 2002 par Washington. Les responsables politiques américains ont donc tenté de déployer la puissance intelligente face à la crise syrienne, sans pour autant obtenir des résultats efficaces. En effet, aujourd'hui, Bachar al-Assad a regagné sa légitimité et demeure le président de la Syrie grâce à un soutien russe qui a été indéniable et efficace. De plus, l'évolution du conflit syrien a incité les États-Unis à se désengager dans ce pays. L'invasion turque du nord de la Syrie, en octobre 2019, a mis en péril les Syriens qui ont été déplacés massivement à cause d'une guerre civile sanglante. La Turquie tente en effet d'avoir un rôle dans ce pays limitrophe où les Kurdes syriens représentent plus ou moins une menace pour l'unité turque. Face à la complexité du conflit, le président américain Donald Trump s'est

⁴¹⁴ Simon, Steven et Stevenson, Jonathan, "Don't Intervene in Syria", *The New York Times*, 6 octobre 2016, <https://www.nytimes.com/2016/10/06/opinion/dont-intervene-in-syria.html>. Consulté le 24 avril 2020.

⁴¹⁵ "American supporters of intervention, including the vice-presidential candidates, often say that the United States should create a no-fly zone in Syria to protect civilians from Mr. Assad and Russia's bombs. But imagine how this might work: An American warplane enforcing a no-fly zone would risk fire from a Russian-made antiaircraft battery or fighter. (Just this week Russia shipped new antiaircraft systems to Syria.)" Ibid.

désengagé de la Syrie et a annoncé : « Laissez les autres peuples s'en occuper maintenant »⁴¹⁶. Nous pouvons ainsi dire que dans chaque pays, les États-Unis ont tenté d'asseoir leur stratégie de puissance intelligente en utilisant constamment la diplomatie, les sanctions et les interventions militaires. Toutefois, ils ont plus ou moins abandonné la promotion démocratique dans des pays où leurs intérêts stratégiques sont mis en danger. Ils ont adopté des stratégies servant au mieux leurs intérêts, lesquelles se sont révélées assez paradoxales.

En effet, les responsables américains ont créé un fossé entre leurs déclarations et leurs actions sur le terrain. Il est important de noter que Barack Obama a opté pour la puissance intelligente, mais son application a été entravée par la polarisation de la classe politique américaine et la crise économique aux États-Unis. La politique étrangère que Barack Obama voulait déployer a rencontré plusieurs difficultés. La première difficulté majeure a été les conséquences de la coercition employée par George Bush, qui a effectivement conduit les États-Unis vers une perte de légitimité internationale. De plus, l'investissement démesuré dans le secteur de la défense a engendré un déficit de la dette publique. Ainsi, la négligence envers le secteur économique a mené vers une crise économique majeure en 2008, et les scandales d'espionnage révélés par *WikiLeaks* ont mis en péril le déploiement du pouvoir militaire, la politique étrangère américaine et la sécurité nationale⁴¹⁷.

2.1.2 Barack Obama et la puissance intelligente : avantages et inconvénients

Sur le plan international, le président Obama a laissé la priorité aux enjeux internationaux pour que les États-Unis récupèrent leur position hégémonique et leur légitimité sur la scène mondiale, où d'autres puissances étrangères ont émergé et pris des décisions majeures dans le cours des relations internationales. Dans ce contexte, beaucoup de problématiques ont surgi : comment exercer une politique étrangère qui contribue à la protection des intérêts et des objectifs des États-Unis dans le monde, sans pour autant raviver le sentiment anti-américain ? Comment construire une politique étrangère qui non seulement atteint les objectifs fixés, mais s'adapte également aux besoins de défense et de sécurité ? Bien que le contexte n'ait pas été très favorable à un déploiement performant de la puissance intelligente,

⁴¹⁶ "Let the other people take care of it now." Brown, Ryan et Starr, Barbara, "Trump Says US Will Withdraw from Syria 'Very Soon'", *CNN*, 29 mars 2019, <https://edition.cnn.com/2018/03/29/politics/trump-withdraw-syriapentagon/index.html>, consulté le 23 avril 2020.

⁴¹⁷ Myre, Greg, "How Much Did Wikileaks Damage US National Security?" *NPR*, 12 avril 2019, <https://www.npr.org/2019/04/12/712659290/how-much-did-wikileaks-damage-u-s-national-security>. Consulté le 28 avril 2020.

le président Barack Obama était conscient de la nécessité de cette stratégie pour renforcer la politique étrangère américaine envers un monde arabe exsangue à cause des désastres de la coercition, auxquels Washington avait contribué.

Malgré les nombreux obstacles qui ont contré la puissance intelligente, le développement de cette stratégie a apporté des avantages primordiaux pour la position américaine dans le monde arabe. Lors de son discours sur l'état de l'Union, le président américain a mis en évidence la puissance intelligente qui paraissait une nécessité pour sauver le leadership américain endommagé par la guerre en Irak et le caractère militaire abusif de la politique étrangère américaine. La puissance intelligente a tout de même, malgré ses limites, permis un équilibre entre la politique interne et étrangère mais aussi dans l'exercice du pouvoir face aux autres puissances émergentes. De plus, l'opinion publique et la communauté internationale ont salué ce changement de stratégie. Ceci a permis également de restaurer la confiance entre la communauté internationale et les États-Unis. Effectivement, à la fin de la présidence de George Bush, le monde n'était toujours pas sûr : le terrorisme n'avait pas été vaincu, et la démocratie n'avait pas été promue. Le président Barack Obama a donc dû reprendre ces objectifs en déployant des moyens différents. La puissance intelligente a également permis d'éviter les confrontations directes avec les pays où les relations bilatérales avaient été profondément affectées par les désaccords sur la scène internationale, par exemple, la Russie, la Corée du Nord et l'Iran. Avec cette nouvelle stratégie, les États-Unis ont plus ou moins réussi à asseoir les conditions selon lesquelles toute action entreprise par eux devait être soutenue par la communauté internationale, renforçant ainsi le multilatéralisme dans leur politique étrangère. Les opérations en Libye et en Syrie reflètent parfaitement le désir de Washington de consulter les autres nations pour toute décision internationale. Vient s'ajouter à cela le souhait des États-Unis de servir le bien-être global en s'ouvrant au dialogue et à la diplomatie. Le discours du Caire a par exemple marqué la volonté d'améliorer les relations avec le monde musulman.

D'autre part, beaucoup de dossiers de politique étrangère américaine n'ont toujours pas été résolus, comme la promotion démocratique dans les pays arabes, la lutte antiterroriste, la propagation des idées radicales, la résolution du conflit israélo-palestinien et les conflits internes. Même si ces derniers sont considérés comme étant des affaires internes, la stratégie de George Bush a contribué à raviver les conflits dans le monde arabe. Le second mandat de Barack Obama n'a pas été différent du premier en termes de politique étrangère. Cependant, il

a été marqué par les révélations d'Edward Snowden, prouvant que les États-Unis disposent d'un programme d'informations de vigilance qui permet d'espionner les citoyens américains, mais aussi les citoyens à travers le monde.

Notons également que la stratégie de la puissance intelligente s'est révélée plutôt néfaste dans certaines crises internationales comme la crise libyenne. Même si les États-Unis ont agi dans le cadre d'une coalition internationale et avec l'autorisation de l'ONU, le président Barack Obama a reconnu quelques années plus tard que la stratégie américaine en Libye était l'une des erreurs principales de sa présidence : « La pire erreur est que nous n'avons pas planifié la Libye post-Kadhafi »⁴¹⁸. D'ailleurs, jusqu'à présent, les États-Unis n'ont toujours pas cerné qui est leur allié en Libye. Les responsables politiques américains sont très prudents envers la crise libyenne, tantôt soutenant le gouvernement al-Sarraj, tantôt déclarant que le général Haftar est un acteur important de la résolution du conflit libyen⁴¹⁹. Quant à la crise syrienne, les États-Unis se sont conformés à la stratégie russe qui consistait à maintenir Bachar al-Assad au pouvoir. En août 2011, Jay Carney, ancien porte-parole de la Maison-Blanche, qui déclarait que Bachar al-Assad avait perdu toute légitimité de gouvernance en Syrie, reconnaissait finalement sa légitimité et son maintien au pouvoir⁴²⁰. Cela dit, la crise budgétaire a également empêché les États-Unis d'utiliser l'option militaire de manière démesurée. Notons, parallèlement, que sur le plan politique, il y a eu de profondes divergences au sein du Congrès à l'égard des enjeux internes et externes. Ces divergences ont mis à rude épreuve les décisions prises par le gouvernement démocrate de Barack Obama.

Cependant, il a été assez facile de parvenir à un consensus concernant certaines questions politiques. En effet, les thèmes politiques ne sont pas tous soumis aux préférences des partis, républicain ou démocrate. De plus, il est essentiel pour les États-Unis de garantir une unité interne pour avoir plus de légitimité dans les actions à l'international. Rappelons également que durant son second mandat, Barack Obama s'est davantage concentré sur les crises internes, comme la crise économique, pour répondre aux attentes du public américain.

⁴¹⁸ Malloy, Allie et Treyz, Catherine, "Obama Admits Worst Mistake of his Presidency", *CNN*: 11 avril 2016, <<https://edition.cnn.com/2016/04/10/politics/obama-libya-biggest-mistake/index.html>>, consulté le 23 avril 2020.

⁴¹⁹ Allahom, Ramy, "Libya's War: Who is Supporting Whom?", *Al Jazeera*, 9 janvier 2020, <https://www.aljazeera.com/news/2020/01/libya-war-supporting-200104110325735.html>. Consulté le 23 avril 2020.

⁴²⁰ "White House Repeats Syria's Assad has Lost Legitimacy", *Reuters*, 20 octobre 2011, <https://www.reuters.com/article/us-syria/white-house-repeats-syrias-assad-has-lost-legitimacyidUSTRE79J79820111020>. Consulté le 27 avril 2020.

Par conséquent, son gouvernement a plus ou moins délaissé les questions internationales en émettant des décisions moins engagées et moins déterminantes.

Avec la puissance intelligente, les États-Unis ont pu regagner une partie de la légitimité perdue sous le mandat de George Bush. Cependant, la politique étrangère américaine de Barack Obama n'a pas atteint les objectifs délaissés par George Bush. Dans un autre article paru en 2017 dans *Foreign Policy*, le réaliste Stephen Walt dénonce fortement la politique étrangère de Barack Obama : « Le 44^e président des États-Unis a promis d'apporter un changement, mais il a surtout plongé les pays dans le chaos. En effet, si Barack Obama a promis de mettre fin à la guerre en Irak et de gagner la guerre en Afghanistan, aucune de ces promesses n'a été tenue »⁴²¹.

Andrew Bacevich, historien américain et professeur de relations internationales à l'université de Boston, résume la stratégie de Barack Obama : « Je ne pense pas que la stratégie américaine a fonctionné en Irak, et cela n'a constamment pas été le cas pour l'Afghanistan. Obama s'est retrouvé coincé avec une guerre dont il a hérité et dont personne ne sait maintenant comment y mettre fin »⁴²². David Gordon, écrivain américain, va plus loin en écrivant :

« Malheureusement, comme le note John Mearsheimer, les erreurs d'Obama ne se limitent pas à l'Irak et à l'Afghanistan. Il a contribué de manière substantielle à déstabiliser l'ensemble du Moyen-Orient et l'interventionnisme est une fois de plus à blâmer. Obama est principalement responsable des implications des États-Unis en Syrie (...). Nous avons joué un rôle clé dans l'effort pour renverser Bachar al-Assad et créé une situation désastreuse. Nous avons également joué un rôle clé dans la détermination de la destruction de Mouammar Kadhafi et contribué à faire de ce pays le Far-West »⁴²³.

⁴²¹ M. Walt, Stephen, "Barack Obama was a Foreign-Policy Failure", *Foreign Policy*, 18 janvier 2017, <<https://foreignpolicy.com/2017/01/18/barack-obama-was-a-foreign-policy-failure/>>, consulté le 24 avril 2020.

⁴²² J. Bacevich, Andrew, "Ending Endless War: A Pragmatic Military Strategy", *Foreign Policy*, septembre/octobre 2016, <https://www.foreignaffairs.com/articles/united-states/2016-08-03/ending-endless-war>. Consulté le 25 avril 2020.

⁴²³ "Unfortunately, as Mearsheimer notes, Obama's mistakes are not limited to Iraq and Afghanistan. He has contributed substantially to destabilizing the entire Middle East, and interventionism is once more to blame." Just to focus on the Middle East... I think it is quite clear that, except for the Iran nuclear deal, under President Obama we have helped create a zone of disaster in that region of the world. Obama is principally responsible for getting the United States involved in Syria—although we didn't use military force there, we have played a key role in the effort to overthrow Bachar al-Assad, which has failed and has created a disastrous situation. We also played a key role in bringing down Muammar Qaddafi in Libya and helped turn that country into the Wild West." Gordon, David, "The Failures of Obama's Foreign Policy", *Mises Institute*, 19 janvier 2017, <https://mises.org/wire/failuresobamas-foreign-policy>. Consulté le 24 avril 2020.

Bien qu'Obama ait dénoncé les interventions militaires de George Bush durant ses campagnes présidentielles, ses interventions militaires en Libye et en Syrie ont contribué à amplifier le chaos dans la région, le mettant face à un paradoxe entre ses déclarations et ses décisions sur le terrain. De plus, le conflit israélo-palestinien a été mis à rude épreuve sous le gouvernement de Barack Obama. Même si Hillary Clinton déclarait clairement que les colonisations des territoires palestiniens étaient illégales, aucune mesure déterminante n'a été prise par les États-Unis pour faire avancer les négociations entre Palestiniens et Israéliens. En effet, les colonies juives ont continué à se développer, sans pour autant susciter une intervention américaine claire.

Par ailleurs, le sentiment anti-américain s'est renforcé avec l'émergence de la Russie et de la Chine comme nouveaux acteurs dans le monde arabe et avec un passé moins interventionniste dans la région, faisant des États-Unis un pays dépassé par ses erreurs. Le sentiment anti-américain était également plus fort lors de la guerre de Gaza en 2014, où beaucoup ont fustigé la violence israélienne et le silence américain face à ce conflit disproportionné. La réponse américaine s'est limitée à une condamnation diplomatique : « Israël dispose d'une légitimité de se défendre et nous condamnons le lancement de roquettes de Gaza contre Israël. Toutefois, nous sommes alarmés par les représailles israéliennes »⁴²⁴. Il convient de préciser que la puissance intelligente n'est pas une spécificité de la présidence de Barack Obama. Le débat sur la puissance intelligente a masqué le fait que malgré les différences idéologiques sur les questions internes et une rhétorique distincte, il y a une continuité entre la politique étrangère de Bill Clinton, George Bush et Barack Obama. Les trois présidents sont des héritiers du wilsonisme⁴⁷⁷ puisqu'ils ont tenté de promouvoir la démocratie par la force ou par la diplomatie. Autrement dit, il n'y a pas de distinction entre la puissance douce et la puissance intelligente, et tous les gouvernements l'ont utilisée. Joseph Nye explique clairement qu'il n'y a quasiment pas de différence entre la puissance intelligente et la puissance douce⁴⁷⁸.

⁴²⁴ "Israel has legitimate security concerns, and we condemn the indiscriminate rocket fire from Gaza into Israel. But we are alarmed by Israel's heavy response." "Gaza conflict: Obama warns Israel amid rising death toll", *BBC News*, 19 juillet 2014, <https://www.bbc.com/news/world-middle-east-28382100>. Consulté le 21 avril 2020. ⁴⁷⁷ Le wilsonisme ou l'idéalisme wilsonien décrit un certain type de conseil en politique étrangère. Le terme vient des idées et des propositions du président Woodrow Wilson (1913-1921). Il a publié ses célèbres quatorze points en janvier 1918 comme base pour mettre fin à la Première Guerre mondiale et promouvoir la paix mondiale. Il était l'un des principaux défenseurs de la Société des Nations pour permettre à la communauté internationale d'éviter les guerres et de mettre fin à l'agression hostile. Le wilsonisme est une forme d'internationalisme libéral ⁴⁷⁸ Nye, Joseph, *The Paradox of American Power: Why the World's Only Superpower Can't Get it Alone*, Oxford: Oxford University Press, Oxford, 2002.

Une critique de la puissance intelligente a été émise par Leslie Gelb, experte au *Council on Foreign Relations*, qui souligne cinq éléments de la puissance douce. Ces cinq éléments peuvent aider ou paralyser l'application du pouvoir, mais ne représentent pas le pouvoir en lui-même sur la scène internationale. Les idées, les valeurs, la culture, la gouvernance et la dissuasion ne représentent, pour cette experte, que des outils pour mener à bien une politique, et non des outils de puissance. Ici, elle souligne que les États-Unis ne sont pas en mesure d'exporter leurs valeurs dans le reste du monde, car il existe une division entre les Américains sur la façon de les exporter et sur le choix de celles à exporter. Même si les valeurs fondamentales sont les libertés individuelles, la démocratie, l'État de droit et la tolérance, les Américains ont des visions différentes parce que la population américaine est de plus en plus diversifiée⁴²⁵. De plus, la culture ne peut pas être une puissance en soi, puisque, comme Coline Gray, professeur britannique de relations internationales à l'université de Reading, le note, « la culture et donc la civilisation sont dynamiques, ce ne sont pas des phénomènes stables »⁴²⁶. En outre, la culture américaine transmise par les films, les émissions, les chansons et autres n'est pas partagée par les Américains et le monde de la même manière⁴²⁷. La gouvernance d'un président peut être évaluée selon sa popularité. Barack Obama s'est présenté comme un président assez charismatique puisqu'il était le premier président avec des origines africaines. Cependant, il y a des limites au charisme. Gelb demande : « Pourquoi les autres leaders devraient-ils être séduits par le charisme des présidents américains »⁴²⁸ ?

Par ailleurs, la défense, la diplomatie et le développement sont des moyens mis à disposition à des fins politiques. Même les médias sont des moyens qui contribuent à définir les priorités d'une présidence. Mais, ils ne doivent pas être confondus avec l'art de gouverner, qui consiste à gérer la réalité, les fins et les moyens de manière à servir des intérêts. C'est le lien entre les fins et les moyens qui détermine la manière dont les actions sont menées – qu'elles soient coercitives ou persuasives –, puisqu'elles sont complémentaires.

⁴²⁵ Gelb, Leslie, *Power Rules*, New York: Harper Collins, 2009, p. 39-41.

⁴²⁶ S. Gray, Colin, "Hard Power and Soft Power: The Utility of Military Force as an Instrument of Policy in the 21st Century", Strategic Study Institute, avril 2011, <https://www.files.ethz.ch/isn/128690/pub1059-1.pdf>. Consulté le 24 avril 2020.

⁴²⁷ M. Schlesinger, Arthur, *The Disuniting of America: Reflection on a Multicultural Society*, New York: WW Norton & Co, p. 35.

⁴²⁸ *Op. cit.*, Leslie Gelb, *Power Rules*, p. 42.

2.2 L'échec démocratique dans le monde arabe : que prévoient les États-Unis ?

Après l'indépendance, de nombreux pays arabes ont proclamé leur souveraineté en érigeant des régimes totalitaires où les oppositions politiques sont inexistantes et réprimées. Même si leur structure diffère d'un pays à un autre, leur nature totalitaire constitue la base de tous les régimes arabes. Face à ce manque de liberté absolue, les populations arabes ont développé une crainte envers tout changement politique. Cette crainte a d'ailleurs conduit les sociétés arabes à une inconscience politique générale et à une indifférence politique à l'égard de toute décision prise au sommet de l'État. Cette situation politique et sociale a pourtant reçu le soutien des États-Unis depuis les années 1960 jusqu'en 2001, l'année des attentats du 11 septembre à New York. La stratégie américaine dans le monde arabe consistait à maintenir les régimes totalitaires au pouvoir en négligeant le « ras le bol » populaire grandissant. Cela dit, cette pression politique était en harmonie avec la stratégie américaine envers le monde arabe, puisque la promotion démocratique ne s'inscrivait pas dans les intérêts stratégiques des États-Unis. De plus, il était dans leur intérêt d'ériger une région où toute puissance politique opposant les régimes pro-américains était fermement étouffée. Même si certains régimes arabes sont restés anti-américains jusqu'à aujourd'hui, la majorité d'entre eux se conforment aux politiques américaines dans la région et profitent du soutien indéfectible de Washington pour appliquer leurs politiques répressives.

Toutefois, l'alliance entre Washington et les régimes arabes totalitaires a créé de profondes frustrations au sein des sociétés arabes. Malgré l'oppression et la torture des opposants politiques, des alternatives politiques parfois radicales ont émergé et se sont présentées comme des partis populaires. Cette présentation a porté ses fruits et entraîné une partie de la population arabe vers une conscience politique condamnant la corruption et l'illégitimité des régimes en place. Elle a également mené vers le développement des idées terroristes et la création de groupes terroristes armés de portée internationale, comme al-Qaida.

Face à cette émergence inévitable, les États-Unis se sont préparés à une stratégie qui promeut la liberté et qui consiste à exporter leurs valeurs culturelles et politiques vers le monde arabe. Bien que les pays arabes aient été écartés de cette politique, la promotion démocratique a commencé à être la pierre angulaire de la politique étrangère américaine sous le gouvernement de Bill Clinton.

Néanmoins, ce n'est qu'en septembre 2001, quand des attaques terroristes ont frappé les États-Unis pour la première fois, que les Américains ont pris conscience de la nécessité urgente de délaisser les régimes totalitaires arabes et de se rapprocher davantage des aspirations du peuple arabe. Comme nous l'avons mentionné auparavant, le choc du 11 septembre a incité Washington à déployer une politique de défense agressive, d'abord pour réprimer et venger les attaques et ensuite pour promouvoir les idées démocratiques afin de prévenir toute autre attaque similaire. Certes, l'erreur de Washington de procéder à un changement de régime direct et avec la force en Irak a mis à rude épreuve les États-Unis et l'image des Américains dans le monde. Ce changement de régime a également sonné la fin des régimes totalitaires en Irak et dans l'ensemble de la région. En effet, quelques années plus tard, en 2011, les revendications populaires se sont répandues dans plusieurs pays arabes, appelant les régimes au pouvoir à démissionner pour laisser place à des régimes démocratiques, jeunes et transparents. Suivant l'évolution de ces événements phares, les États-Unis se sont prononcés en faveur de ces changements politiques dans la majorité des pays arabes.

Des questions reviennent constamment. Quel a été le rôle des États-Unis dans ces manifestations qui résultent d'une réelle frustration politique, mais qui ont été laissées sans transition ? Pourquoi les populations arabes se sont-elles soulevées en 2011 ? Quelles ont été les craintes et les opportunités pour les Américains durant le « printemps arabe » ? Comment les États-Unis réussissent-ils à promouvoir les idées démocratiques après l'invasion et l'échec en Irak ? Pour répondre à ces interrogations, il est capital de se pencher sur les séminaires, les conférences et les programmes démocratiques américains dans le monde arabe pour comprendre, en partie, le soulèvement furieux de la population dans les pays arabes. D'ailleurs, notons que les soulèvements populaires ont été une réussite en Tunisie mais un échec avéré dans le reste des pays qui ont connu le « printemps arabe ». Face à cet échec, les États-Unis semblent se conformer au régime d'Abdel Fattah al-Sissi en Égypte ou à celui de la famille royale Al Khalifa au Bahreïn. Parmi les nombreux programmes démocratiques dans le monde arabe, nous en retiendrons principalement trois : le MEPI, les programmes de l'USAID et les programmes du *Democratic Institute*. À ceux-ci s'ajoutent de multiples conférences et séminaires promouvant les valeurs démocratiques et les politiques économiques libérales.

Toutes ces activités ont suscité un débat d'idées entre liberté et autorité, entre modernisme et conservatisme et entre démocratie et islam. Cela dit, depuis les événements de 2013 qui ont mené vers un coup d'État contre le régime des Frères musulmans

démocratiquement élus, la présidence de Barack Obama a délaissé la promotion démocratique qui avait été initiée par George Bush en 2002 et qui constituait une ligne directrice dans la politique étrangère américaine. Bien que Barack Obama n'ait jamais fortement soutenu Abdel Fattah al-Sissi à la fin de sa présidence, son fervent soutien s'est allégé envers les manifestants arabes par rapport à 2011, où le président américain s'est déclaré en faveur de leurs revendications. En 2013, deux ans seulement après le début du « printemps arabe », les États-Unis ont clairement soutenu le coup d'État militaire appuyé par les Saoudiens et les Émiratis. À partir de cet événement, ils se sont désengagés de la promotion démocratique et se sont focalisés sur d'autres priorités de politique étrangère. Cependant, la question qui revient souvent est de savoir pourquoi et comment ils incorporent la promotion démocratique dans leur politique étrangère.

2.2.1 La promotion démocratique américaine dans le monde arabe

Durant les années suivant le « printemps arabe », l'euphorie populaire s'est transformée en une désillusion, puisque les aspirations démocratiques du soulèvement ont été bafouées par la réapparition de l'autoritarisme, des guerres civiles et des groupes terroristes. La Tunisie a été le seul pays arabe où le « printemps arabe » a permis l'établissement d'une démocratie. Cela dit, un vent de résignation s'est propagé à Washington, accompagné de la conviction selon laquelle, en comparaison au chaos engendré par le « printemps arabe », l'autocratie est plutôt une structure politique convenable permettant la stabilité régionale. Pour certains responsables américains qui ont exprimé leur scepticisme face au soulèvement populaire dans le monde arabe, leur doute s'est révélé assez juste. Compte tenu du chaos politique et social créé par le « printemps arabe », en Libye par exemple, de plus en plus de citoyens arabes, même ceux qui ont soutenu le soulèvement populaire, ont commencé à exprimer une certaine nostalgie envers la stabilité qui était autrefois maintenue par les régimes autocratiques.

Il est essentiel de rappeler que les obstacles internes à la promotion démocratique dans la région étaient considérables : manque total d'institutions en Libye, institutions très autocratiques en Égypte et fragmentation ethno-sectaire dans des pays comme l'Irak, la Syrie ou le Liban. De plus, face à la répression sanglante contre les manifestants populaires, Washington a, à plusieurs reprises, menacé de couper les aides aux régimes oppresseurs. Cependant, cette mesure n'a pas aidé à réduire la répression qui est, au contraire, devenue plus rude. Précisons toutefois que les États-Unis avaient le pouvoir, même relatif, de réellement

freiner cette répression. Mais, pour des raisons que nous allons citer, ils ont décidé de ne pas intervenir concrètement pour stopper le bain de sang dans le monde arabe.

Considérant les transitions difficiles après le « printemps arabe », ni les États-Unis, ni les acteurs locaux n'ont pu prédire quel serait le résultat final de ce « ras le bol » populaire. Vali Nasr, ancien conseiller d'Hillary Clinton, a clairement souligné que personne à Washington ne pouvait savoir quelle direction prendrait le « printemps arabe ». Il a précisé que les responsables américains étaient conscients du manque de motivation pour démocratiser le monde arabe et musulman, de la peur envers l'islam politique et le terrorisme et de la déception des scénarios politiques et sociaux ayant suivi le soulèvement. Vali Nasr a donc mis en avant le manque d'engagement de Washington dans le processus démocratique arabe qui, pourtant, était le principal objectif après les attaques du 11 septembre⁴²⁹. Ainsi, ce désengagement américain est également dû au travail des institutions bureaucratiques américaines. En effet, les personnalités politiques et les institutions chargées de formuler et de déployer la politique américaine démocratique dans le monde arabe ont elles-mêmes sous-estimé les efforts démocratiques. Ces différentes institutions (Maison-Blanche, CIA, Pentagone, ministère des Affaires étrangères, USAID) étaient en profond désaccord quant aux intérêts américains dans le monde arabe et à la manière dont les politiques devaient être appliquées pour maintenir la stabilité de la région. La stabilité est la première condition pour protéger les intérêts américains dans le monde arabe.

Si les États arabes ont fait preuve d'exceptionnalité dans leur résistance à la démocratie, les politiques américaines pro-autoritaristes ont également été exceptionnelles. Rappelons que ces politiques ont été déployées au nom de la stabilité et que leur maintien a été une grande nécessité. En effet, le Congrès a rarement entrepris la promotion démocratique dans le monde arabe et a préféré donner plus d'importance à d'autres défis sécuritaires comme la lutte antiterroriste. La situation a relativement changé après les attaques du 11 septembre, quand les responsables américains ont perçu, ou du moins interprété, que la répression politique, l'instabilité et l'extrémisme religieux sont liés, incitant le président George Bush à lancer *Freedom Agenda*, promouvant les valeurs démocratiques dans le monde arabe⁴³⁰. Cependant, ces efforts ont aussitôt été enrayés par les conséquences désastreuses de l'invasion de l'Irak en 2003, qui ont progressivement découragé la motivation de démocratiser le monde arabe et de

⁴²⁹ Nasr, Vali, *The Indispensable Nation: American Foreign Policy in Retreat*, New York: Anchor, 2014, p. 163.

⁴³⁰ "Fact Sheet: President Bush's Freedom Agenda Helped protect the American People", The White House, 17 décembre 2008, <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/infocus/freedomagenda/>. Consulté le 16 avril 2020.

renverser les régimes autocratiques arabes pro-américains. En outre, plusieurs institutions, comme le ministère des Affaires étrangères américain, ont continué à privilégier le contact avec les régimes arabes au lieu de montrer une compassion avec les populations arabes, tout en comptant sur les services de renseignements pour suivre de près le développement interne des crises populaires⁴³¹⁴³². Néanmoins, à la fin de la présidence de George Bush, une partie de la population arabe a évalué les intentions démocratiques américaines comme étant sincères⁴³³.

À présent, le « printemps arabe » a présenté aux Américains une nouvelle opportunité et un nouveau contexte pour la promotion démocratique. Cet événement a rendu possible la démocratisation dans une région qui résistait aux vagues démocratiques précédentes. Ainsi, l'autoritarisme, l'aspiration arabe à la démocratie et la descente de milliers d'Arabes dans les rues ont prouvé leur enthousiasme pour un changement réel. À Washington, la priorité n'était plus de savoir qui se tenait derrière les manifestations, ni de propulser une figure politique pour les mener. Les Américains étaient conscients que ces manifestations étaient la conséquence des régimes qu'ils avaient longtemps soutenus, des régimes mafieux et corrompus où l'intérêt personnel passait avant tout autre intérêt. Cela dit, les responsables américains se tenaient face à une rude réalité : soutenir les protestations dans le monde arabe où la promotion démocratique était une nécessité, ou continuer à assister des régimes, certes autoritaires, mais qui avaient longtemps permis aux États-Unis de servir au mieux leurs intérêts. Si Washington a compté sur les régimes arabes pour propager son influence, contenir la menace iranienne, assurer la sécurité d'Israël et protéger les ressources de pétrole, le « printemps arabe » a cependant prouvé que l'idée selon laquelle les autocraties garantissent la stabilité et préservent les intérêts américains n'est plus soutenable. Suivant les événements, il a été difficile pour les États-Unis de maintenir le *statu quo* pour garantir la stabilité, alors que celle-ci n'existe pas. Ce qui est désormais important pour comprendre la promotion démocratique américaine, c'est de savoir pourquoi et comment les États-Unis l'incorporent dans leur politique étrangère.

2.2.1.1 L'importance du « printemps arabe » dans la promotion démocratique

Les événements de 2011 et les années qui ont suivi ont représenté un moment crucial pour la promotion démocratique américaine. En effet, ils ont offert aux États-Unis l'opportunité de saisir les nouvelles ouvertures politiques et de mettre en avant l'appel à la liberté. Les

⁴³¹ Panetta, Leon, *Worthy Fights: A Memoir of Leadership in War and Peace*, London: Penguin Book, 2014, p.

⁴³² .

⁴³³ Telhami, Shibley, *The World Through Arab Eyes*, New York: Basic Books, 2011.

moments embarrassants pour la promotion démocratique américaine se renforcent quand il y a des manifestations contre un régime et lorsque, par la suite, des événements s'accumulent et mènent vers un coup d'État militaire renversant un régime élu démocratiquement. À cela s'ajoutent le refus d'un leader de démissionner, les négociations pour transférer le pouvoir, les conflits entre autocrates et démocrates ou toute crise d'une autre nature. Tous les événements peuvent mener à un réel désordre mais également à un autoritarisme encore plus pugnace que celui qui existait déjà. Durant ces événements, les États-Unis peuvent mettre en avant les valeurs démocratiques. D'ailleurs, ils l'ont déjà fait dans le passé et ont soutenu la démocratie dans des situations très difficiles, comme aux Philippines en 1986, en Serbie en 2000 ou en Côte d'Ivoire en 2011. Dans ces pays, les États-Unis se sont tenus aux côtés de la démocratie et ont déployé une politique qui a beaucoup aidé à l'établissement d'une démocratie réelle.

Toutefois, pour ce qui est du « printemps arabe », les États-Unis doivent promouvoir la démocratie contre des régimes certes autocrates mais pro-américains, qui ont longtemps soutenu leurs intérêts et qui ont reçu de leur part une aide indéfectible pour leur maintien au pouvoir. Cette situation, assez paradoxale pour Washington, donne aux États-Unis une position privilégiée pour mettre en avant les aspirations démocratiques populaires. Alors que les protagonistes du « printemps arabe » sont des acteurs locaux, il est déraisonnable de dire que les États-Unis ont évité de jouer un rôle dans ces événements, surtout quand il s'agit de leurs alliés arabes, en précisant que la survie d'un bon nombre de régimes arabes comme l'Égypte, la Jordanie et les monarchies du Golfe dépend en grande partie du soutien américain. Ainsi, si les États-Unis ont pu maintenir ces régimes au pouvoir, ils ont eu également la possibilité de promouvoir réellement la mise en place d'une démocratie. Cependant, certains politiciens au sein du gouvernement de Barack Obama ont avancé que les protestations arabes n'avaient rien à voir avec les États-Unis et que, par conséquent, ceux-ci devaient présenter, ou préserver, une certaine neutralité. Michael McFaul, conseiller du président Obama et expert de la démocratie, a clairement demandé : « Pourquoi ces champions de souveraineté ont longtemps été silencieux durant toutes ces années de soutien américain à l'autocratie égyptienne »⁴³⁴ ? Des analystes comme Shadi Hamid ont pareillement distingué l'implication des États-Unis dans les événements du « printemps arabe » : « Où est la ligne entre l'inaction et la complicité ? La notion de neutralité pour une nation aussi puissante que les États-Unis est illusoire. Ne rien faire

⁴³⁴ “Why these sovereignty champions had been so quiet during decades.” McFaul, Michael, *From Cold War to Hot Peace: An American Ambassador in Putin's Russia*, New York: Highbridge Co, 2018, p. 214.

ou ne pas perturber signifie maintenir le *statu quo* qui n'est pas indifférent dans le monde arabe, dû aux relations entre les États-Unis et les acteurs régionaux »⁴³⁵.

Le « printemps arabe » et ses conséquences ont été des mouvements critiques pour la promotion démocratique, puisque ces événements ont confirmé l'hypothèse post-11 septembre, selon laquelle cette dernière est coextensive à la lutte antiterroriste. La publication d'un rapport en 2012 sur le développement humain arabe a donné une image très péjorative de la situation économique et sociale, suscitant l'indignation, et a appelé beaucoup de responsables américains à remettre en cause leur soutien aux régimes arabes⁴³⁶. Colin Powell a également associé la situation précaire des citoyens arabes à l'extrémisme religieux, et Condoleeza Rice, qui lui a succédé au ministère des Affaires étrangères, a expliqué que le caractère fondamental des régimes était plus préoccupant que la distribution internationale du pouvoir⁴³⁷.

En janvier 2011, quelques jours avant la chute du régime de Ben Ali en Tunisie et le début des protestations en Égypte, Hillary Clinton a souligné, dans un discours à Doha, l'incapacité des gouvernements arabes à répondre aux revendications de leur population en disant que les fondements de la région se noyaient dans le sable. Au même moment, des membres du Conseil de sécurité nationale, sous la présidence de Barack Obama, ont appelé à un réajustement de la politique étrangère américaine aux nouveaux événements ; même les services de renseignements américains ont mis en avant les troubles causés par les autorités arabes. Autrement dit, après les attaques du 11 septembre 2001, les questions liées à la démocratie et à la réforme des régimes arabes sont devenues centrales pour la politique étrangère américaine. De plus, la nature du « printemps arabe » a défié plusieurs spéculations. En effet, les slogans de ce mouvement se sont focalisés sur l'échec des leaders arabes et non des anti-américains, et contrairement à toute attente, même si les Frères musulmans ont remporté les premières élections démocratiques en Égypte, les manifestations arabes n'avaient aucun caractère religieux. Il convient de rappeler que la promotion démocratique a été présentée en

⁴³⁵ "Where exactly is the line between inaction and complicity? The notion of neutrality, for a country as powerful as the United States, is illusory. Doing nothing or 'doing no harm' means maintaining or reverting to the status quo, which in the Middle East is never neutral, due to America's longstanding relationships with regional actors." Hamid, Shadi, "Islamism, the Arab Spring, and the Failure of America's Do-nothing policy in the Middle East", *Brookings*, 14 octobre 2015, <https://www.brookings.edu/blog/markaz/2015/10/14/Islamism-the-arab-spring-and-the-failure-of-americas-do-nothing-policy-in-the-middle-east/>. Consulté le 23 avril 2020.

⁴³⁶ Voir United Nations Development Program, 2012.

<<https://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/corporate/annual-report-2011-2012--the-sustainablefuture-we-want.html>>. Consulté le 19 avril 2020.

⁴³⁷ Traub, James, *The Freedom Agenda*, London: Picador, 2008, p. 3.

2002 comme une nécessité pour protéger l'intérêt national des États-Unis ; mais, où est l'intérêt national américain dans la promotion démocratique ?

La tradition réaliste dans les relations internationales avance que la promotion démocratique est nécessaire si et seulement si les intérêts sécuritaires et économiques vitaux ne sont pas en danger. Cette vision est admise par une longue tradition américaine qui consiste à soutenir les régimes autocrates pour obtenir une protection des intérêts américains. Les États-Unis ont en effet joui du soutien de la monarchie française avant la révolution américaine et se sont même alliés à l'Union soviétique durant la Seconde Guerre mondiale ; le soutien à un régime autoritaire n'a rien de nouveau dans la politique étrangère américaine. D'ailleurs, tout au long de la guerre froide, les États-Unis ont maintenu de fortes relations diplomatiques avec les régimes d'extrême droite en Amérique latine, en Afrique et dans d'autres régions dans le monde, pour contrecarrer l'influence soviétique. Également, ils ont entretenu des relations avec le régime de Saddam Hussein lors de la guerre Iran-Irak dans les années 1980, pour contrer le régime des ayatollahs. Le réalisme explique que les intérêts américains peuvent être irréconciliables avec l'objectif de promotion démocratique après les attaques du 11 septembre 2001 ; les deux présidents américains ont expliqué qu'il ne doit y avoir aucun paradoxe entre les intérêts américains. Il n'y a pas d'objectif de promotion démocratique. En effet, la répression politique encourage l'extrémisme et renforce l'instabilité, et les droits de l'homme doivent être systématiquement conciliés avec les intérêts américains. Ceux-ci étaient entièrement opposés à la promotion démocratique. Par conséquent, les États-Unis n'ont jamais pu promouvoir les valeurs démocratiques dans le monde arabe, comme cela a été le cas dans d'autres pays européens ou latino-américains. Dans ces pays, la promotion démocratique était entièrement en harmonie avec les intérêts américains. De plus, le réalisme fait surgir d'autres questions cruciales, comme l'existence de multiples acteurs de la politique étrangère, chacun proposant des interprétations différentes de l'intérêt des États-Unis pour l'illustrer. Par exemple, la manière dont le ministère de la Défense américain a perçu les protestations en Égypte et la nécessité d'une transition vers un régime plus démocratique diffère de la vision de la Maison-Blanche, du ministère des Affaires étrangères et de l'USAID.

Face à cette divergence au sein de la classe politique américaine, une autre question cruciale fait surface. Si la promotion démocratique n'est pas dans l'intérêt des États-Unis, pourquoi déploient-ils leur puissance militaire et leurs aides économiques pour promouvoir la démocratie ? Toutes ces interrogations défient une vision commune et unanime de l'intérêt

national des États-Unis dans le monde arabe. Il reste à savoir comment hiérarchiser les intérêts afin de promouvoir la démocratie ou maintenir le *statu quo*. Concernant le large soutien américain à Israël, Mearsheimer et Walt, professeurs américains de relations internationales, ont déclaré que les politiques américaines pro-israéliennes vont à l'encontre des intérêts américains dans la région, affectent les relations avec les autres pays arabes et y renforcent le sentiment anti-américain, considérant un autre point de la politique étrangère américaine, l'embargo contre Cuba. En effet, après la guerre froide, il était illogique de dire qu'une petite île représentait une menace stratégique pour les États-Unis. Il est ainsi difficile d'affirmer que ces politiques servent l'intérêt américain au sens réaliste du terme. En effet, dans le cas de la crise israélo-palestinienne, par exemple, le lobby pro-israélien continue de servir les intérêts israéliens et d'influencer les décisions de politique étrangère américaine, au détriment des intérêts vitaux américains.

2.2.1.2 La promotion démocratique ou la lutte antiterroriste ?

L'absence d'une définition unanime de l'intérêt national américain explique en partie l'échec de la promotion démocratique entreprise par Washington après les attaques du 11 septembre. Les politiques démocratiques ont permis la transmission du pouvoir à certaines institutions et aux citoyens. Cependant, les responsables américains sont parfaitement conscients que la présence d'un dictateur fort et redoutable est nécessaire pour mener une lutte antiterroriste implacable. La lutte antiterroriste est en contradiction avec la promotion démocratique, puisqu'elle reflète des stratégies de court terme alors que la démocratie est un projet de long terme qui nécessite de la patience et des plans élaborés. Les stratégies antiterroristes de court terme ont influencé la politique de George Bush dans les années 2000, où les terroristes ont été transférés dans leur pays d'origine pour interrogatoire et torture. Au Yémen, le gouvernement de Barack Obama a demandé aux monarchies du Golfe de négocier la démission du président yéménite Ali Abdullah Saleh et la formation d'un nouveau gouvernement interne, dans le but de garantir la préservation de tout l'appareil sécuritaire américain mis en place depuis des décennies⁴³⁸.

Suivant cette logique, l'objectif de court terme, consistant à localiser et tuer les terroristes dans le monde arabe, peut effectivement barrer la route à la promotion démocratique,

⁴³⁸ Oakford, Samuel et Salisbury, Peter, "Yemen: The Graveyard of the Obama Doctrine", *The Atlantic*, 23 septembre 2016, <https://www.theatlantic.com/international/archive/2016/09/yemen-saudi-arabia-obamariyadh/501365/>. Consulté le 23 avril 2020.

tout en mettant en évidence la complicité des États-Unis dans les abus et les violations des droits de l'homme et dans la mort de civils. Hassan Oz fait référence à la tension qui existe entre les intérêts de court terme et les intérêts de long terme. Si l'on considère la stratégie américaine de long terme, il peut être intéressant pour les États-Unis de poursuivre la promotion démocratique, mais sur le court terme. Cette politique peut être très risquée, surtout quand elle touche les régimes arabes certes dictatoriaux, mais qui constituent une réelle assistance dans la lutte antiterroriste. Ainsi, même si le « printemps arabe » a exposé la fragilité de l'autoritarisme, il a également renforcé l'incertitude sécuritaire qui a une répercussion directe sur la lutte antiterroriste et sur les intérêts de court terme⁴³⁹.

Cependant, le fait que la coopération américaine avec les régimes arabes dans la lutte antiterroriste a échoué à éradiquer, ou du moins à contenir, l'expansion de l'État islamique et d'autres groupes terroristes, remet en cause l'efficacité de cette stratégie. Sur la notion de stabilité, maintenir des relations privilégiées avec les régimes arabes favorise la stabilité régionale. Michael McFaul, ancien diplomate américain, met toutefois en avant que les États-Unis ne peuvent pas dépendre de leurs alliances avec les régimes autocrates sur le long terme, et ceci, pour plusieurs raisons. Premièrement, les régimes autoritaires arabes n'ont pas de légitimité et de prévisibilité pour céder le pouvoir, et une crise politique peut éclater à tout moment, remettant en cause la notion de stabilité. Deuxièmement, le désir des autocrates de rester au pouvoir radicalise plus ou moins les opposants de ces régimes. Troisièmement, comme les régimes dictatoriaux ne répondent pas positivement aux élections et au vote, les leaders peuvent changer leurs engagements internationaux à tout moment, au détriment des intérêts américains. Quatrièmement, ces régimes obtiennent des aides économiques et militaires colossales de la part des États-Unis ; celles-ci peuvent servir certains intérêts mais ne sont pas toujours le meilleur moyen pour servir l'intérêt national des États-Unis.

Une autre explication qui remet en cause la relation spéciale entre les États-Unis et certains régimes arabes est que même si certains régimes autoritaires peuvent paraître stables, leur incapacité à assurer à leurs citoyens les besoins primaires peut créer un soulèvement populaire réel, dont le « printemps arabe » est un parfait exemple. Enfin, de toute évidence, le

⁴³⁹ Oz, Hassan, *Constructing America's Freedom Agenda for the Middle East: Democracy or Domination*. Londres: Routledge, 2012, p. 480.

soutien américain aux régimes autoritaires et aux dictatures met à rude épreuve la crédibilité des États-Unis sur la scène internationale et l'authenticité de leur promotion démocratique⁴⁴⁰.

En premier lieu, le « printemps arabe » se présentait comme une preuve que l'autoritarisme est instable, même si, par la suite, Washington et certaines capitales européennes ont retiré leur soutien aux populations arabes en avançant l'approche selon laquelle seuls les régimes dictatoriaux peuvent contenir l'instabilité et le terrorisme. Cependant, il est important de rappeler que si les régimes pro-américains fournissent la stabilité que les États-Unis recherchent, les monarchies du Golfe n'ont pas d'immunité contre les révoltes populaires et d'autres formes d'instabilité. Prenons comme exemple Mohamed Ben Salman, qui a mené une réforme sociale importante en allégeant le caractère conservateur du royaume tout en renforçant la répression contre les opposants politiques de tous bords – journalistes, artistes et même prédicateurs. D'ailleurs, ces détentions aléatoires et ces répressions révèlent en partie l'insécurité que vit le régime de Riyad. Washington a néanmoins précisé qu'il est dans l'intérêt américain de maintenir des relations privilégiées avec la famille royale saoudienne. En effet, si Washington a fini par se rallier aux populations arabes en Tunisie, en Égypte, en Libye et en Syrie, aucune déclaration n'a été faite sur la situation alarmante des droits de l'homme au Bahreïn.

Aussi, il convient de se poser la question suivante : pourquoi une telle relation avec Riyad et Abu Dhabi est-elle essentielle ? Cette question s'est renforcée avec l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi à Istanbul par les services secrets saoudiens, le 2 octobre 2018. Cet événement a incité Washington à ne plus soutenir l'Arabie saoudite dans sa guerre contre le Yémen. Il reste à voir si l'assassinat de Khashoggi incitera Washington à opérer de nouveaux changements dans sa politique envers le royaume conservateur. Les responsables américains sont conscients de l'importance des relations avec Riyad, car celles-ci procurent aux États-Unis une vraie présence dans la région. Ces relations peuvent également susciter le scepticisme de beaucoup de politiciens à Washington, puisque les événements récents prouvent que l'instabilité est ancrée au sein même de la famille royale. Les partenariats militaires et sécuritaires et la présence de bases navales américaines nécessitent de répondre aux besoins des régimes monarchiques, ce qui réduit l'influence des États-Unis sur bon nombre de questions diplomatiques, dont la promotion démocratique. Les monarchies comme l'Arabie saoudite, le

⁴⁴⁰ McFaul, Michael *et al.*, *Between dictatorship and Democracy: Russian Post-Communist Political Reform*, Carnegie Endowment for International Peace, 2010, p. 114-115.

Qatar, le Bahreïn ou le Koweït sont conscientes que les États-Unis ne peuvent pas abandonner les facilités militaires et sécuritaires procurées par leur régime ; par conséquent, ces pays se sentent en position de force pour mener toute répression vis-à-vis des opposants visant la structure de leur régime.

Les responsables du ministère de la Défense ont également mis en avant que les relations militaires avec les régimes arabes permettent aux États-Unis d'exercer plus facilement leur promotion démocratique. Cependant, la réalité sur le terrain prouve qu'au contraire, le monde arabe n'est pas plus démocratique ni plus stable par rapport aux années précédentes, et que la présence américaine n'est pas aussi consolidée. Non seulement le soutien des États-Unis aux monarchies a permis de réprimer et d'étouffer toute force politique présente, mais il a également donné carte blanche aux régimes arabes pour déployer des politiques compromettantes pour la stratégie américaine dans la région. Si les responsables américains avancent que l'Iran finance les organisations terroristes dans le monde arabe, l'argent qatari et saoudien a aussi financé l'interprétation radicale de l'islam, et les deux pays ont soutenu des organisations radicales en Bosnie-Herzégovine ou en Syrie. En outre, depuis 2015, les Saoudiens, avec le soutien logistique des États-Unis, ont mené une guerre contre le Yémen qui a entraîné une catastrophe humanitaire sans précédent⁴⁴¹.

Les Émirats arabes unis et le Qatar, quant à eux, ont ouvertement soutenu des milices en Libye, contribuant à une fragmentation politique et sociale dans le pays. Les politiques des pays du Golfe ont aussi déstabilisé leurs propres relations. En 2017, une crise idéologique a éclaté au sein du Conseil de coopération entre le Qatar et l'Arabie saoudite, menant vers l'imposition d'un embargo économique contre Doha. Les États-Unis n'ont pas pu mettre un terme à ces divergences, bien qu'ils soient présentés comme le garant de la sécurité des pays du Golfe⁴⁴². Si la notion de stabilité suscite des fragmentations au sein de la classe politique américaine, il en est de même pour la notion de sécurité. Autrement dit, les relations sécuritaires entre les États-Unis et les pays arabes se caractérisent par la vente et l'achat d'armes et par la présence de dizaines de milliers de personnels militaires américains dans la région.

⁴⁴¹ Cf. "America is Likely Complicit in War Crimes in Yemen. It's Time to Hold the US to Account", <<https://www.theguardian.com/commentisfree/2019/oct/03/yemen-airstrikes-saudi-arabia-mbs-us>>.

⁴⁴² "Gulf Non-cooperation: Inside the Flailing GCC", *Al Jazeera*, 5 juin 2020, <https://www.aljazeera.com/news/2020/06/gulf-cooperation-flailing-gcc-200604111953680.html>. Consulté le 15 juin 2020.

En 2019, il a été rapporté par l'*US Central Command* qu'entre 60 000 et 70 000 soldats américains sont répartis à travers la région : 10 000 soldats au Qatar, 7 000 au Bahreïn et 13 000 au Koweït. Le reste des troupes se trouve en Irak, en Turquie, en Égypte et en Syrie. Leur rôle est polyvalent : patrouiller les routes maritimes, entraîner les troupes militaires et mener des opérations antiterroristes⁴⁴³. Cependant, avec le temps, les bases militaires sont devenues plus que des centres opérationnels. En effet, ces centres sont devenus des structures indépendantes avec leurs propres intérêts. Le diplomate et historien américain George Kennan a mis en garde contre « le nouveau pouvoir bureaucratique qui se forme, loin de nos bureaux à Washington et qui dispose de ses propres perspectives, surtout sur les enjeux mondiaux »⁴⁴⁴.

Néanmoins, il est essentiel de rappeler que les relations sécuritaires entre les États-Unis et les États arabes ne se limitent pas aux bases militaires. Les ventes d'armes et d'équipements militaires permettent de faire perdurer les relations et l'interopérabilité entre les relations américano-arabes. Les investisseurs américains gagnent des dizaines de milliards de dollars dans leur commerce militaire avec les monarchies du Golfe. Au début des années 2000, plus de 72 milliards de dollars de ventes d'armes ont été approuvés par les États-Unis pour le monde arabe, dont 10 milliards uniquement pour Israël⁴⁴⁵. Cependant, ce fort partenariat militaire peut être une barrière à d'autres buts de la politique étrangère américaine, et la promotion démocratique figure parmi les buts contrés par la préférence militaire. Les indécisions entre maintenir les partenariats militaires et promouvoir la démocratie sont plus ou moins accentuées par le rôle du ministère de la Défense, qui considère que les partenariats militaires sont ancrés dans les relations entre les États-Unis et les régimes arabes et ne peuvent être affaiblis. Même quand les dynamiques locales, régionales et globales suggèrent que Washington réévalue ses partenariats, il ne le fait pas. En effet, les coûts et les dépenses des partenariats militaires avec les pays arabes sont considérables et ont mené vers le développement d'autres partenariats qui ne sont pas nécessaires pour préserver les intérêts vitaux des États-Unis dans la région. Ceci

⁴⁴³ Chughtai, Alia, "US Military Presence in the Middle East and Afghanistan", *Al Jazeera*, 13 janvier 2020, <https://www.aljazeera.com/indepth/interactive/2020/01/military-presence-middle-east-afghanistan200113120612249.html>. Consulté le 13 juin 2020.

⁴⁴⁴ "New bureaucratic structure power situated far from our shores and endowed with its own specific perspective on all problems of world policy." H. Halperin, Morton, *Bureaucratic Politics and Foreign Policy*, Washington DC: the Brookings Institution, 1974, p. 268.

⁴⁴⁵ Clayton, Thomas, "Arms Sales in the Middle East: Trends and Analytical Perspectives for US Policy", Congress Research Service, 11 octobre 2017, <https://fas.org/sgp/crs/mideast/R44984.pdf>. Consulté le 16 mai 2020.

nous amène à une interrogation majeure : quelle est l'importance des partenariats militaires avec les régimes arabes, et les monarchies du Golfe en particulier ?

Parmi les arguments souvent cités pour justifier l'importance militaire dans la région figure l'obligation de sécuriser les raffineries de pétrole. Les précédents présidents américains ont souvent rappelé que le pétrole de la région fait partie de l'intérêt national des États-Unis. Cette obsession américaine de sécuriser les raffineries de pétrole trouve ses racines dans les crises pétrolières de 1973 et 1979, menant le pays vers une vraie récession économique, en notant qu'aujourd'hui, les pénuries de pétrole ne peuvent se produire avec les nouvelles techniques d'extraction. Le ministre de l'Énergie sous la présidence de Barack Obama, Ernest Moniz, appelle à une nouvelle mentalité pour reconsidérer la position américaine sur l'énergie⁴⁴⁶. Notons que bien avant la révolution du gaz de schiste, la dépendance énergétique des États-Unis vis-à-vis des pays du Golfe avait diminué. Les Américains ont trouvé d'autres fournisseurs comme le Mexique, le Canada ou le Venezuela. Néanmoins, une pénurie dans la production pétrolière des pays du Golfe ou une hausse du prix du pétrole peut déstabiliser les prix partout dans le monde. D'autres pays alliés comme le Japon, la Corée du Sud et les pays européens dépendent encore du pétrole des monarchies du Golfe ; si les pénuries de pétrole surgissent dans ces pays, cela affectera directement l'économie américaine.

Ainsi, suivant cet argument, il est dans l'intérêt des États-Unis de continuer de protéger les routes et le commerce du pétrole pour assurer une stabilité économique. Si l'on considère un scénario où les États-Unis se rétractent, cela pourrait permettre à la Chine et à d'autres puissances de prendre plus de responsabilités pour assurer le transport énergétique et la régularité du marché du pétrole. Néanmoins, la révolution du gaz de schiste et l'indépendance énergétique grandissante des États-Unis remettent en question leurs obligations envers les pays du Golfe. De surcroît, les monarchies du Golfe dépendent principalement de leur pétrole, ce qui permet aux États-Unis d'avoir plus de responsabilités pour diversifier leur économie dans des secteurs autres que le pétrole.

La lutte antiterroriste est souvent une autre justification de la présence américaine dans la région. Les facilités militaires que procurent les pays du Golfe comme le Qatar et le Bahreïn

⁴⁴⁶ Cf. "Energy Secretary Ernest Moniz Calls for Increased Investment to Enhance U.S. Energy Emergency Response", <https://www.energy.gov/articles/energy-secretary-ernest-moniz-calls-increased-investment-enhance-us-energy-emergency>. Consulté le 11 mai 2020.

ont permis aux États-Unis de mener des opérations contre l'État islamique depuis 2015 et contre d'autres interventions militaires.

Cependant, comme la technologie militaire a permis la mise en place de drones sans pilote et le déploiement d'un effectif limité de soldats pour mener des opérations antiterroristes, il est difficile de défendre l'argument selon lequel une grande présence militaire américaine est nécessaire dans la région. Le gouvernement de Barack Obama a opté pour une stratégie antiterroriste basée sur les opérations secrètes et les frappes aériennes. Le gouvernement de Donald Trump a semblé opter pour la même stratégie, et aucun changement n'a été formulé. Même si les frappes aériennes et les opérations secrètes suscitent une violation des droits de l'homme, leurs coûts sont plus rationnels que la présence américaine dans la région.

Cette présence est contre-productive puisqu'elle représente, pour les groupes terroristes, une justification de mener des attaques contre l'invasion des États-Unis des terres musulmanes, remettant ainsi en question la stratégie antiterroriste américaine. Un autre argument qui défend les partenariats militaires entre les États-Unis et les pays arabes est la nécessité de surveiller l'Iran ; les monarchies du Golfe ont systématiquement mis en avant la dangerosité de la menace iranienne sur la stabilité régionale⁴⁴⁷. Même si la menace iranienne est présentée souvent d'une manière exagérée, elle a mené les États-Unis à déployer des politiques antagonistes qui ne sont pas forcément nécessaires pour la contrer. Il est vrai que l'Iran cherche à avoir une plus grande influence dans la région arabe et soutient les groupes radicaux comme le Hezbollah et le Hamas. Cependant, les responsables iraniens se sont conformés au traité de Vienne signé en juillet 2015 avec les États-Unis, introduisant ainsi un nouveau départ dans les relations entre les deux pays. Pourtant, ce nouveau départ a rapidement pris fin quand Donald Trump a annoncé, en 2018, le retrait des États-Unis de ce traité⁴⁴⁸.

Enfin, le dernier argument, et peut-être l'un des plus importants, concerne les investissements américains dans le futur et la protection d'Israël. Même si les monarchies du Golfe annoncent publiquement leur soutien à la cause palestinienne, en privé, elles rencontrent les responsables israéliens pour discuter des menaces communes dans la région ; l'Iran est d'ailleurs le centre des préoccupations de ces pays. Ces réunions sont de moins en moins privées ces dernières années, et les relations diplomatiques entre Israël et les pays arabes se dirigent

⁴⁴⁷ Bianco, Cinzia, "The GCC Monarchies: Perceptions of the Iranian Threat amid Shifting Geopolitics" (2020): p. 92-107. doi.org/10.1080/03932729.2020.1742505.

⁴⁴⁸ Cf. < <https://www.nytimes.com/2018/05/08/world/middleeast/trump-iran-nuclear-deal.html>>.

progressivement vers une normalisation, marginalisant ainsi la cause palestinienne. En août 2020, les Émirats arabes unis ont été le premier pays du Golfe à annoncer la reconnaissance d'Israël.

Cependant, ces arguments sont contrés par la réalité des événements aujourd'hui. Il est assez clair que les partenariats américano-arabes ne favorisent pas les politiques proaméricaines. Au contraire, les coopérations avec des régimes non démocratiques ont créé un nouveau sentiment anti-américain parmi la jeune génération arabe. En outre, en plein essor démocratique dans le monde arabe, les États-Unis semblent soutenir les politiques répressives et autoritaires des régimes arabes, étouffant ainsi l'établissement de régimes démocratiques dans la région. Le Bahreïn est le meilleur exemple de cette attitude américaine. En 2011, les États-Unis ont apporté tout leur soutien à la famille royale bahreïnienne Al Khalifa, pour faire taire les manifestants et mener une répression féroce contre les 70 % de la population chiite, empêchant ainsi l'Iran d'avoir accès à Manama. Les États-Unis auraient pu mener une politique de consentement où la famille royale sunnite tenterait de négocier avec la majorité chiite au lieu de réprimer les manifestants. En effet, cette attitude ne résout pas le problème. Si, aujourd'hui, les manifestations sont absentes, les tensions au sein de la société sont encore vives et une révolution peut éclater à tout moment. Des experts américains, comme Jones, remettent en cause l'investissement américain dans la région et soulignent les inconvénients de la stratégie américaine. Jones cite les coûts pour maintenir une large présence militaire dans les pays du Golfe. Cependant, d'autres experts, comme Abraham, soulignent que la présence américaine à Bahreïn et la cinquième flotte sont nécessaires pour maintenir l'hégémonie américaine dans la région. Néanmoins, il note que Washington doit développer des politiques de consentement dans un contexte d'extrémisme sunnite, de colère chiite et de profonde fragmentation sectaire au Bahreïn et dans l'ensemble du monde arabe où les deux sectes cohabitent⁴⁴⁹. Bien sûr, les critiques envers les dépenses colossales des partenariats américano-arabes ne viennent pas seulement des promoteurs démocratiques mais également d'autres institutions. Pour Emma Ashford, experte américaine en défense et politique étrangère à *Cato Institute*, on ne sait pas quel but cette présence militaire entend atteindre, à part satisfaire les vagues invocations d'un besoin d'engagement. Elle souligne également que la forte présence américaine au Moyen-Orient est relativement récente et n'a débuté qu'après la première guerre du Golfe en

⁴⁴⁹ C. Jones, Toby, "Time to Disband the Bahrain-based US Fifth Fleet", *The Atlantic*, 10 juin 2011, <https://www.theatlantic.com/international/archive/2011/06/time-to-disband-the-bahrain-based-us-fifthfleet/240243/>. Consulté le 24 avril 2020.

1991. D'ailleurs, cette stratégie de présence militaire était justifiée par la nécessité de contenir l'Irak et l'Iran⁴⁵⁰.

Michael Wahid Hana, conseiller politique au *Century International Board*, a également critiqué la vision selon laquelle l'aide militaire américaine apportée à l'Égypte, qui s'élève à 1,3 milliard de dollars chaque année, est une nécessité stratégique pour protéger les intérêts nationaux des États-Unis. En effet, malgré cet investissement de longue date, ceux-ci n'ont ni réussi à entraîner une armée professionnelle, ni réduit le terrorisme, ni établi une démocratie respectant les droits de l'homme. Au lieu d'atteindre ses objectifs, l'aide américaine a renforcé, ou du moins a encouragé, le sentiment anti-américain et a propulsé des idées politiques allant à l'encontre des intérêts américains. La victoire des Frères musulmans aux premières élections démocratiques du pays prouve la présence d'une majorité électorale qui favorise les politiques islamiques et nationalistes. Michael Wahid Hana souligne également que ces aides américaines sont plus bénéfiques pour les Égyptiens que pour les Américains. Même s'il n'est pas un partisan de la promotion démocratique, il rappelle que les États-Unis ont participé à la répression des adhérents des Frères musulmans et des journalistes qui ont osé critiquer Abdel Fattah al-Sissi. Il précise que les États-Unis doivent aujourd'hui limiter leurs relations avec l'Égypte dans le but de développer leurs propres intérêts, et non ceux de l'Égypte, pour obtenir des résultats satisfaisants, en renforçant le respect des droits de l'homme et en préservant au mieux leur image⁴⁵¹.

Ce qui, aujourd'hui, est défini comme les intérêts américains est façonné et renforcé en partie par des partenariats militaires et sécuritaires de longue date, dont les États-Unis ne peuvent s'extraire facilement. L'argument de l'engagement, qui est souvent avancé par les responsables militaires pour justifier la présence américaine dans la région du Golfe, mène vers une profonde confusion entre la présence militaire et l'influence politique. En réalité, les institutions militaires et politiques sont entrées dans une compétition l'une contre l'autre, non seulement dans la promotion démocratique, mais également envers l'ensemble des enjeux internationaux auxquels Washington tente de répondre. En effet, il a été difficile pour les

⁴⁵⁰ Ashford, Emma, "Unbalanced: America's Commitment to the Middle East", *Strategic Studies Quarterly*, printemps 2018.

⁴⁵¹ Wahid Hanna, Michael, "Getting Over Egypt", *Foreign Affairs*, novembre/décembre 2015, <https://www.foreignaffairs.com/articles/egypt/2015-11-01/getting-over-egypt>. Consulté le 23 mai 2020.

Américains d'influencer les idéologies antidémocratiques saoudiennes, qataries ou émiraties, et ces pays défient souvent les changements démocratiques, comme en Égypte ou en Jordanie. Mara Karlin, conseillère américaine en politique étrangère et en défense, et Tamara Cofman Wittes, chercheuse au *Center for Middle East Policy*, écrivent que ces régimes jouissent d'un soutien américain très fort qui les pousse à déployer des mesures déraisonnables⁴⁵². Ainsi, il devient aujourd'hui légitime de se demander si l'engagement militaire américain dans la région du golfe Persique sert réellement les intérêts américains. Pour comprendre la manière dont ces intérêts sont formulés et déployés, il est important de se pencher sur les agents qui les établissent et les hiérarchisent. Entre institutions, personnalités, leaders et acteurs antidémocratiques, les intérêts américains deviennent confus.

2.2.2 Les institutions américaines dans la promotion démocratique

Les protestations défiant les dictatures arabes ont été réprimées le plus souvent par la violence. Même si les manifestants n'étaient pas armés, leurs revendications ont été violemment réprimées par des régimes qui entretenaient des relations privilégiées avec les États-Unis et hébergeaient des installations militaires américaines sur leur sol. Le fait qu'un État est un allié des États-Unis n'est pas une raison pour que ceux-ci n'expriment pas leurs inquiétudes envers la violence du régime contre ses opposants. D'ailleurs, la Maison-Blanche et le ministère des Affaires étrangères émettent des communiqués diplomatiques condamnant la répression et appelant les régimes en place à entretenir un dialogue avec les manifestants. Généralement, après ces déclarations, c'est au tour du ministère de la Défense et des responsables des bases militaires sur place d'exprimer leur position. Ces derniers rencontrent les régimes arabes et se conforment aux déclarations de la Maison-Blanche et du ministère des Affaires étrangères de renoncer à la violence. Cependant, les communiqués officiels diffèrent des discussions privées, durant lesquelles les responsables militaires soulignent l'importance des relations militaires en remerciant les régimes pour leur collaboration antiterroriste et les grandes manœuvres militaires entre les États-Unis et les pays arabes ; ils expriment aussi leur inquiétude quant à la sécurité du personnel américain dans un contexte de mobilisation populaire.

Une autre institution essentielle est le Pentagone, qui rappelle l'importance des bases militaires dans les pays arabes, leur irremplaçabilité et celle de la relation avec le régime qui a

⁴⁵² Karlin, Mara et Wittes Cofman, Tamara, "America's Middle East Purgatory", *Foreign Affairs*, janvier/février 2019, <https://www.foreignaffairs.com/articles/middle-east/2018-12-11/americas-middle-east-purgatory>. Consulté le 30 mai 2020.

permis leur hébergement. Cette position est soutenue par de nombreux lobbyistes et diplomates qui militent pour la durabilité des régimes en place. Entre-temps, l'ambassadeur américain rencontre les responsables politiques arabes pour délivrer un message réconciliateur. Ces mouvements entre les différentes institutions ont été une nécessité lors de la révolution au Bahreïn. Même si beaucoup de responsables américains auraient préféré l'établissement d'un Bahreïn démocratique, le Pentagone dispose d'intérêts vitaux concernant la cinquième flotte. Alors que les responsables du Pentagone n'étaient pas enthousiastes envers ce mouvement populaire, Hillary Clinton a déploré la violence : « Nous avons été très clairs depuis le début, nous ne voulons pas voir de violence »⁴⁵³. Amy-Derrick Frost, porte-parole de la cinquième flotte, tient des déclarations plus réservées envers les manifestations et plus concentrées sur l'intérêt des États-Unis : « Nous surveillons de près ce qui se passe (...). Les protestations et les manifestations ne sont pas contre les États-Unis ou l'armée américaine, ou quoi que ce soit de cette nature »⁴⁵⁴.

David Lapan, un des responsables du Pentagone, dit également : « En tant qu'allié de longue date et siège de la cinquième flotte de la Marine américaine, le Bahreïn est un partenaire important et le ministère de la Défense surveille de près l'évolution de la situation dans le pays »⁴⁵⁵. Naturellement, le ministère de la Défense peut soutenir l'établissement d'une démocratie, mais à la seule condition qu'elle apporte ou maintienne la stabilité au Bahreïn. Les préoccupations primaires du Pentagone sont avant tout de protéger la base de la cinquième flotte et de maintenir les relations sécuritaires avec le Bahreïn. Il convient de noter aussi que le bureau de *Near Eastern Affairs*, agence du ministère des Affaires étrangères américain, spécialisée dans la politique étrangère et les relations avec le Proche-Orient, est parfaitement conscient de la marginalisation de la communauté chiite tout en essayant de garder une relation privilégiée avec la famille royale. Par ailleurs, le bureau de la démocratie, du droit et du travail (DRL) est souvent la seule entité militante pour la promotion démocratique au Bahreïn. Pour ce qui est des responsables bahreïnais, ils sont convaincus des divisions au sein du gouvernement américain envers la promotion démocratique. Ces divisions sont un atout stratégique et

⁴⁵³ Miller, Josh, "Hillary Clinton: End Violence in Bahrain", *ABC News*, 19 février 2011, <https://www.google.com/amp/s/abcnews.go.com/amp/International/hillary-clinton-end-violencebahrain/story%3fid=12957147>. Consulté le 12 juin 2020.

⁴⁵⁴ "We are monitoring what's going on... The protests and demonstrations are not against the United States or United States military or anything of this nature" Shaker, Thom et Goodman, J. David, "Pentagon Watching Unrest in Bahrain", *The New York Times*, 17 février 2011, <https://www.nytimes.com/2011/02/18/world/middleeast/18fleet.html>. Consulté le 31 mai 2020.

⁴⁵⁵ *Ibid.*

politique pour la famille royale qui sait que tant que les institutions américaines ne partageront pas la même vision sur la promotion démocratique, le régime pourra continuer sa politique répressive envers ses opposants.

De ceci, nous déduisons que la politique étrangère américaine est le résultat d'un long et difficile processus. Comme James March et Herbert Simon, économistes et sociologues américains, l'ont souligné dans leur ouvrage *Organizations*, si les activités d'une organisation particulière sont concrètes, l'intérêt général du gouvernement ne l'est pas⁴⁵⁶. La bureaucratie au sein de la politique étrangère américaine, comme le note Graham Allison en 1971, nous mène vers deux conclusions. La première est que les États-Unis ne constituent pas un acteur unanime. La seconde est que l'instinct, ou plutôt l'objectif premier de toute institution, est sa préservation parmi les autres institutions de l'État. Notons que la politique étrangère américaine ne résulte pas de l'intention ou d'un avis d'un individu ou d'une organisation et peut même résister aux préférences des présidents et d'autres responsables politiques ; les positions des acteurs institutionnels reflètent une culture organisationnelle unique⁴⁵⁷.

Plusieurs définitions ont été émises sur la culture organisationnelle. James Q. Wilson, politologue et universitaire conservateur américain, l'a définie comme un ensemble d'idées qui passent d'une génération à une autre. Celle-ci va constituer les objectifs principaux, les méthodes et stratégies selon lesquelles la politique étrangère américaine est élaborée⁴⁵⁸. Cependant, parfois, l'absence d'une définition ou d'une stratégie unanime rend quelques missions difficiles à accomplir, comme c'est le cas pour la promotion démocratique. Or, les institutions ne partagent pas les mêmes idées et les mêmes stratégies. Il y a les institutions qui ont tendance à n'agir que quand elles sont sollicitées de façon persistante. En effet, les institutions ont tendance à opter pour le *statu quo* et surveillent l'évolution des événements. Seulement un petit groupe aspire à un changement réel dans les politiques. Précisons également que les changements au sein des institutions ont très peu d'effets sur la politique étrangère américaine et sur les bureaucrates, qui perçoivent les responsables politiques élus comme étant temporaires. Interrogé sur l'importance de la continuité dans les politiques des présidents américains, Dean Rusk, ancien ministre des Affaires étrangères américain, dit qu'une transition

⁴⁵⁶ March, James et Simon, Herbert, *Organizations*, New Jersey: Willey Blackwell, 1993, p. 234.

⁴⁵⁷ Allison, Graham, *Essence of Decision*, New York: Addison-Wesley Educational Publishers, 1971.

⁴⁵⁸ Wildavsky, Aaron, "On Character: Essays by James Q. Wilson", American Enterprise Institute, 1991, p. 211.

d'un président à un autre n'est pas si bouleversante puisque le nouveau président n'aura que quelques choix à faire et que le reste demeurera inaltérable⁴⁵⁹.

La difficulté du processus, la stratégie déployée et ancrée au sein des institutions depuis des années et la stricte hiérarchie découragent toute motivation à un changement authentique vers la promotion démocratique qui fait partie des décisions qui demandent beaucoup d'énergie, d'évolution et de patience. De plus, les institutions disposent de plus d'informations et ont donc tendance à connaître davantage les conséquences et les causes d'un changement donné. En effet, le président n'a pas suffisamment de temps pour absorber toutes les informations sur tous les sujets et enjeux dans le monde arabe, et par conséquent, il a souvent recours aux institutions américaines sur le terrain pour formuler les politiques envers le pays concerné. Ainsi, les institutions vont agir en fonction de leurs intérêts et besoins sur le terrain. Le Pentagone n'avait aucune intention d'inciter les Bahreïnais à poursuivre leur révolte, l'intérêt stratégique et la présence militaire primant sur tout autre intérêt. Ainsi, les modèles bureaucratiques expliquent, en partie, le décalage entre l'intention d'une politique formulée par le président et la manière dont elle est déployée. Ce manque de motivation politique vient s'ajouter aux acteurs qui défient la promotion démocratique.

2.2.2.1 Les acteurs antidémocratiques et la promotion démocratique

Après les révoltes arabes, les riches monarchies du Golfe ont été terrifiées par le pouvoir du peuple et sa capacité à renverser les régimes. Elles ont également été abasourdies par la position américaine envers les soulèvements arabes. Même si, à certains moments, les États-Unis se sont montrés sceptiques, leur stratégie et leur perception envers les régimes arabes ont inéluctablement changé. Les monarchies expriment même leur inquiétude face à la montée de groupes idéologiques rivaux comme les Frères musulmans sur la scène politique « post-printemps arabe ». D'ailleurs, ce groupe est arrivé au pouvoir en Égypte à l'issue des premières élections démocratiques dans le pays. Les monarchies du Golfe se sont mobilisées pour discréditer le président Morsi et ont même incité les États-Unis à intervenir et à entretenir des relations antagonistes avec le gouvernement des Frères musulmans. Les monarchies arabes ont alors entamé une campagne de diabolisation du président élu Mohamed Morsi, en donnant des millions de dollars aux groupes s'opposant aux Frères musulmans. En effet, après le coup d'État militaire survenu en juin 2013, les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite ont offert

⁴⁵⁹ *Op. cit.*, Halperin and Clapp, 2006, p. 308.

respectivement 3 et 5 milliards de dollars pour soutenir le nouveau régime en place, compensant ainsi les aides que les États-Unis avaient menacé de couper à la suite de la répression sanglante⁴⁶⁰.

Entre-temps, des lobbyistes et beaucoup de responsables ont soutenu la position des monarchies du Golfe. Ils ont convaincu Washington que les Frères musulmans étaient une organisation terroriste qu'il fallait impérativement combattre, tout en discréditant les responsables américains ayant opté pour des relations ordinaires avec eux. C'est principalement le cas de John Kerry, ministre des Affaires étrangères à cette époque, qui, quelques mois après le coup d'État militaire, a clairement annoncé que le régime militaire était sur la bonne voie. Il a débloqué une aide militaire au nouveau président Abdel Fattah al-Sissi, estimée à près de 575 millions de dollars⁴⁶¹. John Kerry est allé encore plus loin et a fait une déclaration paradoxale selon laquelle les militaires en Égypte avaient pu restaurer la démocratie en portant un coup au premier président élu démocratiquement⁴⁶².

Les Saoudiens et les Émiratis ont donc fait pression sur Washington pour contrer le groupe qu'ils considèrent comme terroriste, montrant ainsi que les politiques américaines « post-printemps arabe » ne sont pas totalement indépendantes de la vision des autres régimes arabes. Pour l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, les Frères musulmans constituent une menace réelle à la stabilité régionale, déclarant que ces derniers et al-Qaïda forment une même entité idéologique. Même si Washington s'est abstenu de qualifier les Frères musulmans de terroristes, Riyad et Abu Dhabi l'ont convaincu, avec beaucoup de succès, de renoncer à la promotion démocratique en Égypte. Derek Chollet, ancien responsable politique sous le gouvernement de Barack Obama, a déclaré que les États-Unis n'étaient pas le seul acteur et certainement pas le plus actif en termes de ressources⁴⁶³. La principale raison de l'acharnement diplomatique de Riyad et Abu Dhabi a été la crainte de voir la démocratie secouer leurs régimes. Le Qatar a soutenu la victoire des Frères musulmans avec la certitude que sa population, peu

⁴⁶⁰ Werr, Patrick, "UAE Fiers Egypt \$3 Billion Support, Saisis \$ 5 billion", *Reuters*, 9 juillet 2013, <https://www.google.com/amp/s/mobile.reuters.com/article/amp/idUSBRE9680H020130709>. Consulté le 30 mai 2020.

⁴⁶¹ "US Unlocks Military Aid to Egypt, Hacking President Sissi", *BBC News*, 22 juin 2014, <https://www.bbc.com/news/world-middle-east-27961933>. Consulté le 11 juin 2020.

⁴⁶² R. Gordon, Michael et Fahim, Kareem, "Kerry Says Egypt's Military was 'Restoring Democracy' in Ousting Morsi", *The New York Times*, 1^{er} août 2013.

<https://www.google.com/amp/s/www.nytimes.com/2013/08/02/world/middleeast/egypt-warns-morsi-supporterstoenend-protests.amp.html>. Consulté le 24 mai 2020.

⁴⁶³ Cf. <<https://warontherocks.com/2016/06/who-killed-the-arab-spring/>>, consulté le 30 mai 2020, p. 20.

nombreuse et riche, ne se soulèverait pas. Il a également apporté son soutien à d'autres groupes non démocratiques comme le Hamas à Gaza, les rebelles en Syrie ou encore les milices en Libye. Ainsi, les monarchies du Golfe ont été des acteurs antidémocratiques contrecarrant toute promotion démocratique dans la région.

Cependant, le rôle des « challengers » de la démocratie n'est pas nouveau dans la politique étrangère américaine. Washington a joué ce rôle durant la guerre froide en propulsant des régimes autoritaires d'extrême droite en Amérique latine dans le but de freiner l'expansion communiste. Des pays comme la Russie, la Chine ou la France ont également joué le rôle de « challengers » démocratiques. Ces trois pays ont soutenu, avec succès, l'arrivée au pouvoir de régimes non démocratiques en Europe de l'Est, en Hongrie ou en Afrique du Nord. Si les institutions américaines ont un accès direct à la prise de décision sur les enjeux internationaux, les acteurs régionaux antidémocratiques comme l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ont également influencé l'élan de la promotion démocratique dans la région, et cela a été une réussite puisque ces pays sont aussi des alliés des États-Unis.

Ces pays alliés fournissent à Washington des richesses pétrolières, des partenariats stratégiques et de sécurité, et une immunité authentique contre les menaces iraniennes. Par conséquent, ils peuvent être des contrepoids efficaces, non pas parce qu'ils utilisent leur pouvoir économique et politique, mais parce qu'ils exploitent leur relation spéciale avec Washington pour développer leur influence antidémocratique et convaincre les responsables américains de renoncer à la promotion démocratique. Ainsi, on assiste à une promotion de l'autoritarisme plutôt réussie dans le monde arabe plutôt qu'à une promotion démocratique. Les États autoritaires peuvent en effet apporter aux autres États autocrates un soutien politique et économique pouvant excéder celui des pays démocratiques qui, souvent, menacent de couper toute aide si les répressions continuent. D'ailleurs, ces pays peuvent avoir recours au Conseil de sécurité de l'ONU pour contrer toute puissance anti-autocrate ou encore envoyer des groupes militaires sur le terrain pour étouffer toute opposition politique. C'est le cas de l'Iran au Liban ou en Syrie.

Rachel Vanderhill, professeure de relations internationales à l'université de Wofford, dans son ouvrage intitulé *Promoting Authoritarianism Abroad*, aborde ce sujet. Elle explique que les États autocrates utilisent les accords économiques, l'approvisionnement en énergie avec des prix bas et les aides financières pour influencer les élites locales. Parmi les causes qui encouragent les dictatures à exporter leurs valeurs autoritaires, il y a le fait que le leader

autoritaire vise à maintenir le *statu quo* et à protéger le régime dans son pays et pas nécessairement à imposer la structure de son régime aux autres pays. Autrement dit, la promotion de l'autoritarisme repose plus sur la protection et le maintien du *statu quo* que sur l'imposition d'un modèle particulier de régime⁴⁶⁴. Natalia Shapovalova, chercheuse en affaires de l'Europe de l'Est, et Kateryna Zarembo, chercheuse en affaires de l'Europe centrale, dans leur article publié en 2010, expliquent que la Russie ne perçoit pas la promotion d'un régime autoritaire comme une fin en soi, mais comme un moyen de préserver et de faire perdurer son influence dans le régime lui-même⁴⁶⁵. Daniel Odinius et Philippe Kuntz, des politologues allemands, apportent une interprétation similaire en expliquant que l'Arabie saoudite n'entend pas exporter son régime hors de ses frontières mais préserver son influence dans le monde arabe et musulman en défiant toute promotion démocratique⁴⁶⁶. D'ailleurs, les monarchies du Golfe, l'Arabie saoudite en particulier, déploient toutes leurs forces pour contrer les valeurs démocratiques au Bahreïn, un pays où le régime est similaire à celui de Riyad. De plus, Riyad craint l'émergence d'une rivalité idéologique puisque la religion confère à l'Arabie saoudite une crédibilité régionale ; la présence de La Mecque et de Médine dans le royaume conservateur permet aux Saoudiens d'être un pays intouchable et sacré. Cependant, il est important de comprendre pourquoi l'Arabie saoudite n'a pas soutenu les régimes autoritaires en Syrie, au Yémen ou en Libye pour maintenir le *statu quo* régional. Odinius et Kuntz suggèrent une explication selon laquelle les monarchies du Golfe n'ont pas soutenu les leaders Kadhafi, Saleh ou al-Assad pour détourner l'attention internationale de l'oppression commise au sein des pays monarchiques et obtenir l'accord occidental pour étouffer les manifestations au Bahreïn⁴⁶⁷.

D'ailleurs, la promotion autocratique est plus efficace si un ou plusieurs groupes de la population dans les pays ciblés sont idéologiquement liés à un acteur régional. C'est le cas de l'Iran, qui soutient la communauté chiite au Liban ou en Irak. Ainsi, pour Vanderhill, la promotion autocratique est fortement liée aux facteurs internes du pays ciblé par cette promotion⁴⁶⁸. Les pays du Golfe sont également des « challengers » antidémocratiques efficaces grâce à une préférence américaine pour le maintien du *statu quo* contre la démocratie

⁴⁶⁴ Vanderhill, Rachel, *Promoting Authoritarianism Abroad*, Boulder, Lynne Rienner, 2013.

⁴⁶⁵ Shapovalova, Natalia et Zarembo, Kateryna, "Russia's Machiavellian Support for Democracy", *FRIDE*, n° 56, (2010).

⁴⁶⁶ Odinius, Daniel et Kuntz, Philippe, "The Limits of Authoritarian Solidarity: The Gulf Monarchies and Preserving Authoritarian Rules during the Arab spring", *European Journal of Political Research*, 54, no.4, (2017): 644.

⁴⁶⁷ *Ibid.*

⁴⁶⁸ *Op. cit.*, Vanderhill, Rachel, p. 8.

et le rejet des droits de l'homme dans le monde arabe. Le « printemps arabe » a donc secoué des pays alliés comme l'Égypte et le Bahreïn et des pays avec qui les États-Unis entretenaient des relations plus ou moins difficiles, comme la Libye. Cependant, ces trois pays ont connu des soulèvements populaires révélant un profond désir pour la réforme politique et la justice économique et sociale. Même si, en Égypte, au Bahreïn et en Libye, la révolution a mené à une démocratie étouffée ou à une rébellion sanglante confuse, nous pouvons dire que dans ces trois pays, il y a eu une réelle motivation pour la promotion démocratique que Washington tente de développer depuis 2007. Ces trois pays ont démontré, avec évidence, que le *statu quo* n'était plus compatible avec la notion de stabilité. En effet, la présence d'un discours anti-américain et anti-israélien sous les régimes autoritaires nous amène à nous interroger : qu'est-ce que les États-Unis tirent de leur soutien au *statu quo* dans le monde arabe ?

De plus, l'Égypte et le Bahreïn ont tous les deux des oppositions politiques bien organisées, des parlements et un système judiciaire revendiquant une indépendance vis-à-vis des régimes en place. Les deux pays avaient donc une certaine base facilitant l'établissement d'une démocratie réelle que les États-Unis pouvaient soutenir. Cette base est toutefois totalement absente dans des pays comme l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. De même, au Bahreïn et en Égypte, fervents alliés de Washington, les États-Unis avaient plus de facilité pour établir une démocratie, à l'inverse de la Libye, où leur rôle est plus nuancé. Cependant, si les États-Unis ont permis l'intervention en Libye et si leur participation militaire a renversé Kadhafi en 2011, ils se sont abstenus en Égypte et au Bahreïn et ont contribué à la promotion autocratique sous le prétexte de protéger leur intérêt national.

Conséquemment, nous arrivons à la conclusion suivante : l'absence d'une notion unifiée et unanime sur l'intérêt national empêche les États-Unis de déployer une stratégie claire, efficace et cohérente pour promouvoir la démocratie. Les deux notions d'intérêt national et de promotion démocratique deviennent allusives et vagues. Pourtant, en Égypte, Barack Obama a appelée Hosni Moubarak à démissionner. Au Bahreïn, il a ouvertement critiqué la répression et a bloqué la vente d'armes à la monarchie, et en Libye, il a soutenu l'intervention militaire pour renverser Mouammar Kadhafi. Dans ces trois pays, les acteurs antidémocratiques ont profité des divisions au sein des institutions américaines et du désengagement américain envers le changement de régime que Bush avait initié en 2002 en réponse aux attaques du 11 septembre. Effectivement, les monarchies du Golfe ont eu suffisamment de marge de manœuvre pour limiter l'influence des politiques démocratiques américaines et populaires. Ces politiques

n'étaient plus prioritaires à la fin de la présidence de Barack Obama, alors qu'elles constituaient la pierre angulaire de la politique étrangère américaine depuis 2000. À la fin de son mandat, Barack Obama a préféré accentuer les efforts américains sur la lutte antiterroriste en s'alliant aux régimes autocrates plutôt qu'en promouvant la démocratie. Il a également continué la politique de son prédécesseur envers les principaux engagements américains dans le monde arabe, la protection d'Israël et la surveillance de l'islam politique.

3. Les engagements américains dans le monde arabe

L'un des engagements les plus importants pour les États-Unis au Moyen-Orient est la protection d'Israël. L'État hébreu représente l'allié numéro 1 des États-Unis au Moyen-Orient, et l'engagement américain envers le futur d'Israël constitue la base de la politique étrangère dans la région. Cependant, les Américains sont conscients que malgré l'assistance apportée aux Israéliens, l'État hébreu se trouve dans une position géographique délicate. En effet, la majorité des pays arabes rejette la reconnaissance d'Israël. Ce rejet a mis à rude épreuve la stratégie américaine au Moyen-Orient et a mené vers le développement d'un antisionisme phare au sein des populations arabes.

En fait, Israël a longtemps été perçu par les Arabes comme l'intrus de la région et des pays arabes ; les dirigeants et les populations ont fait de la cause palestinienne une question de souveraineté arabe et donc une priorité stratégique rejetant toutes conditions. L'historique des guerres entre les pays arabes et Israël reflète d'ailleurs cet antagonisme réciproque depuis l'établissement et la proclamation de l'État hébreu en 1948. Toutefois, face à cet enjeu régional majeur, les États-Unis ont toujours défendu le droit d'Israël de se défendre et d'exister en Terre sainte, tout en étant conscients de la nécessité de promouvoir les négociations et la diplomatie entre celui-ci et ses voisins arabes. Ainsi, il est tout à fait raisonnable pour les États-Unis de tenter de déployer une stratégie oscillant entre Israël et ses voisins arabes. Autrement dit, si les États-Unis entendent mener à bien leur stratégie au Moyen-Orient et protéger leurs intérêts vitaux, un processus de paix réel doit être établi entre Israéliens et Arabes pour éviter une guerre régionale similaire aux premières guerres qui les ont opposés et qui ont profondément secoué la stabilité régionale. Même si, depuis 1948, les États-Unis apportent à Israël un soutien inconditionnel, ils sont conscients que la nécessité de lui fournir une reconnaissance arabe est pressante.

3.1 Les relations israélo-arabes. Les USA, Israël, le long processus de la reconnaissance

Après la guerre froide, les États-Unis ont continué à renforcer leurs intérêts dans le monde arabe. Parmi ces intérêts, on cite la prévention de l'émergence d'une puissance hostile aux États-Unis, le maintien de l'accès au pétrole, les régulations des prix de l'or noir, le soutien et l'assistance à Israël et aux alliés de l'Amérique dans le monde arabe, la promotion des droits de l'homme et de la démocratie, le développement socio-économique et la libéralisation économique. Cependant, le conflit israélo-arabe et l'absence d'une résolution durable mettent en danger les engagements américains. Pourtant, une résolution de ce conflit assurerait aux États-Unis une meilleure protection de leurs intérêts dans cette région stratégique depuis 1962. Leur but est de faire évoluer le conflit israélo-arabe vers un conflit israélo-palestinien.

Lors d'un dîner officiel en novembre 1956 au Massachusetts, le président John Fitzgerald Kennedy disait à la ministre des Affaires étrangères israélienne, Golda Meir : « Les États-Unis entretiennent une relation spéciale avec Israël au Moyen-Orient, vraiment comparable à celle que nous avons avec la Grande-Bretagne. »⁴⁶⁹ Une quinzaine d'années plus tard, le président Carter a utilisé la même phrase : « Nous avons une relation spéciale avec Israël, il est absolument crucial que personne dans notre pays ou dans le monde ne doute jamais que notre engagement numéro 1 au Moyen-Orient est de protéger le droit d'Israël d'exister, de continuer à exister et d'exister en paix. »⁴⁷⁰ George Bush, en 2008, donne aux relations américano-israéliennes une définition plus religieuse. Dans son discours face au Knesset à Jérusalem, il déclare :

« L'alliance entre nos gouvernements est incassable, mais la source de notre amitié est plus profonde que n'importe quel traité. Elle est fondée sur l'esprit partagé de notre peuple, les liens du Livre, les liens de l'âme. Quand William Bradford descendit du *Mayflower* en 1620, il cita les paroles de Jérémie venant déclarer en Sion la parole de Dieu »⁴⁷¹.

⁴⁶⁹ Cf. <<https://www.jfklibrary.org/asset-viewer/archives/JFKWHP/1962/Month%2012/Day%2027/JFKWHP1962-12-27-A>>.

⁴⁷⁰ Cf. <<https://mfa.gov.il/MFA/ForeignPolicy/MFADocuments/Yearbook2/Pages/211%20Press%20conference%20with%20President%20Carter-%2012%20May.aspx>>.

⁴⁷¹ “The alliance between our governments is unbreakable, yet the source of our friendship runs deeper than any treaty. It is grounded in the shared spirit of our people, the bonds of the Book, the ties of the soul. When William Bradford stepped off the Mayflower in 1620, he quoted the words of Jeremiah: "Come let us declare in Zion the word of God." Bush, George, “President Bush Addresses the Members of the Knesset”, Jérusalem, 15 mai 2008, <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2008/05/20080515-1.html>. Consulté le 23 mai 2020.

⁵²⁵ “I’ve borne witness to the ancient history of the Jewish people at the Shrine of the Book, and I’ve seen Israel’s

Ces déclarations annoncent donc des liens religieux et moraux entre les deux pays et vantent la reconnaissance d'Israël par les États-Unis onze minutes seulement après la proclamation de l'État hébreu. Cette connotation religieuse est reprise en 2013 par le président Barack Obama : « J'ai été témoin de l'histoire ancienne du peuple juif au sanctuaire du Livre (...). C'est une nation de musées, de brevets et de lieux saints intemporels »⁵²⁵. Face à ces déclarations présidentielles, les États-Unis demeurent le protecteur de l'État d'Israël et un soutien indéfectible du côté des Israéliens. Cependant, il convient de préciser que l'engagement américain aux côtés d'Israël a été mis à rude épreuve par une partie de l'élite politique américaine qui appelle Washington à plus de modération. Parmi les ouvrages les plus pertinents figure celui de Stephen Walt et John Mearsheimer, intitulé *Le lobby pro-israélien et la politique étrangère américaine*. Les deux experts en relations internationales soulignent les inconvénients de la relation spéciale avec Israël et mettent en avant qu'à plusieurs reprises, les États-Unis ont agi pour les intérêts israéliens et non pour les intérêts américains, ce qui a mis en péril leur intérêt national et la définition de celui-ci⁴⁷².

Beaucoup d'ouvrages et d'articles ont été élaborés pour savoir quelles sont les raisons de cette relation spéciale. Pourquoi les États-Unis soutiennent-ils Israël sur tous les plans ? Si Walt et Mearsheimer ont mis en évidence l'influence du lobby pro-israélien dans la prise de décision à Washington, Michael Koplow, directeur de l'*Israël Policy Forum*, explique que ce rapprochement américano-israélien est dû à deux principaux facteurs : l'échange des renseignements, à savoir la coopération entre le Mossad et la CIA, et la similarité idéologique entre les deux pays. Il explique, dans un article paru en 2017, que l'accès des renseignements israéliens aux affaires stratégiques du Moyen-Orient est irremplaçable et permet de fournir aux États-Unis des données importantes sur toutes les dimensions :

« Pendant des années, les experts ont considéré l'unité 8200 d'Israël comme l'une des plus sophistiquées au monde. L'unité fonctionne de la même manière que la *National Security Agency* et les deux travaillent en étroite collaboration. L'un des systèmes de logiciels malveillants les plus sophistiqués a été créé par les deux pays,

shining future in your scientists and your entrepreneurs.” Obama, Barack, “Remarks of President Obama to the People of Israel”, The White House, 21 mars 2013, <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-pressoffice/2013/03/21/remarks-president-barack-obama-people-israel>. Consulté le 20 juin 2020.

⁴⁷² Walt, Stephen et Mearsheimer, John, *Le lobby pro-israélien et la politique étrangère américaine*, Paris : La Découverte, 2011, p. 8-12.

Stunx, pour infiltrer la cyber-infrastructure iranienne dans le but de ralentir les progrès vers une arme nucléaire iranienne »⁴⁷³.

En plus d'une telle collaboration étroite, Israël et les États-Unis partagent des systèmes démocratiques et des valeurs sociales identiques. Israël est, par conséquent, la seule démocratie du Moyen-Orient offrant aux États-Unis un vrai allié idéologique dans une région où le déficit démocratique est à son plus haut niveau⁵²⁸. Alors que les relations américano-israéliennes mettent les diplomates américains dans des situations assez embarrassantes avec les Nations unies, comme les droits de l'homme, l'Iran ou les colonies israéliennes sur les territoires palestiniens, l'alliance spéciale a survécu puisqu'elle permet aux États-Unis de mieux servir leurs intérêts stratégiques et idéologiques. D'ailleurs, cette forte coopération entre les deux pays est illustrée par une aide militaire américaine colossale. En 1999, les deux pays ont signé le *Memorandum of Understanding* ; la dernière période de ce protocole s'étend sur 10 ans et a été signée en 2016, sous la présidence de Barack Obama. Il comprend un accord record de 38 milliards de dollars pour fournir à Israël des équipements militaires de haut niveau. Cet accord est le plus grand accord de ce type jamais conclu avec d'autres pays⁴⁷⁴.

Dans un article paru en 2002, Stephen Zunes, spécialiste américain du Moyen-Orient, met en avant que les intérêts américains au Moyen-Orient ont été promus grâce à une collaboration étroite avec Israël. Ainsi, les Israéliens ont réellement contribué à la protection des intérêts vitaux américains. Ils ont permis de contenir la Syrie, l'Iran, le Hezbollah au Liban, et ils donnent aux États-Unis un point stratégique dans la région pour contrôler toute évolution⁴⁷⁵. Toutefois, il est essentiel de mentionner que les réalistes ne partagent pas cette idée et soulignent que les agissements américains dans la région servent plus les intérêts israéliens que les intérêts américains. Ils appellent donc à une reconsidération de la stratégie américaine envers l'État hébreu. En effet, cette collaboration aveugle a suscité l'indignation des États arabes alliés des États-Unis. D'ailleurs, parmi les événements clés les plus récents figurent la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël par les États-Unis, en décembre 2017,

⁴⁷³ "Israel's intelligence and insights into Middle Eastern affairs is "unparalleled" throughout the world and "benefits the US in all sorts of ways." For decades, intelligence analysts have regarded Israel's Unit 8200 as one of the most elite in the world. The unit functions similarly to the US National Security Agency, and the two work closely together." Lockie, Alex. "Here's Why the US and Israel are such Close Allies" *Business Insider*, 18 février 2017, <https://www.businessinsider.com/us-israel-allies-2017-2>. Consulté le 24 mai 2020. ⁵²⁸ *Ibid*.

⁴⁷⁴ Chughtai, Alia, "Understanding US Military Aid to Israel", *Al Jazeera*, 8 mars 2018, <https://www.aljazeera.com/indepth/interactive/2018/03/understanding-military-aid-israel180305092533077.html>. Consulté le 23 mai 2020.

⁴⁷⁵ Zunes, Stephen, "Why the US Supports Israel", Institute for Policy Studies: 1^{er} mai 2002, https://ipsdc.org/why_the_us_supports_israel/. Consulté le 11 juin 2020.

et l'ouverture de l'ambassade américaine en mai 2018, dans cette même ville. Face à cette position américaine, les leaders arabes, même si les Émiratis ont récemment reconnu Israël officiellement, ont profondément dénoncé cette proclamation.

Des pays alliés comme la Jordanie ou la Turquie ont mis en garde contre le fait que cette position américaine retarderait toutes les futures négociations de paix et pourrait déclencher une nouvelle vague de violences dans la région déjà déchirée par les conflits⁴⁷⁶. Cependant, ces mises en garde ont été totalement négligées par Washington qui, en mars 2019, a reconnu aussi que les plateaux du Golan étaient une partie intégrante d'Israël⁴⁷⁷. Nous assistons ainsi à un soutien militaire et politique américain indéfectible à Israël, sans pour autant prendre en considération les indignations des régimes arabes ; une indignation grandissante face à l'annexion par Israël des territoires palestiniens et plus récemment de la vallée du Jourdain. Pourtant, face à cette situation délicate du conflit qui ronge la région depuis des décennies, les États-Unis ont, à plusieurs reprises, lancé des négociations entre Israéliens et Arabes, notamment après les guerres israélo-arabes. Ces négociations ont donné naissance à deux accords majeurs entre Israël et ses voisins arabes. En effet, à sa prise de fonctions en janvier 1977, le président Jimmy Carter a fait du processus de paix au Moyen-Orient une priorité de son agenda international. Une année plus tard, le 17 septembre 1978, les accords de Camp David ont été signés par le président égyptien Anouar el-Sadate et le Premier ministre israélien de l'époque, Menahem Begin. Ces accords, sous la médiation des États-Unis, ont été signés treize jours après des négociations secrètes à Camp David⁴⁷⁸. Ils ont été suivis de la signature du premier accord de paix entre Israël et un pays arabe en 1979. L'Égypte a donc été le premier pays arabe à signer un traité de paix et à reconnaître Israël. La Jordanie a suivi, mais ce n'est qu'en 1994 que le traité de paix israélo-jordanien a été signé à Wadi Aqaba, entre Yitzhak Rabin et le roi Hussein de Jordanie⁴⁷⁹.

Ces deux accords sont des éléments phares dans l'évolution des relations israélo-arabes. Même si la cause palestinienne est restée au cœur des débats en Égypte et en Jordanie, la

⁴⁷⁶ Cf. <<https://www.google.com/amp/s/www.aljazeera.com/amp/news/2017/12/jordan-humiliated-trumpdecision-jerusalem-171206142619670.html>>.

⁴⁷⁷ Cf. <<https://www.google.com/amp/s/www.bbc.com/news/amp/world-middle-east-47697717>>.

⁴⁷⁸ Cf. The Camp David Summit, septembre 1978, <<https://books.google.dz/books?id=u0tZpflIv0C&pg=PA3&dq=Camp+David+1978&hl=fr&sa=X&ved=2ahUKewjYkrfo8MfrAhUNziUKHclPDfkQ6AEwAXoECAgQAQ#v=onepage&q=Camp%20David%201978&f=false>>.

⁴⁷⁹ Lucaks, Yehuda, *Israel, Jordan and the Peace Process*, New York: Syracuse University Press, 1997.

reconnaissance d'Israël par ces deux pays a relégué au second plan la création d'un État palestinien. Bien que ce « détachement » arabe vis-à-vis de la cause palestinienne ne se soit pas fait sentir à court terme, aujourd'hui, les politiques arabes sont prises dans un désengagement de l'Amérique face aux violations israéliennes, alors qu'elle était pourtant très engagée dans les années 1970 et 1980. En 2017, il a été rapporté que plus de 400 000 colons sont implantés sur les terres palestiniennes, et les annonces pour construire davantage de colonies continuent. Celles-ci sont jugées illégales par les Nations unies et même par les États-Unis et la communauté internationale. Les États-Unis, par le biais des présidents George Bush et Barack Obama, ont condamné cette politique coloniale, mais sans pour autant déployer une politique ferme pour stopper réellement la colonisation israélienne⁴⁸⁰. La marginalisation de la cause palestinienne, tant par les pays arabes que par la communauté internationale, a donné lieu à des concessions arabes sans précédent. L'une des concessions qui se concrétisent progressivement est la normalisation des relations entre Israël et le reste du monde arabe. Cette normalisation mène inévitablement à la reconnaissance d'Israël par les pays arabes qui ont refusé de le faire officiellement. Parmi ces pays, on cite principalement les monarchies du Golfe alliées des États-Unis, qui introduisent une nouvelle formule pour le processus de paix au Moyen-Orient et qui mettent en avant le fait que résoudre la cause palestinienne n'est pas une condition pour entretenir des relations avec Israël.

Cette nouvelle formule s'inscrit dans une politique américaine visant la reconnaissance de l'État hébreu par plus de pays arabes. Si des pays comme l'Algérie, la Syrie ou le Liban refusent toute reconnaissance de l'État hébreu, les monarchies du Golfe se dirigent vers sa reconnaissance progressive. En effet, aujourd'hui, les alliés des États-Unis, à savoir l'Arabie saoudite et les Émirats en particulier, tentent d'introduire une nouvelle vision à l'égard de la cause palestinienne en normalisant les relations avec Israël. En février 2019, Benjamin Netanyahu, le Premier ministre israélien, s'est envolé pour Varsovie pour une conférence inhabituelle. Sous les auspices du vice-président Mike Pence, Netanyahu a rencontré les ministres des Affaires étrangères émirati et saoudien et des ministres de deux autres États du Golfe n'ayant pas de relations diplomatiques officielles avec Israël. Durant ces discussions,

⁴⁸⁰ Enault, Nicolas, « Comment la colonisation israélienne en Cisjordanie a progressé en cinquante ans », *Francetv info*, 15 février 2017, https://www.google.com/amp/s/mobile.francetvinfo.fr/monde/proche-orient/israelpalestine/carte-comment-la-colonisation-israelienne-en-cisjordanie-a-progresse-en-cinquanteans_2061477.amp. Consulté le 4 juin 2020.

l'Iran a constitué le sujet phare⁴⁸¹. Notons que la plupart des liens existant entre Israël et les pays du Golfe ont été tenus secrets, mais cette conférence ne l'a pas été. En fait, le bureau de Netanyahu a divulgué une vidéo d'une séance à huis clos embarrassante pour les participants arabes à cette conférence. Cette vidéo a montré une reconnaissance arabe progressive de l'importance du rôle israélien pour contenir l'Iran, l'ennemi commun⁵³⁷.

Cependant, il convient de noter que ce rapprochement entre Israël et les monarchies du Golfe est le résultat d'un long processus de reconnaissance de l'État hébreu entretenu par les États-Unis. En effet, les premiers pays arabes à reconnaître Israël ont été l'Égypte et la Jordanie, après des années de négociations et de discussions sous la médiation des États-Unis. Il est donc essentiel de s'intéresser de plus près aux gouvernements de George Bush et Barack Obama concernant cette stratégie et à leurs rôles dans la reconnaissance d'Israël parmi ses voisins arabes.

Le gouvernement de George Bush a été remarquablement indécis à l'égard du conflit israélo-palestinien. Élaborer une stratégie pour répondre à ce conflit impliquait des affrontements continus entre les réalistes et les néoconservateurs, pour lesquels les idées religieuses sont importantes. La présidence de George Bush a donc été rongée par cette concurrence et a oscillé entre reconnaître le droit des Palestiniens à l'autodétermination ou se conformer aux dirigeants israéliens. Les deux camps, au début des années 2000, optaient plutôt pour les affrontements. Ainsi, sous la présidence de George Bush, on retient principalement trois événements clés : la victoire du Hamas à Gaza en 2006, l'invasion du Liban par Israël la même année, et l'affrontement de 2008-2009 entre Israël et le Hamas à Gaza. Ces trois événements ont d'ailleurs prouvé que le président George Bush n'a été à l'origine d'aucun progrès diplomatique durable.

Toutefois, il est important de noter que George Bush a été le premier président américain à évoquer la nécessité d'un État palestinien : « J'ai été le premier président américain à appeler à la création d'un État palestinien, et le soutien à la solution des deux États a été l'une des plus

⁴⁸¹ Black, Ian, "After Decades of Hostility, a Shared Hatred of Iran – and Mutual Fondness for Trump – is bringing Israel' a Secret Links with Gulf Kingdoms out into the Open", *The Guardian*, 19 mars 2019, <https://www.theguardian.com/news/2019/mar/19/why-israel-quietly-cosying-up-to-gulf-monarchies-saudi-arabia-uae>. Consulté le 16 juin 2020. ⁵³⁷ *Ibid.*

importantes priorités de ma présidence (...) aucun État palestinien ne naîtrait de la terreur »⁴⁸². Tout en soutenant le retrait d'Israël de Gaza, il continue : « Pour aider le peuple palestinien à atteindre l'État qu'il mérite, nous avons insisté sur un gouvernement palestinien qui rejette la terreur et reconnaît le droit d'Israël d'exister »⁴⁸³. Dans son ouvrage intitulé *Indecision Points*, Daniel Zoughbie, professeur de relations internationales à l'université de Californie, souligne l'inefficacité de George Bush dans la gestion du processus de paix, en évoquant que sa présidence comportait plusieurs points de vue antagonistes entre réalistes et néoconservateurs, ce qui a mis en péril toute véritable intention américaine envers la paix⁴⁸⁴. Comme George Bush était convaincu de l'importance de la démocratie pour une région plus sûre, il a mis sous pression l'autorité palestinienne en 2006 pour mener des élections démocratiques à Gaza. La victoire écrasante du Hamas a étonné Washington qui semblait plutôt reconnaître les élections démocratiques mais paradoxalement, restait aveugle aux atrocités de la guerre de 2008. Ces politiques paradoxales ont eu de fortes répercussions sur les négociations israélo-palestiniennes et donc sur la reconnaissance d'Israël par ses voisins arabes. Comme le note Daniel Zoughbie, si les élections de Gaza entraient dans la promotion démocratique entretenue par Washington après les attaques du 11 septembre, elles présentaient également de nombreuses interrogations quant à la sécurité de l'État hébreu et à l'évolution des pourparlers pour une paix durable au Moyen-Orient, le Hamas refusant catégoriquement de reconnaître le droit d'Israël d'exister⁴⁸⁵.

D'ailleurs, à l'issue de cette victoire, d'autres puissances mondiales ont fait part de leur soutien au peuple palestinien. Vladimir Poutine a même déclaré que la Russie n'avait jamais considéré le Hamas comme une organisation terroriste. Quant aux États arabes, seuls le Qatar, l'Algérie et la Libye avaient officiellement apporté leur soutien au Hamas. Quant aux monarchies du Golfe, la Jordanie et l'Égypte, elles étaient plutôt sceptiques face à cette victoire, craignant la renaissance des partis islamiques dans leur pays⁵⁴². Toutefois, même si la victoire

⁴⁸² "More than five years ago, I became the first American President to call for the creation of a Palestinian state. In the Rose Garden, I said that Palestinians should not have to live in poverty and occupation. I said that the Israelis should not have to live in terror and violence. And I laid out a new vision for the future - two democratic states, Israel and Palestine, living side-by-side in peace and security." Bush, George, "President Bush Discusses the Middle East", Washington, 6 juillet 2007, <https://georgewbushwhitehouse.archives.gov/news/releases/2007/07/20070716-7.html>. Consulté le 29 juin 2020.

⁴⁸³ "And you must reject violence, and recognize Israel's right to exist, and commit to all previous agreements between the parties. As I said in the Rose Garden five years ago, a Palestinian state will never be created by terror." Ibid.

⁴⁸⁴ Zoughbie, Daniel, *Indecision Points: George W. Bush and the Israeli-Palestinian Conflict*, Cambridge: the MIT Press, 2014.

⁴⁸⁵ Ibid., p. 97-117. ⁵⁴²

Ibid.

du Hamas a plus ou moins perturbé les négociations israélo-palestiniennes, elle a également renforcé les divisions entre les Palestiniens eux-mêmes, créant ainsi une forte divergence concernant l'intérêt palestinien. Face à ces divisions croissantes, les États-Unis ont pu introduire la formule des deux États que le Hamas rejette fermement. Cette solution des deux États introduite par George Bush a été reprise par le gouvernement de Barack Obama dès sa prise de fonctions à Washington.

Dans une interview accordée à Al Jazeera en mai 2009, la ministre des Affaires étrangères de l'époque, Hillary Clinton, déclarait : « Vous faites remarquer à juste titre que le président a souligné notre engagement pour une solution de deux États et l'arrêt des colonies. Nous l'avons dit très clairement »⁴⁸⁶. La solution des deux États s'inscrit donc dans une stratégie américaine pour la reconnaissance d'Israël. En effet, aujourd'hui, les pays arabes ne peuvent plus nier l'existence d'Israël comme dans les années 1970 et jusqu'au début des années 2000. Cependant, l'idée d'un État palestinien aux côtés d'un État israélien a permis aux États-Unis de regagner la confiance des régimes arabes. Même si certains restent sceptiques envers cette solution, l'évolution des événements dans la région a renforcé l'acceptation des deux États⁴⁸⁷.

Autrement dit, les pays arabes, les monarchies du Golfe en particulier, partagent de plus en plus d'intérêts stratégiques avec les États-Unis et l'État hébreu. Selon cette optique, le rapprochement entre Israël et les États du Golfe ne remet pas en cause la question palestinienne. Or, il affecte profondément les Palestiniens et leur combat pour un État reconnu par la communauté internationale. De plus, ce rapprochement est une reconnaissance d'Israël par des pays qui, quelques années plus tôt, refusaient leurs visas aux citoyens israéliens, refus qui s'était renforcé après la mission du Mossad, révélée au grand public, liée à l'assassinat d'al-Mabhouh, figure principale du Hamas, à Dubaï.

Beaucoup de points stratégiques semblent réunir les monarchies du Golfe et Israël. L'Iran figure parmi les défis géopolitiques énoncés. Il ne fait aucun doute qu'Israël, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis perçoivent l'Iran comme l'ennemi commun et l'ennemi numéro 1 dans la région. L'alliance du Golfe menée par l'Arabie saoudite a reconnu Israël comme le pays le plus puissant de la zone et comme un allié nécessaire pour lutter contre l'expansion de l'influence iranienne. Cette alliance est aussi, pour Israël, un moyen de présenter

⁴⁸⁶ “Interview: Hillary Clinton Presses Israel on Settlements”, 20 mai 2009, *Al Jazeera*.

⁴⁸⁷ Clot, Ziad, *Il n'y aura pas d'État palestinien : Le journal d'un négociateur en Palestine*, Paris : Max Milo, 2010.

l'Iran comme une menace pour toute la région et non pas seulement pour lui, renforçant ainsi la légitimité des craintes des Israéliens. Le deuxième élément concerne les besoins grandissants des pays du Golfe d'établir un système de surveillance et de défense sophistiqué. Israël détient cette capacité grâce au partenariat militaire avec les États-Unis, par le biais duquel la vente du matériel militaire le plus perfectionné est réalisée. Enfin, le troisième et dernier élément, sans doute le plus important, est la relation spéciale qui unit les pays du Golfe et les États-Unis, laquelle est basée sur des intérêts mutuels pour maintenir la sécurité, la stabilité régionale et la libre circulation du pétrole vers les marchés mondiaux. Néanmoins, il est important de noter que l'échec de la guerre en Irak, le « printemps arabe », l'augmentation de la production américaine de pétrole et l'accord nucléaire avec l'Iran ont affecté la spécificité des relations entre Washington, Riyad et Abu Dhabi. Par conséquent, en s'alliant à Israël et en liant sa sécurité à la leur, les monarchies du Golfe désirent alléger l'opposition à Washington qui fustige leurs relations avec les États-Unis tout en prônant la réaffirmation de l'engagement américain en matière de sécurité.

Ainsi, nous pouvons en déduire que le processus de reconnaissance d'Israël s'est fait par le biais d'une stratégie américaine longue, mais qui semble porter ses fruits progressivement sur le terrain. Dans les années 1970, l'Égypte reconnaissait Israël, et dans les années 1990, c'était au tour de la Jordanie. Puis, les années 2000 ont vu l'acceptation de la solution de deux États soutenus par les États-Unis, et les autres pays arabes l'ont également approuvée. Même si cette solution est encore loin d'être concrétisée et que les négociations israélo-palestiniennes sont gelées à cause des politiques israéliennes et américaines d'annexion des territoires palestiniens et de l'isolement palestinien, Israël devient aujourd'hui un pays nécessaire à la paix et à la stabilité régionale, faisant de sa reconnaissance par les pays arabes une réalité inévitable. Cette reconnaissance mène forcément à une intégration d'Israël au sein du monde arabe.

3.1.1 Israël dans le monde arabe : la politique d'intégration américaine

La politique d'intégration, qu'elle soit entreprise par les États-Unis ou par Israël, a toujours été associée au conflit israélo-palestinien. Autrement dit, le conflit avec la Palestine a toujours été, pour Israël, une source de malentendu avec ses voisins arabes, freinant ainsi toute évolution du processus d'une paix durable dans la région. Certes, des pays arabes qui reconnaissent Israël, comme l'Égypte, la Jordanie ou les pays du Golfe, ont réussi à développer une coopération réelle avec l'État hébreu. Toutefois, ils ont maintenu un soutien rhétorique,

diplomatique et matériel pour la cause palestinienne et ont, encore aujourd'hui, un rejet populaire et sans réserve d'Israël. Pourtant, après les accords d'Oslo, la motivation politique arabe envers la cause palestinienne s'est estompée⁴⁸⁸. En effet, aujourd'hui, les Palestiniens semblent être incités à créer un État palestinien au lieu de continuer leur lutte, plus ou moins vaine, contre l'existence d'Israël. Autrement dit, pour les Arabes et les Palestiniens, il n'est plus raisonnable, politiquement parlant, de rejeter l'existence d'Israël. Ce qui est raisonnable aujourd'hui, c'est la proclamation de l'État palestinien en tant qu'État indépendant. Toutefois, le projet d'un État palestinien pourrait être une erreur profonde puisque dans un contexte de colonisation israélienne progressive, il devient de plus en plus utopique. Cette utopie a été renforcée par les positions américaines sous le gouvernement de Donald Trump, comme la proclamation de Jérusalem en tant que capitale israélienne, négligeant clairement la résolution 478 du Conseil de sécurité de l'ONU de 1980 qui affirme que les lois prises par Israël au sujet de la ville sainte sont nulles et illégales⁴⁸⁹. D'ailleurs, l'une des conséquences de cette résolution a été le déplacement massif de plusieurs ambassades de Jérusalem vers d'autres villes israéliennes. Cela dit, rappelons que la proclamation de Jérusalem en tant que capitale d'Israël n'est pas propre à la gouvernance de Donald Trump. Cette décision date de 1995, quand le Congrès a voté le *Jerusalem Embassy Act*. Ce texte reconnaît que Jérusalem est la capitale d'Israël et que l'ambassade des États-Unis devrait y être établie. Ce texte fait également l'éloge d'arguments religieux affirmant que Jérusalem est le centre spirituel du judaïsme et que la liberté religieuse y est garantie⁴⁹⁰. En 2003, le Congrès a réaffirmé sa position envers le statut de Jérusalem dans le *Foreign Relation Authorization Act*. Ainsi, la proclamation de Jérusalem comme capitale d'Israël en 2017 n'est que la mise en vigueur des lois précédentes du Congrès.

Certes, la cause palestinienne a été estompée ces dernières années par le chaos régional provoqué par le « printemps arabe ». De plus, il est difficile pour la jeune génération d'Arabes de s'identifier pleinement à la cause palestinienne quand leurs propres pays peinent à leur fournir les conditions d'une vie décente. Pourtant, rien n'indique clairement qu'il s'agit d'une tendance permanente. En effet, étant donné l'ancienneté de la question palestinienne, qui est restée une priorité régionale absolue pendant plus de 70 ans, il est plausible de penser que le détachement arabe vis-à-vis de la cause palestinienne est un phénomène contextuel qui peut

⁴⁸⁸ « Accords d'Oslo », *Le Monde Diplomatique*.

<<https://www.mondediplomatique.fr/index/sujet/accordsdoslo#:~:text=R%C3%A9sultat%20d'un%20ensemble%20de,1993%2C%20pr%C3%A9cise%20le%20cadre%20g%C3%A9n%C3%A9ral>>.

⁴⁸⁹ Cf. <<https://www.un.org/securitycouncil/fr/content/resolutions-adopted-security-council-1980>>.

⁴⁹⁰ Jerusalem Embassy Act, <<https://www.congress.gov/bill/104th-congress/senate-bill/1322>>.

peut-être être inversé si les circonstances changent. Tous les gouvernements américains, sous Barack Obama ou George Bush, sont parfaitement conscients que l'identification arabe avec les Palestiniens et l'antagonisme envers Israël sont profondément ancrés dans les mentalités politiques et culturelles des États arabes et que ceux-ci ne peuvent pas abandonner cette tendance par crainte de perdre leur crédibilité.

De plus, Washington peut craindre l'abandon arabe de la cause palestinienne puisque cela donnera plus de pouvoir à des puissances régionales redoutables comme l'Iran, le Hamas, le Hezbollah ou la Turquie. En s'alliant à Israël, les États arabes tentent de contrer ces puissances régionales, mais également les puissances internes comme les partis islamistes ou les partis libéraux panarabistes. Comme la crise régionale persistera sûrement dans un avenir proche, la cause palestinienne peut ne pas suivre cette trajectoire. Autrement dit, si les circonstances changent, si une nouvelle *intifada* éclate et si le soutien des Arabes à la cause palestinienne est revigoré, Washington devra donc reconsidérer sa stratégie, et les États arabes liés à Israël risquent d'être du « mauvais » côté d'une ligne infranchissable qu'ils croyaient avoir adoucie ou estompée. Cela ne veut pas dire que l'intégration régionale d'Israël ne peut pas avoir d'effets positifs pour Washington, Israël ou les États arabes. Cependant, les résultats d'une intégration complète d'Israël avec les pays arabes restent limités et difficiles à prévoir. Ce qui est certain, ce sont les résultats de court et moyen terme qui ne sont pas forcément de bon augure pour les Arabes et les Palestiniens. Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu soutient l'idée qu'il n'a pas besoin de résoudre le conflit avec les Palestiniens pour avoir de meilleures relations avec les pays arabes. La reconnaissance émiratie d'Israël, proclamée en août 2020, prouve cette tendance. Même si les responsables émiratis déclarent que la cause palestinienne est au centre de cette coopération, il est très peu probable que celle-ci s'améliore grâce aux relations israélo-émiraties. Par conséquent, les Palestiniens perdent de l'influence pour leur cause auprès des Arabes et peuvent se retrouver plus que jamais isolés.

Parallèlement, les pays du Golfe élaborent une relation qui peut être très risquée avec Israël, puisque celle-ci peut être un engagement arabe de non-retour et que la défense de ces pays peut être liée à jamais au soutien d'Israël. Suivant cette logique, les relations étroites entre les États-Unis, Israël et les pays du Golfe deviennent de moins en moins certaines avec l'évolution des événements dans la région. En effet, à la mi-décembre 2018, à la veille d'un vote du Sénat américain pour censurer l'Arabie saoudite pour la guerre contre le Yémen et le meurtre du journaliste saoudien Jamal Khashoggi, Benjamin Netanyahu émettait des

déclarations plutôt opposées à ses homologues à Washington. Pour lui, l'Arabie saoudite est un pilier essentiel à la stabilité régionale⁴⁹¹.

Un autre élément important, qui met à rude épreuve les relations entre Washington, TelAviv et les pays du Golfe, est qu'Israël est le pays qui supervise les opérations militaires américaines au Moyen-Orient. S'allier à Israël peut être, pour les pays du Golfe, un risque majeur, puisqu'ils verront leur besoin de défense limité selon la perception israélienne de la sécurité dans la région.

3.1.1.1 Intégration d'Israël sous le gouvernement de George Bush

Il convient de noter que la politique américaine pour l'intégration d'Israël dans le monde arabe reste attentive et plutôt méfiante puisque Washington est conscient de l'importance de ses relations avec ses alliés arabes, même si Israël est son principal allié. Sous le gouvernement de George Bush, l'intégration israélienne a été soumise à trois étapes majeures. La première étape s'étend de l'inauguration en janvier 2001 aux attaques du 11 septembre. Durant cette période, le président Bush a pris du recul par rapport à la politique militante de son prédécesseur, Bill Clinton, envers le conflit israélo-arabe. Comme Clinton s'était pleinement investi dans ce conflit, sans pour autant obtenir des résultats satisfaisants, Bush a décidé alors de s'en éloigner. Cette prise de distance a été clairement démontrée quand Denis Ross, directeur de la planification politique au Moyen-Orient (particulièrement des politiques envers le conflit israélo-arabe), a démissionné en 2001 et n'a pas été remplacé⁴⁹². Ce détachement envers ce conflit ne signifie pas un détachement envers Israël. Au contraire, George Bush a rapidement développé une relation proche avec le Premier ministre israélien Ariel Sharon qui, à la mi-mars, a été invité à visiter Washington.

Ce rapprochement a été favorisé par une similarité idéologique entre George Bush, néoconservateur, et Ariel Sharon, fondateur du Likoud, parti conservateur de droite qui revendique les terres que les Nations unies nomment les « zones occupées » comme partie intégrante d'Israël. Cette similarité idéologique a permis aux deux leaders de développer une vision similaire sur l'État israélien, sans tenir compte des visions arabe et palestinienne. À la

⁴⁹¹ Staff, Toi, "PM said Seeking to Formalize Relations with Saudi Arabia before Next Elections", *Times of Israel*, 8 décembre 2018, <https://www.google.com/amp/s/www.timesofisrael.com/pm-said-seeking-to-formalizerelations-with-saudi-arabi-before-next-election/amp/>. Consulté le 27 juin 2020.

⁴⁹² Haberman, Clyde, "Dennis Ross's Exit Interview", *The New York Times*, 25 mars 2001, <https://www.nytimes.com/2001/03/25/magazine/dennis-ross-s-exit-interview.html>. Consulté le 30 juin 2020.

veille de cette visite, Colin Powell, alors ministre des Affaires étrangères, donnait un discours majeur lors du rassemblement du lobby pro-israélien (AIPAC), en annonçant que les États-Unis allaient assister et non forcer le processus de paix avec les Palestiniens et les Arabes⁴⁹³. Plus tard, le président George Bush annonçait à Ariel Sharon que les États-Unis allaient faciliter et non forcer le processus de paix, gardant ainsi une distance envers l'intégration israélienne dans le monde arabe mais imposant Israël comme une puissance régionale incontournable ayant le droit de se défendre. Par ailleurs, le rapport Mitchell, publié en 2001, proposait un plan de paix pour mettre fin à la violence. Si cette proposition, à l'initiative du diplomate américain George Mitchell, a été acceptée par les Israéliens, l'escalade de la violence se poursuivait et les attaques palestiniennes continuaient dans le contexte de la deuxième *intifada* qui ne s'est achevée qu'en février 2005⁴⁹⁴. Face à un nombre de victimes avoisinant 3 400 du côté palestinien et 1 000 du côté israélien, les États-Unis élaboraient avec Ariel Sharon un système de défense pointu pour contrer les menaces émanant des « États voyous » comme l'Iran ou l'Irak, sans pour autant proposer une réelle stratégie pour réduire la violence⁴⁹⁵. En effet, le gouvernement de George Bush, même si les Américains ont « aidé » le processus de paix, préférait rester à l'écart des évolutions internes, et ceci, jusqu'en septembre 2001, date des attaques du *World Trade Center*.

Après ces attaques, l'intégration israélienne au sein du monde arabe a pris un nouvel élan, et aussitôt, Washington a adopté une politique moins interventionniste mais plus militante envers le processus de paix. En effet, en vue de gagner le soutien des pays arabes dans la lutte antiterroriste menée par les États-Unis depuis les attaques du 11 septembre, les Américains ont annoncé leur désir d'un État palestinien indépendant en exerçant une pression sur les responsables israéliens pour arranger une rencontre entre Yasser Arafat et Ariel Sharon et signer un cessez-le-feu. Frustré par les politiques de Washington, Ariel Sharon a comparé les efforts américains à la politique française et britannique lors de la conférence de Munich en 1938, quand la Tchécoslovaquie avait été abandonnée aux mains des nazis. Ces propos ont été dénoncés par Ari Fischer, porte-parole de la Maison-Blanche⁴⁹⁶. Or, cette nouvelle position

⁴⁹³ Powell, Colin, "Colin Powell's Speech to the American Israel Public Affair Committee", *The Guardian*: 31 mars 2003, <https://www.google.com/amp/s/amp.theguardian.com/world/2003/mar/31/israel.iraq>. Consulté le 25 juin 2020.

⁴⁹⁴ Cf. The Mitchell Committee Report, <<http://edition.cnn.com/2001/WORLD/meast/05/21/mitchell.overview/>>, consulté le 23 juin 2020.

⁴⁹⁵ "Sharon backs US missile plan", *CNN*: 20 mars 2001. <<http://edition.cnn.com/2001/US/03/20/bush.sharon.01/index.html>>, consulté le 30 juin 2020.

⁴⁹⁶ Bennett, James, "Sharon Invokes Munich in Warning US on 'Appeasement'", *The New York Times*, 5 octobre 2001, <https://www.nytimes.com/2001/10/05/world/sharon-invokes-munich-in-warning-us-on-appeasement.html>. Consulté le 5 juillet 2020.

américaine, consistant à s'investir davantage dans le processus de paix, a largement été soutenue par les pays arabes et l'Union européenne. Cela dit, dans le cadre de la lutte antiterroriste, les responsables américains ont été fermes. Condoleeza Rice, ministre des Affaires étrangères sous la présidence de George Bush, l'a bien annoncé aux responsables palestiniens et arabes : « Vous ne pouvez nous aider contre al-Qaida et accueillir le Hezbollah et le Hamas. »⁴⁹⁷ Ces déclarations ont amené Washington à ajouter le Hamas et le Hezbollah sur la liste des groupes terroristes. Dans un discours en 2001, Colin Powell a mis en garde les Palestiniens contre les attaques menées contre Israël en appelant les responsables palestiniens à se ranger du côté des négociations et non de la violence. Tout en rappelant qu'Israël et les États-Unis sont unis par les traditions démocratiques, Powell a invité les responsables israéliens à faire des concessions en gelant les constructions coloniales sur les terres palestiniennes⁴⁹⁸.

À la suite de plusieurs tentatives américaines pour signer un cessez-le-feu et apaiser la violence entre Israéliens et Palestiniens, les États-Unis, par le biais de Dick Cheney, viceprésident américain, annonçaient aux responsables arabes que la chute du régime de Saddam Hussein était une nécessité pour une paix régionale durable. Cependant, pour Dick Cheney, une solution primaire au conflit israélo-palestinien devait être trouvée avant d'entamer l'invasion de l'Irak⁴⁹⁹. À cet appel, l'Arabie saoudite a répondu en proposant un plan de paix incluant la reconnaissance par Israël des frontières de 1967 et une solution claire à la question des réfugiés palestiniens⁵⁰⁰. Cependant, ces efforts diplomatiques ont rapidement pris fin quand des attaques palestiniennes ont été menées dans plusieurs villes israéliennes, tuant des dizaines de civils. Face à ces événements, Washington a délaissé le processus de paix en appelant Israël à se défendre tout en préparant l'invasion de l'Irak en 2003. Si George Bush a par la suite entamé une pression sur Israël pour libérer la Cisjordanie, ses déclarations ont suscité une avalanche de critiques parmi les néoconservateurs et les chrétiens évangéliques. D'ailleurs, ce sont ces deux groupes qui ont influencé la position de George Bush envers la Cisjordanie. Un

⁴⁹⁷ "Rice: US will not Negotiate with Hamas", *NPRI*: 18 juillet 2007, <<https://www.npr.org/transcripts/12060382?storyId=12060382?storyId=12060382>>, consulté le 23 juin 2020.

⁴⁹⁸ Powell, Colin, "Colin Powell's Speech in full", *The Guardian*, 20 novembre 2001, <https://www.google.com/amp/s/amp.theguardian.com/world/2001/nov/20/afghanistan.israel>. Consulté le 14 juin 2020.

⁴⁹⁹ Whitacker, Brian, "Saudis to Take Hard Line with Cheney against War in Iraq", *The Guardian*, 14 mars 2002, <https://www.google.com/amp/s/amp.theguardian.com/world/2002/mar/15/iraq.dickcheney>. Consulté le 30 juin 2020.

⁵⁰⁰ Cf. "Arab Peace Initiative: Full text", *The Guardian*, 28 mars 2002, <https://www.google.com/amp/s/amp.theguardian.com/world/2002/mar/28/israel7>. consulté le 23 mai 2020.

autre élément qui a incité Washington à abandonner cette position a été le soutien de Yasser Arafat aux attaques palestiniennes, considérées comme légitimes selon le leader palestinien⁵⁰¹.

Un mois seulement après l'invasion de l'Irak, les États-Unis ont annoncé la feuille de route pour la paix (*Road Map*), en avril 2003, pour tenter de mettre un terme au conflit israélo-palestinien. On distingue principalement trois phases dans cette feuille de route pour la paix. La première est que les Palestiniens doivent éradiquer toute menace terroriste et établir un gouvernement démocratique en nommant un Premier ministre avec une habileté à répondre à ces conditions, et ceci, dans l'espoir d'isoler Yasser Arafat⁵⁰². Ce dernier a d'ailleurs nommé Mahmoud Abbas, figure politique palestinienne modérée et prête à négocier avec les Israéliens. Cependant, ce plan pour la paix s'est vite estompé avec le désengagement américain envers le conflit israélo-palestinien. En effet, avec l'escalade de la violence en Irak, les batailles d'alFalloujah et les violences sectaires, les États-Unis étaient préoccupés par d'autres plans pour tenter d'apaiser la situation. Cette fois, ces plans concernaient les Américains et leur image au sein du monde arabe. Après les vaines tentatives américaines pour un plan authentique d'une paix durable, George Bush déclarait qu'Israël disposait du droit de se défendre contre les organisations terroristes.

Toutefois, après la mort de Yasser Arafat et la nomination de Mahmoud Abbas comme président de l'Autorité palestinienne, les États-Unis ont développé une plus grande confiance envers les efforts palestiniens. Mahmoud Abbas a effectivement pris du recul vis-à-vis de la position de Yasser Arafat et du Hamas, renforçant ainsi les divisions au sein de la société palestinienne. Ces divisions se sont amplifiées avec la victoire du Hamas en 2006, à Gaza⁵⁰³. Cela dit, après cette période tumultueuse et des positions américaines oscillant entre Israéliens, Palestiniens et Arabes, l'intégration américaine d'Israël entrait dans sa dernière phase sous la présidence de George Bush. Cette phase s'étend de 2007 à 2009.

⁵⁰¹ Huggler, Justin, "Bush Tells Israel to Abandon West Bank Settlements", *The Independent*, 4 juillet 2003, <https://www.google.com/amp/s/www.independent.co.uk/news/world/middle-east/bush-tells-israel-to-abandonwest-bank-settlements-107455.html%3>. Consulté le 11 juin 2020. Miller, Judith, "Yasir Arafat, Father and Leader of Palestinian Nationalism, Dies at 75" *The New York Times*, 11 novembre 2004, <https://www.nytimes.com/2004/11/11/world/middleeast/yasir-arafat-father-and-leader-of-palestiniannationalism.html>. Consulté le 25 juin 2020.

⁵⁰² Cf. UN peacemaker, < <https://peacemaker.un.org/israel-palestine-roadmap2003>>.

⁵⁰³ I. Khalidi, Rachid, "The Tragedy of Palestinian Divisions", *Council on Foreign Relations*, 28 octobre 2009, <https://www.cfr.org/interview/tragedy-palestinian-divisions>. Consulté le 27 juin 2020.

La victoire du Hamas mettait les États-Unis dans une situation embarrassante, à savoir promouvoir la démocratie ou lutter contre les groupes terroristes. La guerre israélienne contre le Liban, durant l'été 2006, a freiné l'intégration israélienne dans le monde arabe. Cette guerre opposait Israël au Hezbollah, dans un contexte de fort antisionisme ravivé par les menaces iraniennes selon lesquelles l'État hébreu devait être rayé de la carte du monde. Face à la montée de la violence et des conflits dans la région, les États-Unis ont entrepris une politique d'aide pour les Palestiniens. Alors que Gaza se trouvait sous blocus israélien, les Américains entraînaient les forces de l'ordre palestiniennes en Cisjordanie, une politique d'assistance que Barack Obama a continuée. Cette aide a d'ailleurs plus ou moins isolé le Hamas et le Hezbollah en montrant clairement que les Palestiniens n'adhéraient pas tous aux idées radicales des organisations terroristes, le Hamas en particulier⁵⁰⁴. De plus, la conférence d'Annapolis en novembre 2007 a redonné un nouvel élan au processus de paix et a permis aux États-Unis d'officialiser pour la première fois la solution des deux États⁵⁰⁵.

Néanmoins, en réponse au blocus israélien de la bande de Gaza, le Hamas a entamé une confrontation avec Israël en lançant des roquettes en novembre 2008, rendant ainsi le cessez-le-feu avec l'État hébreu très fragile. En décembre 2008, le gouvernement d'Ehud Olmert, *via* l'opération *Cast Lead*, a mené une guerre sanglante contre la bande de Gaza, à laquelle Washington a apporté son soutien total⁵⁰⁶⁵⁰⁷. Ce soutien a été la dernière décision prise sous la présidence de George Bush. Ainsi, dans un contexte de guerres successives (contre le terrorisme, l'Irak, le Liban et Gaza) et d'un fort sentiment anti-américain et antisioniste, l'intégration américaine d'Israël a été un échec avéré, et aucun plan de paix n'a été déployé efficacement. L'arrivée de Barack Obama à la Maison-Blanche, en janvier 2009, a introduit une nouvelle formule de paix régionale alors que les États arabes tentaient de restaurer l'unité palestinienne.

⁵⁰⁴ Cf. <<https://www.state.gov/bureaus-offices/bureaus-and-offices-reporting-directly-to-the-secretary/unitedstates-security-coordinator-for-israel-and-the-palestinian-authority/>>.

⁵⁰⁵ Cf. Annapolis Conference, novembre 2007, < <https://ecf.org.il/issues/issue/217>>.

⁵⁰⁶ "Operation Cast Lead", Institute for Middle East Understanding, 4 janvier 2012, [https://imeu.org/article/operation-cast-](https://imeu.org/article/operation-cast-lead#:~:text=On%20December%2027%2C%202008%2C%20Israel,Palestinians%2C%20most%20of%20them%20civilians)

[lead#:~:text=On%20December%2027%2C%202008%2C%20Israel,Palestinians%2C%20most%20of%20them%20civilians](https://imeu.org/article/operation-cast-lead#:~:text=On%20December%2027%2C%202008%2C%20Israel,Palestinians%2C%20most%20of%20them%20civilians). Consulté le 4 juin 2020.

3.1.1.2 Barack Obama et l'intégration d'Israël

Rappelons que l'intégration d'Israël au sein du monde arabe repose principalement sur la résolution du conflit israélo-palestinien. D'ailleurs, les Américains sont conscients de la nécessité d'une paix durable pour que l'intégration d'Israël parmi ses voisins arabes se fasse plus paisiblement. Si le gouvernement de George Bush s'est réellement engagé dans le processus de paix entre Israéliens et Palestiniens, la difficulté d'arriver à une solution de long terme a incité Washington à se désengager, tout en assurant à l'État hébreu une défense importante. Le gouvernement de Barack Obama a maintenu une politique militante envers la défense et le futur d'Israël, et comme ses prédécesseurs, il a rappelé l'importance de l'alliance israélo-américaine. Toutefois, pour marquer une réelle transition par rapport aux politiques de son prédécesseur, Barack Obama a remplacé l'unilatéralisme de George Bush par un multilatéralisme où l'ensemble de la communauté internationale a été consultée pour résoudre les conflits et les enjeux dans le monde. Ces enjeux incluent principalement le dossier nucléaire iranien et les relations avec Téhéran, la Syrie, la guerre en Irak et en Afghanistan, la lutte antiterroriste, la Corée du Nord, le Venezuela et le conflit israélo-palestinien.

Le premier aspect du gouvernement de Barack Obama a donc été de faire du conflit israélo-palestinien une priorité régionale pour élaborer un processus de paix durable. Le deuxième aspect de sa présidence a été d'introduire une nouvelle définition des relations entre les États-Unis et le monde musulman, en détachant la notion du terrorisme de la religion musulmane et en offrant une position plus modérée envers les valeurs islamiques. Ces deux aspects ont mené vers un troisième aspect important, qui est le refroidissement des relations diplomatiques entre les États-Unis et Israël. Face à la complexité du conflit, Barack Obama s'est montré impartial afin de faciliter une résolution du conflit. Ainsi, dès les premiers mois de sa présidence, il a appelé les responsables israéliens à geler les constructions coloniales sur les territoires palestiniens, Jérusalem, la ville sainte, étant incluse. Par ailleurs, le refroidissement des relations américano-israéliennes est en partie dû aux différences idéologiques entre Barack Obama, président libéral, et Benjamin Netanyahu, Premier ministre israélien et conservateur de droite. Par conséquent, ces différences se sont traduites par des divergences quant à la paix régionale et la manière dont celle-ci devait être mise en œuvre. L'alliance Obama-Netanyahu différait profondément de l'alliance Bush-Sharon qui était une alliance cohérente. À ces différences idéologiques s'ajoutent les différentes visions sur les priorités régionales. Si, pour Benjamin Netanyahu, la menace iranienne nécessitait une riposte américaine urgente contre

Téhéran, Obama entendait mener avec l'Iran un dialogue constructif pour alléger les positions radicales d'une partie des leaders iraniens. D'autre part, cette position américaine, bien qu'elle soit passée par de nombreuses crises, a fini par porter ses fruits quelques années plus tard avec la signature de l'accord de Vienne en juillet 2015⁵⁰⁸.

Pour Barack Obama, résoudre la question des colonies israéliennes est une condition pour faciliter les négociations de paix entre Israéliens, Palestiniens et Arabes⁵⁰⁹. En outre, les élections législatives israéliennes de 2009 ont mené vers la victoire de la droite conservatrice au Knesset. Le Likoud est passé de 12 à 27 sièges et le parti Yisrael Beiteinu d'Avigdor Lieberman de 11 à 15 sièges. Les évolutions régionales ont mené vers la victoire de la droite israélienne, des partis politiques plus fermes sur la protection de l'État israélien⁵¹⁰. En effet, le retrait d'Israël de Gaza en 2005, la victoire du Hamas en 2006, le retrait du Liban en 2006 et le fort sentiment antisioniste dans le monde arabe ont renforcé les préoccupations de la population israélienne. Par conséquent, Benyamin Netanyahou a rejeté la solution des deux États promue par Washington. Sous la pression américaine, il a annoncé que cette solution ne serait possible que si Jérusalem restait sous contrôle israélien, même si, en novembre 2009, il a accepté de geler les constructions coloniales pendant 10 mois⁵¹¹.

Or, en 2010, les politiques de Barack Obama semblaient se heurter aux évolutions des événements dans la région. Le refus de l'Iran de normaliser ses relations avec les États-Unis et d'alléger son programme nucléaire a incité Barack Obama à adopter une position plus ferme envers Téhéran, se rapprochant ainsi des positions israéliennes. Pour ce qui est du processus de paix entre Israéliens et Palestiniens, il a clairement déclaré, dans une interview à *Time Magazine*, qu'il avait surestimé la capacité des États-Unis d'amener les Israéliens et les Palestiniens à de véritables négociations⁵¹². Ainsi, les États-Unis se sont rétractés sur la question

⁵⁰⁸ Cf. "Full Text of Iran Nuclear Deal", *The Washington Post*:

<https://apps.washingtonpost.com/g/documents/world/full-text-of-the-iran-nuclear-deal/1651/>. Consulté le 2 juillet 2020.

⁵⁰⁹ Bronner, Ethan, "Obama Pins Mideast Hope on Limiting Settlements", *The New York Times*, 5 juin 2009, <https://www.nytimes.com/2009/06/06/world/middleeast/06mideast.html>. Consulté le 1^{er} juillet 2020.

⁵¹⁰ McCarthy, Rory, "Kadima and Likud Claim Victory in Israel Poll", *The Guardian*, 10 février 2009, <https://www.google.com/amp/s/amp.theguardian.com/world/2009/feb/11/israel-election-livni-netanyahu>. Consulté le 2 juillet 2020.

⁵¹¹ Ravid, Barak, "Netanyahu Declares 10-month Settlement Freeze to Restart Peace Talks", *The Guardian*, 25 novembre 2009, <https://www.google.com/amp/s/www.haaretz.com/amp/1.5122924>. Consulté le 23 juin 2020.

⁵¹² Klein, Joe, "Q&A: Obama on his First Year in Office", *Time*, 21 janvier 2010, <https://content.time.com/time/politics/article/0,8599,1955072-5,00.html>. Consulté le 30 juin 2020.

des constructions coloniales et ont même accepté la proposition de Netanyahu de les débloquent partiellement sur les territoires palestiniens⁵¹³.

Après de longues et difficiles négociations menées par George Mitchell, les Américains ont convaincu les Palestiniens de reprendre les pourparlers de paix avec Israël. La visite du vice-président Joe Biden en mars 2010, visant à ramener les Israéliens autour de la table des négociations, a rapidement échoué en raison de la construction de colonies juives dans les quartiers arabes de Jérusalem-Est qui est, pour les Palestiniens, la capitale du futur État palestinien. Ces constructions, sous la gouvernance de Netanyahu, ont mené à la destruction d'une dizaine de maisons de familles israéliennes. Ces mesures ont été perçues par les Palestiniens comme étant illégales, occupant les territoires palestiniens et rendant la création d'un État palestinien utopique. Ainsi, durant la mission de Joe Biden, 1 600 maisons juives ont été construites sur les terres palestiniennes, rendant la situation entre Israéliens et Palestiniens explosive et discréditant l'objectif de la visite du vice-président américain⁵¹⁴.

Non seulement cette politique israélienne a méprisé la visite de Joe Biden, mais elle a également mis en péril les efforts diplomatiques entretenus par Barack Obama dans le but de reprendre les négociations entre les deux parties. Ceci a incité Washington à perdre confiance envers l'intention réelle du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu⁵¹⁵. À la suite de ce fiasco diplomatique durant lequel les tensions entre Américains et Israéliens étaient fortes, une partie des responsables américains a appelé les États-Unis à émettre leur propre plan de paix régionale. Cependant, le président américain semblait se désengager petit à petit de ce conflit, en annonçant que quelle que soit l'assistance apportée par les États-Unis pour résoudre le conflit du siècle, il ne serait réglé que si les deux parties en avaient vraiment l'intention.

Ainsi, face à cette crise de confiance entre les États-Unis et Israël, 300 membres du Congrès ont appelé Hillary Clinton à considérer l'importance des relations entre les deux pays⁵¹⁶ :

⁵¹³ Cf. "Israeli Settlements Have Crown during Obama Years", *AP News*, <https://apnews.com/93e1597c5da7493ea49c29260f7f8004/israeli-settlements-have-grown-during-obama-years>. Consulté le 4 juillet 2020.

⁵¹⁴ Bronner, Ethan, "As Biden Visits, Israel Unveils Plan for New settlements", *The New York Times*, 9 mars 2010, <https://www.nytimes.com/2010/03/10/world/middleeast/10biden.html>. Consulté le 3 juillet 2020.

⁵¹⁵ Entous, Adam et Assadi, Mohammed, "Biden Scolds Israel Over Settlement Plan", *Reuters*, 10 mars 2010, <https://www.google.com/amp/s/mobile.reuters.com/article/amp/idUSTRE6271YE20100310>. Consulté le 4 juillet 2020.

⁵¹⁶ Mozgavaya, Natasha, "Nearly 300 Congress Members Declare Commitment to 'Unbreakable' Us-Israeli Bonds", *Haaretz*, 25 mars 2010, <https://www.google.com/amp/s/www.haaretz.com/amp/1.5053817>. Consulté le 4 juillet 2020.

« Les États-Unis et Israël sont des alliés proches dont le peuple partage une amitié profonde et durable fondée sur un engagement commun envers des valeurs fondamentales telles que la démocratie, les droits de l'homme et la liberté de la presse et de la religion. Nos deux pays sont partenaires dans la lutte contre le terrorisme et partagent une relation stratégique importante. Un Israël fort est un atout pour la sécurité nationale des États-Unis et apporte la stabilité au Moyen-Orient. Nous craignons que les tensions très médiatisées dans la relation ne favorisent pas les intérêts partagés par les États-Unis et Israël. Par-dessus tout, nous devons rester concentrés sur la menace que représente le programme d'armes nucléaires iranien pour la paix et la stabilité au Moyen-Orient »⁵¹⁷.

Si, par la suite, des redressements ont été constatés entre les deux pays, la signature de l'accord de Vienne entre les États-Unis et l'Iran, en juillet 2015, a provoqué de fortes critiques parmi les défenseurs d'Israël aux États-Unis, en Israël et dans les pays du Golfe. Cette situation a mis à rude épreuve les relations entre les États-Unis et ces pays mais a facilité une coopération entre Israël et les pays du Golfe qui se sont sentis délaissés par les Américains. À son tour, cette coopération entre Israël et les pays du Golfe a mis à rude épreuve la cause palestinienne qui n'est désormais plus une condition nécessaire à l'intégration d'Israël dans le monde arabe. Cette coopération a également prouvé que la cause palestinienne n'est plus une cause régionale mais propre aux seuls Palestiniens, les autres pays arabes ayant des préoccupations plus urgentes, comme la menace iranienne.

De ce fait, nous pouvons conclure que l'intégration d'Israël sous George Bush et Barack Obama a connu des similarités. La première est que les deux gouvernements ont maintenu un fort investissement américain pour la défense et le futur d'Israël. La deuxième est que ni George Bush ni Barack Obama n'ont soutenu l'appel d'Israël à agir contre l'Iran et ses installations nucléaires. Enfin, la troisième est que les deux présidents ont reconnu Israël comme étant un État hébreu et le centre spirituel du judaïsme. Cependant, nombreuses sont les différences entre les deux présidents. Peut-être que l'une des plus importantes est la construction coloniale juive sur les territoires palestiniens. Si Bush avait une position « compréhensive » sur la question, Obama s'est fortement opposé à ces mesures coloniales. La deuxième différence est que si Bush et Sharon formaient une alliance unie et conservatrice, Obama ne partageait pas la vision de son

⁵¹⁷ “The United States and Israel are close allies whose people share a deep and abiding friendship based on a shared commitment to core values including democracy, human rights and freedom of the press and religion. Our two countries are partners in the fight against terrorism and share an important strategic relationship. A strong Israel is an asset to the national security of the United States and brings stability to the Middle East. We are concerned that the highly publicized tensions in the relationship will not advance the interests the U.S. and Israel share. Above all, we must remain focused on the threat posed by the Iranian nuclear weapons program to Middle East peace and stability.” *Ibid.*

homologue israélien. La troisième différence est la manière dont les deux présidents ont géré la menace iranienne. Alors que George Bush voulait isoler l'Iran en lui infligeant de fortes sanctions économiques, Obama s'est plutôt conformé à une politique de dialogue. Notons également que les événements du « printemps arabe » ont incité Washington et les capitales arabes à faire une « pause » sur la résolution du conflit israélo-palestinien. Ils ont également incité Washington à plus de prudence envers ses alliés arabes. De plus, si l'accord avec l'Iran a donné un nouvel espoir à la région, la renaissance du terrorisme avec l'État islamique et les crises syriennes et libyennes ont mené Washington à un désengagement significatif envers les négociations israélo-palestiniennes. En effet, comme la coopération entre Israël et les pays arabes se faisait plus fluide et paisible, la cause palestinienne n'était plus une priorité, ni pour Washington, ni pour Israël, ni pour les pays arabes. Face à la montée du terrorisme, le gouvernement de Barack Obama a préféré donner plus d'importance à la lutte antiterroriste, laissant ainsi les Israéliens et les Palestiniens à leur propre sort. En effet, le terrorisme et l'extrémisme sunnite ont ravivé les méfiances de Washington envers l'islam politique et l'islam en tant que religion. Ceci constitue le deuxième engagement de Washington dans le monde arabe.

3.2 Les États-Unis et l'islam : peur et incompréhension

L'islam est la deuxième religion du monde, mais c'est aussi la religion avec la croissance la plus rapide. Avec plus d'un milliard de fidèles, cette religion suscite pourtant beaucoup de critiques sur le plan tant idéologique que politique. Ces critiques mettent en avant les idées radicales utilisées par les groupes terroristes qui se revendiquent comme étant les « vrais » musulmans. Face à ces identifications, les musulmans tentent aujourd'hui, tant bien que mal, de se détacher de ce message radical. Même s'ils ont plus ou moins marqué une division entre l'islam et le terrorisme, les groupes terroristes ont réussi à s'identifier à cette religion, menant vers un amalgame entre les deux notions. Le discours politique des États-Unis après les attaques du 11 septembre a également renforcé l'amalgame entre islam et terrorisme. Cet attentat a incité les États-Unis à déclarer la guerre au terrorisme, qui sous-entendait aussi une guerre contre des idées qui puisaient leur source dans la religion musulmane. Aussitôt, pour un bon nombre d'Américains, l'islam est devenu une religion dangereuse avec laquelle ils étaient en guerre. Dans une étude de *Pew Research* menée en 2017, les Américains ont exprimé une perception plutôt négative envers les musulmans. Le graphique ci-après nous explique que cette antipathie envers l'islam est fortement répandue parmi les Américains blancs, les évangéliques, les

républicains et les moins éduqués. Ce tableau montre également que parmi cette catégorie d'Américains, l'idée d'une guerre entre l'islam et les États-Unis n'a rien perdu de son actualité. Pourtant, quelques semaines après les attaques du 11 septembre, un sondage mené par ABC News montrait que les Américains avaient une perception plus favorable de l'islam qu'en 2017⁵¹⁸.

Republicans, white evangelicals, those with less education express most reservations about Muslims
% of U.S. adults who say ...

	Islam encourages violence more than other faiths	Great deal/fair amount of extremism among U.S. Muslims	Half or more U.S. Muslims are anti-American	Islam is not part of mainstream American society	There is a natural conflict between Islam and democracy
	%	%	%	%	%
All U.S. adults	41	35	25	50	44
Ages					
18-29	27	30	24	47	38
30-49	41	33	22	46	43
50-64	45	37	27	54	52
65+	50	42	29	54	44
Education					
High school or less	42	43	31	52	49
Some college	44	37	27	50	45
College graduate	35	23	14	47	38
Political affiliation					
Rep./lean Rep.	63	56	34	68	65
Dem./lean Dem.	26	22	17	37	30
Religion					
Protestant	51	43	32	56	55
White evangelical	63	51	38	67	72
White mainline	47	40	26	51	45
Black Protestant	n/a	32	28	39	47
Catholic	41	33	25	55	43
Unaffiliated	30	27	12	43	33
Knows someone Muslim?					
Yes	n/a	32	21	n/a	n/a
No	n/a	40	30	n/a	n/a

Source: Data on Islam and violence from survey conducted Nov. 30-Dec. 5, 2016. Data on extremism among U.S. Muslims from survey conducted Feb. 7-12, 2017. Data on anti-Americanism among U.S. Muslims from survey conducted Jan. 7-14, 2016. Data on questions about Islam and mainstream society, and Islam and democracy from survey conducted April 5-11, 2017.
 "U.S. Muslims Concerned About Their Place in Society, but Continue to Believe in the American Dream"
PEW RESEARCH CENTER

Ainsi, nous pouvons dire que l'antagonisme envers cette religion et les musulmans s'est développé sur plus d'une décennie⁵¹⁹. En effet, avec l'augmentation du terrorisme, des attentats et des victimes du terrorisme dans le monde occidental, l'islamophobie s'est développée dans un contexte de fort amalgame entre islam et terrorisme. Par ailleurs, la mort d'Oussama Ben Laden a certes marqué une victoire dans la lutte antiterroriste mais a également revigoré la guerre entre les États-Unis et le terrorisme. De plus, al-Qaida n'a pas perdu son élan, contrairement à ce qui a été communiqué par le gouvernement de Barack Obama. Ce mouvement s'est subdivisé en

⁵¹⁸ Cf. < <https://abcnews.go.com/images/pdf/931a4Islam.pdf>>.

⁵¹⁹ « Young White Evangelicals less Republican still Conservative » *Pew Research*, 28 septembre 2007, <https://www.pewresearch.org/religion/2007/09/28/young-white-evangelicals-less-republican-still-conservative/>. Consulté le 16 juillet 2020.

une multitude de groupes terroristes répandus à travers le monde. L'émergence de l'État islamique en 2014 a prouvé que la lutte antiterroriste et la guerre entre les États-Unis et l'extrémisme musulman sont toujours d'actualité.

La peur envers l'Islam est aussi née d'une incompréhension envers cette religion. Depuis les attaques du 11 septembre, le gouvernement de George Bush s'est lancé dans une rhétorique plutôt ferme envers les terroristes musulmans, même s'il a déclaré aussi que l'islam était une religion de paix⁵²⁰. De cette rhétorique est née une multitude de termes désignant le terrorisme et entraînant une confusion terminologique et idéologique. Parmi les termes que les responsables politiques utilisaient fréquemment, on cite le terrorisme mais aussi d'autres « synonymes » comprenant une connotation religieuse importante, comme l'islam radical ou l'extrémisme musulman. Cette connotation religieuse a par ailleurs revigoré l'association entre islam et terrorisme et a nourri l'islamophobie. Bien que beaucoup de responsables politiques comme Hillary Clinton ou George Bush n'aient pas approuvé le terme « d'islam radical », d'autres l'ont fait. L'ancien sénateur républicain de Pennsylvanie, Rick Santorum, a critiqué la position d'Hillary Clinton dans un tweet posté en 2015 : « Comment pouvons-nous défaire l'ennemi si nous ne savons pas qui ils sont et ce qui les motive »⁵²¹ ? Quant à Mike Huckabee, homme politique républicain et pasteur baptiste, il est allé plus loin en déclarant que les États-Unis étaient en guerre contre le terrorisme islamique radical. Par ailleurs, le président américain, dans son discours du 20 septembre 2001, a clairement annoncé que les États-Unis allaient être en guerre contre un islam radical :

« Les terroristes pratiquent une forme marginale d'extrémisme islamique qui a été rejetée par les musulmans et la grande majorité des religieux musulmans ; un mouvement marginal qui pervertit les enseignements pacifiques de l'islam. La directive des terroristes appelle à tuer les chrétiens et les juifs, à tuer tous les Américains et à ne faire aucune distinction entre les militaires et les civils, y compris les femmes et les enfants »⁵⁷⁸.

Cependant, il est essentiel de noter que ces discours, même s'ils font parfois la distinction claire entre terrorisme et islam, ont nourri une réelle antipathie envers cette religion

⁵²⁰ Cf. < <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2001/09/20010917-11.html> >.

⁵²¹ Terkel, Amanda, "Hillary Clinton Sides with George W Bush on 'Radical Islam'", *Huffpost*, 14 novembre 2015, https://www.huffpost.com/entry/hillary-clinton-radical-Islam_n_5647ee28e4b0603773496487. Consulté le 25 mai 2020. ⁵⁷⁸ "The terrorists practice a fringe form of Islamic extremism that has been rejected by Muslim scholars and the vast majority of Muslim clerics; a fringe movement that perverts the peaceful teachings of Islam. The terrorists' directive commands them to kill Christians and Jews, to kill all Americans and make no distinctions among military and civilians, including women and children." W. Bush, Walker, "President Bush's Address to a Joint Session of Congress and the Nation", 20 septembre 2001,

et les musulmans. Cette antipathie est d'ailleurs liée aux discours des groupes terroristes, alQaida en particulier, où les versets du Coran et les paroles prophétiques sont constamment utilisés pour justifier leurs actes mais également pour s'identifier pleinement à la religion musulmane. De plus, les invasions américaines de l'Afghanistan et de l'Irak pour lutter contre l'extrémisme et les idées radicales ont renforcé l'amalgame entre terrorisme et islam en montrant, selon les responsables américains, que le terrorisme était ancré au sein des sociétés musulmanes et qu'une action américaine était urgente pour éradiquer ces concepts terroristes. Dans ce discours, George Bush a expliqué qu'al-Qaida était liée à plusieurs autres groupes extrémistes comme les talibans, que l'Afghanistan était le bastion du terrorisme et que ces derniers étaient présents dans près de 60 pays, faisant de la guerre contre le terrorisme une guerre illimitée et sans cible précise⁵⁷⁹. Ces discours ont développé une peur envers les musulmans, qui a émané des attaques du 11 septembre et qui s'est forgée progressivement, au fur et à mesure des événements qui ont ravagé le monde arabo-musulman.

Les invasions ont fait partie de la stratégie américaine de lutte contre le terrorisme, de même que la promotion des valeurs démocratiques. Pour Bush, répandre les valeurs démocratiques permettrait de lutter efficacement contre les idées radicales. Cependant, face à la peur envers l'extrémisme musulman et l'islam, promouvoir la démocratie dans les pays arabes et musulmans était une mission impossible puisqu'il existe une réelle incompatibilité entre l'islam et la démocratie. D'autres pensent que dans la religion musulmane, il y a certains aspects démocratiques, et ils voient donc une compatibilité entre islam et démocratie. Samuel Huntington, professeur américain de sciences politiques, met en garde : « Le problème sous-jacent pour l'Occident n'est pas le fondamentalisme islamique. C'est l'Islam, une civilisation différente, où les gens sont convaincus de la supériorité de leur culture et sont obsédés par l'infériorité de leur pouvoir »⁵⁸⁰. Dans cette déclaration, Samuel Huntington souligne que la démocratie est apparue avec la civilisation occidentale. Or, parmi d'autres grandes civilisations, l'Islam n'a pas les caractéristiques de base culturellement nécessaires pour établir une

https://www.washingtonpost.com/wpsrv/nation/specials/attacked/transcripts/bushaddress_092001.html. Consulté le 13 juin 2020.

⁵⁷⁹ *Op. Cit.*, "President Bush's Address to a Joint Session of Congress and the Nation".

⁵⁸⁰ "The underlying problem for the West is not Islamic fundamentalism. It is Islam, a different civilization, whose people are convinced of the superiority of their culture and are obsessed with the inferiority of their power." Huntington, Samuel. "The Clash of Civilizations" *Foreign Policy*, 1^{er} juin 1993, <https://www.foreignaffairs.com/articles/united-states/1993-06-01/clash-civilizations>. Consulté le 1^{er} juin 2020.

démocratie de style occidental. C'est donc une barrière qui s'oppose aux efforts américains dans la région. Cependant, l'arrivée de Barack Obama au pouvoir, en janvier 2009, a conduit à un dialogue plus apaisé avec les musulmans.

3.2.1 Islam et Occident : un dialogue authentique ?

Dans son discours du Caire, le président Barack Obama a reconnu que la présidence de George Bush avait laissé de fortes tensions entre les États-Unis et les musulmans à travers le monde :

« Nous nous rencontrons à une époque de tension entre les États-Unis et les musulmans du monde entier—une tension enracinée dans des forces historiques qui vont au-delà de tout débat politique actuel. La relation entre l'islam et l'Occident comprend des siècles de coexistence et de coopération, mais aussi des conflits et des guerres de religion (...). Des extrémistes violents ont exploité ces tensions dans une petite mais puissante minorité de musulmans. Les attentats du 11 septembre 2001 et les efforts continus de ces extrémistes pour se livrer à la violence contre les civils ont conduit certains dans mon pays à considérer l'islam comme inévitablement hostile non seulement aux États-Unis et aux pays occidentaux, mais aussi aux droits de l'homme. Cela a engendré plus de peur et de méfiance »⁵²².

Après les guerres et les échecs en Afghanistan, en Irak et contre le terrorisme, ce discours a permis aux États-Unis d'ériger avec le monde arabo-musulman des relations plus confiantes, appelant les musulmans à se joindre aux efforts américains pour combattre le terrorisme. Il déclare : « L'Amérique se défendra donc dans le respect de la souveraineté des nations et de l'État de droit. Et nous le ferons en partenariat avec les communautés musulmanes qui sont également menacées. Plus tôt les extrémistes seront isolés et indésirables dans les communautés musulmanes, plus vite nous serons tous en sécurité »⁵²³.

Cependant, le dialogue entrepris par le gouvernement d'Obama n'a pas pour autant apaisé les tensions, notamment après l'émergence de l'État islamique en 2014. En effet, le

⁵²² “We meet at a time of tension between the United States and Muslims around the world - tension rooted in historical forces that go beyond any current policy debate. The relationship between Islam and the West includes centuries of co-existence and cooperation, but also conflict and religious wars (...). Violent extremists have exploited these tensions in a small but potent minority of Muslims. The attacks of September 11th, 2001 and the continued efforts of these extremists to engage in violence against civilians has led some in my country to view Islam as inevitably hostile not only to America and Western countries, but also to human rights. This has bred more fear and mistrust.” Obama, Barack, “Obama’s Speech in Cairo”, *The New York Times*, 4 juin 2009, <https://www.nytimes.com/2009/06/04/us/politics/04obama.text.html>. Consulté le 20 juin 2020.

⁵²³ “So America will defend itself respectful of the sovereignty of nations and the rule of law. And we will do so in partnership with Muslim communities which are also threatened. The sooner the extremists are isolated and unwelcome in Muslim communities, the sooner we will all be safer.” *Ibid*.

dialogue avec le monde musulman suppose un dialogue avec différentes fractions et interprétations de l'islam. Ces divergences sont parfois très profondes et ont mené à des guerres civiles sanglantes, comme le conflit entre chiites et sunnites en Irak. Elles ont été un réel handicap pour forger un dialogue authentique entre les États-Unis et le monde musulman. Si, pour certains musulmans, il est possible d'avoir des relations ordinaires avec les États-Unis, d'autres rejettent complètement ce dialogue qui est pour eux « suspicieux » et vise à faire valoir les valeurs américaines et non musulmanes. Chaque secte musulmane perçoit le monde musulman à son image. Si l'islam sunnite reste majoritaire, les sunnites se sont heurtés à des visions très différentes et à des interprétations distinctes de l'islam. Entre les sunnites laïcs, les sunnites religieux modérés et les radicaux, les sunnites peinent à estomper leurs divergences et, par conséquent, à se détacher des interprétations radicales de l'islam sunnite.

Cependant, au cours des années 1980, l'idée d'islam radical n'est jamais apparue dans les rapports diplomatiques américains, ni dans les déclarations officielles de politique américaine sur le Moyen-Orient. Des entretiens avec des diplomates et des décideurs politiques américains de haut niveau confirment que le concept de mouvement islamique transnational ou d'« islamisme » était essentiellement absent de la pensée américaine à cette époque. Cette situation a changé au début des années 1990, après l'effondrement de l'Union soviétique en tant que principale menace pour les États-Unis, et l'échec du communisme en tant qu'idéologie révolutionnaire. Ensuite, certains décideurs politiques américains ont commencé à voir les Frères musulmans égyptiens et les mouvements connexes qu'ils ont contribué à inspirer—tel le Front islamique du salut (FIS) en Algérie—comme faisant partie d'un mouvement idéologique islamique transnational qui, comme le communisme avant lui, était capable de nuire aux intérêts vitaux des États-Unis.

L'événement qui a donné le ton de la politique américaine envers les mouvements islamistes sunnites (Frères musulmans, FIS) a été l'élection parlementaire algérienne de 1991. Quand il est devenu clair que le Front islamique du salut (FIS) était sur le point de remporter la majorité des deux tiers requise pour changer la Constitution du pays, les militaires sont intervenus pour annuler les résultats, plongeant l'Algérie dans une guerre civile pendant près d'une décennie. Dans un discours prononcé au printemps 1992, le ministre des Affaires étrangères délégué, Edward Djerejian, a indiqué que l'intervention de l'armée algérienne avait été prudente parce que l'arrivée au pouvoir des islamistes par les urnes aurait été « un homme, une voix, une fois ». En d'autres termes, ceux-ci utiliseraient les urnes de manière instrumentale pour prendre l'État et ensuite démanteler la

démocratie⁵²⁴. L'ambassadeur Edward Djerejian a exprimé cette préoccupation explicitement dans son fameux discours méridien du 4 juin 1992. Pour la première fois, un haut responsable américain a décrit « l'extrémisme religieux ou politique » comme un danger croissant pour la stabilité au Moyen-Orient et comme une menace pour les autres intérêts américains ⁵⁸⁴. Dès lors, le « fondamentalisme islamique » a été plus fréquemment identifié comme une préoccupation permanente pour la diplomatie américaine. Dans le même temps, un nouveau débat américain a émergé sur la sagesse et l'utilité de l'engagement diplomatique avec des mouvements fondamentalistes non violents comme les Frères musulmans.

En fait, l'ambassade des États-Unis au Caire a maintenu des contacts avec les Frères musulmans au début des années 1990. Le mouvement islamique était considéré comme un acteur important dans l'arène égyptienne et pour l'avenir du pays. Cependant, la Fraternité était toujours interdite en Égypte, et le régime autoritaire d'Hosni Moubarak a vigoureusement protesté lorsque son allié américain a cherché à s'engager avec son opposant islamiste national. En conséquence, les États-Unis ont cessé leur action diplomatique auprès de la Fraternité dans la seconde moitié des années 1990⁵²⁵. Puis, sont survenues les attaques du 11 septembre d'al-Qaïda contre la nation américaine. Cet assaut stupéfiant a profondément élargi et intensifié la discussion des États-Unis sur les menaces posées par l'islamisme ou l'islam radical. De toute évidence, les idéologues des Frères musulmans, tels que Sayyid Qutb, avaient directement influencé la croissance d'al-Qaïda. Cependant, il y avait aussi un différend permanent sur l'idéologie et la stratégie entre la marque d'« islam politique » des Frères musulmans et le mouvement djihadiste transnational. En conséquence, un débat intense a fait rage au sein des cercles d'influence de Washington et au-delà, évaluant le danger des Frères musulmans et leur rôle formateur dans l'émergence de l'islamisme moderne. Deux points de vue divergents ont émergé dans la classe politique américaine et parmi les décideurs. Une perspective voyait l'islamisme comme une idéologie et un mouvement politiques modernes qui étaient propres aux sociétés musulmanes. En particulier, l'islamisme était compris comme une forme de conservatisme politique (plutôt que religieux) qui avait commencé avec les Frères musulmans en Égypte et s'était répandue avec succès dans le monde entier. Alors que l'islamisme s'était inspiré de l'identité musulmane, des frustrations et des griefs, il n'était pas un mouvement religieux en soi, mais

⁵²⁴ Djerejian, Edward P. et Martin, William. *Danger and Opportunity: An American Ambassador's Journey Through the Middle East*, New York: Simon and Schuster, 2008, p. 22. ⁵⁸⁴ Meridian House Speech, Washington, D.C., June 4, 1992.

⁵²⁵ Adraoui, Mohammed Ali, "The Unfinished History Between America and Muslim Brotherhood", *Hudson Institute*, 12 juillet 2019, <https://www.hudson.org/research/15136-the-unfinished-history-between-america-and-the-muslim-brotherhood>. Consulté le 3 juillet 2020.

essentiellement une réponse politique moderne à l'autoritarisme insoluble et à d'autres malheurs politiques ayant ruiné de nombreuses sociétés à majorité musulmane.

Alternativement, d'autres analystes ont commencé à voir les attentats du 11 septembre comme l'expression violente non pas d'une idéologie politique, mais du système de croyance islamique, ou d'une interprétation musulmane essentialiste de l'islam, avec tout ce que cela implique pour la politique et la violence modernes. Par exemple, dans son ouvrage intitulé *Civil Democratic Islam*, la politologue Cheryl Benard a explicitement lié la question de la démocratisation et de la réforme au sein des sociétés musulmanes à la question de la sécularisation⁵²⁶. Dans cette optique, la menace de l'islam radical et le manque de démocratie dans les sociétés musulmanes ne pouvaient être traités que par une réforme religieuse plutôt que politique. Ces deux points de vue préconisaient deux approches politiques très différentes pour traiter l'islamisme, y compris l'engagement diplomatique avec les Frères musulmans. Le président George W. Bush, par exemple, a mis l'accent sur la promotion active de la réforme démocratique dans les sociétés musulmanes. Pour beaucoup, à l'époque, il y avait une conviction générale que même une idéologie politique réactive comme celle des Frères musulmans pouvait être progressivement transformée et modérée par l'élargissement démocratique. Hillary Clinton a clairement mis en évidence la renaissance des Frères musulmans en groupe plus modéré avec la nouvelle génération de dirigeants, soulignant que les États-Unis pouvaient dialoguer avec eux⁵²⁷. Sous cette rubrique de promotion de la démocratie, les diplomates américains ont renouvelé leur confiance auprès des individus et des groupes au sein du mouvement transnational de l'islam politique inspiré par les Frères musulmans.

Contrairement à l'idéalisme démocratique de Bush, le président Barack Obama a adopté une vision nettement plus « réaliste » des Frères musulmans et de l'islamisme. Avant son élection, il a révélé publiquement ses soupçons sur les Frères musulmans, les décrivant comme les « pères » de l'islam politique et du radicalisme islamiste, « indignes de confiance », « ayant des opinions antiaméricaines » et probablement « ne respectant pas le traité de paix de Camp David avec Israël »⁵²⁷. Pour le président Obama, l'islamisme ou l'islam politique était une conséquence organique moderne de la politique et de la culture musulmane, et en particulier, d'une interprétation essentialiste et hautement conservatrice de l'islam. Plus tard dans sa présidence, par exemple, Obama a déclaré,

⁵²⁶ Bernard, Cheryl, *Civil Democratic Islam: Partners, Ressources and Strategies*, Lanham: NBN, 2004. ⁵⁸⁷ "Clinton: US 'Would Welcome' Dialogue with Muslim Brotherhood", *CNN*, 1^{er} juillet 2011, <http://edition.cnn.com/2011/WORLD/meast/06/30/egypt.muslim.brotherhood.us/index.html>. Consulté le 4 juillet 2020.

⁵²⁷ *Op. cit.*, Masraoui, Mohammed Ali, "The Unfinished History Between America and Muslim Brotherhood".

dans une interview avec Jeffrey Goldberg de *The Atlantic* : « Il est [...] nécessaire pour l'islam dans son ensemble de remettre en question cette interprétation de l'islam, de l'isoler et de mener une discussion animée au sein de leur communauté sur le fonctionnement de l'islam dans le cadre d'une société pacifique et moderne »⁵²⁸. Contrairement à Bush, cependant, Obama ne croyait pas que ce changement religieux et politique au sein de l'islam pouvait être imposé ou catalysé de l'extérieur. Au lieu de cela, il devait se produire à l'intérieur des sociétés musulmanes et sous la direction des musulmans.

Or, les musulmans sont aujourd'hui plus divisés que jamais et peinent à avoir une interprétation, non pas unanime, mais plutôt consensuelle sur l'islam en tant que religion et en tant que système politique. Face à cet échec, les États-Unis n'ont pas pu entretenir un dialogue constructif avec les musulmans, même si la majorité d'entre eux sont modérés. L'émergence de l'État islamique, le coup d'État contre les Frères musulmans en Égypte, les crises politiques, sociales et économiques provoquées par le « printemps arabe » et les positions américaines « sélectives » ont mis en péril le dialogue entre les États-Unis et le monde musulman. Par ailleurs, la promotion démocratique entreprise par Washington, puis délaissée quelques années plus tard, s'est heurtée à une réalité complexe des sociétés arabes et a amené les responsables américains et les experts à s'interroger à nouveau sur la compatibilité entre islam et démocratie. Suivant cette logique, et comme l'a dit Samuel Huntington, l'islam reste un acteur controversé pour les États-Unis et une force culturelle, et les sectes les plus conservatrices rejettent les préceptes démocratiques.

3.2.2 Islam politique : l'acteur controversé

Après les attentats contre les tours jumelles, le gouvernement de George Bush présentait le terrorisme et les « États voyous » comme un nouvel ennemi à combattre. Cet ennemi était celui qui se tenait derrière ces attaques ayant coûté la vie à des milliers d'Américains. L'islam, source idéologique principale des terroristes, était la cible, et les musulmans du monde entier ont été stigmatisés par la « guerre contre le terrorisme ». Combattre les ambitions de l'islam radical à travers des valeurs démocratiques libérales place la religion au cœur de la crise au Moyen-Orient. C'est ce que Robert Keohane, l'un des plus éminents spécialistes américains des relations internationales, déclare : « Les attentats du 11 septembre révèlent que les théories dominantes de la politique mondiale sont implacablement laïques en ce qui concerne la

⁵²⁸ Goldberg, Jeffrey, "What Obama Actually Thinks about Radical Islam", *The Atlantic*, 15 juin 2016, <https://www.google.com/amp/s/amp.theatlantic.com/amp/article/487079/>. Consulté le 10 juillet 2020.

motivation. Ils ignorent l'impact de la religion, malgré le fait que les mouvements politiques qui secouent le monde ont si souvent été alimentés par la ferveur religieuse »⁵²⁹. En fait, avant ces attaques, le rôle de la religion était souvent négligé. En effet, quand Thomas Farr, président du *Religious Freedom Institute*⁵³⁰, raconte son expérience au sein du ministère des Affaires étrangères, il remarque que les hauts fonctionnaires étaient extrêmement dubitatifs sur le rôle que la religion pourrait jouer sur la scène internationale. Ensuite, l'inclusion des idées religieuses ou les hommes peuvent conduire à un débat constitutionnel lorsqu'il s'agit de l'amendement de la Constitution américaine. Enfin, les États-Unis étant le leader mondial, l'implication de la religion, principalement du protestantisme, dans un monde religieux pluraliste est très controversée. Comme l'écrivait l'ancienne ministre des Affaires étrangères Madeleine Albright : « Des diplomates formés à mon époque, on a appris à ne pas provoquer de problèmes. Et aucun sujet ne semblait plus intrinsèquement perfide que la religion »⁵³¹.

Bien que de nombreux analystes comme Timothy Samuel Shah et d'autres aient souligné l'importance de la religion aux États-Unis dans les années 1980, celle-ci est devenue un véritable outil de politique étrangère américaine après le 11 septembre. Sam Huntington l'a prédit dans son ouvrage *The Clash of Civilizations* : « Les divisions entre l'humanité et la principale source de conflit seront d'ordre culturel »⁵³². C'est exactement ce qui s'est passé après l'attaque des tours. En effet, le 11 septembre, selon Shah, « la religion et la guerre n'ont fait que s'intensifier pour comprendre les facteurs, la religion étant en première ligne ». Il précise ensuite les différents points de vue sur ces attaques. Les recherches et débats sur le 11 septembre ont évolué dans des directions différentes : certains ont cherché à établir une barrière entre religion et politique, d'autres ont cherché une analyse plus approfondie de la façon dont les traditions religieuses interprètent le monde⁵³³. La première direction n'a été suivie ni par les laïcs, ni par la majorité, qui a voulu opter pour la deuxième direction. Quant au gouvernement de George Bush, il a fait de la religion un débat au cœur de la stratégie internationale des États-Unis, pour

⁵²⁹ “They ignore the impact of religion, despite the fact that world-shaking political movements have so often been fuelled by religious fervour.” Calhoun, Craig, *Rethinking Secularism*, Oxford, Oxford University Press, 2011, p. 4.

⁵³⁰ *Religious Freedom Institute* est une organisation américaine qui, selon son site Internet, s’engage à faire accepter largement la liberté religieuse en tant que droit humain fondamental, source d'épanouissement individuel et social, pierre angulaire d'une société prospère et moteur de la sécurité nationale et internationale. Voir <<https://www.religiousfreedominstitute.org/>>

⁵³¹ Farr, Thomas, *World of Faith and Freedom*, New York: Oxford University Press, 2008.

⁵³² Huntington, Samuel, *The Clash of Civilizations*, New York, Simon and Schuster, 1994, p. 16.

⁵³³ Shah, Timothy Samuel, Alfred Stepan and Monica Duffy Toft, *Rethinking Religion and World Affairs*, New York: Oxford University Press, 2012, p. 16-22.

la démocratisation à travers des « guerres justes » en 2001 et 2003. Le gouvernement de George Bush fait du protestantisme et des évangéliques les principaux acteurs pour répandre la démocratie dans le monde musulman. Le monde arabo-musulman était la première cible, car là se trouvait le bastion de l'islam politique qui, selon les évangéliques, était la source du terrorisme, de la violence, de l'ignorance et de la pauvreté dans le monde arabe. L'islamisme devait alors être combattu, car en aucun cas il ne pouvait être compatible avec la démocratie que les responsables américains voulaient établir en Afghanistan et en Irak. George Bush n'a pas hésité à utiliser la force et même des outils pourtant considérés comme illégaux par le droit international, comme Guantanamo, où les « terroristes » étaient torturés, et des actions unilatérales pour tuer les ennemis de l'Amérique et mobiliser les Américains contre l'islam radical⁵³⁴.

Contrairement à Obama, Bush avait une vision assez simpliste en divisant le monde en deux, les États-Unis et leurs alliés et le terrorisme et les « États voyous », et en ignorant les profondes divergences parmi les musulmans. Il entendait que la défaite de l'extrémisme musulman devait provenir de l'extérieur et que les États-Unis devaient mener cette promotion des valeurs libérales. Or, cette promotion a été perçue par beaucoup d'analystes comme étant impossible puisque les valeurs islamiques sont antagonistes aux valeurs démocratiques. Dans un article paru en 2004, John Anderson, professeur britannique de relations internationales, a clairement mis en évidence l'opposition entre l'islam et la démocratie : « En ce qui concerne l'islam, il a été dit que se fier à un texte religieux fixe et à des lois quasi légales, l'accent mis sur la souveraineté divine et le prétendu manque de distinction entre le domaine religieux et le domaine politique, tous allaient à l'encontre du développement démocratique »⁵³⁵. D'ailleurs, Anderson étaye ses déclarations avec la réalité dans le monde musulman. En effet, il y a une absence démocratique quasi totale dans les sociétés musulmanes, et à l'exception de la Turquie et du Pakistan, la démocratie n'a pu s'établir réellement dans le monde musulman. Même si cette analyse a été émise en 2004, elle n'a rien perdu de son actualité. Avec le « printemps arabe », le désir démocratique exprimé par les populations arabes ne s'est concrétisé qu'en Tunisie, provoquant un chaos politique sans précédent dans les autres pays arabes.

⁵³⁴ Toft, Monica Duffy, Daniel Philpott and Timothy Samuel Shah, *God's Century: Resurgent Religion and Global Politics*, New York: Norton and Company, 2011, p. 121.

⁵³⁵ Anderson, John, "Does God Matter, and If So Whose God? Religion and Democratization", *Democratization*, 11: 4 (2004), p. 197, DOI: 10.1080/135103404000236817.

Certains analystes ont avancé qu'il existe un réel déficit démocratique dans le monde musulman qui est ethniquement arabe. En effet, dans les pays musulmans non arabes comme l'Indonésie, la Turquie et la Malaisie, il y a eu une évolution constructive vers des institutions démocratiques, et aujourd'hui, ces pays sont électoralement compétitifs. En effet, la réussite démocratique a été relative à leur développement économique. Par conséquent, la différence entre les pays arabes et les pays à majorité musulmane qui ne sont pas arabes est frappante. Cela peut s'expliquer par le manque de diversité ethnolinguistique. Cela peut être contraire à la démocratie. Les pays arabes ne bénéficient pas de la diversité ethnolinguistique. Dans leur analyse, Stepan et Robertson avancent que les pays arabes « ont commencé avec les niveaux les plus bas de fragmentation ethnolinguistique »⁵³⁶.

Dans le *Journal of Democracy*, deux articles de Robertson et Stepan soulignent qu'aucun pays arabe ne connaît cinq années consécutives de compétitivité électorale. Ils en concluent qu'« un pays à majorité musulmane non arabe [est] près de 20 fois plus compétitif sur le plan électoral qu'un pays à majorité arabo-musulmane »⁵³⁷. Loin de la performance politique, les politologues accordent de l'importance au soutien public arabe à la démocratie. Si de nombreuses données ont prouvé qu'une grande majorité des citoyens dans le monde musulman disent que la démocratie est une bonne forme de gouvernance et celle qu'ils souhaitent voir établie dans leur pays, il y a une antipathie généralisée pour les valeurs démocratiques qui peuvent être contraires aux principes islamiques.

Cependant, en dépit des différences entre les pays arabes et les pays non arabes qui sont majoritairement musulmans, de nombreux analystes avancent que la caractéristique antidémocratique des pays musulmans n'est due ni à des impasses institutionnelles, ni à l'absence de concurrence électorale, mais plutôt à un affrontement civilisationnel permanent entre l'islam et la démocratie. En effet, de nombreuses questions sont considérées comme nécessaires pour une démocratie florissante, comme les droits des femmes et le droit de se convertir à l'islam. Sur ces questions, la plupart des musulmans ont des opinions non libérales et réitèrent l'importance du rôle des femmes dans l'islam et sa supériorité sur les autres religions. La liberté d'expression religieuse et l'égalité des droits entre les hommes et les femmes sont, au

⁵³⁶ “Began with the lowest levels of ethno linguistic fragmentation.” Stepan, Alfred and Graeme B. Robertson, “An ‘Arab’ More than a ‘Muslim’ Electoral Gap”, *Journal of Democracy*, 14, no.3 (2003): 30-44.

⁵³⁷ “A non-Arab Muslim-majority country was almost 20 times to be electorally competitive than an Arab Muslimmajority country.” Stepan, Alfred and Graeme B. Robertson, “‘Arab’ Not ‘Muslim’ Exceptionalism”. *Journal of Democracy*, 15, no.4 (2004): 140-146.

moins pour la démocratie occidentale, des principes démocratiques sous-jacents, et aucune démocratie ne peut être imaginée sans ceux-ci. Quant à l'analyse de Pippa Norris, politologue américaine spécialisée en politique comparée, et de Ronald Inglehart, politologue américain, elle a montré en 2003 que le véritable conflit entre l'Occident et l'islam ne concerne pas la démocratie mais les femmes et la sexualité. « Toute division profonde entre l'islam et l'Occident tournera beaucoup plus fortement autour de valeurs sociales que politiques, en particulier en ce qui concerne les questions de libéralisation sexuelle et d'égalité des sexes »⁵³⁸.

D'ailleurs, Samuel Huntington reprend l'argument de l'antagonisme culturel dans son œuvre *Le choc des civilisations* et souligne que les pays musulmans sont des terrains infertiles pour le développement démocratique. Par conséquent, le « problème sous-jacent pour l'Occident n'est pas le fondamentalisme islamique. C'est l'Islam, une civilisation différente où les gens sont convaincus de la supériorité de leur culture et sont obsédés par l'infériorité de leur pouvoir »⁵³⁹. Pour Huntington, ceci incite les musulmans à rejeter les valeurs libérales, y compris la démocratie, et à être gouvernés par des régimes totalitaires : « L'échec général de la démocratie libérale à s'implanter dans les sociétés musulmanes est un phénomène continu et répété (...), cet échec a sa source au moins en partie dans la nature inhospitalière de la culture et de la société islamiques aux concepts libéraux occidentaux »⁵⁴⁰. Même si Samuel Huntington reconnaît que dans les années 1970 et 1980, la vague de démocratisation a touché les sociétés musulmanes, cet impact était limité. La conclusion générale apportée par Huntington concernant l'islam et la démocratie peut être résumée en une phrase : « Les perspectives démocratiques dans les républiques musulmanes sont sinistres »⁵⁴¹.

Un autre analyste qui partage la vision de Samuel Huntington est Francis Fukuyama, chercheur américain en sciences politiques, qui avance : « Il semble y avoir quelque chose à propos de l'islam, ou du moins la version fondamentaliste de l'islam qui a dominé ces dernières

⁵³⁸ “Any deep-seated divisions between Islam and the West will revolve far more strongly around social rather than political values, especially concerning the issues of sexual liberalization and gender equality.” Inglehart, Ronald and Pippa Norris, “The True Clash of Civilizations”, *Foreign Policy*, November 2009, <https://foreignpolicy.com/2009/11/04/the-true-clash-of-civilizations/>. Consulté le 30 juin 2020.

⁵³⁹ “Underlying problem for the west is not Islamic fundamentalism. It is Islam, a different civilization whose people are convinced of the superiority of their culture and are obsessed with the inferiority of their power. » *Op. cit.*, Huntington, Samuel, *The Clash of Civilizations*, p. 217.

⁵⁴⁰ “The general failure of liberal democracy to take hold in Muslim societies is a continuing and repeated phenomenon (...) this failure has its source at least in part in the inhospitable nature of the Islamic culture and society to western liberal concepts.” *Ibid.*, p. 114.

⁵⁴¹ “The democratic prospects in Muslim republics are bleak.” *Ibid.*, p 193.

années et qui rend les sociétés musulmanes particulièrement résistantes à la modernité »⁵⁴². La modernité est donc caractérisée par des institutions comme la démocratie libérale et le capitalisme. Fukuyama utilise l'islam comme un critère culturel qui explique l'absence de démocratie dans la plupart des pays musulmans. En cela, il converge avec d'autres culturalistes et explique que l'islam est une barrière au développement démocratique. Ainsi, pour ces auteurs, l'islam est la raison pour laquelle les pays musulmans manquent de modernité et de démocratie. Néanmoins, pour en savoir davantage, il est important d'examiner la doctrine islamique authentique et de vérifier si elle est vraiment incompatible avec la démocratie et comment évoluent les attitudes des musulmans à l'égard de la démocratie.

À l'inverse de Huntington et Fukuyama, beaucoup d'autres auteurs expliquent que l'islam est compatible avec la démocratie. Les démocrates musulmans, dont Ahmad Moussalli (professeur de sciences politiques à l'Université américaine de Beyrouth), soutiennent que les concepts du Coran mettent en évidence une forme de démocratie, ou du moins, s'éloignent du despotisme. Ces concepts incluent *shura* (consultation), *ijma* (consensus), *al-hurriyya* (liberté), *al-huquq al-shar'iyya* (droits légitimes). Par exemple, la *shura* peut inclure l'élection de dirigeants pour représenter et gouverner au nom de la communauté. Le gouvernement par le peuple n'est donc pas nécessairement incompatible avec la règle de l'islam, alors qu'il a également été soutenu que le gouvernement par une autorité religieuse n'est pas la même chose que le gouvernement d'un parti islamiste. Ce point de vue, cependant, est contesté par les musulmans plus traditionnels. Moussalli soutient que les gouvernements islamiques despotiques ont abusé des concepts coraniques à leurs propres fins :

« Par exemple, la *shura*, une doctrine qui exige la participation de la société à la gestion des affaires du gouvernement, est devenue en réalité une doctrine qui a été manipulée par les politiques et les élites religieux pour garantir leurs intérêts économiques, sociaux et politiques au détriment d'autres segments de la société »⁵⁴³.

⁵⁴² "There does seem to be something about Islam, or at least the fundamentalist version of Islam that have been dominant in recent years, that makes Muslim societies particularly resistant to modernity." Al Braizat, Fares, "Muslims and Democrats: An Empirical Critique of Francis Fukuyama's Culturalist Approach", *World Values Survey*, octobre 2002.

⁵⁴³ "For instance, shura, a doctrine that demands the participation of society in running the affairs of its government, became in reality a doctrine that was manipulated by political and religious elites to secure their economic, social and political interests at the expense of other segments of society." Odfi, Safi, "Progressive Muslims: On Justice, Gender and Pluralism, Islam in the Twenty-First Century", avril 2003.

En conséquence, ces concepts musulmans viennent contredire l'incompatibilité de l'islam avec la démocratie. Alfred Stepan explique, dans un article paru en 2001, que toutes les religions contiennent des ressources culturelles et organisationnelles qui peuvent promouvoir le développement démocratique ⁵⁴⁴. Se laisser entraîner dans une discussion sur toute incompatibilité ou compatibilité entre l'islam et la démocratie, c'est accepter précisément le fait qu'il existe une vraie réponse islamique établie traditionnellement à cette question, et que cet islam intemporel régit la pratique sociale et politique. Or, aujourd'hui, il n'y a ni une telle réponse, ni un tel islam.

En effet, il est essentiel de comprendre que l'islam n'est pas une forme unique et unanime. Il est vrai qu'il dispose d'un seul livre sacré et de paroles prophétiques fixes et inaltérables. Cependant, l'islam pratiqué par les musulmans à travers le monde diffère d'une communauté à une autre. Il se divise en plusieurs sectes et en plusieurs écoles. Entre les chiites, les sunnites, les sufis, les Alawites, sans compter les différences entre les pays arabes musulmans et les pays non arabes musulmans (l'islam pratiqué par les Iraniens est différent de celui pratiqué par les Saoudiens), on peut déduire que l'islam ne peut être perçu ou interprété sous un seul angle. Ce sont ces différences que les gouvernements américains, dans leur lutte antiterroriste, ont manqué de souligner. Après les attaques du 11 septembre, pour beaucoup d'Américains, l'extrémisme musulman semblait être le courant de la majorité des musulmans, alors qu'il ne représentait qu'une infime minorité.

Cela dit, le concept de l'*Ijtihad*, qui désigne l'effort de la réflexion, permet aux imams de réinterpréter les lois fondamentales de l'islam. Compte tenu de l'existence de différentes sectes et écoles, l'*Ijtihad* peut mener à plusieurs interprétations qui diffèrent l'une de l'autre. Comme le souligne John Anderson, « [...] pour de nombreux écrivains, il n'existe pas de tradition islamique unique et ils suggèrent que dans les diverses traditions islamiques, il y avait de nombreuses ressources intellectuelles pour ceux qui cherchaient à promouvoir la gouvernance démocratique »⁵⁴⁵. Par ailleurs, le concept de la *shura*, mentionné ci-dessus, apparaît à plusieurs reprises dans le Coran, ordonnant aux musulmans de se consulter sur les

⁵⁴⁴ Stepan, Alfred, "Religion, Democracy, and the 'Twin Tolerations' », *Journal of Democracy*, Johns Hopkins University Press, 11, no.4 (2000): 37-57. doi 10.1353/jod.2000.0088.

⁵⁴⁵ "This is why for many writers there is no such thing as a single Islamic tradition and they suggest that within the varying Islamic traditions there were ample intellectual resources for those seeking to promote democratic governance." *Op. cit.*, Anderson, John, "Does God Matter, and If So Whose God? Religion and Democratization", p. 202.

plans politiques, économiques, sociaux et spirituels. L'un des versets qui met en avant la consultation est le chapitre 42 : « Qui répondent à l'appel de leur Seigneur, accomplissent la Salât, se consultent entre eux à propos de leurs affaires, dépendent de ce que Nous leur attribuons »⁵⁴⁶.

3.2.3 Les partis politiques islamistes : quelle trajectoire américaine ?

Pour comprendre le dilemme auquel sont confrontés les États-Unis, il faut remonter quelques décennies en arrière. Nous savons, par les documents déclassifiés du ministère des Affaires étrangères, que les Frères musulmans égyptiens étaient sous le radar de Washington pendant les années 1950 et 1960. Cependant, la politique étrangère américaine n'a accordé aucune importance particulière aux islamistes, si ce n'est pour se demander si leur nature religieuse pourrait en faire des partenaires utiles pour enrayer la propagation du communisme du « tiers-monde ». L'islam politique n'a attiré l'attention des responsables américains que lors de la révolution islamique de 1979 en Iran. Pendant un certain temps, les événements de cette année ont façonné la compréhension américaine de l'islamisme, même si l'idéologie révolutionnaire chiite de l'Iran n'était pas conforme à l'orientation de la plupart des autres islamistes et était très atypique même dans l'histoire et la tradition chiites. Les islamistes sont trop importants pour être laissés sans une stratégie américaine bien conçue. Certains sont prêts à utiliser la violence contre les cibles et les intérêts américains ; d'autres ont renoncé à la violence et sont prêts à se présenter aux élections dans les limites légales de leurs politiques. Des élections parlementaires « libres » dans la plupart des pays musulmans ont conduit à une vague de victoires islamistes au cours de la dernière décennie. Si des élections vraiment libres et équitables devaient être menées dans la plupart de ces pays, les islamistes obtiendraient des résultats indéniables et des gains qui pourraient leur donner une majorité de sièges parlementaires ou au moins leur permettre d'être une opposition forte avec une vraie voix dans l'élaboration de l'agenda politique et social.

Washington a développé une stratégie pour faire face aux islamistes violents ; cependant, les responsables américains n'ont pas développé une stratégie cohérente pour faire face aux islamistes non violents qui composent la majorité des islamistes. La stratégie du gouvernement de George Bush pour affaiblir le terrorisme et la violence reposait sur l'engagement militaire (en supposant qu'il s'agit d'une guerre dans laquelle les États-Unis ont

⁵⁴⁶ Le Saint Coran, sourate 42, verset 38.

cherché à lutter contre la violence en se livrant à une violence préventive) et sur la démocratisation. Une telle approche n'a pas réussi à impliquer les islamistes dans un dialogue constructif et a donc été—et reste encore—inefficace pour ce qui est de combattre l'extrémisme ou d'atténuer la violence à long terme. Pour tout engagement significatif avec l'islamisme en tant que mouvement politique, il est crucial de différencier les groupes islamistes, à savoir l'islamisme violent et les factions non violentes, ou les organisations locales et transnationales. Par conséquent, la politique américaine devrait analyser l'attitude des organisations islamistes face à la violence et l'échelle de leurs agendas. Cette analyse doit être faite du point de vue des débats locaux sur la violence dans les sociétés musulmanes, puisque les islamistes violents n'ont pas la même définition de la « violence » que Washington. Les islamistes violents et même les laïcs musulmans ne peuvent pas apprécier les justifications avancées par Israël lors du meurtre de Palestiniens à Gaza ou de civils irakiens ou afghans tués par les raids américains. Si, pour les Américains, il y a un réel danger qui émane des islamistes violents, dans l'esprit de beaucoup d'Arabes et de musulmans, ce sont ces mêmes Américains qui ont lancé les agressions. Les islamistes locaux cherchent à réformer leur propre pays, alors que les groupes régionaux travaillent dans une sphère géopolitique spécifique (par exemple, Israël et les territoires palestiniens dans le cas du Hamas ; le Liban et le nord d'Israël pour le Hezbollah ; et l'Afghanistan et le Pakistan pour les associés talibans non affiliés à al-Qaïda).

Fawaz Gerges, universitaire libano-américain spécialiste du Moyen-Orient, appelle ces groupes des « nationalistes religieux » qui ont des objectifs locaux plutôt que cosmiques, un facteur qui les différencie des réseaux djihadistes transnationaux comme al-Qaïda ⁵⁴⁷. Parallèlement à ces organisations violentes se trouvent les groupes islamistes non violents comme les Frères musulmans, le Parti de la Justice et du Développement au Maroc et l'AKP en Turquie. « Non violent » signifie ici que l'organisation s'est abstenue d'utiliser la violence contre sa propre société ou son gouvernement. Aucun de ces groupes ne figure sur la liste des « organisations terroristes étrangères » du ministère des Affaires étrangères américain⁵⁴⁸. En d'autres termes, l'activité terroriste ou le terrorisme signifie la menace contre la sécurité des États-Unis, de leurs ressortissants ou de leur sécurité nationale (défense nationale, relations extérieures ou intérêts).

⁵⁴⁷ A. Gerges, Fawaz, *Making the Arab World: Nasser, Qutb, and the Clash That Shaped the Middle East*, Princeton: Princeton University Press, 2008, p. 15-25.

⁵⁴⁸ Cf. Foreign Terrorist Organizations, Bureau of Counterterrorism, State Department, <https://www.state.gov/foreign-terrorist-organizations/>.

On assiste donc à une stratégie américaine envers les musulmans radicaux, écartant toute stratégie envers les partis politiques modérés. En effet, une autre dimension a été ajoutée dans la stratégie nationale américaine de lutte contre le terrorisme de 2006, qui correspondait à l'engagement du pays à promouvoir des démocraties efficaces servant d'antidote à long terme contre l'idéologie du terrorisme. Plusieurs critiques ont été faites sur la stratégie américaine globale, à commencer par sa description de « guerre contre le terrorisme ». Le 6 août 2004, le président George W. Bush a lui-même déclaré : « Nous avons en fait mal qualifié la guerre contre le terrorisme. Je pensais l'appeler la lutte contre les extrémistes idéologiques, ceux qui ne croient pas aux sociétés libres, et qui utilisent le terrorisme comme une arme »⁵⁴⁹. Le président Barack Obama a ordonné que l'expression « guerre contre le terrorisme » ne soit pas utilisée dans le discours officiel en mai 2010. Dans son discours inaugural du 20 janvier 2009, il a déclaré : « Notre nation est en guerre contre un vaste réseau de violence et de haine »⁶¹¹. En mars 2009, le ministère de la Défense a officiellement abandonné l'expression de « guerre contre le terrorisme » pour adopter celle d'« opération urgente à l'étranger » (*Overseas Contingency Operations*). Le gouvernement d'Obama a demandé aux membres du personnel du Pentagone d'éviter de parler de « guerre contre le terrorisme »⁶¹². Cependant, il y a une crainte américaine que la transition de l'autocratie à la démocratie au Moyen-Orient puisse amener les islamistes au pouvoir.

En d'autres termes, l'autocratie cédera la place à la théocratie, même si l'objectif déclaré est la démocratie. Le fondement de la participation politique n'est pas profondément enraciné dans la plupart des pays arabes, et souvent, les partis les plus organisés et les plus mobilisés sont les moins libéraux. Par conséquent, une démocratisation hâtive pourrait conduire les islamistes élus à remplacer les autocraties actuelles, qui restent assez libérales, par des démocraties illibérales. Ainsi, afin d'écarter toute démocratie illibérale, il est important pour Washington de comprendre que promouvoir la démocratie ne doit pas se concentrer uniquement sur les élections, mais sur l'établissement d'un cadre constitutionnel nécessaire pour accueillir uniquement les partis et les individus qui sont prêts à approuver les valeurs libérales énoncées dans des constitutions bien conçues. Pour cela, il est essentiel de comprendre que comme les islamistes non violents constituent une force politique incontestable dans la plupart des pays

⁵⁴⁹ “We actually misnamed the war on terror. It ought to be [called] the struggle against ideological extremists who do not believe in free societies and who happen to use terror as a weapon to try to shake the conscience of the free world.” Statloff, Robert, “The Battle of Ideas in the War on Terror Essays on U.S. Public

arabes, il est nécessaire pour les États-Unis de suivre une stratégie promouvant le consensus national et non l'affrontement.

Cependant, en collaboration avec les leaders locaux, les Américains, souvent, contiennent les islamistes et approuvent les politiques répressives. L'Égypte est le meilleur exemple de ce modèle. Si les Frères musulmans ont été autorisés à participer aux élections nationales, syndicales et étudiantes, quand ils ont remporté la majorité des voix en 2012, un coup d'État militaire sanglant a renversé le président Morsi et a mené le mouvement à une

Diplomacy in the Middle East", *Brookings*, 1^{er} novembre 2004, <https://www.brookings.edu/book/the-battle-of-ideas-in-the-war-on-terror/>. Consulté le 15 juillet 2020.

⁶¹¹ *Op. cit.*, Obama, Barack, "Barack Obama's Inaugural Address".

⁶¹² Trevor, McCrisken, "Ten Years on: Obama's War on Terrorism in Rhetoric and Practice", *International Affairs*, 87, no.4 (2011): 781-801.

exclusion démocratique où les islamistes étaient en exil, en prison ou morts. La position américaine a ainsi conduit à une crise de crédibilité qui n'est pas productive pour la croissance démocratique. Dans d'autres pays, les États-Unis ont déployé une stratégie d'assimilation légale et de neutralisation politique, comme en Jordanie, au Maroc, au Koweït et au Bahreïn. Les islamistes existent légalement, mais le monarque ou l'émir décide de l'ensemble des mesures qui doivent être prises ou abrogées. Cette politique américaine envers les islamistes modérés n'incite pas les extrémistes à nuancer leurs opinions en leur permettant de s'exprimer et de participer à la vie politique du pays après avoir adouci leur point de vue. L'exclusion et la répression poussent les modérés à se radicaliser. En effet, dans le cas des Frères musulmans en Égypte, il est probable que l'idéologie du mouvement s'est radicalisée à la suite de leur rejet de la vie politique égyptienne.

Pour les États-Unis, les opposants à la démocratie doivent être écartés de la sphère politique, ce qui est facile dans des pays où les pouvoirs sont suffisamment faibles, comme en Syrie, en Tunisie et en Libye, où l'islam politique n'est pas une force puissante. Mais, il est très difficile de l'établir dans les pays où les mouvements islamistes non violents (par exemple, les Frères musulmans d'Égypte) sont actifs et jouissent d'un haut degré d'acceptation populaire. Le modèle démocratique turc présidé par des islamistes, que Washington tient en haute estime malgré un certain ressentiment en raison du refus de la Turquie à l'OTAN et aux forces américaines d'utiliser son territoire et ses bases pour envahir l'Irak en 2003, et ses sévères

critiques sur le blocus de Gaza et l'attaque contre les militants turcs des droits de l'homme qui ont contesté ce blocus, est surveillé par une institution (le Conseil national de sécurité) dédiée à la protection des règles supraconstitutionnelles, qu'aucune partie ne peut chercher à changer ou à amender. Les récents amendements constitutionnels de 2010 affaibliraient bien entendu sa capacité à remplir ce rôle de surveillance. La force du système réside dans le fait que ces règles supraconstitutionnelles se protègent contre toute personne ou partie qui cherche à étouffer la démocratie. Les règles ne sont pas « anti-islamistes » ; ce sont plutôt des normes pour tout le spectre politique. Compte tenu de ces freins et contrepoids, le modèle turc suppose que tout acteur politique ne pourra tenter d'affaiblir la démocratie une fois élu, et que la Turquie, en tant qu'État, continuera d'être démocratique.

Face au modèle turc plutôt réussi, les États-Unis se retrouvent dans une situation embarrassante. En effet, l'une des plus grandes craintes des décideurs politiques américains est que la démocratisation donnera du pouvoir aux opposants dans les pays musulmans. Une telle logique utilise un large pinceau pour dépeindre tous les islamistes comme antidémocratiques et antioccidentaux : démocratie, diversité, accommodement, les islamistes les ont tous répudiés. Ils promettent plutôt d'instituer un régime de loi islamique en s'alliant avec des « frères » partageant les mêmes idées partout, et de lutter contre l'hégémonie de l'Occident et l'existence d'Israël. Les islamistes ont tenu à ces principes à travers de longues périodes d'oppression et ne les abandonneront pas maintenant, au moment de leur plus grande résonance populaire. Suivant cette logique, Washington n'a aucune volonté de faciliter la participation politique des islamistes, car cela reviendrait essentiellement à « aider l'ennemi ». S'il est vrai que la plupart des islamistes sont opposés (du moins rhétoriquement) aux aspects clés de la politique étrangère américaine et au soutien à Israël, ses relations étroites avec les régimes autocratiques et sa présence militaire au Moyen-Orient, il est dans l'intérêt de Washington de développer une stratégie envers les islamistes non violents et de former des alliances stratégiques avec ces derniers. En effet, comme leur popularité est forte, notamment après la répression sanglante des Frères musulmans qui a incité les musulmans, modérés et laïcs, à condamner la violence infligée aux islamistes (notamment à Rabiyya al-Adawiyya), Washington doit apprendre à faire la différence entre les islamistes violents et les islamistes pragmatiques qui sont prêts à accepter des compromis. Les effets positifs de telles collaborations peuvent déjà être vus en Afghanistan (Burhanuddin Rabbani et Abdul Rassoul Sayyaf), en Irak (la Fraternité) et en Turquie (AKP).

3.2.4 Groupes extrémistes : diabolisation de l'islam ou terrorisme anti-américain ?

Les groupes extrémistes sont devenus aujourd'hui un acteur interdit mais actif sur la scène internationale. La lutte américaine contre ces groupes semble se heurter à la multitude des groupes terroristes, aux divergences de leurs intérêts et de leur combat et aux changements de leur structure interne. L'existence de ces groupes endigue toute évolution paisible. Comme la quasi-totalité des groupes radicaux ont recours à la violence, leur présence met à rude épreuve la sécurité et handicape imperceptiblement les mesures antiterroristes prises au sommet de l'État, surtout quand ce dernier ne dispose pas d'institutions étatiques fortes. Les groupes extrémistes, qui puisent leur ferveur idéologique dans une interprétation radicale de l'islam, représentent aujourd'hui un ennemi redoutable, non identifié, dynamique et qui se renouvelle constamment. Autrement dit, le terrorisme est devenu un ennemi invincible dont les idées sont ancrées chez une partie, même moindre, des musulmans. Barack Obama s'est empressé de mettre fin à l'appellation « guerre contre la terreur » puisque, selon lui, la terreur avait été estompée, et il a restreint cette lutte à al-Qaida. De plus, après la mort d'Oussama Ben Laden, le président a même hâtivement annoncé la défaite d'al-Qaida. Dans son discours en mai 2013, il a déclaré :

« Aujourd'hui, Oussama Ben Laden est mort, tout comme la plupart de ses hauts lieutenants. Il n'y a pas eu d'attaques à grande échelle contre les États-Unis et notre patrie est plus sûre. Moins de nos soldats sont en danger et, au cours des 19 prochains mois, ils continueront de rentrer chez eux. Nos alliances sont fortes, tout comme notre position dans le monde. En somme, nous sommes plus en sécurité grâce à nos efforts »⁵⁵⁰.

Ces déclarations mettent clairement en avant qu'en 2013, Washington était convaincu de l'efficacité de ses efforts à l'égard de la menace terroriste et de la réussite des États-Unis contre l'anti-américanisme promu par al-Qaida et les idées radicales. Il est important de rappeler que le sentiment anti-américain a été renforcé effectivement par les mouvements terroristes. Si l'on se penche sur les discours des leaders terroristes, ils rejettent profondément les valeurs libérales du monde occidental et des États-Unis en particulier. Dans un discours de Ben Laden envoyé à la chaîne Al Jazeera en 2004, il emploie une rhétorique profondément antiaméricaine

⁵⁵⁰ "In a major policy speech on Thursday, Obama narrowed the scope of the targeted-killing drone campaign against al Qaeda and its allies and announced steps toward closing the Guantanamo Bay military prison in Cuba." Obama, Barack, "Remarks by the President at the National Defense University", Washington DC, 23 mai 2013, <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2013/05/23/remarks-president-national-defenseuniversity>. Consulté le 13 juillet 2020.

; il explique qu'al-Qaida a ciblé les États-Unis parce que ces derniers veulent imposer une liberté qui n'est pas appropriée au monde arabo-musulman. En justifiant les attaques du 11 septembre, il explique : « Je vous le dis, Allah sait qu'il ne nous était jamais venu à l'esprit de frapper les tours. Mais après que cela est devenu insupportable et que nous avons été témoins de l'oppression et de la tyrannie de la coalition américano-israélienne contre notre peuple en Palestine et au Liban, cela m'est venu à l'esprit »⁵⁵¹.

À la fin de ce discours, il rejette toute la responsabilité de l'insécurité sur les actions américaines et rappelle au peuple d'Amérique que sa sécurité est profondément liée à l'action de son leader. Ainsi, nous déduisons de ce discours que les groupes terroristes associent leurs actions à celles des États-Unis. Autrement dit, plus la présence américaine est forte, plus la menace à la sécurité le sera. Ainsi, il est important de se concentrer sur les causes du sentiment anti-américain que les groupes extrémistes ont facilité et renforcé.

Dans un long article paru en 2002, Barry Rubin, universitaire israélien spécialiste du Moyen-Orient, explique les vraies causes de l'anti-américanisme dans le monde arabe et musulman. Il écrit :

« Depuis les attentats de l'année dernière à New York et à Washington, la sagesse conventionnelle sur la motivation d'un tel terrorisme meurtrier s'est gélifiée. La violence, nous dit-on souvent, était une réaction à des politiques américaines malavisées. Pendant des années, certaines actions américaines – telles que le soutien du pays à Israël et à des régimes arabes impopulaires et oppressifs – auraient produit de profonds griefs dans tout le Moyen-Orient. Ces griefs ont bouilli au fil du temps et ont finalement abouti sur le 11 septembre. Le résultat a été plus de 3 000 morts américains »⁵⁵².

Si, avec ces déclarations, Barry Rubin fustige le terrorisme, il rejette les causes de l'antiaméricanisme sur les politiques souvent agressives des États-Unis. Bien que datant de 2002, le soutien de Washington aux régimes arabes autocrates et oppressifs a également abouti, plus d'une décennie plus tard, à des révoltes populaires sans précédent et à des élections libres

⁵⁵¹ Ben Ladin, Ossama, "Full Transcript of Ben Ladin's Speech", *Al Jazeera*, 1^{er} novembre 2004.

⁵⁵² "Since last year's attacks on New York and Washington, the conventional wisdom about the motivation behind such deadly terrorism has gelled. The violence, we are often told, was a reaction to misguided U.S. policies. For years, certain American actions - such as the country's support for Israel and for unpopular, oppressive Arab regimes - had supposedly produced profound grievances throughout the Middle East. Those grievances came to a boil over time, and finally spilled over on September 11. The result was more than 3,000 American deaths." Barry, Rubin, "The Real Roots of Arab Anti-Americanism", *Foreign Affairs*: novembre / décembre 2002, <<https://www.foreignaffairs.com/articles/middle-east/2002-11-01/real-roots-arab-anti-americanism>>, consulté le 16 juillet 2020.

où des mouvements islamistes et nationalistes ont été les gagnants et/ou les favoris. La deuxième principale cause que Rubin cite est le soutien indéfectible des États-Unis à Israël. En effet, si ce soutien, deux décennies après la parution de cet article, n'a pas empêché une nouvelle coopération entre Israël et les monarchies du Golfe, il a indéniablement nourri le sentiment antiaméricain parmi les citoyens arabes qui y voient une forme de terrorisme étatique contre les Palestiniens. Aujourd'hui, le sentiment antisioniste arabe est précédé naturellement par un sentiment anti-américain implacable et qui, paradoxalement, se revigore avec les efforts américains qui ont abouti au traité de paix d'Abraham entre Israël et les Émirats arabes unis. En effet, après cet accord, un sentiment de colère s'est propagé parmi les populations arabes, y compris celles des monarchies du Golfe qui restent silencieuses par peur d'être réprimées⁵⁵³⁵⁵⁴.

Depuis des années maintenant, l'anti-américanisme a servi de moyen de dernier recours par lequel les systèmes et mouvements politiques en échec au Moyen-Orient tentent d'améliorer leur position. Les États-Unis sont blâmés pour tout ce qui est mauvais dans le monde arabe, et ils sont utilisés comme excuse pour l'oppression politique et sociale et la stagnation économique. En attribuant la responsabilité de leurs propres lacunes à Washington, les dirigeants arabes détournent l'attention de leurs sujets des faiblesses internes qui sont leurs vrais problèmes. Ainsi, plutôt que de pousser pour une plus grande privatisation, l'égalité pour les femmes, la démocratie, la société civile, la liberté d'expression, l'application régulière de la loi ou d'autres développements similaires indispensables dans le monde arabe, le public se concentre davantage sur la haine des États-Unis.

Ce qui rend cette stratégie remarquable, c'est la réalité de la politique américaine déployée envers la région. De toute évidence, les États-Unis, comme tous les pays, ont tenté de mener une politique étrangère conforme à leurs propres intérêts. Toutefois, le fait demeure que ces intérêts ont généralement coïncidé avec ceux des dirigeants et des peuples arabes. Par exemple, les États-Unis ont peut-être eu leurs propres raisons pour sauver le Koweït de l'annexion irakienne en 1991, principalement pour préserver un pétrole à faible coût. Mais, la politique américaine était toujours, en fait, pro-koweïtienne, pro-musulmane et pro-arabe. Après tout, Washington aurait pu utiliser la guerre comme prétexte pour s'emparer des champs pétrolifères du Koweït ou exiger des prix plus bas ou des concessions politiques en échange de

⁵⁵³ Cf. "How the World Reacted to UAE, Israel Normalising Diplomatic Ties", *Al Jazeera*, <https://www.aljazeera.com/news/2020/08/world-reacted-uae-israel-normalising-diplomatic-ties->

⁵⁵⁴ [.html](#). Consulté le 18 juillet 202

la lutte contre l'Irak. Au lieu de cela, les dirigeants américains n'ont fait aucune de ces choses et ont cherché le soutien le plus large possible pour leurs actions parmi les Arabes et les musulmans.

En outre, lorsque les États-Unis se sont impliqués dans des conflits dans la région, c'est généralement lors de combats opposant des modérés à des forces arabes laïques ou à des groupes islamistes radicaux que même la plupart des musulmans considèrent comme déviants, voire hérétiques. Dans de tels conflits, les États-Unis ont généralement soutenu des partis revendiquant fermement une légitimité arabe ou islamique. Cette tendance remonte aux années 1950, lorsque l'Égypte, la Syrie et plus tard l'Irak sont devenus des dictatures amicales avec Moscou et ont menacé la Jordanie, le Liban et l'Arabie saoudite. Même alors, les États-Unis, dans l'espoir de démontrer leur sympathie pour le nationalisme arabe, recherchaient de bonnes relations avec le président égyptien, Gamal Abdel Nasser, et empêchaient son renversement par le Royaume-Uni, la France et Israël lors de la guerre de Suez en 1956. Washington a maintenu sa politique pro-arabe tout au long de la guerre froide, craignant que s'il s'opposait aux régimes arabes, ils se rangeraient du côté de l'Union soviétique. Pour cette raison, les États-Unis ont courtisé l'Égypte, accepté l'hégémonie de la Syrie sur le Liban et n'ont pas fait grand-chose pour punir les États qui parrainaient le terrorisme. Les États-Unis sont également devenus le patron politique de l'islam dans la région, puisque l'islam traditionaliste, alors menacé par le nationalisme arabe radical, était considéré comme un rempart contre le communisme.

Cependant, après les attaques du 11 septembre, la guerre contre l'Afghanistan en 2001 et contre l'Irak en 2003 a permis aux populations arabes d'accentuer leur sentiment antiaméricain. Pour les néoconservateurs du gouvernement de George Bush, le discours a été plutôt prometteur et a tenté d'être une vraie contribution pour un monde arabe meilleur. Mais, les échecs américains successifs en Afghanistan, en Irak, contre le terrorisme et dans le conflit israélo-palestinien ont amené les Américains eux-mêmes à exprimer une certaine haine envers les dirigeants politiques qui les avaient conduits sur une trajectoire militaire excessive et agressive et dont les conséquences ont été lourdes tant pour eux que pour les Arabes. Ainsi, comme l'ont noté beaucoup d'auteurs américains comme Mearsheimer, Walt ou Noam Chomsky, les États-Unis ont mal interprété leurs intérêts vitaux dans la région et ont, par conséquent, déployé des politiques qui ont creusé le fossé entre Américains, Arabes et musulmans et ont paradoxalement renforcé les groupes terroristes. Chomsky fustige l'abus de pouvoir exercé par les États-Unis au nom de la liberté et de la démocratie. Ce pouvoir les a

vraisemblablement entraînés dans un engagement périlleux et de non-retour⁵⁵⁵. Ainsi, les terroristes puisent leur puissance dans l'échec américain dans la région et utilisent les interventions américaines et les conséquences désastreuses dans le monde arabe pour justifier leurs actions terroristes et renforcer le sentiment anti-américain.

Toutefois, d'autres pensent que le sentiment anti-américain est dû au caractère conservateur de la religion musulmane qui rejette le modernisme et les valeurs libérales provenant de l'extérieur. D'ailleurs, Samuel Huntington souligne ce caractère conservateur et explique même que l'islam, en tant que religion, représente un problème réel pour l'Occident. Ainsi, si les politiques interventionnistes américaines dans le monde arabe ont renforcé le sentiment anti-américain, ce dernier trouve son origine dans un antagonisme idéologique et religieux entre l'islam et les États-Unis, pays où le protestantisme représente la religion majoritaire. Bien sûr, pour ceux qui ont la conviction que l'anti-américanisme est répandu dans l'ensemble du monde arabo-musulman, l'islamophobie et la haine contre les musulmans sont également un phénomène répandu. En effet, comme les terroristes appellent au rejet des États-Unis et de toutes les valeurs libérales américaines, ce rejet a également revigoré le sentiment antimusulman en Amérique et dans le monde occidental.

Comme mentionné auparavant, les attaques terroristes aux États-Unis, en France, en Angleterre, et celles qui ont été détournées, ont ravivé la conviction occidentale que l'islam est une religion qui prône la violence. Dans une étude de *Pew Research* menée en 2019, si les Américains et les Européens acceptent les musulmans, il y a encore un profond scepticisme envers la religion musulmane. Alors que la majorité des Américains et des Européens occidentaux ont des opinions acceptables envers les musulmans, ils sont plus divisés sur l'acceptation de l'islam dans leurs sociétés. Les Européens de plusieurs pays sont à peu près aussi susceptibles de dire que l'islam est fondamentalement incompatible ou compatible avec la culture et les valeurs de leur pays. C'est le cas, par exemple, en Allemagne, où 44 % des Allemands voient une contradiction fondamentale entre l'islam et la culture et les valeurs allemandes, contre 46 % qui n'en voient pas. Au Royaume-Uni, l'opinion publique est également divisée sur cette question. Le *Pew Research Center* n'a pas posé cette question précise aux États-Unis. Pourtant, plusieurs autres questions d'enquête indiquent une ambivalence similaire dans l'opinion publique américaine quant au rôle de l'islam dans la

⁵⁵⁵ Chomsky, Noam, *Failed States: The Abuse of Power and the Assault on Democracy*, New York: Owl Books, 2007, p. 45-65.

société. Par exemple, la moitié des adultes américains dit que l'islam ne fait pas partie de la société américaine traditionnelle, et une part similaire (44 %) pense qu'il existe un conflit naturel entre l'islam et la démocratie⁵⁵⁶.

Notons également que des événements ont montré qu'une minorité dans le monde occidental a une forte répulsion de l'islam et des musulmans. La tuerie de Saint-Christian Church en Nouvelle-Zélande est l'événement islamophobe le plus récent et sans doute le plus meurtrier. Même s'il a suscité une forte indignation en Occident, il a par ailleurs démontré que des attaques similaires islamophobes ou anti-occidentales peuvent éclater à tout moment et que le monde, depuis les attaques du 11 septembre, vit désormais avec des menaces terroristes en tout genre. Un autre élément capital est que les premières victimes de l'extrémisme musulman restent musulmanes, ce qui permet aussi aux musulmans modérés de prendre leurs distances vis-à-vis des interprétations radicales de l'islam. En effet, les attentats successifs que connaît le monde arabe sont le résultat d'un radicalisme qui a rongé la société musulmane. Si Oussama Ben Laden, les talibans ou l'État islamique prêche un discours anti-américain, les musulmans modérés ou laïcs ne sont pas épargnés par ce discours.

Par ailleurs, et même si l'Occident voit l'islam et les musulmans comme étant une seule entité, le terrorisme a contribué à diaboliser réellement l'islam politique sunnite. Ce phénomène a permis à d'autres puissances musulmanes non sunnites d'être perçues comme plus modérées et moins dangereuses. L'islam chiite reste moins diabolisé par le terrorisme que l'islam sunnite. D'ailleurs, l'émergence d'Isis a permis à l'Iran de combattre une menace réelle pour les musulmans chiites. Cependant, l'apparition de l'État islamique a également permis à tous les musulmans modérés de s'unir contre cette interprétation radicale de l'islam, selon les Occidentaux, une idéologie radicale qui n'a rien à voir avec cette religion, selon les musulmans.

⁵⁵⁶ Sahgal, Neha et Besheer Mohammed, "In the U.S. and Western Europe, People Say they Accept Muslims, but Opinions are Divided on Islam", *Pew research Center*, 8 octobre 2019, <https://www.pewresearch.org/facttank/2019/10/08/in-the-u-s-and-western-europe-people-say-they-accept-muslims-but-opinions-are-divided-onIslam/>. Consulté le 12 juillet 2020.

CONCLUSION

Aujourd'hui, les États-Unis tentent de déployer une stratégie efficace sur le long terme pour lutter contre le terrorisme. En effet, le terrorisme reste le dossier qui résiste à toute politique antiterroriste américaine. L'engagement américain dans la lutte antiterroriste n'a rien perdu de sa ferveur, que ce soit dans le gouvernement de George Bush ou de Barack Obama. L'une des conditions pour mener à bien la lutte antiterroriste est la propagation des valeurs démocratiques dans une région qui a longtemps été gouvernée par des régimes totalitaires qui puisaient leur puissance dans leur alliance avec les États-Unis. Après les attaques du 11 septembre, promouvoir la démocratie pour lutter contre les idées radicales devenait une nécessité stratégique pour protéger les États-Unis et leurs intérêts dans le monde arabe. Sous George Bush, le changement de régime devait débiter dans les « États voyous », et l'Irak de Saddam Hussein représentait une menace authentique à la stabilité régionale. Si la chute du régime de Saddam Hussein a été une victoire qui allait mener vers plus de sécurité pour les États-Unis et leurs alliés, la suite des événements a mis en péril tout espoir américain pour démocratiser le monde arabe. En fait, si la démocratisation de l'Irak a été un échec, on l'attribue aujourd'hui à la coercition qui a doté la politique étrangère américaine d'un caractère militaire, interventionniste et assez agressif. D'autre part, cet échec a été expliqué par la négligence des États-Unis face à la complexité des sociétés musulmanes, par leur vision simpliste du monde arabe, et aussi par leur arrogance en surestimant leur capacité à transformer le monde arabe.

Ainsi, après la chute du régime de Saddam Hussein, les États-Unis ont paradoxalement permis à l'Iran d'élargir son influence et au terrorisme de se propager à grande vitesse, renforçant le sentiment anti-américain dans le monde arabe. Face à ces conséquences désastreuses, le président Barack Obama a décidé de prendre ses distances vis-à-vis des politiques interventionnistes de son prédécesseur et a introduit une nouvelle approche de la politique étrangère américaine avec la puissance intelligente, le *smart power*. Pour Obama, les États-Unis devaient alléger leur caractère militaire et promouvoir le dialogue, les accords et le multilatéralisme où toute la communauté internationale est consultée pour élaborer des

solutions sur les enjeux internationaux. Face à l'échec irakien et au chaos politico-social suscité par le « printemps arabe », Barack Obama s'est désengagé de la promotion démocratique dans le monde arabe. En outre, lors de l'effervescence populaire arabe qui a débuté en 2011, les États-Unis ont peiné à élaborer une stratégie unanime promouvant la démocratie à laquelle les populations arabes aspiraient profondément. Ainsi, les responsables américains ont émis des positions sélectives à l'égard du « printemps arabe ». Si la Maison-Blanche s'est montrée en faveur des aspirations démocratiques en Tunisie, en Syrie et en Libye, les Américains se sont abstenus d'aider les Bahreïnais à établir un État démocratique. Quant à l'Égypte, les États-Unis ont été hésitants. Si, au début de la révolution, ils ont appelé Hosni Moubarak à démissionner, la victoire des Frères musulmans aux premières élections démocratiques égyptiennes a été reçue d'une manière très mitigée à Washington. D'ailleurs, les États-Unis ont approuvé, deux ans plus tard, le coup d'État militaire contre un gouvernement élu démocratiquement et la répression sanglante des Frères musulmans. L'absence d'une position unanime envers la promotion démocratique dans le monde arabe est principalement liée à l'importance des intérêts américains dans certains pays arabes. Si, en Tunisie, en Libye et en Syrie, les États-Unis ne disposent pas d'intérêts particuliers, l'importance des partenariats militaires et sécuritaires avec l'Égypte et le Bahreïn a contrecarré la promotion démocratique et a même incité Washington à se désengager de la démocratisation du monde arabe. Par ailleurs, ce désengagement envers la démocratie a permis aux États-Unis de se détacher de leur arrogance pour leurs propres valeurs et leur exceptionnalisme. Ce désengagement a également démontré qu'aucune nation dans le monde, aussi puissante soit-elle, ne peut imposer la démocratie ou toute autre structure ou valeur à une autre nation. Chaque nation est spécifique et dispose de valeurs internes que nul ne peut remplacer ou affaiblir.

Les États-Unis, sous George Bush et Barack Obama, ont également gardé les mêmes engagements dans le monde arabe. L'engagement américain envers la protection et le futur d'Israël a fait des États-Unis un acteur partial et subjectif. Si George Bush a été le premier président américain à introduire la solution des deux États, et si Barack Obama a réellement fustigé les politiques coloniales israéliennes sur les territoires palestiniens, les politiques américaines de soutien à Israël et l'importance que les Américains portent à leur relation avec ce pays ont effacé tout espoir de création d'un État palestinien. Notons qu'aucun président américain n'a pu alléger cette relation spéciale avec les Israéliens pour une position plus

équitable envers les droits des Palestiniens. Cette position a, en outre, suscité l'indignation des Arabes. Même si le traité d'Abraham entre Israël et les Émirats arabes unis a été signé en 2020, preuve d'un rapprochement israélo-arabe, les Américains doivent être conscients de l'antisémitisme qui existe au sein des sociétés arabes et du fait que les circonstances envers la cause palestinienne peuvent changer à tout moment, menant à un chaos régional et pourquoi pas à une nouvelle *intifada*. De plus, dans un contexte de conflits d'idées, l'islam politique et sa popularité dans les sociétés musulmanes peuvent remettre en cause la stratégie américaine envers les partis islamistes, qui reste inachevée. À la fin de la présidence de Bush, aucun objectif n'a été atteint, et la présidence de Barack Obama n'a pas non plus atténué les échecs américains, puisque d'autres manquements ont été constatés. Parmi les plus connus, la faille de la stratégie américaine en Syrie a montré les limites de l'hégémonie américaine dans le monde arabe. En effet, ces manquements ont permis aux autres puissances mondiales et régionales de s'allier et d'émettre des stratégies opposées aux stratégies américaines. Les Russes ont par conséquent prouvé en Syrie que les États-Unis ne pouvaient plus agir seuls ni considérer uniquement leurs intérêts. Les Américains doivent effectivement être conscients de la présence, de l'importance et du rôle des autres puissances régionales et mondiales dans les crises du monde arabe. La participation des autres puissances comme la Russie, la Turquie, l'Iran ou la Chine a donné une nouvelle définition au multilatéralisme que Barack Obama a introduit en 2009. Dans la troisième partie, nous verrons ainsi que la montée en puissance du rôle d'autres acteurs régionaux et mondiaux est due à un désengagement américain, mais aussi à un déclin de l'hégémonie américaine

**PARTIE III LES ÉTATS-UNIS ET LES
ACTEURS RÉGIONAUX ET
MONDIAUX : MULTILATÉRALISME
IMPOSÉ OU VOULU ?**

INTRODUCTION

La zone qui s'étend du Maroc à l'ouest, à l'Iran à l'est, et de la Turquie au nord au Soudan au sud, est actuellement divisée en 21 États souverains et de nombreuses entités sous-étatiques, et caractérisées par une grande variété de populations et d'éthnies, qui représentent les bases de rivalités d'importance locale, régionale, voire internationale. Les populations de la région et des États régionaux—arabes, perses, turcs, kurdes, musulmans, chrétiens, juifs et autres—peuvent être classées par origine ethnique ; par religion et secte : musulmans—sunna, chiites et autres, chrétiens, juifs et autres ; par structure politique, généralement monarchies versus « républiques », ou dictature versus démocratie ; par alignement géographique— Levant, Maghreb, Golfe, etc. ; par division qui met d'un côté les États et de l'autre les organisations non-étatiques ou semi-étatiques ; et enfin, par blocs, axes ou camps, en fonction de leur positionnement vis-à-vis d'Israël et/ou de l'Occident, ou de leur orientation idéologique, surtout les différentes nuances de l'Islam politique. Face à cette mosaïque complexe, les États-Unis tentent tant bien que mal d'assurer ses intérêts vitaux en s'alliant avec les acteurs régionaux dits 'alliés' comme le Pakistan ou la Turquie, ou au contraire en isolant des puissances régionales dites 'anti-américaines' comme l'Iran.

1. Les États-Unis et l'approche du multilatéralisme

1.1 La guerre en Irak : guerre unilatérale ou multilatérale ?

Dans le monde arabe, les États-Unis se heurtent à la présence et à l'importance d'autres acteurs régionaux et mondiaux dont les intérêts diffèrent. La guerre en Irak a d'ailleurs été révélatrice de ces divergences. Si le Royaume-Uni, l'Espagne ou le Danemark ont soutenu l'invasion américaine contre l'Irak, d'autres alliés américains, comme la France, l'ont fortement rejetée. L'ancien président français, Jacques Chirac, défendait, en mars 2003, la position de la France en déclarant : « L'Irak ne représente pas aujourd'hui une menace immédiate telle qu'elle justifie une guerre immédiate. La France en appelle à la responsabilité de chacun pour que la légalité internationale soit respectée (...). S'affranchir de la légitimité des Nations unies, privilégier la force sur le droit, ce serait prendre une lourde responsabilité »⁵⁵⁷. Face à ces

⁵⁵⁷ « Jacques Chirac : le “non” de la France à la guerre d'Irak en 2003 », *L'Express*, 26 septembre 2019, https://www.lexpress.fr/actualites/1/societe/jacques-chirac-le-non-de-la-france-a-la-guerre-d-irak-en2003_2099800.html. Consulté le 20 août 2021.

divergences, d'autres puissances mondiales, comme la Russie et la Chine, ont désapprouvé la stratégie américaine contre l'Irak. Le ministre des Affaires étrangères russe, Igor Ivanov, déclarait clairement : « L'Irak n'a pas besoin d'une démocratie portée sur les ailes des missiles de croisière »⁵⁵⁸. Quant aux responsables chinois, ils ont appelé à mettre fin immédiatement à l'offensive américaine en dénonçant la violation de la Charte des Nations unies. Néanmoins, si les Russes et les Chinois n'ont pas pu étaler davantage leur désapprobation envers cette guerre, c'est principalement parce que les États-Unis étaient suffisamment crédibles et puissants pour la mener sans l'aval des Nations unies. Par ailleurs, même si Washington a renversé le régime de Saddam Hussein par une politique unilatérale, la participation de 48 nations à l'offensive contre l'Irak a quelque peu atténué le caractère unilatéral de cette guerre.

Protéger la sécurité nationale des États-Unis a toujours été la raison primordiale des décisions américaines à l'étranger. La guerre en Irak entraînait une nécessité stratégique pour protéger le territoire américain d'attaques terroristes similaires à celles du 11 septembre 2001. Les États-Unis ont souvent eu recours au multilatéralisme sélectif avant et après les attaques de 2001, approche qui consiste à soutenir les décisions des Nations unies quand celles-ci sont conformes aux politiques américaines et à les refuser dans le cas contraire. Cette logique a longtemps imprégné la politique étrangère américaine. John Lewis Gaddis, essayiste américain et spécialiste de la guerre froide, a mis en avant le multilatéralisme sélectif en rapportant la déclaration du comité des chefs d'état-major : « Croire en la capacité des Nations unies de protéger, aujourd'hui ou demain, la sécurité des États-Unis reviendrait à perdre de vue la sécurité la plus vitale des États-Unis »⁵⁵⁹. Pendant la guerre froide, les responsables américains ont souvent mené des opérations secrètes ou publiques sans consulter la communauté internationale. Quand les leaders américains ont lancé les opérations secrètes et militaires au Guatemala et en Iran dans les années 1950 ou encore au Vietnam dans les années 1960, ils ont rarement consulté les autres pays et ont même violé parfois le droit international. Même si ces opérations ont conduit les États-Unis vers des désastres, elles étaient indispensables pour protéger leurs intérêts dans le monde. Par conséquent, quand leurs intérêts vitaux sont en jeu,

⁵⁵⁸ « Moscou et Pékin demandent l'arrêt de la guerre » *RFI*, 23 mars 2003, [http://www1.rfi.fr/actufr/articles/039/article 20777.asp](http://www1.rfi.fr/actufr/articles/039/article%20777.asp). Consulté le 18 août 2021.

⁵⁵⁹ "Faith in the ability of the United Nations, as presently constituted, to protect, now or hereafter, the security of the United States would mean only that the faithful have lost sight of the vital security interest of the United States." John L. Gaddis, *The Cold War: A New History*, New York, Penguin Press, 2005, p. 160.

ils ne partagent pas leurs décisions avec le reste du monde et ne se conforment pas à la « sagesse » (quand celle-ci est antagoniste) des Nations unies.

On en déduit donc que le caractère unilatéral ou multilatéral « sélectif » de la politique étrangère sous le gouvernement de George Bush n'est pas spécifique aux républicains ou au cercle néoconservateur mais s'inscrit bel et bien dans une tradition américaine de longue date. Le multilatéralisme sélectif a d'ailleurs continué et a même pris de l'ampleur dans les années 1990, lors de la première guerre du Golfe. Avec l'approbation du Conseil de sécurité, une gigantesque coalition internationale menée par les États-Unis a chassé les Irakiens du Koweït. Cette victoire multilatérale a amené le président américain à déclarer : « Un nouveau monde est en train de naître [...], un monde dans lequel les Nations unies, sorties de l'impasse de la guerre froide, vont enfin pouvoir remplir la mission historique que leurs fondateurs avaient envisagée. Un monde dans lequel la liberté et le respect des droits de l'homme trouveront leur place au sein de chaque nation » ⁵⁶⁰. Cependant, l'approche du multilatéralisme dans la politique étrangère américaine dans les années 1990 n'a pas été acceptée, et le placement de l'Amérique dans un nouvel ordre mondial a mis en colère les fervents défenseurs de son hégémonie. En effet, au début des années 1990, le multilatéralisme s'est vite estompé, puisque le contexte dans lequel il avait été introduit n'a pas favorisé son développement. L'effondrement de l'Union soviétique en 1991 a abouti à deux phénomènes paradoxaux pour la politique étrangère américaine. Tout d'abord, l'effondrement de l'URSS a prouvé la puissance des États-Unis et leur a permis de sortir victorieux d'une longue guerre froide. Mais ensuite, l'absence de « l'ennemi rouge » a suscité une interrogation d'ordre stratégique et politique : comment pouvaient-ils préserver leur hégémonie en l'absence d'un ennemi réel ? Or, quand ils ont dirigé une coalition internationale pour libérer le Koweït, celle-ci leur a permis d'être les garants de la sécurité et de la stabilité mondiale. Dans un célèbre article publié par *Foreign Affairs* en 1990, Charles Krauthammer annonçait l'avènement d'une « période unipolaire » pour l'Amérique ⁵⁶¹.

⁵⁶⁰ “Now, we can see a new world coming into view...A world where the United Nations, freed from cold war stalemate, is poised to fulfill the historic vision of its founders. A world in which freedom and respect for human rights find a home among all nations. The Gulf war put this new world to its first test. And my fellow Americans, we passed that test.” G. H. W. Bush, “Address Before a Joint Session of the Congress on the Cessation of the Persian Gulf Conflict”, US government, 6 mars 1991, <https://www.govinfo.gov/content/pkg/PPP-1991book1/html/PPP-1991-book1-doc-pg218-3.htm>. Consulté le 16 août 2021.

⁵⁶¹ Krauthammer, Charles, “The Unipolar Moment”, *Foreign Affairs*, 1990, <https://www.foreignaffairs.com/articles/1990-01-01/unipolar-moment>. Consulté le 13 août 2020.

Les États-Unis se devaient « d'être des leaders », comme le soulignait Joseph Nye dans un ouvrage introduisant le terme de « puissance douce » (*soft power*)⁵⁶².

Le président Bill Clinton a également mis en évidence l'indispensabilité des États-Unis dans la gestion des crises mondiales. Confiant à l'égard de leur puissance, il déclare, dans son second discours d'inauguration : « L'Amérique se tient seule comme la nation indispensable du monde ». Pour lui, le monde adhère pleinement aux idéaux américains : « Des peuples plus nombreux que jamais adhèrent à nos idéaux et partagent nos intérêts », promettant « d'apporter à l'Amérique encore 50 ans de sécurité et de prospérité »⁵⁶³. Ces déclarations ont fait entrer le monde dans une période unipolaire durant laquelle les États-Unis, bien qu'en concertation avec l'ONU et l'OTAN, agissaient selon leur bon vouloir. Ainsi, la présidence de Bill Clinton n'est pas vue comme l'âge d'or du multilatéralisme mais du multilatéralisme sélectif, où toute décision est prise selon l'assentiment des États-Unis. Par ailleurs, l'hégémonie politique américaine était accompagnée d'une hégémonie militaire et économique. En 1999, bien que Clinton ait diminué les dépenses militaires, les États-Unis assuraient un tiers des dépenses militaires mondiales, soit trois fois plus que celles de la Chine et huit fois plus que celles de la Russie. La présidence de Clinton se caractérisait également par la plus longue période de croissance et de stabilité économique. En 2000, le gouvernement de Clinton annonçait un surplus de 200 milliards de dollars, restant de loin la première puissance économique mondiale avec plus de 23 % du PIB mondial. Même si les questions de guerre et de paix ne dominaient pas la politique étrangère américaine, celle-ci était déployée selon deux pierres angulaires : l'engagement (*engagement*) et l'élargissement (*enlargement*). Dans un contexte de monde unipolaire, la présidence de Bill Clinton était donc marquée par un multilatéralisme sélectif jonglant entre engagement et élargissement de la puissance américaine dans ce contexte⁶²⁶.

Toutefois, ce confort « clintonien » a pris fin dès le début du mandat de George Bush. Les attaques du 11 septembre 2001 ont chassé le multilatéralisme de la politique étrangère américaine. Le choc des attaques a suscité, chez les responsables américains, le besoin de déployer toute leur puissance afin de réaliser un succès planétaire, et ce, sans la consultation de la communauté internationale. Puisque c'était la première fois que les États-Unis étaient

⁵⁶² Nye, Joseph. *Soft Power: The Means to Success in World Politics*. New York: Paperback, 2005.

⁵⁶³ W. J. Clinton, "Inaugural Address", 20 janvier 1997,

<http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=54183#axzz1OTjcEJCF>. Consulté le 13 août 2020. ⁶²⁶

Voir aussi M. O'Hanlon, "Clinton's Strong Defense Legacy", *Foreign Affairs* : novembre-décembre 2003.

attaqués massivement sur leur sol, recourir à l'accord des Nations unies ou de l'OTAN était insignifiant et même attentatoire à leur souveraineté. Par conséquent, les guerres contre l'Afghanistan et l'Irak étaient une nécessité stratégique pour la sécurité mondiale et pas seulement américaine. Autrement dit, la participation de plusieurs pays alliés à ces guerres était due à leur conviction que le terrorisme était désormais une menace internationale et un ennemi commun.

Certains auteurs ont même soulevé des interrogations plus approfondies au sujet du caractère militaire agressif des États-Unis après les attaques de 2001. Étaient-ils en train de construire un empire ? Dans son livre, Robert Lieber, professeur de relations internationales à l'université de Georgetown, évoque l'aspect provocateur du gouvernement de George Bush. Il explique que les responsables américains ont établi la justification d'une grande stratégie qui reconnaît la prépondérance américaine comme nécessaire et souhaitable pour faire face aux périls du monde post-11 septembre. Il met en avant que le caractère militaire repose sur trois principales explications. Premièrement, pour Washington, le terrorisme islamique militant et les armes de destruction massive constituent une menace d'une ampleur entièrement nouvelle et obligent les États-Unis à modifier leur façon de penser sur l'usage préventif de la force. Deuxièmement, l'ONU et les autres organismes internationaux sont incapables d'agir sur les problèmes les plus urgents qui menacent la stabilité mondiale. Troisièmement, dans un système international sans véritable autorité centrale, d'autres pays chercheront inévitablement à minimiser le leadership des États-Unis. Pour Washington, selon Lieber, si l'Amérique, en tant que première puissance mondiale, ne prend pas les devants pour faire face aux menaces les plus dangereuses, aucune autre nation n'aura la capacité ou la volonté de le faire. Ainsi, à un moment où les menaces du terrorisme et des armes de destruction massive sont une réalité et où des valeurs telles que les droits de l'homme, la liberté et la stabilité ne peuvent être assurées de manière fiable par des institutions telles que l'ONU et l'Union européenne, une intervention devient une nécessité, pas une option.

D'autres auteurs, comme David Grondin et Charles-Philippe David, ont rejoint l'analyse de Lieber⁵⁶⁴. Pour eux, s'il n'y a pas de consensus sur l'état de l'hégémonie américaine ni même sur le sens précis du terme, il est clair que sous George W. Bush, les États-Unis ne sont pas

⁵⁶⁴ Voir C.-P. David et D. Grondin (dir.), *Hegemony or Empire? The Redefinition of US Power under George W. Bush*, Aldershot, Ashgate, 2006 ; et R. J. Lieber, *The American Era: Power and Strategy for the 21st Century*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.

seulement restés la « seule superpuissance » mais ont accru leur suprématie militaire mondiale. Dans le même temps, cependant, ils sont devenus plus dépendants de leurs relations économiques, financières et géopolitiques avec le reste du monde depuis les événements du 11 septembre. Ces auteurs, tout en reconnaissant que le début du XXI^e siècle a été « l'ère américaine », expliquent que celle-ci n'a pas toujours été positive et même que les États-Unis se sont lancés dans une stratégie autodestructrice en revigorant l'anti-américanisme dans le monde⁵⁶⁵. Par ailleurs, certains travaux, comme ceux de Jeffrey Engel, ont même précisé qu'une « révolution Bush » ou une « ère Bush » était née⁵⁶⁶. Partisans et opposants émettaient des interprétations sur les actions de George Bush à l'étranger. Deux positions s'affrontaient alors. Les auteurs mentionnés ci-dessus considéraient que la gestion unilatérale du chaos irakien était périlleuse et menait les États-Unis vers un chemin sans issue. D'autres, comme Susan Rice, James Steinberg et Michael O'Hanlon, avançaient dans un article en 2002 que l'invasion de l'Irak était une suite logique de la situation des États-Unis après les attaques du 11 septembre. L'environnement était caractérisé par la multiplication des périls et menaces, par les limites inhérentes aux institutions internationales face aux dangers les plus mortels, et donc par la nécessité, pour les États-Unis, de se préparer à ne compter que sur eux-mêmes, à user de leur droit de préemption et à recourir à l'usage préventif de la force si besoin⁵⁶⁷.

Pour les historiens John Gaddis et Melvyn Leffler, les actions préventives et unilatérales étaient justifiables et n'étaient pas spécifiques au gouvernement de George Bush. Elles ont eu lieu à d'autres moments de la politique étrangère américaine⁵⁶⁸. Si, sur le plan militaire, les États-Unis s'étaient imposés comme une puissance infaillible, sur le plan économique, les choses étaient plutôt mitigées. Fin 2008, ils conservaient leur premier rang de puissance économique, mais la Chine, au deuxième rang, montait en puissance, et le taux de chômage représentait plus de 6 % et ne cessait de croître⁵⁶⁹. De plus, les surplus budgétaires sous l'ère Clinton s'étaient transformés en déficits inquiétants, entraînant un taux de croissance négatif

⁵⁶⁵ *Ibid.*

⁵⁶⁶ Engel, Jeffrey. "A Better World... but Don't Get Carried Away: The Foreign Policy of George H. W. Bush Twenty Years On" *Diplomatic History*, 34, no.1 (2010): 25-46.

⁵⁶⁷ Rice, Susan. Steinber, James et Michael O'Hanlon. "New National Security Strategy and Preemption", *Brookings*, 21 décembre 2002, <https://www.brookings.edu/research/the-new-national-security-strategy-andpreemption/>. Consulté le 21 août 2020.

⁵⁶⁸ John L. Gaddis, *Surprise. Security and the American Experience*. Boston: Harvard University Press, 2004 ; Leffler, "9/11 and American Foreign Policy", *Diplomatic History*, 29, no.3 (2005).

⁵⁶⁹ F. Kaplan, *Daydream Believers: How a Few Grand Ideas Wrecked American Power*, Hoboken, NJ, John Wiley & Sons, 2008.

durant la dernière année du mandat de George Bush. Cette situation économique mettait à mal la puissance des États-Unis à l'étranger. Pour de nombreuses critiques, ce déficit économique n'était autre qu'une preuve supplémentaire de l'échec de George Bush, animé par un fantasme unipolaire, dans la gestion des intérêts américains. Ainsi, il était indispensable de mettre fin à l'unilatéralisme de Bush pour entrer dans une nouvelle ère du multilatéralisme.

1.1.1 Un multilatéralisme imposé ou voulu ?

Il est tout d'abord indispensable de se pencher sur la définition du multilatéralisme. Selon le dictionnaire Larousse,⁵⁷⁰ le multilatéralisme désigne une attitude politique d'engagements réciproques pris par plusieurs nations (trois ou plus). Si cette définition rapporte l'essentiel, elle demeure incomplète. En effet, elle ne rapporte pas la condition principale du multilatéralisme, à savoir, les principes sur lesquels les relations entre ces pays sont organisées. Dans sa forme pure, un ordre multilatéral incarne des règles de conduite qui sont communément applicables aux pays, en fonction d'exigences et/ou de préférences. Par conséquent, un tel ordre implique un plus grand degré d'unanimité entre les intérêts déclarés des pays que sous les autres attitudes politiques (comme l'unilatéralisme), ce qui facilite la poursuite de ces intérêts communs par le biais d'actions communes. Par ailleurs, le multilatéralisme permet à chaque pays de calculer ses gains et ses pertes sur les transactions internationales, à travers un large éventail de relations et de partenariats⁵⁷¹.

Plus précisément, un ordre de sécurité multilatéral impliquerait une protection égale dans le cadre d'une sécurité commune ou collective. Sur le plan économique, le multilatéralisme garantit un ordre économique où les blocs exclusifs ou le traitement différencié des partenaires commerciaux et des monnaies sont interdits, et où les barrières aux points d'entrée des transactions sont minimisées. Aussi, un engagement en faveur de l'autodétermination nationale et des droits de l'homme universels vient compléter la vision multilatérale. Toutefois, il existe des ambiguïtés quant aux principes sur lesquels est basé le multilatéralisme. En d'autres termes, ces principes désignent plutôt des aspirations et non des engagements spécifiques et des plans d'action détaillés. Ainsi, il y a constamment un scepticisme envers l'authenticité de ces principes et l'importance de ces derniers dans la prise des décisions collectives. Ce scepticisme

⁵⁷⁰ Cf. < <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/multilat%C3%A9ralisme/53183>>, consulté le 15 août 2020.

⁵⁷¹ Ruggie, John Gerard. *Multilateralism: The Anatomy of an Institution*. New York: Columbia University Press, 1993.

n'est pas spécifique au XXI^e siècle. La Société des Nations, créée en 1919 et dont le promoteur principal était le président américain Woodrow Wilson, a été l'une des premières organisations assurant une sécurité collective après la Première Guerre mondiale. Même si Wilson n'avait aucun doute sur la faisabilité de la SDN sur le court terme, celle-ci s'est avérée être une défaite. Dans une lettre de mars 1918 adressée au colonel Edward House, conseiller du président Woodrow Wilson, ce dernier écrit : « Ma propre conviction, comme vous le savez, est que la constitution administrative de la Ligue doit croître et non se faire ; que nous devons commencer par des pactes solennels. Le Sénat des États-Unis ne ratifierait jamais aucun traité mettant la force des États-Unis à la disposition d'un tel groupe ou organe » ⁵⁷². À la suite de ces déclarations, il était clair que les principes de la Société des Nations ne faisaient pas l'unanimité dans la classe politique américaine et que, sur le long terme, les États-Unis ne devraient pas minimiser leurs propres intérêts au détriment de ceux d'autres nations. Toutefois, il convient de rappeler que la définition du multilatéralisme a évolué après la dissolution de la Société des Nations en 1946. Le terme a pris un tournant majeur après la Seconde Guerre mondiale.

En effet, la création des Nations unies en 1945 a permis de limiter les actions unilatérales, dans une certaine mesure, et un certain nombre de crises internationales. Cependant, et comme nous l'avons déjà souligné, les États-Unis ont souvent déployé un multilatéralisme sélectif grâce auquel la majorité des actions militaires sont en réalité sous leur commandement. Ici, demeure donc une ambiguïté insoluble : si les États-Unis recourent aux organisations internationales comme l'ONU ou l'OTAN, c'est principalement pour protéger leurs intérêts vitaux, qui ne sont pas forcément en cohérence avec ceux des autres nations, même alliées. Effectivement, dans toutes les organisations internationales, les États-Unis restent la nation qui contribue le plus et par conséquent qui a le plus de pouvoir pour influencer les prises de décisions. L'OTAN en est un exemple parfait. Au sein de cette organisation, les États-Unis jouissent d'une position privilégiée grâce à leur puissance militaire. Ce privilège leur permet d'être le centre de gravité de l'organisation. Les besoins américains priment sur ceux d'autres

⁵⁷² “My own conviction, as you know, is that the administrative constitution of the League must grow and not be made; that we must begin with solemn covenants... The United States Senate would never ratify any treaty which put the force of the United States at the disposal of any such group or body. Why begin at the impossible end when there is a possible end and it is feasible to plant a system which will slowly but surely ripen into fruition.” Ambrosius, Lloyd. *Woodrow Wilson and the American Diplomatic Tradition*. Cambridge: Cambridge University Press, 1987, p. 39.

pays de l'organisation, remettant en question l'ensemble des principes du multilatéralisme, à savoir la sécurité collective et surtout l'importance de chaque pays au sein de celle-ci.

Les pays comme le Canada ou l'Inde identifient le multilatéralisme comme une attitude politique qui doit être appliquée par le biais d'organisations multilatérales fortes. Même si cette vision trouve certains adhérents aux États-Unis, elle n'a jamais pu dessiner la trajectoire de la politique étrangère américaine. Notons que la vision américaine du multilatéralisme est tout de même composée de principes multilatéraux essentiels, comme une plus grande ouverture sur les plans politique, économique et culturel. Or, celle-ci n'a jamais doté les organisations multilatérales d'une large autonomie. Autrement dit, les organisations multilatérales comme l'OTAN, l'ONU ou le FMI ne sont pas totalement indépendantes vis-à-vis des décisions américaines, car souvent, elles consultent les responsables américains avant d'entreprendre des mesures.

Dans un article publié en 1995, John Mearsheimer, politologue et professeur de relations internationales à l'université de Chicago, explique qu'il était dans l'intérêt des États-Unis et des autres pays européens de donner plus d'importance aux institutions internationales, et donc multilatérales, afin de faire face à plusieurs menaces comme la montée en puissance de la Chine et le déclin de la présence américaine en Asie. Il écrit : « Un accent particulier est mis sur l'Asie, où il n'y a que quelques institutions faibles, et où la peur du Japon, associée à la montée en puissance de la Chine et à la perspective d'une nouvelle réduction de la présence américaine, inquiète les observateurs de la stabilité future de la région »⁵⁷³. Il y a eu également un grand intérêt académique pour les institutions. Il n'est pas surprenant que de nombreux experts considèrent les institutions comme une puissante force de stabilité. Pour Robert Keohane, politologue et fondateur, avec Joseph Nye, de l'institutionnalisme néolibéral, par exemple, « éviter un conflit militaire en Europe après la guerre froide dépend fortement de la question de savoir si la prochaine décennie sera caractérisée par un modèle continu de coopération institutionnalisée »⁵⁷⁴.

⁵⁷³ “Special emphasis is placed on Asia, where there are only a few weak institutions, and where fear of Japan, coupled with the rise of China and the prospect of a further reduction in the American presence, has observers worried about future stability in the region.” Mearsheimer, John, “The False Promise of International institutions.” *International Security*, 19, no.3 (1994-1995): 5-49.

⁵⁷⁴ “Avoiding military conflict in Europe after the Cold War depends greatly on whether the next decade is characterized by a continuous pattern of institutionalized cooperation.” Robert O. Keohane, “The Diplomacy of Structural Change: Multilateral Institutions and State Strategies”, in Helga Haftendorn and Christian Tuschhoff, *America and Europe in an Era of Change*. Boulder: Westview Press, 1993, p. 53.

Commentant les conséquences de l'effondrement soviétique et la fin de la guerre froide, John Ruggie soutient qu'« il ne fait aucun doute que les normes et institutions multilatérales ont contribué à stabiliser les crises internationales. En effet, ces normes et institutions semblent jouer un rôle important dans la gestion des changements régionaux et mondiaux dans le système mondial d'aujourd'hui »⁵⁷⁵. Néanmoins, John Mearsheimer émet une conclusion plutôt mitigée sur le rôle des institutions dans la gestion des crises internationales : « Les institutions ont une influence minime sur le comportement des États et sont donc peu prometteuses pour promouvoir la stabilité dans le monde de l'après-guerre froide. Les trois théories sur lesquelles se fonde l'argumentaire des institutions sont toutes erronées. Chacune a des problèmes dans sa logique causale, et les trois théories institutionnalistes trouvent peu de soutien dans les archives »⁵⁷⁶.

Ainsi, le multilatéralisme est exercé par le biais de ces institutions internationales. Il convient cependant de s'intéresser à une question primordiale afin de mesurer l'efficacité de ces institutions et donc du multilatéralisme en tant qu'attitude politique. Il n'y a pas de définition largement acceptée des institutions dans la littérature sur les relations internationales. Le concept est parfois défini de manière si large qu'il englobe toutes les relations internationales. Par exemple, définir les institutions comme des modèles de pratique reconnus autour desquels convergent les attentes et les pratiques des nations permet au concept de couvrir presque tous les types d'activités régularisées entre les États. Les institutions peuvent être définies comme un ensemble de règles qui stipulent la manière dont les États doivent coopérer et se concurrencer⁵⁷⁷.

Ces règles sont généralement formalisées dans des accords internationaux et incorporées dans des organisations dotées de leur propre personnel et de leurs propres budgets. Bien que les règles soient généralement incorporées dans une organisation internationale formelle, ce n'est pas l'organisation en soi qui oblige les États à obéir aux règles. Les institutions ne sont pas une forme de gouvernement mondial. Les États eux-mêmes doivent choisir d'obéir aux règles qu'ils

⁵⁷⁵ “There seems little doubt that multilateral norms and institutions have helped stabilize their international consequences. Indeed, such norms and institutions appear to be playing a significant role in the management of a broad array of regional and global changes in the world system today.” John G. Ruggie, “Multilateralism: The Anatomy of an Institution,” *International Organization*, 46, no.3 (1992): 561.

⁵⁷⁶ Mearsheimer, John, *op. cit.*, p. 7.

⁵⁷⁷ See Douglass C. North and Robert P. Thomas, “An Economic Theory of the Growth of the Western World,” *The Economic History Review*, 2nd series, 23, no. 1 (April 1970): 5-15.

ont créées. Les institutions, en bref, appellent à la coopération décentralisée des États souverains individuels, sans aucun mécanisme de commandement efficace. Par conséquent, quand il y a une institution incluant des nations dont la puissance diffère, la nation la plus puissante a généralement plus de liberté d'imposer ses propres règles et de désobéir aux règles institutionnelles. La guerre contre l'Irak sans l'approbation onusienne en est un parfait exemple.

Suivant cette logique, il y a deux interprétations américaines des institutions internationales et donc du multilatéralisme. Certains confirment que l'ordre mondial postguerre froide régi par les institutions internationales a permis aux États-Unis de protéger et de préserver leur hégémonie dans le monde. Ils ajoutent que ces institutions ont largement contribué à imposer l'indispensabilité des États-Unis en leur sein et dans la gestion des affaires du monde. Une institution est effectivement moins opératrice si les États-Unis n'y adhèrent pas. D'autres défendent l'opinion selon laquelle ces institutions sont profondément attentatoires à la souveraineté des États-Unis, et que ceux-ci, première puissance mondiale, ont le droit d'agir seuls pour servir leurs intérêts vitaux dans le monde. Dans le même temps, il est également vrai que cet ordre mondial a été constamment contesté. Le débat a souvent été qualifié de lutte titanesque entre les forces de l'internationalisme et celles de l'isolationnisme. En 1919, par exemple, les soi-disant irréconciliables au Sénat des États-Unis, qui s'opposaient à l'adhésion américaine à la Société des Nations, étaient peu nombreux et n'auraient pas pu l'emporter seuls. En 1946, avec la nomination de Thomas Dewey, l'aile présidentielle du Parti républicain était fermement entrée dans le camp internationaliste. En effet, cet aspect internationaliste a clairement été annoncé lors de son discours de nomination au Parti républicain en 1944. Thomas Dewey déclarait :

« La construction de la paix est plus qu'une question de coopération internationale. Dieu a doté l'Amérique de telles bénédictions pour lui permettre de jouer un grand rôle dans le monde. Nous ne pouvons jouer ce rôle que si nous sommes forts, en bonne santé et vigoureux comme la nature nous a préparés à l'être. Ce serait une tragédie si, après cette guerre, les Américains revenaient et ne trouvaient pas la liberté et l'opportunité pour lesquelles ils se sont battus »⁵⁷⁸.

⁵⁷⁸ "The building of the peace is more than a matter of international co-operation. God has endowed America with such blessings as to fit her for a great role in the world. We can only play that role if we are strong and healthy and vigorous as nature has equipped us to be. It would be a tragedy if after this war Americans returned from our armed forces and failed to find the freedom and opportunity for which they fought." Dewey, Thomas, "Address Accepting the Presidential Nomination at the Republican National Convention in Chicago, Illinois", 28 juin 1944 <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/address-accepting-the-presidential-nomination-the-republicannational-convention-chicago-1>. Consulté le 27 novembre 2020.

Bien que cet engagement internationaliste républicain n'ait pas permis à Thomas Dewey de vaincre Harry Truman, adversaire internationaliste également, lors des présidentielles de 1948, faire des États-Unis un acteur international incontournable façonnait progressivement la politique étrangère américaine⁵⁷⁹. En effet, aujourd'hui, il est presque impossible, mis à part chez un ou deux *think tanks*, de trouver une source influente d'isolationnisme aux États-Unis.

Au contraire, la principale opposition au multilatéralisme est venue, depuis le début, de deux groupes liés et parfois identiques. Le premier est composé de décideurs politiques et d'analystes réalistes⁵⁸⁰ et le second peut être qualifié d'unilatéraliste. Tous deux rejettent catégoriquement la tendance communautaire inhérente au multilatéralisme. Le réalisme est motivé par les intérêts, qui sont finalement définis par les menaces à la sécurité nationale. L'objection principale du réalisme à la vision multilatérale de l'ordre mondial est précisément la base plus raisonnée et plus ambitieuse de celle-ci pour organiser les relations internationales, qu'il considère comme désespérément et dangereusement naïves.

Pour leur part, les unilateralistes n'aiment pas la participation américaine aux accords multilatéraux, car ils les considèrent comme des contraintes inutiles aux degrés de liberté américains. De tels arrangements, selon les unilateralistes, pourraient empêcher les États-Unis d'agir quand il le faut, ou imposer d'agir quand il ne le faut pas. Des variantes ou des combinaisons de ces visions ont été tenues par des personnalités aussi influentes que Henry Cabot Lodge, républicain du Massachusetts qui a mené la lutte du Sénat contre la Société des Nations, ou George Kennan, architecte en chef de la politique de confinement d'après-guerre,

⁵⁷⁹ La doctrine Truman était une philosophie de politique étrangère américaine dont le but déclaré était de contenir l'expansion géopolitique soviétique pendant la guerre froide. Harry S. Truman l'a annoncée au Congrès le 12 mars 1947 et l'a développée davantage le 4 juillet 1948, quand il s'est engagé à contenir les soulèvements communistes en Grèce et en Turquie. La force militaire américaine directe n'était généralement pas impliquée, mais le Congrès s'appropriait une aide financière pour soutenir les économies et les armées de la Grèce et de la Turquie. Plus généralement, la doctrine Truman impliquait le soutien américain à d'autres nations considérées comme menacées par le communisme soviétique. Elle est devenue le fondement de la politique étrangère américaine et a conduit, en 1949, à la formation de l'OTAN, alliance militaire qui existe toujours. Les historiens utilisent souvent le discours de Truman pour dater le début de la guerre froide tandis que d'autres parlent de 1947 avec le *Iron Curtain Speech*, le discours du rideau de fer, prononcé par l'ancien Premier ministre britannique Winston Churchill à Fulton, Missouri, le 5 mars 1946, dans lequel il a souligné la nécessité pour les États-Unis et la Grande-Bretagne d'agir en tant que gardiens de la paix et de la stabilité contre la menace de l'Union soviétique. Le communisme avait abaissé un « rideau de fer » à travers l'Europe. Le terme « rideau de fer » était employé comme métaphore depuis le XIX^e siècle, mais Churchill l'utilisait pour désigner spécifiquement la barrière politique, militaire et idéologique créée par l'URSS après la Deuxième Guerre mondiale pour empêcher tout contact ouvert entre l'URSS et le monde libéral.

⁵⁸⁰ Le réalisme, en relations internationales, désigne le fait que l'État est l'unité d'analyse privilégiée. Il est considéré comme unitaire et rationnel, agissant dans une logique coût-avantage et cherchant à maximiser son intérêt.

qui s'est opposé non seulement aux Nations unies, mais aussi à l'OTAN, au motif que ces organisations impliquaient « un légalisme » qui allait à l'encontre des engagements de sécurité des États-Unis. Quant à Henry Kissinger, ancien ministre des Affaires étrangères, il a critiqué sévèrement les engagements américains sous les gouvernements de Bill Clinton et de George Bush envers les organisations internationales. Face à ces oppositions envers les principes du multilatéralisme, de nombreuses interrogations demeurent sans réponse.

Une explication possible est simplement que les États-Unis ont été une puissance mondiale tout au long du XX^e siècle et ont donc eu à la fois des intérêts et des capacités mondiales. En d'autres termes, la vision américaine envers l'ordre mondial n'est qu'une vision de façade, car au fond, les Américains sont déterminés à protéger leur hégémonie et à s'imposer dans les prises de décisions au sein des institutions internationales. Sans une prépondérance de pouvoir, les États-Unis n'auraient eu ni l'envie ni la capacité d'essayer de façonner le système international. Ainsi, le fait que les États-Unis, en tant que première puissance mondiale, aient eu des intérêts et des capacités à l'échelle mondiale peut expliquer qu'ils ont poursuivi des impulsions extérieures, mais cela ne nous dit rien sur la forme institutionnelle que celles-ci ont prise. Une autre explication possible est que le programme de réforme politique américain à l'étranger a simplement été une imitation naturelle des programmes nationaux. Le programme international de Woodrow Wilson puise ses ressources dans le programme national, et ceci a longtemps été exploré par les historiens. L'interprétation la plus conventionnelle met l'accent sur les intérêts théoriques et pratiques de Wilson dans le gouvernement constitutionnel et au sein de l'administration publique, produisant une plate-forme juridique dirigeant les affaires nationales et internationales⁵⁸¹. Ainsi, achever une justice socio-économique au niveau national permettrait de façonner une politique étrangère plus forte et engagée.

Une vision multilatérale de l'ordre mondial est particulièrement compatible avec le concept de collectif de l'Amérique. En effet, la vision puise sa source dans l'Amérique elle-même. Les Américains ont toujours pensé que leur nation était une terre promise et que leur existence était spéciale. En bref, l'Amérique se considère comme une communauté volontaire où tout le monde peut réussir. Ainsi, le multilatéralisme américain reflète la formation volontaire d'une communauté internationale basée sur un fondement universel ouvert à tous. Le XX^e siècle a incité les États-Unis à renouveler le monde, que ce soit sous la rubrique des quatorze points

⁵⁸¹ E. Ambrosius, Lloyd. *Woodrow Wilson and the American Diplomatic Tradition*. New York: Cambridge, University Press, 1987.

de Woodrow Wilson ou des quatre libertés de Franklin Roosevelt, et ceci a été la suite logique de l'exceptionnalisme américain. Pour Wilson et Roosevelt, c'est la vision d'un ordre mondial multilatéral dans lequel les États-Unis, puissance continentale et largement autosuffisante, ne s'engageraient pas dans des efforts internationaux soutenus, au-delà de ceux de nature commerciale ou humanitaire. Une approche multilatérale à travers le plan Marshall et l'OTAN a permis d'aider l'Europe dans son ensemble, à l'exception des pays européens qui étaient sous l'emprise soviétique.

Malgré les critiques des réalistes et des unilatéralistes, le multilatéralisme est susceptible d'occuper une place importante dans la politique étrangère américaine, et il continuera à la façonner dans un avenir prévisible. Plusieurs raisons peuvent expliquer la prééminence du multilatéralisme. La première est simplement la loi d'inertie institutionnelle. Il y a aujourd'hui pléthore d'organisations multilatérales en place, et les questions multilatérales resteront donc sûrement à l'ordre du jour de la politique étrangère américaine. Des organisations comme les Nations unies, l'OTAN, le GATT, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, pour n'en citer que quelques-unes, se sont imposées comme des acteurs multilatéraux réels et nécessaires, même si certains, dans les rangs politiques américains, restent sceptiques quant à l'efficacité de ces instances multilatérales. Dans de nombreux cas, cependant, bien plus qu'une inertie est à l'œuvre. Des pays d'Europe orientale ont intégré l'OTAN et l'Union européenne. Toutes les anciennes économies planifiées se sont progressivement ouvertes et ont signé des accords commerciaux et financiers multilatéraux mondiaux. La demande de services de maintien de la paix reste élevée au Liban malgré les revers en Irak, en Afghanistan et au Pakistan. L'économie mondiale est plus intégrée que jamais, et les problèmes d'écologie mondiale continuent de poser des risques et des défis. Tout cela nécessite de nouvelles règles de conduite et de nouvelles formes de collaboration.

Par conséquent, les États-Unis ont intérêt à faire progresser le multilatéralisme dans plusieurs de ces domaines. De plus, comme ils réduisent leurs propres engagements militaires mondiaux, ils essaient de persuader les autres de pourvoir davantage à leur propre sécurité. Cependant, pour contenir les futurs conflits interrégionaux, le multilatéralisme sera impliqué. Par exemple, les États-Unis ont approfondi et étendu la défense régionale dans de nombreuses régions telles que l'Europe et l'Asie. Enfin, le dernier facteur favorisant le multilatéralisme en tant qu'élément clé de la politique étrangère américaine est le plus intangible et finalement le plus décisif : l'évolution du sens de la communauté américaine. L'appareil politique américain

est très différent de celui du passé. Le Congrès est plus décentralisé et également plus activement impliqué dans le processus de politique étrangère. L'implication de lobbies dans d'innombrables questions de politique étrangère est devenue la norme. La société américaine est devenue ethniquement plus diversifiée que par le passé, se tournant de plus en plus en direction de l'Amérique latine, de l'Europe, du monde arabe et de l'Afrique. Par conséquent, il semble inéluctable que la tradition américaine, qui a façonné les impulsions de l'ordre mondial multilatéral en 1919 (avec la création de la Société des Nations), en 1945 (avec la création des Nations unies) et après la guerre froide, continuera à mettre en œuvre la politique étrangère américaine dans le futur.

Assurer une implication américaine durable à l'étranger, en particulier dans les relations de sécurité, a toujours été une affaire plus compliquée pour les États-Unis que pour les autres pays. Les présidents américains ont essayé d'unifier et de renforcer le sens de la communauté américaine à travers de nombreuses périodes de l'histoire de l'Amérique. Rassembler le monde contre l'ennemi communiste a permis aux États-Unis de sécuriser la communauté américaine aux niveaux national et international. Cependant, depuis l'attaque du *World Trade Center*, cette dimension idéationnelle et ambitieuse est presque entièrement absente des débats d'aujourd'hui sur la politique étrangère américaine. Le discours du réalisme et de l'unilatéralisme, axé sur les intérêts, est si dominant qu'il tente de se cacher derrière un aspect multilatéral, comme ce fut le cas en Irak, en Afghanistan et dans la guerre contre le terrorisme. Bien sûr, les États-Unis doivent redéfinir leurs intérêts vitaux. Comme nous l'avons mentionné précédemment, de nombreux travaux ont prouvé que la guerre contre Saddam Hussein n'était pas dans l'intérêt américain et que celle contre le terrorisme était si agressive qu'elle a endommagé l'hégémonie et l'image américaine dans le monde.

Cependant, pour une puissance aussi grande que les États-Unis, les intérêts sont rarement déterminés par les seules exigences situationnelles. Plus souvent, ils définissent leurs intérêts et décident de la meilleure façon de les poursuivre. Dans le monde de l'après-guerre froide, la perception qu'ont les Américains d'eux-mêmes et du monde auquel ils aspirent façonnera le choix des fins et des moyens. Max Weber, économiste et sociologue allemand, a ainsi exprimé cette relation : « Très fréquemment, les “images du monde” créées par les “idées” ont déterminé les pistes sur lesquelles l'action a été poussée par la dynamique de l'intérêt »⁵⁸².

⁵⁸² Kissinger, Henry, *Diplomacy*, New York, Simon and Schuster, 1994, p. 834.

Henry Kissinger concède cette position dans *Diplomacy* ; il conclut sur ce qu'il a appelé à tort l'idéalisme américain : « Il reste aussi essentiel que jamais, peut-être plus encore »⁵⁸³. Par l'idéalisme, Kissinger entend transmettre la force animatrice de la tradition communautaire américaine ancrée dans l'expérience américaine elle-même. C'est donc une tâche critique, pour les analystes de politique étrangère, d'adapter cette tradition aux paysages internationaux. Grâce à une telle combinaison entre le concept de communauté américaine et les changements internationaux croissants, Kissinger pense que nous pouvons « aboutir à une définition utilisable des intérêts américains »⁶⁴⁷.

1.1.2 L'invasion de l'Irak : une initiative américaine ou occidentale ?

Il est assez connu que l'invasion irakienne a été avant tout une décision américaine. Cependant, aussitôt, les accusations des États-Unis contre le régime de Saddam Hussein concernant la présence d'armes de destruction massive en Irak ont progressivement mené à une coalition internationale pour le renverser. En novembre 2002, le président américain George W. Bush, en visite en Europe pour un sommet de l'OTAN, a déclaré que « si le président irakien Saddam Hussein choisissait de ne pas se désarmer, les États-Unis dirigeraient une coalition de « volontaires » pour le désarmer »⁵⁸⁴. Le gouvernement de Bush a brièvement utilisé l'expression « coalition des volontaires » (*coalition of willing*) pour désigner les pays qui ont soutenu, militairement et /ou politiquement, l'invasion de l'Irak en 2003 et la présence militaire qui l'a suivie. La liste originale publiée en mars 2003 comprenait 46 membres. En avril 2003, elle a été mise à jour pour inclure 49 pays, puis, elle a été réduite à 48 après que le Costa Rica s'est opposé à son intégration⁶⁴⁹. Sur les 48 pays figurant sur la liste, trois ont fourni des troupes à la force d'invasion (le Royaume-Uni, l'Australie et la Pologne). Trente-sept autres pays ont envoyé des troupes pour soutenir les opérations militaires une fois l'invasion terminée. La liste des membres de la coalition fournie par la Maison-Blanche comprenait plusieurs nations qui n'avaient pas l'intention de participer à des opérations militaires réelles. Certaines d'entre elles,

⁵⁸³ *Ibid.*

⁶⁴⁷ *Ibid.*

⁵⁸⁴ Cf. < <https://edition.cnn.com/2002/WORLD/europe/11/20/prague.bush.nato/>>, consulté le 13 septembre 2020.

⁶⁴⁹ "Costa Rica Asks to be Taken off US List of Coalition Partners", *Los Angeles Times*, 10 septembre 2004, <https://www.latimes.com/archives/la-xpm-2004-sep-10-fg-rica10-story.html>. Consulté le 16 décembre 2020. ⁶⁵⁰ Byrne, John. "White House Altered, Deleted Press Releases on 'Coalition of the Willing'", *The Raw Story*, Retrieved, September 1, 2013.

Voir aussi :

<https://archive.nytimes.com/www.nytimes.com/cfr/international/slot1_032803.html?pagewanted=print&position=top>.

comme les îles Marshall, la Micronésie, les Palaos et les îles Salomon, n'ont pas d'armée permanente. Cependant, grâce au *Compact of Free Association*, les citoyens des îles Marshall, des Palaos et des États fédérés de Micronésie bénéficient du statut national américain et sont donc autorisés à servir dans l'armée américaine.

Toutefois, la liste des pays de la coalition internationale contre l'Irak a été soumise à plusieurs modifications. En décembre 2008, Scott Althaus, professeur de sciences politiques de l'université de l'Illinois, a rapporté qu'il avait appris que la Maison-Blanche rédigeait et modifiait les révisions de la liste des pays de la coalition. Il a constaté que certaines versions de la liste avaient été entièrement supprimées du dossier et que d'autres se contredisaient⁵⁸⁰. En août 2009, plusieurs membres de la coalition se sont retirés d'Irak. En conséquence, la coalition internationale en Irak a été rebaptisée et réorganisée en Forces américaines - Irak à compter du 1^{er} janvier 2010. Ainsi, la « coalition des volontaires » a pris fin officiellement la même année. Certains leaders ont préféré dresser un tableau positif de leur mission en Irak. Le Premier ministre italien Silvio Berlusconi a par exemple expliqué que le retrait des troupes italiennes de l'Irak pouvait se faire parce que les objectifs avaient été atteints⁵⁸⁵.

Toutefois, au fur et à mesure de l'évolution de la guerre, son caractère multilatéral s'est peu à peu estompé. La guerre en Irak a été un événement critique pour la sécurité internationale dans l'après-guerre froide, infligeant des dommages et des coûts économiques importants⁵⁸⁶. L'invasion dirigée par les États-Unis a également remis en question les affirmations selon lesquelles les démocraties ne lancent pas de guerres préventives⁵⁸⁷. Partout dans le monde, l'opposition à la guerre en Irak a été forte⁵⁸⁸. Malgré l'opposition du public, de nombreux dirigeants démocratiques ont décidé de rejoindre les États-Unis en Irak. La « coalition des volontaires » a réuni de nombreuses démocraties pendant une longue période. Cependant, alors que nombre de ces pays sont restés jusqu'à la fin des opérations de la coalition et que certains ont même augmenté leurs déploiements de troupes au fil du temps, d'autres ont décidé de partir unilatéralement avant la fin de la mission, malgré les demandes de la coalition de respecter leurs

⁵⁸⁵ Fischer, Ian, "Italy Planning Pullout of Iraq Troops", *The New York Times*, 16 mars 2016, <https://www.nytimes.com/2005/03/16/world/europe/italy-planning-to-start-pullout-of-iraq-troops.html>. Consulté le 14 décembre 2020.

⁵⁸⁶ Stiglitz, Joseph E. et Bilmes, Linda. *The Three Trillion Dollar War: The True Cost of the Iraq Conflict*. New York: W. W. Norton, 2008.

⁵⁸⁷ Schweller, Randall L., "Domestic Structures and Preventive War: Are Democracies more Pacific?", *World Politics*, 44, no.2 (1992).

⁵⁸⁸ Baum, Matthew A. and Potter, Philip B. K., *War and Democratic Constraint: How the Public Influences Foreign Policy*. New Jersey: Princeton University Press, 2015.

engagements militaires. Par exemple, à la suite de la victoire électorale du Premier ministre espagnol José Zapatero, le dirigeant socialiste a ordonné le retrait immédiat de son pays d'Irak, respectant ainsi sa promesse de campagne. De même, le Premier ministre australien Kevin Rudd a annoncé le départ des forces de combat du pays après la victoire du Parti travailliste aux élections⁵⁸⁹. Pourtant, d'autres sont restés en Irak et certains ont même élargi leur engagement. La Pologne a maintenu sa présence militaire malgré les changements au sein du pouvoir politique. La Corée du Sud a aussi maintenu et accru son déploiement, devenant la troisième force militaire en Irak après les États-Unis et le Royaume-Uni⁵⁹⁰.

Tout au long de la guerre en Irak, de 2003 à la fin de 2008, date à laquelle le mandat de la Force multinationale en Irak (FMN-I) a expiré, 18 des 51 dirigeants démocratiques de 29 démocraties ont annoncé le retrait unilatéral de leur pays. En revanche, les 33 restants ont maintenu les déploiements tout au long de leur mandat ou n'ont commencé à retirer leurs troupes qu'à la fin officielle des opérations de la coalition. Comment expliquer cette variation parmi les membres de la coalition démocratique ?

Si beaucoup d'analyses ont fait progresser l'étude des coalitions en temps de guerre, d'importantes interrogations subsistent. Premièrement, il existe des analyses abondantes pour savoir si les démocraties sont plus fiables que les pays non démocratiques dans leurs engagements d'alliance et de coalition⁵⁹¹. Pourtant, l'accent mis sur les différences des structures politiques masque des variations importantes et ne permet pas de déterminer quand les démocraties et les dirigeants démocratiques deviennent peu fiables en tant que partenaires de la coalition. De plus, les études sur le comportement d'alliance et de coalition des démocraties portent principalement sur les alliances formelles plutôt que sur les accords de sécurité informels ou les coalitions *ad hoc* pour des opérations militaires spécifiques. Cependant, au cours des trois dernières décennies, les coalitions multinationales qui se forment en dehors des alliances formelles sont devenues un phénomène majeur de la politique internationale, qui mérite aujourd'hui une étude plus approfondie. Ainsi, il existe plusieurs facteurs qui ont mené

⁵⁸⁹ « Zapatero ordonne le retrait des troupes espagnoles d'Irak », *Le Monde*, 19 avril 2004, https://www.lemonde.fr/archives/article/2004/04/19/zapatero-ordonne-le-retrait-des-troupes-espagnoles-dirak_361581_1819218.html. Consulté le 20 septembre 2020.

⁵⁹⁰ Cf. <<https://www.cairn.info/revue-guerres-mondiales-et-conflits-contemporains-2014-1-page-115.htm>>, consulté le 20 septembre 2020.

⁵⁹¹ Choi, Ajin, "Fighting to the Finish: Democracy and Commitment in Coalition War", *Security Studies*, 21, no.4 (2012).

à la défection de la coalition. Alors que des travaux antérieurs⁵⁹² suggèrent que les élections et les changements de présidents sont des facteurs déterminants pour les décisions de retrait, le changement de leader a effectivement conduit à un retrait anticipé seulement lorsque ce dernier est combiné à la victoire de la gauche.

Deuxièmement, les pertes et l'engagement excessif de la coalition ont joué un rôle plus important qu'on ne le supposait auparavant. En effet, le retrait de la coalition a souvent été décidé par les mêmes dirigeants qui avaient accepté initialement de contribuer à l'invasion de l'Irak. De nombreux dirigeants « coupables », ceux qui étaient responsables de l'implication de leur pays dans la guerre en Irak, ont par la suite fait face à une opposition interne sévère en raison de la détérioration de la situation irakienne. Les dirigeants qui ont autorisé le retrait l'ont fait alors que les élections présidentielles ou législatives n'étaient pas d'actualité. En retirant la question impopulaire de la guerre en Irak dans l'agenda politique, ces dirigeants ont sans doute renforcé leur propre position politique, ont exprimé une indépendance vis-à-vis des États-Unis et ont prouvé que les intérêts de ces derniers n'étaient pas forcément conformes à ceux de leur pays. Même si la coalition internationale a également reçu des contributions de plusieurs États autocratiques et non démocratiques, la majorité de ses membres étaient des démocraties.

La guerre en Irak constitue donc un épisode contemporain inédit par son caractère unilatéral et multilatéral à la fois. Compte tenu des séquelles de la guerre en Irak et de ses conséquences désastreuses à long terme sur les politiques de sécurité des démocraties occidentales, le sujet reste d'une importance majeure. Cette guerre a donc mis en scène des alliances et une coalition internationale importante pour renverser le régime de Saddam Hussein. Il est important de définir les concepts d'alliance et de coalition. Les alliances sont traditionnellement considérées comme des relations formelles ou informelles de coopération en matière de sécurité entre les États. Les réalistes considèrent la formation d'alliances comme un comportement d'équilibrage externe par rapport aux capacités matérielles globales ou aux menaces perçues⁵⁹³. Les coalitions, en revanche, sont une forme de coopération multilatérale

⁵⁹² Voeten, Erik et Paul Brewer. "Public Opinion, the War in Iraq, and Presidential Accountability" *The Journal of Conflict Resolution*, 50, no.6 (2006): 809-830.

⁵⁹³ Walt, Stephen M., *The Origins of Alliances*. Ithaca: Cornell University Press, 1987.

forgée pour mener une opération militaire spécifique puis appelée à être dissoute lorsque cette mission est terminée⁵⁹⁴.

Il y a un débat de longue date dans les relations internationales pour savoir si la démocratie renforce ou entrave l'engagement et la fiabilité de l'alliance. Un axe de recherche⁶⁶¹ soutient que les caractéristiques inhérentes de la démocratie en tant que type de régime devraient renforcer la crédibilité des États dans les interactions internationales et leur engagement envers les accords d'alliance négociés antérieurement. Or, la guerre contre l'Irak s'est révélée être une erreur fatale pour beaucoup de démocraties comme la France. Un autre groupe d'étude⁵⁹⁵ suggère qu'en raison d'éléments institutionnels spécifiques aux démocraties, comme le renouvellement du gouvernement, la politique électorale et une influence changeante de l'opinion publique et des groupes d'intérêt, ces politiques pourraient en fait être des alliés moins fiables que les non-démocraties. Cependant, aujourd'hui, les coalitions internationales sont devenues plus diversifiées en termes de régimes politiques. C'est notamment le cas de la coalition internationale contre le régime d'al-Assad et contre l'État islamique, à laquelle se sont joints des pays non démocratiques comme l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis ou encore l'Égypte. Ceci s'est reproduit également pour tenter de résoudre la crise libyenne.

Plusieurs études explorent spécifiquement les conditions préalables au retrait de la coalition. Atsushi Tago, professeur de relations internationales à l'université de Waseda, constate que les élections à venir ont tendance à accélérer le départ d'Irak, tandis que le renouvellement du leadership n'a pas de lien avec la défection de la coalition. Pour Tago, ces résultats indiquent que les gouvernements renient leurs engagements internationaux pour éviter les conséquences électorales nationales. Dans le même ordre d'idées, Cristian Cantir, professeur de relations internationales à l'université d'Illinois, souligne la centralité de la politique intérieure pour rendre compte des décisions de retrait⁵⁹⁶. Lawrence Davidson, professeur d'histoire à l'université de West Chester en Pennsylvanie, constate que lorsque le consensus politique interne sur une opération militaire s'effondre, comme lorsque l'opposition et le public

⁵⁹⁴ Scott Wolford, *The Politics of Military Coalitions*. New York: Cambridge University Press, 2015, p. 7. ⁶⁶¹ William Reed, "Alliance Duration and Democracy: an Extension and Cross-validation of Democratic States and Commitment in International Relations", *American Journal of Political Science*, 41, no.3 (1997).

⁵⁹⁵ Dan Reiter and Allan C. Stam, *Democracies at War*. New Jersey: Princeton University Press, 2002.

⁵⁹⁶ Cantir, Cristian. "Contested Roles and Domestic Politics: Reflections on Role Theory in Foreign Policy Analysis and IR Theory, *Foreign Policy Analysis*, 8: 1 (2012), p. 5-24

sont tous deux favorables au retrait, le départ devient « juste une question de temps »⁵⁹⁷. Ulrich Pilster et ses collègues montrent que le renouvellement du leadership augmente la probabilité de retrait de la coalition et que le risque de défection est plus élevé lorsque les démocraties organisent des élections pendant les opérations de la coalition⁶⁶⁵. Ce résultat contraste avec les études qui montrent que les démocraties respectent leurs engagements d'alliance militaire et, plus précisément, leurs engagements de guerre malgré les changements de direction⁵⁹⁸. Plus récemment, Alex Weisiger, professeur de relations internationales à l'université de Pennsylvanie, examine le retrait de la coalition en mettant l'accent sur les circonstances du champ de bataille et revient sur la question phare de savoir quand les pays alliés dans une guerre l'abandonnent. Il écrit :

« Dans les guerres récentes, les États-Unis ont eu des difficultés particulières dans leurs relations avec leurs partenaires comme la Turquie et le Pakistan, qui sont en mesure d'opérer indépendamment des 23 principales forces de la coalition. En même temps, mes résultats suggèrent que la désintégration progressive de la coalition des volontaires en Irak était davantage motivée par le pessimisme quant à la direction de la mission en tant qu'entité plutôt que par les coûts individuels subis par les membres de la coalition. Comprendre ces relations devrait aider les décideurs politiques à anticiper et à réagir aux moteurs probables du retrait, en améliorant les perspectives de cohésion des coalitions »⁵⁹⁹.

Enfin, la comparaison de Justin Massie, professeur de relations internationales à l'université du Québec, entre les déploiements canadiens et néerlandais en Afghanistan, révèle l'interaction entre les incitations électorales, la partisanerie de droite et le consensus des élites pour expliquer les décisions de retrait des dirigeants⁶⁰⁰. Par ailleurs, John Allen, général américain nommé au poste d'émissaire spécial du président pour la coalition contre l'État islamique, revient également sur l'importance des coalitions pour les États-Unis et pour le monde, celle de leur durée de vie, et enfin celle des États rassemblés dans des coalitions internationales comme l'ISAF ou la coalition contre l'État islamique. En effet, pour Allen, les

⁵⁹⁷ Pilster, Ulrich, Böhmelt, Tobias, and Tago, Atsushi, "Political Leadership Changes and the Withdrawal from Military Coalition Operations, 1946-2001", *International Studies Perspectives*, 16,4 (2013):13-25 ⁶⁶⁵ *Ibid*.

⁵⁹⁸ Voir Leeds, Mattes, and Vogel, "Interests, Institutions, and the Reliability of International Commitments", p. 475.

⁵⁹⁹ "In recent wars, the United States has had particular difficulty in relations with (potential) coalition partners such as Turkey and Pakistan that are in a position to operate independently of the main 23 coalition forces. At the same time, my results suggest that the gradual disintegration of the Coalition of the Willing in Iraq was driven more by pessimism about the direction of the mission as a whole than the individual costs suffered by coalition members. Understanding these relationships should help policymakers anticipate and respond to the likely drivers of withdrawal, improving prospects for holding coalitions together."

⁶⁰⁰ Massie, Justin, "Why Democratic Allies Defect Prematurely: Canadian and Dutch Unilateral Pullouts from the War in Afghanistan", *Democracy and Security*, 12, no.2 (2016).

Américains ont toujours été le propulseur des coalitions non seulement par leur puissance inégalée, mais aussi par leurs engagements stratégiques auxquels ils n'ont jamais manqué. Il écrit :

« D'une crise à une l'autre, les États-Unis ont non seulement construit de puissantes intersections pour les intérêts et les valeurs communes des nations, mais dirigé leur application au niveau stratégique. Ayant commandé l'ISAF et ayant été au cœur de la formation de la coalition mondiale pour contrer l'État islamique, j'ai pu constater, *de visu*, le sentiment de confiance exceptionnel conféré par les nations de la coalition aux États-Unis »⁶⁰¹.

Pour Allen, cette confiance peut être expliquée par le fait que seuls les États-Unis peuvent contrer les plus grandes menaces. Il précise que même les pays européens n'ont pas la capacité d'agir sans leurs alliés américains et qu'une coalition internationale sans la participation de Washington est vouée à l'échec. Toutefois, Allen souligne que les États-Unis sont toujours appelés à défendre cette stabilité parce que leur idéologie et leurs valeurs morales sont une richesse reconnue par l'ensemble des pays alliés⁶⁷⁰.

Néanmoins, il est capital de rappeler que le démantèlement de la coalition s'est accéléré quand la situation en Irak s'est détériorée. En effet, les forces de la coalition déployées sur le terrain n'ont pas trouvé d'armes de destruction massive, argument que le gouvernement de George Bush avait utilisé pour les convaincre. À partir de là, la coalition internationale et sa mission en Irak ont été remises en question et ont même décrédibilisé l'invasion dans son ensemble. Cet échec a donné raison à tous ceux qui s'étaient opposés à la guerre parmi les dirigeants politiques et l'opinion publique. Il n'était donc plus légitime, pour certains pays de la coalition, de continuer leur combat en Irak. Il devenait alors urgent d'effectuer les retraits militaires et de refermer au plus vite le dossier irakien. Cependant, si cette décision a été plus ou moins facile pour les pays alliés des États-Unis, tel n'a pas été le cas pour ces derniers qui, encore aujourd'hui, tentent en vain de se débarrasser de cette image. En effet, la guerre contre l'Irak reste désormais un « problème » américain et non celui de la coalition. Autrement dit, l'invasion de l'Irak a été une initiative américaine soutenue par un unilatéralisme américain fort et ayant donné naissance à une coalition internationale qui n'a fait que suivre les directives

⁶⁰¹ Allen, John. « Grand Strategy versus Unending Extremism: Lessons from the United States and Coalition Experience ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 668, (2016):82-92. ⁶⁷⁰ *Ibid.*, p. 84-86.

américaines sans pour autant s'interroger sur l'utilité de cette guerre, ses coûts, ses objectifs et sa fin.

L'échec de l'unilatéralisme américain, qui s'est doté d'un aspect multilatéral, a incité les États-Unis à déployer un multilatéralisme avec un aspect unilatéral. En effet, comme ils jouissent encore d'une position hégémonique dans le monde, leur multilatéralisme reste sélectif ; ils ont le pouvoir de convaincre les autres nations, au sein des organisations multilatérales, plus que tout autre pays, et ils disposent d'une marge de manœuvre unilatérale importante.

1.1.3 Les États-Unis : un unilatéralisme qui incite au multilatéralisme

Il est d'abord crucial de souligner que l'intervention militaire a été pendant longtemps un instrument de contrôle pour l'Occident. En effet, à la fin de la guerre froide, les puissances occidentales, avec à leur tête les États-Unis, étaient les seules à disposer d'un pouvoir interventionniste sur la scène internationale, contrôlant ainsi le cours des relations internationales. Ainsi, l'intervention militaire a été longtemps définie comme des actions de remise en ordre dans un monde régi par des valeurs universelles auxquelles tous les pays devaient adhérer. Dans le cas de l'invasion de l'Irak, l'intervention a suivi une logique démocratique pour libérer le peuple irakien. Toutefois, il convient de préciser qu'à la fin des années 1970, une politique étrangère « occidentale » s'est peu à peu façonnée au service des causes humanitaires et des droits de l'homme. C'est d'ailleurs en 1988 que les Nations unies ont adopté une résolution autorisant l'ingérence de l'État en vue d'une action humanitaire. Ces ingérences « humanitaires » se sont déroulées principalement entre 1988 et 1992, quand l'effondrement de l'URSS a donné aux puissances étrangères occidentales une plus grande marge de manœuvre, loin des affrontements idéologiques. À ce moment, les États-Unis devenaient le grand gagnant et le garant des droits de l'homme dans le monde. Parmi les interventions militaires sous couvert humanitaire menées par les États-Unis avec l'autorisation du Conseil de sécurité de l'ONU, on citera les opérations *Desert Storm* en Irak⁶⁰², *Restore Hope*

⁶⁰² *Tempête du désert*, ou *Desert Storm* en anglais, est le nom donné aux opérations militaires menées contre l'Irak du 17 janvier au 28 février 1991 par une coalition internationale sous commandement des États-Unis et missionnée par les Nations unies. Cette opération a mis fin à l'occupation du Koweït par l'Irak. Elle représente la phase la plus violente de la guerre du Golfe. La résolution 687 du Conseil de sécurité des Nations unies en avril 1991 met un terme définitif à la guerre du Golfe.

en Somalie⁶⁰³ ou encore *Provide Comfort* au Kurdistan⁶⁰⁴. Parmi ces opérations, certaines ont mené à un accomplissement de la mission, d'autres ont été un échec. Nous pouvons ainsi déduire que depuis la fin de la guerre froide, les Américains se sont lancés dans une multitude d'interventions militaires rapides. Celles-ci s'inscrivaient dans le désir des États-Unis de jouer un plus grand rôle pour protéger le monde contre des idéologies totalitaires.

Or, elles ont représenté également, pour eux, des obligations envers la communauté internationale. Autrement dit, après la guerre froide, la démocratie et les valeurs libérales devaient être protégées et continuer à être des principes universels. La pression des organisations humanitaires, trop souvent empêchées d'accéder aux victimes, et la montée en puissance d'une opinion mondiale se conformant aux idées de démocratie et de liberté, ont alors convaincu les responsables politiques de l'importance d'incorporer l'humanitaire dans les interventions militaires. Par ailleurs, le leadership américain, qui n'était désormais plus contesté par l'Union soviétique, devait se doter constamment d'un aspect humanitaire pour crédibiliser ses interventions.

Enfin, la victoire de la démocratie après la guerre froide, son rétablissement dans des pays qui l'avaient autrefois connue, sa diffusion et son établissement dans des régions du monde dépourvues de toute tradition démocratique ont offert au leadership américain la perspective d'un nouvel ordre mondial fondé sur des valeurs communes et l'adhésion aux principes des droits de l'homme. Par conséquent, les États-Unis ont lancé plusieurs programmes démocratiques partout dans le monde, comme en Amérique latine entre 1980 et le début de l'année 1992. En Asie, la démocratisation généralisée tout au long des années 1980 et 1990 a éloigné la région de son passé autoritaire, inaugurant l'espoir d'une vague démocratique. Or, le monde arabe est longtemps resté loin de ces promotions démocratiques. Jusqu'aux années 2000, les États-Unis sont intervenus sous l'égide des Nations unies. Or, l'émergence d'un terrorisme islamiste et les attaques du 11 septembre 2001 ont constitué un tournant majeur dans la politique

⁶⁰³ La Force d'intervention unifiée (UNITAF) est une force multilatérale de l'Organisation des Nations unies, menée par les États-Unis et déployée du 5 décembre 1992 au 4 mai 1993 en Somalie. Initiative américaine, *Operation Restore Hope*, soit « Opération Restaurer l'espoir », l'UNITAF, a pour but de mettre en œuvre la résolution 794 du Conseil de sécurité des Nations unies. La mission se conclut par un échec. Cf. « Restore Hope : échec d'une mission américaine en Somalie », *Le Monde* : 11 janvier 2007, <https://www.lemonde.fr/afrique/portfolio/2007/01/11/restore-hope-echec-d-une-mission-americaine-ensomalie_853984_3212.html>, consulté le 23 décembre 2020.

⁶⁰⁴ L'opération *Restore Comfort* désigne des opérations militaires lancées par les États-Unis et d'autres pays de la coalition de la guerre du golfe Persique, à partir d'avril 1991, pour défendre les réfugiés kurdes fuyant leurs domiciles dans le nord de l'Irak au lendemain de la guerre du Golfe, et leur apporter une aide humanitaire.

étrangère américaine. La vision américaine sur l'importance de l'humanitaire et de la consultation de la communauté internationale est devenue une notion insignifiante qui ne devait plus être une condition pour intervenir. Comme nous l'avons déjà mentionné, l'invasion de l'Irak a constitué un acte unilatéral qui a renforcé la puissance des États-Unis sur le court terme, mais dont l'échec a affaibli inéluctablement leur influence dans le monde.

Pour certains, une intervention militaire n'est efficace et crédible que quand elle est combinée à un multilatéralisme réel. Certes, quand les États-Unis ont envahi l'Irak, beaucoup d'autres nations les ont rejoints dans leur combat contre la terreur, mais rapidement, la défection au sein de la coalition internationale s'est fait ressentir. Les Américains se sont retrouvés seuls sur le sol irakien, tentant de résoudre des conflits irako-irakiens et d'alléger le chaos dû en grande partie à leur intervention. En 2010, dans une interview accordée au journal *Le Monde* au sujet des échecs des interventions en Afghanistan et en Irak, Bertrand Badie, professeur de sciences politiques, a clairement déclaré : « Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les puissances coloniales ont dû accepter la vague de décolonisation ; il me paraît évident que ce demi-siècle de pratique de la mondialisation nous conduit vers une liquidation progressive du jeu néo-impérial qui avait succédé au moment colonial »⁶⁰⁵.

Il y a plusieurs raisons à cela. D'abord, avec la montée des puissances émergentes, leur crédibilité s'impose peu à peu et elles deviennent des substituts aux empires classiques, d'autant plus qu'elles tendent à utiliser des formes nouvelles d'influence et de pénétration chez les autres, moins coûteuses et plus efficaces.

Les États les plus faibles sont aujourd'hui davantage prompts à bénéficier des soutiens du Brésil, de l'Inde, de la Turquie, voire de la Chine, plutôt que de risquer une clientélisation par les puissances occidentales classiques, qui leur a laissé de mauvais souvenirs. Au-delà de cette constatation, on peut même penser que ces formes nouvelles d'interventions issues des puissances émergentes se calent davantage dans les logiques normales de la mondialisation, qui dévalorisent le jeu classique de puissance en faveur de processus d'interdépendance plus discrets et plus efficaces ⁶⁰⁶. Ces déclarations se concrétisent progressivement plus de dix ans après cette interview. L'émergence de nouvelles puissances non libérales et l'échec de

⁶⁰⁵ Cf. « Irak, Afghanistan : comment un défaut de multilatéralisme a fait échouer les interventions armées », *Le Monde* : 12 août 2010, <https://www.lemonde.fr/idees/article/2010/08/12/bertrand-badie-pas-d-intervention-credibile-sans-un-reel-multilateralisme_1398215_3232.html>, consulté le 16 décembre 2020.

⁶⁰⁶ *Ibid.*

l'unilatéralisme américain ont inévitablement imposé aux États-Unis d'abandonner l'option unilatérale et d'entrer dans le jeu d'un multilatéralisme réel et non sélectif.

L'appel à un changement de politique était urgent. L'échec de l'Irak et l'approche unilatérale de la politique étrangère américaine ont incité les responsables américains à déployer une politique plus consensuelle avec les intérêts de la communauté internationale. Lors de la campagne présidentielle de 2008, nombreuses ont été les propositions pour rompre avec la politique étrangère « militaire » de George Bush. Lors de sa campagne, Barack Obama avait promis, entre autres, de mettre fin à la guerre en Irak ; cette proposition résonnait comme la fin d'un destin américain qui avait longtemps hanté la politique américaine. Durant sa campagne, Barack Obama avait également promis de renouer avec les alliances transatlantiques, y compris pour un accord avec l'Iran, l'un des ennemis redoutables de l'Amérique sous Bush. Par ailleurs, le charisme du candidat démocrate et sa détermination à enterrer la diplomatie de son prédécesseur l'ont mené à une victoire présidentielle historique. Celle-ci a été accueillie avec un grand enthousiasme par le monde entier, et dans de nombreuses régions, notamment l'Europe et le Moyen-Orient, elle a représenté un événement médiatique majeur et positif pour le président fraîchement élu. Le début de l'année 2009 a ainsi permis aux États-Unis de redorer leur image et de reprendre le contrôle sur ce qui semblait leur échapper : le monde arabe.

Néanmoins, lors des premières années de sa présidence, Barack Obama s'est heurté à la complexité des enjeux mondiaux dans lesquels les États-Unis s'étaient engagés sous le gouvernement de George Bush. En dépit des discours et des promesses de changement, les priorités de Barack Obama restaient bel et bien celles de tous les présidents américains : protéger la sécurité nationale et renforcer l'économie américaine au niveau national et international. En outre, sur le plan de la politique étrangère, Barack Obama n'a fait que poursuivre ce que George Bush avait décidé. La continuité entre les deux gouvernements reste assez frappante. Ainsi, Barack Obama a poursuivi le retrait des troupes américaines d'Irak, un accord que Bush avait signé avec les autorités irakiennes. Cet accord prévoyait le retrait complet des troupes américaines d'Irak fin 2011, mais à la fin de l'année 2019, il y avait encore plus de 5 000 soldats américains opérant sur le sol irakien ⁶⁰⁷. Si le retrait d'Irak s'est fait progressivement, l'envoi de plus de soldats en Afghanistan a aussi été progressif.

⁶⁰⁷ « Les États-Unis réduisent le nombre de leurs soldats en Irak » *Radio Canada* :9 septembre 2010, <<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1732677/États-unis-washington-reduction-nombre->

Sous sa présidence, Barack Obama a décidé de faire de l'Afghanistan une priorité pour défaire le terrorisme islamiste. Le déploiement de plus de troupes et des frappes militaires pugnaces ont été les deux principales directives pour les forces américaines en Afghanistan. De plus, si la mort d'Oussama Ben Laden lors d'un raid américain au Pakistan a constitué une victoire importante, elle a été également la preuve que les États-Unis continuaient d'agir unilatéralement dans le monde, quand cela était nécessaire, pour protéger leurs intérêts. Même si le président démocrate avait réussi à convaincre ses homologues européens de s'engager davantage en Afghanistan pour lutter contre le terrorisme, cet engagement était tout d'abord américain, et les Européens agissaient en fonction des directives et de la stratégie américaines. Bien sûr, notons que la politique étrangère de Barack Obama ne se résume pas à la guerre en Afghanistan.

Le président américain a incontestablement amélioré la position des États-Unis dans le monde en revigorant les relations avec les pays européens et avec l'Afrique, en renforçant le dialogue politique avec la Russie, le dialogue économique avec la Chine... Son gouvernement a été marqué par la ratification d'importants traités, comme le *New Start* en avril 2010 à Prague, visant à réduire les armes stratégiques nucléaires entre les États-Unis et la Russie. L'accord de Vienne sur le nucléaire iranien, signé en juillet 2015 entre les États-Unis, l'Iran et les pays européens, est une autre preuve des efforts multilatéraux de Washington sous la présidence de Barack Obama. Un autre traité multilatéral important promu par ce dernier a été le partenariat transpacifique signé le 4 février 2016, qui visait à intégrer les économies des pays de l'AsiePacifique et de l'Amérique. Ce traité concernait plus de 800 millions d'habitants et représentait 40 % du PIB mondial ⁶⁰⁸. Notons cependant que si tous ces traités et ratifications sont importants, on ne peut pas dire que la politique étrangère américaine de Barack Obama a permis un passage radical de l'unilatéralisme au multilatéralisme. En effet, le président démocrate a surtout veillé à réaffirmer le rôle des États-Unis comme un leader hégémonique incontesté sur la scène internationale.

De plus, lors de son discours en septembre 2009 pour la remise du prix Nobel de la paix, le président américain a utilisé une rhétorique assez similaire à celle de son prédécesseur. Il a

soldatsirak#:~:text=Bien%20que%20le%20Pentagone%20ne,de%20la%20coalition%20internationale%20antidji hadiste >. Consulté le 23 août 2021.

⁶⁰⁸ Alexander Panetta, « Dix questions au sujet du Partenariat transpacifique », *Le Devoir* : 5 octobre 2015, <<https://www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/451781/les-reponses-a-10-questions-au-sujet-dupartenariat-transpacifique>>, consulté le 19 décembre 2020.

rappelé la notion de guerres « justes » et l'existence du « mal » dans le monde. Il a également souligné qu'il était le chef d'un pays en guerre et que le combat contre le « mal » en Afghanistan devait être partagé par le reste du monde et ne devait pas être une guerre « américaine ». Barack Obama a également tenu des propos plus unilatéraux en précisant que les États-Unis avaient le droit d'agir unilatéralement si leur sécurité était mise en danger. Il a déclaré : « Comme tout autre chef d'État, je me réserve le droit d'agir unilatéralement si la défense de ma nation l'exige. Néanmoins, je suis convaincu que les normes, en particulier internationales, renforcent ceux qui y adhèrent et isolent et affaiblissent ceux qui n'y adhèrent pas. » Il a continué son discours en ajoutant : « L'usage de la force peut être justifié à des fins humanitaires », et aussi : « Si nous désirons établir une paix durable, la parole de la communauté internationale doit avoir du sens »⁶⁰⁹. En d'autres termes, les États-Unis peuvent agir seuls si leur sécurité est en danger, ou à des fins humanitaires si des crises humanitaires surviennent dans le monde. Ceci veut dire que les États-Unis peuvent agir sous l'égide des Nations unies mais également s'en passer.

Cela dit, dans la stratégie de sécurité nationale de 2010, le gouvernement de Barack Obama s'est efforcé de rompre avec le caractère unilatéral de celle de George Bush. Certes, le pays était toujours en guerre contre le terrorisme, mais le document a tout de même rappelé l'importance de renforcer les alliances internationales et de promouvoir des valeurs dites universelles comme la démocratie et les droits de l'homme. Le document met également l'accent sur la nécessité de promouvoir un « ordre international juste et durable » avec la participation de l'ensemble de la communauté internationale. Or, Barack Obama, tout comme George Bush, se réserve le plein droit d'agir unilatéralement si nécessaire. L'unilatéralisme est donc maintenu comme une option inévitable et intégrale de la politique étrangère américaine. Certes, le seuil à partir duquel les États-Unis peuvent utiliser cette option diffère d'un président à un autre. Aucun président ne peut négliger ou supprimer cette option, puisque tous sont convaincus de l'importance et de l'exceptionnalité des États-Unis dans les relations internationales et contribuent à ce que leur hégémonie dans le monde soit préservée.

Passer à une politique étrangère multilatérale n'est donc pas possible compte tenu de la position des États-Unis dans le monde. Les Américains peuvent effectivement consulter la communauté internationale au sujet de nombreuses crises tout en se réservant le droit d'agir

⁶⁰⁹ B. Obama, "A Just and Lasting Peace", discours d'acceptation du prix Nobel de la paix, 10 décembre 2009, <http://nobelprize.org/nobel_prizes/peace/laureates/2009/obama-lecture_en.html>, consulté le 20 décembre 2020.

unilatéralement. L'unilatéralisme est donc une preuve de puissance pour les États-Unis, mais surtout une obligation stratégique pour garder le contrôle des évolutions internationales. L'unilatéralisme reste donc la base de la politique étrangère américaine.

Certes, le multilatéralisme a longtemps été une occasion pour les États-Unis de forger de solides relations. Ceci a été le cas pendant la guerre froide, une période où la rivalité idéologique et militaire des États-Unis et de l'Union soviétique a permis aux Américains de se faire des alliés fiables. D'ailleurs, la victoire américaine a permis à Washington d'élargir son influence dans les pays autrefois sous la mainmise soviétique et d'être la nation indispensable. Ainsi, cet engagement multilatéral a réellement offert à Washington une plus grande influence et a même créé de nouvelles alliances solides et renforcé celles qui existaient déjà. Néanmoins, il est important de rappeler que l'aspect multilatéral de la politique étrangère américaine n'a jamais remis en cause son droit d'agir unilatéralement. Notons que même l'OTAN n'a de pertinence pour les États-Unis que quand cette organisation est en harmonie avec leurs intérêts.

Cependant, plusieurs articles mettent l'accent sur l'importance pour les États-Unis de se maintenir dans un ordre multilatéral et fustigent leur retrait de plusieurs accords internationaux sous le gouvernement de Donald Trump. Dans un article paru en 2009, Alex Pascal, ancien conseiller de l'ambassadeur américain pour les Nations unies, a clairement fait de la coopération internationale un critère de réussite pour Washington. Il écrit : « Il semble n'y avoir qu'un seul consensus à Washington : nous vivons dans une nouvelle ère de concurrence des grandes puissances. Pour que les États-Unis gagnent (quoi que cela signifie), ils doivent rivaliser économiquement, militairement, technologiquement et politiquement. Pourtant, ce paradigme, alimenté par la vision du monde à somme nulle du président Trump et l'hystérie antichinoise qui balaie Washington, a enterré une clé du succès unique et futur de l'Amérique sur la scène mondiale : la coopération »⁶¹⁰. Pour Axel Pascal, le multilatéralisme a été essentiel durant la guerre froide et a même permis aux États-Unis de remporter cette guerre idéologique.

Or, il souligne qu'une obsession pour la concurrence des grandes puissances complique la coopération internationale sur des menaces mondiales communes. La concurrence des grandes puissances pourrait-elle faire tomber les armes les plus destructrices entre les mains les

⁶¹⁰ Pascal, Alex, "Against Washington's Great Power Obsession", *The Atlantic*: 23 septembre 2019, <<https://www.theatlantic.com/politics/archive/2019/09/multilateralism-nearly-dead-s-terrible-news/598615/>>, consulté le 21 décembre 2020 / *Op. cit.*, Allen, John. "Grand Strategy versus Unending Extremism: Lessons from the United States and Coalition Experience". ⁶⁸⁰ *Ibid.*

plus dangereuses ? Pourrait-elle empêcher les pandémies mortelles de ravager le monde, atténuer les pires effets des nouvelles technologies ? Ces menaces graves, urgentes et potentiellement existentielles exigent une coopération entre les grandes puissances. Ce sont aussi celles qui intéressent le plus les Américains, bien plus que la Chine et la Russie. Créer la volonté politique et l'espace pour coopérer avec des rivaux et même des ennemis face à de telles menaces, comme l'ont fait les États-Unis et l'URSS sur le contrôle des armements pendant la guerre froide, peut être le défi géopolitique le plus critique de notre époque et le plus difficile dans un monde d'institutions multilatérales inopérantes dont l'Amérique s'est désengagée⁶⁸⁰.

En l'occurrence, les États-Unis doivent être conscients que l'état actuel de l'économie américaine les incite à partager avec les autres puissances la gestion des crises mondiales. Par ailleurs, l'importance de l'alliance sino-russe sur la scène internationale peut les pousser à renforcer leur alliance avec les pays européens et à s'engager davantage dans une approche multilatérale. En d'autres termes, les États-Unis ne peuvent plus se lancer dans des guerres unilatérales comme ce fut le cas en Irak. D'ailleurs, la prudence avec laquelle ont été lancées des offensives unilatérales en Syrie et en Libye, ou encore contre l'Iran, prouve leur réticence à s'engager à nouveau militairement et leur refus de jouer le rôle de leader dans les opérations militaires multilatérales. Néanmoins, notons que ces évolutions ne signifient pas qu'ils sont en train de devenir une puissance comme les autres. Washington continue et continuera de jouir d'une position hégémonique dans le monde. Mais sur le long terme, la distribution du pouvoir se fera vers d'autres puissances mondiales comme la Chine et poussera les États-Unis vers une politique étrangère multilatérale jamais adoptée auparavant, à moins d'observer un changement radical et de voir les responsables américains mener leur grande nation vers l'isolationnisme.

2. Les États-Unis et le bloc sino-russe

2.1 Les États-Unis, la Russie et la Chine : des visions différentes du monde arabe

Le déclin de la situation des États-Unis au Moyen-Orient après la guerre d'Irak a créé des opportunités pour d'autres acteurs extrarégionaux, notamment la Chine et la Russie. Bien que la source de ce déclin ne puisse être réduite à un seul événement, le conflit irakien a contribué à renforcer le doute sur le fait que les États-Unis seraient le garant de la sécurité régionale qu'ils étaient autrefois et à endommager les perceptions de leur autorité morale. Cet effet peut être observé dans l'opinion publique arabe où les perceptions favorables à l'égard des

États-Unis ont fortement diminué après la guerre d'Irak⁶¹¹. Bien que ces perceptions se soient quelque peu améliorées après l'élection de Barack Obama, l'opinion publique arabe dans des pays stratégiques comme l'Égypte, la Jordanie ou le Liban est restée négative à l'égard de la politique américaine⁶¹².

Cependant, ce qui préoccupe davantage les responsables politiques américains, c'est que le déclin de l'autorité américaine se reflète également dans les stratégies que les acteurs régionaux utilisent pour diversifier leurs alliances de sécurité. On assiste à la fois à une baisse de confiance envers la capacité des États-Unis à garantir la sécurité régionale et à un désir de certains de ramener la région à un système de multipolarité. Ceci a élargi les possibilités pour la Chine et la Russie de renforcer leurs positions dans les affaires régionales. À ce jour, les avancées de la Russie et de la Chine ont largement pris la forme de liens économiques et politiques renforcés. Pourtant, si le rôle américain continue de souffrir, l'engagement chinois et russe pourrait se répandre davantage dans la région et se transformer en un rôle majeur mettant en difficulté la stratégie américaine.

2.1.1 Égypte : course des puissances

Alors que les relations américano-égyptiennes ont subi des tensions importantes dans l'ère post-Moubarak, l'Égypte a cherché à rééquilibrer ses relations internationales et a commencé à diversifier sa politique étrangère en mettant l'accent sur les liens avec la Russie. Pour les États-Unis, ce comportement de nouvelle ouverture peut être une source d'inquiétude et de vigilance, mais pas d'alarme. Ce rééquilibrage peut être symptomatique de la résurgence autoritaire de l'Égypte. Cependant, sans d'importantes corrections de cap sur les fronts politique, économique et social, l'Égypte restera probablement disposée à approfondir ses liens avec la Russie, mais aussi inefficace en tant qu'allié utile des États-Unis. Une Égypte stable, pluraliste, militairement capable et prospère pourrait être un pilier central de la stratégie de sécurité régionale des États-Unis.

Toutefois, la poursuite de la politique actuelle du régime de Sissi, quels que soient les liens de l'Égypte avec la Russie, ne fera qu'assurer la trajectoire négative de l'Égypte et

⁶¹¹ Telhami, Shibley, "Arab Public Opinion on United States and Iraq: Postwar Prospects for Changing Prewar Views", *Brookings*: 1^{er} juin 2003, < <https://www.brookings.edu/articles/arab-public-opinion-on-the-united-statesand-iraq-postwar-prospects-for-changing-prewar-views/>>, consulté le 25 décembre 2020.

⁶¹² Elshinnawi, Mohammed, "Arab Have Negative Views of the United States", *VOA*: 8 août 2010, <<https://www.voanews.com/middle-east/arabs-have-negative-view-united-states>>, consulté le 25 décembre 2020.

approfondir les tendances qui en font un partenaire peu fiable pour les États-Unis. À la suite du soulèvement de 2011, les gouvernements égyptiens successifs ont signalé qu'ils cherchaient à diversifier leurs relations internationales, en limitant la dépendance aux États-Unis et en adoptant une posture indépendante après Hosni Moubarak. Dans un premier temps, cette position était largement rhétorique. Conformément à l'éthique du soulèvement, cette rhétorique s'est concentrée sur la restauration de la dignité égyptienne, principalement dans le domaine de la politique intérieure, mais aussi en ce qui concerne la diplomatie et les relations internationales. Cette impulsion a été renforcée par les tendances conspiratrices selon lesquelles les États-Unis ont contribué à « l'instabilité » en Égypte en apportant leur soutien au soulèvement et à la montée des Frères musulmans au pouvoir. Cet anti-américanisme n'a fait que croître ces dernières années, creusant le fossé entre les visions stratégiques du monde des deux pays.

Ce rapprochement entre Le Caire et Moscou a suscité un grand malaise à Washington. Les Américains ont partagé des relations très proches avec l'Égypte, particulièrement après les accords de Camp David en 1978, quand celle-ci s'apprêtait à reconnaître Israël. Depuis 1980, les États-Unis ont joui d'une relation très stratégique avec l'Égypte, renforcée avec une aide américaine militaire annuelle avoisinant les 1,3 milliard de dollars. Cette dernière a néanmoins été remise en question début 2019, quand le président Abdel Fattah al-Sissi a décidé de signer un accord militaire de 2 milliards de dollars avec la Russie pour l'achat de plus de 20 avions de combat Su-35. En novembre 2019, un responsable du ministère des Affaires étrangères américain annonçait clairement que les États-Unis travaillaient avec l'Égypte pour la dissuader de conclure un accord d'achat d'avions de combat russes, menaçant le gouvernement du Caire de sanctions s'il concrétisait ce projet : « Nous avons également été transparents avec eux en ce sens que s'ils veulent acquérir une plate-forme russe importante [...], cela les expose à des sanctions »⁶¹³. Ces craintes américaines prouvent clairement que l'Égypte est un pays très essentiel au rôle américain dans la région et également que la Russie semble jouir d'une position plutôt confortable dans sa course contre Washington dans le monde arabe. Après la « perte » de Bagdad, de Beyrouth et de Damas, les Américains sont sur le point d'assister à un « abandon » de la part du Caire. Cet abandon risque de s'avérer fatidique pour le rôle hégémonique des États-

⁶¹³ “US Warns Egypt against Russia Warplanes’ Deals, Says Working with Cairo on Defense Needs”, *Reuters*: 21 novembre 2019, < <https://www.reuters.com/article/us-usa-egypt/u-s-warns-egypt-against-russia-warplanes-dealsays-working-with-cairo-on-defense-needs-idUSKBN1XV2HF>>, consulté le 5 janvier 2021.

Unis dans la région et permettrait ainsi aux Russes et aux Chinois de continuer leur avancée dans le monde arabe.

Dans un article important paru en septembre 2020 sur *Brookings*, Tamara Cofman Wittes, chercheur principal au *Center Research for Middle East Policy*, explique que les relations américano-égyptiennes sont déséquilibrées. Elle écrit :

« Au cours de mes années de recherches sur les relations américano-égyptiennes, je n'ai jamais vu la relation aussi déséquilibrée et inefficace pour les intérêts américains qu'elle ne l'est en ce moment. Au cours de la dernière décennie et en particulier dans le gouvernement actuel, la politique américaine à l'égard de l'Égypte est passée d'un partenariat mutuel global à un partenariat presque exclusivement défini par notre assistance militaire et notre relation militaire à militaire »⁶¹⁴.

En soulignant que le président al-Sissi n'est pas un partenaire efficace pour les États-Unis, Tamara Cofman Wittes démontre que depuis le traité de paix Égypte-Israël de 1979 négocié à Camp David, ils ont entretenu un partenariat solide avec les dirigeants égyptiens. Ce partenariat était enraciné dans des objectifs stratégiques et sécuritaires communs pour la région, y compris la paix israélo-arabe, la résistance à l'influence soviétique dans la région, empêchant un seul État régional de dominer les autres, et la lutte contre le terrorisme islamiste. Pour cette experte américaine, le président Abdel Fattah al-Sissi n'est pas enclin ou capable de ce type de partenariat. Sa fixation sur la sécurité du régime fait de lui un partenaire avare et peu fiable dans les affaires régionales, et peu intéressé par la coopération pour stabiliser une région en ébullition. Au contraire, ses approches coercitives tant au niveau national qu'à l'étranger aggravent les problèmes d'instabilité et de sécurité, non seulement pour la région, mais aussi pour l'Europe et les États-Unis⁶¹⁵. Bien sûr, cette méfiance envers al-Sissi est associée à plusieurs mesures prises entre Le Caire et Moscou. À l'accord militaire que nous avons cité, vient s'ajouter une multitude d'accords et d'investissements. Toujours dans le domaine militaire, le président russe Vladimir Poutine et son homologue égyptien, le président Abdel Fattah el-Sissi, ont récemment signé un accord de partenariat stratégique global au palais

⁶¹⁴ “In my years working on U.S.-Egyptian relations, I have never seen the relationship as unbalanced and ineffective for American interests as it is at this moment. Over the last decade and especially in the current administration, American policy toward Egypt has moved from a comprehensive mutual partnership into one almost exclusively defined by our military assistance and our military-to-military relationship.” Cofman Wittes, Tamara, “The Needed Reset for the US-Egypt Relationship”, *Brookings*: 10 septembre 2020, <<https://www.brookings.edu/blog/order-from-chaos/2020/09/10/the-needed-reset-for-the-us-egypt-relationship/>>, consulté le 10 janvier 2021.

⁶¹⁵ *Ibid.*

présidentiel russe, dans la station balnéaire de la mer Noire à Sotchi, en octobre 2019. Sissi a décrit l'accord comme ouvrant « un nouveau chapitre dans l'histoire de la coopération entre Le Caire et Moscou »⁶¹⁶. Quelques jours à peine après la signature de l'accord, les deux pays ont effectué leurs exercices militaires conjoints annuels en Égypte, *Arrow of Friendship*, dans le cadre d'un accord plus large conclu plusieurs années plus tôt⁶¹⁷. L'accord et les exercices ont coïncidé avec les exercices militaires conjoints *Bright Star*, précédemment suspendus entre l'Égypte et les États-Unis pendant la tourmente du « printemps arabe », et qui n'ont repris qu'en 2018⁶¹⁸.

Les présidents Sissi et Poutine considèrent également l'énergie nucléaire comme un important dossier de coopération, signant un accord final en décembre 2017 pour établir une centrale nucléaire dans le nord-ouest de l'Égypte. Les travaux ont débuté en 2020. Poutine définit l'usine comme conduisant à une coopération plus poussée avec l'Égypte et décrit l'État arabe comme un partenaire ancien et fiable dans la région. La société publique russe Rosatom est sur le point de construire l'usine grâce à un prêt russe de quelque 25 milliards de dollars, marquant le plus grand accord d'exportation de matières non premières de l'histoire de la Russie⁶¹⁹. Le rapprochement entre l'Égypte et la Russie a également inclus des mouvements importants vers une plus grande coopération économique. Des négociations sont toujours en cours entre Moscou et Le Caire pour que l'Égypte rejoigne l'Union économique eurasiennne, composée de la Russie, du Kazakhstan, du Kirghizistan, de l'Arménie et de la Biélorussie, qui ferait de l'Égypte le premier membre arabe de l'organisation⁶²⁰. Lors de la même réunion à Sotchi, Poutine a exprimé son soutien à cette étroite coopération économique. L'adhésion permettrait à l'Égypte une plus grande liberté de circulation des marchandises et des services avec les autres pays de l'organisation. Les responsables des deux pays sont également en train

⁶¹⁶ « Poutine accueille l'Afrique à Sotchi », *France 24* : 23 octobre 2019, <<https://www.france24.com/fr/20191023-poutine-accueille-l-afrique-%C3%A0-sotchi>>, consulté le 10 janvier 2021.

⁶¹⁷ Adamczyk, Ed., “Russia, Egypt, Join in Air Defense Exercise Arrow of Friendship”, *UPI* : 30 octobre 2019, <<https://www.upi.com/Defense-News/2019/10/30/Russia-Egypt-join-in-air-defense-exercise-Arrow-of-Friendship/5101572456838/>>, consulté le 10 janvier 2021.

⁶¹⁸ Cf. “U.S.-Joint Military Exercise Bright Star 18 Promotes Security Cooperation”, US Embassy in Egypt, 30 août 2018, <<https://eg.usembassy.gov/u-s-joint-military-exercise-bright-star-18-promotes-security-cooperation/>>, consulté le 10 janvier 2021.

⁶¹⁹ Cf. “Al Dabaa Nuclear Power Plant”, <<https://www.power-technology.com/projects/el-dabaa-nuclear-powerplant/>>, consulté le 8 janvier 2021.

⁶²⁰ “Egypt, Eurasian Economic Union discuss free trade agreement”, *Daily News Egypt*: 17 décembre 2020, <<https://dailynewsegypt.com/2020/12/17/egypt-eurasian-economic-union-discuss-free-trade-agreement/>>, consulté le 10 janvier 2021.

de négocier la création d'une nouvelle zone industrielle russe vers le canal de Suez, avec des investissements de près de 7 milliards de dollars⁶²¹.

Sur le plan politique, l'Égypte semble se ranger aux côtés des Russes au sujet des crises régionales, abandonnant ainsi sa fidèle alliance à Washington née sous le régime de Hosni Moubarak. En effet, l'Égypte et la Russie ont adopté des positions presque identiques sur les conflits en Syrie et en Libye. La compréhension égypto-russe est mieux illustrée par leur position dans le conflit syrien qui, pour l'Égypte, est en opposition marquée à celle de ses alliés américains, occidentaux et du Golfe. Le Caire s'est pleinement aligné sur la position de Moscou en Syrie et, en retour, la Russie a aidé l'Égypte à devenir un acteur clé dans le conflit. La Russie a aidé à persuader les factions en guerre de participer aux négociations au Caire en juin 2018⁶²². La position de l'Égypte à l'égard de la Syrie est d'autant plus remarquable pour ses répercussions politiques : elle a menacé ses relations avec les alliés du Golfe, qui visent à délégitimer le régime syrien en raison de ses relations étroites avec l'Iran. L'Égypte a d'abord endommagé de manière décisive ses intérêts stratégiques avec les pays du Golfe et les États-Unis en votant aux côtés de la Russie (contre l'Arabie saoudite) lors d'une résolution russe au Conseil de sécurité de l'ONU pour le conflit syrien de 2016⁶²³. À la suite de la dernière opération militaire menée par les États-Unis et leurs alliés contre le régime d'Assad, le ministère égyptien des Affaires étrangères a publié un communiqué disant que de telles opérations menaçaient la sécurité du peuple syrien et libyen⁶²⁴. Quant à la crise libyenne, Moscou et Le Caire ont de nouveau convergé par leur soutien à l'Armée nationale libyenne dirigée par le général Khalifa Haftar. La Russie a soutenu Haftar et lui a fourni un matériel militaire de rechange et des conseils techniques. Il y a eu plusieurs accords sur les armes, pour la plupart indirects, entre les deux parties⁶²⁵.

⁶²¹ "Russian Industrial Zone Important Stage in Russian-African Cooperation – official", State Information Service, <<https://www.sis.gov.eg/Story/142221/Russian-industrial-zone-important-stage-in-Russian-Africancooperation-official?lang=en-us>>, consulté le 10 janvier 2021.

⁶²² "Egyptian FM Meets Syrian High Negotiations Committee Delegation", *Egypt Today*: 21 juin 2018, <<https://www.egypttoday.com/Article/1/52542/Egyptian-FM-meets-Syrian-High-Negotiations-Committeedelegation>>, consulté le 11 janvier 2021.

⁶²³ Mandour, Maged. «Egypt's Shift from Saudi Arabia to Russia », *Carnegie Endowment* : 3 Novembre 2016, <<https://carnegieendowment.org/sada/65030>>, consulté le 10 janvier 2021.

⁶²⁴ Anderson, Becky, "Egypt's Foreign Minister blames Qatar for 'Human Suffering' in Syria, Libya", *CNN*: 7 juillet 2017, <[https://edition.cnn.com/2017/07/06/middleeast/egypt-foreign-minister-qatar0513PMVODtop](https://edition.cnn.com/2017/07/06/middleeast/egypt-foreign-ministerqatar/index.html?sr=twCNN070617egypt-foreign-minister-qatar0513PMVODtop)>, consulté le 12 janvier 2021.

⁶²⁵ "Russia Sends Fighter Jets to Libya to Support Mercenaries", *France 24*: 26 mai 2020, <<https://www.france24.com/en/20200526-russia-sends-fighter-jets-to-libya-to-support-mercenaries>>, consulté le

Ces développements stratégiques dans les relations égypto-russes ont eu une influence significative sur les relations de l'Égypte avec les États-Unis, et ils peuvent être compris comme une réponse directe aux politiques américaines antérieures que Le Caire jugeait menaçantes. En effet, la politique du gouvernement de Barack Obama envers la révolution égyptienne a fortement affecté les relations égypto-américaines : Le Caire refuse d'oublier la position des États-Unis contre son allié historique, Hosni Moubarak, quand ils l'ont incité à démissionner lors de la révolution de janvier 2011. La discussion constante de Washington au sujet de la démocratie et des droits de l'homme avec les Égyptiens, y compris le lien entre les aides américaines dans les différents domaines (politique, agricole, économique...) et les progrès du Caire dans ceux-ci, a également rendu le gouvernement américain plus sceptique quant à son amitié avec l'Égypte. Cependant, l'une des questions épineuses entre les deux pays a été le retard de Washington pour certaines livraisons d'armes à l'Égypte au milieu de la bataille de l'armée égyptienne contre l'État islamique dans la péninsule du Sinaï⁶²⁶.

Les États-Unis ont déclaré que ces mesures avaient été prises pour faire pression sur le nouveau gouvernement égyptien afin qu'il se conforme au respect des droits de l'homme lors de sa répression sécuritaire contre les éléments de l'opposition, notamment les Frères musulmans. La pression américaine sur Le Caire concernant les droits de l'homme s'est certainement révélée un effort diplomatique futile. En effet, l'Égypte demeure un pays qui réprime toute opposition politique et même dans les domaines de la démocratie et des droits de l'homme, les responsables égyptiens semblent être en harmonie avec leurs prédécesseurs. Bien que toute mesure américaine visant à faire pression sur le régime égyptien puisse effectivement nuire aux Égyptiens sur plusieurs dimensions, leur penchant pour les politiques russes renforce tout de même leur position en tant qu'acteur arabe essentiel à la paix régionale.

Le régime en profite pour évoquer l'héritage du colonialisme et les tentatives des grandes puissances d'intervenir dans les affaires égyptiennes. De cette manière, le régime attise la ferveur nationaliste des Égyptiens, enflamme l'opinion publique et la mobilise pour continuer à résister à ces tentatives de pression étrangère, même dans le cas des droits de l'homme et de

10 janvier 2020. "Point Blank: Egypt, Russia and UAE Sent Arms to Libya's Haftar", *Al Jazeera*: 13 novembre 2019, <<https://www.aljazeera.com/news/2019/11/13/point-blank-egypt-russia-and-uae-sent-arms-to-libyashaftar>>, consulté le 14 janvier 2020.

⁶²⁶ Ryan, Missy, "Obama Administration Ends Long Hold on Military Aid to Egypt", *Washington Post*: 31 mars 2015, <https://www.washingtonpost.com/world/national-security/obama-administration-ends-long-hold-on-military-aid-to-egypt/2015/03/31/6f528c2c-d7d6-11e4-8103-fa84725dbf9d_story.html>, consulté le 12 janvier 2020.

la démocratie. Cette stratégie a connu un succès remarquable et a été constamment mise en œuvre depuis la révolution de 1952 jusqu'à nos jours. Sur le plan interne, le régime égyptien a interprété un changement de soutien américain comme une indication qu'il ne pouvait plus dépendre des États-Unis en tant qu'allié fiable, laissant une ouverture à la Russie pour répondre aux besoins de l'armée égyptienne. Ainsi, 2014 a marqué le premier virage du Caire vers la Russie par le biais de l'accord majeur sur les armes entre les deux pays, d'une valeur de plus de 3 milliards de dollars et financé par les Saoudiens et les Émiratis⁶²⁷.

Dans une analyse parue en 2020 et publiée par le *Jerusalem Institute for Strategy and Security*, Lazar Berman et Moshe Albo, journaliste diplomatique au *Time of Israel* et chercheur et politologue israélien, soulignent l'importance pour les États-Unis de reconsidérer leurs relations avec l'Égypte puisque celles-ci ont un effet sur la sécurité d'Israël. Ils écrivent : « Les États-Unis doivent faire un choix. Ils pourraient réévaluer leur position vis-à-vis de l'Égypte et donner la priorité au maintien de leur domination dans ce pays. Cela garantira non seulement la poursuite sans heurts du traité de paix israélo-égyptien, mais permettra également aux États-Unis de restaurer leur monopole sur le marché des armes et sur les questions de défense »⁶²⁸. Les deux experts mettent en avant qu'en parallèle, Washington peut continuer à exprimer des préoccupations importantes concernant les droits de l'homme et la démocratie dans la région, en maintenant les limites de l'aide militaire, sans pousser l'Égypte trop loin vers la Russie. Pour eux, dans ce cadre, les Américains peuvent proposer certains systèmes de pointe à l'Égypte, avec des demandes d'accès aux réseaux informatiques et aux bases de réparation et de maintenance. Le CISMOA est l'un de ces pactes dans le domaine des communications cryptées⁶²⁹. Dans le contexte de la concurrence avec la Russie et la Chine, les États-Unis ont toujours le dessus, avec une variété d'outils coercitifs à leur disposition ; l'un de ces outils est la *Countering America's Adversaries Through Sanctions Act* (CAATSA), qui donne au président une gamme de sanctions, y compris la coupure de l'accès aux prêts et le refus de visas

⁶²⁷ Dorell, Oren, "Russia Offers Egypt No-strings-attached Arms Deal", *USA Today*: 13 février 2014, <<https://www.usatoday.com/story/news/world/2014/02/13/russia-egypt-arms-deal/5459563/>>, consulté le 10 janvier 2021.

⁶²⁸ "America must make a choice. It could reassess its stance toward Egypt and prioritize maintaining its dominance there. This will not only ensure the smooth continuation of the Israel-Egypt peace treaty but will also allow the US to restore its monopoly in the arms market and over defense issues. It can do this while preserving the quantitative edge of its other allies in the region." Berman, Lazar et Albo, Moshe, "Egypt's Strategic Balancing Act Between the US and Russia", *JISS*: 5 avril 2020, < <https://jiss.org.il/en/berman-albo-egypts-strategicbalancing-act-between-the-us-and-russia/>>, consulté le 12 janvier 2021.

⁶²⁹ David M. Witty, "Egyptian Armed Forces Communications Agreement with the US and Israel's Qualitative Military Edge", *MECRA*: October 2, 2019.

américains. Avec l'Égypte, les 1,3 milliard de dollars d'aide étrangère annuelle et le soutien militaire continu renforcent l'influence de l'Amérique⁶³⁰.

2.1.2 Syrie : bastion du communisme dans le monde arabe

Lorsque le parti Baath est arrivé au pouvoir en Syrie par un coup d'État militaire en 1963, Hafez al-Assad, partisan de sa branche radicale, en était une figure éminente. Après le coup d'État, il a occupé le poste de ministre de la Défense et a mené la guerre contre les Israéliens. Après la défaite arabe contre Israël en 1967, Hafez al-Assad a renversé le régime par un coup d'État et est devenu le chef de la Syrie en 1970 jusqu'à sa mort en 2000. Une fois président de la Syrie, il a entrepris ce qu'on a appelé le « mouvement correctif », un ensemble de réformes visant à rallier les forces progressistes syriennes autour du parti Baath pour institutionnaliser son régime⁶³¹. Ce mouvement était destiné à reconquérir la grandeur du parti en introduisant une idéologie modérée sans, cependant, remettre en question les fondements du Baath (principalement l'unité des républiques arabes, la lutte contre le colonialisme et le sionisme et la lutte national-socialiste).

En 1963, le régime syrien n'était pas enthousiaste à l'idée de développer des relations intenses avec l'Union soviétique. Malgré le « changement » opéré par Hafez en 1970, la Syrie n'était toujours pas sous l'influence de l'URSS. L'Irak et l'Égypte étaient beaucoup plus avancés que la Syrie dans leurs relations avec les Soviétiques. En fait, Hafez a dû attendre 1978. Cette année-là, l'Égypte a signé les accords de Camp David pour faire la paix avec Israël. Elle a ensuite été remplacée par la Syrie qui est devenue un allié majeur de l'URSS. En effet, deux ans plus tard, en 1980, les deux pays ont signé un traité d'amitié et de coopération, qui était la base d'une collaboration syro-russe puissante.

Pour l'URSS, l'alliance avec la Syrie était nécessaire pour contrebalancer l'alliance américano-égyptienne qui avait été établie par les accords de Camp David. Cette alliance était satisfaisante pour les deux parties. D'une part, elle a fait du régime d'al-Assad un acteur majeur dans toute négociation régionale. Pour les Soviétiques, si attachés aux pourparlers de paix au Moyen-Orient, la Syrie constitue un moteur majeur de paix et donc une possibilité d'entrer sur la scène arabe. D'autre part, cette alliance a permis à la Russie d'avoir un poids dans l'évolution

⁶³⁰ *Ibid.*

⁶³¹ Antoun, Richard et Donald Quataert. *Syria: Society, Culture, and Policy*. Google Books, 1991.

du Moyen-Orient et de jouer un rôle clé dans le processus de paix entre les Israéliens et les Palestiniens, la Syrie étant un pays stratégique de la région. Cette course féroce entre la Russie et les États-Unis dans le monde arabe divise la région entre régimes pro-américains et prorusses. Si les États-Unis ont dans leur camp des régimes comme l'Égypte, la Jordanie et les pays du Golfe, la Russie rallie de grandes puissances régionales comme la Syrie et l'Iran. Cette concurrence entre Américains et Russes correspond au schéma que l'ancien ministre des Affaires étrangères Henry Kissinger a introduit : « Nous ne pouvons pas faire la guerre sans l'Égypte et nous ne pouvons pas faire la paix sans la Syrie »⁶³².

Cependant, une nouvelle ère a débuté lorsque Gorbatchev est arrivé au pouvoir en 1985. Comme Hafez al-Assad présentait la décadence de l'URSS, son régime a mis en œuvre une politique étrangère qui s'est tournée progressivement vers les États-Unis et l'Union européenne après la ratification, en novembre 1995, du processus de Barcelone, laissant la porte ouverte aux négociations avec l'Arabie saoudite, la Jordanie et même le Qatar. Bien que l'alliance de la Syrie et de la Russie ait été radicalement modifiée après l'effondrement de l'URSS, les accords militaires entre les deux pays ont continué à être respectés. De nombreuses années plus tard, la Russie s'est engagée à réaffirmer ses anciennes alliances et était déterminée à reconquérir celle avec la Syrie. L'année 2003-2004 a été la meilleure période pour les Russes pour atteindre cet objectif, parce que l'anti-américanisme était à son plus haut niveau dans le monde arabe, surtout après l'invasion impopulaire de l'Irak. En 2005, Bachar al-Assad s'est rendu en Russie pour renforcer les relations bilatérales et célébrer ce rapprochement, et Poutine a accepté d'annuler la dette syrienne de 75 %⁶³³.

En réponse à l'assassinat de Rafic Hariri, les États-Unis ont rappelé leur ambassadeur de Damas pour exprimer leur désapprobation à l'égard du régime syrien, incitant la Syrie à se rapprocher davantage des Russes. Cependant, cette absence américaine dans un pays stratégique comme la Syrie a été une erreur. D'ailleurs, Hillary Clinton a souligné l'importance pour les États-Unis de désigner un ambassadeur en Syrie pour entreprendre de nouvelles relations avec le régime baathiste. Pour elle, l'hostilité de l'Amérique envers le régime d'alAssad n'était plus une option viable. En octobre 2010, Obama a nommé Robert Ford comme nouvel ambassadeur

⁶³² Indyk, Martin. *Innocent Abroad: An Intimate Account of American Peace Diplomacy in the Middle-East*. Google Books, 2006.

⁶³³ El Khoury, Bachir, « Syrie : les raisons de l'obstination de Poutine », *Slate* : 9 September 2013. <<http://www.slate.fr/story/77394/syrie-russie-poutine>>, consulté le 13 janvier 2021.

américain. Toutefois, la désapprobation du Congrès d'envoyer un ambassadeur à Damas a reporté la mission de Ford, et ce dernier n'est arrivé en Syrie qu'en janvier 2011, deux mois avant le début de la révolution syrienne. Alors que les États-Unis venaient d'arriver en Syrie pour soutenir l'opposition contre al-Assad, la Russie était largement en avance dans la gestion de la crise syrienne en réitérant son engagement envers ce dernier. Chaque pays a tenté de faire de sa stratégie la plus forte, et la Syrie est devenue aussitôt le champ de bataille d'une guerre froide du XXI^e siècle.

La Syrie est un pays complexe. Ce pays détient toutes les cartes qui pourraient nuire aux principaux acteurs régionaux et internationaux. L'une des caractéristiques distinctives du régime syrien est sa profonde implication dans les événements régionaux. C'est le résultat d'alliances réfléchies qui donnent à la Syrie un rôle d'acteur actif. La famille al-Assad, père et fils, a été très tactique dans l'établissement de relations diplomatiques avec l'ensemble des pays de la région. D'ailleurs, ses bonnes relations avec l'Iran permettent à la Syrie d'avoir une influence dans la région et de jouer un rôle d'intermédiaire entre celui-ci et les pays du Golfe (connus pour ne pas avoir de bons rapports avec lui). La Syrie a également joué un rôle vital, quoique contradictoire, dans l'Irak post-Saddam Hussein, notamment en fournissant un soutien aux miliciens chiites lors des attaques contre les forces américaines, puisque la chute de la dictature baathiste de Saddam Hussein a plus ou moins affecté le régime de Damas. En parallèle, la Syrie est également un bastion pour les partis de la résistance palestinienne comme le Hamas et le groupe armé chiite libanais Hezbollah, pour maintenir sa loyauté envers la « souveraineté arabe »⁶³⁴.

De plus, la Syrie accueille également des organisations indépendantistes comme le PKK des Kurdes, que Damas utilise régulièrement contre la Turquie. À cela vient s'ajouter une multitude de positions et d'alliances qui s'opposent à la politique américaine et font que la Syrie rejoint le rang des pays anti-occidentaux tout en assurant son rôle dans les affaires du monde. Par conséquent, la capacité de la Syrie à nuire à la paix régionale est plus grande que n'importe quel autre pays arabe. C'est un pays « diplomatiquement polyvalent » qui met en œuvre des politiques paradoxales. S'il soutient des groupes comme le Hamas et le Hezbollah, Israël jouit de la sécurité à ses frontières avec la Syrie, et l'occupation israélienne du plateau du Golan n'a jamais été menacée par une attaque syrienne. Cela atténue les craintes d'Israël pour sa sécurité

⁶³⁴ Saad-Ghorayeb, Amal. *The Iran Connection: Understanding the Alliance with Syria, Hizbullah and Hamas*. New York: Hardcover, 2012.

et le danger de voir le régime de Damas passer d'un régime baathiste, certes, mais assez « pacifique », à un régime démocratique et inclusif qui pourrait menacer son existence.

Cette relation paradoxale avec Israël incite les États-Unis à mettre en œuvre une stratégie de laissez-faire en Syrie. Comme les considérations géopolitiques semblent surpasser tout secours humanitaire, la crise syrienne résiste à tous les efforts de la communauté internationale. Le plan de Kofi Annan, qui a essayé de rassembler les parties belligérantes autour de la table des négociations, a échoué, tout comme celui de Lakhdar Brahimi⁶³⁵. Notons également que si ces deux plans onusiens ont échoué, les efforts internationaux se sont également heurtés à la complexité de la crise syrienne. En effet, dans une tentative d'arrêter le bain de sang perpétré par le régime syrien contre les rebelles, les États-Unis se sont contentés de délégitimer le régime d'al-Assad sans pour autant déployer une stratégie efficace en faveur de la rébellion syrienne. Cela dit, la révolution syrienne a révélé les limites du rôle américain dans la région. Autrement dit, les États-Unis ont tardé à déployer une stratégie de long terme en Syrie. La stratégie de Barack Obama a été trop hésitante, permettant à d'autres acteurs régionaux comme la Russie, la Turquie et l'Iran de la minimiser. Dans un article paru en 2015, Emma Ashford, chercheuse en politique étrangère américaine au *Cato Institute*, explique clairement que la stratégie américaine en Syrie est défaillante. Pour elle, les dirigeants américains devraient moins se concentrer sur les solutions militaires. Ils devraient accepter l'endiguement *de facto* de l'État islamique, et plutôt donner la priorité aux approches non militaires, au soutien humanitaire face à la crise des réfugiés et à la poursuite d'options diplomatiques⁶³⁶.

D'autres experts sont allés plus loin en certifiant que les États-Unis n'avaient pas de stratégie en Syrie. En 2018, l'ancienne ministre des Affaires étrangères sous le gouvernement de Bill Clinton, Madeleine Albright, a déclaré dans une interview sur CNN : « À ce que je sache, il n'y a pas de stratégie, c'est une chose à prendre en compte parce que l'attaque chimique, c'est une question vraiment épineuse, mais je pense que nous avons besoin d'une stratégie

⁶³⁵ “ Syrie : Kofi Annan réitère l'importance de mettre en œuvre le plan de paix en six points”, *ONU Info* : 11 juillet 2012, < <https://news.un.org/fr/story/2012/07/249172> >, consulté le 13 janvier 2021 / “ Syrie : le plan Brahimi pour mettre un terme à la crise”, *France 24* : 24 novembre 2012, <<https://www.france24.com/fr/20121124-syriediplomat-lakhdar-brahimi-plan-sortie-crise-opposition-assad-morsi>>, consulté le 13 janvier 2021.

⁶³⁶ Ashford, Emma, “Obama’s Syria’s Strategy is Doomed to Fail”, *The Time*: 2015, <<https://time.com/4094333/obamas-syria-strategy/>>, consulté le 25 décembre 2020.

quelconque et j'espère qu'il y a du travail en continu parce que je pense que nous sommes confrontés à une situation très grave »⁶³⁷.

Par ailleurs, Robert Ford, en 2015, avait appelé à corriger la stratégie américaine en Syrie. Pour lui, les États-Unis étaient trop en retrait en Syrie et devaient absolument reprendre en main la situation face à la Russie⁶³⁸. L'appel de Robert Ford n'a cependant pas été entendu par les responsables américains, et après l'élection de Donald Trump, les États-Unis ont opté pour un retrait quasi total de Syrie. Le président américain a en effet donné le relais à l'armée turque. Beaucoup d'analystes ont considéré cette décision comme un manquement aux engagements américains envers la guerre contre le terrorisme (l'État islamique) et envers les Kurdes qui ont perdu plus de 11 000 soldats dans leur lutte contre l'EI. Cette politique de retrait d'une zone de conflit marque également le désengagement des Américains envers les crises régionales, même s'ils figurent plus ou moins parmi les principaux responsables du chaos régnant au Moyen-Orient. Dans un article paru en 2019 publié par *Brookings*, Ranj Alaaldin, chercheur en politique étrangère, a résumé l'état de la stratégie américaine en Syrie. Pour lui, ce désengagement a « effectivement mis le dernier clou dans le cercueil de l'importance de l'Amérique en Syrie. C'est une autre triste fin de l'implication de l'Amérique dans une zone de conflit, qui est sans doute comparable au retrait d'Irak en 2011, qui a précipité l'émergence de l'État islamique et considérablement renforcé et étendu l'influence de l'Iran en Irak ». Il conclut enfin, à propos du retrait américain en faveur de l'armée turque, que les États-Unis ont subi un affaiblissement spectaculaire de leur stratégie dans une région qui leur est hostile. De manière cruciale, les États-Unis ont perdu l'infrastructure de sécurité essentielle pour prévenir les attaques de l'État islamique en Occident. Cette menace a été aggravée par les dizaines de djihadistes qui ont échappé aux centres de détention. Le retrait des États-Unis de Syrie est triste, dangereux et totalement inutile⁶³⁹. Par ailleurs, ce retrait, ou ce désengagement américain, n'est

⁶³⁷ “As long as I can tell, there is no strategy, it is one thing to take action on this particular really grideous issue on the chemical attack, but I think we need a strategy of some kind and I am hoping very much that there is work going on that because I do think we're facing a very serious situation.” Cf. “Albright: There is no strategy in Syria, *CNN*, <<https://edition.cnn.com/videos/world/2018/04/11/trump-tweet-syria-russia-get-ready-albrightnewday.cnn>>, consulté 1 janvier 2022.

⁶³⁸ Ford, Robert, “How to Correct America’s Strategy in Syria”, *MEI*: 11 mars 2015, <<https://www.mei.edu/publications/how-correct-americas-strategy-syria>>, consulté le 28 décembre 2021.

⁶³⁹ Ranj Alaaldin, “The US No Longer Matters in Syria”, *Brookings*: 18 octobre 2019, <<https://www.brookings.edu/blog/order-from-chaos/2019/10/18/the-us-no-longer-matters-in-syria/>>, consulté le 23 décembre 2020.

pas une stratégie nouvelle dans la région ; il y a un sentiment de déclin de Washington dans le monde arabe.

Les préoccupations régionales liées à l'influence croissante de l'Iran après la guerre ont été aggravées par la perception que l'engagement massif des États-Unis en Irak a limité leur capacité à protéger le pouvoir et à renforcer la sécurité régionale. Plus précisément, les difficultés de poursuivre la guerre en Irak ont nourri l'idée que « l'épisode » américain au Moyen-Orient est peut-être en train de décliner ou, au minimum, que la guerre a coupé les ailes aux Américains. Cependant, malgré une position réduite dans la région, les États-Unis restent l'acteur assurant son équilibre. Pour autant, leur retrait d'Irak ne leur a pas permis de regagner la confiance régionale, puisque celui-ci a facilité l'émergence de l'État islamique. L'effet de la guerre en Irak sur les ressources et sur l'état de préparation militaire des États-Unis est avancé comme la principale raison du déclin de leur influence dans la région. Malgré l'amélioration récente de la situation sécuritaire en Irak, de nombreux observateurs régionaux estiment que cette guerre a révélé les limites de la puissance américaine.

De même, la montée de l'influence iranienne en Irak et le développement continu de la technologie des missiles sont cités comme les signes avant-coureurs d'un nouvel ordre de sécurité régionale, dans lequel l'Iran jouera un rôle de plus en plus affirmé aux dépens des intérêts américains. En 2008, dans un article paru dans l'*Arab Journal of Political Sciences*, Abdullah Alshayji, professeur de relations internationales à l'université du Koweït, écrit : « L'Irak est devenu un théâtre pour l'Iran pour régler ses comptes avec les États-Unis, et pour accroître la périphérie de sa puissance et sa présence dans la région, pour jouer le rôle de la principale autorité dans la région et pour s'emparer des atouts de l'ouest de l'Afghanistan au sud de l'Iran et du Yémen au golfe Persique »⁶⁴⁰. Cette déclaration résume bien la situation aujourd'hui. En effet, en plus de l'échec de la guerre en Irak, la crise syrienne a d'autant plus révélé le déclin du rôle américain dans la région. L'affaiblissement américain en Irak a déteint sur l'ensemble de la région, y compris en Syrie, où les États-Unis ont été impuissants à déployer une stratégie assertive. Au contraire, l'Iran, avec le soutien de Moscou et de Pékin, a contrecarré toute initiative américaine et occidentale, et ces trois pays ont même renforcé leur présence et leurs actions dans la région. Par ailleurs, le maintien de Bachar al-Assad au pouvoir, grâce aux

⁶⁴⁰ « Iraq has become a theatre for Iran to settle scores with the United States, and for Iran, to increase the periphery of its power and its presence in the region, to play the role of the principal authority in the region and to take hold of trumps cards from western Afghanistan to Southern Iran and from Yemen to the Persian Gulf.” *Op. cit.*, Al Shaiji, 2008, p. 152.

efforts diplomatiques et militaires de la Russie, de la Chine et de l'Iran, prouve en partie que les États-Unis sont en perte d'élan dans la région.

Certes, comme nous l'avons mentionné auparavant, les États-Unis et la France ont concrètement tenté de mettre fin au bain de sang en Syrie en finançant les rebelles syriens et l'armée syrienne libre ; mais leur stratégie n'a jamais été mise en œuvre et s'est révélée assez fragile face aux efforts sino-russes. Même avant la crise syrienne, les événements au Liban sont également cités comme preuve de l'influence croissante de l'Iran dans les affaires régionales. Plus précisément, la persistance du Hezbollah dans la guerre de 2006 avec Israël, sa capacité à dicter les conditions de l'échange de prisonniers de 2008 et ses gains politiques au Liban sont tous cités comme une preuve supplémentaire des gains iraniens et de l'érosion de la puissance américaine. De plus, depuis la détérioration de la situation au Liban, face à la montée du Hezbollah et de l'Iran, les alliés américains dans le pays ont été délaissés par Washington. Aujourd'hui, l'Iran, la Russie et la Chine sont devenus des acteurs incontournables à Bagdad, à Damas et à Beyrouth.

Steven Heydemann, auteur américain et politologue au *Center for Middle East Policy*, tente d'expliquer pourquoi les États-Unis ne sont pas intervenus en Syrie. Il énumère de nombreuses raisons, et parmi celles-ci, il annonce clairement : « Trop souvent, les interventions américaines n'ont pas été efficaces. Dans de nombreux cas, elles ont fait plus de mal que de bien ». Il rajoute qu'en outre, le fait que l'administration se fie aux « leçons apprises » des interventions passées n'est pas simplement une justification *ad hoc* pour éviter de s'engager dans le conflit désordonné de la Syrie. Les analogies historiques ont joué un rôle majeur dans la définition des principes qui guident son approche de la Syrie⁶⁴¹. En effet, dans son dernier discours sur l'état de l'Union, le président Barack Obama explique qu'il est essentiel pour les États-Unis de déterminer quand les intérêts américains sont en jeu, de réduire l'utilisation de la force militaire, de ne pas agir unilatéralement, de rappeler la nécessité que les acteurs locaux montrent la voie dans la résolution des problèmes locaux, tout en mettant en avant le scepticisme sur la capacité des Américains à construire des nations ⁶⁴². Ces déclarations soulignent par conséquent l'importance pour les États-Unis de consulter les autres nations dans les crises

⁶⁴¹ Heydemann, Steven, "Why the United States Hasn't Intervened in Syria", *Brookings*: 17 mars 2016, <<https://www.brookings.edu/blog/markaz/2016/03/17/why-the-united-states-hasnt-intervened-in-syria/>>, consulté le 5 janvier 2021.

⁶⁴² Obama, Barack, "Remarks of President Barack Obama – State of the Union Address As Delivered", The White House, 13 janvier 2016, <<https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2016/01/12/remarks-presidentbarack-obama-%E2%80%93-prepared-delivery-state-union-address>>, consulté le 5 janvier 2020.

internationales, et également pour les populations locales de prendre le destin de leurs pays en main.

Certes, la Syrie ressemble quelque peu à l'Irak et à l'Afghanistan, mais les différences sont également importantes. Contrairement à la Syrie, ni l'Irak ni l'Afghanistan n'ont connu un soulèvement national qui recherchait un processus pacifique de transition politique. En Irak et en Afghanistan, les États-Unis ont réussi à changer de régime grâce à des interventions militaires directes. En Syrie, une présence militaire américaine à grande échelle n'a jamais été une option envisagée. L'intervention américaine n'a jamais été sollicitée par l'opposition syrienne ni recommandée par la classe politique aux États-Unis. Les militants de l'opposition syrienne ont demandé le soutien des États-Unis et leur participation à des opérations de combat.

Les partisans d'une politique américaine plus affirmée en Syrie ont cherché à soutenir les rebelles syriens modérés. Or, ces modérés existaient-ils ? Les États-Unis en savaient-ils suffisamment à leur sujet pour justifier leur soutien ? Le soutien américain à l'opposition armée aurait-il fait une différence ? Sur ces questions critiques, les déclarations du gouvernement ont été incohérentes, comme l'ancien ambassadeur des États-Unis en Syrie, Robert Ford, l'a reconnu après avoir démissionné de son poste, lors d'une interview avec CNN⁶⁴³. Pendant la révolution syrienne, la Maison-Blanche a prétendu savoir qu'une majorité de l'opposition armée était constituée d'un réseau très dispersé et décentralisé. Cette révolution a donc été soumise à des visions différentes et même contradictoires de la Syrie post-Assad. Entre les religieux modérés, laïcs et radicaux, les États-Unis se sont à nouveau heurtés à la complexité de la Syrie. Cette mosaïque sociale est assez similaire à celle de l'Irak ; les Américains devaient affronter cette situation sans y être préparés, ce qui a subséquemment mené à l'échec.

2.1.3 La péninsule arabique : noyau de la puissance américaine dans la région ?

Il est important d'abord de définir la péninsule arabique. L'Arabie, ou péninsule arabique, est une vaste péninsule située au sud-ouest de l'Asie, à la jonction entre ce continent et l'Afrique. Cette région fait partie du Moyen-Orient et joue un rôle géopolitique fondamental, du fait de ses importantes réserves de pétrole et de gaz naturel. Elle regroupe plusieurs pays :

⁶⁴³ Krever, Mick. "Former US Ambassador to Syria Robert Ford: I could no longer defend the American Foreign Policy" CNN :3 juin 2014, <<https://amanpour.blogs.cnn.com/2014/06/03/former-u-s-ambassador-to-syria-icould-no-longer-defend-the-american-policy-robert-ford/>>, consulté le 2 janvier 2013.

l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, le Qatar, le sultanat d'Oman, le Koweït, le Bahreïn et enfin le Yémen. L'Arabie saoudite, en tant que pays le plus vaste, le plus riche et le plus peuplé, est souvent considérée comme le leader de cette région importante. Notons également que l'Arabie saoudite, abritant les lieux les plus saints de l'islam, est le cœur battant de la religion musulmane et une terre sacrée pour les musulmans, en faisant un pays important d'un point de vue politico-stratégique et religieux. Nous nous intéresserons ainsi principalement aux relations entre les États-Unis et l'Arabie saoudite. En effet, cette relation américano-saoudienne reste la plus « spéciale » dans le monde arabe et représente, pour les États-Unis, un élément stratégique et une sorte d'« ajusteur » de la paix dans la région.

Le ministère des Affaires étrangères à Washington dresse un schéma très positif des relations entre les États-Unis et l'Arabie saoudite. Il met en avant que le partenariat américano-saoudien est enraciné dans plus de sept décennies d'amitié et de coopération étroites, enrichies par les opportunités d'échanges qui sont essentielles à la promotion de la compréhension mutuelle et au développement à long terme des liens entre les deux pays. En coopération avec le gouvernement de l'Arabie saoudite, les États-Unis fournissent un appui technique dans des domaines tels que l'éducation, le commerce et le développement économique et militaire. Washington affirme aussi constamment l'importance de l'alliance entre les États-Unis et l'Arabie saoudite pour maintenir la paix régionale.

D'ailleurs, cette importance est reflétée dans des visites d'État constantes entre les présidents américains et les rois d'Arabie saoudite. La première visite entre les responsables américains et saoudiens remonte à 1945, où le roi Abdelaziz a rencontré le président Roosevelt. Ont suivi Richard Nixon en 1974, Jimmy Carter en 1978, George H. W. Bush en 1990 et 1992, Bill Clinton en 1994, George Bush en 2008 et 2009, Barack Obama en 2009, 2014, 2015 et 2016, et Donald Trump en 2017. Ces visites sont devenues, à Washington, une tradition diplomatique pour maintenir et réitérer la nécessité de s'allier avec le royaume conservateur. De plus, ces visites sont suivies d'une fanfare médiatique importante aux États-Unis et en Arabie saoudite pour revigorer l'importance de cette alliance américano-saoudienne. Dans leurs discours, tous les présidents américains ont considéré l'Arabie saoudite comme un partenaire primordial et essentiel dans la gestion des intérêts américains dans la région. George Bush, lors de sa rencontre avec le prince Abdallah au Texas, en 2002, a souligné la nécessité des États-Unis de s'allier avec l'Arabie saoudite pour assurer la stabilité et la paix dans la région. Le président américain a affirmé également sa confiance envers les efforts saoudiens pour une paix entre

Palestiniens et Israéliens et pour l'ensemble du Moyen-Orient : « J'ai dit au prince héritier à quel point j'appréciais sa vision d'un Moyen-Orient pacifique et intégré, et combien j'avais apprécié son leadership pour aider à rallier le monde arabe à cette vision. J'ai également apprécié l'assurance du prince héritier que l'Arabie saoudite condamne le terrorisme »⁶⁴⁴. Quant au président Barack Obama, ses déclarations allaient dans le même sens, même si, pendant longtemps, il s'est dit plutôt sceptique sur les relations entre Washington et Riyad. En effet, il se retrouvait, comme ses prédécesseurs, à louer ces liens et à les renforcer, en soulignant l'utilité de bonnes relations bilatérales pour une région plus stable⁶⁴⁵.

Certes, plusieurs articles ont mis en avant la « spécificité » des relations américano-saoudiennes. Dans un article paru en 2016, Michael Pregent, expert américain du Moyen-Orient, démontre que les Saoudiens sont des alliés fiables dans la lutte antiterroriste que les Américains mènent depuis 2001. Dans un contexte de violence perpétrée par l'EI, il écrit : « La vérité est claire : les Américains sont plus en sécurité aujourd'hui parce que le royaume a déjoué de nombreux complots terroristes d'al-Qaïda visant la patrie américaine. Adam J. Szubin, ministre délégué au Trésor chargé du terrorisme et du renseignement financier, a récemment salué la position agressive du royaume contre le terrorisme comme reflétant la force de la coopération américaine et saoudienne dans la lutte contre le financement du terrorisme »⁶⁴⁶.

Pregent explique que même si le gouvernement de Barack Obama a, à plusieurs reprises, fustigé l'idéologie saoudienne sur de nombreux sujets comme les droits des femmes, l'Arabie saoudite est restée un acteur efficace contre al-Qaïda et l'État islamique, tout en appelant certains responsables américains à s'abstenir de la comparer à l'Iran :

⁶⁴⁴ Bush, George. "President Bush Meets with Crown Prince of Saudi Arabia", Bush Ranch, Texas, 25 avril 2002, < <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2002/04/20020425-4.html>>, consulté le 15 janvier 2022.

⁶⁴⁵ Obama, Barack. "Remarks by President Obama in Q&A with the Press -- Riyadh, Saudi Arabia" Riyadh, 21 avril 2016, <<https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2016/04/21/remarks-president-obama-qapress-riyadh-saudi-arabia>>, consulté le 14 janvier 2022 / Toosi, Nahal. "Obama, in an awkward twist, becomes Saudi Arabia's defender" *Politico*: 22 septembre 2016, < <https://www.politico.com/story/2016/09/obama-saudi-arabia-228521>>, consulté le 13 janvier 2022.

⁶⁴⁶ "The truth is plain: Americans are safer today because the kingdom has foiled numerous al Qaeda terrorist plots targeting the U.S. homeland. Adam J. Szubin, Treasury undersecretary for terrorism and financial intelligence, recently praised the kingdom's aggressive stance against terrorism as reflecting "the strength of U.S. and Saudi cooperation on countering the financing of terrorism." Pregent, Michael, "Saudi Arabia is a Great American ally", *Foreign Policy*: 20 avril 2016, < <https://foreignpolicy.com/2016/04/20/saudi-arabia-is-a-great-american-ally-notiran/>>, consulté le 13 janvier 2022.

« Il est devenu à la mode de critiquer l'Arabie saoudite aujourd'hui. Mais considérer l'Iran comme un antidote à l'extrémisme islamiste mondial et ignorer les réalisations réelles et tangibles de la lutte contre le terrorisme de l'Arabie saoudite serait une folie dangereuse. Aujourd'hui plus que jamais, nous devons travailler avec nos alliés sunnites pour freiner l'influence de l'Iran, l'empêcher de se doter d'une arme nucléaire et de déstabiliser davantage le Moyen-Orient »⁶⁴⁷.

De plus, d'autres experts ont également mis en avant le rôle constructif de l'Arabie saoudite pour préserver les intérêts américains. Michael Makovsky, directeur du JINSA (*Jewish Institute for National Security of America*), explique que si l'Arabie saoudite n'est pas un pays ami en raison de son idéologie, elle reste cependant un allié stratégique. Parmi les mesures prises par les Saoudiens qui prouvent leurs bonnes intentions, Michael Makovsky affirme : « Peut-être plus important encore, l'Arabie saoudite est un ennemi juré du régime chiite radical en Iran et de ses mandataires en Syrie et au Liban. Les Saoudiens ont contribué à saper l'économie iranienne et, avec nos autres alliés régionaux, partagent la position des États-Unis d'empêcher un Iran nucléaire par tous les moyens nécessaires »⁶⁴⁸. Cependant, une vision plus sceptique a été exprimée par la journaliste américaine Tracy Wilkinson dans le *Los Angeles Times*. Elle pose clairement deux questions : « L'Arabie saoudite est-elle vraiment un allié stratégique crucial pour les États-Unis » ? ; et « Aujourd'hui, cependant, la question est : qui a le plus besoin de qui, Riyad ou Washington » ? Pour la journaliste américaine, la réponse à cette question est plutôt négative. Elle énumère une série de sujets épineux qui fragilisent les relations entre Washington et Riyad.

Entre la question du pétrole saoudien et l'indépendance grandissante des États-Unis envers celui-ci, les accords militaires entre les deux pays, qui n'ont toujours pas été ratifiés, et la guerre contre les Houthis au Yémen, Tracy Wilkinson conclut que les relations bilatérales doivent être confiées à des responsables américains et saoudiens plus expérimentés afin de détourner la mauvaise trajectoire que sont en train de prendre les relations américano-saoudiennes : « De plus, remettre la relation américano-saoudienne entre les mains

⁶⁴⁷ "It's become fashionable to bash Saudi Arabia today. But to look to Iran as an antidote to global Islamist extremism and ignore Saudi's real, tangible, counterterror accomplishments would be dangerous folly. Now more than ever, we must work with our Sunni allies to curb Iran's influence, keep it from obtaining a nuclear weapon, and prevent it from further destabilizing the Middle East." *Ibid*.

⁶⁴⁸ "Perhaps most importantly, Saudi Arabia is an arch-enemy of the radical Shiite regime in Iran, and its proxies in Syria and Lebanon. The Saudis helped undercut Iran's economy and, along with our other regional allies, share the stated U.S. position of preventing a nuclear Iran by all means necessary." Makovsky, Michael, "Saudi Arabi is a US Ally, not a Friend", *The New York Times*: 21 août 2013, <<https://www.nytimes.com/roomfordebate/2013/08/21/the-threat-and-value-of-saudi-arabia/saudi-arabia-is-a-usally-not-a-friend>>, consulté le 12 janvier 2022.

de deux descendants inexpérimentés de familles riches—Kushner, 37 ans, et le prince héritier de 33 ans—créait de nombreux risques. Le prince Mohammed est maintenant considéré par beaucoup en Occident comme un suspect probable dans le meurtre de Khashoggi⁶⁴⁹, enhardi par la gestion maladroite de Kushner »⁶⁵⁰.

Toutefois, plus récemment, Ellen Ward, écrivaine américaine spécialiste de l'histoire de l'Iran, a publié un article phare dans le *Washington Post*, allant à l'encontre de toutes les analyses mentionnées ci-dessus. Pour cette experte américaine, les États-Unis et l'Arabie saoudite ne sont pas des alliés. Elle va même plus loin dans son analyse : les deux pays n'ont jamais été alliés et l'enthousiasme pour ces relations bilatérales a été exagéré :

« Techniquement, l'Arabie saoudite n'a jamais été un allié des États-Unis. Les deux pays n'ont jamais signé de traité ou de pacte de défense mutuelle et la relation entre eux n'a jamais dépassé un partenariat étroit sur des questions spécifiques (...). Ils ont tous deux exagéré l'importance des interactions américano-saoudiennes, à commencer par une brève réunion entre le roi d'Arabie saoudite et le président Franklin D. Roosevelt, pour faire avancer leurs propres intérêts »⁶⁵¹.

Pour Ellen Ward, reconnaître la réalité aiderait les décideurs actuels et futurs à repenser les intérêts et les relations des États-Unis dans la région.

⁶⁴⁹ Le 2 octobre 2018, Jamal Khashoggi, un dissident saoudien, journaliste, chroniqueur au *Washington Post*, ancien rédacteur en chef d'*Al-Watan* et ancien directeur général et rédacteur en chef de la chaîne d'information AlArab, a été assassiné par des agents du gouvernement saoudien au consulat saoudien à Istanbul, Turquie. Attiré dans le bâtiment du consulat sous prétexte de lui fournir des papiers pour son prochain mariage, Khashoggi a été pris en embuscade, étouffé et démembré par une escouade de 15 membres des services secrets saoudiens. Les derniers moments de Khashoggi sont capturés dans des enregistrements audios, dont les transcriptions ont ensuite été rendues publiques. L'enquête turque a conclu que Khashoggi avait été étranglé dès son entrée dans le bâtiment du consulat, et que son corps avait été démembré et éliminé. Les enquêteurs turcs, ainsi que les enquêtes du *New York Times*, ont conclu que certains des 15 membres de l'équipe de frappe saoudienne étaient étroitement liés à Mohammed bin Salman, le prince héritier d'Arabie saoudite, et que l'équipe s'était rendue à Istanbul spécifiquement pour commettre le meurtre.

⁶⁵⁰ “Furthermore, putting the U.S.-Saudi relationship in the hands of two inexperienced scions of wealthy families – 37-year-old Kushner and the 33-year-old crown prince – created numerous risks. Prince Mohammed is now viewed by many in the West as a likely suspect in Khashoggi’s slaying, emboldened by Kushner’s clumsy handling of their dealings.” Wilkinson, Tracy, “Is Saudi Arabia a Really Crucial Strategic Ally for the U.S.?” *Los Angeles Times*: 23 octobre 2018, <<https://www.latimes.com/nation/la-na-pol-us-saudi-ally-20181023-story.html>>, consulté le 16 janvier 2021.

⁶⁵¹ “Technically, Saudi Arabia has never been an ally of the United States. The two countries have never signed a treaty or a mutual defense pact, and the relationship between them has never gone beyond a narrow partnership on select issues. Instead, the myth that Saudi Arabia and the United States are allies was built and perpetuated by two powerful forces—the Americans who owned and ran the oil company in the kingdom and the Saudi state itself. They both exaggerated the importance of U.S.-Saudi interactions, beginning with a brief meeting between the king of Saudi Arabia and President Franklin D. Roosevelt, to advance their own interests. But this myth cloaks the reality of a reluctant partnership.” Ward, Ellen, “The United States and Saudi Arabia Aren’t Allies. They Never Have Been”, *Washington Post*: 5 février 2020, <<https://www.washingtonpost.com/outlook/2020/02/05/united-states-saudi-arabia-arent-allies-they-never-havebeen/>>, consulté le 23 décembre 2020.

Par conséquent, il est important de préciser que ces relations entre les États-Unis et l'Arabie saoudite sont soumises à des interprétations plus ou moins mitigées. Il est clair que ces relations sont instables et ont traversé plusieurs périodes de méfiance réciproque. En effet, jamais les deux pays n'ont signé un traité militaire ou un pacte mutuel, comme c'est le cas avec d'autres pays de la région. Cependant, il est tout de même essentiel de rappeler que les relations américano-saoudiennes, anciennes de plus de 70 ans, sont basées principalement sur le pétrole et la coopération contre-terroriste. Dans le domaine du pétrole, Standard Oil et la Texas Oil Company (Texaco) ont formé un partenariat avec l'Arabie saoudite en 1936 et ont fondé ensemble l'Arabian American Oil Company, ou Aramco, en 1944. Le consortium s'est ensuite élargi pour inclure ce qui est devenu plus tard Exxon et Mobil, aidant l'Arabie saoudite à faire partie des plus grands exportateurs de pétrole du monde. Elle a progressivement racheté des actionnaires étrangers, et depuis 1980, la société, maintenant connue sous le nom de Saudi Aramco, appartient entièrement au gouvernement saoudien. Les sociétés américaines Chevron, Dow Chemical et Exxon Mobil ont toujours des entreprises de raffinage et de pétrochimie en Arabie saoudite. Les États-Unis devraient cependant bientôt dépasser l'Arabie saoudite en tant que premier exportateur. Les réserves prouvées de pétrole brut de l'Arabie saoudite sont parmi les plus importantes au monde. Sa production de pétrole était en moyenne de 10 millions de barils par jour, dont 7,3 millions étaient exportés, en septembre 2020, selon la *Joint Organizations Data Initiative*⁶⁵².

L'ampleur de la production pétrolière du royaume et son rôle fondateur dans le cartel pétrolier de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) lui confèrent une grande influence sur les marchés de l'énergie ; les Saoudiens ont joué un rôle primordial pour ajuster leurs niveaux de production pétrolière afin de stabiliser les prix mondiaux du pétrole. La protection de l'Arabie saoudite et des autres producteurs du golfe Persique est donc la pierre angulaire de la politique étrangère américaine depuis des décennies.

Équilibrer le marché pétrolier, ou rendre le prix « juste » pour les producteurs et les consommateurs, est l'objectif déclaré de la politique énergétique de Riyad. Cependant, plus récemment, le royaume a manipulé les prix du pétrole pour essayer d'empêcher le schiste américain de devenir un concurrent viable sur le marché mondial. En 2014, face à une surabondance de l'offre, l'Arabie saoudite et l'OPEP ont de nouveau dû faire face à des appels

⁶⁵² Cf. < <https://www.jodidata.org/oil/database/customisable-charts.aspx#cdSaudiArabia> >.

pour réduire leur production. Toutefois, le ministre saoudien du Pétrole de l'époque, Ali alNaimi, a persuadé l'OPEP de continuer à pomper pour forcer les producteurs à coût élevé—ceux qui exploitent le schiste, les sables bitumineux et les ressources en eau profonde—à réduire leur production. Un autre objectif saoudien de cette politique était d'affaiblir l'économie iranienne. La politique a également exercé une pression accrue sur la Russie, qui a été sanctionnée par les États-Unis et d'autres après son invasion de la Crimée. Les prix du pétrole ont par la suite chuté pour atteindre des creux record d'environ 35 dollars le baril. Puis, lors d'un renversement fin 2016, l'Arabie saoudite et la Russie ont pressé les membres de l'OPEP et d'autres États de réduire collectivement leur production. L'accord de six mois, qui est entré en vigueur en janvier 2017, a été largement honoré, défiant les attentes de certains analystes. L'OPEP a continué de réduire sa production collective et, à l'automne 2018, les prix dépassaient 80 dollars le baril.

Toutefois, à la suite de la pression américaine, l'Arabie saoudite a augmenté son approvisionnement vers la fin de l'année, en raison de la baisse des exportations du Venezuela, en proie à une crise économique, et de l'Iran, frappé de nouvelles sanctions américaines. Si, au début des relations américano-saoudiennes, les Américains ont assisté les Saoudiens pour devenir le plus grand exportateur au monde, aujourd'hui, Washington s'est en partie libéré de l'emprise pétrolière saoudienne et est devenu un exportateur de pétrole à part entière. Cette indépendance énergétique américaine a suscité une crise plutôt silencieuse entre Washington et Riyad. Même si les Saoudiens n'ont pas encore effectué un virage net envers d'autres puissances mondiales, comme ce fut le cas entre Le Caire et Moscou, ils sont de plus en plus méfiants envers la politique étrangère américaine dans la région. En effet, en plus de l'indépendance énergétique des États-Unis (même si la plupart des États américains continuent d'importer leur pétrole de l'étranger)⁶⁵³, la réticence américaine à déployer une politique plus ferme envers la menace iranienne est pour Riyad une autre raison pour forger d'autres alliances loin de Washington et d'être de moins en moins le noyau de la puissance américaine dans la région.

⁶⁵³ “Despite the U.S. becoming a net petroleum exporter, most regions are still net importers”, *US EIA*: 6 février 2020, <[385](https://www.eia.gov/todayinenergy/detail.php?id=42735#:~:text=In%20September%202019%2C%20the%20United,net%20importer%20of%20crude%20oil.&text=In%20November%202019%2C%20the%20United%20States%20exported%205.8%20million%20b,b%2Fd%20of%20petroleum%20products.>”, consulté le 12 janvier 2022.</p></div><div data-bbox=)

Rauf Mammadov, chercheur au *Middle East Institute*, a écrit un article en 2019 dans lequel il explique que la dernière visite de Vladimir Poutine à Riyad en 2019 pourrait être le propulseur pour un nouveau chapitre entre les deux pays. Il écrit que le premier voyage de Poutine en Arabie saoudite, en février 2007, n'a été suivi d'une visite par le roi Salmane qu'en

octobre 2017 ; c'était la première fois qu'un monarque saoudien régnant se rendait en visite officielle en Russie. Le réchauffement des liens qui a conduit à l'échange de visites a commencé en 2016, lorsque la Russie s'est jointe à l'Arabie saoudite pour diriger un accord de réduction de la production de pétrole connu sous le nom « d'OPEP + ». L'alignement, composé des 14 membres de l'OPEP et de 11 pays non membres, a atteint son objectif d'augmenter les prix du pétrole. Pour Mammadov, ce rapprochement est susceptible de se renforcer dans le domaine pétrolier et dans d'autres domaines, notamment les résolutions pour les crises dans le monde arabe : « Le renforcement de la diplomatie au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, qui a été en proie à des troubles, y compris des guerres civiles, est un autre facteur susceptible de façonner le prochain chapitre des relations russo-saoudiennes ». Cependant, Mammadov se montre assez réservé quant à ce rapprochement, plutôt fragile, en soulignant : « S'ils (les Russes et les Saoudiens) se retrouvent sur les côtés opposés d'un ou plusieurs problèmes régionaux épineux, le rapprochement qu'ils ont réalisé pourrait rapidement disparaître »⁶⁵⁴. Toutefois, le déclin du rôle américain dans la région semble réel à cause de plusieurs coopérations extrarégionales qui excluent la participation américaine. Autrement dit, les autres puissances comme la Russie et la Chine forgent de nouvelles coopérations avec des pays arabes stratégiques, remettant ainsi en cause leur alliance avec les États-Unis.

Les perspectives chinoises dans la région du Golfe sont nombreuses. Le récent engagement de la Chine dans le Golfe a été en grande partie motivé par son statut d'« État acteur » favorisant la stabilité du régime. C'est-à-dire que compte tenu de l'importance de la Chine et de sa croissance économique, principale source de sa puissance émergente, celle-ci est

⁶⁵⁴ Mammadov, Rauf, "Putin's Visit to Riyadh Could Help Shape the Next Chapter of Russian-Saudi Relations", *MEI*: 9 octobre 2019, < <https://www.mei.edu/publications/putins-visit-riyadh-could-help-shape-next-chapter-russia-saudi-relations>>, consulté le 12 janvier 2022.

fortement investie dans la promotion de la stabilité des régimes monarchiques, propice à la circulation de ses exportations vers la région, ainsi qu'à l'importation du pétrole du Moyen-Orient et du gaz vers son territoire. Cependant, la précarité de la sécurité régionale dans le contexte des répercussions de la guerre en Irak a certainement créé des défis et des opportunités pour la Chine, changeant ainsi sa posture vis-à-vis de la région. Plus précisément, la perturbation des approvisionnements pétroliers irakiens pousse la Chine à renforcer ses relations avec d'autres producteurs, notamment l'Arabie saoudite et l'Iran. De plus, l'enchevêtrement américain en Irak et la décision de certains États du Golfe de se prémunir contre une érosion de leur pouvoir en diversifiant leurs alliances de sécurité créent des opportunités pour la Chine d'étendre son influence dans le Golfe. Cependant, alors que la Chine a cherché à élargir son empreinte dans la région et à devenir plus active en garantissant son accès aux marchés du Moyen-Orient et sa part de pétrole et de gaz, cette expansion de son rôle dans les affaires régionales restera probablement focalisée sur la dimension économique.

Notons également que cette expansion économique chinoise se fait assez discrètement. Beaucoup d'articles aux États-Unis mettent en avant l'expansion chinoise au détriment des Américains. Dans un article paru en 2020, Robert Mogielnicky, expert américain en politique économique des pays arabes pour l'*Arab Gulf Institute* à Washington, met en garde contre l'émergence discrète du rôle de la Chine. Pour lui, non seulement la part des exportations d'hydrocarbures du Golfe à destination de la Chine a augmenté ces dernières années, mais elle est également extrêmement élevée dans certains pays. La Chine a consommé plus de 70 % des exportations totales de pétrole brut d'Oman chaque année depuis 2014, atteignant près de 90 % en avril et mai 2020⁶⁵⁵. L'Arabie saoudite a envoyé environ un tiers de ses exportations de pétrole vers la Chine en mai, contre 13,6 % en moyenne annuelle en 2014. En 2019, l'Arabie saoudite a augmenté de 47 % ses exportations de pétrole brut vers la Chine d'une année à l'autre, dépassant la Russie et devenant ainsi le premier fournisseur de la Chine. La tendance est similaire dans d'autres pays, quoique moins extrême. La consommation chinoise d'exportations de pétrole brut koweïtien a augmenté régulièrement, passant de 10,8 % en 2014 à 23 % en 2018, tandis que la part de la Chine dans les exportations de gaz et de pétrole du Qatar a doublé, passant de 10 % à 20 % au cours de la même période ⁷²⁶. Nous déduisons donc que la coopération chinoise avec les monarchies du Golfe est devenue un rempart réel face à

⁶⁵⁵ Mogielnicky, Daniel, "How China is Quietly Expanding Its Economic Influence in the Gulf", *WPR*: 21 juillet 2020, <<https://www.worldpoliticsreview.com/articles/28924/how-china-is-quietly-expanding-its-economicinfluence-in-the-gulf>>, consulté le 20 janvier 2021. ⁷²⁶ *Ibid.*

l'influence américaine dans cette région riche en pétrole. Paradoxalement, c'est grâce à l'échec américain en Irak que les Chinois ont développé une plus grande présence dans le Golfe et en Arabie saoudite en particulier. Certes, la violence en Irak a contrecarré les ambitions chinoises pour y maximiser le potentiel pétrolier ; mais, tant que la pression existe pour des accords pétroliers majeurs avec le nouveau gouvernement irakien, son plus grand atout du côté arabe du Golfe est l'Arabie saoudite. Du point de vue de la Chine, le calcul est simple : en tant que premier producteur mondial de pétrole, l'Arabie saoudite est un fournisseur naturel des besoins énergétiques chinois. L'avantage est tout aussi clair pour l'Arabie saoudite : la guerre en Irak souligne le risque de dépendre d'une seule puissance pour maintenir la sécurité régionale.

L'Arabie saoudite souhaite donc consolider ses relations avec d'autres pouvoirs qui peuvent être utilisés pour renforcer la sécurité du royaume

L'ancien ambassadeur américain en Arabie saoudite, Chas Freeman, décrit la logique sino-saoudienne de cette façon :

« Les Arabes voient les Chinois à peu près comme les Américains (...), ils voient une chance de rééquilibrer leurs relations internationales pour compenser leur dépendance excessive de longue date aux États-Unis. Ils savent qu'ils ne peuvent pas divorcer de nous, même s'ils le souhaitaient. Ils sont aussi autant dépendants de notre argent que nous le sommes de leur pétrole. Nous sommes enfermés dans un mariage catholique. Mais ce sont des musulmans et ils n'ont pas à divorcer de nous pour prendre une seconde femme. D'où leurs romances avec la Chine et l'Inde. Et ces dernières ont lieu lorsque les sondages internationaux montrent régulièrement qu'en dehors de l'Allemagne et de notre propre pays, la Chine est maintenant beaucoup plus admirée et plus fiable que les États-Unis »⁶⁵⁶.

Ainsi, selon les déclarations de Chas Freeman, le besoin primaire pour les Saoudiens est de vendre leur pétrole. En bref, si les Américains semblent trouver leur indépendance énergétique vis-à-vis des Saoudiens, les Chinois apparaissent comme un acheteur alternatif fiable qui pourrait jouer un rôle économique majeur dans cette région, bastion des intérêts

⁶⁵⁶ “In short, the Arabs see the Chinese as pretty much like Americans — that is, Americans as we used to be before we decided to experiment with diplomacy-free foreign policy, hit-and-run democratization, compassionate—can't make out the word—colonialism,—"compassionate colonialism," that's it—and other "neocon" conceits of the age. And they see a chance to rebalance their international relationships to offset their longstanding overdependence on the United States. They know that they can't divorce us, even if they wished to do so. They are as addicted to our money as we are to their oil. We are locked in a Catholic marriage. But they are Muslims and they don't have to divorce us to take a second wife. Hence their romances with China and India. And these romances are taking place when international polls routinely show that, outside of Germany and our own country, China is now far more admired and trusted than the United States.” Freeman, W. Chas, “The Arabs Take a Chinese Wife: Sino-Arab Relations in the Decade to Come Remarks to the World Affairs Council of Northern California at Asilomar”, *Middle East Policy Council*: 2006, < <https://mepc.org/speeches/arabs-take-chinese-wivesino-arab-relations-decade-come>>, consulté le 20 janvier 2020.

américains. Cela dit, l'Arabie saoudite et d'autres États du Golfe considèrent la Chine comme un marché pour leurs ressources pétrolières et gazières mais pas comme une alternative au système régional dirigé par les États-Unis. Jon Alterman et John Garver expliquent que les Chinois sont une alternative économique : « La Chine ne peut pas supplanter les États-Unis au Moyen-Orient (...). Pourtant, les pays du Moyen-Orient peuvent utiliser une relation avec la Chine afin de compléter les relations bilatérales avec les États-Unis, donnant à ces pays la liberté d'une plus grande distance de Washington »⁶⁵⁷.

Contrairement à la nature mondiale des marchés de l'énergie et du pétrole en particulier, en raison de sa capacité à être transporté par voie maritime, la stratégie énergétique de la Chine met davantage l'accent sur l'établissement de partenariats solides avec les producteurs individuels. Historiquement, cela a pris la forme d'investissements directs dans des pays qui disposent d'importantes ressources énergétiques. Plus récemment, la Chine semble appliquer une logique similaire aux producteurs du Moyen-Orient. Ainsi, en ce qui concerne l'offre saoudienne, la Chine a fait preuve d'une certaine déférence envers la relation de longue date des États-Unis avec le royaume dans son choix de poursuivre une coopération énergétique avec les Saoudiens moins adaptée au marché américain. De même, la Chine fait un effort majeur pour mettre en avant l'Iran en tant que fournisseur de ses besoins énergétiques. Ce choix n'est pas uniquement motivé par des considérations géographiques mais aussi par le fait que le programme nucléaire de l'Iran le place dans une position où les considérations politiques sont un atout pour mener à bien une politique énergétique réfléchie et de long terme. Parallèlement, la dimension sino-iranienne constitue également un rempart à la stratégie américaine dans la région.

Malgré les profondes divergences des idéologies de leurs régimes respectifs, la Chine et la République islamique d'Iran partagent des intérêts. Du point de vue de la Chine, l'Iran est une source énergétique importante qui est stratégiquement située, pour la livraison de pétrole et de gaz, vers le marché chinois. De plus, puisque l'Iran est en dehors de l'orbite américaine, l'intérêt de la Chine pour les ressources iraniennes n'a pas besoin de prendre le pas sur la demande américaine. Du point de vue iranien, la Chine représente un marché en croissance pour sa production de pétrole et de gaz. De plus, étant donné l'ambivalence de la Chine face à l'imposition de sanctions à l'Iran à cause de ses ambitions nucléaires, elle peut être un acheteur

⁶⁵⁷ Alterman, Jon et Garver, John, "The Vital Triangle: China, The United States and the Middle East", CSIS: 2008.

fiable pour le pétrole iranien si l'Occident décide de geler les exportations de l'énergie iranienne. De plus, Téhéran peut raisonnablement supposer que renforcer les liens avec la Chine contribuera à dissuader toute agression contre la République islamique et lui fournira une ouverture sur le monde extérieur si l'Occident choisit de renforcer son isolement.

Ce rapprochement s'est concrétisé avec un accord historique. L'Iran et la Chine ont discrètement élaboré un vaste partenariat économique et sécuritaire qui ouvrirait la voie à des milliards de dollars d'investissements chinois dans l'énergie et dans d'autres secteurs iraniens,

<https://csis-websiteprod.s3.amazonaws.com/s3fspublic/legacy_files/files/publication/080624_alterman_vitaltriangle.pdf>, consulté le 10 janvier 2021.

sapant les efforts des gouvernements américains pour isoler le gouvernement iranien en raison de ses ambitions nucléaires et militaires. Le partenariat, détaillé dans une proposition d'accord de 18 pages obtenue par le *New York Times*, élargirait considérablement la présence chinoise dans les secteurs de la banque, des télécommunications, des ports, des chemins de fer et dans des dizaines d'autres projets. En échange, la Chine recevrait un approvisionnement régulier et, selon un responsable iranien, du pétrole à un prix fortement réduit au cours des 25 prochaines années. Ce partenariat est un investissement économique de grande ampleur défiant la stratégie et le rôle des Américains dans la région⁶⁵⁸.

L'émergence de la Chine dans le monde arabe constitue un défi réel pour les Américains, puisque les visions régionales de la Chine restent assez positives. Dans la région, le « non-interventionnisme » de la Chine est considéré, tout d'abord, comme une alternative intéressante par rapport à une approche américaine plus musclée et plus agressive des affaires régionales. En effet, la discrétion politique chinoise dans le monde arabe fait passer les Chinois pour des partenaires sincères, sans intentions « territoriales », à l'inverse des États-Unis qui se sont lancés dans une politique étrangère interventionniste en accumulant les actions militaires directes et indirectes. Or, l'absence politique chinoise dans le monde arabe est compensée par son partenaire de longue date, la Russie, qui, sur le plan politico-idéologique, tente de restaurer son idéologie communiste dans la région. Même si le gouvernement chinois continue sa répression contre les Ouïghours, communauté musulmane à Xinjiang, selon une étude récente publiée par

⁶⁵⁸ Fassihi, Farnaz et Lee Myers, Steven, "Defying US, China and Iran Near Trade and Military Partnership", *The New York Times*: 11 juillet 2020, <<https://www.nytimes.com/2020/07/11/world/asia/china-iran-trade-militarydeal.html>>, consulté le 16 janvier 2022.

Arab Barometers, les populations du monde arabe ont une vision positive de la présence économique chinoise. Dans l'ensemble, les résultats de l'enquête montrent que la Chine est la puissance mondiale la plus populaire en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, les citoyens étant plus ouverts à des liens plus solides avec Pékin qu'ils ne le sont avec les États-Unis ou la Russie⁶⁵⁹.

Par ailleurs, toujours en raison de l'impact de la guerre en Irak, bien que la Russie ne soit pas actuellement en mesure de se présenter comme une alternative à l'ordre sécuritaire régional dirigé par les États-Unis, sa résurgence représente un défi majeur pour les planificateurs stratégiques américains. Contrairement à la Chine, dont les intérêts au Moyen-Orient restent économiques, la Russie et les États-Unis ont des intérêts divergents sur un certain nombre de questions clés et se concurrencent idéologiquement. Ainsi, alors que les États-Unis sont fortement concernés par les bas prix de l'énergie, la Russie cherche le contraire. De plus, alors que les États-Unis tentent de faire de la démocratie une structure politique s'établissant dans l'ensemble du monde arabe, la Russie ne soutient pas ces efforts démocratiques notamment dans les pays où ses intérêts sont en jeu, comme en Syrie. Enfin, même si les États-Unis et la Russie ne souhaitent pas voir l'Iran se doter d'une arme nucléaire, Moscou a montré une volonté de fournir un soutien limité à Téhéran pour renforcer la dépendance de ce dernier à son égard et sa présence dans ce pays. Toute résolution future de la question nucléaire iranienne devra s'élargir à l'ensemble des puissances régionales.

Autrement dit, l'accord de Vienne de juillet 2015 a démontré que les États-Unis pouvaient conclure un accord avec l'Iran avec l'aide de la communauté internationale. Aujourd'hui, la présence grandissante de la Russie en Iran permettra à cette dernière de jouer un rôle clé dans les négociations pour un éventuel accord futur entre l'Iran et le reste de la communauté internationale.

Compte tenu de cette forte division des intérêts régionaux, la Russie représente le défi extrarégional le plus important pour la prééminence des États-Unis au Moyen-Orient. Cependant, comme c'est la perception de la faiblesse américaine qui a ouvert la porte à l'influence russe plus que la propre initiative de la Russie, les États-Unis ont les moyens

⁶⁵⁹ "Arab Barometer: MENA Residents Have an Increasingly Favorable View of China", *Arab Barometers*: 30 juillet 2020, <<https://www.arabbarometer.org/media-news/arab-barometer-mena-residents-have-an-increasingly-favorable-view-of-china/>>, consulté le 13 janvier 2022.

d'inverser ce déclin. Leur succès dans la stabilisation de leur position en Irak renforcerait considérablement leur position stratégique et servirait de contrepoids à l'ascension de la Russie dans la région. Quant au calcul de la Russie, le résultat de sa récente invasion de la Crimée servira probablement à éclairer son engagement futur dans les régions plus lointaines. Si la Russie réussissait à consolider ses influences dans le Caucase et en Asie centrale, cela pourrait l'encourager à s'affirmer davantage dans le monde arabe. Les ventes d'armes de la Russie et de la Chine à l'Iran, à l'Égypte ou à l'Algérie sont particulièrement préoccupantes, notamment la fourniture à Téhéran de matériel militaire sophistiqué⁶⁶⁰. Cela dit, malgré sa récente résurgence, la Russie est toujours en retard par rapport aux États-Unis. Il est encore trop tôt pour dire si la Russie est capable d'inverser la donne pour jouer un rôle hégémonique au Moyen-Orient. À l'avenir, la position de la Russie à l'égard de la région combinera probablement l'utilisation sélective du *hard power* (vente d'armes) et du *soft power* comme principaux moyens de faire progresser son programme au Moyen-Orient.

Enfin, il est essentiel de rappeler que le déclin aujourd'hui perçu du pouvoir américain a créé une ouverture pour l'expansion des rôles extrarégionaux au Moyen-Orient. Cela peut être observé à la fois dans les stratégies de couverture des alliés américains traditionnels, qui se tournent de plus en plus vers la Chine et la Russie afin de diversifier et de garantir leur sécurité, et dans les réactions d'États qui, comme l'Iran et la Syrie, rejettent l'hégémonie américaine et voient ces deux puissances comme des partenaires potentiels pour ramener le système régional à la multipolarité. Le poids futur de ces acteurs extrarégionaux dépendra des trajectoires des États eux-mêmes, c'est-à-dire de la capacité de la Chine à traduire son influence économique en *hard power* et de celle de la Russie à soutenir sa récente résurgence, mais aussi de celle des États-Unis à consolider leur propre position stratégique. Cependant, étant donné que ces acteurs—la Chine, en particulier—pourraient jouer un rôle complémentaire dans l'ordre sécuritaire régional dirigé par les États-Unis, l'objectif pour les responsables américains n'est pas nécessairement d'émousser leur influence mais de soutenir les intérêts américains par le biais d'alliances diplomatiques fortes. En ce qui concerne la Chine, les intérêts communs pour la stabilité régionale et la libre circulation du pétrole et du gaz au Moyen-Orient créent une base naturelle pour la coopération sino-américaine. D'un autre côté, trouver une entente pour la

⁶⁶⁰ F. Johnson Reuben, "The Dangers Presented by Russian and PCR Weapons Sales to Iran", *MEI*: 4 août 2020, <<https://www.mei.edu/publications/dangers-presented-russian-and-prc-weapons-sales-iran>>, consulté le 16 janvier 2022.

coopération avec la Russie peut s'avérer plus difficile, étant donné que ses intérêts régionaux ne correspondent pas aussi parfaitement à ceux des États-Unis.

L'intérêt de la Russie pour les prix élevés de l'énergie et la poursuite de l'engagement des États-Unis dans la région sont particulièrement importants afin de laisser à Moscou une plus grande maniabilité dans le maintien de ses objectifs de politique étrangère dans le Caucase, en Asie centrale et dans le monde arabe. Néanmoins, tant la Russie que les États-Unis ont tout intérêt à empêcher l'Iran de devenir une puissance nucléaire, même si Moscou cherche à se positionner favorablement pour la résolution du problème. En ce qui concerne la Chine, les États-Unis peuvent renforcer la coopération en affirmant un engagement clair en faveur de la protection des intérêts chinois. Cela impliquerait probablement des discussions sur la sécurité énergétique afin de garantir les intérêts chinois et s'assurer que les pays producteurs de pétrole restent propriétaires de leurs richesses énergétiques, bien que les États-Unis soient déterminés à contrôler efficacement le pétrole et le gaz de la région.

Pour la Russie, les États-Unis pourraient être mieux servis en se concentrant sur une consolidation de leur propre position stratégique pour accroître leur influence vis-à-vis de celle-ci. Enfin, compte tenu de l'attention portée par la Russie à son autonomie vis-à-vis de ses propres ressources énergétiques, projeter son influence au Moyen-Orient est moins un impératif stratégique pour elle que pour les États-Unis. Ce facteur ainsi que le *hard power* bien supérieur des États-Unis limitent la portée des intentions russes, même si la Russie reste l'adversaire le plus capable de bousculer la prééminence américaine dans la région.

2.2 Les États-Unis, le bloc sino-russe et la lutte antiterroriste

2.2.1 La coopération américano-russe dans la guerre contre le terrorisme

Les attentats du 11 septembre contre le *World Trade Center* ont suscité un élan sans précédent de sympathie et de solidarité de la part des Russes envers les États-Unis. Les Moscovites ont recouvert la pelouse de l'ambassade des États-Unis de fleurs et se sont rendus dans les hôpitaux pour donner du sang. Le président russe Vladimir Poutine a immédiatement envoyé un télégramme de condoléances au président George Bush et a été le premier dirigeant étranger à parler avec lui, le joignant par téléphone dans les heures suivant l'attaque. Bien que les troupes américaines aient été placées en état d'alerte, Poutine a affirmé à Bush qu'il n'ajouterait pas aux tensions déjà accrues en augmentant le statut d'alerte des troupes russes. Il

a réaffirmé son attachement aux relations américano-russes, offrant sa coopération dans la poursuite des assaillants.

Le 13 septembre, les drapeaux russes ont été mis en berne et une minute de silence a été observée lors de la réunion du cabinet de Poutine et dans tout le pays. Le Conseil conjoint permanent OTAN-Russie a annoncé : « L'OTAN et la Russie sont unies dans leur détermination de ne pas laisser les responsables d'un acte aussi inhumain impunis. L'OTAN et la Russie appellent l'ensemble de la communauté internationale à s'unir dans la lutte contre le terrorisme. L'OTAN et la Russie intensifieront leur coopération dans le cadre de l'Acte fondateur pour vaincre ce fléau »⁶⁶¹. Lors d'une visite en Arménie le 15 septembre, Poutine a déclaré que les récentes attaques pouvaient « être comparées en ampleur et en cruauté à ce que les nazis étaient en train de commettre », suggérant peut-être que les États-Unis et la Russie devaient coopérer, comme pendant la Seconde Guerre mondiale, pour faire face à un ennemi commun⁶⁶².

Les déclarations de soutien de la Russie aux États-Unis en cette période de crise laissent espérer une amélioration de leurs relations, du moins dans le domaine de la lutte contre le terrorisme. Alors que les États-Unis élaborent une stratégie pour protéger leur pays des futures attaques terroristes et traduire en justice les planificateurs des attentats du 11 septembre, les stratégies devraient explorer les moyens de renforcer la coopération américano-russe et OTAN-Russie. Dans cette lutte antiterroriste américaine, les Russes se sont dits prêts à coopérer avec un rival idéologique de longue date, et ceci nous amène à plusieurs interrogations : quels objectifs communs les États-Unis et la Russie pourraient-ils poursuivre dans cette lutte ? Quels sont les opportunités et les risques associés à la coopération américano-russe dans la lutte contre le terrorisme ?

Bien que la coopération américano-russe dans la lutte contre le terrorisme ne soit pas nouvelle, ces questions fondamentales doivent encore être prises en considération. Dans le discours d'ouverture d'une table ronde sur les relations russo-américaines qui s'est tenue au

⁶⁶¹ “NATO and Russia are united in their resolve not to let those responsible for such an inhuman act to go unpunished. NATO and Russia call on the entire international community to unite in the struggle against terrorism. NATO and Russia will intensify their cooperation under the Founding Act to defeat this scourge.” Press Statement, Meeting in extraordinary session of the NATO-Russia Permanent Joint Council at Ambassadorial level, Bruxelles, 13 septembre 2001, <<https://www.nato.int/docu/pr/2001/p010913e.htm>>, consulté le 12 janvier 2021.

⁶⁶² “Putin Likens Terrorists to Nazis”, *The Moscow Times*: 17 septembre 2001, <<http://oldtmt.vedomosti.ru/sitemap/free/2001/9/article/putin-likens-terrorists-to-nazis/251585.html>>, consulté le 13 janvier 2021.

centre culturel russe à Washington DC le 16 décembre 2000, le ministre adjoint des Affaires étrangères américain, Thomas Pickering, a déclaré :

« Les menaces à la sûreté et à la sécurité de notre peuple viendront de plus en plus des acteurs transnationaux non étatiques, qu'il s'agisse de mafia criminelle ou de réseaux terroristes. Nous commençons seulement à comprendre comment travailler ensemble pour contrer ces nouvelles menaces et avons beaucoup de travail à faire. Mais nous travaillons en étroite collaboration en Afghanistan sur les talibans comme un aspect opérationnel de notre vision commune »⁶⁶³.

Les États-Unis et la Russie ont tous deux de forts intérêts à assurer la sécurité de leurs citoyens et considèrent le terrorisme issu du fondamentalisme islamique militant comme une menace commune à ces intérêts. Dans une chronique publiée dans le *Washington Post* le 14 août 2001, Henry Kissinger discute des facteurs influençant les relations internationales de l'après-guerre froide et affirme que « sur le plan politique, le défi du fondamentalisme islamique est probablement la principale préoccupation russe »⁶⁶⁴.

L'intérêt de la Russie pour contrer le fondamentalisme islamique militant découle de violents soulèvements dans la république russe de Tchétchénie et de la propagation potentielle de problèmes similaires dans la sphère d'influence de la Russie en Asie centrale. Le gouvernement russe a attribué les explosions de 1999 à Moscou, qui ont tué plus de 300 civils, au travail des terroristes islamistes associés au soulèvement tchétchène. Ces actes violents ont entraîné le soutien de la Russie à une nouvelle intervention militaire en Tchétchénie. La gestion par Vladimir Poutine de ce que l'on a appelé la deuxième guerre Russie-Tchétchénie a été très appréciée par le peuple russe et semble avoir été un facteur important dans son accession rapide à la présidence⁶⁶⁵.

L'Afghanistan est une préoccupation particulière pour les États-Unis et la Russie en raison de la présence du groupe islamiste fondamentaliste al-Qaïda, qui a été lié à la violence

⁶⁶³ "Threats to the safety and security of our people will come increasingly from trans-national, non-state actors, be they criminal mafia or terrorist networks. We are only beginning to understand how to work together to counter these new threats and have much work to do. But we are working closely together in Afghanistan on the Taliban as an operational aspect of our mutually shared outlook." Tretler, David et David Rosenberg. "U.S. - Russian Cooperation in the War Against International Terrorism", National Defense University, 2002, <<https://apps.dtic.mil/sti/pdfs/ADA441750.pdf>>, p. 4.

⁶⁶⁴ "On the political plane, the challenge of Islamic fundamentalism is probably the dominant Russian concern." Kissinger, Henry. "What to Do with the New Russia" *Washington Post*: 14 août 2001, <<https://www.washingtonpost.com/archive/opinions/2001/08/14/what-to-do-with-the-new-russia/9679bcf8-aacc4ceb-8bc6-874eac6ab7bd/>>, consulté le 20 janvier 2021.

⁶⁶⁵ Hoffman, David, "Moscow says bomb caused deadly blast", *Washington Post*: 10 septembre 1999, <<https://www.washingtonpost.com/wp-srv/inatl/daily/sept99/moscow10.htm>>, consulté le 23 janvier 2021.

en Tchétchénie et aux attaques terroristes contre les citoyens américains et russes. Selon un rapport spécial publié dans le numéro du 1^{er} août 2001 de *Jane's Intelligence Review*, al-Qaida est un conglomérat de groupes dont les membres sont répartis dans le monde entier, fonctionnant comme un réseau. Le rapport indique qu'al-Qaida soutient trois types de groupes : les régimes de combat dirigés par des musulmans censés compromettre les idéaux et les intérêts islamiques (comme l'Arabie saoudite), les régimes de combat perçus comme opprimant et réprimant leur population musulmane (comme l'Indonésie) et ceux qui combattent les régimes afin de créer leur propre État musulman (comme la Palestine et la Tchétchénie). De plus, on sait que Ben Laden a dirigé les efforts et les ressources pour combattre les États-Unis, qui sont considérés comme une menace directe pour l'islam en raison de la présence de forces militaires américaines en Arabie saoudite et aux États-Unis⁶⁶⁶.

Combattre le fondamentalisme musulman est donc inscrit dans les agendas des deux puissances, les États-Unis et la Russie. Que le partenariat actuel soit classé comme stratégique ou pragmatique, il est important que les États-Unis reconnaissent que la coopération russe dans l'environnement international actuel est un atout précieux : « La Russie occupe une place géopolitique cruciale pour la conduite et le succès de la mission antiterroriste à long terme que le président Bush a placée au centre de la politique américaine »⁶⁶⁷. Les Russes ont également des liens d'influence plus forts que les Américains dans de nombreux pays du Moyen-Orient⁶⁶⁸. Ils maintiennent des agences de renseignements bien développées leur offrant un meilleur accès à certaines régions clés. Ainsi, la Russie a le potentiel d'affecter d'importants intérêts américains. Une solide relation américano-russe aidera les États-Unis à atteindre de nombreux objectifs de politique étrangère et de sécurité. En particulier, la Russie peut aider les États-Unis à atteindre leurs objectifs dans la guerre contre le terrorisme, tels que présentés dans la Stratégie nationale de lutte contre le terrorisme. Ce document insiste constamment sur l'importance de renouveler l'effort des États quant à leurs capacités de renseignement, affirmant à maintes reprises qu'un renseignement de qualité et précis est essentiel pour perturber les plans et opérations terroristes. Il souligne également l'importance de refuser aux groupes terroristes ce dont ils ont besoin pour

⁶⁶⁶ Cf. <<https://www.janes.com/>>

⁶⁶⁷ "Russia occupies geopolitical and policy space crucial to the conduct and success of the long-term counterterrorist mission that President Bush has placed at the center of American policy." Celeste Wallander, "Russian Foreign Policy: The Implications of Pragmatism for U.S. Policy".

⁶⁶⁸ Alexander Vershbow, "Prospects and Challenges in U.S.-Russian Relations," Speech given at the Moscow School of Political Studies on 4 June 2004.

survivre, y compris les refuges, ressources financières et accès aux objectifs⁶⁶⁹. Une coopération internationale solide est nécessaire pour atteindre les objectifs antiterroristes.

Les États-Unis bénéficieront également d'une collaboration étroite avec la Russie pour empêcher la prolifération des armes de destruction massive. L'Iran et la Corée du Nord continuent de développer des armes nucléaires, et des groupes terroristes ont fait connaître leur intention de les acquérir⁶⁷⁰. Selon Stephen Blank, spécialiste des relations américano-russes, la coopération entre les États-Unis et la Russie est nécessaire pour élaborer de nouveaux accords de non-prolifération qui répondent aux menaces en constante évolution des ADM du XXI^e siècle. La lutte contre l'instabilité et l'extrémisme en Asie centrale est un autre domaine dans lequel la collaboration avec la Russie pourrait profiter aux États-Unis. Enfin, la Russie peut également contribuer à « gérer pacifiquement la montée de la Chine en tant que grande puissance » et aider les États-Unis à parvenir à « un approvisionnement énergétique mondial stable »⁷⁴². Les États-Unis doivent se rendre compte que la Russie peut fournir une assistance vitale dans la guerre contre le terrorisme ainsi que dans d'autres domaines politiques ; ils devraient faire des efforts pour créer une relation durable et mutuellement avantageuse.

Rappelons que les attaques du 11 septembre ont permis une coopération internationale en matière de lutte contre le terrorisme non seulement au sein de l'ONU, mais aussi bilatéralement, entre la Russie et les États-Unis. Après le 11 septembre, les États-Unis ont considérablement assoupli leur critique des dures méthodes antiterroristes de la Russie en Tchétchénie et ont appelé les Tchétchènes à couper sans condition tous les contacts avec les groupes terroristes internationaux, comme Oussama Ben Laden et al-Qaida (la MaisonBlanche, 2001). La guerre américaine en Irak en 2003, cependant, a fermé tout espoir d'une coalition plus étroite entre la Russie et les États-Unis sur la lutte contre le terrorisme. Quoi qu'il en soit, en 2011, le ministère des Affaires étrangères américain a classé l'émirat du Caucase comme organisation terroriste, une initiative qui a été saluée par le Kremlin dans l'espoir d'une coopération plus approfondie. En outre, un deuxième épisode semblait s'ouvrir à la suite des attentats à la bombe du marathon de Boston de 2013, commis par les deux frères tchétchènes Tsarnayev ; mais l'occasion a de nouveau été brisée par la crise globale et croissante des

⁶⁶⁹ National Strategy for Combating Terrorism, février 2003.

⁶⁷⁰ Bunn, Matthew, "Reducing the Greatest Risks of Nuclear Theft and Terrorism", *Daedalus*: automne 2009, <<https://www.amacad.org/publication/reducing-greatest-risks-nuclear-theft-terrorism>>, consulté le 2 février 2021.

⁷⁴² Stephen Blank, "The Future of Russo-American Partnership", *Demokratizatsiya* Vol. 11 (2003), p. 183-197.

relations américano-russes au sujet de l'Ukraine, et par la suite, par les différences politiques majeures sur la guerre en Syrie.

Comme indiqué ci-dessus, les guerres respectives de Moscou et de Washington contre le terrorisme diffèrent considérablement dans leurs motivations, leurs objectifs, leurs cibles et leurs stratégies, et même sur l'identité de l'ennemi, ce qui obscurcit les perspectives de coopération. En Syrie, par exemple, les États-Unis veulent vaincre l'EI car c'est un moteur du terrorisme international, tandis que la Russie combat les groupes principalement parce qu'ils sont un ennemi du président Bachar al-Assad, que Moscou a sauvé de l'effondrement. Des différences comme celles-ci peuvent expliquer pourquoi la coopération russo-américaine en Syrie s'est limitée à l'« apaisement », alors que les objectifs des deux parties en matière de lutte contre le terrorisme, et même leurs définitions de ce qui constitue une « menace terroriste », continuent de diverger⁶⁷¹. Lorsque les troupes américaines, par ordre du président Trump, ont quitté le nord de la Syrie en octobre 2019, les forces russes ont triomphalement pris le contrôle des zones américaines abandonnées⁶⁷². Cependant, l'événement qui a peut-être le plus endommagé la coopération antiterroriste américano-russe a été le cas de Ryan Fogle, officier présumé de la *Central Intelligence Agency* (CIA) qui a été arrêté par le Service fédéral de la sécurité russe (FSB) alors qu'il tentait de recruter un officier du FSB. Les Russes ont été particulièrement agacés parce qu'une demande faite en octobre 2011 au chef de la CIA à Moscou pour arrêter les tentatives de recrutement d'agents des renseignements russes n'a apparemment pas été entendue⁶⁷³.

Le FSB a montré non seulement les noms des recruteurs présumés, mais aussi leurs « cibles » russes. Le 11 janvier 2013, le FSB a arrêté un agent présumé de la CIA qui tentait de recruter un membre du CNA russe. L'homme détenu a été expulsé de Russie le mois suivant. Les Russes étaient particulièrement en colère parce que le CNA travaille en étroite collaboration

⁶⁷¹ Clarke, Colin P. (2018), “Russia is Not a Viable Counterterrorism Partner for the United States”, Commentary, RAND Corporation, <<https://www.rand.org/blog/2018/02/russia-is-not-a-viable-counterterrorism-partnerfor.html>>, consulté le 11 janvier 2021.

⁶⁷² E. Barnes, Julian et Schmitt, Eric, “Trump Orders Withdrawal of U.S. Troops from Northern Syria”, *The New York Times*: 16 octobre 2019, <<https://www.nytimes.com/2019/10/13/us/politics/mark-esper-syria-kurdsturkey.html>>, consulté le 15 janvier 2021.

⁶⁷³ Carl Schreck, “‘Unprecedented’ CIA Moscow Chief Leak Puzzles Ex-Spies”, *RIA Novosti*: 18 mai 2013, <en.rian.ru/russia/20130518/181212155/Unprecedented-CIA-Moscow--Chief-Leak-Puzzles-Ex-Spies.html>, consulté le 20 janvier 2021.

avec les forces de l'ordre américaines, et les deux officiers russes semblent avoir été connus des Américains comme antiterroristes⁶⁷⁴.

Si c'est bien le cas, la coopération antiterroriste entre les pays sera assez compliquée et les effets de la prétendue tentative de recrutement – compréhensibles sur le plan opérationnel mais imprudents politiquement – pourraient durer pendant des années. Les relations entre les deux pays se sont encore détériorées le 31 juillet 2013, lorsque l'entrepreneur de la *National Security Agency* (NSA) des États-Unis, Edward Snowden, s'est vu accorder l'asile temporaire en Russie⁶⁷⁵. Il était préoccupé par sa mission et sa propre importance, tout comme Bernon F. Mitchell et William H. Martin, deux employés de la NSA qui avaient fait défection en URSS 53 ans plus tôt⁶⁷⁶. Ainsi, la coopération entre Moscou et Washington n'est revigorée que quand les intérêts des deux pays coïncident. Autrement dit, l'évolution des événements dans la région et la confrontation constante entre les deux puissances dans le monde arabe les ont amenées à consolider d'autres alliances afin de protéger au mieux leurs intérêts.

2.2.2 La coopération américano-russe : une coopération avortée

De nombreux obstacles ont handicapé la coopération antiterroriste entre Washington et Moscou. Partager des renseignements avec des pays étrangers est plus facile à dire qu'à faire. Les difficultés concernent principalement la divulgation des sources et des méthodes, ainsi que des réglementations strictes impliquant l'accès à l'information avec différents niveaux de classification. Il est encore plus difficile de surmonter ces obstacles dans un climat politique où les contacts entre les États-Unis et la Russie sont pratiquement gelés et où la communauté du renseignement américain estime que cette dernière a mené une campagne d'influence en 2016 visant l'élection présidentielle américaine. Cette campagne d'influence a conduit à ouvrir plusieurs enquêtes officielles qui sont toujours en cours.

Si les attaques du 11 septembre 2001 ont permis de renforcer la coopération antiterroriste, l'échec de la stratégie américaine en Irak et contre le terrorisme a incité les Russes

⁶⁷⁴ Gutterman, Steve, "Russia Says CIA Agent Caught Trying to Recruit Spy", *Reuters*: 14 mai 2013, <<https://www.reuters.com/article/us-russia-usa-detention-idUSBRE94D0DT20130514>>, consulté le 15 janvier 2021.

⁶⁷⁵ "Free in Russia: Whistleblower Snowden Leaves Moscow Airport", *Spiegel Online International*: 1^{er} août 2013, <www.spiegel.de/international/world/whistleblower-snowden-leaves-moscow-airport-a-914332.html>, consulté le 12 janvier 2021.

⁶⁷⁶ Wayne G. Barker et Rodney E. Coffman, *The Anatomy of Two Traitors*, de *The Defection* de Bernon F. Mitchell and William H. Martin, Laguna Hills: Aegean Park Press, 1981.

à se désengager de leur coopération avec les Américains. Dans un article paru en 2018, Colin Clarke, expert politique à *Rand Corporation*, explique que la Russie n'est pas un partenaire fiable dans la lutte antiterroriste. Pour lui, la Syrie serait apparemment le point de départ de la coopération antiterroriste, mais la Russie s'est avérée être un partenaire peu fiable sur des questions moins sensibles que le partage de renseignements. Selon ce même article, en 2018, la coalition dirigée par les États-Unis a déclaré que des responsables militaires russes avaient rejeté une demande de la coalition visant à obtenir l'autorisation de frapper des cibles de l'État islamique à al-Tanf. À la suite de ce refus, le Pentagone s'est plaint à plusieurs reprises des manœuvres dangereuses des avions de combat russes. Les enquêteurs de l'ONU disent qu'il existe de solides preuves suggérant que l'accord de 2013 négocié par la Russie pour débarrasser la Syrie de ses armes chimiques n'a pas fonctionné, tandis que Moscou a empêché la poursuite des enquêtes onusiennes. Cette coopération bilatérale s'est davantage affaiblie sous le gouvernement de Donald Trump, écartant ainsi toute coopération « sincère » entre les États-Unis et la Russie⁶⁷⁷.

De plus, Clarke mesure l'efficacité de la coopération antiterroriste entre les deux pays selon ce que chacun apporte pour lutter contre l'État islamique. On ne sait pas non plus exactement ce que la Russie pourrait apporter aux États-Unis en termes de renseignements ou de capacités militaires. En effet, selon l'auteur, les États-Unis ont fait un meilleur travail contre l'État islamique que la Russie. Dans les zones où opèrent des forces soutenues par la Russie, les combattants de l'EI parviennent régulièrement à se déplacer librement. De plus, malgré la déclaration de « victoire » de Poutine en décembre 2017, les principales installations militaires de la Russie en Syrie ont été attaquées en janvier 2018, démontrant la vulnérabilité des forces russes. Dans l'ensemble, malgré l'influence croissante de Moscou au Moyen-Orient, la région n'est toujours pas celle où la Russie a plus de connaissances ou d'influence que Washington⁶⁷⁸.

La principale raison pour laquelle la coopération antiterroriste américano-russe est en discussion est que les deux pays combattent un ennemi commun : les groupes djihadistes en général, et l'État islamique en particulier. En réalité, les guerres respectives de Moscou et de Washington contre le terrorisme diffèrent considérablement dans les motivations, les objectifs,

⁶⁷⁷ P. Clarke, Colin, "Russia is Not a Viable Counterterrorism Partner for the United States", *Rand*: 9 février 2018, <<https://www.rand.org/blog/2018/02/russia-is-not-a-viable-counterterrorism-partner-for.html>>, consulté le 28 janvier 2021.

⁶⁷⁸ *Ibid.*

les cibles, les tactiques et les stratégies, et même la désignation de l'ennemi, ce qui obscurcit encore davantage toute perspective de coopération.

Rappelons qu'en Syrie, par exemple, l'objectif des États-Unis a été principalement de vaincre l'État islamique parce qu'il est un moteur important du terrorisme international, tandis que la Russie le combat principalement parce qu'il est un ennemi du président Bachar al-Assad. Pendant ce temps, les forces spéciales et les avions de guerre russes servent de multiplicateur de force pour le Hezbollah, groupe terroriste reconnu. Des différences comme celles-ci expliquent en grande partie pourquoi la coopération américano-russe en Syrie s'est limitée à la résolution du conflit, alors que les définitions de la menace terroriste des deux parties continuent de diverger. Une autre différence clé dans la perception de la menace des deux pays est que Moscou a longtemps dû lutter contre le terrorisme islamiste sur son territoire ou dans les zones limitrophes, tandis que les États-Unis l'ont combattu dans des zones lointaines. Du milieu à la fin des années 1990, des groupes rebelles antirusse, principalement originaires de la région traditionnellement musulmane du Caucase du Nord, ont adopté des idéologies religieuses radicales. Depuis lors, les militants islamistes ont lancé de nombreuses attaques très médiatisées sur le sol russe, bien au-delà des champs de bataille du Caucase. Celles-ci comprenaient la destruction ciblée des infrastructures de transport et des opérations comme la prise d'otages dans le théâtre de Moscou en 2002 et le siège de l'école de Beslan en 2004⁶⁷⁹. Les États-Unis ont subi beaucoup moins d'attaques de la part des djihadistes sur leur propre territoire ; ils se battent largement pour les éloigner de leurs côtes et pour aider à protéger leurs alliés en Europe. Cette différence appelle également des approches différentes du contre-terrorisme. Le contreterrorisme expéditionnaire nécessite un déploiement important de forces militaires, tandis que le contre-terrorisme national peut s'appuyer davantage sur la police locale et fédérale et sur un éventail d'agences de renseignement.

Pour Colin Clarke, les États-Unis et la Russie divergent également considérablement dans leurs approches de la lutte contre le terrorisme, et il est difficile d'imaginer comment celles-ci pourraient être rendues compatibles. *Grosso modo*, les États-Unis visent à adopter une approche globale qui tente de gagner les cœurs et les esprits en découvrant les griefs des communautés et en tenant compte du développement socio-économique. La Russie n'essaye pas

⁶⁷⁹ « Les principaux attentats en Russie ces dix dernières années », *RTS Info* : 30 décembre 2013, <<https://www.rts.ch/info/monde/5491696-les-principaux-attentats-en-russie-ces-dix-dernieres-annees.html>>, consulté le 25 janvier 2021.

explicitement de le faire, s'appuyant plutôt sur des méthodes sévères. Ainsi, il est assez facile de dire que la Russie et les États-Unis seraient en mesure de coopérer contre les organisations djihadistes en développant conjointement les meilleures pratiques antiterroristes, mais pour toutes les raisons énumérées ci-dessus, cela demeure irréalisable à l'heure actuelle.

Compte tenu de ces divergences irréconciliables, la Russie a forgé d'autres alliances plus en cohérence avec ses intérêts et ses attentes. L'organisation partenaire régionale la plus importante de la Russie en matière de lutte contre le terrorisme est l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS). Avec ses huit États membres (Chine, Inde, Kazakhstan, Kirghizistan, Pakistan, Russie, Tadjikistan et Ouzbékistan), c'est la plus grande organisation régionale au monde en termes de couverture géographique et de population, couvrant les trois cinquièmes du continent eurasiatique et près de la moitié de la population mondiale. L'OCS a deux organes exécutifs principaux : un secrétariat situé à Pékin, dont le chef est nommé par le Conseil des chefs d'État, et une structure antiterroriste régionale (RATS), qui est responsable de la mise en œuvre de ses stratégies antiterroristes. Basé à Tachkent, capitale de l'Ouzbékistan, le RATS facilite la coopération entre les agences de sécurité intérieure des États membres. Cela implique la coordination des opérations spéciales et la collecte et le partage d'informations, y compris la maintenance d'une base de données sur les organisations terroristes, séparatistes et extrémistes, leurs membres et les personnes associées.

Plus important encore, le RATS participe aux préparatifs d'exercices antiterroristes conjoints et d'opérations spéciales⁶⁸⁰. Le principe fondamental de l'OCS est celui de la reconnaissance mutuelle. Son concept de coopération de 2005 exige des États membres qu'ils reconnaissent mutuellement les actes de terrorisme, de séparatisme et d'extrémisme, et que la législation de chacun place l'acte terroriste dans la même catégorie de crimes en utilisant la même terminologie. Les États membres de l'OCS sont censés mettre en œuvre la législation nationale en se conformant à son cadre juridique. Cependant, ce dernier est vague et n'est pas conforme aux normes internationales⁶⁸¹.

En vertu de la convention de l'OCS sur la lutte contre le terrorisme de 2009, le terrorisme est défini comme une « idéologie de la violence », en le reliant à l'extrémisme et au séparatisme. Cette définition, mentionnée dans la convention de Shanghai de 2001 sur la lutte contre le

⁶⁸⁰ Shanghai Cooperation Organisation: A Vehicle for Human Rights Violations, August, International Federation for Human Rights (FIDH), Paris, 2012, < https://www.fidh.org/IMG/pdf/sco_report.pdf>, p. 9-10.

⁶⁸¹ *Ibid.*

terrorisme, l'extrémisme et le séparatisme, a été initialement proposée par les autorités chinoises pour justifier les mesures antiterroristes visant à réprimer les groupes séparatistes dans la République autonome ouïghoure du Xinjiang, une province du nord-ouest de la Chine, et d'autres minorités dans le pays. La même approche a ensuite été reproduite au niveau de l'OCS. De plus, selon un certain nombre de documents de l'OCS, une organisation, ou même une personne qu'un de ses États membres n'a peut-être pas accusée, mais simplement soupçonnée d'être terroriste, doit également être reconnue comme telle par les autres États membres. Cela rend pratiquement impossible une demande d'asile dans un autre État membre de l'OCS.

La Russie a été un chef de file, avec la Chine, dans le développement de l'OCS. Elle a mis à profit le principe fondamental de reconnaissance mutuelle de l'OCS pour harmoniser ses pratiques antiterroristes nationales dans la région. La définition du terrorisme de l'OCS est parallèle à la définition russe énoncée dans la loi fédérale de 2006. Dans son concept de base, le terrorisme est défini comme « l'idéologie de la violence et la pratique consistant à influencer l'adoption d'une décision par les organes du pouvoir étatique, les organes d'autonomie locale ou les organisations internationales liées à l'intimidation de la population et (ou) à d'autres formes d'actions violentes illégales »⁶⁸². Ainsi, cette organisation, menée principalement par la Russie et la Chine, dispose d'une définition différente de la définition américaine, et les moyens avec lesquels le terrorisme est combattu sont fondamentalement distincts de ceux que Washington utilise. Naturellement, par le biais de cette organisation, l'alliance sino-russe tente d'imposer sa propre lutte antiterroriste. Même si cette imposition est encore loin de rattraper les capacités américaines en matière de contre-terrorisme, l'échec des États-Unis à affaiblir les organisations terroristes, notamment après la résurgence de l'État islamique, et leur impuissance à freiner la multiplication des groupes terroristes donnent à l'OSC l'opportunité de prouver sa plus grande efficacité dans cette lutte interminable.

Quant aux organisations antiterroristes sous l'égide des États-Unis, de nombreux programmes et partenariats sont mis en place par le ministère des Affaires étrangères américain. Parmi les programmes américains les plus actifs dans la lutte antiterroriste, on cite le Programme d'assistance antiterroriste (*Antiterrorism Assistance Program*, ATA). Créé en 1983 par un amendement du Congrès de 1961, le programme ATA a été conçu pour aider les pays

⁶⁸² Voir : <<https://rm.coe.int/16806ee218#:~:text=La%20loi%20f%C3%A9d%C3%A9rale%20relative%20%C3%A0,effet%20le%2010%20mars%202006.&text=La%20loi%20clarifie%20l'expression,et%20gestion%20de%20ses%20cons%C3%A9quences.>>, consulté le 24 janvier 2021.

partenaires des États-Unis à développer les capacités nécessaires pour détecter, dissuader et enquêter sur le terrorisme. L'orientation stratégique, l'élaboration des politiques et la surveillance du programme ATA sont gérées par le Bureau du contre-terrorisme (*Bureau of Counterterrorism*, CT), tandis que son administration et la mise en œuvre de la formation antiterroriste relèvent des facultés du Bureau diplomatique de sécurité (*Bureau of Diplomatic Security*, DS). Le CT et le DS travaillent avec les bureaux régionaux et les postes à l'étranger, pour que certaines activités de l'ATA soient ciblées sur des domaines d'intervention clés qui traitent de multiples problèmes pour les pays partenaires, y compris la menace du terrorisme, les besoins opérationnels au niveau des pays individuels et l'avancement des intérêts de sécurité des États-Unis.

Un autre programme antiterroriste américain a pour but de contrer le financement des groupes terroristes (*Countering the Financing of Terrorism*, CFT). Le CTF utilise une gamme d'outils et de programmes pour isoler et affaiblir les groupes terroristes et leurs réseaux de soutien. Le CTF dirige les efforts du Département d'État pour désigner des organisations et des individus terroristes, y compris le gel de leurs avoirs financiers, le blocage de leurs transactions financières, et pour empêcher les autres de leur fournir un soutien matériel ou financier. Ce programme est destiné à exposer et à isoler les organisations et les individus, à leur imposer de graves sanctions en favorisant une action coordonnée au sein du gouvernement américain et avec les partenaires internationaux pour perturber les activités des terroristes, notamment en leur refusant l'accès au système financier américain et en permettant l'application de la loi américaine.

Un autre organisme important, à caractère multilatéral, est le Forum mondial de la lutte contre le terrorisme (*Global Counterterrorism Forum*, GCTF). Ce dernier est un organe multilatéral qui cherche à promouvoir la coopération civile et les pratiques pour lutter contre le terrorisme. Le GCTF comprend 30 pays et l'UE. Il se compose d'un comité de coordination au niveau stratégique et de cinq groupes de travail thématiques et régionaux dirigés par des experts, axés sur le secteur de la justice pénale et l'État de droit. Leurs objectifs sont de lutter contre l'extrémisme violent et de renforcer leurs capacités au Sahel, dans la Corne de l'Afrique et en Asie du Sud-Est. Le GCTF vise à renforcer l'architecture internationale pour lutter contre le terrorisme du XXI^e siècle et promeut une approche stratégique à long terme pour faire face à la menace. Depuis son lancement en septembre 2011, le GCTF a mobilisé plus de 200 millions de dollars américains pour renforcer les institutions de l'État de droit liées à la lutte contre le

terrorisme, en particulier pour les pays qui sortent du droit d'urgence. D'autres réalisations depuis son lancement comprennent l'adoption de divers ensembles de pratiques qui visent à la fois à fournir des orientations pratiques aux pays qui cherchent à renforcer leur capacité de lutte contre le terrorisme et à apporter une plus grande cohérence stratégique aux efforts de renforcement des capacités de lutte contre le terrorisme au niveau mondial⁶⁸³. Cet organisme travaille en étroite collaboration avec les Nations unies. Il sert de mécanisme pour promouvoir la mise en œuvre de la stratégie antiterroriste mondiale universellement reconnue des Nations unies et, plus largement, pour compléter et renforcer les efforts multilatéraux existants de lutte contre le terrorisme, en commençant par ceux des Nations unies⁷⁵⁶.

En ce qui concerne l'efficacité de cette lutte antiterroriste, elle est difficile à mesurer. Comme nous l'avons déjà mentionné, l'efficacité du contre-terrorisme dépend du critère selon lequel elle est mesurée. Selon les programmes américains mentionnés ci-dessus, plusieurs critères existent : le nombre de terroristes détenus et tués, le démantèlement des réseaux terroristes, l'affaiblissement des capacités financières et matérielles des groupes terroristes et la diminution des groupes terroristes. En termes de détention de terroristes, les luttes antiterroristes, qu'elles soient américaines ou sino-russes, sont assez avancées. Qu'elle soit considérée comme légale ou illégale, la détention des terroristes a permis aux États-Unis de mener à bien, à un certain degré, leur lutte contre le terrorisme. Dans un rapport paru en 2020, cependant, les responsables américains reconnaissent que la menace terroriste reste élevée et que la multiplication des groupes terroristes dans le monde reste inquiétante. Dans ce document, Washington fait état d'une situation tantôt apaisante, tantôt alarmante, puisque le financement et les États soutiens du terrorisme semblent être le défi majeur du contre-terrorisme. De plus, si la menace terroriste se localise principalement au Moyen-Orient, dans des pays comme l'Afghanistan, le Pakistan ou encore le Yémen, ce rapport met en garde contre un expansionnisme terroriste menaçant en Afrique⁶⁸⁴.

Néanmoins, la Russie semble dresser un état des lieux plus convaincant de sa lutte contre-terroriste. Les responsables russes ont communiqué à plusieurs reprises que Moscou

⁶⁸³ Programs and Initiatives, Bureau of Counterterrorism, US Department of State, <<https://www.state.gov/bureau-of-counterterrorism-programs-and-initiatives/>>, consulté le 23 janvier 2021. ⁷⁵⁶ Cf. <<https://www.un.org/disarmament/counter-terrorism/>>.

⁶⁸⁴ "Country Report on Terrorism", Bureau of Counterterrorism, State Department, <<https://www.state.gov/wpcontent/uploads/2020/06/Country-Reports-on-Terrorism-2019-2.pdf>>, consulté le 30 janvier 2021.

maintient la menace terroriste sous contrôle et propose son aide stratégique et matérielle à l'Union européenne. La Russie est prête à aider d'autres pays européens dans la lutte contre le terrorisme. En novembre 2020, la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, a déclaré : « Je voudrais rappeler à tous qu'au fil des années, la Russie a appelé la communauté internationale à consolider ses efforts dans la lutte contre ce mal commun »⁶⁸⁵. De plus, la Russie tente de se présenter comme un leader dans la lutte antiterroriste, même si ses efforts sont encore loin de rattraper les contributions américaines. En effet, la Russie prévoit de tenir une conférence sur la lutte contre le terrorisme cette année, avec la participation de représentants d'Afghanistan, de Chine, du Pakistan et de Turquie, a déclaré, le 8 février 2021, un responsable gouvernemental russe.

La conférence devrait se tenir à Moscou avec les chefs des parlements de ces cinq pays, a précisé Vyacheslav Volodine, président de la Douma d'État, la chambre basse du Parlement russe, lors d'une réunion avec son homologue iranien Mohammad Bagher Ghalibaf⁶⁸⁶. Cette conférence sera donc une opportunité pour la Russie de s'imposer comme un acteur majeur dans la lutte antiterroriste. Les États-Unis devront alors proposer une stratégie plus efficace pour lutter contre le terrorisme afin d'éviter que la Russie et la Chine ne s'imposent comme des puissances consultantes et consultées. Même si les responsables américains présentent cette lutte comme une lutte mondiale à laquelle l'ensemble des États doit contribuer, les Russes et les Chinois pourront apporter une aide importante, mais ils représentent une menace stratégique pour les États-Unis.

3. La stratégie américaine face aux acteurs régionaux

3.1 Les États-Unis, la Turquie et les ambitions ottomanes

Les relations américano-turques remontent à 1831, lorsque les États-Unis ont établi des relations diplomatiques avec l'Empire ottoman. Après la Première Guerre mondiale et la fondation de la République turque, ils ont noué des relations diplomatiques avec la République de Turquie en 1927. L'accord de coopération économique et technique, signé le 12 juillet 1947 entre les États-Unis et la Turquie, a fait progresser ces relations. L'accord a mis en œuvre la

⁶⁸⁵ "Russia Says Ready to Aid European Counter-terrorism", *Global Times*: 6 novembre 2020, <<https://www.globaltimes.cn/content/1205929.shtml>>, consulté le 1^{er} février 2021.

⁶⁸⁶ Reslova, Elena, "Russia to Host Conference on Counterterrorism", *AA*: 8 février 2021, <<https://www.aa.com.tr/en/europe/russia-to-host-conference-on-counter-terrorism/2137710>>, consulté le 3 février 2021.

doctrine Truman et sa politique « pour soutenir les peuples libres qui résistent aux tentatives d'assujettissement par des minorités armées ou par des pressions extérieures ». Plus récemment, les États-Unis ont condamné la tentative de coup d'État du 15 juillet 2016 en Turquie. Les responsables américains continuent de souligner l'importance de l'adhésion du gouvernement turc aux politiques et aux actions qui renforcent la confiance du public dans les institutions démocratiques du pays et l'État de droit ainsi que le respect des engagements en matière de droits humains. Par son histoire et sa position géographique, la Turquie est un allié clé de l'OTAN et un partenaire régional essentiel pour les États-Unis, qui restent déterminés à améliorer les relations bilatérales et à la maintenir dans la communauté euro-atlantique.

Or, si le ministère des Affaires étrangères américain présente ces relations comme étant solides et historiques, celles-ci n'ont pas manqué dans des périodes de turbulences diplomatiques qui ont mis les efforts américains en péril dans la région. Effectivement, la présidence de George Bush a été marquée par une forte évolution des relations entre la Turquie et les États-Unis. L'approche polarisante de la politique étrangère, qui a aliéné tant de partenaires des Américains dans le monde, a également joué un rôle déterminant dans la définition des relations de Washington avec Ankara. Les problèmes entourant l'Irak étaient primordiaux. La « relation stratégique » a ainsi été durement touchée en mars 2003, lorsque le Parlement turc a refusé d'adopter un projet de loi qui aurait permis l'ouverture d'un front nord contre les armées de Saddam Hussein. La prédominance de l'Irak dans la politique étrangère américaine et la propension du premier mandat de George Bush à juger ses alliés sur la base de leur contribution à la campagne en Irak, couplée aux visions sensiblement divergentes des deux pays pour l'avenir de l'Irak, ont empêché toute action concrète d'amélioration des relations bilatérales, et ceci, sur le court terme.

De plus, les États-Unis commençaient à être de moins en moins considérés comme un allié par de nombreux Turcs préoccupés par les conséquences régionales de la politique américaine perçue comme alimentant les tendances indépendantistes dans le nord de l'Irak. Washington a également été accusé de ne pas avoir aidé la Turquie dans sa lutte en cours contre le PKK, qui avait utilisé les territoires du nord de l'Irak pour lancer des raids contre elle. À leur tour, les sondages d'opinion publique ont rapidement révélé que la Turquie était devenue l'un

des pays les plus anti-américains au monde, et selon *Pew Research*, la perception turque envers les États-Unis reste assez négative depuis 2002⁶⁸⁷.

Ordinairement, plusieurs articles ont vite spéculé sur le futur des relations bilatérales entre Washington et Ankara après l'invasion de l'Irak. Dans un article paru quelques mois après l'invasion de l'Irak, Sonar Cagaptay, directeur des relations turques au *Washington Institute*, et Marc Parris, ancien ambassadeur américain en Turquie (1997-2000), ont aussitôt montré du scepticisme à l'égard de l'alliance entre Washington et Ankara. Ils expliquent que la guerre en Irak a révélé qu'une grande partie de la confiance a été perdue entre les deux armées : « L'arrestation, le 4 juillet 2003, de troupes d'opérations spéciales turques dans le nord de l'Irak au motif que les soldats turcs tentaient d'assassiner un responsable kurde élu dans la région était symbolique de l'état actuel des relations militaires américano-turques. Cet incident a causé un problème majeur. Et aujourd'hui, à la suite du jeu d'échecs complexe qui s'est joué en Irak, beaucoup à Ankara pensent qu'il y a une tentative de créer un État kurde dans le nord de l'Irak »⁶⁸⁸. D'un autre côté, beaucoup à Washington pensent que la Turquie ne souhaite pas aider les États-Unis, mais tend plutôt à compliquer les choses en travaillant pour ses propres intérêts. Pour aller de l'avant, les deux gouvernements et leurs armées doivent clarifier la situation et rétablir la confiance. Enfin, Cagaptay et Parris expliquent que les États-Unis peuvent travailler sans la Turquie dans la région, mais ceci ne serait pas sans conséquences. Dans la plupart des cas, il est simplement plus facile d'obtenir la coopération de la Turquie pour faciliter l'accès aux informations et aux territoires⁶⁸⁹.

Le changement de rhétorique et même de trajectoire qui a été inauguré avec le second mandat de George Bush est finalement venu à la rescousse des relations turco-américaines. La rencontre du Premier ministre Recep Erdogan et du président Bush à la Maison-Blanche, en novembre 2007, a marqué l'aube d'une nouvelle ère de coopération entre les deux pays. Les États-Unis ont commencé à fournir des renseignements exploitables à la Turquie sur le PKK, tout en rassurant la partie turque sur leurs intentions concernant l'intégrité territoriale de l'Irak. En contrepartie, la Turquie a décidé d'adopter une politique plus réaliste à l'égard de son voisin

⁶⁸⁷ “The Turkish People Don’t Look Favorably Upon the US, or Any Other Country, Really”, *Pew Research*: 31 octobre 2014, <<https://www.pewresearch.org/fact-tank/2014/10/31/the-turkish-people-dont-look-favorably-uponthe-u-s-or-any-other-country-really/>>, consulté le 3 février 2021.

⁶⁸⁸ Cagaptay, Soner et Parris, Marc, “Turkey After the Irak War: Still a US ally?”, *The Washington Institute*: 19 septembre 2003, <<https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/turkey-after-iraq-war-still-us-ally>>, consulté le 3 février 2003.

⁶⁸⁹ *Ibid.*

du sud et a ouvert de nouvelles voies de dialogue avec les dirigeants irakiens. Ankara a également aidé les États-Unis à renforcer la stabilité politique en Irak en tentant de trouver une voie d'entente avec l'Iran.

Il est essentiel de rappeler que les relations bilatérales se sont nettement renforcées avec l'arrivée de Barack Obama à la Maison-Blanche. En effet, le président démocrate, à l'inverse de son prédécesseur, a montré à quel point l'alliance avec la Turquie permettait aux États-Unis de mener à bien la protection de leurs intérêts dans la région.

Comme la présidence de Barack Obama s'est inscrite dans un contexte de révolutions populaires arabes, le modèle politique turc permettait aux responsables américains de prouver que l'islam politique pouvait être en parfaite harmonie avec les valeurs démocratiques. Recep Tayyip Erdogan, président d'un parti politique islamiste longtemps banni de la scène politique turque, incarnait pour le gouvernement américain un modèle musulman modéré, allié et de droit. D'ailleurs, ce rapprochement diplomatique s'est fait grâce à une alchimie entre les deux leaders. C'était la première secousse majeure dans une relation qui avait commencé sur une note de bon augure en 2009, lorsque Obama avait choisi la Turquie comme premier pays musulman visité en tant que président. « J'essaie de faire une déclaration sur l'importance de la Turquie non seulement pour les États-Unis, mais aussi pour le monde », avait-il déclaré à l'époque. La Turquie et les États-Unis pourraient « construire un partenariat modèle »⁶⁹⁰. Selon un article paru dans le *New York Times*, Obama pensait qu'Erdogan, qui s'était élevé en politique en tant que réformateur, allait montrer qu'il était possible d'être à la fois démocrate et islamiste. Il avait confiance en Erdogan et a investi dans la relation. Selon les analystes, Erdogan avait une confiance assez similaire envers Obama. Il le considérait comme un autre type de dirigeant américain, qui n'accorderait pas plus d'importance aux relations avec Israël et l'Arabie saoudite qu'avec tous les autres pays de la région. En 2011, le président s'est entretenu plus fréquemment avec Erdogan qu'avec tout autre dirigeant étranger, à l'exception du Premier ministre britannique David Cameron⁶⁹¹.

⁶⁹⁰ “I’m trying to make a statement about the importance of Turkey not only for the United States but also for the world” “Obama Says US, Turkey Can Be Model for the World”, *CNN*: 6 avril 2009, <<https://edition.cnn.com/2009/POLITICS/04/06/obama.turkey/>>, consulté le 7 février 2021.

⁶⁹¹ Landler, Mark, “Obama’s Support of Erdogan is a Stark Reminder of Turkey’s Value to US”, *The New York Times*: 20 juillet 2016, <<https://www.nytimes.com/2016/07/21/world/europe/obama-erdogan-turkey-coupattempt.html>>, consulté le 5 février 2021.

Or, il est important de rappeler que les Turcs représentent aujourd'hui une puissance régionale nécessaire à la stabilité de la région. Cette nécessité leur confère une capacité d'intervenir politiquement et même militairement dans les conflits les plus complexes qui ravagent le Moyen-Orient : la crise syrienne et la crise libyenne retiennent une attention particulière à Ankara. Si les Américains n'ont pas montré une contestation particulière à l'égard de l'émergence du rôle turc dans les affaires arabes, d'autres puissances régionales comme l'Arabie saoudite se méfient des ambitions ottomanes du régime turc.

3.1.1 La vision américaine envers le rôle turc dans le monde arabe

La politique de la Turquie à l'égard du Moyen-Orient et de son rôle a considérablement évolué ces dernières années. D'ailleurs, certains changements ont commencé pendant le mandat du ministre des Affaires étrangères Ismail Cem (1997-2002), alors qu'il améliorait les relations avec ses voisins arabes et mettait en place les fondations sur lesquelles le gouvernement AKP continue encore de s'appuyer. Cependant, les changements les plus spectaculaires se sont produits à partir de 2002-2003. Le contexte dans lequel cette transformation a eu lieu est façonné par trois facteurs. Tout d'abord, il y a eu un changement rapide dans l'environnement géopolitique du Moyen-Orient. On peut parler d'une révolution géopolitique déclenchée par l'invasion américaine de l'Irak en 2003. Ensuite, cette intervention a non seulement renversé le régime de Saddam Hussein, mais aussi affaibli le nationalisme arabe et permis à d'autres puissances comme la Russie et la Chine d'entrer par la grande porte.

Les initiatives de politique étrangère de la Turquie envers le Moyen-Orient sous le gouvernement AKP tentent d'atteindre deux objectifs principaux. Premièrement, la Turquie est résolue à trouver des solutions aux problèmes régionaux et à établir des relations plus solides avec ses voisins immédiats, à savoir la Syrie, l'Irak et l'Iran. Deuxièmement, la Turquie envisage de servir de médiateur et de réduire ainsi les tensions entre divers acteurs, parfois assez problématiques, tels que la Syrie, Israël, diverses factions libanaises et leurs soutiens extérieurs, le Hamas, le Fatah, l'Irak, l'Iran et les États-Unis. Jusqu'à présent, les efforts de la Turquie pour améliorer les relations bilatérales avec ses voisins du Moyen-Orient ont été largement couronnés de succès. Les décideurs américains se sont généralement efforcés de préserver la relation stratégique, mais il est raisonnable de déduire des actions et de la rhétorique des dirigeants turcs que pour Ankara, le partenariat avec les États-Unis n'est plus dans l'intérêt de

la Turquie. Ces circonstances soulèvent des questions sur la meilleure approche américaine pour la Turquie dans le futur.

Dans un long rapport paru en 2018, Steven Cook explique que les Américains ne perçoivent pas la Turquie comme un rival dans la région⁶⁹². Selon lui, Ankara n'est pas le concurrent stratégique de Washington, car elle a peu d'influence positive au Moyen-Orient, en Europe, dans le Caucase ou en Asie centrale. La Turquie n'est pas non plus un ennemi, bien qu'il soit parfois difficile de distinguer ses actions. C'est plutôt un antagoniste dont les dirigeants n'apprécient pas l'hégémonie américaine, en particulier au Moyen-Orient ; ils veulent donc modifier l'ordre politique régional qui contribue à rendre la prédominance américaine possible. Cook écrit : « La Turquie reste formellement liée aux États-Unis et à l'Occident par l'intermédiaire de l'OTAN, dont elle ne peut être expulsée : la candidature continue d'Ankara à l'Union européenne, même si les négociations d'adhésion sont gelées ; les liens économiques du pays avec l'Europe ; et sa coopération souvent exagérée en matière de sécurité et de renseignement avec les États-Unis »⁷⁶⁶. Pour Steven Cook, cela encourage les analystes et les responsables à penser qu'un changement dans les relations américano-turques serait désastreux pour Washington. En réponse à la détérioration des liens, les défenseurs qui veulent sauver le partenariat stratégique proposent une diplomatie intensive avec Ankara et conseillent aux décideurs américains de détourner le regard face au mauvais comportement de la Turquie en raison de l'importance du pays. Pourtant, pour Cook, cette importance est de plus en plus difficile à définir en termes positifs. Les États-Unis peuvent donc considérer leurs relations avec la Turquie comme des relations alliées basées sur des intérêts communs. Toutefois, Steven Cook souligne que les responsables américains ont défini les relations bilatérales entre Washington et Ankara comme étant plus consensuelles que conflictuelles. Cependant, le génocide contre l'Arménie que la Turquie refuse de reconnaître, la répression des Kurdes et un système démocratique défaillant empoisonnent les relations avec Washington, même si les responsables américains considèrent que celle-ci est un pays suffisamment démocratique. Pourtant, sur le site du ministère des Affaires étrangères américain, la Turquie est présentée comme un partenaire de sécurité, politique et économique nécessaire et primordial. La description de ces relations

⁶⁹² Cook, Steven, "Neither Friends, Nor Foe", Council Special Report, n°82, novembre 2018, <https://cdn.cfr.org/sites/default/files/report_pdf/CSR82_Cook_Turkey_0.pdf>, consulté le 13 février 2021. ⁷⁶⁶ "Turkey remains formally tied to the United States and the West through NATO, from which it cannot be expelled; Ankara's continued European Union membership candidacy, even though accession negotiations are frozen; the country's economic ties to Europe; and its often-overstated security and intelligence cooperation with the United States. This encourages analysts and officials to think a change in the U.S.-Turkey relationship would be disastrous for Washington." *Ibid.*, p. 10.

par le gouvernement américain démontre que les intérêts américains entrent en harmonie avec ceux de la Turquie⁶⁹³.

En effet, si Steven Cook dresse un tableau assez mitigé sur les relations bilatérales, les relations israélo-turques permettent aux États-Unis de considérer la Turquie comme un allié efficace pour une paix durable au Moyen-Orient et pour la résolution du conflit israélo-palestinien. Les États-Unis ont toujours été les garants de la sécurité d'Israël dans le monde arabe. Comme nous l'avons mentionné dans les parties précédentes, l'intégration politique d'Israël dans le monde arabe a toujours été une question épineuse tant pour les Américains et les Israéliens que pour les Arabes. Même si l'intégration politique d'Israël au sein de cette région ne s'est faite que tardivement avec la reconnaissance de l'État hébreu par les Émirats arabes unis, le Maroc, le Bahreïn et le Soudan, sa reconnaissance par les Turcs au XX^e siècle a constitué un événement régional important. En effet, la Turquie a été le premier pays musulman à reconnaître Israël en 1950. Depuis cette date, Ankara a entretenu des positions diplomatiques assez favorables à l'égard d'Israël. En 1991, les deux pays ont développé leurs relations bilatérales notamment avec la nomination d'ambassadeurs respectifs turc et israélien à Tel-Aviv et à Ankara.

Cependant, la victoire de l'AKP, parti politique turc proche du Hamas et des Frères musulmans, mène à une détérioration significative dans les relations bilatérales. En effet, le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan développe une politique étrangère pro-palestinienne. D'ailleurs, la victoire de ce parti, qu'il refuse de qualifier de parti islamiste mais plutôt de parti conservateur, a provoqué une avalanche de critiques, notamment en Israël, qui craignait qu'Ankara ne tombe aux mains d'antisémites. Or, le développement économique fulgurant de la Turquie et la réussite sociale et politique de l'AKP ont permis au parti de se doter d'un pragmatisme politico-économique qui a incité les États-Unis à considérer davantage leurs relations bilatérales avec ce pays. Par ailleurs, l'importance que les responsables turcs actuels donnent à la cause palestinienne leur permet de se présenter comme un modèle régional assez réussi pour les populations arabes qui, à partir de 2011, lassées de leurs leaders, ont entrepris des révolutions populaires aspirant à un modèle arabe fort, démocratique et conservateur à la fois ; un modèle qui reste proche du modèle turc⁶⁹⁴. Cette popularité du modèle politique de

⁶⁹³ Cf. « <https://www.state.gov/u-s-relations-with-turkey/> ».

⁶⁹⁴ Taspinar, Omer, "Turkey: The New Model?", *Brookings*: 25 avril 2012, <<https://www.brookings.edu/research/turkey-the-new-model/>>, consulté le 13 février 2021.

l'AKP donne à Ankara un poids politique et culturel primordial et place la Turquie comme un acteur régional puissant et régulateur de la stabilité. De plus, si les relations entre les responsables de l'AKP et les responsables israéliens n'ont jamais été fusionnelles, les déclarations récentes d'Erdogan, qui souhaite améliorer les liens avec Tel-Aviv, prouvent qu'Ankara ne peut considérer la région sans les politiques israéliennes, aussi agressives soient-elles, et de même, que Tel-Aviv ne peut considérer la région sans les politiques turques, aussi radicales soient-elles. Ces intentions de « réparer » les relations se sont faites sous l'égide de Washington, où les responsables américains sont conscients de l'importance de celles-ci pour maintenir la stabilité régionale et l'hégémonie américaine dans la région.

Le leadership américain en est venu à jouer un rôle central dans la formation—et souvent la médiation—des relations turco-israéliennes. En effet, alors qu'Israël et la Turquie continuent de faire face à des défis stratégiques communs et partagent des intérêts mutuels, la capacité de redémarrer les relations dépendra en partie de la volonté des dirigeants américains d'aider à la fois Ankara et Jérusalem à retrouver le chemin d'une coopération stratégique soutenue. Les États-Unis sont prêts à manifester leur leadership et à exercer un effet de levier sur les deux alliés, qui est vital pour le progrès du rôle américain dans la région.

À bien des égards, il peut sembler que les événements au Moyen-Orient depuis la mi-2013 ont désaccentué la centralité stratégique du triangle États-Unis/Turquie/Israël. Dans le discours de Barack Obama à l'Assemblée générale de l'ONU en septembre 2013, la politique des États-Unis au Moyen-Orient s'est recentrée sur deux objectifs : parvenir à un accord de paix israélo-palestinien définitif et garantir une solution globale au programme nucléaire iranien⁶⁹⁵. Néanmoins, depuis les excuses israéliennes, plusieurs événements et tendances sont apparus dans la région et sur la scène internationale, qui étaient aussi inattendus que potentiellement

2021

⁶⁹⁵ Obama, Barack. "Full Transcript: President Obama's Speech at the U.N. General Assembly", *The Washington Post*: 24 septembre 2013, <https://www.washingtonpost.com/politics/transcript-president-obamas-speech-at-the-un-general-assembly/2013/09/24/64d5b386-2522-11e3-ad0d-b7c8d2a594b9_story.html>, consulté le 16 février

importants. Ces événements ont non seulement affecté la volonté des États-Unis de jouer un rôle clé, mais ils ont également influencé les calculs turcs et israéliens. Ces événements incluent le dégel partiel des relations américano-iraniennes à la suite de l'accord intérimaire de Genève sur le programme nucléaire iranien signé entre le P5 + 1 et l'Iran, l'accord de démantèlement du programme d'armes chimiques du régime d'Assad, l'escalade des turbulences en Turquie à partir de mai 2013 sur la gestion par le gouvernement des émeutes du parc Gezi à Istanbul, et plus tard les enquêtes judiciaires sur des allégations de corruption aux plus hauts niveaux du gouvernement turc.

Il faut souligner qu'aucun de ces événements ne suggère une diminution de l'importance de la relation turco-israélienne pour la stabilité au Moyen-Orient ou la nécessité d'un leadership américain sur cette question. Pris dans leur ensemble, les événements récents mettent en évidence le défi permanent de restaurer les relations turco-israéliennes de manière à améliorer les perspectives de stabilité régionale. Avec l'effondrement récent du processus de paix israélo-palestinien, la confrontation militaire entre Israël et le Hamas, le retrait des États-Unis de l'accord nucléaire iranien et la reconnaissance de plusieurs pays arabes d'Israël, la réparation des relations turco-israéliennes pourrait aider à faire progresser la stratégie et les objectifs américains sur ces questions. Il est certes trop tôt pour le dire, mais cela exigera une nouvelle réflexion de la part des décideurs politiques à Washington, Jérusalem et Ankara.

Dans un rapport de 2014 publié par *Brookings*, Dan Arbell, ancien diplomate israélien et expert en relations américano-israéliennes, explique l'importance du triangle États-Unis/Israël/Turquie non seulement pour la stabilité régionale, mais surtout pour la protection des intérêts américains et donc du rôle américain dans la région. L'importance du rôle de médiateur de Washington dans les relations israélo-turques s'est fait sentir quand il y a eu une détérioration des relations entre Ankara et Tel-Aviv. Pour aggraver encore cette détérioration, Erdogan a comparé le sionisme à un « crime contre l'humanité ». Dans un discours prononcé lors d'une conférence de l'ONU à Vienne en 2013, il a déclaré : « Tout comme le sionisme, l'antisémitisme et le fascisme, il devient inévitable que l'islamophobie soit considérée comme un crime contre l'humanité »⁶⁹⁶. Les commentaires d'Erdogan ont été instantanément critiqués.

⁶⁹⁶ “Just like Zionism, anti-Semitism, and fascism, it becomes unavoidable that Islamophobia must be regarded as a crime against humanity.” Ahren, Raphael, “Erdogan Calls Sionism a ‘Crime against Humanity’”, *Times of Israel*: 28 février 2013, <<https://www.timesofisrael.com/erdogan-calls-zionism-a-crime-against-humanity/>>, consulté le 5 février 2021.

Le Premier ministre Netanyahu a publié, sur sa page Facebook officielle, une déclaration condamnant fermement ces remarques, les qualifiant d'« affirmation sombre et mensongère, blessante et diviseuse »⁶⁹⁷.

Les États-Unis ont été fermes dans leur réponse, adoptant une approche inhabituellement critique à l'égard de la Turquie. Le ministre des Affaires étrangères américain, John Kerry, a déclaré à Ankara : « De toute évidence, nous ne sommes pas seulement en désaccord, nous trouvons cela inacceptable »⁶⁹⁸. Kerry a soulevé la question directement avec Erdogan et a précisé que ses commentaires avaient franchi une ligne rouge américaine⁶⁹⁹. La Turquie était impénitente. Le ministre des Affaires étrangères Davutoglu a insisté, lors d'une conférence de presse conjointe avec le ministre Kerry, sur le fait que la Turquie n'était pas hostile à l'État juif, mais il a blâmé la situation lamentable entre les deux pays sur Israël pour ses actions à bord du *Mavi Marmara* et son traitement des Palestiniens. Néanmoins, une sévère réaction américaine s'est fait entendre. Pour le gouvernement de Barack Obama, l'épisode est devenu un point de levier pour réduire le prix d'Erdogan pour un rapprochement avec Israël. De hauts responsables américains ont incité le Premier ministre turc à retirer ses propos en signe de bonne volonté, ce qui pourrait ouvrir la voie à des excuses israéliennes⁷⁷⁴. Cela dit, les excuses officielles turques ont aussitôt été appréciées par Tel-Aviv.

Cet engagement américain était avant tout une démonstration d'une politique étrangère américaine simple : le président Obama et le ministre Kerry ont identifié une opportunité et se sont engagés personnellement et directement. Ils ont appliqué l'effet de levier nécessaire :

⁶⁹⁷ “Prime Minister Benjamin Netanyahu strongly condemned Turkish Prime Minister Erdogan's statement on Zionism and its comparison to Fascism”. PM Netanyahu stated: "This is a dark and mendacious saying the likes of which we thought had died away." Cf. <<https://www.facebook.com/IsraeliPM/posts/prime-minister-benjaminnetanyahu-strongly-condemned-turkish-prime-minister-erdo/606230289391720/>>, consulté le 26 janvier 2021.

⁶⁹⁸ “Obviously, we not only disagree, we found it objectionable.” Mohammed, Arshad et Burch, Jonathon, “Turkish PM’s Zionism comments ‘Objectionable’”, Kerry, *Reuters*: 2 mars 2013, <<https://www.reuters.com/article/us-usa-turkey/turkish-pms-zionism-comments-objectionable-kerryidUKBRE9200EB20130302?edition-redirect=uk>>, consulté le 26 janvier 2021.

⁶⁹⁹ Gearan, Anne, “Kerry Scolds Turkish Leader for Comment about Zionism”, *The Washington Post*: 1^{er} mars 2013, <http://www.washingtonpost.com/world/middle_east/kerry-scolds-turkish-leader-for-disparagingzionism/2013/03/01/90c2c4fc-8284-11e2-b99e-6baf4ebe42df_story.html>, consulté le 14 février 2021. Voir aussi Gordon, Michael R., “Kerry Criticizes Turkish Prime Minister over Zionism Remark,” *The New York Times*: 1^{er} mars 2013, <http://www.nytimes.com/2013/03/02/world/europe/kerry-criticizes-turkish-prime-minister-overzionism-remark.html?_r=0&gwh=CA493D879790AB3778C26A5C9E26720B&gwt=pay>, consulté le 14 février 2021. ⁷⁷⁴ *Ibid.*

présenter des incitations aux deux parties et ouvrir la voie à un accord soutenant les intérêts stratégiques des États-Unis à une époque d'instabilité croissante au Moyen-Orient.

Parmi les incitations présentées à la Turquie pour accepter des excuses, les États-Unis ont donné à Erdogan leur « feu vert » pour une visite à Washington et ont reconnu le désir de son pays de jouer un rôle central dans la région. Le ministre Kerry a déclaré à plusieurs reprises que la Turquie avait un rôle à jouer dans le processus de paix au Moyen-Orient. Les États-Unis ont également lancé une réunion de travail discrète à Londres entre des représentants de leur pays, de la Turquie et de l'Irak⁷⁰⁰. Cette réunion a ensuite été rendue publique. Quelques heures avant les excuses, le ministère des Affaires étrangères a publié une déclaration saluant l'initiative d'Erdogan de rechercher une solution politique au problème kurde, en ajoutant qu'au cours de la semaine précédente, des négociations avaient été menées entre la Turquie et Israël par l'intermédiaire des bureaux des responsables américains. Les Turcs ont donné leur approbation finale le matin du 22 mars, et l'appel de Netanyahu est arrivé dans l'après-midi. À la suite des excuses, les États-Unis ont parfois continué à travailler dans les coulisses alors que les représentants turcs et israéliens se réunissaient bilatéralement pour faire avancer un accord de compensation⁷⁰¹.

Les décideurs américains, préoccupés par des questions bien plus importantes, ont chargé les parties de poursuivre les négociations, en s'abstenant de s'engager davantage. Le gouvernement de Barack Obama, frustré par la gestion d'Erdogan des manifestations de Gezi, a semblé tendre une « épaule froide » au Premier ministre turc. Obama et Erdogan se sont entretenus par téléphone, en août 2013, en se concentrant sur la crise syrienne, mais leur conversation téléphonique suivante a eu lieu huit mois plus tard, en février 2014. Dans le rapport de *Brookings* de 2014, Dan Arabell précise que la déclaration du Vice-Premier ministre Bülent Arınç en mars 2014 et les commentaires du Premier ministre Erdogan (à Charlie Rose) en avril 2014 indiquent que la Turquie a accepté de signer un accord⁷⁰². Pour Arabell, ces développements ont démontré une fois de plus l'importance de l'implication et de la pression des hauts dirigeants américains pour faire avancer la Turquie vers une amélioration des relations diplomatiques avec Tel-Aviv, car il semble que le seul dirigeant qu'Erdogan écoute a été le

⁷⁰⁰ Interview with a British diplomat, March 28, 2013, Washington, DC.

⁷⁰¹ “With Israel’s Apology Turkey’s Demands Have Been Met: Foreign Minister Davutoğlu”, *Hürriyet Daily News*: March 22, 2013. <http://www.hurriyetdailynews.com/with-israels-apology-turkeys-demands-have-beenmet-foreign-minister-davutoglu.aspx?pageID=238&nID=43498&NewsCatID=352>.

⁷⁰² Cf. < <https://charlierose.com/videos/20030>>, consulté le 16 février 2021.

président des États-Unis⁷⁰³. Cependant, il est primordial de rappeler que la Turquie n'est pas un allié spécifiquement américain. Si les présidents américains George Bush, Barack Obama et même Donald Trump ont souvent considéré le régime d'Ankara comme un important allié des États-Unis, le gouvernement de Joe Biden semble se ranger aux côtés des analystes américains qui appellent à une reconsidération des relations américano-turques. En effet, le ministre des Affaires étrangères, Antony Blinken, a approuvé les sanctions que le gouvernement de Donald Trump a imposées contre le régime turc en décembre 2020 et a annoncé, en janvier 2021 : « Je pense que nous devons jeter un coup d'œil pour voir l'impact que les sanctions existantes ont eu et ensuite déterminer s'il faut faire davantage. » Il a rappelé aussi que « la Turquie est un allié qui, à bien des égards [...], n'agit pas comme un allié le devrait, et c'est un défi très, très important pour nous et nous sommes très lucides à ce sujet »⁷⁰⁴.

À l'origine de cette crise entre les deux pays, il y a le fait que la Turquie, membre de l'OTAN, semble ne pas agir comme un allié en raison de son acquisition d'un système de défense aérienne russe. Le mois dernier, Washington a imposé des sanctions longtemps attendues à l'industrie de la défense turque pour son acquisition de systèmes de défense antimissile S-400 à Moscou. En effet, le rapprochement militaire entre Moscou et Ankara remet en question son alliance avec les États-Unis et l'OTAN. Ankara tente donc de se donner carte blanche dans la région, autrement dit, de s'allier avec le bon allié quand ses intérêts sont en jeu.

3.1.2 Les États-Unis et la Russie : la Turquie, l'allié de tous les acteurs

La Turquie et les États-Unis ont survécu à de nombreuses crises dans le passé, y compris les tensions au sujet de Chypre dans les années 1960 et 1970, le rejet américain des demandes d'armes par la Turquie dans les années 1990, invoquant des violations des droits de l'homme, et le refus du Parlement turc de laisser les forces américaines envahir l'Irak depuis le sol turc en 2003. Toutefois, à l'issue de toutes ces crises politiques, les relations bilatérales ont toujours été rétablies. Cependant, depuis la tentative de coup d'État contre le régime d'Erdogan en 2016,

⁷⁰³ *Op. cit.*, Arabell, Dan, “The US-Turkey-Israel Triangle”, <<https://www.brookings.edu/wpcontent/uploads/2016/06/USTurkeyIsrael-TriangleFINAL.pdf>>, p. 42.

⁷⁰⁴ “I think we need to take a look to see the impact that the existing sanctions have had and then determine whether (there is) more that needs to be done.” / “Turkey is an ally, that in many ways... is not acting as an ally should and this is a very, very significant challenge for us and we're very clear-eyed about it.” “US Secretary of State Nominee Blinken Says Turkey not Acting Like an Ally”, *Reuters*: 19 janvier 2021, <<https://www.reuters.com/article/ususabiden-state-turkey/u-s-secretary-of-state-nominee-blinken-says-turkey-not-acting-like-an-allyidUSKBN29O2OM>>, consulté le 5 février 2021.

les tensions bilatérales sont devenues plus idéologiques. Dans un article paru dans le *New Yorker*, en novembre 2019, Gonul Tol, directeur des études turques au *Middle East Institute* à Washington, a clairement expliqué qu'il est devenu très difficile pour les deux pays d'approfondir leur relation en raison du coup d'État militaire que beaucoup de membres de l'OTAN, y compris les États-Unis, ont dénoncé assez tardivement.

Pour Tol, l'anti-américanisme présent en Turquie a atteint un pic sans précédent après l'échec du coup d'État, tout en précisant qu'une grande majorité de la population turque pense que la Russie est un meilleur allié pour son pays⁷⁰⁵. Pour Gonul Tol, les divergences entre les deux pays ne font que se creuser. En effet, l'évolution des événements récents montre clairement que les intérêts des États-Unis et ceux de la Turquie s'affrontent. La Turquie a travaillé avec des groupes djihadistes en Syrie et des extrémistes en Libye, tandis que les États-Unis se sont associés à une milice dirigée par les Kurdes en Syrie. Erdogan considère les Kurdes – la plus grande minorité ethnique du pays, qui se répand en Syrie, en Irak et en Iran – comme une menace stratégique. Les Kurdes ont activement participé à la politique, mais une faction militante, le Parti des travailleurs du Kurdistan, ou PKK, a lancé une violente insurrection dans les années 1980 en réponse à la répression turque⁷⁸¹. Rappelons également que ces divergences se sont concrétisées avec des sanctions contre le régime d'Ankara. En parallèle, le régime turc tente de se rapprocher de Moscou afin de compenser les sanctions américaines. Ce « mouvement » diplomatique n'est pas anodin puisqu'il permet à la Turquie de se présenter comme un acteur ayant carte blanche et d'avoir le pouvoir de desservir les intérêts américains et ceux de l'OTAN.

Tout comme Kemal s'est tourné vers la Russie pour chercher un soutien contre les menaces occidentales, notamment britanniques, les dangers qu'Ankara perçoit en provenance des États-Unis conduisent aujourd'hui ce qui est, d'une part, un rapprochement étonnant entre Ankara et Moscou et, de l'autre, une réprimande à Washington. Il va sans dire que les Turcs ont fait leur part de dommages à la relation américano-turque et que les dangers qu'ils perçoivent de l'Amérique sont exagérés. De plus, la rancune chronique d'Erdogan envers l'Europe a laissé la Turquie encore plus isolée et donc disposée à s'allier avec Moscou. Mais, l'incapacité et/ou la réticence des décideurs politiques américains à élaborer des politiques qui prennent en compte

⁷⁰⁵ Wright, Robin, "After Six Decades, Turkey is Now a US Ally, in Name Only", *The New Yorker*: 14 novembre 2019, <<https://www.newyorker.com/news/our-columnists/after-six-decades-turkey-is-now-a-us-ally-in-nameonly>>, consulté le 10 février 2021. ⁷⁸¹ *Ibid.*

les préoccupations et les sensibilités fondamentales en matière de sécurité d'un pays qui, pendant des décennies, a été un partenaire clé des États-Unis au Moyen-Orient, doivent être au cœur de toute explication du tournant actuel des relations turco-russes. La volonté mutuelle de Washington et d'Ankara de reconstruire leurs liens sera le déterminant clé de l'avenir des relations turco-russes. La Turquie, la Russie et même les États-Unis, dans les années à venir, seront tous vulnérables aux turbulences intérieures et chacun rencontrera inévitablement des crises dans ses relations extérieures. Beaucoup de choses peuvent changer.

De plus, les responsables américains doivent être conscients que les relations turcorusses sont plus intenses et pas moins contradictoires. Dans un article publié en 2017, Adrian Campbell, professeur de relations internationales à Birmingham, explique que les États-Unis doivent davantage s'engager dans les crises du monde arabe, syrienne en particulier. Pour lui, le cessez-le-feu en Syrie, négocié par la Russie, la Turquie et l'Iran, a ouvert la voie à des pourparlers de paix au Kazakhstan entre le gouvernement syrien et l'opposition. Le président kazakh, Nursultan Nazarbayev, jouera le rôle du pacificateur et le calendrier de la conférence permettra la participation de la nouvelle administration américaine. Mais, quelle que soit la place des États-Unis, la montée d'un accord russo-irano-turc est un développement extrêmement important. Sur le papier du moins, ces pays ne sont pas des alliés naturels. Au contraire, ils ont une longue et remarquable histoire de rivalités et de guerres qui remontent à des siècles et s'étendent jusqu'aux dernières décennies. Pendant la guerre froide, la Turquie était un allié clé de l'OTAN ; l'Iran soutenait les rebelles afghans contre l'URSS, tandis que l'URSS soutenait l'Irak contre l'Iran.

Toutefois, le déclin ou le désengagement américain dans la région a mené les principaux acteurs régionaux à « corriger » les échecs américains dus à l'effet de la guerre contre l'Irak. Si Erdogan, dirigeant sunnite, craint la montée de l'influence chiite dans la région, et si Vladimir Poutine fustige ses intentions néo-ottomanes, Campbell explique que beaucoup de contradictions se trouvent dans cette triple alliance : « Tel est le paradoxe au cœur de la triade Russie-Turquie-Iran : leur concurrence géopolitique de longue date motive non seulement leurs conflits périodiques, mais aussi leur coopération »⁷⁰⁶. Or, il est important de savoir que beaucoup de points communs lient cette « triple entente ». Tout d'abord, la Russie et l'Iran sont

⁷⁰⁶ “This is the paradox at the core of the Russia-Turkey-Iran triad: their longtime geopolitical competition motivates not only their periodic conflicts, but also their cooperation. », Campbell, Adrian. “Why Russia, Turkey and Iran are Natural Allies.” *The Conversation*: 5 janvier 2017, < <https://theconversation.com/why-russia-turkeyand-iran-are-natural-allies-70819>>, consulté le 6 février 2021.

tous deux des acteurs anti-américains qui, depuis la guerre contre l'Irak, tentent plus ou moins bien de contrer les stratégies de Washington dans la région. Quant aux Turcs, ils partagent une méfiance à l'égard des séparatistes kurdes que Washington soutient constamment. Les responsables russes partagent cette méfiance avec les Iraniens et les Turcs.

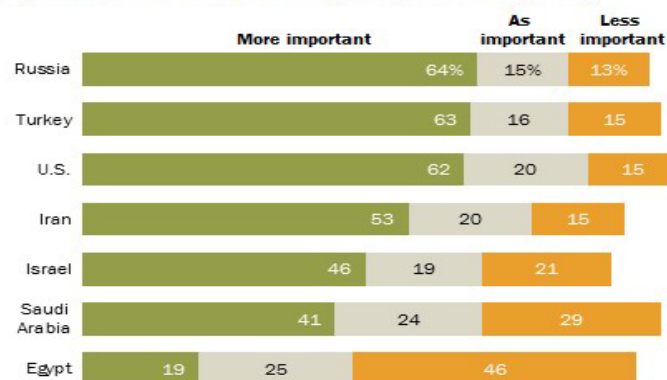
Par ailleurs, selon des analystes, si les Américains continuent de déployer leur politique de laissez-faire en Libye, Irak et Syrie, la triple alliance Moscou/Téhéran/Ankara pourrait se consolider davantage et constituer un réel handicap géostratégique pour Washington. Les menaces qui peuvent détruire les alliances au Moyen-Orient sont trop nombreuses pour être dénombrées, et cette « troïka » est déchirée par des contradictions et des conflits d'intérêts. Cependant, la guerre en Syrie a abouti à une sorte de « résolution » pro-Assad qui a balayé totalement les initiatives américaines entretenues par le président Barack Obama. À ce stade, l'Iran, la Russie et la Turquie ont été les seuls acteurs à avoir dessiné ce scénario, et ceci pourrait désormais s'étendre aux crises libyenne et irakienne, façonnant ainsi un nouveau Moyen-Orient, totalement différent du plan américain *Great Middle East*⁷⁰⁷. Cela dit, une étude menée par *Pew Research* en 2017 affirme que l'opinion arabe reconnaît l'émergence de la Russie et de la Turquie dans les affaires du monde arabe. Dans le graphique suivant, on voit clairement que 64 % des Arabes pensent que la Russie joue un rôle plus important dans la région qu'il y a 10 ans, et que 63 % estiment que la Turquie a gagné de l'influence au sein du monde arabe ; les États-Unis sont à la troisième position avec 62 %⁷⁰⁸.

⁷⁰⁷ Cf. Hallinan, Conn. "An Emerging Russia-Turkey-Iran Alliance Could Reshape the Middle East", *FPIC*: 19 avril 2018, <<https://fpif.org/an-emerging-russia-turkey-iran-alliance-could-reshape-the-middle-east/>>, consulté le 23 janvier 2021.

⁷⁰⁸ Cf. "Key Middle-East Public See Russia Turkey and US all playing Large Roles in Region" <<https://www.pewresearch.org/global/2017/12/11/key-middle-east-publics-see-russia-turkey-and-u-s-allplaying-larger-roles-in-region/>>, consulté le 20 janvier 2021.

Publics in Middle East see Russia, Turkey, U.S. as gaining prominence in the region

Regional medians saying ___ plays a more important, as important or less important role in the Middle East today compared with 10 years ago



Note: Percentages are medians based on Israel, Jordan, Lebanon, Tunisia and Turkey.
Source: Spring 2017 Global Attitudes Survey. Q59a-g.

PEW RESEARCH CENTER

785⁷⁰⁹

Parallèlement, le déclin de l'image des États-Unis dans le monde arabe se fait ressentir de plus en plus, malgré des politiques qui ont tenté de restaurer leur image notamment pendant la présidence de Barack Obama. L'enquête annuelle sur la jeunesse arabe âgée de 18 à 24 ans montre que les attitudes des jeunes du Moyen-Orient à l'égard de la Russie et de l'Occident sont en mutation ; les deux rivaux semblent inverser leurs rôles. Dans la même enquête menée en 2021, les citoyens arabes considèrent les États-Unis comme un ennemi, et le nombre de pays à faire écho à cette opinion négative a doublé. Par coïncidence, ce sont soit des pays en conflit avec les États-Unis, en raison de leurs interventions militaires, soit, ou en même temps, plus ou moins, des alliés traditionnels russes de l'époque soviétique⁷¹⁰.

Ces tendances indiquent simultanément une image de plus en plus positive de la Russie chez la jeunesse arabe, un fait qui peut être attribué au rôle de Moscou dans la crise syrienne et à l'absence des États-Unis en Syrie⁷¹¹. Les États-Unis, en revanche, sont considérés comme hostiles ou même comme la nation la plus dangereuse du monde dans un nombre croissant de pays. Des décennies d'interventions américaines au Moyen-Orient, en particulier l'invasion de l'Irak, et plus tard de la Libye, ont mis les États-Unis en position d'être blâmés à la fois par les factions terroristes et par le public arabe pour la crise qui affecte la région. Les changements

⁷⁰⁹ Ibid.

⁷¹⁰ Cf. "Arab Youths see Russia as Top Foreign Ally, Survey Says", *Arab News*: 22 février 2021, <<https://www.arabnews.com/node/1298591/middle-east>>, consulté le 21 février 2021.

⁷¹¹ Ibid.

d'attitude des nouvelles générations d'Arabes, ainsi que des pays non arabes du Moyen-Orient, devraient être pris en compte dans l'élaboration de la future politique américaine dans la région.

La nouvelle politique américaine au Moyen-Orient devrait être construite sur une plate-forme basée sur les sentiments des populations arabes, les priorités nationales et les aspirations socioéconomiques et culturelles, qui ne sont pas nécessairement en phase avec les perceptions américaines existantes sur la région et ses intérêts. En effet, Sunil John, fondateur d'Asdaa, une société indépendante spécialisée dans les sondages d'opinion de la jeunesse arabe, appelle les responsables américains à percevoir le monde arabe par le biais de sa jeunesse tout en rappelant son importance dans la formation du monde arabe. Observant un déclin significatif dans la perception arabe envers les États-Unis, il explique que s'ils regardaient le Moyen-Orient à travers les yeux de la jeunesse, cela pourrait générer une empathie plus forte pour la région et ses habitants. Plutôt que les foules en colère auxquelles le monde assiste, l'*Arab Youth Survey* donne la parole à des millions de personnes qui déplorent la violence et ont des espoirs, des peurs et des aspirations similaires à ceux des jeunes Américains. Une meilleure compréhension de la jeunesse arabe favorisera le progrès et la paix, plutôt que les polémiques et le pessimisme⁷¹².

Suivant cette logique d'analyse, des puissances régionales comme la Russie, la Chine, la Turquie et l'Iran ont profité longuement de la stratégie erronée des États-Unis selon laquelle les responsables à Washington ont, pendant des décennies, soutenu les leaders arabes, leur corruption et leur répression des libertés dans le but de protéger leurs intérêts. Cette vision « égoïste » de la région a inévitablement mené vers un soulèvement populaire où les États-Unis ont été du mauvais côté. Il était donc trop tard pour que les responsables à Washington crient leur soutien aux populations arabes comme cela a été fait, en vain, sous la présidence de Barack Obama. Effectivement, des pays comme la Russie, la Chine ou encore la Turquie se sont révélés moins « hypocrites » et ont par conséquent gagné progressivement la confiance de la jeunesse arabe qui poursuit toujours son combat. De plus, l'effet de l'invasion irakienne continue toujours à affecter la région deux décennies après la chute de Bagdad. Dans une interview accordée à la chaîne Al Arabiya en février 2021, la fille de l'ancien président irakien Saddam

⁷¹² John, Sunil, "Why Americans Should Look at the Middle East Through the Eyes of its Youth", *The Hill*: 21 octobre 2019, < <https://thehill.com/opinion/international/466464-why-americans-should-look-at-the-middle-eastthrough-the-eyes-of-its>>, consulté le 13 février 2021.

Husseïn, Raghda Saddam⁷¹³, a clairement annoncé que l'invasion américaine de l'Irak a été une erreur fatale puisque sans celle-ci, l'influence de l'Iran n'aurait jamais atteint le niveau que l'on voit aujourd'hui, et l'anti-américanisme n'aurait jamais été aussi fort dans le monde arabe⁷¹⁴.

Ainsi, nous pouvons déduire que Washington semble souffrir encore de cette erreur et tente tant bien que mal de sauver sa position dans le monde arabe en s'alliant avec l'ensemble des puissances régionales, la Russie, la Chine, la Turquie et même l'Iran. En effet, si les Américains ont souvent présenté l'Iran comme un ennemi majeur, ils n'ont cependant jamais exprimé une intention de renverser le régime des ayatollahs par peur de répéter l'erreur de l'Irak. Leur désir d'établir des relations diplomatiques ordinaires avec l'Iran, comme cela s'est réalisé en 2015 avec l'accord de Vienne, prouve que Washington a besoin de la stabilité de Téhéran pour éviter un plus grand chaos au Moyen-Orient. Autrement dit, Moscou, Ankara et Téhéran sont aujourd'hui des piliers majeurs non seulement pour la stabilité de la région, mais également pour la prise de décision. Comme l'hégémonie américaine perd de l'élan, Washington ne peut plus et ne désire plus agir seul.

3.2 Les États-Unis, l'Iran et le monde arabe

Avant la révolution iranienne de 1979, l'Iran constituait un pilier essentiel pour la protection des intérêts américains dans la région. Même si le shah d'Iran tentait parfois de s'opposer aux décisions américaines dans la région, il était un allié fiable de Washington. Il est connu que les services de renseignements secrets américains et britanniques, mécontents de la politique de nationalisation du pétrole iranien, ont contribué à la chute du régime de Mohammed Mossadegh le 19 août 1957. Cette contribution américaine a permis l'établissement d'un régime autoritaire et pro-américain mené par le shah Pahlavi. Cependant, ce régime, profondément impopulaire au sein de la population iranienne, comptait sur le soutien américain pour rester au pouvoir jusqu'en 1979. Là encore, les Américains ont basé leur politique étrangère sur le soutien indéfectible des régimes totalitaires pour protéger leurs intérêts. Or, ce soutien devenait inopérable face à la colère grandissante de la population iranienne et à l'émergence d'un nouveau « héros » reconnu de tous, Ali Khomeïni. Cependant, après la montée du shah au

⁷¹³ Souvent considérée comme l'héritière par excellence de son père Saddam Hussein, Raghda Saddam est née en 1968 à Bagdad. Depuis la chute du régime de son père, elle s'est réfugiée avec ses sœurs à Amman en Jordanie et a, depuis 2003, accordé deux interviews à Alarabiya, chaîne saoudienne basée à Dubaï. C'est le seul membre de la famille de Saddam Hussein qui reste actif sur le plan politique.

⁷¹⁴ Cf. < https://www.youtube.com/watch?v=N_uK6QBFNCI>, consulté le 20 février 2021.

pouvoir, les États-Unis et l'Iran ont signé un accord de coopération concernant les utilisations civiles des atomes dans le cadre de l'initiative *Atoms for Peace Program*⁷¹⁵ du président Dwight

D. Eisenhower, en vertu de laquelle les pays en développement ont reçu une éducation et une technologie nucléaires des États-Unis. Il jette les bases du programme nucléaire du pays, et les États-Unis fourniront plus tard à l'Iran un réacteur et du combustible à l'uranium enrichi de qualité militaire. Leur collaboration se poursuit dans les années 1970 notamment avec la visite de Richard Nixon à Téhéran en 1972. Le président Nixon se rend en Iran pour demander au shah de l'aider à protéger les intérêts sécuritaires américains au Moyen-Orient, notamment en s'opposant à un Irak devenu allié des Soviétiques. En retour, Nixon promet aux Iraniens de leur fournir tous les systèmes d'armes non nucléaires qu'ils souhaiteraient. En parallèle, les prix du pétrole montent en flèche au milieu de la guerre israélo-arabe de 1973 et de l'embargo pétrolier arabe contre les États-Unis, permettant au shah d'acheter une plus grande quantité d'armes de haute technologie que prévu, ce qui perturbe une partie des responsables américains.

En effet, l'Iran, l'un des piliers stratégiques de Washington dans la région, est pris d'assaut par une révolution islamique qui incite le shah et les responsables iraniens à s'enfuir et à laisser le pouvoir aux ayatollahs. Ceux-ci sont déterminés à restaurer l'identité islamique de l'Iran qui, selon eux, a été « abîmée » par l'occidentalisation entreprise par le shah et les Américains. Aussitôt, la crise des otages américains en Iran pousse Washington à mener une politique ferme envers le nouveau régime et à prendre des sanctions internationales qui, jusqu'à présent, bouleversent l'économie du pays. Le groupe d'étudiants iraniens qui a pris cinquantedeux Américains en otages à l'ambassade des États-Unis à Téhéran exige que ces derniers extradent le shah. Face à l'intensité des tensions entre les deux pays, Washington rompt ses relations avec Téhéran, sanctionne les importations de pétrole iranien et gèle les avoirs iraniens.

Après 444 jours, les otages sont libérés dans le cadre des accords d'Alger⁷⁹², qui ont été signés

de l'atome pour produire de l'énergie. *Atoms for Peace* a fourni des technologies et des ressources pédagogiques aux États souhaitant des programmes nucléaires civils. En tant que participant au programme, *Atoms for Peace* a jeté les bases du programme nucléaire iranien à partir de 1957. Aujourd'hui, compte tenu des préoccupations concernant le programme nucléaire iranien, il vaut la peine d'examiner la contribution d'*Atoms for Peace* au programme nucléaire iranien, en particulier les éléments qui ont le plus préoccupé la communauté internationale.

⁷¹⁵ Le 8 décembre 1953, le président Eisenhower prononça son discours « Atomes pour la paix » devant l'Assemblée générale des Nations unies. Dans son discours, Eisenhower a fait remarquer que s'il existe un danger dans le monde, c'est un danger partagé par tous, et également, que si l'espoir existe dans l'esprit d'une nation, cet espoir devrait être partagé par tous. Eisenhower a reconnu le danger paradoxal et la promesse offerte par l'ère atomique : d'une part, la militarisation de l'atome pour les armes nucléaires et, d'autre part, l'utilisation pacifique

Cf. <<https://www.eisenhowerlibrary.gov/sites/default/files/research/online-documents/atoms-for-peace/atomsfor-peace-draft.pdf>>, consulté le 14 février 2021.

⁷⁹² Les accords d'Alger du 19 janvier 1981 étaient un ensemble d'accords entre les États-Unis et l'Iran pour résoudre la crise des otages en Iran, négociés par le gouvernement algérien et signés à Alger le 19 janvier 1981. La crise est née de la prise de contrôle de l'ambassade américaine à Téhéran le 4 novembre 1979 et de la prise en otage du personnel américain sur place. Par cet accord, les 52 citoyens américains ont été libérés et ont pu quitter l'Iran. Parmi les principaux engagements : les États-Unis n'interviendraient pas politiquement ou militairement dans les affaires intérieures iraniennes ; les États-Unis supprimeraient le gel des avoirs iraniens et les sanctions commerciales contre l'Iran ; les deux pays mettraient fin aux litiges entre leurs gouvernements respectifs et leurs citoyens, les renvoyant plutôt à un arbitrage international, à savoir le Tribunal des réclamations Iran-États-Unis, créé à la suite de l'accord ; les États-Unis veilleraient à ce que les décisions des tribunaux américains concernant le transfert de toute propriété de l'ancien shah soient indépendantes des « principes d'immunité souveraine » et soient appliquées ; les dettes iraniennes envers les institutions américaines seraient payées. Le négociateur en chef américain était le ministre délégué aux Affaires étrangères Warren Christopher, tandis que le principal médiateur

quelques minutes seulement après l'investiture du président Ronald Reagan. Sa campagne présidentielle de 1980 a souligné l'échec du président Jimmy Carter à libérer les otages. En échange de la libération des otages américains, les États-Unis se sont engagés à ne pas intervenir dans les affaires internes de l'Iran.

Après la guerre Iran-Irak, les gouvernements américains ont intensifié les sanctions à l'encontre de Téhéran, sous la présidence de George H. W. Bush et de Bill Clinton. En 1992, le Congrès adopte la loi de non-prolifération des armes iraniennes et irakiennes (*Iran-Iraq Arms Nonproliferation Act*)⁷⁹³, qui sanctionne l'utilisation des matériaux qui pourraient servir à développer des armes de pointe. La Maison-Blanche étend les sanctions avec un embargo complet sur le pétrole et le commerce en 1995. La loi de 1996 sur les sanctions contre l'Iran et la Libye (*Iran and Libya Sanctions Act*)⁷⁹⁴ impose un embargo contre les entreprises non américaines qui investissent plus de 20 millions de dollars par an dans les secteurs pétrolier et gazier iraniens. Néanmoins, à la fin des années 1990, les relations bilatérales ont connu une détente, et une partie des sanctions américaines contre l'Iran a été levée. Par ailleurs, Madeleine Albright, ancienne ministre des Affaires étrangères américaine, a été la première responsable américaine à reconnaître l'intervention de son pays dans la chute du régime de Mossadeq et l'établissement du régime du shah. Cette détente n'a cependant pas été longue puisque les attaques du 11 septembre ont mené Washington vers une politique étrangère interventionniste et ferme, considérant l'Iran comme un pays de « l'axe du mal ». Cette période a été décisive en termes de stratégie régionale puisque la chute du régime de Saddam Hussein a paradoxalement mené vers une plus grande influence iranienne dans le monde arabe. Même si les responsables américains n'ont montré officiellement aucune intention de reconnaître l'émergence de l'Iran comme une puissance influente dans la région, cet événement, plutôt inattendu à Washington, les a incités à reconsidérer inévitablement leur politique envers l'Iran, aboutissant en 2015 à

l'accord de Vienne. De plus, cet accord a prouvé que les Américains pouvaient arriver à un accord avec un ennemi idéologique de longue date, même si le président Donald Trump a signé, en 2018, le retrait des États-Unis de cet accord. Ce retrait a suscité les critiques de beaucoup de

algérien était le ministre algérien des Affaires étrangères Mohammed Benyahia, accompagné d'une équipe des renseignements algériens comprenant le Premier ministre Mohammed ben Ahmed Abdelghani et Rashid Hassaine. Cf. < http://www.parstimes.com/history/algers_accords.pdf>.

⁷⁹³ Cet acte déclare que la politique des États-Unis est de s'opposer à tout transfert de marchandises ou de technologie vers l'Irak ou l'Iran chaque fois qu'il y a des raisons de croire qu'un tel transfert pourrait contribuer à l'acquisition par ce pays de ou des armes conventionnelles avancées. Cf. < [⁷⁹⁴ Cf. < <https://www.congress.gov/104/plaws/publ172/PLAW-104publ172.pdf>>.](https://www.congress.gov/bill/102ndcongress/housebill/5434#:~:text=Iran%252DIraq%2520Arms%2520Non%252DProliferation%2520Act%2520of%25201992%2520%252D%2520Declares,nuclear%252C%2520or%2520advanced%2520conventional%2520weapons.>.</p></div><div data-bbox=)

responsables américains, y compris de l'ancien président Barack Obama, qui a mis en garde sur le fait que ce choix pourrait mener à une guerre incontrôlable⁷¹⁶.

3.2.1 Les États-Unis et l'Iran : ennemis réels ou fictifs ?

Il est encore difficile de dire si l'Iran est une menace réelle envers les États-Unis. Cependant, il est également insignifiant de dire que l'Iran est un pays fragilisé par les sanctions américaines et internationales et qu'il ne peut opérer dans la région. Les Américains sont conscients de leur puissance et de leur hégémonie dans la région, mais également de l'émergence de puissances rivales avec qui les pays ordinaires dirigés par des responsables antiaméricains, comme l'Iran, peuvent s'allier pour renforcer leur position dans une zone en quête de stabilité. Pour beaucoup de politiciens et de personnalités arabes, l'Irak constitue l'équilibre de la région par sa position géographique. Aujourd'hui, après l'invasion américaine, l'Iran semble manier ce pouvoir d'équilibrage. De surcroît, les Iraniens ont déployé d'abord une stratégie de soutien aux minorités chiites dans le monde arabe, majoritairement sunnite. Ce soutien s'est élargi à une influence idéologique et politique qui engendre aujourd'hui une inquiétude de part et d'autre du monde arabe.

En effet, l'Iran a réussi à pénétrer dans des pays stratégiques comme l'Irak, le Yémen, la Syrie, le Liban et le Bahreïn. Là encore, cet élargissement n'est autre que la conséquence de l'invasion américaine de l'Irak. Aussitôt après la chute de Bagdad, le roi de Jordanie a mis en garde, en 2004, contre la formation d'un « croissant chiite » allant de Téhéran à Beyrouth. Si

⁷¹⁶ Cf. <<https://www.nbcnews.com/politics/national-security/obama-others-warned-trump-pulling-out-iran-nukedeal-could-n1020461>>.

cette mise en garde n'a pas été prise en considération, c'est principalement parce que la région était préoccupée par la détérioration de l'Irak et par la complexité des conflits internes et externes qui rongent toujours le monde arabe. Cependant, le roi jordanien a vu juste puisque, aujourd'hui, l'Arabie saoudite et ses alliés, conscients de l'affaiblissement de leur rôle, rivalisent plus que jamais avec l'Iran pour reprendre le contrôle de la région, ou du moins pour ralentir l'avancée chiite. Face à ce conflit idéologique entre sunnites et chiites, les États-Unis tentent de protéger leurs intérêts sans pour autant se préoccuper de la résolution de ce litige inter-musulman.

Il convient de rappeler que si le gouvernement de George Bush a développé une stratégie antagoniste à l'égard de l'Iran, celui de Barack Obama a au contraire démontré qu'il était possible de négocier avec celui-ci, et ceci, au détriment de l'alliance américano-saoudienne. En effet, l'accord de Vienne n'a pas été accueilli avec enthousiasme par les Saoudiens et les autres monarchies du Golfe ; ces derniers ont même vu leurs pouvoirs et leurs régimes, déjà fragilisés au niveau interne, se compliquer sur la scène internationale par le rapprochement diplomatique entre Washington et Téhéran. Cet accord, même si le président Donald Trump a signé le retrait des États-Unis en 2018, a également remis en question la thèse selon laquelle le régime de Téhéran était un ennemi redoutable que certains responsables politiques à Washington avaient longtemps soutenu.

Plusieurs articles et livres ont souligné les contradictions qui existent entre Washington et Téhéran. Dans leur livre paru en 2017, Akan Malici, auteur turc et professeur de sciences politiques à *Furman University*, et Stephen G. Walker, professeur américain de sciences politiques à l'université d'Arizona, expliquent que si aujourd'hui, les États-Unis et l'Iran n'ont toujours pas établi des relations diplomatiques, non pas spéciales, mais du moins ordinaires, c'est principalement parce que Washington tient à ce que l'antagonisme entre les deux pays perdure. Pour les auteurs, les relations américano-iraniennes continuent d'être un problème de sécurité internationale au Moyen-Orient. Ces deux pays auraient pu être amis, mais au contraire, ils sont devenus des ennemis. Leur thèse les mène à plusieurs problématiques : pourquoi les États-Unis et l'Iran sont-ils ennemis ? Comment et quand est née cette relation ? Lorsque la relation a commencé à se détériorer, aurait-elle pu être inversée ? Quelles leçons peut-on tirer d'une analyse des relations américano-iraniennes passées et quelles en sont les implications pour leurs relations présentes et futures ?

Akan Malici et Stephen G. Walker soutiennent que la dynamique des relations américano-iraniennes est basée sur des conflits de rôles. L'Iran souhaite depuis longtemps assumer des rôles d'indépendance active et de souveraineté nationale dans la politique mondiale. Cependant, ce rôle a été rejeté par d'autres acteurs régionaux alliés des États-Unis, comme l'Arabie saoudite. Dans ce livre, les auteurs examinent ces conflits de rôle au cours de trois épisodes cruciaux dans les relations américano-iraniennes : la crise de nationalisation du pétrole et le coup d'État clandestin qui a suivi, avec l'aide de la CIA, pour renverser le régime iranien de 1950 à 1953 ; la révolution iranienne suivie de la crise des otages de 1979 à 1981 ; les années réformistes avant et après le 11 septembre sous Mohammad Khatami de 1997 à 2002. Ils constatent que quelle que soit la période, l'Iran a toujours voulu être un acteur régional indépendant, ce qui a provoqué une méfiance de la part des Américains et un conflit concernant le rôle que celui-ci doit jouer⁷¹⁷.

Suivant cette logique, dans un article paru en 2020 dans le *Washington Post*, Kelly Shannon, analyste américaine et professeure d'histoire, explique que si les relations américano-iraniennes se détériorent, cela est dû à l'agression américaine envers Téhéran sous le gouvernement de Donald Trump, mettant ainsi en péril les efforts de l'administration de Barack Obama qui a réussi à établir une entente entre l'Iran et l'Occident. Shannon explique que la guerre des mots et la violence entre les deux gouvernements qui s'est ensuivie depuis le meurtre de Soleimani pourraient facilement dégénérer en une guerre réelle, sanglante, longue et douloureuse pour les deux pays impliqués. Or, elle affirme que la grande tragédie, si cela se produit, est que la guerre aurait été entièrement évitable⁷¹⁸. Autrement dit, cela laisse entendre que les États-Unis et l'Iran peuvent développer une stratégie d'entente, mais ceci ne sera possible que si les responsables à Washington déploient une politique moins agressive envers Téhéran.

Par ailleurs, si l'on considère la puissance politique, économique et militaire des États-Unis, il devient vite absurde de percevoir l'Iran comme une menace réelle. Certes, selon un rapport du ministère de la Défense américain, l'Iran dispose du plus grand système de missiles au Moyen-Orient, et selon les dernières informations datant de 2020, il a déjà, à deux

⁷¹⁷ Malici, Akan et Walker Stephen, *Role Theory and Role Conflict in U.S.-Iran Relations: Enemies of Our Own Making*. New York: Routledge, 2017, p. 39-59.

⁷¹⁸ Shannon, Kelly, "War with Iran is not Inevitable - but the U.S. Must Change Course", *The Washington Post*: 8 janvier 2020, <<https://www.washingtonpost.com/outlook/2020/01/08/war-with-iran-is-not-inevitable-but-us-must-change-course/>>, consulté le 16 janvier 2021.

reprises, bombardé des bases militaires américaines en Irak. Ces deux événements ont mené à l'assassinat de Qassem Soleimani dans un raid de l'armée américaine à Bagdad. La Force alQods, qui était dirigée par le général Soleimani, a mené des opérations secrètes à l'étranger sous l'égide du guide suprême de l'Iran, l'ayatollah Ali Khamenei. On pense qu'il y a environ 5 000 personnes opérant dans les forces al-Qods⁷¹⁹. L'unité a été déployée en Syrie, où elle a conseillé des éléments militaires fidèles au président syrien Bachar al-Assad et des milices chiites armées combattant avec eux. En Irak, cette unité a soutenu une force paramilitaire dominée par les chiites, qui a aidé à défaire l'État islamique dans plusieurs provinces de l'Irak. Cependant, les États-Unis affirment que la Force al-Qods a un rôle plus large en fournissant des fonds, une formation, des armes et des équipements aux organisations que Washington a désignées comme groupes terroristes au Moyen-Orient. Il s'agit notamment du Hezbollah libanais et du Djihad islamique palestinien. En effet, c'est la présence de ces forces dans les autres pays de la région qui, plus ou moins, suscite la méfiance de Washington.

Dans une interview accordée à NBC News en janvier 2020, Jack Watling explique que les forces al-Qods effectuent des opérations extérieures à l'Iran pour tenter d'élargir la révolution islamique. Concernant l'effectif des forces al-Qods, les estimations varient, mais selon Jack Watling, il s'agit probablement d'une formation militaire divisionnaire d'environ 17 000 à 21 000 membres. Cet effectif est divisé en brigades de soldats au niveau régional. Cependant, pour Watling, les chiffres sont imprécis parce qu'ils peuvent compter des soldats provenant du corps de la Garde. Selon le chercheur britannique, lorsque les forces al-Qods iraniennes forment des équipes et recrutent des experts techniques ou médiatiques, ceux-ci ne sont peut-être pas des soldats entraînés, mais ils font partie de l'armée iranienne. Watling explique également que ces nouveaux éléments viennent peut-être d'ailleurs, mais ils sont recrutés sur la base d'une mission. En conséquence, les chiffres sont assez flous, car il est difficile de déterminer qui est un employé et qui est un agent de la Force al-Qods⁷²⁰.

Cela dit, les responsables de la défense restent divisés sur le risque posé par le régime iranien et les milices iraniennes basées en Irak et dans d'autres pays de la région. Au début de l'année 2021, les responsables américains ont mis en garde Téhéran contre des attaques de bases

⁷¹⁹ "Iran Attack: How Strong is Iran's Military", *BBC News*: 9 janvier 2020, <<https://www.bbc.com/news/worldmiddle-east-50982743>>, consulté le 16 février 2021.

⁷²⁰ Austin, Henry, "What is Iran's Secretive Qods Force", *NBC News* : 3 janvier 2020, <<https://www.nbcnews.com/news/world/who-are-iran-s-secretive-qods-forces-n1110156>>, consulté le 23 janvier 2021.

américaines dans la région, en Irak en particulier, lors de la célébration du premier anniversaire de la mort de Qassem Soleimani.

Dans le même temps, le ministre de la Défense par intérim, Christopher Miller, a décidé de ne pas étendre le déploiement du porte-avions *USS Nimitz* dans le golfe Persique, l'envoyant hors de la région dans un signal de désescalade explicite envers l'Iran. Les messages contradictoires pourraient refléter les divisions au sein du Pentagone. Un deuxième haut responsable de la défense a déclaré à CNN que le niveau de menace actuel de l'Iran était le plus préoccupant qu'ils aient vu depuis la mort de Soleimani. Les responsables citent de nouvelles informations selon lesquelles l'Iran et les milices alliées en Irak pourraient préparer des attaques contre les forces américaines au Moyen-Orient. Par exemple, l'Iran a déplacé des missiles balistiques à courte portée en Irak, ce qui a incité les États-Unis à déployer des moyens militaires supplémentaires dans la région. D'autres encore au Pentagone soutiennent que la menace est exagérée. Le premier haut responsable de la défense—qui est directement impliqué dans les discussions—a dit à CNN qu'aucun renseignement ne suggérerait qu'une attaque de l'Iran pourrait être imminente. Un autre haut responsable militaire a été interrogé sur la répression de la menace. Il a ajouté que même si rien n'est sûr, il y a des indications selon lesquelles la posture et le message des États-Unis envers l'Iran ont beaucoup changé depuis la fin de la présidence de Donald Trump⁷²¹.

Cela dit, il est important de rappeler que cette contradiction n'est pas nouvelle au sein de la classe politique américaine. En effet, depuis la révolution iranienne de 1979, les responsables américains sont divisés sur l'amplitude de la menace iranienne. Si, pour certains, le régime de Téhéran est un ennemi réel de Washington, d'autres semblent moins convaincus par cette thèse et déclarent qu'elle est exagérée. Bien que le guide suprême de l'Iran, Ali Khamenei, insiste constamment sur le fait que l'ennemi numéro 1 de l'Iran est les États-Unis, Téhéran n'est pas un ennemi redoutable pour Washington. Certes, si les forces secrètes iraniennes opèrent pour contrer la stratégie américaine dans la région, ce n'est pas le seul objectif de l'Iran.

⁷²¹ Sciutto, Jim, Ryan Browne, Barbara Starr and Nicole Gaouette, "US Defense Officials Divided over Potential for Iranian Attack on Eve of Grim Anniversary", *CNN*: 1^{er} janvier 2021, <<https://edition.cnn.com/2020/12/30/politics/defense-officials-divided-potential-iran-attack/index.html>>, consulté le 1^{er} février 2021.

Le but primaire des Iraniens est d'élargir leur influence dans le monde arabe et d'être un acteur régional important, afin de gagner de la crédibilité non seulement sur la scène internationale, mais aussi sur le plan interne où le régime iranien semble perdre de l'élan. De plus, le désir d'une indépendance politique, économique et même idéologique n'est pas spécifique au régime des ayatollahs. Le shah d'Iran était un allié des États-Unis, mais il était également un leader intransigeant qui se voulait indépendant puisqu'il avait refusé d'héberger la *Fifth Fleet*, une base militaire américaine. Une autre raison qui pourrait expliquer que l'Iran n'est pas un ennemi réel, c'est le fait que dans l'histoire américaine, les États-Unis ont à plusieurs reprises, et dans plusieurs régions, contribué à la chute de différents régimes qui ont été jugés comme menaçant leurs intérêts (qu'ils soient politiques, stratégiques ou même idéologiques). Ceci a notamment été le cas en Amérique latine et en Europe de l'Est, où Washington a tenté de freiner l'expansion du communisme. Le régime de Saddam Hussein, soutien du terrorisme selon Washington, a également été soumis à une intervention militaire directe, tout comme celui de Mohammed Mossadeq en Iran dans les années 1950. Ainsi, il est tout à fait possible que les États-Unis contribuent à la chute du régime théologique des ayatollahs si ce dernier représente réellement une menace. Aussi, même si les forces secrètes iraniennes opèrent contre les intérêts américains dans la région, contrer les opérations iraniennes est une option tout à fait réalisable par les États-Unis. Autrement dit, les États-Unis ont la capacité de contrer et même d'éradiquer la menace iranienne et disposent d'une multitude d'options pour établir des relations ordinaires avec Téhéran.

3.2.2 Les États-Unis et l'Iran : *statu quo* insoutenable ?

Comme mentionné dans les parties précédentes, la méfiance grandissante de Washington envers l'Iran est due à l'émergence d'une influence chiite importante dans le monde arabe. Même si l'Arabie saoudite, bastion du sunnisme, entretient une relation assez privilégiée avec les États-Unis, celle-ci n'a pas permis de freiner l'avancée de l'Iran dans plusieurs pays arabes, notamment l'Irak, la Syrie, le Liban et le Yémen. Certes, lors de la révolution bahreïnienne de 2011, les responsables américains ont clairement participé à l'étouffement de la révolte populaire, cependant, en aucun cas ils n'ont déployé une stratégie efficace contre l'influence iranienne dans le monde arabe. En effet, si les gouvernements de George Bush, de Barack Obama ou de Donald Trump ont isolé l'Iran avec des sanctions internationales, cet isolement n'a eu aucun effet sur le rôle régional de l'Iran. Si l'on se penche davantage sur les tensions diplomatiques entre les deux pays, celles-ci se limitent à des échanges d'accusations verbales.

Si les responsables à Washington et à Téhéran ne sont jamais parvenus à une entente durable et à des relations diplomatiques ordinaires, les deux pays ne se sont jamais affrontés directement. Par ailleurs, l'assassinat de Qassem Soleimani lors d'un raid américain à Bagdad a prouvé que les États-Unis étaient parfaitement capables de mettre un terme aux attaques iraniennes contre le personnel américain à l'étranger. Bien que Qassem Soleimani soit perçu comme un héros national en Iran, son assassinat n'a engendré aucune riposte iranienne ferme. De plus, dans leur guerre contre le terrorisme, les États-Unis n'ont jamais clairement combattu les Gardiens de la Révolution, une organisation considérée comme terroriste par les responsables à Washington.

Si l'on peut débattre de la légalité de la frappe de drone en vertu des lois concernant l'usage de la force dans le système international, l'assassinat de Qassem Soleimani est illégal. Cependant, les implications stratégiques semblent plus claires. Dans un article paru en 2020, Bryan Peeler, spécialiste des relations internationales, indique que la frappe américaine contre un haut responsable iranien n'était certainement pas la meilleure option. Il explique également que l'attaque du drone a été ordonnée sans la consultation des alliés américains. En effet, plusieurs organes de presse ont rapporté que des membres du département américain de la Défense ont été pris au dépourvu par le feu vert du président pour l'attaque. Selon Peeler, cette décision a dû inquiéter les alliés américains. L'un de ces alliés, le Canada, a suspendu ses opérations militaires en Irak en réponse au meurtre de Soleimani. Les attaques de missiles par les Iraniens sur la base aérienne d'Ain al-Asad, dans la province d'Anbar dans l'ouest de l'Irak, et sur une base à Erbib, n'ont tué aucun membre des services américains, très probablement par conception. Comme l'a montré la conférence de presse de Donald Trump le lendemain des attaques de missiles, cela permet aux États-Unis de désamorcer la situation tout en pouvant encore revendiquer une victoire⁷²². Par ailleurs, l'objectif primaire du régime iranien est de se maintenir au pouvoir et, par conséquent, il ne veut pas combattre les forces américaines sur son propre sol. En effet, la réponse iranienne à l'assassinat de Qassem Soleimani a été plus un symbole qu'une vengeance. La propagande iranienne dépeint ces attaques comme une « victoire écrasante » de ce qu'ils appellent une campagne de « vengeance dure » pour le martyr Soleimani, félicitant le peuple iranien et la nation pour cette victoire sur les États-Unis, sans que celle-ci ne soit réelle.

⁷²² Peeler, Bryan, "Why the US is Unlikely to Go to War with Iran?", *The Conversation*: 8 janvier 2020, <<https://theconversation.com/why-the-u-s-is-unlikely-to-go-to-war-with-iran-129596>>, consulté le 1^{er} février 2021.

Cela dit, la situation actuelle, qui reste inchangée depuis la révolution islamique de 1979, devrait amener les responsables à Washington à trancher entre un isolement plus accentué du régime iranien ou la normalisation des relations diplomatiques entre les deux pays. Le *statu quo* étant insoutenable, cet appel a été lancé avant les attaques du 11 septembre dans un article paru en août 2001. Suzanne Maloney, directrice du *Foreign Policy*, explique pourquoi un changement dans la stratégie américaine envers l'Iran est important pour les intérêts américains dans la région. Pour l'écrivaine, le *statu quo* est contre-productif pour les deux gouvernements, qui gagneraient substantiellement à faire des améliorations, même modestes, de leur interaction. Washington et Téhéran partagent des intérêts communs clés (gestion de la menace posée par Saddam Hussein, endiguement du flux de drogues et des troubles en provenance d'Afghanistan, établissement d'une plus grande stabilité dans la région troublée du Caucase), qui pourraient être améliorés par un dialogue direct. Les liens commerciaux profiteraient à l'économie en difficulté de l'Iran, tout en ouvrant aux entreprises américaines un marché de consommation inexploité et des réserves énergétiques massives qui sont mûres pour une augmentation des investissements.

À long terme, des relations bilatérales constructives entre les deux pays offriraient des gains encore plus significatifs pour les intérêts stratégiques de l'Amérique au Moyen-Orient et en Asie centrale. L'Iran a une population disproportionnellement jeune et instruite ; il est situé à la source des approvisionnements mondiaux en pétrole et au carrefour des démocraties et des marchés émergents d'Asie. Par conséquent, l'Iran est dans une position unique pour renforcer les intérêts des États-Unis et de leurs alliés dans un avenir pacifique et économiquement dynamique ou, alternativement, pour semer plus de chaos et d'instabilité.

Les avantages d'une relation améliorée sont évidents. Toutefois, Maloney pense que le chemin vers le rapprochement est semé d'embûches, dont la moindre n'est pas le refus obstiné de Téhéran des contacts officiels avec Washington. De manière plus urgente, le cycle croissant de la violence israélo-palestinienne a brisé les débuts fragiles de la réconciliation régionale et dévoré la diplomatie américaine. En conséquence, l'examen de la politique iranienne par l'administration Bush est en retard sur des questions plus urgentes telles que le problème éternel de Saddam Hussein.

Or, Suzanne Maloney suppose que ces obstacles ne devraient pas dissuader le gouvernement de Bush d'ajuster son approche pour mieux servir les intérêts nationaux des États-

Unis. Les sanctions économiques ont échoué pour chacun de ses objectifs : il n'a pas isolé la République islamique ni réussi à convertir le régime à la cause de la paix régionale, ni à le convaincre de renoncer à l'option nucléaire. Il a aliéné ses alliés et perpétué ses politiques. Plus important encore, les sanctions globales, qui sont la pièce maîtresse de l'approche américaine, privent Washington de tout pouvoir de pression sur les politiques ou la trajectoire future de l'Iran. Cela laisse l'Amérique sans instruments significatifs pour influencer un acteur clé dans une région d'intérêts vitaux et d'engagements sécuritaires. L'examen, par le gouvernement de George Bush, du cadre existant offre l'occasion de définir un nouvel ordre du jour pour l'Iran à un moment critique pour son avenir et pour la région au sens large. L'administration devrait profiter de cette occasion pour refondre la dynamique entre l'Amérique et la République islamique avec des mesures qui encouragent une plus grande responsabilité et une plus grande réactivité de l'Iran, tout en maintenant la vigilance sur la prolifération et le terrorisme⁷²³.

Bien que cette analyse remonte à plus de 20 ans, elle est encore d'actualité. Si la menace de Saddam Hussein a été un objectif commun aux deux pays, et si les Américains ont permis à l'Iran, indirectement, de jouer un rôle régional clé grâce à sa présence en Irak, les relations bilatérales devront s'améliorer avec l'importance de l'Iran au Moyen-Orient. De plus, le rôle de l'Iran a été plus que bénéfique pour les États-Unis lors de la lutte contre l'État islamique. Puisque cet ennemi a été commun aux deux pays, il y a forcément eu des échanges d'informations stratégiques entre eux ⁷²⁴. Il est essentiel de souligner que l'appel à la normalisation des relations avec Téhéran lancé par Suzanne Maloney a été précédé et suivi par de nombreux articles soutenant cette vision. En 1994, dans la revue économique de Harvard, Hossein Aksari, économiste américain d'origine iranienne et professeur à l'université du Massachusetts, soutient l'établissement de relations bilatérales entre les États-Unis et l'Iran. Pour lui, plusieurs raisons expliquent pourquoi les Américains doivent reconsidérer leur vision du régime iranien. La première raison est que l'Iran jouit d'une plus grande stabilité politique interne que ses voisins arabes et que celle-ci peut éventuellement être exportée au niveau régional si les responsables américains normalisent les liens avec Téhéran. L'autre raison est que malgré les inconvénients du régime de Téhéran (autoritarisme et intransigeance), les vastes

⁷²³ Maloney, Suzanne, "America and Iran: From Containment to Coexistence", *Foreign Policy*: 15 août 2001, <<https://www.brookings.edu/research/america-and-iran-from-containment-to-coexistence/>>, consulté le 21 février 2021.

⁷²⁴ Cf. <https://www.chathamhouse.org/sites/default/files/field/field_publication_docs/INTA91_1_01_Esfandary_Tabatabai.pdf>, consulté le 13 février 2021.

ressources naturelles de l'Iran et ses besoins d'importation massifs en font une mine d'or potentielle, avec une demande considérable de biens de consommation et d'équipement.

Par ailleurs, Hossein Aksari, qui est aussi fondateur d'*Islamicity Indices*⁷²⁵, montre que la stratégie américaine envers l'Iran est pleine de contradictions qui pourraient nuire aux intérêts régionaux et même à l'image des États-Unis au Moyen-Orient. En effet, si ceux-ci avancent que l'Iran est un régime brutal qui prive ses citoyens de liberté, c'est le cas de tous les pays arabes que Washington soutient.

Enfin, l'auteur conclut : « Compte tenu de l'instabilité potentielle de l'Arabie saoudite, de l'Irak, de la Syrie et de l'Égypte, l'Iran souhaite par ailleurs devenir l'un des rares points fixes de tout le Moyen-Orient. En continuant d'insister sur l'isolement de l'Iran, nous nous livrons à une vengeance inutile, mettons en danger nos intérêts géopolitiques et gaspillons des opportunités commerciales aussi importantes que celles des pays en développement. »⁷²⁶ Ces déclarations se sont révélées justes, puisque le « printemps arabe » a montré les fortes tensions internes des pays arabes et l'instabilité de leurs régimes, contrairement à l'Iran qui reste politiquement et idéologiquement stable.

Concernant les articles plus récents, Alex Vatanka, directeur du programme iranien au *Middle East Institute*, explique en 2018 que les États-Unis ont plus de raisons de signer un accord de paix avec l'Iran que de maintenir l'animosité actuelle envers le régime iranien. Aujourd'hui, à Téhéran, aucun groupe favorable ou défavorable à la normalisation des relations diplomatiques n'est susceptible de s'imposer sur cette question. Cependant, pour le citoyen, l'espoir n'est pas de balayer du jour au lendemain des décennies d'hostilité envers les États-Unis. L'espoir est qu'une introspection politique, même tardive, puisse commencer, plutôt que de

⁷²⁵ Selon le site officiel d'*Islamicity Indices*, la fondation a été constituée en 2018 en tant que société à but non lucratif aux États-Unis avec Hossein Askari, Hossein Mohammadkhan et Fara Abbas comme administrateurs en 2020. La Fondation a pris possession du *Projet Indexes of Islamicity* qui a pour mission de soutenir un changement pacifique et positif dans les pays musulmans. À cette fin, la Fondation développe la structure organisationnelle qui est soutenue par une communauté mondiale de musulmans qui comprennent mieux les enseignements du Coran et soutiennent des réformes pacifiques et des institutions plus efficaces. Une telle communauté mondiale de musulmans informés et solidaires serait dans une position plus forte que les musulmans d'un seul pays pour encourager pacifiquement les dirigeants à mettre en place des institutions efficaces et à lancer des réformes indispensables pour améliorer le développement humain et économique dans tous les pays musulmans.

⁷²⁶ Aksari, Hossein, "It's Time to Make Peace with Iran", *Harvard Business Review*: janvier-février 1994, <<https://hbr.org/1994/01/its-time-to-make-peace-with-iran>>, consulté le 12 février 2020.

reporter le processus de régularisation des relations, concluant ainsi que les États-Unis et l'Iran peuvent entretenir une relation amicale⁷²⁷.

De plus, le *statu quo* n'est plus soutenable puisque la région évolue constamment. Par conséquent, les États-Unis doivent reconsidérer leurs relations avec l'Iran. La détérioration des relations américano-iraniennes se déroule dans le contexte d'une bataille pour l'influence régionale entre l'Iran et l'Arabie saoudite, avec des guerres par procuration au Yémen et en Syrie, ainsi qu'une concurrence stratégique au Liban et plus récemment en Irak. Au milieu de tout cela, la population iranienne est de plus en plus prise entre la pression des sanctions de Washington et la répression autoritaire du régime de Téhéran. Cela dit, le rapprochement entre l'Iran et la Russie doit alarmer les responsables à Washington puisque les visites officielles se sont multipliées entre les deux pays, à l'issue desquelles Moscou semble profiter de l'absence d'une stratégie américaine plus réfléchie. Si l'idéologie politique du Kremlin est totalement à l'opposé du régime des ayatollahs, les Russes ont su surpasser ces profondes divergences et ont établi des relations diplomatiques de plus en plus amicales pour mieux servir leurs intérêts dans la région. D'ailleurs, depuis le retrait des Américains de l'accord de Vienne en 2018, la Russie tente de compenser leur absence, même si, lors de sa signature en 2015, le ministre des Affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov, était absent.

Ce rapprochement est également militaire ; la Russie, la Chine et l'Iran exposent leur puissance militaire. Selon l'amiral iranien Gholamreza Tahani, porte-parole de l'exercice naval, un destroyer, un navire logistique et un hélicoptère russes devraient participer à l'exercice. Il s'agit du deuxième exercice conjoint Russie-Iran de ce type depuis 2019, lorsque les deux pays et la Chine ont organisé un exercice de quatre jours dans le but de protéger les voies navigables de la région. Notons que Téhéran a cherché à intensifier la coopération militaire avec Pékin et Moscou dans un contexte de tensions régionales avec les États-Unis. Les visites en Iran de représentants de la marine russe et chinoise ont également augmenté ces dernières années⁷²⁸. On peut donc déduire, à travers ces analyses, qu'il est dans l'intérêt national des États-Unis de normaliser leurs relations diplomatiques avec l'Iran. Cependant, il convient de s'interroger sur

⁷²⁷ Vatanka, Alex, "The United States and Iran Can Be Friends", *Foreign Policy*: 28 novembre 2018, <<https://foreignpolicy.com/2018/11/28/iran-and-the-united-states-can-be-friends/>>, consulté le 12 février 2021.

⁷²⁸ Floch, Fabrice, « Océan Indien : exercice naval conjoint de la Russie, de la Chine et de l'Iran », *France Info* : 16 février 2021, <<https://la1ere.francetvinfo.fr/reunion/ocean-indien-exercice-naval-conjoint-de-la-russie-de-lachine-et-de-l-iran-930892.html>>, consulté le 1^{er} mars 2021.

la position américaine à l'égard de l'Iran, qui est la même depuis 1979. Pourquoi Washington maintient-il cette position depuis plus de 40 ans ? Quels sont ses objectifs ?

Beaucoup d'analystes ont mis en avant que si l'animosité des dirigeants iraniens envers les États-Unis est propre à l'Iran et à son idéologie, l'animosité des États-Unis peut être expliquée par plusieurs facteurs. Le premier est assez évident : comme le régime des ayatollahs a déclaré son opposition aux États-Unis dès la prise du pouvoir, les responsables américains ont naturellement été conscients de l'anti-américanisme iranien (dû en partie au soutien des États-Unis au shah) et ont par conséquent adopté une position similaire envers les responsables iraniens. De plus, il est important de rappeler qu'à plusieurs reprises, le régime iranien a soutenu financièrement et militairement des organisations jugées terroristes par Washington, nuisant ainsi à la stratégie des États-Unis et à leurs alliés dans la région. C'est le cas particulièrement au Yémen, un pays devenu une scène d'affrontements entre les sunnites, soutenus par l'Arabie saoudite et les États-Unis, et les chiites, soutenus par l'Iran. Cependant, un autre facteur majeur vient profondément influencer la politique étrangère américaine envers Téhéran : la sécurité d'Israël. Depuis l'établissement de la théocratie en Iran, Israël ne cesse de mettre en garde les responsables américains contre la menace iranienne. Plus précisément, depuis 1993, chaque Premier ministre israélien a, à un moment ou à un autre, dépeint l'Iran comme la menace la plus grave pesant sur Israël. Les journalistes et les commentateurs ont généralement pris ces expressions d'alarme, axées en particulier sur les programmes nucléaire et balistique iraniens, comme un argument pertinent et justificateur. Toutefois, un examen attentif révèle que la revendication d'Israël est essentiellement une politique instrumentale servant une série d'objectifs de politique intérieure et étrangère non reconnus.

Dans un article paru en automne 2015, Gareth Porter analyse la manière dont les responsables israéliens ont fait de l'Iran une menace existentielle. Il explique que cette animosité israélienne envers l'Iran est née dans les années 1990 avec le Premier ministre israélien de l'époque, Yitzhak Rabin, contrairement au régime du shah, qui était jusqu'à sa chute, en 1979, un partenaire stratégique pour Israël. Porter explique également que l'Iran ne représente pas une menace existentielle pour Israël puisque Tel-Aviv jouit d'un soutien indéfectible de Washington⁷²⁹. Cette vision est partagée par Peter Beinart la même année. Ce professeur de sciences politiques met en évidence l'absence de menace iranienne. Netanyahu

⁷²⁹ Porter, Gareth, "Israel's Construction of Iran as an Existential Threat", *Journal of Palestine Studies*, 2015, p. 43-62. <https://doi.org/10.1525/jps.2015.45.1.43>.

décrit les dirigeants iraniens comme des nazis (une analogie qu'il réservait auparavant aux Palestiniens), à l'inverse de nombreux membres de la sécurité israélienne. Selon eux, l'Iran a gagné en puissance, ce qui en fait un adversaire plus fort, mais il n'est pas plus génocidaire. Contrairement à Netanyahu, les hauts responsables de la sécurité israélienne ne croient pas que les dirigeants iraniens sont fanatiquement déterminés à tuer des juifs, au point de lancer une attaque nucléaire qui pourrait entraîner leur propre destruction.

Meir Dagan, qui dirigeait l'agence d'espionnage externe israélienne, le Mossad, de 2002 à 2011, a qualifié le régime iranien de « rationnel ». Benny Gantz, qui a dirigé les forces de défense israéliennes de 2011 à 2015, a déclaré que « les dirigeants iraniens sont composés de personnes très rationnelles ». Dan Halutz, qui a dirigé l'armée israélienne de 2005 à 2007, estime que « l'Iran constitue une menace sérieuse mais pas existentielle »⁷³⁰. Il est rejoint dans ce point de vue par un autre ancien chef du Mossad, Efraim Halevy, qui a affirmé plus tôt cette année : « Nous ne sommes pas dans une situation d'Holocauste. Je ne pense pas qu'il y ait une menace existentielle pour Israël venant de l'Iran »⁷³¹.

Parallèlement, d'autres spécialistes américains ont révélé que si Washington entretenait une relation antagoniste envers l'Iran, cela était dû en partie au lobby pro-israélien. En effet, Stephen Walt et John Mearsheimer révèlent, dans leur ouvrage paru en 2009, que l'Iran ne représentait aucune menace existentielle, ni pour Israël, ni pour les États-Unis. Washington devait donc normaliser ses relations diplomatiques avec l'Iran pour mieux servir son intérêt national dans la région⁷³². Cependant, si les États-Unis ont été réticents tout au long de ces années, c'est également par crainte d'endommager leurs relations privilégiées avec les monarchies du Golfe. En effet, le Moyen-Orient est aujourd'hui la scène de plusieurs litiges politico-idéologiques dont le plus important est celui de l'Arabie saoudite (et de ses alliés régionaux comme les Émirats arabes unis, le Bahreïn, la Jordanie, le Maroc) et de l'Iran. Normaliser les relations diplomatiques avec Téhéran pourrait mener à un affaiblissement des relations entre Washington et les monarchies du Golfe, notamment après la fin de la crise au sein du Conseil de coopération du Golfe. Les responsables américains devraient donc déployer

⁷³⁰ Breinart, Peter, "Iran Is Not an 'Existential' Threat to Israel—No Matter What Netanyahu Claims", *Haaretz*: 7 août 2015, < <https://www.haaretz.com/opinion/iran-is-not-an-existential-threat-to-israel-1.5384416>>, consulté le 1^{er} mars 2021.

⁷³¹ *Ibid.*

⁷³² Walt, Stephen et Mearsheimer, John, *Le Lobby pro-israélien et la politique étrangère américaine*, La Découverte, 2009, p. 455-465.

une politique qui protège les intérêts américains dans la région. Effectivement, la notion « passe-partout » de l'intérêt des États-Unis est, depuis plusieurs décennies, utilisée inconsciemment dans les discours politiques à Washington, et selon Walt et Mearsheimer, celle-ci n'a pas été protégée comme il l'aurait fallu⁷³³.

4. Les États-Unis et les pays du Golfe

4.1 La position américaine envers le Conseil de coopération du Golfe

4.1.1 Une position inflexible ou oscillante ?

L'impasse actuelle sur le développement du nucléaire et des technologies de missiles par l'Iran souligne l'importance continue de la coopération américaine en matière de sécurité avec les États du Golfe. Pourtant, la force économique croissante et l'affirmation diplomatique de certains États membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) s'associent à une fragilité politique potentielle dans ces pays qui exigent la sensibilité des États-Unis pour garantir la prospérité de cette instance. Notons également que de profonds changements dans la dynamique géopolitique régionale, depuis le début des années 2000, rendent l'environnement régional très difficile pour la politique étrangère des États-Unis et leur engagement militaire. Dans un contexte d'instabilité intérieure continue en Irak et avec un Iran de plus en plus émergent, le poids géopolitique des États membres du Conseil de coopération a également augmenté de façon spectaculaire au cours des dix dernières années. Leur puissance économique, couplée à des systèmes politiques plutôt stables dans le monde arabe, permet des relations étroites entre les États-Unis et le CCG dans le domaine de la sécurité ; ce dernier est un élément important dans la politique étrangère américaine.

Néanmoins, ces changements fondamentaux dans l'environnement politique coïncident avec des évolutions dans la perception régionale des États-Unis en tant que partenaire de sécurité. Le conflit en Irak, qui a fait émerger un État instable au cœur du Moyen-Orient et à proximité immédiate des pays du CCG, a laissé sceptiques de nombreux anciens partisans de l'engagement des États-Unis dans la région envers l'efficacité du rôle américain. En outre, les ajustements du budget de la défense des États-Unis ont soulevé des inquiétudes parmi les dirigeants du CCG sur l'avenir des capacités militaires américaines et sur la volonté des États-Unis de s'engager dans la région. Les réponses américaines au « printemps arabe » ont

⁷³³ *Ibid.*

envoyé des signaux importants au CCG sur la durabilité potentielle du soutien politique et militaire des États-Unis face à la demande populaire pour plus de droits démocratiques et d'accès aux ressources économiques de leur pays. Ces événements ont amené les Américains à évaluer les défis, la sécurité et les relations militaires entre eux-mêmes et le CCG, en proposant des options politiques pour qu'ils continuent de protéger leurs intérêts nationaux. Ainsi, la stabilité et la fiabilité des partenariats américains dans le Golfe restent parmi les enjeux les plus discutés au sein de la classe politique américaine.

Il convient tout d'abord de rappeler l'importance des monarchies du Golfe pour les États-Unis. Leurs relations avec les États du CCG remontent à plusieurs décennies, et celles-ci ont évolué au rythme des changements géopolitiques dans la région au fil du temps. Sous la configuration géopolitique précédente, pendant et après la Seconde Guerre mondiale, la région était dominée par les intérêts britanniques. Avec une protection britannique *de facto*, les dirigeants du Golfe qui composent aujourd'hui les Émirats arabes unis, le Bahreïn, le Qatar, le Koweït, le sultanat d'Oman et l'Arabie saoudite s'appuyaient principalement sur leur alliance avec la Grande-Bretagne pour se protéger contre l'extérieur et, dans une certaine mesure, contre les menaces internes. Même avant la découverte du pétrole dans la région, les monarchies du Golfe étaient des alliés stratégiquement précieux en raison de leur emplacement central entre l'Europe, l'Afrique et l'Asie.

Cette localisation stratégique s'est renforcée avec la découverte des grands gisements de pétrole, d'abord au Bahreïn (1932), puis au Koweït (1937) et en Arabie saoudite (1938). Cette découverte a permis au transport maritime international, y compris aux navires de guerre, de passer du charbon au pétrole. Par la suite, les guerres mondiales ont rendu la sécurité des approvisionnements pétroliers et leurs emplacements décisifs pour les succès militaires. L'importance croissante de la production pétrolière dans les monarchies du Golfe s'est accompagnée d'une augmentation de la production de pétrole dans les pays voisins, en Iran et en Irak, et ceci, malgré les troubles politiques internes dans ces États. Les tentatives de nationalisation de l'industrie pétrolière iranienne, dans les années 1950, ont non seulement mis en évidence la vulnérabilité de ces ressources face au changement politique intérieur, mais également incité les États-Unis à déployer une politique interventionniste dans la région. En plus de l'Iran, de l'Irak et des monarchies du Golfe, cette région représentait le plus important producteur de pétrole et détenteur de réserves au monde, avec plus de la moitié des réserves de pétrole connues dans les années 1980.

Par ailleurs, le début des années 1980 a été marqué par l'établissement d'une république islamique en Iran, hostile aux États-Unis, et par l'arrivée d'un leader nationaliste intransigeant en Irak. À la suite de ces événements, les monarchies du Golfe ne pouvaient que gagner en importance en tant qu'alliés stratégiques potentiels de Washington, en partageant des liens historiques étroits avec les Américains, devenant rapidement les acteurs les plus fiables de la politique étrangère américaine. D'ailleurs, la première guerre du Golfe en 1991 a prouvé non seulement que la sécurité des monarchies du Golfe était dépendante des États-Unis, mais aussi que ces derniers avaient besoin de la stabilité de ces pays pour protéger leurs intérêts ; d'où leur intervention militaire qui a repoussé les troupes irakiennes en 100 heures. Or, cette alliance « privilégiée » a commencé à susciter des interrogations au sein de la classe politique américaine vers la fin des années 1990.

À la mi-1996, une commission *ad hoc* sur les intérêts nationaux des États-Unis a été créée pour aider à concentrer la réflexion sur une question centrale : quels étaient les intérêts nationaux américains ? Cette commission a dressé un bilan assez alarmant, en espérant pouvoir catalyser le débat sur les intérêts nationaux prioritaires des États-Unis. Les membres de cette commission ont soutenu que l'Amérique était à la dérive et confuse, manquant de nombreuses

opportunités et faisant face à des menaces émergentes. Ils ont en outre affirmé que Washington n'avait pas une compréhension claire de ses intérêts nationaux. Les experts ont proposé de plus ou moins rectifier ces intérêts et ont identifié cinq intérêts nationaux vitaux des États-Unis⁷³⁴ :

- Prévenir, dissuader et réduire la menace nucléaire et biologique et les attaques aux armes chimiques contre les États-Unis.
- Empêcher l'émergence d'un hégémon hostile en Europe ou en Asie.
- Empêcher l'émergence d'une puissance majeure hostile aux États-Unis aux frontières, ou au contrôle des mers.
- Empêcher l'effondrement catastrophique des grands systèmes mondiaux (commerce, marchés financiers, approvisionnement en énergie et questions environnementales).
- Assurer la survie des alliés des États-Unis⁷³⁵.

En bref, la commission estimait nécessaire, pour l'avenir des États-Unis, de « promouvoir le leadership unique des États-Unis, les capacités militaires, la crédibilité (y compris la réputation de respect des engagements clairs des États-Unis et l'impartialité dans le traitement des autres États), et des institutions fortes »⁷³⁶. Ce rapport a également considérablement amoindri l'importance de la région du Golfe, passant de « vitale » à « extrêmement importante » pour les États-Unis. Le rapport s'est ensuite tourné vers ce que ses membres ont qualifié de « défis aux intérêts nationaux américains dans la décennie à venir », incluant les éléments suivants⁸¹⁶ :

⁷³⁴ La Commission des intérêts nationaux des États-Unis était coprésidée par Robert Ellsworth, Andrew Goodpaster et Rita Hauser, trois initiés politiques très respectés. En plus de ces personnes, le groupe comprenait trois directeurs exécutifs : Graham Allison, Jr. (*Center for Science and International Affairs, Harvard University*), Dimitri Simes (*Nixon Center for Peace and freedom*) et James Thomson (*The Rand Corporation*). Quinze personnes supplémentaires ont été identifiées comme membres : Richard Armitage, Robert Blackwill, Jeffrey Eisenach, Richard Falkenrath, David Gergen, Bob Graham, Jerrold Green, Arnold Kanter, Geoffrey Kemp, Paul Krugman, John McCain, Sam Nunn, Condoleezza Rice, Pat Roberts et Brent Scowcroft. The Commission on America's National Interests, *America's National Interests*, New York, The Hauser Foundation, juillet 1996.

⁷³⁵ *Ibid.*, p. 2-4.

⁷³⁶ "Promote singular United States leadership, military capabilities, credibility (including reputation for adherence to clear US commitments and even-handedness in dealing with other states), and critical institutions", *Ibid.*, p. 4.

⁸¹⁶ .., p. 3.

Ibid

- Faire face à l'entrée de la Chine sur la scène mondiale.
- Empêcher la perte de contrôle des armes nucléaires et des armes nucléaires utilisables et contenir la prolifération des armes biologiques et chimiques.
- Maintenir des partenariats stratégiques solides avec le Japon et l'Europe.
- Éviter l'effondrement de la Russie dans la guerre civile ou le retour à l'autoritarisme.
- Maintenir un leadership unique des États-Unis, des capacités militaires et une crédibilité internationale.

Ces défis seraient surmontables, selon le rapport, si certaines étapes étaient adoptées. Cependant, si la région du Golfe a été plus ou moins dégradée par la commission, son importance est soulignée dans une deuxième catégorie, bien que non vitale pour les intérêts nationaux des États-Unis. En effet, la commission a identifié onze « points rouges » considérés comme extrêmement importants et qui, s'ils étaient « compromis, [...] porteraient gravement préjudice mais ne mettraient pas strictement en péril la capacité du gouvernement américain à protéger et à améliorer le bien-être des Américains dans une nation libre et sûre »⁷³⁷.

Ces « points rouges » étaient les suivants :

- Prévenir, dissuader et réduire la menace de l'utilisation de l'énergie nucléaire et biologique et des armes, n'importe où dans le monde.
- Empêcher la prolifération régionale des produits nucléaires, biologiques et chimiques, des armes et systèmes de livraison.
- Promouvoir l'acceptation des règles de droit et des mécanismes internationaux pour résoudre pacifiquement les différends.
- Empêcher l'émergence d'une hégémonie régionale dans les régions importantes, comme le golfe Persique.

Selon le rapport, assurer le leadership américain était donc important pour les États-Unis, mais pas vital. Comme le gouvernement de Jimmy Carter avait désigné la région du golfe

⁷³⁷., p. 5.
Ibid

Persique comme étant « vitale » pour la sécurité du monde occidental, et puisque Washington avait mené une coalition internationale de plus de 700 000 soldats lors de la guerre de 1991, cette catégorisation secondaire attribuée par la commission au golfe Persique était problématique. Pour une meilleure clarté, le rapport a reconnu qu'il y avait deux intérêts vitaux des États-Unis au Moyen-Orient : la survivance d'Israël en tant qu'État libre et prospère, et le maintien des approvisionnements énergétiques dans le monde ⁷³⁸. Néanmoins, pour la commission, ce qui était important, c'était qu'aucun État de la région hostile aux États-Unis – en particulier l'Iran et l'Irak – ne puisse acquérir des capacités supplémentaires d'armes de destruction massive (ADM), qu'il n'y ait pas d'hégémonie régionale dans le golfe Persique, que la paix au Moyen-Orient soit un processus continu vers une paix durable, que les États-Unis maintiennent des relations avec les régimes arabes modérés de la région et que ceux-ci survivent au niveau national⁷³⁹. Cependant, le rapport reconnaît que malgré la présence de régimes autoritaires dans les pays du Golfe, les Américains ont été capables de travailler efficacement pour protéger leurs intérêts dans la région. Or, en 1996, ces intérêts étaient déjà confus et la région jouissait d'une certaine stabilité.

La guerre contre l'Irak sous le gouvernement de George Bush a rendu ces intérêts encore plus flous et a profondément détérioré l'image et la crédibilité américaine. Sans aucun doute, l'un des changements les plus importants du paysage géopolitique du Golfe au cours des deux dernières décennies a été les conséquences de l'invasion américaine de l'Irak en 2003. L'Irak de Saddam Hussein était un régime sunnite et le principal concurrent géopolitique de l'Iran et de l'Arabie saoudite dans la région du Golfe. Or, depuis 2003, l'Irak est caractérisé par une situation politique instable, une insécurité et une économie faible qui ne peut ni nourrir ni employer une population jeune et majoritairement éduquée. Cette situation laisse le gouvernement dépendant presque entièrement des exportations de pétrole pour le fonctionnement du pays. Le secteur pétrolier national s'est développé de manière décevante, sans aucun signe que l'Irak, qui détient la cinquième plus grande réserve de pétrole du monde, puisse atteindre une capacité de production proche de ses objectifs antérieurs. Cela signifie que les perspectives pour l'Irak de concurrencer l'Arabie saoudite voisine dans la production de pétrole semblent actuellement lointaines, tout comme pour les réserves de gaz du pays, vraisemblablement importantes mais

⁷³⁸ *Ibid.*, p. 7.

⁷³⁹ *Id.*, p. 39.

Ibid

sous-explorées et sous-développées. Cela signifie que malgré le potentiel des ressources, la production d'hydrocarbures de l'Irak n'a pour l'instant que relativement peu de conséquences géopolitiques.

Pour les États du CCG, l'affaiblissement de l'Irak et la prédominance politique des factions chiites ont privé les régimes arabes du Golfe d'un partenaire sunnite important dans leur compétition idéologique et géostratégique avec l'Iran. Le climat politique intérieur, toujours instable en Irak, a donné lieu à un état d'insécurité permanente et à des affrontements quotidiens entre groupes sectaires, entraînant la mort de plusieurs milliers d'Irakiens chaque année à la suite d'attaques terroristes contre des maisons, des voitures, des hôpitaux et même des mosquées. En même temps, le Kurdistan irakien s'est éloigné du centre en raison de la violence continue entre les différentes branches sectaires des Arabes irakiens. Des organisations terroristes internationales telles que l'État islamique et al-Qaida ont alors trouvé en Irak un terrain fertile pour les nouvelles recrues et les opérations terroristes, aggravant l'instabilité interne tout en posant une menace également pour d'autres pays, y compris les États voisins du CCG. C'est le statut de l'Irak en tant que source d'instabilité intérieure, l'exacerbation du conflit sectaire et ethnique dans un pays si proche du CCG, associée à l'incapacité apparente de diverses forces alliées telles que les troupes américaines et les conseillers à pacifier la politique irakienne, qui ont fait de l'Irak un modèle manifestement négatif dans le Golfe.

Une évolution encore plus problématique observée en Irak est la montée des menaces nationales et régionales liées à une instabilité politique croissante, donnant lieu à des formes de plus en plus radicales d'islamisme politique, avec des tensions ethniques et sectaires accrues au sein du Moyen-Orient, y compris dans la dynamique politique des monarchies du Golfe. Leur développement prolongé pourrait bien faire de l'Irak une menace très grave pour la sécurité régionale en tant que base pour que le radicalisme se propage à travers le Golfe, et contribuer à raviver les rivalités sectaires et politiques de longue date entre l'Iran et l'Irak, d'une part, et entre sunnites et chiites, d'autre part. Ceci est clairement observé au Bahreïn et même en Arabie saoudite. Aujourd'hui, l'invasion américaine de l'Irak en 2003 a paradoxalement endommagé les relations entre Washington et les monarchies du Golfe, puisque cette dernière a réellement renforcé l'influence iranienne dans le monde arabe.

À cela viennent s'ajouter le « printemps arabe » et ses conséquences géopolitiques sur la région. En effet, les soulèvements de Bahreïn ont illustré un dilemme politique particulier dans le Golfe : la coopération américaine en matière de sécurité devrait-elle impliquer ou non le soutien inconditionnel des régimes politiques du CCG, quelles que soient leurs actions nationales ? Les droits de l'homme et le soutien des mouvements démocratiques constituent une partie essentielle de la politique étrangère américaine. Bien que les monarchies du CCG n'aient

jamais été considérées comme des démocraties formelles (comme l'étaient le régime du shah iranien et le régime égyptien de Moubarak, par exemple), les événements de Bahreïn en 2011 ont de nouveau soulevé la question de savoir jusqu'où irait le soutien américain dans une telle effervescence populaire. Les forces américaines soutiendraient-elles le gouvernement bahreïni ou d'autres gouvernements du CCG sur le long terme ? Les mouvements démocratiques américains prendraient-ils parti pour les manifestants dans des soulèvements populaires futurs ? L'inaction des États-Unis permettrait-elle à un État du CCG de sombrer dans le chaos, potentiellement en faveur des mouvements de protestation, mais avec pour conséquence de déstabiliser éventuellement d'autres États du CCG ?

La réponse à ces questions deviendra probablement un élément important de l'évolution des relations de sécurité entre les États-Unis et les États du CCG. Cela peut impliquer une politique américaine beaucoup plus pluraliste parmi les États du CCG, ou une politique dans laquelle une institution renforcée du CCG elle-même redéfinira ses réponses aux « menaces » internes qui sont mutuellement partagées. Une réponse politique américaine sensée impliquera également un plus grand rôle dans le déploiement des stratégies militaires « douces », telles que l'utilisation du renseignement et de la communication stratégique par les gouvernements nationaux, pour répondre aux mécontentements populaires mais aussi pour les écouter. Ces outils stratégiques soulignent une fois de plus l'importance continue des partenaires de sécurité américains et européens dans la région en raison de leur expérience considérable avec ces outils de sécurité non traditionnels. Le soulèvement populaire au Bahreïn a également montré que les monarchies du Golfe renferment des tensions internes susceptibles d'éclater à tous moments et pouvant entraîner une instabilité incontrôlable.

La coopération des États-Unis avec les États du CCG pourrait bénéficier d'une plus grande importance accordée à ces actifs de sécurité immatériels tels que le renseignement et la communication, qui permettent aux États non seulement de s'engager dans des situations de guerre traditionnelles, mais aussi de contrer les conflits et les soulèvements politiques induits au niveau national. Plusieurs pays du CCG souhaitent développer leurs propres capacités de défense, à utiliser à des fins allant de la surveillance aux opérations offensives. Les échanges au niveau politique, mais aussi la coopération en matière de recherche et la communication par le biais de forums et d'institutions partagés sur une variété de sujets sensibles à la sécurité intérieure peuvent en faire partie, encourageant surtout les réformes nationales dans les sphères économique et politique. Les commentaires d'Obama sur la politique étrangère américaine au

sens large et son engagement avec des partenaires étrangers reflètent parfaitement un multilatéralisme dans la politique étrangère américaine : « Rappelez-vous que les générations précédentes ont affronté le fascisme et le communisme non seulement avec des missiles et des chars, mais avec des alliances solides et des convictions durables. Ils ont compris que notre pouvoir à lui seul ne peut pas nous protéger, ni ne nous autorise à faire ce que nous voulons »⁷⁴⁰.

Ce mouvement vers une politique étrangère multilatéraliste est mis en avant par Fawaz A. Gerges, universitaire libano-américain, qu'il attribue à la politique du premier gouvernement de Barack Obama au Moyen-Orient : « Obama a saisi le désir évident aux États-Unis et dans le monde de voir l'Amérique s'éloigner de l'unilatéralisme militant et de revenir au multilatéralisme traditionnel dans les affaires internationales, qui avait guidé la nation pendant la première décennie suivant la fin de la guerre froide. [...] Aujourd'hui plus que jamais, [le président Obama] a déclaré que la diplomatie et l'engagement sont essentiels pour reconstruire nos alliances, réparer nos relations dans le monde et nous rendre plus sûrs à long terme »⁸²¹.

Pourtant, comme les monarchies du Golfe craignent toujours pour leur sécurité interne et externe, la reconnaissance d'Israël par les Émirats arabes unis et le Bahreïn reflète ce désir de diversifier leurs relations diplomatiques en les normalisant avec la plus grande puissance militaire du Moyen-Orient : Israël. Même si le retrait des États-Unis de l'accord de Vienne a été ferme, les monarchies du Golfe sont conscientes qu'un traité de paix entre Washington et Téhéran pourrait être reformulé à tout moment, notamment avec la victoire de Joe Biden aux présidentielles américaines. Face à ce scénario possible, les pays du Golfe et Israël pourraient exercer une plus grande pression sur les responsables à Washington afin d'empêcher une normalisation des relations américano-iraniennes. En effet, si les deux alliés spéciaux des États-Unis (CCG et Israël) ont comme ennemi commun l'Iran, ceci devrait amener les décideurs politiques à Washington à mettre de côté le dossier iranien, ou du moins, à effectuer une double réflexion avant de signer un autre accord avec Téhéran dans un futur proche.

⁷⁴⁰ "Recall that earlier generations faced down fascism and communism not just with missiles and tanks, but with sturdy alliances and enduring convictions. They understood that our power alone cannot protect us, nor does it entitle us to do as we please." Office of the Press Secretary, "President Barack Obama's Inaugural Address," Washington, DC: The White House, January 21, 2009, <www.whitehouse.gov/blog/inaugural-address/>. ⁸²¹ Fawaz A. Gerges, "The Obama Approach to the Middle East: The End of America's Moment?", *International Affairs*, 89: 2 (2013), p. 301.

4.1.2 Les États-Unis et le blocus contre le Qatar

Le Conseil de coopération du Golfe (CCG) a fait face à sa crise existentielle la plus importante depuis sa création en 1981. L'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis (EAU) et le Bahreïn se sont associés le 5 juin 2017 pour rompre leurs relations diplomatiques et imposer un embargo contre le Qatar, tandis que le Koweït et le sultanat d'Oman sont restés neutres. Il est vrai que la crise se préparait depuis longtemps, mais des facteurs clés lui ont permis d'évoluer de façon spectaculaire. Durant cette crise, le Koweït a mené les efforts de médiation, la Turquie a annoncé son intention de déployer des troupes au Qatar, Israël a approuvé le point de vue saoudien, l'Iran a pesé pour combler le vide, et la politique étrangère américaine a été pour le moins ambivalente. Beaucoup d'éléments restent en jeu pour la sécurité nationale américaine, y compris le scénario d'opérer avec un CCG divisé, l'expansion de l'influence iranienne et les questions concernant l'avenir de la base aérienne américaine d'al-Udeid. Lors de sa visite à Riyad, le 44^e président des États-Unis, Barack Obama, a déclaré : « J'ai réaffirmé la politique des États-Unis d'utiliser tous les éléments de notre pouvoir pour protéger nos intérêts fondamentaux dans la région du Golfe et pour dissuader et affronter les agressions extérieures contre nos alliés »⁷⁴¹.

Comme mentionné auparavant, le Moyen-Orient est embourbé dans une lutte d'influence entre un bloc de pays majoritairement sunnites, y compris les monarchies conservatrices et pro-occidentales du Golfe, et l'Iran chiite révolutionnaire et ses alliés. La plupart des États du CCG, dont l'Arabie saoudite, le Koweït, le Qatar, le Bahreïn, les Émirats arabes unis et Oman, ont été amèrement déçus par la présidence d'Obama, les dirigeants déplorant que les États-Unis se soient désengagés de la région, donnant plus d'espace à l'Iran. Ils ont également été contrariés par les remarques de Barack Obama dans une interview à un magazine, qui semblait les qualifier de « passagers clandestins » des efforts de sécurité américains et les exhortait à « partager » la région avec Téhéran⁷⁴². Dans ses remarques après les pourparlers, Obama a reconnu les tensions qui ont affecté les relations entre Washington et ses partenaires du Golfe, alors même qu'ils avaient travaillé ensemble sur des préoccupations communes telles que les guerres en Syrie, en Irak et au Yémen. « Ce qui est vrai entre les

⁷⁴¹ “I reaffirmed the policy of the United States to use all elements of our power to secure our core interests in the Gulf region and to deter and confront external aggression against our allies.”

⁷⁴² Landler, Mark, “Obama Criticizes the ‘Free Riders’ Among American Allies”, *The New York Times*: 10 mars 2016, <<https://www.nytimes.com/2016/03/10/world/middleeast/obama-criticizes-the-free-riders-amongamericas-allies.html>>, consulté le 13 mars 2021.

États-Unis et le CCG, comme c'est le cas avec tous nos alliés et amis, c'est qu'à tout moment, il y aura des différences », a déclaré Obama. Mais il a aussi dit : « Je pense qu'une grande partie de la tension a toujours été exagérée »⁷⁴³.

En effet, même si les responsables américains n'ont pas œuvré à ce que cette crise au sein du Conseil de coopération du Golfe soit évitée, Washington reste fortement attaché à son engagement de protéger ses intérêts dans cette région et ses alliés arabes. La crise de 2014 entre l'Arabie saoudite et le Qatar est restée assez discrète sur la scène internationale. Aucun communiqué officiel n'a été sévère, et aucune guerre des mots n'a été rapportée par les médias. Elle est survenue un jour après qu'Oman a invité le président iranien à Mascate et avant la visite de l'ancien président Barack Obama à Riyad. À cette époque, Washington a été rapide pour contenir les résultats, contrairement au moment de la désunion entre la Maison-Blanche et le reste du pouvoir américain. L'ambassadrice américaine au Qatar, Dana Shell Smith, s'est retrouvée sans conseils, retweetant des positions antérieures. Après s'être étonnamment attribué le mérite de la longue dispute du Golfe, c'est le président Donald Trump qui a proposé une médiation dans la crise, affichant même sa volonté d'organiser une réunion de réconciliation à Washington.

La base aérienne al-Udeid de l'aéroport d'Abu Nakhlah, située à une vingtaine de kilomètres au sud-ouest de Doha, héberge actuellement plus de 10 000 militaires américains ; elle est au cœur des préoccupations politiques américaines face à la crise du CCG. Sur cette base, les États-Unis ont les pistes les plus longues de la région, dans une installation pouvant accueillir jusqu'à 120 aéronefs. L'armée de l'air américaine appelle al-Udeid le « centre névralgique » où des B-52 sont lancés pour cibler l'État islamique en Irak et en Syrie. Le Qatar aurait dépensé un milliard de dollars dans les années 1990 pour construire la base aérienne, qui a été gardée secrète jusqu'en mars 2002, lorsque l'ancien vice-président Dick Cheney a visité l'installation.

Les ministères des Affaires étrangères et de la Défense se sont efforcés de signaler l'importance d'al-Udeid pour les opérations américaines. Le porte-parole du Pentagone, le capitaine de la marine, Jeff Davis, a déclaré lors d'un point de presse du 6 juin 2017 que les États-Unis n'avaient pas l'intention de « changer de posture au Qatar ». Le ministre des Affaires

⁷⁴³ “What is true between the United States and the GCC, as is true with all of our allies and friends, is that at any point of time there are going to be differences...I think that a lot of the strain was always overblown.”

étrangères, Rex Tillerson, ne pensait pas que la crise du Golfe aurait un impact sur la guerre contre l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL), et le ministre de la Défense, James Mattis, a déclaré qu'il était « convaincu qu'il n'y [aurait] aucune implication ». Par conséquent, la base aérienne d'al-Udeid a été, et sera plus que jamais cruciale pour les opérations américaines contre toute menace dans la région⁷⁴⁴.

Si cette crise n'a pas suscité grand bruit au sein de la Maison-Blanche à la fin de la présidence de Barack Obama, le gouvernement de Donald Trump s'est montré contradictoire face à cette situation. Les Saoudiens se sentent également renforcés par le soutien du président américain Donald Trump, qui s'est rendu dans plusieurs pays du Golfe en mai 2017⁷⁴⁵. Le 6 juin 2017, au tout début de la crise, le président américain apporte à nouveau son soutien à l'Arabie saoudite et accuse sur Twitter le Qatar de financer « l'extrémisme religieux »⁷⁴⁶. Embarrassé, le gouvernement américain fait rapidement machine arrière et appelle à une désescalade⁷⁴⁷. Le 9 juin 2017, le président américain et le ministre des Affaires étrangères, Rex Tillerson, tiennent des discours contradictoires. Le premier accuse le Qatar de « financer le terrorisme au plus haut niveau » et déclare : « Les nations se sont unies, et m'ont parlé de confronter le Qatar [...]. Nous avons une décision à prendre : est-ce qu'on prend la voie facile ou une action difficile mais nécessaire ? Nous devons arrêter le financement du terrorisme ». Tandis que le second appelle

⁷⁴⁴ La base aérienne d'al-Udeid est une base militaire située à l'ouest de Doha au Qatar et qui appartient à l'armée de l'air du Qatar. Elle abrite le quartier général de l'*United States Central Command* (USCC) et de l'*United State Air Force Central Command* (USAFCC). Elle abrite également la 379^e escadre expéditionnaire aérienne de l'*US Air Force* et le groupe aérien expéditionnaire n° 83 de la RAF. Lorsque la guerre contre l'Afghanistan était à son apogée, il y avait environ 4 000 soldats américains qui étaient stationnés dans cette base. Aux côtés des soldats américains, il y avait deux douzaines d'extendeurs KC-10A et KC-135 Stratotankers qui ont été utilisés pour le ravitaillement des bombardiers et des avions de combat au-dessus de l'Afghanistan. En septembre 2002, le nombre de soldats américains dans la base aérienne est tombé à environ 2 000. Après six mois, la base aérienne d'al-Udeid au Qatar a été agrandie afin de pouvoir accueillir jusqu'à 120 avions et 10 000 soldats. Cf. <<https://militarybases.com/overseas/qatar/al-udeid/>>.

⁷⁴⁵ Benjamin Barthe, « Le retour en grâce de la monarchie saoudienne auprès des États-Unis », *Le Monde* : 22 mai 2017, <https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2017/05/22/le-retour-en-grace-de-la-monarchiesaoudienne-aupres-des-États-unis_5131599_3218.html>, consulté le 10 mars 2021.

⁷⁴⁶ Gilles Paris, « Donald Trump embarrasse Washington en mettant en cause le Qatar », *Le Monde* : 7 juin 2017, <https://www.lemonde.fr/donald-trump/article/2017/06/07/donald-trump-suscite-l-embarras-a-washington-enmettant-en-cause-le-qatar_5139729_4853715.html>, consulté le 10 mars 2021.

⁷⁴⁷ Claire Levenson, « Sur le Qatar, Trump ne cesse de contredire son ministre des Affaires étrangères », *Slate* : 10 juin 2017, <<https://www.slate.fr/story/146865/qatar-trump-contredit-Ministre-affaires-etrangees>>, consulté le 21 février 2021.

à l'allègement du blocus, estimant que celui-ci « gêne l'action militaire des États-Unis dans la région et la campagne contre l'État islamique »⁷⁴⁸⁷⁴⁹. Pourtant, le 14 juin 2017, le Qatar signe un contrat d'armement de 12 milliards de dollars avec les États-Unis pour l'achat de F-15 Eagle⁸³⁰.

Cette position contradictoire face à une crise de cette importance n'est pas chose nouvelle dans la politique étrangère américaine. Même si la crise au sein du CCG a pris fin le 5 juin 2021, durant celle-ci, les responsables américains semblaient tiraillés entre leurs partenaires saoudiens et qataris, ne parvenant pas à une stratégie claire pour protéger les intérêts des États-Unis dans cette région. Dans un article paru en juin 2017, soit deux ans après le début de la crise du CCG, des experts américains ont appelé, dans le *Washington Institute*, les États-Unis à considérer la crise qatarie en prenant en compte l'ensemble des dimensions (militaire, politique, énergétique...). Les auteurs reconnaissent que le principal défi pour déterminer la meilleure approche de Washington réside dans le rôle complexe de Doha en tant que partenaire de sécurité des États-Unis. Pour eux, le Qatar est un allié stratégique essentiel pour les États-Unis, en particulier en tant qu'hôte de la base aérienne d'al-Udeid, une installation importante dans la lutte contre l'État islamique. Pourtant, il soutient également des forces dangereuses au Moyen-Orient qui menacent les intérêts américains et alliés. En conséquence, le climat actuel des relations bilatérales présente à la fois des opportunités et des risques pour Washington. En réaffirmant l'importance de la base américaine d'al-Udeid, les auteurs de cet article dressent une stratégie se basant sur quatre principaux points.

Tout d'abord, les Américains doivent demander à Abu Dhabi un briefing complet et des mises à jour régulières sur les intentions émiraties et saoudiennes. Le fait que les principaux partenaires régionaux des États-Unis aient pris des mesures drastiques contre un autre partenaire proche sans consulter Washington reste inquiétant. Ensuite, Washington devrait concentrer les efforts diplomatiques américains sur la restriction du soutien qatari aux acteurs régionaux dangereux. Certaines des politiques de Doha sont des préoccupations majeures à Washington depuis des années, de sorte que les responsables américains devraient utiliser la crise du CCG comme une opportunité pour un engagement plus actif à leur égard. Le troisième point

⁷⁴⁸ « Qatar : les États-Unis lancent un appel à alléger le blocus », *AFP* : 9 juin 2017, <<https://www.lapresse.ca/international/moyen-orient/201706/09/01-5105955-qatar-les-États-unis-lancent-unappel-a-alleger-le-blocus.php>>, consulté le 13 mars 2021.

⁷⁴⁹ Jean-Baptiste Duval, « Contrat d'armement de 12 milliards : Le Qatar n'en veut visiblement pas à Trump pour ses deux tweets », *Le Huffington Post* : 15 juin 2017,

important dans cette stratégie est que le gouvernement américain devrait reconnaître que certaines choses ne changeront pas. Par exemple, le désir du Qatar de maintenir des relations de travail avec l'Iran est essentiellement non négociable, en grande partie parce que les deux pays partagent le plus grand champ de gaz naturel au monde. À l'instar du Koweït et d'Oman, les relations du Qatar avec l'Iran présentent des avantages pour les intérêts de sécurité américains. Enfin, il faut garder à l'esprit que le meilleur résultat pour les Américains est un

<https://www.huffingtonpost.fr/2017/06/15/contrat-darmement-de-12-milliards-le-qatar-nen-veutvisibleme_a_22274049/>, consulté le 10 mars 2021.

Qatar plus modéré, et non un Qatar instable. Les actions qui déstabilisent rapidement le Qatar ou incitent les responsables qataris à s'associer à l'Iran ne sont pas dans l'intérêt de la sécurité des États-Unis. Téhéran se féliciterait de ce dernier résultat, et une autre capitale arabe tomberait donc sous l'influence iranienne⁷⁵⁰. Par conséquent, il est dans l'intérêt des États-Unis d'apaiser les tensions au sein du CCG et d'éviter des crises internes majeures qui pourraient déstabiliser non seulement les pays membres, mais aussi l'ensemble de la région. Pourtant, un certain nombre de responsables américains restent sceptiques à l'idée de voir les relations entre Washington et les monarchies du Golfe se développer davantage.

Le *Business Insider* publiait, en 2015, un article appelant les leaders américains à reconsidérer leurs relations privilégiées avec l'Arabie saoudite, première puissance du Conseil de coopération du Golfe. L'article souligne que Scott Fitzgerald a écrit que la capacité de garder à l'esprit deux idées opposées en même temps est le signe d'une intelligence de premier ordre. Quelque chose de similaire s'applique en politique étrangère. Ford Fraker, ancien ambassadeur en Arabie saoudite, décrit l'alliance comme « un mariage à long terme fondé sur des intérêts et des principes fondamentaux ». Ces intérêts ont changé un peu avec le temps. Désormais, ils peuvent être résumés en trois points : le pétrole, la lutte contre le terrorisme et la stabilité régionale. Ces trois facteurs étant nécessaires pour que Washington puisse préserver son rôle de

⁷⁵⁰ Lori Plotkin Boghardt, Simon Henderson, Matthew Levitt, Katherine Bauer, "US Options in the Qatar Crisis", *The Washington Institute*: 7 juin 2017, <<https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/us-options-qatarcrisis>>, consulté le 13 mars 2021.

leader dans la région, il est donc naturel qu'un partenariat « spécial » se soit développé au fil du temps⁷⁵¹.

Néanmoins, l'article souligne que le royaume d'Arabie saoudite reste un régime autoritaire où toute opposition politique est étouffée violemment. L'assassinat du journaliste Khashoggi à Istanbul reste sans doute l'affaire qui a déstabilisé Riyad sur la scène internationale et nationale. Même si elle n'a pas provoqué de manifestations majeures dans le pays, les tensions internes restent vives notamment entre les sunnites et les communautés chiites du royaume. Cependant, il est également précisé que si les États-Unis doivent reconsidérer leurs relations avec Riyad, ils doivent prendre en compte l'émergence de la Chine. Cela laisse l'argument selon lequel la maison des Saoud doit être soutenue parce qu'elle est stable. L'alternative pourrait être bien pire : l'idée d'une organisation comme l'État islamique contrôlant les plus grandes réserves de pétrole du monde est terrifiante. De plus, si l'Amérique devait se retirer du Golfe, il y a fort à parier que la Chine remplacerait la puissance américaine tôt ou tard⁷⁵². De plus, comme l'accord de Vienne entre les États-Unis et l'Iran a rendu possible une entente entre les deux pays, les monarchies du Golfe se précipitent vers d'autres stratégies pour assurer leur défense. Désapprouvant ce rapprochement, les membres du CCG ont développé des relations plus fortes avec Pékin. Bien que les États-Unis aient une histoire beaucoup plus longue et ancrée dans le golfe Persique que la Chine, Pékin agit rapidement pour attirer cette région riche dans sa sphère d'influence économique.

La *Belt and Road Initiative* (BRI—nouvelle route de la soie)⁷⁵³, la stratégie d'investissement de la Chine pour le développement international, a permis aux responsables chinois de consolider les relations avec le Qatar, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et d'autres alliés américains dans le Golfe, en finançant la construction de villes, de ports et de

⁷⁵¹ “America Should Reconsider Its Relationship with Saudi Arabia”, *The Business Insider*: 23 janvier 2015, <<https://www.businessinsider.com/america-should-reconsider-its-cozy-relationship-with-saudi-arabia-20151?IR=T>>, consulté le 16 mars 2021.

⁷⁵² *Ibid.*

⁷⁵³ La *Belt and Road Initiative*, ou la nouvelle route de la soie, est un programme transcontinental de politique et d'investissement à long terme qui vise le développement des infrastructures et l'accélération de l'intégration économique des pays le long de la route de la soie historique. L'initiative a été dévoilée en 2013 par le président chinois Xi Jinping et jusqu'en 2016, elle était connue sous le nom d'OBOR - *One Belt One Road*. Le 28 mars 2015, le plan officiel de l'initiative de la ceinture et de la route a été publié par la Commission nationale de développement et de réforme (NDRC), le ministère des Affaires étrangères (MOFA) et le ministère du Commerce (MOFCOM) de la République populaire de Chine, avec l'autorisation du Conseil d'État.

zones économiques spéciales. Pour leur part, les monarchies de la région tentent d'équilibrer la puissance américaine avec le capital chinois.

À plusieurs reprises, la relation entre les investisseurs chinois et leurs homologues arabes est devenue réciproque. En février 2019, Saudi Aramco a consacré 10 milliards de dollars à une raffinerie près de la ville chinoise de Panjin, à la suite d'un plan de 2017 pour un fonds d'investissement sino-saoudien de 20 milliards de dollars⁷⁵⁴. Le Qatar a précédé l'Arabie saoudite de plusieurs années, créant son propre fonds d'investissement de 10 milliards de dollars pour des projets en Chine en 2014⁷⁵⁵. Un an plus tard seulement, deux entreprises qataries ont acheté 49 % d'une entreprise chinoise impliquée dans l'industrie pétrochimique⁷⁵⁶. Qatar Airways, la compagnie aérienne nationale du Qatar et entreprise publique, a acheté 5 % de China Southern Airlines en 2015⁷⁵⁷.

Alors que le Golfe commence à se sevrer de l'industrie pétrolière, la poursuite des investissements en Chine est devenue une approche intéressante de diversification pour tous les États membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG). Les investisseurs chinois viennent également sans le bagage qui inhibe bon nombre de leurs homologues américains et européens. L'absence d'histoire de la Chine au Moyen-Orient a permis à la puissance mondiale d'Asie de l'Est d'éviter les obstacles qui ont freiné d'autres acteurs actifs dans la région, comme la Grande-Bretagne, la France, la Russie et les États-Unis, prenant parti dans certains des conflits les plus controversés du Moyen-Orient et gagnant des alliés comme des ennemis. En effet, la politique étrangère chinoise donne la priorité au non-interventionnisme. En ignorant plus ou moins les guerres par procuration en cours en Libye, en Syrie et au Yémen, cette diplomatie sans intervention a aidé Pékin à intégrer certains des rivaux les plus acharnés du Golfe – de l'Iran et de l'Arabie saoudite au Qatar et aux Émirats arabes unis – dans la *Belt and Road*

⁷⁵⁴ “Saudi Arabia Strikes \$10 bn to China”, *Al Jazeera English* : 22 février 2019, <<https://www.aljazeera.com/economy/2019/2/22/saudi-arabia-strikes-10bn-china-deal>>, consulté le 13 mars 2021. Zheng, Sarah, “China and Saudi Arabia to team up on US\$ 20 bn Investment Fund”, *South China Morning Post*, 24 august 2017, <<https://www.scmp.com/news/china/diplomacy-defence/article/2108175/china-and-saudi-arabia-team-us20-billion-investment>>, consulté le 17 mars 2021.

⁷⁵⁵ “Qatar Sets up US\$ 10 bn Fund to Invest in China”, *The Economist*: 7 novembre 2014, <<http://country.eiu.com/article.aspx?articleid=182473202&Country=Qatar&topic=Economy&subtopic=Forecast&subsubtopic=Policy+trends&u=1&pid=561808840&oid=561808840>>, consulté le 17 mars 2021.

⁷⁵⁶ Ali Sergie, Mohammed, “Qatar Companies to Invest \$5 bn in China for LNG Projects”, *Bloomberg*: 30 mars 2015, <<https://www.bloomberg.com/news/articles/2015-03-30/qatar-qatra-jv-to-build-1-000-filling-stations-in-china-ceo>>, consulté le 13 mars 2021.

⁷⁵⁷ « Qatar Airways Acquires 5 Percent of China Southern Airlines”, *Reuters* : 2 janvier 2019, <<https://www.reuters.com/article/us-qatar-csn-acquisition/qatar-airways-acquires-5-percent-of-china-southernairlines-idUSKCN1OW0PU>>, consulté le 15 mars 2021.

Initiative. Cette initiative économique a fait couler beaucoup d'encre aux États-Unis, où de nombreux articles ont souligné le danger que représente la route de la soie pour les intérêts, la stratégie et l'hégémonie des Américains dans la région. En janvier 2020, le *Council on Foreign Affairs* a publié un article qui met en évidence l'amplitude de cette initiative économique chinoise. Les auteurs de l'article soulignent que certains analystes voient le projet comme une extension troublante de la montée en puissance de la Chine, et comme les coûts de nombreux projets ont explosé, l'opposition s'est accrue dans certains pays.

Pendant ce temps, les États-Unis partagent la préoccupation de certains pays d'Asie selon laquelle la *Belt and Road Initiative* pourrait être un cheval de Troie pour le développement régional et l'expansion militaire de la Chine. Sous le président Donald J. Trump, Washington a sonné l'alarme sur les actions de Pékin, mais le gouvernement américain a eu du mal à offrir aux gouvernements de la région une vision économique plus attrayante. Les États-Unis ont partagé les préoccupations d'autres pays concernant les intentions de la Chine. Le développement des économies d'Asie du Sud et d'Asie centrale est un objectif de longue date des États-Unis, qui s'est intensifié après le début de la guerre menée en Afghanistan, et le pivot du président Barack Obama vers l'Asie. Le gouvernement de Barack Obama a souvent évoqué la nécessité pour l'économie afghane de dépasser l'aide étrangère et, en 2014, le ministre délégué aux Affaires étrangères de l'époque, William Burns, a engagé les États-Unis à ramener l'Asie centrale et du Sud « à son rôle historique de plaque tournante du commerce mondial, des idées et de la culture ». Dans cet esprit, le président démocrate a soutenu un gazoduc de 10 milliards de dollars à travers le Turkménistan, l'Afghanistan, le Pakistan et l'Inde. Il a également dépensé des milliards de dollars dans des projets routiers et énergétiques en Afghanistan et a utilisé sa force diplomatique pour aider à élaborer de nouveaux cadres de coopération régionale afin de favoriser les liens économiques entre les États-Unis et l'Asie centrale⁷⁵⁸.

L'article apporte également plusieurs interprétations. En effet, certains analystes ont appelé les États-Unis à approfondir leurs liens avec leurs partenaires asiatiques, comme le gouvernement Obama a tenté de le faire avec le partenariat transpacifique (TPP), un accord rejeté par son successeur. Le gouvernement de Donald Trump a plutôt tenté de contrer la *Belt and Road Initiative* avec le *Build Act*. Cela a consolidé l'*Overseas Private Investment*

⁷⁵⁸ Chatzky, Andrew et McBride, James, "China's Massive Belt and Road Initiative", *Council on Foreign Relations* : 28 janvier 2020, <<https://www.cfr.org/background/chinas-massive-belt-and-road-initiative>>, consulté le 16 mars 2021. ⁸⁴⁰ *Ibid.*

Corporation (OPIC), une agence gouvernementale américaine pour le financement du développement, avec des composantes de l'Agence américaine pour le développement international (USAID), en une agence distincte dotée d'un portefeuille d'investissement de 60 milliards de dollars. Bien que cette somme soit minime par rapport à celle que la Chine devrait dépenser pour la nouvelle route de la soie, à savoir plus d'un trillion de dollars, les défenseurs disent que les Américains cherchent à attirer un plus grand nombre d'investissements privés en prenant des risques. Pourtant, certains ont fait valoir que les États-Unis pourraient trouver une lueur d'espoir dans la *Belt and Road Initiative*. Jonathan E. Hillman, du *Center for Strategic and International Studies*, a déclaré que les États-Unis pourraient utiliser les projets de la BRI pour faire en sorte que la Chine paie pour des initiatives d'infrastructures en Asie centrale, qui sont également dans l'intérêt des Américains⁸⁴⁰.

Face à cette émergence chinoise en Asie et dans la région du golfe Persique, les États-Unis tentent de tirer profit des initiatives économiques chinoises. Néanmoins, les responsables américains craignent l'avancée de la Chine dans une région qui a toujours été dominée par les États-Unis. Doug Bandow, expert au *Cato Institute*, indique que la Chine est devenue plus agressive au niveau international. Bien que Pékin ne menace pas la sécurité américaine – personne n'imagine une attaque chinoise contre les États-Unis –, il pose un défi beaucoup plus grand pour l'influence américaine en Asie, le golfe Persique inclus. La Chine est en train de créer une armée capable de défier la domination traditionnelle de Washington sur l'Asie, jusqu'aux frontières chinoises. Pékin a pris une position de plus en plus affirmée envers ses voisins sur les conflits territoriaux, a cherché plus impitoyablement à accroître son pouvoir sur Taïwan et Hong Kong, et a lancé l'initiative *Belt and Road* pour gagner en influence économique et créer des bases militaires potentielles dans le monde entier. Le monde arabe n'est pas épargné par cette avancée chinoise. La République populaire de Chine s'est également rapprochée de la Russie pour contrer Washington⁷⁵⁹. Doug Bandow conclut : « Si personne ne doit sous-estimer le défi posé par Pékin, ce serait également une erreur de l'exagérer. L'Amérique devrait à nouveau ajuster sa perspective envers la Chine. Cette nation pose un défi sérieux, mais pas écrasant. Ce qui justifie une réponse proportionnelle dure, mais on ne doit pas

⁷⁵⁹ Bandow, Doug, "Is China or the Fear of China a Greater Threat", *CATO*: 29 septembre 2019, <<https://www.cato.org/commentary/china-or-fear-china-greater-threat>>, consulté le 13 mars 2021.

paniquer » ⁷⁶⁰. Or, dans le monde arabe, la Chine semble acquérir une autre dimension, notamment médiatique et culturelle.

Dans un article intéressant publié en novembre 2020, la BBC explique comment la Chine a gagné en influence dans le monde arabe et comment son image concurrence l'image américaine et occidentale. Depuis le lancement en 2013 du projet *Belt and Road* ciblant l'approvisionnement énergétique de la région riche en pétrole, la télévision centrale chinoise (*China Central Television, CCTN*) a intensifié sa couverture de la « communauté *Belt and Road* », en s'appuyant sur des liens historiques avec le Moyen-Orient. Le thème apparaît dans les bulletins d'information, les documentaires et les *talk-shows*. La télévision chinoise s'est associée à Oman TV pour produire des dessins animés sur la vie des marins, sur les anciennes routes maritimes, alors que la Chine cherche à étendre son influence dans le Golfe. En novembre 2018, *MBC Group*, une société saoudienne basée à Dubaï, a signé un accord de trois ans avec la *National Radio and Television Administration (NRTA)* de Chine. Le partenariat a débuté avec la diffusion par MBC d'un documentaire en cinq parties intitulé *Les mégaprojets chinois*. MBC met à disposition sur ses plates-formes des films chinois doublés tout en bénéficiant de formations et de technologies. Les partenariats avec la Chine sont également une aubaine pour les médias arabes d'État à court d'argent et pauvres en contenus. Ils viennent avec des avantages tels que la participation à des conférences et à des événements de formation en Chine. Le contenu chinois est également exempt de nudité et de questions politiquement sensibles, ce qui arrange les leaders des monarchies du Golfe qui craignent les avancées démocratiques dans leurs pays ⁷⁶¹. Or, les positions plus ou moins paradoxales des États-Unis envers les révolutions démocratiques arabes ont accentué leur manque de crédibilité et par conséquent ont permis aux Chinois, beaucoup plus cohérents dans leur position que les Américains, à faire leur entrée dans les médias arabes ; une entrée douce mais réelle. Ainsi, étant plus ou moins gênés par la présence chinoise en Asie et au Moyen-Orient, les Américains ont consolidé d'autres relations avec les pays arabes du Maghreb.

⁷⁶⁰ "While no one should underestimate the challenge posed by Beijing, it also would be a mistake to overstate it. America should adjust its perspective toward China once again. That nation poses a challenge - serious, but not overwhelming. Which warrants a proportional response: tough, but not panicked." *Ibid*.

⁷⁶¹ "How China Won over the Arab World", *BBC Monitoring*: 5 novembre 2020, <<https://monitoring.bbc.co.uk/inside-bbcm/47>>, consulté le 16 mars 2021.

4.2 La stratégie américaine au Maghreb

Pendant de nombreuses décennies, les États-Unis ont généralement accordé peu d'attention au Maghreb, car ils considéraient que cette région du monde arabe faisait partie de la zone d'influence de l'Europe, en particulier de la France. Cependant, à certaines périodes, les États-Unis ont manifesté un plus grand intérêt économique et politique. Il y a eu au moins quatre périodes au cours desquelles ils ont accordé une attention particulière au Maghreb : la Seconde Guerre mondiale, la période de décolonisation dans les années 1950 et 1960, le conflit au Sahara occidental et enfin la lutte antiterroriste au Sahel. Pendant la guerre froide, les États-Unis ont rarement perçu le Maghreb comme une entité régionale, malgré son importance géopolitique, et ont préféré maintenir des relations bilatérales avec chaque État. Le Maghreb en tant qu'entité régionale n'a été significatif que dans la mesure où les événements dans la région pouvaient avoir des conséquences négatives sur la stabilité de l'Europe du Sud, le flanc sud de l'OTAN. Tout au long de la période de la guerre froide, l'objectif principal était de freiner l'influence communiste et de promouvoir les intérêts occidentaux.

Malgré ses relations étroites avec le Maroc et la Tunisie, les États-Unis comptaient sur la France, ancienne puissance coloniale, pour jouer un rôle dominant dans la région. Ainsi, jusqu'au début des années 1990, il n'y avait pas de politique régionale américaine au Maghreb. Mais, depuis la fin de la guerre froide et l'effondrement de l'Union soviétique, une politique régionale américaine s'est progressivement dessinée. Depuis la fin des années 1990, la politique américaine a manifestement été favorable à l'émergence d'une entité régionale au Maghreb, une économie de marché intégrée suivant le concept d'une zone d'échanges. Même si la Libye a été initialement exclue de ce plan, les États-Unis vont désormais l'intégrer dans la zone qui s'étend de la Libye au Maroc et qui comprend le Sahara occidental. La normalisation des relations avec la Libye depuis décembre 2003, le rétablissement de relations diplomatiques complètes et le retrait de celle-ci de la liste des États qui parrainent le terrorisme, le 15 mai 2006, font de son intégration dans la région une question de temps.

Au cours de la période qui a suivi la guerre froide, l'intérêt de l'Amérique pour le Maghreb s'est accru d'abord grâce à la mondialisation inévitable ; mais plus encore, les événements du 11 septembre 2001 ont fait du Maghreb une zone stratégique pour la lutte antiterroriste. Par conséquent, depuis ces attaques, les États-Unis ont accordé une attention encore plus grande à ce sujet, d'autant plus que de nombreux membres du réseau terroriste alQaida, nommés les « Afghans arabes », étaient d'origine nord-africaine. À la fin des années

1990, les politiciens américains ont été attirés par une vision du Maghreb en tant qu'entité économique régionale prometteuse. Cependant, la situation de *statu quo* au Sahara occidental continue d'être une source de tension dans la région et reste le principal point de discorde entre l'Algérie et le Maroc, les deux pays qui forment l'épine dorsale du processus d'intégration régionale. Depuis son début en 1975, le conflit du Sahara occidental a aggravé les tensions dans les relations algéro-marocaines, rendant ainsi difficile l'intégration économique des pays maghrébins.

Pendant la majeure partie des années 1990, la principale préoccupation des États-Unis au Maghreb était la situation extrêmement instable en Algérie. L'instabilité du pays est également la principale raison pour laquelle les États-Unis, à l'instar d'autres pays, souhaitent maintenir le *statu quo* dans le conflit du Sahara occidental. La forte émergence de l'islamisme radical, le chaos envisagé par les analystes en cas de triomphe islamiste aux élections, ainsi que les conséquences imprévues du soulèvement armé, tout cela a renforcé l'importance stratégique du Maroc. Aux yeux des Américains et de nombreux Européens, en particulier des Français, le Maroc a été perçu, jusqu'aux attentats terroristes de Casablanca en mai 2003, comme un bastion en raison de sa prétendue stabilité intérieure et de sa situation géographique ; la plupart le considéraient comme un rempart contre l'islamisme radical. La crainte des États-Unis et aussi de l'Europe était que la déstabilisation de l'Algérie ou du Maroc puisse avoir des effets imprévus, avec des conséquences terribles pour l'Europe. Ainsi, un gouvernement marocain affaibli rendrait possible la montée de l'islamisme djihadiste radical à l'intérieur du pays, ce qui provoquerait alors une émigration massive vers l'Europe. Pendant la crise algérienne, en particulier dans la période 1992-1997, lorsque le terrorisme a dévasté le pays, on estime qu'environ un demi-million d'Algériens hautement qualifiés (ingénieurs en informatique, médecins, éducateurs, etc.) ont fui vers l'Europe et l'Amérique du Nord. Sans aucun doute, la crise en Algérie est l'événement majeur des années 1990 qui a incité les États-Unis à s'intéresser beaucoup plus au Maghreb.

Quant au Maroc, il reste le pilier majeur pour la politique américaine au Maghreb et au Moyen-Orient, en particulier pour la sixième flotte américaine en Méditerranée et pour le processus de paix au Proche-Orient. Avec la fin de la guerre froide, l'aide économique et militaire américaine avait considérablement diminué en raison des restrictions budgétaires du Congrès. Cependant, le Maroc a réussi à regagner très vite sa position d'allié important, pour plusieurs raisons. La première raison était le soutien du Maroc à la guerre du Golfe en 1991,

qui avait envoyé 2 000 soldats marocains en Arabie saoudite. La deuxième raison, comme déjà mentionné, était l'instabilité en Algérie. À une époque où le gouvernement algérien se battait pour sa survie et où le spectre d'une révolution islamiste radicale planait sur l'Afrique du Nord, le Maroc a assumé son rôle de rempart contre les forces extrémistes antioccidentales. Ainsi, le pays a de nouveau joué le rôle de protecteur des valeurs libérales contre « l'islamisme radical », après avoir rempli la fonction de rempart contre le communisme pendant la guerre froide. La capacité du roi Hassan II à réprimer les mouvements islamistes radicaux dans son pays lui a permis de devenir un agent particulièrement utile contre ces forces. Hassan II, sous son titre de « Commandeur des fidèles » et accepté comme tel par une partie de la population marocaine, a su favoriser une certaine stabilité grâce à sa capacité à institutionnaliser l'islamisme, mais aussi à sa tolérance envers certains groupes minoritaires, en leur permettant d'être actifs dans les limites qu'il s'était lui-même fixées.

Il est intéressant de noter que c'est cet aspect qui, en 1994, a été utilisé comme modèle par des responsables américains, comme le ministre adjoint des Affaires étrangères de l'époque, Robert Pelletreau, pour négocier un compromis entre le gouvernement algérien et les islamistes « modérés »⁷⁶².

La troisième raison du soutien américain au Maroc est peut-être liée à l'accélération des réformes économiques et à la libéralisation du marché, qui comprenait des privatisations à grande échelle, une approche qui coïncide avec l'un des objectifs idéologiques des États-Unis. Le soutien au Maroc au sein du Congrès américain est également significatif, principalement parce qu'il est considéré comme moins hostile envers Israël. Malgré les violations des droits de l'homme, les États-Unis n'ont pas changé leur politique à l'égard du Maroc. Ainsi, le gouvernement de George W. Bush a renforcé la coopération économique et militaire, en particulier dans la lutte contre le terrorisme. Pour les États-Unis, le Maroc se distingue également comme un modèle de démocratie au sein du monde arabe. L'ancien ambassadeur américain au Maroc, Edward Gabriel, a déclaré en novembre 2000 : « En ce qui concerne le Maroc, nous sommes très enthousiasmés par son expérience démocratique. Au ministère des Affaires étrangères américain, nous pensons que le Maroc est probablement la meilleure

⁷⁶² Yahia H. Zoubir, "Algeria and US Interests: Containing Radical Islamism and Promoting Democracy", *Middle East Policy*, 9: 1 (2002), p. 64-81.

expérience démocratique qui se déroule actuellement au Moyen-Orient »⁷⁶³. En novembre 2003, le président Bush a annoncé que les États-Unis prendraient de nombreuses mesures importantes pour renforcer les relations avec le Maroc, en particulier le développement de la coopération économique et militaire, ainsi que des mesures de lutte contre le terrorisme. Un an plus tard, ils accordaient au Maroc le statut de « principal allié non OTAN »⁷⁶⁴, une position partagée par le successeur de Bush, Barack Obama⁷⁶⁵. Cependant, si les relations avec le Maroc ont toujours été fluides, celles avec l'Algérie, pays stratégique du Maghreb, ont été marquées par d'importantes avancées mais également par une méfiance constante.

4.2.1 En Algérie, les États-Unis, un nouvel acteur

À la fin des années 1990, les relations entre les États-Unis et l'Algérie ont considérablement progressé à tous les niveaux par rapport à ce qu'elles étaient jusqu'à cette date. L'antagonisme politique et idéologique du passé a progressivement disparu. La meilleure illustration de cette évolution a été la visite officielle du président Abdelaziz Bouteflika aux États-Unis en juillet 2001. L'influence croissante de l'Algérie au sein de l'Organisation de l'unité africaine (OUA, aujourd'hui Union africaine) ainsi que l'importance accrue de l'axe Algérie/Nigeria/Afrique du Sud ne sont pas passées inaperçues à Washington, pouvant même être un promoteur actif (par rapport à l'échec du plan Omega soutenu par le Sénégal et la France, que le président sénégalais, Abdoulaye Wade, a tenté de relier au NEPAD). En ce qui concerne le conflit du Sahara occidental, les responsables américains sont conscients que sa résolution est impossible sans l'appui de l'Algérie. Cela explique la position américaine plus équilibrée et manifestement moins pro-marocaine ces dernières années. De plus, les États-Unis ont bien compris, avant le 11 septembre, qu'il était nécessaire de coopérer avec l'Algérie en ce qui concerne le terrorisme mondial. En effet, en mars 2001, le directeur du FBI, Louis Freeh, s'est rendu en Algérie pour demander l'assistance des autorités algériennes dans la lutte contre le réseau d'Oussama Ben Laden⁷⁶⁶.

⁷⁶³ "With regard to Morocco, we're very excited about its democratic experiment. We in the US State Department believe that Morocco probably is the best democratic experiment that currently is going on in the Middle East." *Ibid.*

⁷⁶⁴ Cf. <<http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/3776413.stm>>, consulté le 25 mars 2021.

⁷⁶⁵ Cf. <<https://www.al-monitor.com/originals/2017/02/us-policy-change-morocco-trump-white-house-chinarussia.html>>, consulté le 23 mars 2021.

⁷⁶⁶ Aghrout, Ahmed et Boughereira, Redha, *Algeria in Transition: Reforms and development Prospects*. London : Routledge, 2004, p. 173.

Les attentats du 11 septembre ont accéléré le rapprochement entre les deux pays, du moins en ce qui concerne la coopération en matière de sécurité. Malgré certaines réserves, l'Algérie a accepté de rejoindre la coalition internationale dirigée par les États-Unis. Ainsi, les autorités algériennes ont remis à Washington une liste de plusieurs centaines de suspects, militants islamistes algériens réfugiés en Europe et en Amérique, et ont également proposé leur coopération en matière de sécurité et d'échanges entre services secrets. L'ancien président Abdelaziz Bouteflika a effectué une dernière visite à Washington le 5 novembre 2001, principalement consacrée à la guerre mondiale contre le terrorisme⁷⁶⁷. Les Algériens ont obtenu des résultats politiques positifs lors de cette visite : soutien à la lutte contre le terrorisme en Algérie, soutien à la charte d'Alger de l'OUA sur la lutte contre le terrorisme, condamnation des prises de contrôle violentes du pouvoir en Afrique et approbation de la diplomatie algérienne en Afrique et en Méditerranée. La CIA, le FBI et la NSA (*National Security Agency*) continuent de solliciter l'aide de l'Algérie, qui a acquis une expérience inestimable dans la lutte contre le terrorisme.

Plus important encore, tout en refusant de vendre certains types d'armes à l'Algérie, les États-Unis ont accepté de fournir un équipement efficace aux forces de sécurité algériennes, permettant d'éliminer les groupes militants armés « résiduels » dans les zones rurales. Cela a bien sûr permis à l'Algérie de briser l'embargo militaire auquel elle était soumise depuis l'annulation du processus électoral en janvier 1992. Au début des années 2000, cependant, les États-Unis étaient disposés à examiner les demandes d'achats d'armes que l'Algérie pourrait fabriquer. En effet, à la suite de sa visite en Algérie en février 2006, le ministre de la Défense de l'époque, Donald Rumsfeld, a déclaré que les États-Unis étudiaient la possibilité de vendre des armes sophistiquées à l'Algérie, affirmant qu'« ils (les Algériens) ont des choses que nous désirons et nous avons des choses avec lesquelles nous pouvons être utiles »⁷⁶⁸.

Le ministre délégué aux Affaires du Proche-Orient, C. David Welch, a déclaré lors de son voyage à Alger, en mars 2006, que « si l'Algérie renforçait sa coopération militaire, y compris l'achat d'armes, la question serait étudiée en profondeur »⁷⁶⁹. Sans aucun doute,

⁷⁶⁷ Cf. <<https://www.nouvelobs.com/monde/20010712.OBS6324/bouteflika-en-visite-officielle-aux-usa.html>>, consulté le 13 mars 2021.

⁷⁶⁸ “They have things we desire and we have things we can be helpful with.” “Rumsfeld’s Algeria Agenda: Arms Sales and Closer Ties”, *The New York Times*: 13 février 2006, <<https://www.nytimes.com/2006/02/13/world/africa/rumsfelds-algeria-agenda-arms-sales-and-closer-ties.html>>, consulté le 20 mars 2021.

⁷⁶⁹ Metaoui, Fayçal, « Visite de David Welch en Algérie », *El Watan* : 15 mars 2006.

l'Algérie pourrait être intéressée par l'achat d'armes sophistiquées aux États-Unis, mais cela ne correspondrait pas à grand-chose, surtout par rapport à l'achat à la Russie, son fournisseur traditionnel depuis son indépendance en 1962. L'Algérie est un client précieux de l'industrie militaire russe. Après l'Inde (25 % des exportations russes) et la Chine (16 %), l'Algérie est le troisième client de Moscou (14 %). À elle seule, elle achète environ la moitié des armes russes exportées vers le continent africain. Avec 67 % des importations algériennes, la Russie est de loin le principal fournisseur de l'Algérie.

Si Alger est un client historique de Moscou, et ce, depuis l'époque soviétique, la visite de Vladimir Poutine à Alger en 2006 a marqué un tournant important. À cette occasion, le président russe a annoncé l'annulation de la dette algérienne, soit 4,7 milliards de dollars. Dans la foulée, l'Algérie s'est engagée à dépenser 7,5 milliards de dollars en armes russes⁷⁷⁰. Selon les médias russes spécialisés, entre 2006 et 2018, l'Algérie aurait dépensé plus de 13,5 milliards de dollars en armes russes. Entre 2000 et 2019, elle a acheté environ 200 avions (des hélicoptères et des avions de combat, y compris des MiG-29), 500 chars ainsi que des systèmes de défense antiaérienne (Pantsir et S-300). De plus, les équipements livrés ont été modernisés, à l'instar de l'avion Su-24 qui a été traité en Russie en avril 2020⁷⁷¹.

Néanmoins, il n'y a aucune preuve que les Algériens aient exprimé leur intérêt pour l'achat de nouveaux équipements militaires aux États-Unis. La question des achats d'armes est une évolution assez intéressante sachant que pendant près d'une décennie, en raison de l'embargo tacite auquel ils étaient soumis à la suite de l'annulation des résultats électoraux en 1992, les Algériens ont dû s'approvisionner sur des marchés alternatifs dans l'ancien bloc communiste, en Afrique du Sud et en Turquie. Naturellement, ce rapprochement entre Washington et Alger n'aurait pas été aussi facile sans le rôle régional de plus en plus important que l'Algérie joue dans la sauvegarde de la sécurité en Méditerranée et dans la région du Sahel, espace vital pour l'Alliance atlantique. L'OTAN, ayant reconnu l'importance de la relation qui existe entre la sécurité euro-atlantique et la stabilité en Méditerranée, a établi un programme de coopération, ainsi que des opérations conjointes en Méditerranée avec les forces algériennes, à la suite des visites de Bouteflika en décembre 2001 et en décembre 2002 au siège de l'OTAN en Belgique. Ces visites ont été suivies de fréquents voyages effectués par des officiers

⁷⁷⁰ Kondratenko, Tatiana, "Russian Arms Exports to Africa: Moscow's Long-term Strategy", *Deutsche Welle*: 29 mai 2020, < <https://www.dw.com/en/russian-arms-exports-to-africa-moscows-long-term-strategy/a-53596471>.>

⁷⁷¹ *Ibid.*

militaires algériens de haut rang au quartier général de l'OTAN. Le dernier exercice entre les forces maritimes de l'OTAN et les forces navales algériennes date du 14 septembre 2020, durant lequel ses responsables ont réitéré qu'une coopération renforcée entre l'OTAN et la marine algérienne était essentielle pour la sécurité maritime en Méditerranée⁷⁷².

D'un point de vue économique, les relations entre l'Algérie et les États-Unis ont connu une croissance remarquable. En juillet 2001, les deux pays ont signé un accord-cadre sur le commerce et l'investissement, instaurant une procédure de consultation qui a cédé la place à un accord bilatéral d'investissement, à des concessions commerciales mutuelles, élargissant ainsi l'accès aux ressources pétrolières et gazières algériennes aux firmes multinationales. L'objectif de l'accord était de doubler le volume des échanges et de permettre aux entreprises américaines d'accéder à une plus grande partie du marché algérien, notamment en ce qui concerne les hydrocarbures (en tenant compte du fait que les États-Unis sont actuellement le premier investisseur dans ce secteur), alors que la France, principal partenaire économique de l'Algérie, est loin derrière dans le secteur des hydrocarbures⁷⁷³. Lors de sa visite à Washington en juillet 2001, Bouteflika avait espéré que l'investissement américain en Algérie doublerait en 2005. Il semble cependant que ces dernières années, les entreprises américaines se soient également intéressées à d'autres secteurs en dehors de l'énergie, comme la finance, les produits pharmaceutiques, les télécommunications et l'informatique. Cependant, malgré cette évolution positive, les investissements américains, à l'exception du secteur des hydrocarbures, restent très faibles. L'instabilité de l'Algérie dans les années 1990 explique en partie le faible niveau des investissements directs étrangers (IDE) américains. La lenteur des réformes économiques, l'obsolescence de certaines infrastructures et la lourde bureaucratie ne sont que quelques-unes des raisons qui ont découragé les investisseurs américains.

Cependant, il convient de noter que l'Afrique du Nord en général n'attire pas une part importante des investissements étrangers mondiaux, même si, en 2019, le taux des investissements étrangers a augmenté de 11 %⁷⁷⁴. L'Algérie a réussi tout de même à attirer un flux d'IDE décent entre 2006 et 2011. Toutefois, récemment, il y a eu une forte baisse des investissements européens et un intérêt accru de la part des investisseurs du Golfe. Selon les

⁷⁷² "NATO Forces Train with Algeria", *NATO*: 16 septembre 2020, <<https://mc.nato.int/mediacentre/news/2020/nato-forces-train-with-algeria->>, consulté le 16 mars 2021.

⁷⁷³ Cf. <<https://dz.usembassy.gov/business/getting-started-algeria/>>, consulté le 13 mars 2021.

⁷⁷⁴ "Foreign Direct Investment to Africa Defies Global Slump, rises 11%", *CNUCED*: 12 juin 2019, <<https://unctad.org/fr/node/2172>>, consulté le 20 mars 2021.

données publiées par la CNUCED dans le *World Investment Report 2020*, les entrées des investissements étrangers ont légèrement diminué en 2019, atteignant 1,38 milliard de dollars américains, contre 1,46 milliard en 2018. Cette baisse est principalement due aux désinvestissements dans le secteur pétrolier et gazier. En revanche, le taux des investissements étrangers a augmenté, atteignant 31,9 milliards de dollars américains en 2019 (soit une hausse de plus de 10 milliards par rapport à 2010)⁷⁷⁵.

La coopération américano-algérienne s'étend progressivement à d'autres domaines, tels que ceux liés à l'activité parlementaire ou à la gestion des banques. En janvier 2006, par exemple, une délégation de la Conférence nationale des législatures d'État (NCSL) s'est rendue en Algérie pour partager son expertise avec les législateurs algériens. Le but de la délégation, qui s'inscrit dans le cadre de l'*US Middle East Partnership Initiative* (MEPI), était d'évaluer, sur la base de ce qui avait été accompli jusqu'alors, quels projets étaient susceptibles d'apparaître dans le nouveau programme de coopération. Une autre délégation du NCSL, dirigée par le sénateur républicain de l'Illinois Steve Rausschenberger, s'est rendue à Alger en mai 2006. Le 29 janvier 2019, les États-Unis et l'Algérie ont convoqué la quatrième session du dialogue stratégique, le ministre des Affaires étrangères Michael R. Pompeo et son homologue Abdelkader Messahel présidant leurs délégations respectives. Les deux ministres ont passé en revue le partenariat étroit et productif entre les États-Unis et l'Algérie et ont discuté des domaines de la future coopération américano-algérienne. Les deux gouvernements sont convenus de maintenir la coopération pour faire progresser les intérêts communs dans la stabilité régionale et la défaite des groupes terroristes, notamment AQMI et ISIS. Les deux parties ont souligné leur ferme soutien à un engagement interentreprises accru, à un commerce libre, équitable et réciproque et à un partenariat économique plus étroit. Les gouvernements ont également passé en revue les programmes culturels et éducatifs entre les deux pays et sont convenus d'intensifier le travail conjoint pour promouvoir les échanges éducatifs et protéger le patrimoine culturel⁷⁷⁶.

Les ministres Messahel et Pompeo ont souligné leur attachement à une relation de longue date entre les États-Unis et l'Algérie. Ces derniers prévoient de poursuivre les

⁷⁷⁵ “World Investment Report 2020”, UNCTAD: 2020, <https://unctad.org/system/files/officialdocument/wir2020_en.pdf>, p. 28-36.

⁷⁷⁶ Cf. <<https://www.bic-rhr.com/research/algeria-russia-strategic-partnership-assertive-geopolitical-move>>, consulté le 25 mars 2021.

consultations sur les sujets examinés lors du dialogue stratégique. Cependant, la Russie reste tout de même le partenaire essentiel et traditionnel de l'Algérie, ce qui a récemment suscité l'inquiétude des États-Unis. Si, jusqu'à cette date, les responsables américains n'ont pas évoqué ouvertement l'importance de l'Algérie dans la stratégie américaine dans le monde arabe (comme l'Égypte, l'Arabie saoudite ou le Maroc), le Pentagone a appelé en octobre 2020 à renforcer la coopération avec elle pour contrer la puissance russe en Afrique du Nord. La visite du chef du Pentagone américain est la deuxième visite officielle importante depuis celle de Donald Rumsfeld en 2006. Même si Hillary Clinton s'est rendue en Algérie, cette visite n'était pas d'une grande portée mais plutôt un arrêt avant d'effectuer une visite plus importante au Maroc.

Dans un cimetière militaire américain de la Tunisie voisine, où sont enterrés des milliers de soldats morts en Afrique du Nord pendant la Seconde Guerre mondiale, Mark T. Esper a souligné cette menace, affirmant que l'ordre international établi dans les décennies qui ont suivi ce combat était sous la contrainte en cette ère de compétition de grandes puissances. « Aujourd'hui, nos concurrents stratégiques, la Chine et la Russie, continuent d'intimider et de contraindre leurs voisins tout en étendant leur influence autoritaire dans le monde entier, y compris sur ce continent », a déclaré Mark Esper. « Le partenariat durable des États-Unis avec des pays partageant les mêmes idées – y compris ici en Afrique du Nord – est essentiel pour relever ces défis »⁷⁷⁷. Bruce Riedel, analyste américain en sécurité, en renseignements et en terrorisme, met en avant, dans un article publié dans *Brookings*, l'importance de consolider les liens avec l'Algérie, en dénonçant une politique étrangère américaine non inclusive. Pour lui, les États-Unis ont un intérêt à une transformation stable et non violente de l'Algérie en un gouvernement plus ouvert, transparent. « La continuation indéfiniment des États policiers à travers le monde arabe est une recette pour plus de terrorisme et d'extrémistes. En tant que grand pays arabe doté de réserves de pétrole et de gaz, une Algérie démocratique pourrait devenir un

⁷⁷⁷ “Today, our strategic competitors China and Russia continue to intimidate and coerce their neighbors while expanding their authoritarian influence worldwide, including on this continent... The United States’ enduring partnership with like-minded countries—including here in North Africa—is key to addressing these challenges.” Ryan, Missy, “Pentagon Calls for New Cooperation with Algeria to Counteract Growing Russian Influence in Africa”, *Washington Post*: 1^{er} octobre 2020, <https://www.washingtonpost.com/national-security/us-militaryafrica-russia/2020/10/01/ac53cf66-0415-11eb-8879-7663b816bfa5_story.html>, consulté le 20 mars 2021.

puissant symbole de réforme et d'élections libres. C'est précisément pourquoi les États réactionnaires sont inquiets »⁷⁷⁸.

Pour l'analyste américain, le gouvernement de Donald Trump a complètement négligé l'importance de l'Algérie en axant la politique étrangère américaine sur les Saoudiens et les Égyptiens. Il conclut : « Les États-Unis devraient suivre l'exemple de JFK et mettre leur poids public derrière le changement en Algérie. Les réactionnaires sont en fuite en Algérie aujourd'hui, plusieurs oligarques ont été arrêtés et les manifestations de rue ne se sont pas terminées. Le chemin à parcourir sera difficile pour le mouvement de réforme, le rôle de l'Amérique devrait être d'être avec eux »⁸⁶¹. À la suite de ces déclarations, l'ambassade américaine en Algérie a commencé à s'intéresser de plus près à d'autres aspects du pays, et notamment à la jeunesse, qui constitue plus de 70 % de la société algérienne.

Le *State Department* et la jeunesse algérienne

Depuis le début du « printemps arabe », l'Algérie assiste à des changements politiques, économiques et sociaux fondamentaux. Parmi ceux-ci, on retient principalement les changements politiques qui ont secoué *El Mouradia* ces dernières années. Certes, les changements politiques ou même les crises politiques ne sont pas un élément nouveau pour l'Algérie. Ce pays a déjà traversé des périodes de dislocation politico-sociale, comme dans les années 1990, avec la guerre civile qui a coûté la vie à plus de 200 000 Algériens. La jeunesse algérienne s'était déjà mobilisée en 1988 *via* un soulèvement populaire massif pour revendiquer plus de libertés. D'ailleurs, c'est grâce à ces manifestations que l'Algérie a pu expérimenter, pour la première fois depuis son indépendance, la création de plusieurs partis politiques autres que le FLN (Front de libération nationale). L'émergence d'un système politique multipartiste en Algérie a permis la diversification des opinions politiques qui, à leur tour, ont entraîné une plus grande liberté de la presse. En effet, presque tous les journaux algériens, quotidiens, hebdomadaires et autres sont nés pendant cette période appelée le « printemps algérien ». Cette avancée démocratique était unique dans le monde arabe.

⁷⁷⁸ “The continuation indefinitely of police states across the Arab world is a recipe for more terrorism and extremists. As a major Arab country with oil and gas reserves, a democratic Algeria could become a potent symbol for reform and free elections. Which is precisely why the reactionary states are worried.” Riedel, Bruce, “A Complicated Past, an Uncertain Future”, *Brookings*: 25 avril 2019, < <https://www.brookings.edu/blog/order-fromchaos/2019/04/25/algeria-and-america-a-complicated-past-an-uncertain-future/>>, consulté le 28 mars 2021.

⁸⁶¹ *Ibid.*

Cependant, le contexte du « printemps arabe » présente de nouvelles circonstances politiques pour l'Algérie et pour le monde arabe. Notamment, il s'agit d'une modification des jeux d'influences des puissances étrangères où les États-Unis s'imposent comme un acteur majeur. Après leur présence économique, c'est leur influence politique et culturelle qu'ils développent. La jeunesse algérienne en représente une cible privilégiée.

En 2011, de nouvelles portes s'ouvraient à la jeunesse algérienne qui devenait un acteur majeur pour l'établissement démocratique en Algérie. Premièrement, le rôle de la jeunesse algérienne était plus fort qu'en 1988, car l'effervescence politique n'était plus nationale mais régionale. Les « printemps » tunisien, égyptien, libyen, syrien et bahreïni ont renforcé la confiance de la jeunesse algérienne et son combat pour la démocratie. Deuxièmement, la jeunesse algérienne semble en quête de nouveaux partenaires pour réussir ce combat. Les derniers événements nous ont montré combien la jeunesse dans les pays arabes, qui sont donc des pays jeunes, compte pour améliorer la confiance et ouvrir de nouveaux horizons. En effet, le « printemps arabe », même s'il n'a pas encore fleuri en Algérie, a incité les jeunes Algériens à s'investir davantage dans la sphère politique de leur pays et à être conscients de l'importance de leur rôle politique et social. La France n'a pas encore assimilé les conséquences de cette effervescence populaire arabe, ou du moins l'a minimisée en Algérie. Par conséquent, elle est de plus en plus absente pour les jeunes Algériens. Toutefois, les autres puissances comme les États-Unis, la Grande-Bretagne ou encore le Canada ont profité de ces événements pour s'installer, se rapprocher, comprendre et accompagner les Algériens vers toute évolution politique future. Il convient donc de préciser que ce conflit d'influences étrangères (États-Unis/France) en Algérie représente un nouveau phénomène. D'ailleurs, la France a été prise de court par cette course des puissances étrangères en Algérie. Cette intuition, que nous avons pu constater à travers notre participation à des concours d'écriture, à des débats et tables rondes organisés par la délégation européenne en Algérie et par l'ambassade du Canada à Alger, se confirme à travers nos premières recherches sur le sujet. Cela nous amène ainsi à plusieurs interrogations : où en sont les relations américano-algériennes ? Quelle est la perception américaine de l'Algérie et de sa jeunesse ?

En effet, il est essentiel de souligner que sans aucun doute, la jeunesse est la véritable richesse de chaque nation. C'est elle qui garantit la sécurité et l'avenir en raison des capacités physiques, mentales et psychologiques qu'elle possède. C'est pour cela que les jeunes doivent être une priorité dans l'agenda de l'État et susciter une attention particulière pour le

développement de tous les secteurs, en particulier l'éducation, le travail, le divertissement... Cependant, il semble que la jeunesse algérienne fait face à des défis majeurs, qui n'ont pas lieu d'être si l'on se fie aux richesses naturelles considérables de l'Algérie. Les jeunes semblent les plus touchés par les transformations politiques, économiques et sociales. Aujourd'hui, le jeune Algérien souffre en effet d'un état de marginalisation et d'indifférence qui le conduit au désespoir et à la capitulation face à une réalité amère qui semble perpétuelle. Les jeunes sont victimes d'abandon et ont perdu leurs droits les plus fondamentaux, et ils font face à un avenir incertain.

Par conséquent, les États-Unis tentent aujourd'hui de se rapprocher d'une jeunesse algérienne en quête d'un futur plus décent *via* une multitude de programmes. Le Bureau des affaires éducatives et culturelles offre une gamme de programmes, notamment pour les jeunes, dans l'objectif de renforcer les capacités des futures générations et d'établir des liens durables entre les États-Unis et d'autres pays. Les programmes d'échanges concernent principalement les écoles secondaires et les universités afin de promouvoir la compréhension mutuelle, le développement du leadership, la transformation de l'éducation et les idéaux démocratiques. Le Bureau offre également des programmes pour les étudiants de premier et de deuxième cycle, ainsi que des possibilités de perfectionnement professionnel. Les responsables américains, sous le gouvernement de George Bush, n'ont accordé que très peu d'attention à la jeunesse algérienne.

Comme les priorités américaines à l'époque étaient de défaire le terrorisme, maintenir des leaders arabes autoritaires pour assurer une réponse ferme face aux terroristes était une stratégie indispensable tout au long de la présidence de George Bush. Les relations américanoalgériennes reposaient donc sur deux principaux enjeux : le terrorisme et le pétrole⁷⁷⁹. Cependant, sous la présidence de Barack Obama, les responsables américains ont cherché à diversifier leurs relations avec l'Algérie dans un contexte de révolution populaire. La jeunesse algérienne est donc devenue un public privilégié pour Washington afin de mieux cerner celle-ci et donc le futur de l'Algérie. Pour mener à bien cette mission, l'ambassade américaine en Algérie a mis en place plusieurs programmes culturels et intellectuels au profit des jeunes Algériens. Parmi ceux-ci, on cite principalement les programmes *Fulbright*, qui visent les

⁷⁷⁹ "Oil High on Agenda as Bush Meets Algerian Leader", *The New York Times*: 13 juillet 2001, <<https://www.nytimes.com/2001/07/13/world/oil-high-on-agenda-as-bush-meets-algerian-leader.html>>, consulté le 25 mars 2021.

jeunes enseignants et chercheurs. Ce programme a pour but de promouvoir un échange linguistique et culturel de haut niveau. Les Algériens sont invités à des séjours allant de trois à neuf mois pour enseigner l'arabe aux États-Unis et être formés dans la langue anglaise et la culture américaine pour, à leur tour, enseigner l'anglais en Algérie.

En plus des programmes *Fulbright*, il y a d'autres programmes visant à améliorer l'expérience des enseignants algériens, comme l'*American English E-Teacher* et le *SUSI for Secondary School Teachers*, s'adressant aux enseignants de l'enseignement secondaire. À cela viennent s'ajouter des programmes d'ordre politique visant à initier les jeunes Algériens à la gouvernance démocratique. Dans une période de changement politique et d'aspirations démocratiques, ces programmes ont permis aux jeunes Algériens, privés d'opportunité politique dans leur pays, de faire leur entrée dans le monde de la gouvernance et du leadership international. On cite le *Middle East Initiative Program*, les programmes d'études pour les « Leaders de Demain » ou l'*Algerian Youth Leadership Program*. D'autres programmes féministes sont également disponibles pour promouvoir le droit des femmes et encourager le développement du rôle de la femme algérienne, comme *TechWomen* ou encore le partenariat mondial pour le mentorat féminin, « Fortune ». Bien sûr, cette liste n'est pas exhaustive. Il existe d'autres programmes culturels pour les jeunes musiciens et artistes peintres, les scientifiques, les journalistes et les jeunes entrepreneurs, et même des programmes qui s'intègrent dans les écoles privées pour les mineurs, comme le programme « Access »⁷⁸⁰.

Face à cette multitude de programmes américains, beaucoup de jeunes Algériens ont pu expérimenter un échange avec les États-Unis, un pays qui autrefois était quasi inexistant sur la scène éducative et culturelle algérienne. De plus, cette volonté américaine de s'ouvrir au jeune public algérien a permis à Washington de se présenter comme un acteur important pour celui-ci, et à travers lequel il peut être puissant et entendu. En parallèle, l'ambassade américaine à Alger est très active sur les réseaux sociaux, sur YouTube où elle compte plus de 81 000 abonnés, sur Facebook avec plus de 800 000 personnes qui suivent son lien, sur Instagram avec plus de 133 000 abonnés. Ses vidéos, en langue arabe (et parfois en dialecte algérien) et anglaise, s'adressent principalement au jeune public algérien et évoquent divers sujets : l'éducation, l'art, le droit des femmes et les échanges commerciaux⁸⁶⁴.

⁷⁸⁰ Cf. <<https://dz.usembassy.gov/fr/education-culture-fr/echanges/>>. ⁸⁶⁴ Cf. <<https://www.youtube.com/user/USEmbassyAlgiers/videos>>.

Les États-Unis ont donc pu s'intégrer au sein de la société algérienne *via* sa jeunesse. Notons également que certains programmes sont nationaux, c'est-à-dire répandus dans l'ensemble des *wilayas* algériennes. Autrement dit, les programmes américains ne s'adressent pas à une jeunesse riche et privilégiée mais à l'ensemble de la jeunesse algérienne. Les programmes « Access », destinés à l'enseignement de la langue anglaise, sont implantés dans toutes les *wilayas*, y compris les plus défavorisées, comme celle de Mascara qui compte parmi les moins développées du pays. Cette stratégie américaine de rapprochement éducatif et culturel à l'égard de la jeunesse algérienne a permis à Washington de devancer la France, ancienne puissance colonisatrice et acteur traditionnel en Algérie. En effet, si la France demeure le premier partenaire économique de l'Algérie, les États-Unis sont devenus le premier partenaire de la jeunesse algérienne, pilier essentiel pour le futur du pays. D'ailleurs, cette perte d'élan de Paris en Algérie, notamment avec l'évolution des événements dans la région, nous amène à plusieurs interrogations : quelle est la vision américaine de l'Algérie ? Quelle est la vision française ? Ces visions sont-elles communes ou rivales ? L'Algérie est-elle aujourd'hui un champ de course pour les puissances étrangères (États-Unis, France, Chine, Russie) ?

4.2.2 Les États-Unis en Algérie : la confrontation avec les autres puissances

Dans un article paru en 2003, Bernard Ravenel, historien français, revient sur l'importance grandissante des États-Unis dans la région du Maghreb. En effet, pour cet historien, les Américains ont désormais abandonné leur stratégie qui consistait à confier à l'Europe la région nord-africaine. À partir des années 1990, et notamment à la suite de la chute de l'Union soviétique et au début de la guerre civile algérienne, Alger a commencé à entrer dans les préoccupations internationales américaines. En avril 1996, il revient à Robert Pelletreau, ministre adjoint pour les Affaires du Proche-Orient, de retour d'Algérie où il exerçait en tant que diplomate de 1973 à 1975, de définir, devant la commission des affaires étrangères du Sénat, la politique officielle des États-Unis à l'égard de cette « importante nation d'Afrique du Nord ». Pour ce diplomate américain, Washington devait absolument déployer une politique authentique envers l'Algérie et ne plus compter sur la présence européenne, française en particulier. Dans son discours de 1996, il déclare :

« L'Algérie est la deuxième plus grande nation d'Afrique et joue un rôle de leadership en Afrique du Nord, au Moyen-Orient et dans la région méditerranéenne dans son ensemble. L'Algérie soutient le processus de paix au Moyen-Orient et est importante pour les efforts régionaux de renforcement de la sécurité, de la stabilité et de la paix. Au-delà de l'intérêt géopolitique dans la stabilité régionale, les intérêts américains comprennent aussi des investissements publics et privés américains assez considérables dans le secteur algérien des hydrocarbures. L'Algérie siège régulièrement à l'OPEP »⁷⁸¹.

Robert Pelletreau revient également, dans son discours, sur la guerre civile qui a ravagé le pays et affirme : « Nous croyons que la réconciliation entre les Algériens qui rejettent la violence et acceptent l'État de droit, qu'ils soient laïcs ou islamistes, offre le meilleur espoir pour le pluralisme démocratique en Algérie »⁷⁸². Dans son article, Bernard Ravenel pose ainsi la confrontation entre les États-Unis, l'Europe et la France en Algérie. Il écrit :

« Depuis les années 1997-1998, tout se passe comme si les États-Unis semblaient avoir décidé de se confronter directement avec tout ce qui constitue la présence française en Algérie, dans une logique de concurrence de marché. Dans tous les domaines, la compétition paraît impitoyable. L'Union européenne ne reste pas inactive et a signé en 2002 l'accord d'association prévu dans le cadre du processus de Barcelone, quitte à ne pas être très regardante sur la question des droits de l'homme qui conditionne de fait la mise en œuvre de cet accord (...). Ce contentieux franco-américain, et euro-américain tel qu'il s'exprime à propos de la guerre contre l'Irak, trouve avec l'Algérie un autre espace d'application. Reste à savoir ce qu'en penseront les premiers intéressés, les Algériens eux-mêmes »⁷⁸³.

Aujourd'hui, nous pouvons désormais déduire que la volonté des Algériens de consolider leurs relations avec les États-Unis reste positive notamment sur le plan des hydrocarbures, de l'éducation (langue anglaise) et de la culture.

Les déclarations de Bernard Ravenel restent toujours d'actualité puisque, dans un article plus récent paru en 2021, Sarah Yerkes, experte au *Carnegie Middle East Program*, et Thomas Hill, expert à l'*United States Institute of Peace* (USIP), expliquent que l'Algérie et la région nord-africaine sont stratégiques pour les États-Unis et que Washington doit dresser une stratégie

⁷⁸¹ "Algeria is the second-largest nation in Africa and plays a leadership role in North Africa, the Middle East, and the greater Mediterranean region. Algeria supports the Middle East peace process and is important for regional efforts to enhance security, stability, and peace. Beyond a geopolitical interest in regional stability, US interests also include sizable public and private investment in Algeria's hydrocarbon sector. Algeria currently chairs the OPEC." Pelletreau, Robert, "US Policy Toward Algeria", Subcommittee on Near East and South Asian affairs of the Senate Foreign Relations Committee, 16 avril 1996, <<https://heinonline.org/HOL/LandingPage?handle=hein.journals/dsptch16&div=141&id=&page=>>>, consulté le 20 mars 2021.

⁷⁸² *Ibid.*

⁷⁸³ Ravenel, Bernard, « L'Algérie s'intègre dans l'empire », *Confluences Méditerranée*, printemps 2003, n° 45, <https://www.revues-plurielles.org/_uploads/pdf/9_45_10.pdf>, p. 116-117, consulté le 20 mars 2021.

claire et permanente dans cette partie du monde arabe. Cette attention américaine est due aux soulèvements populaires qui secouent toujours ce pays stratégique de l’Afrique du Nord. En effet, l’Algérie est au milieu d’un soulèvement populaire qui a déjà renversé l’un des autocrates les plus anciens de la région. Après plus d’un an de manifestations hebdomadaires régulières (interrompues par la quarantaine liée à la Covid-19), le peuple algérien et le gouvernement soutenu par l’armée sont dans une impasse. Les manifestations ont éclaté après que l’ancien président Abdelaziz Bouteflika a annoncé son intention de briguer un cinquième mandat, une décision qui a poussé les Algériens, frustrés par plus de vingt ans de corruption endémique, de gouvernement inefficace et d’opacité politique, dans la rue. Bouteflika a démissionné le 2 avril 2019.

Après une période intérimaire avec un chef d’État par intérim, Abdelmadjid Tebboune est devenu président en décembre 2019. Les manifestants réclament une renégociation des relations entre l’État, le peuple et l’armée. Alors que les manifestants sont restés non violents, le gouvernement a réprimé les formes publiques de dissidence, arrêtant des manifestants pacifiques, des journalistes et des critiques présumés du gouvernement. Cependant, pour Sarah Yerkes et Thomas Hill, les États-Unis sont restés à l’écart de ce changement politique primordial et ont manqué de définir une stratégie claire face aux protestations algériennes, appelant les autorités américaines à donner plus d’importance aux changements politiques en Algérie⁷⁸⁴.

Comme le soulignent les deux auteurs, les États-Unis fournissent très peu d’aide à l’Algérie, et la récente décision du gouvernement de Donald Trump de reconnaître formellement la souveraineté marocaine sur la région contestée du Sahara occidental est susceptible de diminuer leur peu d’influence sur Alger. Tout effort des États-Unis pour encourager la réforme en retenant ou en offrant un financement supplémentaire a peu de chance de donner des résultats significatifs. En 2018, le gouvernement américain a dépensé 2,13 millions de dollars en Algérie, dont près de la moitié est allée à l’aide humanitaire, avec seulement 20 000 dollars consacrés à la promotion de la démocratie et de la bonne gouvernance. L’une des raisons du faible niveau d’assistance est la suspicion de nombreuses formes d’implication étrangère de la part du gouvernement et du peuple algériens. Les appels du gouvernement américain à des propositions

⁷⁸⁴ Yerkes, Sarah et Thomas, Hill, “A New Strategy for US Engagement in North Africa: A Report of North Africa Working Group”, *Carnegie Endowment for International Peace*: 23 février 2021, <<https://carnegieendowment.org/2021/02/23/new-strategy-for-u.s.-engagement-in-north-africa-report-of-northafrica-working-group-pub-83926>>, consulté le 20 mars 2021.

de soutien de la société civile concernant l'amélioration de la démocratie et de la gouvernance n'ont reçu aucune réponse des ONG algériennes. Ainsi, en Algérie, le gouvernement Biden aura besoin d'une approche délicate qui considère la façon dont le sentiment populaire envers les États-Unis peut être influencé par leur décision de reconnaître formellement les revendications marocaines sur la région du Sahara occidental. À ce titre, les États-Unis devraient rechercher des partenariats avec des institutions multilatérales régionales et des initiatives qui ont la confiance du peuple et du gouvernement algériens, plutôt que par une intervention ou un engagement direct⁷⁸⁵. L'article fait également référence à l'importance de la présence chinoise et russe en Algérie et dans l'ensemble de la région. C'est cette présence qui fait de l'Algérie un pays difficile à appréhender pour les États-Unis.

L'intérêt des États-Unis pour l'expansion militaire chinoise en Afrique s'est concentré sur Djibouti, où la Chine a établi sa première base militaire à l'étranger en 2017 ; mais sa présence militaire se développe dans toute l'Afrique du Nord. En 2016, la Chine a dépassé la France en tant que premier exportateur de l'Algérie, qui est désormais le troisième acheteur d'armes de la Chine dans le monde⁷⁸⁶. L'Algérie et la Chine entretiennent des relations bilatérales chaleureuses ancrées dans une vision du monde similaire, avec un engagement inébranlable envers la souveraineté de l'État. De même, l'Algérie et la Russie entretiennent des relations très étroites, notamment en matière de coopération militaro-militaire. L'Algérie a l'un des plus gros budgets de défense en Afrique et achète une grande partie de son équipement militaire à la Russie. L'Algérie représente la moitié de toutes les ventes d'armes russes à l'Afrique⁷⁸⁷. Alors que les États-Unis ont tenté d'attirer Alger, l'USAFRICOM a décrit cet effort comme le fait de « ramper, marcher, courir », reconnaissant qu'il faudra du temps pour développer la coopération entre les deux pays. De plus, le conflit algéro-marocain sur le Sahara occidental rend difficile le rapprochement entre Washington et Alger. Les États-Unis souhaitent depuis longtemps une nouvelle relation avec le gouvernement algérien, un pays traditionnellement proche de la Russie, et l'amélioration des relations bilatérales américanoalgériennes sera difficile pour Joe Biden.

⁷⁸⁵ *Ibid.*

⁷⁸⁶ Mazran, Karim et Daniel J. Samet, "China Has Quietly Carved Out a Foothold in North Africa", *Diplomat*: 26 juillet 2019, <<https://thediplomat.com/2019/07/china-has-quietly-carved-out-a-foothold-in-north-africa/>>, consulté le 13 mars 2021.

⁷⁸⁷ Samuel Ramani, "Russia's Cautious Calculus in Algeria", *Sada* (blog), Carnegie Endowment for International Peace : 22 mars 2019, <<https://carnegieendowment.org/sada/78667>>, consulté le 13 mars 2021.

Depuis la proclamation du 10 décembre 2020, il est difficile pour Joe Biden de ne pas reconnaître les revendications marocaines sur le Sahara occidental sans nuire aux relations américano-marocaines. À l'inverse, si le gouvernement de Joe Biden accepte la proclamation et adopte la politique du gouvernement de Donald Trump, il sera très difficile pour les États-Unis et l'Algérie d'établir la confiance⁷⁸⁸. Le nouveau président démocrate devra faciliter la fin du conflit du Sahara occidental d'une manière qui conviendra à toutes les parties, y compris le peuple sahraoui, s'il entend mettre en œuvre une stratégie régionale plus large. L'intégration économique régionale, l'élargissement de la coopération militaro-militaire et la promotion d'une posture pro-américaine sont désormais plus difficiles à réaliser après la proclamation du 10 décembre 2020 qui a reconnu la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental⁷⁸⁹.

Un autre point important est l'intransigeance algérienne envers la reconnaissance d'Israël et son soutien indéniable à l'égard de la cause palestinienne, qui compliquent le rapprochement entre les deux pays. Comme Rabat a reconnu Israël en 2021, il est plus qu'évident que le Maroc constitue aujourd'hui un allié américain plus fiable que l'Algérie.

Néanmoins, Geoff Porter, fondateur et président du *North Africa Risk Consulting*, met en avant l'importance de l'Algérie pour les États-Unis et l'implication possible pour les intérêts américains en Afrique du Nord de l'opportunité, laissée par Washington à d'autres puissances comme la Russie et la Chine, de s'ancrer davantage en Algérie. En effet, pour Geoff Porter, bien que les États-Unis aient une exposition diplomatique, économique et militaire directe minimale en Algérie, ils y possèdent des partenariats de sécurité et d'investissement. Les États-Unis reconnaissent l'importance de l'Algérie pour son influence sur les efforts de lutte contre le terrorisme, les flux migratoires, les perturbations énergétiques et la contagion de l'instabilité en Afrique du Nord, au Sahel et au Sahara, en Afrique subsaharienne et en Europe. Grâce à un traité d'entraide judiciaire avec l'Algérie, le FBI dispense une formation aux forces de l'ordre algériennes, et le Bureau de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent du Département d'État américain fournit une assistance aux activités de lutte contre le terrorisme le long de la frontière algérienne. Cependant, l'armée américaine ne mène pas de programme de renforcement des capacités de ses partenaires et n'a pas non plus d'accord sur le statut des forces avec l'armée algérienne. Les investissements américains sont également limités au secteur

⁷⁸⁸ Maggie Ybarra, "The Politics of Selling Weapons to Algeria", *Center for the National Interest*: 7 mars 2019, <<https://nationalinterest.org/feature/politics-selling-weapons-algeria-46362>>.

⁷⁸⁹ White House Statement, December 10, 2020, <<https://www.whitehouse.gov/presidential-actions/proclamationrecognizing-sovereignty-kingdom-morocco-western-sahara/>>.

pétrolier et gazier, ainsi qu'à certaines activités du secteur pharmaceutique. Le total des investissements directs étrangers (IDE) américains en Algérie s'élève à moins de 5 milliards de dollars.

L'auteur met en garde les alliés européens contre la dépendance européenne croissante à l'égard du gaz russe en écrivant : « Une dépendance accrue de l'Europe vis-à-vis des approvisionnements en gaz russe donnerait à Moscou plus d'influence sur les alliés européens des États-Unis »⁷⁹⁰. Or, il met également en évidence que l'Algérie est devenue une scène où toutes les puissances tentent de s'imposer progressivement, même les monarchies du Golfe. Face à cette course, il est important pour les États-Unis de se munir d'une stratégie de rapprochement envers Alger. Cette stratégie devra commencer par une meilleure promotion démocratique de la part de Washington en Algérie. Compte tenu du rôle du ministère des Affaires étrangères dans la promotion de la démocratie dans le monde, il devrait mener cette entreprise et tirer parti des relations diplomatiques avec ses homologues algériens, notamment à travers le dialogue stratégique américano-algérien et les efforts de l'ambassadeur américain en Algérie. Les organisations non gouvernementales américaines ont historiquement une présence minimale en Algérie, et leurs efforts de communication et de sensibilisation auraient probablement peu d'effets.

Les États-Unis devraient donc mettre l'accent sur la promotion démocratique, et ceci, en relation directe avec les responsables algériens. En effet, en raison du douloureux héritage de la présence coloniale de la France en Algérie, Paris ne peut aborder les problèmes algériens que de manière limitée. Ensuite, Washington devrait, selon Geoff Porter, encourager un partenariat économique plus vaste avec Alger. Les États-Unis pourraient tirer parti de leurs relations avec les voisins de l'Algérie et les alliés européens pour prévenir l'instabilité et encourager la diversité économique dans le pays. En créant une stratégie plus large pour la région, avec le Maroc, la Tunisie et l'Union africaine (UA), les États-Unis pourraient endiguer les troubles et réduire le risque de contagion de l'instabilité des pays voisins⁷⁹¹.

Nous pouvons ainsi déduire qu'en raison de l'importance des relations UE-Algérie, les États-Unis devraient développer une stratégie multilatérale et pourraient travailler avec l'Union

⁷⁹⁰ Porter, D. Geoff, "Political Instability in Algeria", *CFR*, 7 mars 2019, <<https://www.cfr.org/report/politicalinstability-algeria>>, consulté le 24 mars 2021.

⁷⁹¹ *Ibid.*

européenne pour renforcer indirectement la diversification économique et la stabilité régionale tout en respectant la souveraineté de l'Algérie. En utilisant les relations avec les organisations multilatérales et les alliés et partenaires régionaux, les États-Unis pourraient mieux comprendre les événements en Algérie. Pour fournir une alerte précoce de l'instabilité en Algérie, ils pourraient accroître le partage de renseignements avec le Maroc et la Tunisie et développer les programmes de renforcement des capacités des partenaires avec les militaires marocains et tunisiens. Ils pourraient acquérir des connaissances supplémentaires sur la politique algérienne, qui est opaque et mal comprise à Washington, en travaillant plus étroitement sur des questions pour lesquelles l'Algérie fait preuve d'expertise et d'intérêt. Par exemple, l'Algérie a été profondément impliquée dans la création de solutions durables à la crise politique et sécuritaire dans la Libye voisine, en facilitant le dialogue entre les différentes parties libyennes au conflit. Washington pourrait gagner le soutien des élites d'Alger en reconnaissant et en soutenant ces efforts de courtage de paix.

L'Algérie a également une vaste expérience des problèmes de sécurité sahariens et sahéliens, bien que celle avec l'Afrique subsaharienne soit généralement négligée par le Nigeria, l'Afrique du Sud et les pays du golfe de Guinée, et par le ministère des Affaires étrangères. Si les États-Unis collaborent avec l'Algérie sur les questions de l'Afrique subsaharienne, ils pourraient également mobiliser les préoccupations des États de cette région et leurs relations avec l'Algérie, créant ainsi des liens interrégionaux plus solides. Dans cette optique, les États-Unis pourraient encourager l'Algérie à participer au Groupe consultatif sur la prévention et la stabilisation dans la région du lac Tchad, en qualité d'observateur, et faciliter sa participation à titre consultatif auprès du Groupe des cinq pour le Sahel (G5 Sahel).

La prévention de l'instabilité politique en Algérie présente un défi politique pour les États-Unis, car les options pour le faire sont extrêmement limitées. Outre l'opacité du processus décisionnel en Algérie et le niveau relativement faible des interactions entre les responsables américains et leurs homologues algériens, elle résiste à toute atteinte à sa souveraineté. En conséquence, les propositions américaines destinées à orienter l'Algérie vers une trajectoire politique plus certaine et à s'éloigner de l'instabilité potentielle devraient être limitées à des initiatives indirectes impliquant principalement de travailler avec d'autres parties intéressées, telles que la France et l'Italie. Les mesures préventives doivent être conçues pour le long terme, au-delà de la contingence immédiate. Elles doivent viser à atténuer les pressions sociales en contribuant à la croissance économique de l'Algérie et en forgeant des liens plus solides avec

elle pour mieux anticiper sa trajectoire politique. Ces mesures devraient inclure l'appui au processus électoral algérien, l'encouragement des réformes économiques par la diplomatie et la communication, une collaboration plus étroite avec les voisins de l'Algérie en Afrique du Nord et avec les alliés européens, et l'amélioration de la compréhension par les États-Unis du fonctionnement interne du système politique algérien pour que Washington puisse se considérer comme un acteur réel sur la scène algérienne.

4.2.3 Le Maroc : pilier de la stratégie américaine au Maghreb

Depuis son indépendance en 1956, le Maroc a reçu plus d'aides financières américaines que tout autre pays arabe, à l'exception de l'Égypte. À partir de 1975, lorsque le conflit au Sahara occidental a commencé, le Maroc avait obtenu plus d'un cinquième de l'aide américaine totale à l'Afrique, avec plus d'un milliard de dollars américains rien qu'en aide militaire. En 2002, il a reçu 72 % de l'aide américaine totale accordée aux trois pays du Maghreb central. En 2005, l'aide représentait 81,8 %, soit près de 58 millions de dollars américains. L'aide militaire s'élève désormais à 20 millions de dollars afin d'aider le Maroc non seulement à arrêter l'immigration clandestine, mais aussi, et surtout, à protéger ses frontières et à poursuivre la lutte contre le terrorisme. Plus important encore, en 2004, les États-Unis et le Maroc ont signé un accord bilatéral de libre-échange, qui est entré en vigueur en janvier 2006. Aujourd'hui, l'assistance américaine au Maroc s'est élargie à d'autres secteurs. Selon le ministère des Affaires étrangères américain, l'aide des États-Unis au Maroc renforce la capacité du gouvernement marocain (GOM) de promouvoir la sécurité et de prévenir les actes de terrorisme tout en s'attaquant aux principaux facteurs d'instabilité, tels que la marginalisation politique et sociale. L'aide américaine à l'éducation et à la croissance économique vise à améliorer la productivité et l'accès aux opportunités économiques. Ce soutien a un impact positif au-delà des frontières du Maroc, au Moyen-Orient et en Afrique, renforçant l'émergence du Maroc en tant que partenaire majeur des efforts de stabilisation régionale.

L'USAID, la *Middle East Partnership Initiative* (MEPI) et la *Millennium Challenge Corporation* travaillent avec le Maroc pour faire progresser les relations économiques américano-marocaines et promouvoir la bonne gouvernance. L'USAID travaille avec le Maroc pour renforcer l'enseignement primaire et la formation professionnelle, soutient les initiatives de la société civile qui répondent aux besoins des jeunes marginalisés et œuvre pour élargir la participation des citoyens à la gouvernance. La MEPI renforce les capacités de la société civile, tout en permettant à ses organisations de soutenir l'autonomisation des femmes, le leadership

des jeunes et le volontariat, un engagement civique accru, l'esprit d'entreprise, la formation professionnelle et le développement des petites entreprises. La *Millennium Challenge Corporation* met en œuvre son deuxième pacte avec le gouvernement du Maroc, d'un montant de 450 millions de dollars, afin d'améliorer l'accès à un enseignement secondaire de meilleure qualité et à des programmes de développement de la main-d'œuvre, et d'aider le pays à accroître la productivité des terres.

Les États-Unis collaborent avec le Maroc dans le cadre d'une série de programmes visant à renforcer les capacités des deux pays à travailler ensemble sur les questions de sécurité régionale, notamment la lutte contre le terrorisme et le trafic illicite. Le financement militaire étranger soutient la modernisation de l'armée marocaine, et l'éducation et la formation militaires internationales contribuent à améliorer l'interopérabilité militaire des États-Unis et du Maroc. Le Bureau des stupéfiants internationaux et des affaires de maintien de l'ordre s'associe à la police nationale marocaine, à l'administration pénitentiaire et au pouvoir judiciaire pour appuyer le programme de réforme du Maroc. Le programme de contrôle des exportations et de sécurité des frontières connexes renforce la capacité du Maroc à lutter contre la prolifération des armes nucléaires, chimiques et biologiques, et l'assistance antiterroriste soutient l'expertise marocaine en matière de gestion des crises, de sécurité aux frontières et d'enquêtes sur le terrorisme. Sur le plan économique, le Maroc est le premier partenaire maghrébin des États-Unis. Comme il cherche à s'imposer comme un acteur maghrébin majeur pour l'expédition, la logistique, les finances, l'assemblage et les ventes, environ 150 entreprises américaines opèrent au Maroc, en particulier dans les secteurs des énergies renouvelables, des infrastructures, de l'aviation et des technologies environnementales. Le Maroc est le seul pays du Maghreb à avoir une ligne aérienne directe entre Casablanca et New York.

Comme nous l'avons souligné auparavant, en 2006, le Maroc a conclu un accord de libre-échange (ALE) avec les États-Unis. Depuis son entrée en vigueur, les exportations marocaines vers les États-Unis ont plus que doublé, et les exportations américaines vers le Maroc ont plus que quadruplé. De 2005 à 2019, la valeur totale des marchandises marocaines exportées vers les États-Unis est passée de 446 millions de dollars à 1,582 milliard de dollars, et les exportations américaines vers le Maroc sont passées de 481 millions de dollars à 3,496 milliards de dollars⁷⁹². L'ALE a ouvert la voie à une augmentation des investissements directs

⁷⁹² U.S. Relations With Morocco, Bilateral Relations Fact Sheet, Bureau of Near Eastern Affairs, 5 novembre 2020, < <https://www.state.gov/u-s-relations-with-morocco/> > consulté le 10 novembre 2021.

étrangers en contribuant à améliorer le climat des affaires au Maroc, à harmoniser les normes et à créer des garanties juridiques pour les investisseurs. Si le Maroc a considérablement amélioré son environnement commercial, les entreprises étrangères rencontrent toujours des problèmes liés à la lenteur de la bureaucratie et au manque d'opportunité judiciaire.

Il convient toutefois de noter que malgré son soutien avéré au Maroc, Washington a pendant longtemps refusé de reconnaître sa souveraineté dans le différend sur le Sahara occidental. Ce n'est que sous le gouvernement de Donald Trump, avec la proclamation du 10 décembre 2020, que Washington a enfin reconnu que le Sahara occidental est une partie intégrante du Maroc. Néanmoins, les États-Unis ont précisé à plusieurs reprises que l'accord commercial avec le Maroc ne s'appliquait pas au Sahara occidental, afin d'éviter un conflit avec les membres du Congrès américain qui sont favorables à la tenue d'un référendum sur le territoire contesté, mais aussi pour éviter l'hostilité avec l'Algérie qui soutient les nationalistes sahraouis et ne reconnaît pas l'occupation de Rabat. Les demandes marocaines aux États-Unis d'imposer une solution favorable au Maroc dans le différend ont été une source de débats au sein du Congrès américain. En fait, en 2006, les États-Unis ont demandé à plusieurs reprises au Maroc de faire une proposition sérieuse pour aider à résoudre le conflit. Gordon Gray, ministre adjoint des Affaires du Proche-Orient, a déclaré récemment qu'en ce qui concerne le Sahara occidental, « les États-Unis continuent de rechercher une solution politique acceptable, dans le cadre des Nations unies, et ne souhaitent absolument pas imposer une solution. Le gouvernement marocain a récemment exprimé sa volonté de rédiger un plan d'autonomie pour le Sahara occidental ; les États-Unis ont encouragé le Maroc à présenter une proposition crédible afin que toutes les parties puissent l'analyser »⁷⁹³.

Une façon d'examiner l'importance du différend du Sahara occidental pour les États-Unis est de comparer les positions prises par le Congrès et la Maison-Blanche. Le Congrès est divisé. Certains soutiennent le Maroc et soulignent le rôle clé de Rabat dans la guerre contre le terrorisme et les conflits au Moyen-Orient, la force des liens historiques entre les États-Unis et le Maroc et les réformes démocratiques dans le royaume ; d'autres soutiennent le droit des

⁷⁹³ “The Moroccan government has recently expressed its willingness to write up an autonomy plan for Western Sahara; the United States encouraged Morocco to present a credible proposal so that all parties can analyze it (González de Castejón, 2006). When finally Morocco proposed the autonomy plan in April 2007, the US State Department gave it full support, describing it as ‘a serious and credible proposal to provide real autonomy for the Western Sahara’.” Zoubir, Yahia. “The United States and the Question of Western Sahara: a low Priority in US Foreign Policy”, *Africana Studia*, n°29, (2018), p. 55-64, <http://193.137.34.195/index.php/1_Africana_2/article/viewFile/7627/6995>, consulté le 10 mars 2020.

Sahraouis à l'autodétermination et critiquent le bilan du Maroc en matière de droits de l'homme et son exploitation des ressources naturelles du territoire, rejetant l'argument sur la nature historique des relations entre les deux pays, comme une chose du passé. Ces dernières années, le fossé entre les deux camps est devenu plus prononcé.

À la Maison-Blanche, George Bush a peiné à prendre une décision claire. Tout d'abord, l'ancien ambassadeur des États-Unis auprès des Nations unies, John Bolton, a menacé de forcer le retrait de la mission des Nations unies du Sahara occidental. Plus tard, le gouvernement de George Bush est allé à un autre extrême, menaçant de faire passer le différend du Sahara occidental à une nouvelle étape. Un tel changement aurait obligé les parties au conflit à se conformer aux résolutions de l'ONU ou à en subir les conséquences. Finalement, le gouvernement est revenu à une politique plus neutre. Les fluctuations de la position américaine révèlent l'intérêt de Washington à maintenir une marge de manœuvre entre ses deux alliés stratégiques, le Maroc et l'Algérie. Cette politique a laissé l'Algérie et le Maroc insatisfaits, mais non menacés. En tant que membre du Conseil de sécurité, les États-Unis expriment souvent leur position sur le différend à travers leurs actes à l'ONU. C'est-à-dire qu'ils font pression sur l'ONU pour qu'elle maintienne une implication indéfinie dans la région⁷⁹⁴.

Le rôle neutre que les États-Unis maintiennent montre également la nature différente de leur alliance avec l'une ou l'autre des parties au conflit. Le Maroc est un vieil allié qui remonte à la guerre froide et une porte d'entrée géostratégique vers l'Europe du Sud et l'Afrique. Il fournit également aux États-Unis un accès politique au monde arabe, et Washington l'utilise souvent comme un « champ expérimental » où il teste les réformes et les efforts démocratiques conçus pour la région. Quant à l'Algérie, les États-Unis se sont intéressés économiquement au pays après la fin de la guerre froide. Ils voient l'Algérie comme un marché potentiel d'investissement et le théâtre d'une future compétition économique avec la Chine, vestige de la rivalité de la guerre froide. Les premières indications de la direction du gouvernement de Barack Obama suggéraient que le différend du Sahara occidental serait discuté en termes de légitimité internationale qui serait étroitement observée.

⁷⁹⁴ « Les conflits au Sahel, le Sahara occidental et les relations algéro-américaines – Entretien avec l'ambassadeur John Bolton, ancien conseiller à la sécurité nationale des États-Unis », *Centre Algérien de diplomatie économique* : 31 janvier 2021, < <https://algeriancenter.com/les-conflits-au-sahel-le-sahara-occidental-et-les-relations-algeroamericaines-entretien-avec-lambassadeur-john-bolton-ancien-conseiller-a-la-securite-nationale-des-Etatsunis/W>>, consulté le 20 mars 2021.

Notons que la reconnaissance, de la part de Washington, de la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental s'est inscrite dans un contexte d'intégration d'Israël dans le monde arabe et de sa reconnaissance par Rabat en tant que nation. Cette reconnaissance permet aux États-Unis et à Israël d'avoir, pour la première fois dans l'histoire contemporaine, un partenaire maghrébin officiel de l'État hébreu dans cette partie du monde arabe. Pourtant, le Maroc a été, sous la présidence de George Bush, un allié antiterroriste incontournable, et aussi durant les deux mandats de Barack Obama. Le président américain et le roi Mohammed VI ont réaffirmé le partenariat solide et mutuellement avantageux et l'alliance stratégique entre les États-Unis et le royaume du Maroc. Les deux dirigeants ont souligné à plusieurs reprises que le partenariat bilatéral offre l'occasion d'élaborer un nouveau plan ambitieux de partenariat stratégique et se sont engagés à faire progresser les priorités communes d'un Maghreb, d'une Afrique et d'un Moyen-Orient sûrs, stables et prospères⁷⁹⁵. Toutefois, la reconnaissance d'Israël a engendré plusieurs risques pour les relations entre Rabat et Washington. Moins d'un jour après l'annonce de Trump, son gouvernement a envoyé un avis au Congrès sur une vente d'armes potentielle d'un milliard de dollars au Maroc, une décision similaire à celle que l'administration a prise à la suite de la normalisation entre les Émirats arabes unis et Israël.

Bien que cet accord historique ait surpris les citoyens du Maroc et la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA), étant donné sa position passée sur la question, il a été une étape stratégique pour le régime. Tout d'abord, la politique étrangère du royaume est le domaine réservé de la monarchie (et non du gouvernement élu). Rabat a utilisé le départ imminent de Trump de la Maison-Blanche pour promouvoir ses intérêts diplomatiques et sécuritaires. En effet, le gouvernement Trump était désireux d'accroître la légitimité et l'importance de son plan de paix et ne disposait que de peu de temps pour le faire. Le régime marocain, dont la stratégie diplomatique globale s'articule autour de l'obtention de la reconnaissance internationale de ses droits sur le Sahara occidental, a saisi cette rare opportunité. Néanmoins, la normalisation partielle a provoqué l'indignation de certains des voisins du Maroc et va probablement bouleverser nombre de ses citoyens. En effet, 88 % des Marocains interrogés ont déclaré qu'ils s'opposeraient à la reconnaissance diplomatique d'Israël, et 70 % considèrent la cause palestinienne comme une cause qui concerne tous les Arabes (selon l'indice de l'opinion arabe 2019-2020). Bien que ce mécontentement ne se traduise pas

⁷⁹⁵ Cf. <<https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2013/11/22/joint-statement-united-states-america-and-kingdom-morocco>>.

nécessairement par une contestation immédiate, il entachera l'opinion des citoyens sur le régime et pourrait modifier les relations entre l'État et la société à long terme. Il pourrait également influencer les relations entre le Maroc en tant que nation (et non en tant que régime seulement) et les États-Unis. Ainsi, il convient de noter que le Maroc reste certainement le pilier des États-Unis au Maghreb, mais cette relation privilégiée sera soumise à beaucoup d'épreuves rudes dans un contexte où Washington cherche à renforcer ses liens avec l'Algérie, un pays voisin du Maroc mais dont les intérêts diffèrent radicalement⁷⁹⁶.

5. La politique étrangère américaine et la protection de sa suprématie

Il est important de noter que la politique étrangère américaine sous la présidence de George Bush, de Barack Obama et même de Donald Trump reposait sur un seul objectif commun : protéger l'hégémonie américaine dans le monde arabe. De 2001 à 2008, le président républicain George Bush a mené une politique étrangère de fer pour protéger la suprématie américaine dans le monde en déclenchant trois guerres directes contre l'Afghanistan, l'Irak et le terrorisme. Pour le président, déployer une politique unilatérale ferme et agressive était nécessaire pour démontrer que l'Amérique était la nation la plus forte, la plus ferme et la seule pouvant agir de façon préventive, sans la consultation des autres nations. Ce message de la Maison-Blanche et du Pentagone durant les deux mandats de George Bush a bien été reçu par le reste du monde. Toutes les interventions militaires américaines directes durant cette période ont été faites sans que d'autres nations, même les plus puissantes, comme la Russie et la Chine, ne s'y opposent concrètement, et sans même que l'ONU, organisation internationale dont le but principal était d'éviter les guerres, ne puisse influencer la trajectoire de la politique étrangère américaine. Pourtant, même si la doctrine de Bush a réussi à protéger la suprématie américaine dans le monde, l'agressivité des outils utilisés a été disproportionnée. Autrement dit, il n'était pas nécessaire de déployer toute cette agressivité pour venger les attaques du 11 septembre, qui étaient, rappelons-le, une atteinte claire à la sécurité nationale et à l'hégémonie américaine dans le monde. En d'autres mots, le caractère militaire de la politique étrangère américaine de Bush a été exagéré, et cette exagération a mené à des erreurs stratégiques fatales qui se révèlent aujourd'hui irréparables. D'ailleurs, la principale erreur stratégique a bel et bien été la guerre contre l'Irak en 2003. En effet, les dégâts de cette guerre ont non seulement provoqué un chaos

⁷⁹⁶ Cf. <<https://www.brookings.edu/blog/order-from-chaos/2020/12/14/morocco-partial-normalization-with-israel-comes-with-risks-and-gains/>>.

dans la région, mais ils ont affecté profondément l'image des États-Unis, sa stratégie dans la région, sa crédibilité et donc son hégémonie régionale et mondiale.

Pour éviter l'irréparable et protéger au mieux l'hégémonie américaine dans la région et dans le monde, les États-Unis se sont lancés, d'urgence, dans une nouvelle politique étrangère qui a pour principales directives le multilatéralisme et la diplomatie. En effet, les responsables américains étaient conscients de la nécessité d'une politique étrangère moins unilatérale, plus désengagée militairement et surtout plus consultative pour regagner la confiance de la communauté internationale. D'ailleurs, les événements majeurs, durant la présidence de Barack Obama qui reflète cette nouvelle trajectoire en rupture totale avec celle de Bush, ont été la réticence des États-Unis à intervenir en Syrie et leur participation de plus en plus indirecte dans des conflits régionaux comme au Yémen. Leurs seules interventions directes de 2008 à 2016 ont été courtes et efficaces, notamment au Pakistan, quand les raids américains ont coûté la vie à l'homme le plus recherché de la planète, Oussama Ben Laden, ou encore en Afghanistan, pour tuer des leaders terroristes redoutables, selon Washington, pour la sécurité nationale. Notons également que la guerre contre l'État islamique s'est faite dans une optique multilatérale où toutes les puissances régionales, y compris l'Iran et l'Arabie saoudite, se sont lancées pour défaire ce groupe terroriste.

5.1 Une politique américaine de plus en plus désengagée ?

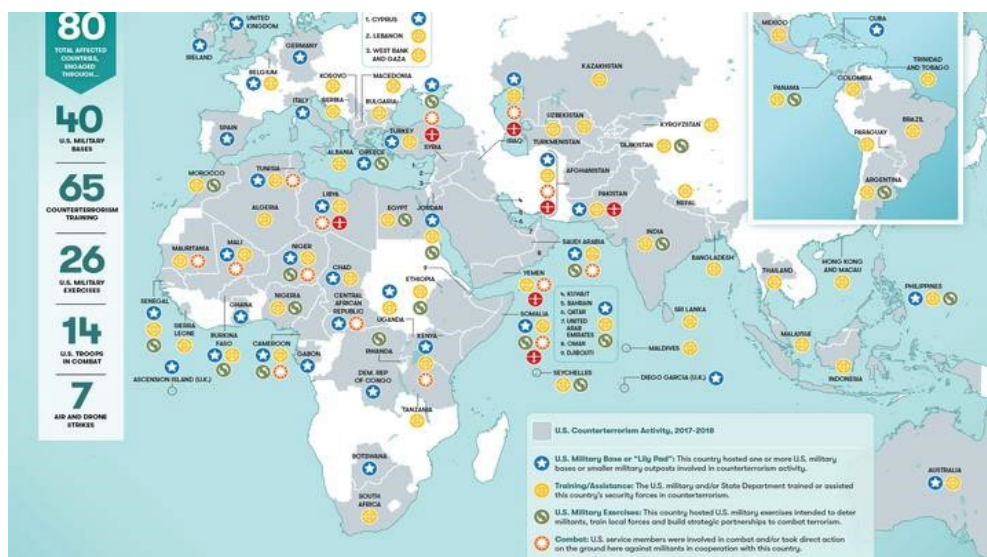
5.1.1 Les forces militaires : une option à double tranchant

Il est connu que les États-Unis disposent de l'armée la plus puissante au monde. Aucune nation ne les a égalé militairement. C'est d'ailleurs grâce à cette puissance militaire que les États-Unis ont préservé leur hégémonie durant la Deuxième Guerre mondiale et la guerre froide, et même après l'effondrement de l'Union soviétique. En effet, les forces armées américaines constituent le pilier de la suprématie américaine dans le monde depuis la Deuxième Guerre mondiale. C'est l'entrée en guerre des États-Unis aux côtés des alliés européens qui a permis une victoire de l'Alliance contre le nazisme. La puissance militaire américaine était effectivement pugnace, et les responsables américains à l'époque étaient conscients que l'entrée en guerre des États-Unis allait leur conférer un statut international indispensable à la préservation de la paix dans le monde. La sortie de l'isolationnisme avait ainsi mené les Américains à un agenda international chargé, devenant ainsi l'acteur hégémonique, le seul à pouvoir agir unilatéralement. C'est d'ailleurs l'attaque à la bombe nucléaire d'Hiroshima et

Nagasaki en 1944 qui a permis à Washington de démontrer une puissance militaire écrasante et inégalée. Dans un contexte de guerre mondiale, l'attaque japonaise contre la base américaine de Pearl Harbor nécessitait une vengeance américaine qui ne s'est pas fait attendre. De plus, comme l'hégémonie militaire américaine a permis à la France et au Royaume-Uni d'avoir une assistance militaire de grande ampleur, les États-Unis sont aussitôt devenus un acteur non seulement indispensable, mais aussi ayant une légitimité internationale derrière laquelle, rapidement après la Deuxième Guerre mondiale, les pays d'Europe occidentale, du monde arabe et de l'Asie se sont alignés. Autrement dit, ces pays amis de l'Amérique, même s'ils clamaient constamment leur souveraineté, avaient besoin de sa protection militaire quand une menace externe ou même interne surgissait. Par conséquent, après la fin de la Deuxième Guerre mondiale et au début de la guerre froide, pour mener à bien leur mission d'acteur hégémonique et pour préserver leur supériorité face à leurs rivaux soviétiques, les responsables américains du Pentagone ont considéré l'implantation de bases militaires américaines dans les régions alliées comme l'Europe occidentale ou même le monde arabe. On compte aujourd'hui 40 bases américaines dans le monde, réparties dans 80 pays, soit 40 % de la communauté internationale.

La carte ci-après⁷⁹⁷ est la représentation la plus complète, dans les cercles civils, des actions antiterroristes militaires et gouvernementales américaines à l'étranger au cours des deux dernières années. Pour la développer, les auteurs, issus de l'université Brown au *Watson Institute for International and Public Affairs*, ainsi que le magazine *Smithsonian*, se sont penchés sur les coûts de la guerre et ont parcouru des sources gouvernementales américaines et étrangères, des rapports publiés et non publiés, des sites Web militaires et des bases de données géographiques.

⁷⁹⁷ Savel, Stephanie. "This Map Shows Where in the World the U.S. Military Is Combatting Terrorism" *Smithsonian Magazine*: janvier 2019, <<https://www.smithsonianmag.com/history/map-shows-places-worldwhere-us-military-operates-180970997/>>, consulté le 13 avril 2021. ⁸⁸² *Ibid.*



882

Ils écrivent :

« Nous avons contacté les ambassades étrangères aux États-Unis et le commandement militaire des États-Unis pour l'Afrique, et nous avons mené des entretiens avec des journalistes, des universitaires et autres. Nous avons constaté que contrairement à ce que la plupart des Américains croient, la guerre contre le terrorisme ne s'arrête pas. Elle s'est étendue à plus de 40 % des pays du monde. La guerre n'est pas menée par l'armée seule, qui a dépensé 1,9 milliard de dollars pour lutter contre le terrorisme depuis 2001 »⁷⁹⁸.

Le ministère des Affaires étrangères a dépensé 127 milliards de dollars au cours des 17 dernières années pour former la police, l'armée et les agents de patrouille aux frontières dans de nombreux pays, et pour développer l'antiterrorisme et les programmes d'éducation, entre autres activités⁸⁸⁴. Parmi les régions particulièrement surveillées par les bases américaines, le monde arabe attire une attention particulière à Washington. Depuis les attaques du 11 septembre, le gouvernement de George Bush a veillé à ce que les forces américaines soient scrupuleusement déployées dans le monde arabe. Le *Washington Post*, en 2020, a publié une carte qui clarifie la présence des troupes américaines dans cette région stratégique. Elle montre l'importance du

⁷⁹⁸ “We contacted foreign embassies in the U.S. and the military’s United States Africa Command; and we conducted interviews with journalists, academics and others. We found that, contrary to what most Americans

nombre des forces américaines présentes notamment dans les pays du Golfe, en Irak et en Afghanistan⁸⁸⁵.

believe, the war on terror is not winding down - it has spread to more than 40 percent of the world's countries. The war isn't being waged by the military alone, which has spent \$1.9 trillion fighting terrorism since 2001." *Ibid.*

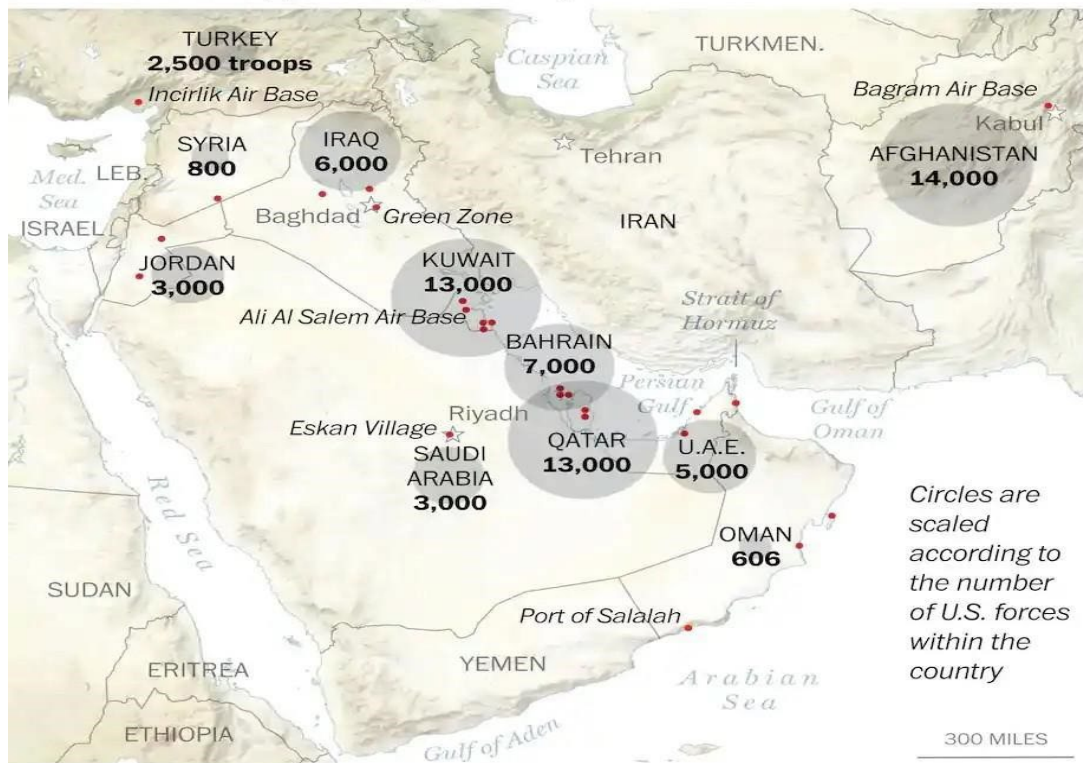
⁸⁸⁴*Ibid.*

⁸⁸⁵ Berger, Miriam. "Where U.S. Troops are in the Middle East and Afghanistan, Visualized", *The Washington Post*: 4 janvier 2020, <https://www.washingtonpost.com/world/where-us-troops-are-in-the-middle-east-andcould-now-be-a-target-visualized/2020/01/04/1a6233ee-2f3c-11ea-9b60-817cc18cf173_story.html>, consulté le 16 avril 2021.

886

The U.S. military footprint in the Middle East

- Bases, ports and other installations where U.S. troops are stationed or where U.S. military personnel pass through



Note: Troop numbers are approximate. They do not reflect deployments in recent days and may fluctuate.

Sources: Federation of American Scientists, International Crisis Group

AARON STECKELBERG/THE WASHINGTON POST

Ces bases militaires étaient essentielles pour contrer l'avancée territoriale du communisme. Ainsi, le monde s'est divisé en deux blocs militaires redoutables : le bloc capitaliste, mené par les États-Unis, et le bloc communiste, mené par l'Union soviétique. Si les interventions militaires américaines durant la Deuxième Guerre mondiale ont été directes, unilatérales et fermes, la guerre froide a incité les États-Unis à plus de prudence sur le plan militaire. En effet, les interventions militaires américaines durant la guerre froide étaient indirectes ; les deux puissances rivales s'affrontaient indirectement dans plusieurs pays ou tentaient de s'en emparer, comme au Viêt-nam, en Indochine, en Corée... Cependant, notons que ces interventions, malgré la puissance militaire américaine, n'étaient pas toujours un atout pour l'hégémonie américaine ; la guerre du Viêt-nam et la défaite américaine dans ce pays ont fortement affecté l'image des États-Unis dans le monde. Même si, à l'époque, le président John Kennedy a tenté de corriger l'échec américain par d'autres victoires comme la crise des missiles

à Cuba en 1962, la défaite au Viêt-nam a laissé une cicatrice profonde, affaiblissant la légitimité du rôle militaire des États-Unis.

D'ailleurs, dans les années 1980, Samuel Huntington parlait déjà d'un début de déclin américain, mais cette prédiction s'est révélée erronée⁷⁹⁹. La dislocation du système de Bretton Woods, l'émergence de la puissance économique asiatique et le développement militaire de l'Union soviétique ont incité beaucoup d'entre eux à déclarer que le leadership américain et l'hégémonie américaine déclinaient progressivement. Or, l'effondrement de l'Union soviétique en 1991, la crise économique japonaise et la réunification de l'Allemagne avec la chute du mur de Berlin ont totalement contré les prédictions d'un déclin américain. Dans les années 1990, les États-Unis étaient à leur plus haut niveau de développement technologique militaire, renforçant ainsi leur suprématie dans le monde et s'imposant de plus en plus avec un arsenal militaire de plus en plus développé. L'option militaire ne dominait pas la politique étrangère américaine, puisque l'ennemi idéologique principal venait de s'effondrer.

Cependant, cette option était déployée par Washington quand un allié était menacé ; c'était d'ailleurs le cas de la première guerre du Golfe, quand les forces irakiennes ont envahi le Koweït. Rappelons que le Pentagone avait mis en place une intervention militaire directe, courte et efficace. En l'espace de 100 heures, les forces irakiennes avaient été repoussées. Après cette intervention militaire réussie, les États-Unis sont devenus un acteur indispensable pour la stabilité du monde arabe. Beaucoup de pays arabes, notamment les monarchies du Golfe, ont fait appel constamment à Washington pour assurer leur protection. Aussitôt, le monde arabe, sa stabilité, l'évolution de ses événements sont entrés dans le collimateur de la politique étrangère américaine. Autrement dit, les Américains sont devenus non pas un acteur militaire et politique dans le monde arabe, mais une partie intégrante de la région. Cependant, l'interventionnisme militaire américain dans le monde arabe n'a jamais atteint un niveau d'urgence permanent. En d'autres termes, si les Américains devaient intervenir militairement dans le monde arabe, les responsables américains veillaient à ce que les opérations militaires soient les plus courtes et les plus efficaces possibles. Avant la première guerre du Golfe de 1991, les Américains étaient déjà intervenus militairement en Libye en 1986, avec des bombardements qui n'avaient duré que quelques heures pour atteindre leur objectif.

⁷⁹⁹ Huntington, Samuel. "The US Decline or Renewal?" *Foreign Affairs* : hiver 1988, <<https://www.foreignaffairs.com/articles/united-states/1988-12-01/us-decline-or-renewal>>, consulté le 15 avril 2021.

Néanmoins, après les attaques du 11 septembre 2001, les responsables à Washington ont décidé d'opérer des changements sur la nature et la durée des opérations militaires dans le monde, et dans le monde arabe en particulier. Étant donné que c'était la première fois que les États-Unis étaient attaqués sur leur territoire, mettant ainsi en péril, plus ou moins, leur rôle hégémonique, Bush avait axé sa politique étrangère sur un interventionnisme militaire unilatéral et ferme, voire agressif ; une manière de prouver qu'ils étaient encore une puissance hégémonique se donnant le plein droit d'agir seule pour protéger sa sécurité. Aussitôt après les attaques, Washington, suivant la doctrine Bush, a fait des forces militaires et des opérations militaires un pilier de la politique étrangère américaine et le seul moyen de restaurer l'hégémonie américaine dans le monde. De plus, les interventions américaines devenaient plus ou moins aléatoires, sans aucun objectif ni délai précis. En effet, la guerre d'Afghanistan en 2001 était une guerre contre les talibans, un groupe islamiste considéré comme l'un des principaux suspects des attaques du 11 septembre. Depuis 2001, cette guerre est toujours en cours et les talibans, que Washington combat, sont toujours une puissance politique et idéologique dans le pays, ayant même gagné une légitimité politique avec un bureau officiel à Doha.

Dans cette guerre, Washington a dépensé plus de 2 000 milliards de dollars en armement militaire. Cependant, la guerre qui a montré que l'option militaire n'était pas sans inconvénients a été celle contre l'Irak en 2003. Elle a suscité une vague de protestations politiques et populaires dans le monde et a mené la suprématie américaine vers une perte progressive de crédibilité et même de légitimité. Cette guerre a aussi mené les États-Unis vers des résultats contraires à ceux qui étaient programmés au préalable : la lutte antiterroriste, la restauration de la stabilité et l'établissement d'un monde arabe démocratique, libre et transparent. Le chaos s'est répandu en Irak et dans toute la région, faisant de ce conflit un échec sans précédent et incitant les responsables américains à rechercher inlassablement d'autres stratégies afin de regagner l'image d'une Amérique forte et efficace. L'effet de la guerre en Irak a eu un écho dans toute la région et même dans le monde, affectant la sécurité internationale et déclenchant d'autres conflits que Washington ne savait pas contrôler puisque les troupes militaires américaines n'y étaient pas préparées. Pourtant, cet échec est resté un échec plus américain qu'irakien ou arabe, entraînant d'autres échecs successifs comme en Afghanistan, dans la lutte antiterroriste ou même l'établissement d'une démocratie. Même Barack Obama, successeur de George Bush, qui a tenté tant bien que mal de rompre avec sa doctrine, a échoué à restaurer la

légitimité américaine comme avant la guerre contre l'Irak. Ne parvenant pas à se débarrasser du fléau irakien, beaucoup d'analystes ont souligné que cette guerre a mené vers le déclin des États-Unis dans le monde arabe ; le déclin dans cette région a conduit Washington vers un déclin plus mondial. Face à ce dernier, les responsables américains tentent de se désengager dans les pays où leurs forces militaires ne sont plus les bienvenues et où elles ne parviennent plus à opérer, puisqu'une stratégie militaire américaine efficace de long terme semble inexistante.

5.1.2. L'échec américain en Irak : déclin incitant à un désengagement ?

Si les États-Unis n'ont éprouvé aucune difficulté à renverser le régime de Saddam Hussein, ils ont été pris de court par la complexité de la société irakienne. L'armée la plus puissante du monde a été incapable de gérer ou de contrôler les conflits interethniques qui certes étaient avant tout un problème irakien, mais qui mettaient à rude épreuve la stratégie américaine en Irak et dans le monde arabe. D'ailleurs, le ministre de la Défense de l'époque, Donald Rumsfeld, s'était réjoui de la tactique des forces américaines et avait même déclaré que cette guerre était la plus réussie en termes de « guerre de chars » (*tank warfare*). Ce que Rumsfeld ignorait encore, c'était que les États-Unis venaient de renverser un régime certes autoritaire, mais qui représentait le pilier de la stabilité régionale, et contre toute attente, l'un des régimes leur ayant permis de préserver au mieux leur hégémonie dans la région et dans le monde. En effet, ce qui a réellement endommagé l'hégémonie américaine dans le monde arabe a été l'escalade des conflits et des tensions sectaires et ethniques qui ont suivi l'invasion de l'Irak. Ce sont ces conflits irako-irakiens qui ont créé « l'effet Irak ». Par exemple, dans le monde arabe, il n'a jamais été question de distinguer entre les sunnites et les chiïtes. Même si ces tensions sectaires étaient bien présentes au sein de certaines sociétés arabes comme l'Irak, l'Arabie saoudite, le Bahreïn ou le Liban, l'invasion américaine est venue les ancrer dans l'agenda interne et externe des pays arabes. En d'autres termes, ces conflits, l'une des conséquences de la guerre contre l'Irak, ont commencé dès 2007 à régir les évolutions politiques dans le pays et dans le monde, tout en résistant aux différentes stratégies américaines que Washington tentait de déployer pour réduire la violence.

Puisque les conflits et l'escalade de la violence étaient devenus incontrôlables, les États-Unis ont échoué à établir un Irak indépendant, stable et démocratique. Ils ont plutôt conduit les responsables américains à faire face à une résistance irakienne plus ardue, ce qui a inévitablement affaibli leur position hégémonique en Irak et dans l'ensemble du monde arabe.

Cet échec militaire américain s'est même révélé incorrigible puisqu'il s'opposait totalement à la stratégie américaine de la première guerre du Golfe en 1991, durant laquelle la position américaine dans la région, et dans le monde, s'était renforcée par l'efficacité et la rapidité des opérations militaires, contrairement à l'invasion de 2003 où les États-Unis semblaient plus ou moins dépassés par les événements et ne savaient plus quelle trajectoire prendre après la chute de Bagdad. Rappelons également que l'échec américain en Irak a permis aux puissances régionales et même globales de faire leur entrée dans le monde arabe, à la grande surprise des Américains qui ne pouvaient plus, désormais, contrecarrer l'avancée de la Russie, de la Chine et des alliances qu'elles élaboraient avec les puissances régionales comme l'Iran et la Turquie, poursuivant des alternatives politico-économiques dont les États-Unis étaient totalement exclus. L'alliance entre la Russie, la Turquie et l'Iran pour combattre l'État islamique en Syrie et discuter des stratégies éventuelles pour une région plus stable figure parmi les meilleurs exemples qui illustrent l'exclusion de Washington dans des discussions d'une grande portée régionale.

Cette « indifférence » grandissante envers le rôle des États-Unis dans la région a conduit vers un déclin apparent de leur importance dans la gestion des affaires internationales. Ceci est dû particulièrement à une absence totale de stratégie américaine dans la région. C'est d'ailleurs ce qu'Anthony Cordesman, expert américain en sécurité nationale au *Center for Strategic and International Studies*, affirme dans un article paru en 2020. Pour cet expert, depuis la chute de Saddam Hussein en 2003 et jusqu'à nos jours, les États-Unis n'ont jamais eu de grande stratégie viable pour l'Irak, ni de plans et d'actions cohérents allant au-delà des événements actuels. Il écrit :

« Les États-Unis n'ont jamais défini de grands objectifs stratégiques réalisables, n'ont jamais déployé d'efforts efficaces pour créer un Irak stable après le conflit, ni montré au peuple irakien que leur présence sert réellement ses intérêts. Dans le même temps, le ministère de la Défense a rapporté avoir dépensé plus de 765 milliards de dollars pour le conflit en Irak et la lutte contre l'État islamique au 31 mars 2019—et cela ne représente qu'une fraction du coût direct. Il n'y a pas de flux clair de rapports sur les dépenses de l'État ou de l'USAID, mais il semble avoir atteint 100 milliards de dollars supplémentaires »⁸⁰⁰.

⁸⁰⁰ Cordesman, Anthony, "America's Failed Strategy in the Middle East: Losing Iraq and the Gulf", *CSIS*: 2 janvier 2020, <<https://www.csis.org/analysis/americas-failed-strategy-middle-east-losing-iraq-and-gulf>>, consulté le 13 avril 2021.

Selon Anthony Cordesman, il ne suffit pas que les États-Unis fassent de l'Irak un partenaire stratégique ; il est indispensable pour l'image et la stratégie américaine dans le monde arabe de faire de l'Irak un pays indépendant et fort afin d'assurer une stabilité régionale durable, garantir la circulation du pétrole irakien pour une économie mondiale plus stable et restaurer le leadership américain⁸⁰¹.

En effet, il convient de souligner que le terme de « déclin » n'est pas un destin mais plutôt une conséquence des choix politiques qui sont pris au sommet de l'État. En 2012, Robert Lieber, professeur de relations internationales à l'université de Georgetown, affirme que malgré l'émergence de la Chine en tant que puissance incontestable, les États-Unis sont de loin la nation la plus forte. Il explique également que « le déclin n'est pas destiné à un cycle inéluctable de l'histoire. L'avenir de l'Amérique est plutôt une question de volonté dans le sens de choix cruciaux à faire en matière de politique et de stratégie »⁸⁰². La guerre en Irak a été une erreur stratégique de poids et a ainsi mené vers un déclin considérable de l'image américaine et du rôle des États-Unis dans la région. Certes, Robert Lieber n'a pas mis en avant les conséquences désastreuses de l'invasion américaine de l'Irak sur le rôle et l'hégémonie américaine dans la région. En effet, comme les échecs américains après la chute de Bagdad ont été successifs, d'autres puissances mondiales comme la Russie et la Chine en ont vite profité pour satisfaire le désir des pays arabes de rechercher des alternatives politiques plus efficaces que les stratégies américaines. Toutefois, il reconnaît que « les atouts fondamentaux de l'Amérique sont réels mais pas immuables. Le statut américain ne se maintient pas. Les actions nécessaires pour réduire ou contrecarrer les risques de déclin sont nombreuses et complexes »⁸⁰³.

Cependant, si les déclarations que nous avons mises en avant ci-dessus laissent une lueur d'espoir pour l'hégémonie américaine, d'autres semblent confirmer que les États-Unis, depuis 2003, sont entrés dans une phase de déclin imminent et l'associent principalement au président Donald Trump. Eliot Cohen, professeur de relations internationales à l'université John Hopkins, dans un article paru en 2020, explique qu'au-delà du domaine politique, une victoire de Trump marquerait un changement radical dans la relation des États-Unis avec le reste du monde. Cela

⁸⁰¹ *Ibid.*

⁸⁰² "Decline is not destined by some ineluctable cycle of History. Instead, America's future is a matter of will and willpower in the sense of crucial choices to be made about policy and strategy." Robert, J. Lieber, "America in Decline? Is a Matter of Choices not of Fate", *World Affairs*, 175: 3 (2012), p. 88-96.

⁸⁰³ "The basic strengths of America are real but not immutable. American status does not maintain itself. The actions required to reduce or counteract the risks of decline are numerous and complex." *Ibid.*

signifierait aux autres que Washington a renoncé à ses aspirations à un leadership mondial et a abandonné toute notion d'objectif moral sur la scène internationale. Cela inaugurerait une période de désordre et de conflits, alors que les pays respectent « la loi de la jungle » et s'efforcent de se débrouiller seuls. Un second mandat de Trump confirmerait ce que beaucoup ont commencé à craindre : la puissance américaine n'est plus qu'une chose du passé. Néanmoins, si, pour Cohen, le déclin américain est imminent, celui-ci ne peut être associé seulement à Donald Trump⁸⁰⁴.

En effet, Alexander Cooley, professeur de relations internationales à l'université de Columbia, et Daniel H. Nexon, professeur de sciences politiques à l'université de Georgetown, mettent en évidence la fin d'un monde unipolaire en donnant une explication plus structurée sur les causes de la fin de l'hégémonie américaine. Si la guerre en Irak n'est pas mentionnée comme une cause principale, les conséquences de celle-ci et l'échec du « printemps arabe » figurent parmi les facteurs qui ont endommagé l'hégémonie américaine. Effectivement, comme le « printemps arabe » était synonyme de démocratie libérale, la réalité sur le terrain a prouvé que le modèle libéral occidental (américain en particulier) n'a plus le même attrait que dans les années 1990. Les régimes autocratiques arabes ont trouvé des moyens de limiter, voire d'éliminer l'influence des réseaux internationaux libéraux et des ONG réformatrices. Le « printemps arabe » de 2010-2011 au Moyen-Orient a joué un rôle clé dans ce processus. Les révolutions populaires arabes ont alarmé les gouvernements autoritaires et non libéraux, qui considéraient de plus en plus la protection des droits de l'homme et la promotion de la démocratie comme des menaces à leur survie. En réponse, ces régimes ont réduit l'influence des ONG ayant des relations avec l'étranger. Ils ont imposé des restrictions strictes à la réception de fonds étrangers, interdit diverses activités politiques et qualifié certains militants d'« agents étrangers ». Leur stratégie de contre-révolution est plutôt réussie puisque, aujourd'hui, aucune démocratie au sens propre du terme n'a été établie dans le monde arabe⁸⁰⁵.

En réalité, face à ce débat autour du déclin de l'hégémonie américaine où les arguments en sa faveur semblent plus pertinents, les responsables à Washington ont procédé à une nouvelle stratégie : le désengagement. Si cette notion n'est pas nouvelle dans la politique étrangère

⁸⁰⁴ Cohen, Eliot, “The End of American Power”, *Foreign Affairs*: 27 octobre 2020, <<https://www.foreignaffairs.com/articles/united-states/2020-10-27/end-american-power>>, consulté le 6 avril 2021.

⁸⁰⁵ Cooley, Alexandre et Daniel Nexon, “How Hegemony Ends”, *Foreign Affairs*, juillet-août 2020, <https://www.foreignaffairs.com/articles/united-states/2020-06-09/how-hegemony-ends>, consulté le 13 avril 2021.

américaine, elle figure aujourd'hui au centre de la stratégie américaine à l'étranger. Elle est même, pour certains responsables américains comme Barack Obama et Donald Trump, une nécessité stratégique. L'une des critiques les plus courantes de la politique étrangère américaine aujourd'hui est que sous le président Obama, les États-Unis ont cherché à se désengager des problèmes du monde. Peu importe où l'on se tourne, on se plaint qu'Obama cherche à « se retirer » ou à « se tenir à l'écart », et on craint qu'il n'y ait trop de signes de « repli » et de « retrait » de l'Amérique. Cependant, il y a le Moyen-Orient, qui est au cœur du mythe du désengagement. Les affirmations de « retrait » américain du Moyen-Orient sont tout simplement fausses. Par exemple, l'empreinte militaire américaine dans la région est plus importante qu'avant le 11 septembre, avec plus de 35 000 soldats, des centaines d'avions et de navires de chasse et l'armement le plus sophistiqué de la planète. Les partenariats de sécurité des États-Unis avec les alliés du Moyen-Orient se renforcent. Au cours des dernières années, ceux-ci ont conclu plusieurs des plus importantes ventes d'armes de l'histoire. On retient notamment l'accord militaire avec Israël signé en 2016 et qui s'élève à 38 milliards de dollars⁸⁰⁶. Le président Barack Obama s'est efforcé de faire entrer le partenariat militaire et de renseignement avec les États du Conseil de coopération du Golfe (CCG) dans le XXI^e siècle, en améliorant leurs capacités à lutter contre les menaces modernes et à combattre ensemble. Il a continué de fournir à Israël l'équipement militaire le plus sophistiqué et une aide financière de plus de 4 milliards de dollars, et il a maintenu son partenariat militaire unique avec l'Égypte, malgré les critiques d'une partie de la classe politique américaine qui a plaidé pour que les États-Unis coupent leurs liens.

Dans la lutte contre Daech, les États-Unis ont davantage renforcé leur engagement militaire. Plus de 5 000 soldats ont été déployés en Irak et plusieurs centaines de forces d'opérations spéciales ont été envoyées sur le terrain en Syrie. Les États-Unis ont fourni des centaines de tonnes de munitions et de matériel militaire au gouvernement de Bagdad et aux Kurdes, et ils ont entraîné les forces syriennes. Depuis septembre 2014, sous Obama, les forces américaines ont lancé plus de 11 000 frappes aériennes en Irak et en Syrie, tuant environ 25 000 combattants de l'État islamique. Alors, pourquoi le mythe du désengagement perdure-t-il ? On

⁸⁰⁶ Baker, Peter et Julie Hersfeld Davis, "U.S. Finalizes Deal to Give Israel \$38 Billion in Military Aid", *The New York Times*: 13 septembre 2016, <<https://www.nytimes.com/2016/09/14/world/middleeast/israel-benjaminnetanyahu-military-aid.html>>, consulté le 26 avril 2021.

distingue principalement au moins deux raisons. Tout d'abord, il y a les inquiétudes justifiées des alliés américains à travers le monde envers les changements auxquels ils sont confrontés et la manière dont elles sont ensuite reflétées (et, dans de nombreux cas, promues) à Washington. Les partenaires américains en Asie, en Europe et au Moyen-Orient sont tous inquiets de l'insécurité croissante dans leurs régions et des défis respectifs de la Chine, de la Russie et de l'Iran. Ils veulent tous plus de présence des États-Unis, et ils ont tous des ambitions maximalistes pour ce que Washington peut et devrait faire. Toutefois, comme les États-Unis ont des intérêts vitaux dans les trois régions, ils ne peuvent pas tout faire. Par conséquent, par définition, cela laissera à ces alliés le sentiment que les responsables américains peuvent toujours faire plus et que peut-être, l'équilibre entre les efforts et les intérêts devrait être géré différemment par Washington.

Par ailleurs, cette confiance que certains pays portent aux États-Unis est principalement due à l'efficacité de leur système politique et à la transparence de leur gouvernement. C'est en outre leur démocratie et la puissance de cette dernière qui leur permettent, jusqu'à présent, de jouir d'une position hégémonique solide et d'une exceptionnalité internationale.

5.2 Le modèle démocratique américain : pilier de sa suprématie ?

Les États-Unis restent la plus grande démocratie du monde. Rappelons que la démocratie est un système de gouvernement qui fonde sa légitimité sur la participation du peuple. Bien que les gouvernements démocratiques se présentent sous de nombreuses formes, ils sont uniformément caractérisés par des élections compétitives, le principe de l'égalité politique et juridique et un degré élevé de liberté individuelle ou de libertés civiles. En raison du recours aux élections, les démocraties ont comme principe, par défaut, le concept de règle de la majorité. Les États-Unis sont une démocratie représentative. C'est une forme de gouvernement dans laquelle des représentants sont élus pour élaborer des politiques et appliquer les lois tout en représentant les citoyens. Tous les pays démocratiques modernes sont des démocraties représentatives et non directes. Une démocratie représentative est également connue sous le nom de république.

Un thème important est l'opportunité d'examiner le gouvernement américain dans un contexte comparatif en utilisant la méthode comparative. Les institutions démocratiques formelles des États-Unis sont considérablement différentes de celles de la plupart des autres démocraties. Par exemple, alors que pratiquement toutes les démocraties modernes sont des

démocraties constitutionnelles, les États-Unis sont une démocratie fédérale, mais la plupart des démocraties sont unitaires. De plus, si la plupart des démocraties sont des démocraties parlementaires, les États-Unis sont une démocratie présidentielle. Les Américains qui n'ont pas étudié d'autres pays supposent souvent que les États-Unis ont fourni le modèle pour le reste des démocraties du monde. S'il ne fait aucun doute que les États-Unis et leur histoire ont inspiré des idéaux démocratiques dans le monde entier, la plupart des gouvernements démocratiques ont choisi de concevoir leurs institutions de différentes manières.

Cependant, il est important de rappeler que si les États-Unis se sont engagés dans une promotion démocratique au niveau international, c'est parce que leur système démocratique au niveau interne est efficace et solide. Autrement dit, la démocratie américaine, même si les autres démocraties européennes, par exemple, sont tout aussi fortes, regroupe des idéaux démocratiques qui ont influencé le monde entier. Dans le monde arabe, y compris au Maghreb, les États-Unis demeurent la référence en termes de démocratie. À cela vient s'ajouter l'ensemble des marqueurs culturels américains qui se sont ancrés dans les sociétés arabes et même d'autres sociétés : nourriture, films, langue..., et qui ont aidé les États-Unis à promouvoir plus facilement, non pas un système démocratique comme à Washington (à savoir fédéral et présidentiel), mais un système démocratique promu et soutenu par Washington.

5.2.1 Une démocratie à portée internationale

Après les attentats terroristes du 11 septembre 2001, les responsables du gouvernement américain ont remis en question le manque de mécanismes américains de promotion de la démocratie à grande échelle dans la région MENA, considérant la démocratie comme un moyen de promouvoir la modération et la stabilité et de prévenir le terrorisme⁸⁰⁷. Cela s'est traduit par une intensification de la rhétorique diplomatique sur la nécessité de la démocratisation et des réformes politiques au Moyen-Orient et une augmentation du financement de la promotion de la démocratie dans la région. Répandre la démocratie était également une rationalisation utilisée par les néoconservateurs et le gouvernement de George Bush pour entreprendre la guerre en Irak. Le gouvernement de Bush a lancé plusieurs projets de DG à grande échelle, notamment l'Initiative de partenariat pour le Moyen-Orient (MEPI), en 2002, et l'Initiative élargie pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (BMENA) en partenariat avec le Groupe des huit, en 2004.

⁸⁰⁷ Katerina, Dalacoura, "US Democracy Promotion in the Arab Middle East Since 11 September 2001: a Critique", *International Affairs* (2001), p. 963-979.

Différents projets financés par les États-Unis ont été ciblés sur l'engagement de la société civile, la formation des partis politiques et d'autres stratégies « ascendantes », malgré la résistance des régimes⁸⁰⁸. L'accent mis sur l'engagement avec la société civile reposait en partie sur la conviction qui a émergé après le 11 septembre, selon laquelle l'absence de bonne gouvernance permet à une société « incivile » de prospérer, et que les frustrations qui seraient autrement traitées de manière non violente dans un système démocratique se manifestent en un terrorisme incontrôlable.

Le président Bush a présenté l'implication américaine en Irak comme un élément de promotion de la démocratisation dans la région MENA. Son « agenda pour la liberté » impliquerait non seulement plus de financements pour les projets de promotion de la démocratie, mais une pression accrue sur les gouvernements arabes pour qu'ils libéralisent.

Dans un discours prononcé à l'Université américaine du Caire en juillet 2005, la ministre des Affaires étrangères Condoleezza Rice a affirmé que l'intervention américaine en Irak avait permis à des millions d'Irakiens de résister au terrorisme et de participer à la démocratie. Elle a souligné les développements en Jordanie, en Syrie, au Liban, en Iran et en Égypte comme indicateurs de la trajectoire de la démocratie dans la région. Dans une partie de son discours, elle a décrit plusieurs aspects de la vision du gouvernement Bush de la démocratisation dans la région, notamment en niant que la démocratie serait imposée de l'extérieur, soulignant que celle-ci apporterait la paix plutôt que le chaos, faisant pression sur les dirigeants de la région pour qu'ils s'engagent dans un processus de démocratisation, et affirmant l'incompatibilité du terrorisme et de la démocratie :

« Partout au Moyen-Orient, la peur des choix libres ne peut plus justifier le déni de liberté. Il est temps d'abandonner les excuses qui sont faites pour éviter le dur travail de la démocratie. Il y a ceux qui disent que la démocratie est imposée. C'est la tyrannie qui doit être imposée. Les gens choisissent la démocratie librement. Et une réforme réussie est toujours locale. Il suffit de regarder autour du monde aujourd'hui. Pour la première fois dans l'histoire, plus de gens sont citoyens de démocraties que de toute autre forme de gouvernement, résultat d'un choix et non de la coercition. Certains disent que la démocratie mène au chaos, au conflit ou à la terreur. En fait, c'est le contraire qui est vrai : la liberté et la démocratie sont les seules idées suffisamment puissantes pour vaincre la haine et la division, et la violence. Pour les personnes de races et de religions diverses, la nature inclusive de la démocratie peut lever la peur de la différence que certains considèrent comme un

⁸⁰⁸ Brumberg, Daniel, "Democratization Versus Liberalization in the Arab World: Dilemmas and Challenges for U.S. Foreign Policy", Strategic Studies Institute (2005), p. 12.

permis de tuer. Mais les personnes de bonne volonté doivent choisir de relever le défi, d'écouter et de débattre, et fonctionnant les unes avec les autres. Pour les pays voisins aux histoires mouvementées, la démocratie peut aider à instaurer la confiance et à régler les vieux différends avec dignité. Mais les dirigeants de vision et de caractère doivent s'engager dans le travail difficile qui nourrit l'espoir de la paix. Et pour tous les citoyens qui ont des doléances, la démocratie peut être un chemin vers une justice durable. Mais le système démocratique ne peut pas fonctionner si certains groupes ont un pied dans le domaine de la politique et un pied dans le camp de la terreur »⁸⁰⁹.

Une réelle effervescence démocratique s'est produite dans la région MENA de 2004 à 2006, marquée par des manifestations, des appels ouverts à la réforme et une activité accrue de la part des militants pro-démocratie. Cependant, la pression des États-Unis sur les régimes pour qu'ils mettent en œuvre une véritable réforme politique a considérablement diminué à la mi-2006, à la suite de solides gains parlementaires des Frères musulmans égyptiens lors des élections de 2005 et de la victoire du Hamas aux élections palestiniennes de 2006. Ce recul de la pression diplomatique américaine a été critiqué par les partisans arabes pro-démocratie et a été suivi par une augmentation des répressions autoritaires contre l'opposition politique. Les partis arabes pro-démocratie ont donc été plus ou moins déçus par le « désengagement » démocratique américain après la victoire de mouvements dits radicaux et anti-américains (Frères musulmans et Hamas).

L'une des critiques adressées au programme démocratique du gouvernement de George Bush est que les impératifs stratégiques et diplomatiques à court terme, tels que la coopération en matière de lutte contre le terrorisme, l'aide à la création de la stabilité en Irak et le soutien au processus de paix, ont fini par éclipser les efforts de réforme. D'autres critiques, comme celles du général à la retraite et ancien candidat présidentiel Wesley Clark, ont mis en doute l'efficacité de l'engagement militaire américain en tant que tactique de promotion de la démocratie, étant

⁸⁰⁹ "Throughout the Middle East, the fear of free choices can no longer justify the denial of liberty. It is time to abandon the excuses that are made to avoid the hard work of democracy. There are those who say that democracy is being imposed. It is tyranny that must be imposed. People choose democracy freely. And successful reform is always homegrown. Just look around the world today. For the first time in history, more people are citizens of democracies than of any other form of government. This is the result of choice, not of coercion. There are those who say that democracy leads to chaos, or conflict, or terror. In fact, the opposite is true: Freedom and democracy are the only ideas powerful enough to overcome hatred, and division, and violence. For people of diverse races and religions, the inclusive nature of democracy can lift the fear of difference that some believe is a license to kill. But people of goodwill must choose to embrace the challenge of listening, and debating, and cooperating with one another. For neighboring countries with turbulent histories, democracy can help to build trust and settle old disputes with dignity. But leaders of vision and character must commit themselves to the difficult work that nurtures the hope of peace. And for all citizens with grievances, democracy can be a path to lasting justice. But the democratic system cannot function if certain groups have one foot in the realm of politics and one foot in the camp of terror." <<https://2001-2009.state.gov/secretary/rm/2005/48328.htm>>, consulté le 1^{er} mai 2021.

donné que les réformateurs de la région ne veulent pas que leurs propres aspirations démocratiques soient totalement subordonnées à l'agenda politique des États-Unis, reconnaissant tout de même des signes de progrès dans la région arabe⁸¹⁰. Néanmoins, le président Barack Obama a essayé de faire une distinction entre la position de son gouvernement sur la promotion de la démocratie et celle de ses prédécesseurs dans son discours de juin 2009 au Caire. Il a affirmé qu'aucun système de gouvernement ne peut ou ne doit être imposé à une nation par une autre, tout en maintenant son engagement envers les gouvernements qui reflètent la volonté du peuple⁸¹¹. Dans son discours de septembre 2010 à l'Assemblée générale des Nations unies, Barack Obama a exprimé sa volonté de s'engager avec la société civile, mais a déclaré : « Le succès ultime de la démocratie dans le monde ne viendra pas parce que les États-Unis le dictent ; cela viendra parce que les citoyens individuels exigent d'avoir leur mot à dire sur la façon dont ils sont gouvernés »⁸¹².

Il est donc essentiel d'indiquer que le gouvernement de Barack Obama a poursuivi une nouvelle approche du développement, s'éloignant des projets de développement dirigés par l'armée et vers une USAID plus indépendante qui a inclus, dans sa nouvelle stratégie, un effort pour réduire la mauvaise gouvernance⁸¹³. Certains analystes soulignent que les régimes arabes se sont montrés de plus en plus intransigeants en matière de réformes ces dernières années, notamment après l'échec du « printemps arabe », une tendance qui pourrait nécessiter une réévaluation de la politique et de la stratégie américaines⁸¹⁴. D'autres suggèrent que les États-Unis devraient faire pression plus sérieusement pour des réformes, y compris la réforme électorale, l'indépendance judiciaire et l'expansion de la liberté de la presse et de la société civile, en développant une nouvelle stratégie à l'égard des acteurs politiques islamistes⁸¹⁵.

⁸¹⁰ Clark, Wesley, "War Didn't, and Doesn't Bring Democracy", *Washington Monthly*: mai 2005, <<https://web.archive.org/web/20110730080403/http://www.washingtonmonthly.com/features/2005/0505.clark.html>>, consulté le 20 avril 2021.

⁸¹¹ Obama, Barack, "Text: Obama's Speech in Cairo", *The New York Times*: 4 juin 2010, <<https://www.nytimes.com/2009/06/04/us/politics/04obama.text.html>>, consulté le 20 avril 2021.

⁸¹² Obama, Barack, "Remarks by the President to the United National General Assembly", The White House, 23 septembre 2010, < <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2010/09/23/remarks-president-unitednations-general-assembly>>, consulté le 20 avril 2021.

⁸¹³ Cf. < <https://www.usaid.gov/news-information/fact-sheets/jul-20-2016-president-obamas-commitment-globaldevelopment>>, consulté le 15 avril 2021.

⁸¹⁴ Ottaway, Marina, "Middle East Democratic Promotion is not a One-way Street", Carnegie Endowment for Peace, 19 novembre 2009, < <https://carnegieendowment.org/publications/index.cfm?fa=view&id=24200>>, consulté le 20 avril 2021.

⁸¹⁵ Larry, Diamond, "Why Are There No Arab Democracies?", *Journal of Democracy*, 21: 1 (2010), p. 102. ⁹⁰⁴ Cf. <https://www.usaid.gov/>.

Les priorités américaines de promotion de la démocratie sont décrites en termes spécifiques par les organismes gouvernementaux américains chargés de financer les projets, ainsi que par les institutions subventionnaires privées établies par le gouvernement. Parmi ceux-ci figurent l'USAID⁹⁰⁴, l'Initiative de partenariat du ministère des Affaires étrangères pour le Moyen-Orient (MEPI, *Middle East Program Initiative*)⁸¹⁶ et le *National Endowment for Democracy* (NED)⁹⁰⁶.

USAID :

- Bâtir un gouvernement démocratique, responsable et efficace grâce à une réforme institutionnelle, une assistance technique et une formation.
- Promouvoir l'État de droit.
- Élargir la concurrence politique en impliquant les organisations de la société civile, les partis politiques, les parties prenantes de l'administration électorale, les médias et les gouvernements locaux.
- Aider à financer des groupes démocratiques à l'intérieur du pays.

MEPI :

- Impliquer la société civile dans le but de « jeter les bases d'une réforme politique durable et locale et d'une gouvernance démocratique ».
- Renforcer les processus démocratiques en formant les partis politiques et les candidats, en améliorant la participation politique des femmes et d'autres groupes privés de leurs droits et en soutenant des processus électoraux libres et équitables.
- Promouvoir l'État de droit en éduquant les citoyens sur les droits juridiques et en travaillant avec les gouvernements pour construire de meilleures infrastructures juridiques.
- Créer des réseaux pour les militants civils.

NED :

- Encourager la participation politique des femmes.

⁸¹⁶ Cf. <https://mepi.state.gov/>.

⁹⁰⁶ Cf. <https://www.ned.org/>.

- Engager des groupes civiques axés sur le plaidoyer législatif, la responsabilité gouvernementale et le renforcement des capacités.
- Amélioration des processus électoraux.
- Promouvoir l'État de droit.
- Soutenir les médias indépendants.

Ainsi, les États-Unis restent la plus grande force de promotion démocratique dans le monde. Même si le désengagement militaire et démocratique a débuté sous la présidence de Barack Obama et s'est accentué durant le mandat de Donald Trump, les États-Unis continuent de jouir de la confiance des acteurs prodémocratiques arabes pour ériger des sociétés plus démocratiques et plus libres. De plus, si, dans le domaine économique et militaire, les États-Unis sont plus ou moins concurrencés par la montée de la Chine et de la Russie, sur le plan politique et idéologique, ils restent le leader et aucune autre force idéologique et/ou politique ne semble rivaliser avec eux. Par conséquent, le « désengagement » démocratique des États-Unis après le « printemps arabe » ne signifie pas un déclin mais plutôt une « pause » dans la stratégie de promotion démocratique américaine. Par ailleurs, si beaucoup d'articles ont été publiés, fustigeant le début d'une crise au sein du système démocratique américain en raison des événements du Capitole en janvier 2021, les États-Unis ont très bien maintenu la situation et le calme a été rapidement restauré. Notons que cette crise a été déclenchée par une petite minorité de partisans de Donald Trump pour contester les résultats des élections présidentielles de novembre 2020⁸¹⁷. Autrement dit, la crise du Capitole n'a eu aucune répercussion sur la promotion démocratique de Washington à l'international, et elle reste l'un des principaux piliers de sa suprématie.

5.2.2 Les États-Unis, un modèle fascinant : quelle stratégie pour perdurer ?

Les États-Unis demeurent un modèle fascinant jusqu'à aujourd'hui. En dépit des nombreux échecs militaires, économiques et politiques qu'a pu traverser Washington aux XX^e et XXI^e siècles, les États-Unis restent la référence incontournable pour le reste du monde et la nation indispensable dans la gestion des relations internationales. Certes, la guerre en Irak a révélé une puissance américaine ayant des limites et des incompétences, mais ces révélations n'ont eu que de faibles répercussions sur la puissance américaine. Autrement dit, si l'image des

⁸¹⁷ Cf. <<https://graphics.reuters.com/USA-ELECTION/PROTESTS/qmyvmqewmvr/>>.

États-Unis a été endommagée par les échecs successifs en Irak et dans la guerre contre le terrorisme ou encore dans le conflit israélo-palestinien, sa puissance militaire et idéologique est toujours d'actualité et fascine toujours le monde arabe et le monde entier. Si la Chine est en train de devenir une puissance économique incontournable, menaçant le monopole des États-Unis sur le plan économique, elle est encore très loin de les égaler en termes d'influence idéologique et culturelle à l'international.

Même sur le plan économique, pour certains experts américains, les États-Unis pourraient être égalés mais jamais dépassés. Pour Deirdre McCloskey, professeure de sciences économiques à l'université de Chicago, ils ont une puissance économique qu'aucune autre nation ne peut dépasser. Ils ont bénéficié du revenu réel le plus élevé au monde. Même si les ressources naturelles abondantes sont souvent citées comme étant le principal facteur de la richesse américaine, l'explication est, pour cette professeure, trompeuse (la Russie est riche en ressources et pauvre en production, et le Japon est pauvre en ressources mais riche en production). Les revenus élevés des États-Unis semblent avoir été le résultat de la totale liberté des gens de créer leur propre commerce. Au cours des deux derniers siècles, une politique économique solide a consisté à faire appliquer la loi et à laisser les citoyens américains libres. Pour McCloskey, l'Amérique reste probablement le pays le plus riche du monde. Elle se développe à un rythme élevé et adapté à une économie déjà très riche. Certains pays plus pauvres croissent plus vite pendant un certain temps, mais ce n'est pas une source d'inquiétude. C'est une question de rattrapage. À mesure que les nouveaux pays riches s'approchent de la norme américaine, ils ralentissent, comme c'est le cas du Japon.

Ensuite, pour Deirdre McCloskey, l'Amérique sera égale mais non dépassée. Par ailleurs, plus le reste du monde devient riche, mieux c'est pour les États-Unis. Les pays riches commercent principalement avec d'autres pays riches. Les pays riches sont plus inventifs que les pays pauvres, probablement parce qu'ils ont une main-d'œuvre plus instruite, et les inventions se répandent dans le monde. Les pays riches investissent les uns dans les autres, en notant que la Grande-Bretagne est le premier pays investisseur aux États-Unis. Pour l'auteure, les pays pauvres ne sont pas pertinents sur le plan économique pour les pays riches. Enfin, Deirdre McCloskey met en garde contre les analystes qui annoncent le déclin des États-Unis. Pour elle, il est dangereux de continuer à parler de « déclin ». En effet, cela met les gens en colère contre les étrangers. 90 % des emplois sont « perdus » au profit d'autres Américains, mais le blâme dans la presse revient aux Mexicains et aux Chinois ; ceci pourrait donc

provoquer des tensions sociales dangereuses qui pourraient à leur tour handicaper le modèle américain⁸¹⁸.

Or, la dernière liste des pays les plus puissants du monde, publiée par le *Business Insider* en janvier 2020, indique que les États-Unis maintiennent toujours leur première position. Cet article confirme qu'ils conservent leur position de pays le plus puissant du monde. *US News* les appelle « la puissance économique et militaire la plus dominante du monde » et note désormais que son empreinte culturelle s'étend sur le monde grâce à ses films, ses productions télévisuelles et sa musique. Cependant, les positions du président Donald Trump sur l'immigration et le commerce ont soulevé des questions dans le monde entier, y compris de la part des alliés les plus proches du pays, sur l'évolution future de la nation sur la scène mondiale. Néanmoins, le mandat de Donald Trump a certes mené Washington vers le nationalisme, mais ce dernier s'est vite estompé avec l'élection de Joe Biden qui semble remettre l'Amérique dans une position internationale plus forte.

Avec cette position privilégiée dans le monde, les responsables américains tentent de préserver le plus longtemps possible leur hégémonie. Pour cela, depuis 2001, plusieurs stratégies ont été adoptées selon la personnalité du président et son parti politique, mais aussi selon l'évolution des événements internationaux. Comme les attaques du 11 septembre 2001 avaient frustré les États-Unis, une stratégie interventionniste et militaire était nécessaire pour réaffirmer leur puissance, même si cette dernière a engendré un contexte chaotique dans le monde arabe. Barack Obama avait introduit, dans sa campagne présidentielle, un programme international différent de son prédécesseur. Cependant, les événements ont imposé au président démocrate une nouvelle stratégie de désengagement en Irak et d'engagement accru en Afghanistan, au Yémen et au Pakistan. Quant au président Donald Trump, il a plutôt privilégié une politique étrangère nationaliste favorisant les relations bilatérales au détriment des organisations et des accords multilatéraux et promouvant les décisions unilatérales. Ainsi, les présidents américains tentent d'adapter la politique étrangère américaine aux enjeux internationaux en ayant comme objectif principal la protection des intérêts des États-Unis dans le monde. Dans le monde arabe, les Américains ont réussi à préserver une position hégémonique

⁸¹⁸ McCloskey, Deirdre, "Is America in Decline?", *The American Institute for Economic Research*: 2 octobre 2020, < <https://www.aier.org/article/is-america-in-decline/>>, consulté le 1^{er} mai 2021.

et à protéger leurs intérêts vitaux comme les bases militaires, le flux de pétrole et son prix et la promotion démocratique pour une région plus ouverte aux idéaux démocratiques libéraux.

Toutefois, les États-Unis ont besoin d'une nouvelle stratégie sur de nombreux enjeux dans le monde arabe afin de préserver leur hégémonie. Anthony Cordesman, chercheur américain en sécurité nationale, énonce plusieurs enjeux internationaux majeurs pour lesquels les États-Unis doivent déployer de nouvelles stratégies pour que leur hégémonie perdure. À l'inverse de Deirdre McCloskey, Cordesman dresse un tableau plutôt mitigé de la position américaine face à l'émergence de la Russie et de la Chine. Il explique que ces deux grandes puissances sont désormais de véritables menaces. La Russie représente un défi majeur qui va bien au-delà de l'OTAN et de l'Europe. Les pays développés sont en concurrence avec la Chine sur une base différente et plus hostile. Les États-Unis et leurs partenaires stratégiques sont en confrontation militaire et civile avec deux des plus grandes puissances mondiales, et pas seulement en concurrence. Une grande partie du monde en développement représente un défi similaire. Même avant la Covid-19, il y avait beaucoup trop d'« États défaillants » avec des gouvernements corrompus et inefficaces. Il y avait beaucoup trop de pays avec de graves tensions et violences internes, des éléments d'extrémisme et de terrorisme, et qui reposaient sur des élites au pouvoir étroites et sur la répression.

Beaucoup trop d'économies ne pouvaient pas faire face à la pression démographique, à l'urbanisation et au changement social. La Covid-19, la crise économique qu'elle génère et des facteurs comme la faiblesse des revenus pétroliers et le climat feront inévitablement pencher la balance en faveur de nouvelles crises et conflits internes ou locaux pendant au moins plusieurs années. Certains de ces défis affecteront la sécurité des États-Unis. Beaucoup sont déjà présents, comme la crise économique en Irak et les crises qui se développent au Liban et à Oman. Certains rendront encore pires les perspectives de paix et de stabilité dans des pays qui sont déjà confrontés à de graves divisions ou à une guerre civile : de la Thaïlande au Yémen en passant par le Guatemala. Dans le même temps, l'impact économique de la crise de la Covid-19 affectera gravement la volonté des autres États de fournir une aide.

L'auteur note également qu'il faudra probablement attendre au moins 2022-2023 avant que les États-Unis puissent commencer à évaluer avec précision la gravité de ces problèmes. Cependant, une chose semble certaine : ils sont encore moins capables d'être le sauveur du monde que d'être son gendarme. Rappelons que les États-Unis seront confrontés à des besoins

économiques intérieurs et devront limiter l'aide et l'intervention. Pour Anthony Cordesman, ils devront concentrer leurs ressources limitées sur les pays et les cas qui ont la priorité et la probabilité la plus élevée de réussir. À titre d'exemple, les États-Unis pourraient bien quitter l'Afghanistan en mai prochain dans le cadre d'un processus de paix qui a échoué. L'Afghanistan est devenu une impasse de dépendance continue, et cela signifie laisser ses voisins largement hostiles faire face au départ des États-Unis. Ils devront faire des États comme l'Irak de véritables partenaires stratégiques. Contrairement à l'Afghanistan, l'Irak est une nation qui compte vraiment en termes d'intérêts vitaux : contrer l'influence de l'Iran, lutter contre l'extrémisme. Anthony Cordesman met en garde contre des ressources de plus en plus limitées, et à partir desquelles les États-Unis devront se concentrer sur les pays et les cas qui ont la valeur la plus stratégique pour eux⁸¹⁹. Enfin, ils doivent revenir à leurs priorités sur les droits de l'homme, la démocratie et la primauté du droit. Cela ne signifie pas imposer les valeurs américaines à chaque allié ou partenaire, ni ignorer l'importance stratégique des États qui ne respectent pas les objectifs et les valeurs des États-Unis. Cela signifie qu'ils doivent rétablir la confiance dans leur engagement envers les valeurs qui ont dominé leur comportement tout au long de l'après-guerre et qui ont établi un large niveau de confiance en eux. Les États-Unis peuvent (et devraient) démontrer que ces valeurs n'ont pas changé, qu'elles façonnent toujours le comportement américain. Ils doivent montrer à leurs partenaires qu'ils les encouragent toujours à développer ces valeurs mais ne les leur imposent pas. La forte baisse de confiance envers les États-Unis, pays après pays, documentée dans les *Pew Trusts* et d'autres sondages, est un avertissement⁸²⁰. La stratégie ne consiste pas à atteindre un état final, ni même à gagner. Ces concepts de stratégie sont un héritage du XIX^e siècle que les États-Unis ne peuvent plus adapter à la concurrence à grande échelle entre États.

En d'autres termes, la stratégie que les États-Unis doivent adopter pour maintenir leur modèle et leur hégémonie est mieux décrite par ce que James Carse, professeur d'histoire et de littérature religieuse, a appelé un jeu infini, une compétition dans laquelle le but n'est pas de gagner ou de perdre mais simplement de continuer à jouer. Les jeux finis, comme les échecs, ont des règles simples. Il s'agit de tactiques : limiter les options d'un adversaire jusqu'à ce que le seul choix qui reste soit la capitulation (échec et mat). Les jeux infinis, en revanche, consistent à élargir les options d'un joueur et à garantir que la concurrence se poursuit même lorsque

⁸¹⁹ Cordesman, Anthony, "Setting new US Strategic Priorities for a post-Trump World", *CSIS*: 19 novembre 2020, <https://www.csis.org/analysis/setting-new-us-strategic-priorities-post-trump-world>, consulté le 20 avril 2021.

⁸²⁰ *Ibid.*

d'autres options sont supprimées. Comme l'a écrit Carse, « les joueurs finis jouent à l'intérieur des limites. Des joueurs infinis jouent avec les limites »⁸²¹. Quant à Everett Carl Dolman, professeur d'études militaires à l'*US Air Force*, il a écrit que la stratégie ne vise pas l'aboutissement des événements, mais « une continuation favorable des événements »⁸²². Les stratégies visent à augmenter leurs options en manipulant la structure de la compétition elle-même, en dictant les conditions dans lesquelles le jeu est joué⁸²³.

⁸²¹ “Finite players play within boundaries; infinite players play with boundaries.” Carse, James. *Finite and Infinite Games*. New York: Simon and Schuster, 1986, p. 11.

⁸²² “Favourable continuation of events”, Dolman, Everett Carl. *Pure Strategy: Power and Principle in the Space and Information Age*. New York: Routledge, 2011.

⁸²³ Tyson Brown, Zachery, “The United States Need a New Strategic Mindset”, *Foreign Policy*: 22 septembre 2020, <<https://foreignpolicy.com/2020/09/22/united-states-need-new-strategic-mindset-infinite-perspective/>>, consulté le 1^{er} mai 2021.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Tout au long de ce travail de recherche, nous avons analysé l'évolution de la politique étrangère et de la stratégie américaine au Moyen-Orient. Cette évaluation nous a menés vers une multitude de travaux de recherche grâce auxquels nous avons réussi à apporter une réponse pertinente à notre problématique : les États-Unis se désengagent-ils ou sont-ils en déclin au Moyen-Orient ? Nous nous sommes focalisés sur quatre principaux facteurs pour obtenir une réponse juste à notre problématique : la lutte antiterroriste, la promotion démocratique, l'islam politique et l'émergence de la Russie et de la Chine dans cette région. Bien sûr, la guerre contre l'Irak, lancée en 2003 par Washington, a été le point de départ de nos recherches. La guerre en Irak a déstabilisé un pays dont la stabilité représentait, avant l'invasion américaine, l'équilibre de cette région stratégique. Sa chute a donc entraîné les États-Unis vers une multitude de missions et d'engagements liés à la menace terroriste, à la démocratie et aux droits de l'homme, à l'émergence d'un islam politique d'un côté et à l'alliance sino-russe de l'autre. Environ deux décennies après la chute de Bagdad, nous sommes arrivés à la conclusion que les États-Unis se sont heurtés à de nombreuses difficultés dans un contexte irakien chaotique et instable. En d'autres termes, les responsables à Washington ont échoué dans la reconstruction de l'Irak et l'établissement d'une démocratie, mais aussi dans l'éradication du terrorisme ou du moins, dans son affaiblissement. Même si le but ultime de la lutte antiterroriste était de protéger le territoire américain et de prévenir toute attaque terroriste similaire à celle du 11 septembre 2001, le terrorisme continue de ronger le monde arabe, une région où le personnel américain, qu'il soit militaire, politique ou autre, est encore fortement présent et mis à l'épreuve en raison de l'instabilité de la région. Faute de stratégie efficace et de long terme, les États-Unis ont vu leur rôle décliner dans un monde arabe où les populations, assoiffées de stabilité, recherchent des alternatives autres que celles proposées par Washington.

En effet, les Chinois, d'un point de vue économique, gagnent progressivement du terrain dans le monde arabe : Maghreb, monarchies du Golfe, Syrie, Liban... Nous pouvons illustrer cela avec les chiffres suivants : le commerce de la Chine avec le monde arabe avoisine les 245 milliards de dollars, soit une augmentation d'environ 700 % depuis 2004 ⁸²⁴. Quant aux responsables russes, ils ont fait preuve de plus de vigilance en déployant une stratégie plus

⁸²⁴ "China's Economic Impact in the Arab World Has Soared since the Arab Spring but Jobs Haven't", *Quartz Africa*: 17 décembre 2020, <<https://qz.com/africa/1947343/chinas-impact-sincearab/#:~:text=All%20told%2C%20China's%20trade%20with,roughly%20700%25%20increase%20since%2020>>

efficace en Syrie, à l'heure où les États-Unis, sous la présidence de Barack Obama, ne savaient toujours pas quelle tactique adopter : s'engager ou rester à l'écart. En effet, la Russie dispose désormais de capacités de renforcer sa puissance dans la région avec un accès à des bases aériennes comme Hmeimim et des ports comme Tartous. Les diplomates russes mènent des négociations sur des questions régionales, comme un accord de paix syrien et le retour des réfugiés, et tous les grands pays de la région, comme Israël, la Jordanie, l'Arabie saoudite, la Turquie et l'Iran, travaillent avec Moscou sur les questions de politique étrangère. Cette résurgence de la Russie au Moyen-Orient a été facilitée par la confusion du retrait des forces militaires américaines de la Syrie.

Il faut rappeler que d'un point de vue arabe, Moscou a permis, malgré l'atrocité de la crise syrienne, de maintenir la stabilité politique en Syrie, sans laquelle la région se serait noyée davantage dans des conflits internes et externes interminables, comme c'est le cas en Irak, en Libye et au Yémen. De plus, les positions contradictoires de Washington à l'égard du « printemps arabe » ont favorisé le déclin de l'image américaine dans la région et des valeurs démocratiques pour lesquelles il avait pourtant lancé des guerres en 2001 et en 2003. Face à ces contradictions et à l'échec de la reconstruction américaine de l'Irak, l'islam politique est apparu plus prometteur en termes de gouvernance politique, tendance que Washington a tenté de contrecarrer notamment en déployant une politique de laissez-faire quand il s'agissait de renverser le gouvernement des Frères musulmans, pourtant élu démocratiquement, en Égypte en 2012. C'est à ce moment que des responsables américains, comme Hillary Clinton, et des auteurs américains, comme John Mearsheimer, ont appelé le gouvernement américain à s'ouvrir aux partis politiques islamiques modérés. Cette ouverture permettra à Washington de différencier les radicaux et les modérés et de nouer des relations amicales réelles avec les partis islamiques modérés, ce qui pourra effectivement l'aider à reprendre de l'élan et à mieux servir ses intérêts.

Par ailleurs, devant les échecs successifs, et donc le déclin de Washington après la chute du régime de Saddam Hussein, la trajectoire de la politique étrangère américaine à laquelle nous assistons aujourd'hui est un désengagement militaire progressif en Afghanistan et en Irak, un désengagement démocratique dans des pays comme le Bahreïn, l'Égypte et la Libye, un

04.&text=In%202019%2C%20Saudi%20Arabia%20exported,US%20stood%20at%20%2413.3%20billion.>, consulté le 4 juillet 2021.

désengagement politique envers le conflit israélo-palestinien et la solution des deux États, même si les responsables américains réitérent leur engagement envers la création d'un État palestinien. Certes, la reconnaissance d'Israël de la part de plusieurs pays arabes a permis une meilleure intégration de l'État hébreu dans le monde arabe. Cependant, l'absence de stratégie américaine pour une paix durable entre Palestiniens et Israéliens risque de déclencher une guerre à plus grande échelle permettant peut-être aux Russes et aux Chinois de proposer des alternatives plus équitables envers la cause palestinienne qui attend un changement, ne serait-ce que subtil, de la part de Washington pour créer enfin un État palestinien. Cela dit, le désengagement envers ce conflit est principalement dû à l'échec de la stratégie américaine en Irak et à l'escalade de la violence et du terrorisme. Un autre événement clé qui prouve le déclin de la stratégie américaine en Irak, et dans l'ensemble du monde arabe, est la victoire de l'Iran en Irak. L'Irak, faisant partie de « l'axe du mal », a finalement sombré à cause de l'invasion américaine, sous l'influence de l'Iran, un autre pays de cet axe. Ce résultat contredit ce que Washington promettait en 2003.

De ce fait, le déclin de la stratégie américaine a incité Washington à se désengager militairement, démocratiquement et politiquement dans les pays arabes où l'effet de l'Irak, en termes de chaos social, politique et ethnique, de menaces terroristes et d'échec démocratique, a eu de fortes répercussions. Depuis 2003, l'Irak n'a jamais connu la stabilité. Malgré les efforts américains et un budget colossal destiné à sa reconstruction et à l'établissement de la démocratie, ces derniers n'ont jamais eu lieu ; un échec américain réel qui a mené vers un déclin indubitable de Washington dans le monde arabe. Le sort de l'Irak est finalement un sort américain, et les États-Unis doivent absolument procéder à une nouvelle politique étrangère qui impliquerait une nouvelle approche plus prometteuse que celle de l'unilatéralisme de George Bush et de Donald Trump et celle du *smart power* de Barack Obama. Les États-Unis doivent revoir, comme le note Anthony Cordesman, un expert américain au CSIS, l'ensemble de leur stratégie pour maintenir le plus longtemps possible leur hégémonie.

Il est important aujourd'hui, pour les États-Unis, de réaffirmer leur rôle hégémonique, leur exceptionnalité et leur indispensabilité dans le monde arabe. Les échecs successifs de Washington dans cette région et l'absence de stratégies de long terme et opérantes ont mené à un déclin américain et ont permis à d'autres puissances de se présenter comme des acteurs majeurs alternatifs. Il est donc essentiel pour Washington de reconsidérer ses priorités à l'international. À l'issue de nos recherches, nous avons constaté que Washington doit se concentrer sur des enjeux à risque pour ses intérêts vitaux. Le premier intérêt vital des États-Unis au Moyen-Orient étant de

préserver son rôle hégémonique, les perspectives suivantes représenteraient des opportunités essentielles pour l'hégémonie américaine dans le monde arabe.

D'après nos recherches, il serait dans l'intérêt des États-Unis de mettre fin à l'antagonisme avec Téhéran. Établir des relations ordinaires avec l'Iran pourrait leur permettre non seulement d'avoir un meilleur accès à la région, mais également de prendre de l'impulsion en Irak où les Iraniens ont une grande influence. Cela dit, nous avons vu qu'une entente diplomatique entre Américains et Iraniens était possible quand les deux parties ont signé, en juillet 2015, l'accord de Vienne. Poursuivre des relations antagonistes avec l'Iran permettrait à la Russie et à la Chine de détenir d'importantes ressources matérielles et des accès maritimes stratégiques au détriment des États-Unis. Ceci accroîtrait en conséquence l'influence de l'alliance sino-russe en Iran, et donc au Moyen-Orient. Par ailleurs, comme l'Iran a été un acteur antiterroriste de grande importance, notamment lors de la lutte contre l'État islamique, normaliser les relations avec les Iraniens pourrait faire de ce pays un partenaire antiterroriste essentiel pour les Américains dans les prochaines années.

Avoir des relations « spéciales » avec le royaume du Maroc n'est probablement pas suffisant pour les intérêts américains au Maghreb. L'Algérie, pays pivot pour la lutte antiterroriste dans le Sahel et en Afrique du Nord, reste un pays nord-africain stratégique pour Washington. Comme elle a refusé l'installation d'une base américaine au Sahara, un rapprochement entre Alger et Washington pourrait permettre aux États-Unis d'être un acteur majeur dans la lutte antiterroriste au Sahel, principalement sous contrôle français. Comme nous l'avons mentionné, se rapprocher de l'Algérie pourrait également permettre aux États-Unis de contrer l'influence politique et même militaire de la Russie, premier fournisseur d'armes d'Alger. De plus, l'Algérie offrirait à Washington des accès territoriaux de grande valeur puisque ce pays est limitrophe du Maroc, de la Tunisie, de la Libye, du Mali et du Nigeria. Même s'il est encore trop tôt pour voir les résultats d'un tel rapprochement, renforcer les relations diplomatiques avec Alger doit être une priorité dans la politique étrangère américaine pour un meilleur accès au Maghreb.

Dans le conflit israélo-palestinien, Chris Murphy, homme politique démocrate, a appelé Washington à faire évoluer sa position⁸²⁵. Maintenir un soutien indéniable pour Israël est certes une nécessité stratégique, cependant, il est également dans l'intérêt de Washington de disposer

⁸²⁵ Cf. <<https://www.msnbc.com/morning-joe/watch/sen-chris-murphy-calls-for-ceasefire-in-middle-east112119365862>>, consulté le 13 mai 2021.

d'une vision plus équitable envers les droits des Palestiniens. Comme l'ont noté Stephen Walt et John Mearsheimer dans leur ouvrage *La politique étrangère américaine et le lobby proisraélien*⁸²⁶, il n'est pas nécessaire de soutenir l'État hébreu quand ce dernier ne respecte pas ses engagements internationaux comme la colonisation des territoires palestiniens (la frontière israélo-palestinienne a été internationalement reconnue par l'ONU en 1967) ou encore la nonpoursuite des responsables israéliens pour des crimes de guerre contre les Palestiniens. Toutefois, les dernières violences qui ont opposé Palestiniens et Israéliens en mai 2021 n'ont pas incité Washington à déployer une stratégie active, ce qui a provoqué des réactions diplomatiques chinoises. En mai 2021, Pékin a épinglé les États-Unis en regrettant leur obstruction envers le conflit et a même condamné l'assassinat d'enfants durant la guerre qui a opposé le Hamas à Israël. Étant donné la capacité indéfectible des États-Unis de stopper les guerres, ces déclarations chinoises pourraient mener vers des alternatives plus importantes par rapport à ce conflit, et plus intéressantes pour la cause palestinienne, gagnant ainsi la confiance, si ce n'est des leaders arabes, du moins des populations arabes et même musulmanes qui expriment toujours une grande compassion envers la cause palestinienne. Ainsi, la parole de la Maison-Blanche reste limitée, et le désengagement envers ce conflit reste notable. Pour éviter une telle évolution, les États-Unis doivent reconsidérer leur position et équilibrer leur stratégie envers ce conflit.

Enfin, il est impératif pour Washington de donner plus d'importance aux partenariats multilatéraux pour contrer l'avancée économique de la Chine dans le monde arabe. La Chine est très présente dans le monde arabe, y compris au Maghreb. Pékin a signé l'accord de libre-échange le plus vaste du monde avec les pays asiatiques, et il est probable qu'il signe un partenariat similaire avec les pays arabes. Les initiatives multilatérales de Barack Obama lors de la signature du traité de libre-échange transpacifique, abandonnées par Donald Trump, doivent être reprises par les responsables américains. Créer une zone de libre-échange, assister les économies des pays membres au travers d'un éventuel partenariat américano-arabe permettrait aux États-Unis de restaurer leur crédibilité. Puisqu'ils restent la plus grande puissance du monde, mettre en œuvre ce genre de partenariat multilatéral dans le monde arabe, et même dans d'autres régions, s'inscrit dans leur intérêt économique et leur permettrait de freiner, ou du moins de ralentir la progression économique fulgurante de la Chine. Sur le plan économique mais aussi sur le plan politique, les États-Unis devraient favoriser des alliances avec les puissances régionales, comme cela a été fait

⁸²⁶ Walt, Stephen et John Mearsheimer. *La politique étrangère américaine et le lobby pro-israélien*. Paris : La Découverte, 2009.

en 2015 quand la Turquie, la Russie et l'Iran se sont alliés pour tenter de résoudre la crise syrienne.

D'autres exemples qui pourraient mettre en danger les intérêts de Washington dans la région concernent la coopération stratégique sur plus de 25 ans que Pékin et Téhéran s'apprêtent à signer pour les prochaines années. Asphyxié par la politique de pression maximale américaine, l'Iran a trouvé une alternative intéressante avec Pékin, lui fournissant une bouée de sauvetage politique et économique qui mettra fin à l'isolement du régime des ayatollahs par Washington. Il est donc impératif pour Washington de s'engager davantage dans des partenariats multilatéraux qui pourraient inclure l'Iran, dans le but de reprendre la main sur cette région où la Chine semble aller à grande vitesse.

En Afghanistan, après la victoire des talibans, les États-Unis doivent tenter de développer une stratégie pour ériger des relations ordinaires avec leur régime. En effet, Pékin s'est précipité pour reconnaître le régime islamique des talibans avec une visite officielle de ces derniers dans la capitale chinoise (aussitôt après le retrait des troupes américaines d'Afghanistan, le 31 août 2021). Washington doit donc également déployer une politique étrangère plus diplomatique avec Kaboul. Premièrement, cela devrait apaiser les tensions entre Washington et les talibans, même si le fiasco américain en Afghanistan est loin d'être oublié. Deuxièmement, cela devrait également permettre aux Américains de se lancer dans une politique étrangère multilatérale avec Pékin au sujet des enjeux en Afghanistan pour éviter une domination chinoise dans ce pays, l'une des sources principales de lithium dans le monde.

Enfin, comme la stratégie américaine au Moyen-Orient, depuis la guerre en Irak, est en déclin, la stratégie de désengagement qui en découle pourrait être transitoire afin que Washington puisse redresser sa politique étrangère dans le monde arabe. Il est peu probable que Washington reste à l'écart des évolutions au Moyen-Orient.

De même, malgré cette tendance déclinante, Washington reste toujours un acteur « sauveur » pour beaucoup de pays arabes, et pour les monarchies du Golfe en particulier. Néanmoins, les responsables américains doivent être conscients du vent sino-russe qui souffle dans cette région stratégique et par conséquent, ils doivent relancer une stratégie engageante, engagée et multilatérale afin de retarder le plus possible un véritable déclin américain, puisque toute puissance connaîtra une fin.

La guerre en Ukraine n'a-t-elle pas été un signe d'alerte pour les pays arabes (les pays du Golfe et l'Arabie saoudite en particulier) pour consolider leur relation avec Moscou et Pékin. La « défection » américaine et le refus de Washington d'intervenir militairement en Ukraine nous indique que l'interventionnisme américain a pris une nouvelle trajectoire incitant les pays arabes à repenser leur positionnement stratégique dans la région. Allons-nous voir une recrudescence, ou cette absence américaine entrainera-t-elle le réveil panarabe et /ou panislamiste. En effet, comme de nouvelles générations arrivent au pouvoir, leur positionnement sur les questions régionales et internationales est d'ores et déjà multilatéral au lieu d'être pro-américains tels leurs prédécesseurs.

BIBLIOGRAPHIE

Sources primaires

Sales, Nathan “Country Report on Terrorism”, Bureau of Counterterrorism, State Department, < <https://www.state.gov/wp-content/uploads/2019/11/Country-Reports-on-Terrorism-2018-FINAL.pdf>>

Office of the Press Secretary “FACT SHEET: Implementation of the US-Gulf Cooperation Council Strategic Partnership”, The White House, 21 avril 2016,

<<https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2016/04/21/fact-sheetimplementation-us-gulf-cooperation-council-strategic>.>

Allied Maritime Command Public Affairs Office “NATO Forces Train with Algeria”, NATO, 16 septembre 2020, < <https://mc.nato.int/media-centre/news/2020/nato-forces-trainwith-algeria->>.

Obama, Barack, “National Security Strategy”, Février 2015,

<https://obamawhitehouse.archives.gov/sites/default/files/docs/2015_national_security_strategy_2.pdf>.

Bush, George. “George Bush: 'Rebuilding Iraq Has not Always Gone as Well as We Had Hoped' *The Independent*: 8 décembre 2005,

<<https://www.independent.co.uk/voices/commentators/george-bush-rebuilding-iraq-has-not-always-gone-as-well-as-we-had-hoped-518672.html>>.

Bush, George, “Text: President Bush Addresses the Nation”, *The Washington Post*: 20 septembre 2001

<https://www.washingtonpost.com/wpshr/nation/specials/attacked/transcripts/bushaddress_092001.html>.

Obama, Barack. “A Just and Lasting Peace” [Une paix juste et durable], discours d’acceptation du prix Nobel de la paix, 10 décembre 2009,

<http://nobelprize.org/nobel_prizes/peace/laureates/2009/obama-lecture_en.html>

Ben Ladin, Ossama, “Full Transcript of Ben Ladin's Speech”, *Al Jazeera*: 1^{er} novembre 2004.

Bush W. George, “Remarks at the American Legion National Convention”, Nevada, 28 août 2007.
<<https://www.presidency.ucsb.edu/documents/remarks-the-american-legion-nationalconvention-reno-nevada>>.

Bush, George H. W., *Adress on Iraq's Invasion of Kuwait - Operation Desert Shield*, US Government, 8 août 1990.

H.W Bush, George, “Address on Iraq's Invasion of Kuwait - Operation Desert Shield”, 8 aout 1990
<<https://www.americanrhetoric.com/speeches/georgehw bushkuwaitinvasion.htm>>

Bush, George H.W., *Adress to the Nation on the Suspension of Allied Offensive Combat Operations in the Persian Gulf*, Administration of George Bush, 27 février 1991,
<<https://www.presidency.ucsb.edu/documents/address-the-nation-the-suspension-alliedoffensive-combat-operations-the-persian-gulf>>.

Bush, George, “President Addresses the Nation”, *The Washington Post*, 20 septembre 2001.

Bush, George, “President Bush Addresses the Members of the Knesset”, Jérusalem, 15 mai 2008,
<https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2008/05/20080515-1.html>.

Bush, George, “President Bush Calls for new Palestinian Leadership”, Washington, 2 juin 2002,
<<https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2002/06/20020624-3.html>>

Bush, George, “President Discusses War on Terror and Rebuilding Iraq”, Washington DC, 7 décembre 2005,

Bush, George. “President Discusses War on Terror and Rebuilding Iraq”, 12 Juillet 2007
<<https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2005/12/20051207-1.html>>.

Bush, George, *Address to the Nation on the Troop Surge in Iraq*, US Government, 10 janvier 2007, <<https://www.americanrhetoric.com/speeches/wariniraq/gwbushiraq011007.htm>>

Bush, George, *Bush Discusses Beginning of Operation Iraqi Freedom*, US Government,
<<https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2003/03/20030322.html>>

Bush, George, *Fact Sheet: The New Way Forward in Iraq*, US Government, 10 janvier 2007,

<<https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2007/01/20070110-3.html>>

Bush, George, *President Bush Delivers Graduation Speech at West Point*, US Government, 1^{er} juin 2002.

<<https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2002/06/20020601-3.html>>

Bush, George, *President Bush Discusses Freedom in Iraq and Middle East*, US Government, 6 novembre 2003.

<<https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2003/11/20031106-2.html>>

Bush, George, *President Bush Outlines Iraqi Threat*, US Government, 7 octobre 2002,

<<https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2002/10/20021007-8.html>>

Bush, George, “National Security Strategy”, The White House, septembre 2002,

<<https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/nsc/nss/2002/>>.

Bush, George, Remarks by the President at Islamic Center of Washington, D.C. Washington, D.C., 17 septembre 2001,

<<https://georgewbushwhitehouse.archives.gov/news/releases/2001/09/20010917-11.html>>.

Carter, Jimmy, *State of Union Address*, US Government, 1980,

<https://www.jimmycarterlibrary.gov/assets/documents/speeches/su80jec.phtml>.

CIA, National Strategy for Combatting Terrorism, février 2003, p. 11.

CIA, The War on Terrorism, <https://www.cia.gov/news-information/cia-the-war-onterrorism/Counter_Terrorism_Strategy.pdf>.

Clayton, Thomas, “Arms Sales in the Middle East: Trends and Analytical Perspectives for US Policy”, Congress Research Service, 11 octobre 2017.

<<https://fas.org/sgp/crs/mideast/R44984.pdf>>.

Clinton, Hillary, Statement Before the Senate Foreign Relations Committee, 13 janvier 2009.

<<https://www.npr.org/templates/story/story.php?storyId=99290981>>.

Coats, Daniel R., *Statement for The Record Worldwide Threat Assessment Of The Us Intelligence Community*, Senate Select Committee on Intelligence, 29 janvier 2019, <<https://www.dni.gov/files/ODNI/documents/2019-ATA-SFR---SSCI.pdf>>

Congressional Research Service (CRS), “Combating Terrorism: The Challenge of Measuring Effectiveness”, 12 mars 2007, p. 4. < <https://fas.org/sgp/crs/terror/RL33160.pdf>>.

Congressional Research Service, *Qatar: Governance, Security, and US Policy*, R44533, Washington: CRC Report, <https://fas.org/sgp/crs/mideast/R44533.pdf>.

Declaration of Djihad against Americans Occupying the Land of the Two Holiest Sites, août 1996, <<https://ctc.usma.edu/wp-content/uploads/2013/10/Declaration-of-Jihad-against-the-Americans-Occupying-the-Land-of-the-Two-Holiest-Sites-Translation.pdf>>.

Department of Defense, “Report of the Defense Science Board Task Force on Strategic Communication”, septembre 2004, <<https://fas.org/irp/agency/dod/dsb/commun.pdf>>.

Department of Justice, *Investigation Into The Office Of The Legal Counsel’s Memoranda Concerning Issues Relating To The Central Intelligence Agency’s Use Of “Enhanced Interrogation Techniques”*, US Government, 29 juillet 2009, <<https://www.hsdl.org/?abstract&did=28555>>.

Department of State, *Foreign Relations of the United States, 1952-1954, Indochina*, Volume XIII, Part. 1, <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1952-54v13p1/d716>. Office of the Historian Department of State, *The US - Middle East Partnership Initiative*, US Government, <<https://www.mepi.state.gov/>>

Dewey, Thomas, “Address Accepting the Presidential Nomination at the Republican National Convention in Chicago, Illinois”, <<https://www.presidency.ucsb.edu/documents/address-accepting-the-presidential-nomination-the-republican-national-convention-chicago-1>>.

Edward Djerejian, "The U.S. and the Middle East in a Changing World; Address at Meridian House International," U.S. Department of State Dispatch, June 2, 1992.

Energy Secretary Ernest Moniz Calls for Increased Investment to Enhance U.S. Energy Emergency Response, < <https://www.energy.gov/articles/energy-secretary-ernest-moniz-calls-increased-investment-enhance-us-energy-emergency>>.

FIDH (2012), Shanghai Cooperation Organisation: A Vehicle for Human Rights Violations, August, International Federation for Human Rights, Paris, <https://www.fidh.org/IMG/pdf/sco_report.pdf>

Full Text of Iran Nuclear Deal”, *The Washington Post*,

<<https://apps.washingtonpost.com/g/documents/world/full-text-of-the-iran-nucleardeal/1651/>>.

G. H. W. Bush, “Address Before a Joint Session of the Congress on the Cessation of the Persian Gulf Conflict”, 6 mars 1991, sur le site de J. T. Woolley et G. Peters, *The American Presidency Project*, <<http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=19364>>.

Gates, Robert, US Secretary of Defense, “Landon lecture: Remarks as Delivered by Secretary of Defense Robert M. Gates”, Washington, 26 novembre 2007.

<<https://archive.defense.gov/Speeches/Speech.aspx?SpeechID=1199> >.

George Bush, “Rebuilding Iraq Has Not Always Gone as Well as We Had Hopped”, *The Independent*, 9 décembre 2005.

https://dod.defense.gov/Portals/1/features/defenseReviews/NPR/2010_Nuclear_Posture_Review_Report.pdf.

<https://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/corporate/annual-report-2011-2012-the-sustainable-future-we-want.html>.

https://www.washingtonpost.com/wp/srv/nation/specials/attacked/transcripts/bushaddress_092001.html>.

Hussein, Saddam, “Saddam Hussein Interview”, 15 novembre 1990,

<<https://abcnews.go.com/US/video/nov-15-1990-saddam-hussein-interview-14956581>>.

Jerusalem Embassy Act, < <https://www.congress.gov/bill/104th-congress/senate-bill/1322>> Le

Saint Coran, sourate 42, verset 38.

M. Blanchar, Christopher, “Libya: Conflict, Transition and US Policy”, Congressional Research Service, 13 avril 2020. < <https://fas.org/sgp/crs/row/RL33142.pdf>>.

Meridian House Speech, Washington, D.C., June 4, 1992.

Mueller, Robert S., *Statement for The Record Of Robert S. Mueller, III Director On War On Terrorism*, Federal Bureau of Investigation, 11 février 2003,

<https://fas.org/irp/congress/2003_hr/021103mueller.html>

National Energy Policy Development Group, *National Energy Policy. Reliable, Affordable, and Environmentally Sound Energy for America's Future*, US Government, <https://www.nrc.gov/docs/ML0428/ML042800056.pdf>.

National Security Council Information, CIA, 2016.

<<https://www.cia.gov/library/readingroom/docs/0005856717.pdf>>.

National Security Council, *National Strategy for Victory in Iraq*, novembre 2005, <https://www.hsdl.org/?view&did=457955>.

National Security Strategy, 2015, National Security Strategy, 27 mai 2010, <https://obamawhitehouse.archives.gov/sites/default/files/rss_viewer/national_security_strategy.pdf>.

National Strategy for Combating Terrorism 2003, p. 23, <<https://fas.org/irp/threat/ctstrategy.pdf>>.

National Strategy for Combating Terrorism 2011,

<https://obamawhitehouse.archives.gov/sites/default/files/counterterrorism_strategy.pdf>.

National Strategy for Combatting Terrorism, 2003, p. 22. / National Strategy for Combatting Terrorism, 2006. < <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/nsc/nsct/2006/>>.

Nuclear posture review report Washington DC, 2010.

Obama, Barack, "Remarks by the President to the United National General Assembly", The White House, 23 septembre 2010, < <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-pressoffice/2010/09/23/remarks-president-united-nations-general-assembly>>.

Obama, Barack, “Barack Obama’s Inaugural Address”, *New York Times*, 20 janvier 2009
<<https://www.nytimes.com/2009/01/20/us/politics/20text-obama.html>>.

Obama, Barack, “Obama’s Speech in Cairo”, *The New York Times*, 4 juin 2009,
<<https://www.nytimes.com/2009/06/04/us/politics/04obama.text.html>>.

Obama, Barack, “Remarks by President Barack Obama in Prague as Delivered”, Prague, 5 avril 2009,

<<https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/remarks-president-barack-obamaprague-delivered>>.

Obama, Barack, “Remarks by President Obama in Address to the United Nations General Assembly”, New York, 21 septembre 2011,

< <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2011/09/21/remarks-presidentobama-address-united-nations-general-assembly>>.

Obama, Barack, “Remarks by the President at the National Defense University”, Washington DC, 23 mai 2013,

<<https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2013/05/23/remarks-presidentnational-defense-university>>.

Obama, Barack, “Remarks By the President At the National Defense University”, Washington DC, 23 mai 2013,

< <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2013/05/23/remarks-presidentnational-defense-university>>.

Obama, Barack, “Remarks by the President on a New Strategy for Afghanistan and Pakistan”, The White House, 27 mars 2009,

<<https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/remarks-president-a-new-strategyafghanistan-and-pakistan>>.

Obama, Barack, “Remarks by the President on the Iran Nuclear Deal”, The White House, 5 août 2015.

<<https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2015/08/05/remarks-president-irannuclear-deal>>.

Obama, Barack, “Remarks by the President to the United Nations General Assembly”, United Nations, New York, 23 septembre 2009,

< <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/remarks-president-united-nationsgeneral-assembly>>.

Obama, Barack, “Remarks of President Barack Obama – Address to Joint Session of Congress”, The White House, 24 février 2009, < <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-pressoffice/remarks-president-barack-obama-address-joint-session-congress>>.

Obama, Barack, “Remarks of President Barack Obama – State of the Union Address As Delivered”, The White House, 13 janvier 2016, <<https://obamawhitehouse.archives.gov/thepress-office/2016/01/12/remarks-president-barack-obama-%E2%80%93-prepared-deliverystate-union-address>>.

Obama, Barack, “Remarks of President Obama to the People of Israel”, The White House, 21 mars 2013,

<<https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2013/03/21/remarks-presidentbarack-obama-people-israel>>.

Obama, Barack, “Renewing American Leadership”, *Foreign Affairs*, juillet 2007, <<https://www.foreignaffairs.com/articles/2007-07-01/renewing-american-leadership>>.

Obama, Barack, “Statement by President Obama on Egypt”, The White House, 3 juillet 2013. <<https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2013/07/03/statement-presidentbarack-obama-egypt>>.

Obama, Barack, “Text: Obama's Speech in Cairo”, *The New York Times*, June 4, 2010, <<https://www.nytimes.com/2009/06/04/us/politics/04obama.text.html>>.

Obama, Barack, “The War We Need to Win”, Obama Speech at Woodrow Wilson Center, août 2007, <<https://www.americanrhetoric.com/speeches/barackobamawilsoncenter.htm>>.

Obama, Barack, *Statement by the President on ISIL*, US Government, 10 septembre 2014,

<<https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2014/09/10/statement-president-isil1>>

Obama, Barack. "Full Transcript: President Obama's Speech at the U.N. General Assembly" *The Washington Post*: 24 septembre 2013.

<https://www.washingtonpost.com/politics/transcript-president-obamas-speech-at-the-ungeneral-assembly/2013/09/24/64d5b386-2522-11e3-ad0d-b7c8d2a594b9_story.html>.

Office of the Press Secretary, "President Barack Obama's Inaugural Address," Washington, DC: The White House, January 21, 2009, <www.whitehouse.gov/blog/inaugural-address/>.

Powell, Colin, "Colin Powell's Speech in Full", *The Guardian*, 20 novembre 2001,

<<https://www.google.com/amp/s/amp.theguardian.com/world/2001/nov/20/afghanistan.israel>>

Powell, Colin, "Colin Powell's Speech to the American Israel Public Affair Committee", *The Guardian*, 31 mars 2003,

< <https://www.google.com/amp/s/amp.theguardian.com/world/2003/mar/31/israel.iraq>>.

President Bush Delivers Graduation Speech at West Point, US Government, 1^{er} juin 2002, <<https://2001-2009.state.gov/r/pa/ei/wh/15425.htm>>.

Programs and Initiatives, Bureau of Counterterrorism, US Department of State,

< <https://www.state.gov/bureau-of-counterterrorism-programs-and-initiatives/>>.

Puddington, Arch and Royslance, Tyler, "Anxious Dictators, Wavering Democracies: Global Freedom Under Pressure", *Freedom House*, 2016,

<https://freedomhouse.org/sites/default/files/FH_FITW_Report_2016.pdf.

The National Security Strategy of the United States 2002, p. 6-15 <<https://georgewbushwhitehouse.archives.gov/nsc/nss/2002/>>.

The National Security Strategy of the United States of America, Transcript of first presidential debate, octobre 2008,

<<https://www.debates.org/voter-education/debate-transcripts/october-7-2008-debatetranscrip/>>.

The White House, Executive Order 13566-Libya, 25 février 2011.

<<https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2011/02/25/executive-order-13566libya>>.

Trump, Donald, Speech on Fighting Terrorism, 15 août 2015,

<<https://beersandpolitics.com/speech-on-fighting-terrorism>>.

United Nations Development Program, 2012.

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, Iraq, Unocha, <<https://www.unocha.org/iraq>>

United States Congress, Senate, Committee on Foreign Relations, *The Israeli Air Strike: Hearings Before the Committee on Foreign Relations*, US Government Printing Office, 1981.

United States Department of State Publication, Bureau of Counterterrorism, Country Reports on Terrorism 2018, octobre 2019,

<<https://www.state.gov/wp-content/uploads/2019/11/Country-Reports-on-Terrorism-2018-FINAL.pdf>>

US Department of State, Leading Through Civilian Power, 2010, Quadrennial Diplomacy and Development Review, Executive Summary, p. 8.

<<https://2009-2017.state.gov/documents/organization/153139.pdf>>.

US Embassy in Egypt, “United States Commits \$90 million in Development Assistance to Egypt”, 9 juillet 2019.

<<https://eg.usembassy.gov/united-states-commits-90-million-in-development-assistance-toegypt/>>.

USAID, Governance, US Government, 14 mars 2019, <<https://www.Usaid.gov/iraq/governance>>

USAID, *Us Foreign Aid By Country: Iraq*. Département d’État,

<<https://www.explorer.Usaid.gov/cd/irq>>

W. Bush, Walker, “President Bush's Address to a Joint Session of Congress and the Nation”, 20 septembre 2001.

W. J. Clinton, “Inaugural Address”, 20 janvier 1997, disponible à l’adresse suivante :
<<http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=54183#axzz1OTjcEJCF>>.

White House statement, December 10, 2020,

<<https://www.whitehouse.gov/presidential-actions/proclamation-recognizing-sovereigntykingdom-morocco-western-sahara/>>

Ouvrages

Aghrout, Ahmed et Boughereira, Redha. *Algeria in Transition: Reforms and development Prospects*. Londres: Routledge, 2004.

Alan, George. *Syria: Neither Bread Nor Freedom*, Londres: Zedbooks.

Allison, Graham. *Essence of Decision*, Addison-Wesley Educational Publishers, 1971.

Allison, Roy. *Russia, the West and Military Intervention*, Oxford: OUP Oxford, 2013.

Antoun, Richard and Donald Quataert. *Syria: Society, Culture, and Policy*, Google Books, 1991.

Arjomand, Said Amir. *The Turban for the Crown: The Islamic Revolution in Iran*, Oxford University Press, Oxford.

Bacevich, Andrew J. *The Short American Century: A Postmortem*, 1, Paperback ed., Harvard Univ. Press, 2013.

Balanche, Fabrice. *La Région alaouite et le pouvoir syrien*, Paris : Karthala, 2006.

Baldwin, David. *Economic Statecraft*, New Jersey: Princeton University Press, 1985.

Bass, Warren. *Support Any Friend: Kennedy’s Middle East and the Making of the U.S.-Israel Alliance*, Oxford: Oxford University Press, 2003.

Baum, Matthew A. and Potter, Philip B. K., *War and Democratic Constraint: How the Public Influences Foreign Policy*, Princeton: Princeton University Press, 2015.

Bernard, Cheryl. *Civil Democratic Islam: Partners, Ressources and Strategies*, Lanham: NBN, 2004.

Bin, Alberto, *et al.*, *Desert Storm: A Forgotten War*, Westport: Praeger, 1998.

Byrne, Malcolm. *Critical Oral History: a New Approach to Examining the United States' Role in the War*, *The Iran-Iraq War: New International Perspectives*, New York: Ashton Niegel & Bryan Gibson, 2013.

C.-P. David et D. Grondin. *Hegemony or Empire? The Redefinition of US Power under George W. Bush*, Aldershot: Ashgate, 2006.

Calhoun, Craig. *Rethinking Secularism*, Oxford: Oxford University Press, 2011.

Carse, James. *Finite and Infinite Games*. New York: Simon and Schuster, 1986.

Clot, Ziad. *Il n'y aura pas d'État palestinien : Le journal d'un négociateur en Palestine*, Paris : Max Milo, 2010.

D'Souza, Dinesh, *The Roots of Obama's Rage*, Washington: Regnery Publishing, 2011.

Dan Reiter and Allan C. Stam. *Democracies at War*, New Jersey: Princeton University Press, 2002.

Davet, Gérard et Lhomme, Fabrice. *Un Président ne devrait pas dire ça*, Paris : Broché, 2016.

David, Charles Philippe, Louis, Balthazar, *et al.*, *La Politique étrangère des États-Unis : fondements, acteurs, formulation*, Paris : Les Presses, 2008.

Diamond, Larry Jay, *et al.*, *Islam and Democracy in the Middle East*, Baltimore: Johns Hopkins University Press, 2003.

Djerejian, Edward P. et Martin, William. *Danger and Opportunity: An American Ambassador's Journey Through the Middle East*, New York: Simon and Schuster, 2008.

Dobbins, James, *et al.*, *Occupying Iraq: A History of the Coalition Provisional Authority*, Santa Monica: Rand Corporation, 2009.

E. Ambrosius, Lloyd. *Woodrow Wilson and the American Diplomatic Tradition*, New York:

Cambridge, University Press, 1987.

E. Mueller, John. *Overblown: How Politicians and the Terrorism Industry Inflate National Security Threats and Why We Believe Them*, New York: Simon & Schuster, 2006.

Ehrman, John. *The Rise of Neoconservatism: Intellectuals and Foreign Affairs, 1945 - 1994*, New York: Yale University Press, 1995.

El-Gamal, Mahmoud A., *et al.*, *Oil, Dollars, Debt, and Crises: The Global Curse of Black Gold*, Houston: Rice University Press, 2009.

F. Kaplan. *Daydream Believers: How a Few Grand Ideas Wrecked American Power*, New Jersey: John Wiley & Sons, 2008.

Farr, Thomas. *World of Faith and Freedom*, Oxford: Oxford University Press, 2008.

Flynn, Stephen. *The Edge of Disaster Rebuilding a Resilient Nation*, Washington: Random House, 2007.

Foley, Conor. *The Thin Blue Line: How Humanitarianism Went to War*, Londres: Verso, 2008.

Francona, Rick. *Ally to Adversary: an Eyewitness Account of Iraq's Fall From Grace*, Annapolis: Naval Institute Press, 1999.

Freeman, W. Chas. *Arts of power: Statecraft and Diplomacy*, Washington DC: Institute Peace Press, 1997.

Friedman, Alan. *Spider's Web: the Secret History of How the White House Illegally Armed Iraq*, New York: Bantam Books, 1993.

Fukuyama, Francis. *America at the Crossroads: Democracy, Power, and the Neoconservative Legacy*, New York: Yale University Press, 2007.

J. L. Gaddis. *The Cold War: A New History*, New York: Penguin Press, 2005.

Galbraith, Peter. *The End of Iraq: How American Incompetence Created a War Without End*, New York: Simon & Schuster, 2007.

Gelb, Leslie. *Power Rules*, Harper Collins: New York, 2009.

Gerges, Fawaz, *Making the Arab World: Nasser, Qutb, and the Clash That Shaped the Middle East*, Princeton: Princeton University Press, 2008.

Gingrich, Newt, et Vince, Haley. *A Nation Like no Other: Why American Exceptionalism Matters*, New York: Perseus Distribution, 2011.

Gramsci, Antonio. *Cahiers de prison*, Paris : Gallimard, 1996.

Grinin, Leonid E., et al., *Globalistics and Globalization Studies: Global Evolution, Historical Globalistics and Globalization Studies*, Moscou: Uchitel, 2017.

H. Halperin, Morton. *Bureaucratic Politics and Foreign Policy*, Washington DC: The Brooking Institution, 1974.

Halper, Stefan and Jonathan, Clarke, *America Alone: the Neo-conservatives and the Global Order*, 1st pbk. Ed., Cambridge: Cambridge University Press, 2005.

Halperin, Morton H., et al., *The Democracy Advantage: How Democracies Promote Prosperity and Peace*, London: Routledge, 2009.

Held, David, et Mathias, Koenig-Archibugi. *American Power in the 21st Century*, Cambridge: Polity, 2004.

Hobson, J. A., *Imperialism: A Study*, Washington: Spokesman, 2011.

Holsti, Ole R. *American Public Opinion on the Iraq War*, An Arbor: University of Michigan Press, 2011.

Huntington, Samuel P. *The Third Wave: Democratization in the Late Twentieth Century*, Norman: University of Oklahoma Press, 1993.

Huntington, Samuel. *The Clash of Civilizations*, New York: Simon and Schuster, 1994.

Hybel, Alex Roberto. *US foreign policy Decision-making from Kennedy to Obama: Responses to International Challenges*, Londres: Palgrave Macmillan, 2014.

Ikenberry, Gilford John (éditeur), *America Unrivaled: The Future of the Balance of Power*, Ithaca: Cornell University Press, 2002.

- Indyk, Martin. *Innocent Abroad: An Intimate Account of American Peace Diplomacy in the Middle-East*, Google books, 2006.
- J. L. Gaddis. *Surprise, Security and the American Experience*, Cambridge, MA, Harvard University Press, 2004.
- J. Lynch, Timothy. *A Change of Leaders is the Joy of Fools: Bush, Obama and Continuity in American Foreign Policy*, Canberra: Australian Political Science Association, 2011.
- J. T. Lenon, Alexander et Eiss, Camille. *Reshaping Rogue States: Preemption, Regime Change, and US Policy toward Iran, Iraq, and North Korea*, Massachussets: MIT Press, 2004.
- Joxe, Alain. *La guerre sans politique, cause des échecs militaires récurrents. Les guerres de l'empire global*, Paris : La Découverte, 2012.
- Kahneman, Daniel, *Thinking, Fast and Slow*, New York: Farrar, Straus and Giroux, 2013.
- Kegley, Charles W., et Wittkopf, Eugene R. *World Politics: Trend and Transformation*, New York: Thomson Higher Education, 2006.
- Kirshon, John. *An American Century*. Connecticut: Strategic Book Publishing, 2012.
- Kissinger, Henry. *Diplomacy*, New York: Simon&Schuster, 1996.
- Kristol, Irving. *The Neoconservative Persuasion: Selected Essays, 1942-2009*, New York: Perseus Books Group, 2013.
- Kurth Cronin, Aufrey. *How Terrorism Ends: Understanding the Decline and the Demise of Terrorist Campaigns*, Princeton: Princeton University Press, 2009.
- Lucaks, Yehuda. *Israel, Jordan and the Peace Process*, New York: Syracuse University Press, 1997.
- M. Schlesinger, Arthur. *The Disuniting of America: Reflection on a Multicultural Society*, New York: WW Norton & Co, 1991.
- Macris, Jeffrey R. *The Politics and Security of the Gulf: Anglo-American Hegemony and the Shaping of a Region*, New York: Routledge, 2010.

Malici, Akan et Walker Stephen. *Role Theory and Role Conflict in U.S.-Iran Relations: Enemies of Our Own Making*. New York: Routledge, 2017.

March, James et Simon, Herbert. *Organizations*, New Jersey, Willey Blackwell, 1993.

McCriskin, Trevor. *American Exceptionalism and the Legacy of Vietnam: US Foreign Policy since 1974*, Londres: Palgrave Macmillan, 2003.

Mearsheimer, John J., et Stephen, M. Walt. *Le lobby pro-israélien et la politique étrangère américaine*, Paris : La Découverte, 2009.

Meho, Lokman I. *The Kurdish Question in US Foreign Policy: A Documentary Sourcebook*, Westport: Praeger, 2004.

Mikaberidze, Alexander, *Conflict and Conquest in the Islamic World: a Historical Encyclopedia*. Santa Barbara: ABC-CLIO, 2011.

Morell, Michael J., et Bill, Harlow. *The Great War of Our Time: The CIA's Fight against Terrorism - from Al Qa'ida to ISIS*, New York: Twelve, 2015.

Morgenthau, Hans J. *In Defense of the National Interest*, Lanham: University Press Of America, 1982.

Mueller, John, Stewart, Mark, *Chasing Ghosts: The Policing of Terrorism*. Oxford: OUP USA, 2016.

Nasr, Vali. *The Indispensable Nation: American Foreign Policy in Retreat*, New York: Anchor, 2014.

Nordyke, Phil. *All American, all the Way: the Combat History of the 82nd Airborne Division in World War II*. Londres: Zenith Press, 2005.

Nye, Joseph. *The Paradox of American Power: Why the World's Only Superpower Can't Get it Alone*, Oxford University Press, Oxford, 2002.

O'Connell, Jack, and Vernon, Loeb. *King's Counsel: a Memoir of War, Espionage, and Diplomacy in the Middle East*. New York: W.W. Norton & Co, 2011.

Oz, Hassan. *Constructing America's Freedom Agenda for the Middle East: Democracy or Domination*. Londres: Routledge, 2012.

Panetta, Leon. *Worthy Fights: A Memoir of Leadership in War and Peace*, Londres: Penguin Book, 2014.

Paris, Henri. *Stratégie soviétique et chute du pacte de Varsovie : la clé de l'avenir*, Paris : Publications de la Sorbonne, 1995.

Parmar, Inderjeet et Cox, Michael. *Soft Power and US Foreign Policy: Theoretical, Historical and Contemporary Perspectives*, London: Routledge, 2010.

R. Gordon, Michael et E. Trainor, Bernard. *The Endgame: The Inside Story of the Struggle for Iraq, from George W. Bush to Barack Obama*, Londres: Vintage, 2013.

R. J. Lieber. *The American Era: Power and Strategy for the 21st Century*, Cambridge: Cambridge University Press, 2007.

Renshon, Stanley Allen. *The Political Psychology of the Gulf War: Leaders, Publics, and the Process of Conflict*, Pittsburg: University of Pittsburgh Press, 1993.

Richard Weitz. *Global Security Watch-Russia: A Reference Handbook*, Santa Barbara: Praeger Security International, 2010.

Ricks, Thomas E. *Fiasco: The American Military Adventure in Iraq*, London: Penguin Books, 2007.

Robert O. Keohane, "The Diplomacy of Structural Change: Multilateral Institutions and State Strategies", in Helga Haftendorn and Christian Tuschhoff, *America and Europe in an Era of Change*, Boulder: Westview Press, 1993.

Ron, Robin. *The Cold World They Made: The Strategic Legacy of Roberta and Albert Wohlstetter*, Boston: Harvard University Press, 2016.

Ross, Dennis. *Statecraft and How to Restore America's Standing in the World*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2007.

- Ruggie, John Gerard. "Multilateralism: The Anatomy of an Institution", in Ruggie, *ed.*, *Multilateralism Matters*, New York: Columbia University Press, 1993.
- Ryn, Claes G. *America the Virtuous: The Crisis of Democracy and the Quest for Empire*, New Jersey: Transaction Publishers, 2010.
- Scott Wolford. *The Politics of Military Coalitions*, New York: Cambridge University Press, 2015.
- Shah, Timothy Samuel, Alfred Stepan and Monica Duffy Toft. *Rethinking Religion and World Affairs*, New York: Oxford University Press, 2012.
- Singh, Robert. *Barack Obama's Post American Foreign Policy*, Londres: Bloomsbury Publishing, 2012.
- Smith, Steve, *et al.* *Foreign Policy: Theories, Actors and Cases*, Oxford: Oxford University Press, 2008.
- Stiglitz, Joseph E. and Bilmes, Linda J., *The Three Trillion Dollar War: The True Cost of the Iraq Conflict*, New York: W. W. Norton, 2008.
- Stothard, Peter. *Thirty days: Tony Blair and the Test of History*, New York: Harper Collins, 2003.
- Telhami, Shibley. *The World Through Arab Eyes*, Basic Books: New York, 2011.
- Tenet, George, Harlow, Bill. *At the Center of the Storm: My Years at the CIA*, New York: Harper Collins, 2007.
- Toft, Monica Duffy, Daniel Philpott and Timothy Samuel Shah. *God's Century: Resurgent Religion and Global Politics*, New York: Norton and Company, 2011.
- Traub, James. *The Freedom Agenda*, Londres: Picador, 2008.
- Tripathi, Deepak. *Overcoming the Bush Legacy in Iraq and Afghanistan*. Nebraska: Potomac Books, 2010.
- Vanderhill, Rachel. *Promoting Authoritarianism Abroad*, Boulder: Lynne Rienner, 2013.
- Walt, Stephen et Mearsheimer, John. *Le lobby pro-Israélien et la politique étrangère américaine*, Paris : La Découverte, 2011.

Walt, Stephen M. *Taming American Power: The Global Response to US Primacy*, New York: Norton, 2006.

Walt, Stephen M. *The Origins of Alliances*, Ithaca, NY, Cornell University Press, 1987.

Walt, Stephen. "Keeping the World 'Off-Balance': Self-Restraint and U.S. Foreign Policy", in *America Unrivaled: The Future of the Balance of Power*, 2002.

Wayne G. Barker and Rodney E. Coffman. "The Anatomy of Two Traitors" de *The Defection* de Bernon F. Mitchell and William H. Martin, Walnut Creek: Aegean Park Press, 1981.

West, Bing. *No True Glory: A Frontline Account of the Battle for Fallujah*, New York: Bantam Books, 2013.

Woodward, Bob. *Bush at War*, New York: Simon & Schuster, 2003.

Yoshitani, E., et Gail, S. *Reagan on War: A Reappraisal of the Weinberger Doctrine, 1980-1984*, Texas: A&M University Press, 2011.

Zatarain, Lee Allen. *America's First Clash with Iran: The Tanker War*, Haverton: Casemate, 2013.

Zoughbie, Daniel. *Indecision Points: George W. Bush and the Israeli-Palestinian Conflict*, Cambridge: the MIT Press, 2014.

Articles et rapports

Revol, Michel. "Le pétrole rapporte un million de dollars par jour à l'État islamique" *Le Point* : 19 novembre 2015, <https://www.lepoint.fr/monde/le-petrole-rapporte-un-million-de-dollars-par-jour-a-l-etat-islamique-19-11-2015-1983037_24.php>.

"America Should Reconsider Its Relationship with Saudi Arabia", *The Business Insider*: 23 janvier 2015, <<https://www.businessinsider.com/america-should-reconsider-its-cozy-relationship-with-saudi-arabia-2015-1?IR=T>>.

"Arab Barometer: MENA Residents Have an Increasingly Favorable View of China", *Arab Barometers*: 30 juillet 2020,

<<https://www.arabbarometer.org/media-news/arab-barometer-mena-residentshave-an-increasingly-favorable-view-of-china/>>.

“Bahrain: Unrest, Security, and US Policy”, Congressional Research Service, 26 juin 2020, p. 12, <<https://www.justice.gov/eoir/page/file/1290611/download>>.

“Bush Announces Strikes Against Taliban”, *The Washington Post*: 7 octobre 2001.
<https://www.washingtonpost.com/wpsrv/nation/specials/attacked/transcripts/bushaddress_100801.htm>.

“Bush Inaugural Message Marked by Hope”, *China Daily*: 20 janvier 2005,
<http://www.chinadaily.com.cn/english/doc/2005-01/20/content_410834.htm. >

“Bush Says God Chose Him to Lead His Nation”, *The Guardian*: 2 novembre 2003,
<<https://www.theguardian.com/world/2003/nov/02/Usa.religion>>.

“Costa Rica Asks to be Taken off US List of Coalition Partners”, *Los Angeles Times*: 10 septembre 2004,

<<https://www.latimes.com/archives/la-xpm-2004-sep-10-fg-rica10-story.html>>.

“Iran is Only Victor after US invasion of Iraq”, *Middle East Monitor*: 22 janvier 2019,
<<https://www.middleeastmonitor.com/20190122-study-iran-is-only-victor-after-us-invasionof-iraq/>>.

Wildavsky, Aaron. “On Character: Essays by James Q. Wilson”, American Enterprise Institute, 1991.

McFaul, Michael *et al.* *Between Dictatorship and Democracy: Russian Post-Communist Political Reform*, Carnegie Endowment for International Peace, 2010.

Mearsheimer, John J. *Hans Morgenthau and the Iraq War: Realism Versus Neo-Conservatism*, Open democracy, 2005.

Hoffman, Bruce *et al.*, “State of Struggle: Report on the Battle Against Global Terrorism”, Council on Global Terrorism, 2006.

Jones, Seth *et* Libicki, Martin. *How Terrorist Groups End: Lessons for Countering al Qaeda*, New York, RAND, 2008.

“President Obama: Libya aftermath 'worst mistake' of presidency”, *BBC News*: 11 avril 2016.
<<https://www.bbc.com/news/world-us-canada-36013703>>.

“Putin Likens Terrorists to Nazis”, *The Moscow Times*, 17 septembre 2001,
<<http://oldtmt.vedomosti.ru/sitemap/free/2001/9/article/putin-likens-terrorists-tonazis/251585.html>>.

“Russia says ready to aid European counter-terrorism”, *Global Times*: 6 novembre 2020,
<<https://www.globaltimes.cn/content/1205929.shtml>>.

“The Turkish People Don’t Look Favorably upon the US, or any Other Country, Really”, *Pew Research*: 31 octobre 2014, <<https://www.pewresearch.org/fact-tank/2014/10/31/the-turkishpeople-dont-look-favorably-upon-the-u-s-or-any-other-country-really/>>. “US Army: “We Will Respond” to Contractor Killings”, *CNN*: 1^{er} avril 2004,
<<https://edition.cnn.com/2004/WORLD/meast/04/01/iraq.main/>>.

“US Unlocks Military Aid to Egypt, Hacking President Sissi”, *BBC News*: 22 juin 2014,
<<https://www.bbc.com/news/world-middle-east-27961933>>.

“War In the Gulf: The Iraqi Leader; Saddam Hussein’s Speech on the Withdrawal of His Army from Kuwait”, *The New York Times*: 27 février 1991,
<<https://www.nytimes.com/1990/09/23/world/confrontation-in-the-gulf-us-gave-iraq-littlereason-not-to-mount-Kuwait-assault.html>>.

« Jacques Chirac : le “non” de la France à la guerre d’Irak en 2003 », *L’Express* : 26 septembre 2019,
<https://www.lexpress.fr/actualites/1/societe/jacques-chirac-le-non-de-la-france-a-la-guerred-irak-en-2003_2099800.html>.

« La moitié des prisonniers de Guantanamo resteront enfermés “indéfiniment” », *Le Monde* : 1^{er} septembre 2015,
<https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2015/09/01/la-moitie-des-prisonniers-deguantanamo-resteront-enfermes-indefinement_4742717_3222.html>.

« Les principaux attentats en Russie ces dix dernières années », *RTS Info* : 30 décembre 2013,
<<https://www.rts.ch/info/monde/5491696-les-principaux-attentats-en-russie-ces-dixdernieres-annees.html>>

« Qatar : les États-Unis lancent un appel à alléger le blocus », *AFP* : 9 juin 2017,
<<https://www.lapresse.ca/international/moyen-orient/201706/09/01-5105955-qatar-les-Etatsunis-lancent-un-appel-a-alleger-le-blocus.php>>.

« Zapatero ordonne le retrait des troupes espagnoles d'Irak », *Le Monde* : 19 avril 2004,
<https://www.lemonde.fr/archives/article/2004/04/19/zapatero-ordonne-le-retrait-des-troupesespagnoles-d-irak_361581_1819218.html>.

<https://usacac.army.mil/sites/default/files/misc/doctrine/CDG/cdg_resources/manuals/fm/fm3_07.pdf>.

<<https://www.google.com/search?q=there+are+today+5000+american+soldiers+in+bahrein&oq=there+are+today+5000+american+soldiers+in+bahrein&aqs=chrome..69i57j33.12617j0j9&sourceid=chrome&ie=UTF-8>>.

<<https://www.nytimes.com/1990/09/23/world/confrontation-in-the-gulf-us-gave-iraq-littlereason-not-to-mount-Kuwait-assault.html>>.

Abdo, Geneive, “Iraq Prepares to Evict US Troops”, *Foreign Policy*: 20 mars 2019,
<<https://foreignpolicy.com/2019/03/20/iraq-prepares-to-evict-u-s-troops/>>

Adamczyk, Ed., “Russia, Egypt, Join in Air Defense Exercise Arrow of Friendship”, *UPI*: 30 octobre 2019,
<<https://www.upi.com/Defense-News/2019/10/30/Russia-Egypt-join-in-air-defense-exerciseArrow-of-Friendship/5101572456838/>>.

Adraoui, Mohamed Ali, “Part II: States and the Muslim Brotherhood: Understanding a Chaotic History”, *George Town Journal of International Affairs*: 12 mai 2019,

<<https://www.georgetownjournalofinternationalaffairs.org/onlineedition/2019/5/7/qfaw03tmls wuveulpssnmxzdrqh82x>>.

Adraoui, Mohammed Ali, “The Unfinished History Between America and Muslim Brotherhood”, *Hudson Institute*: 12 juillet 2019,

<<https://www.hudson.org/research/15136-the-unfinished-history-between-america-and-themuslim-brotherhood>>.

Ahren, Raphael, “Erdogan Calls Sionism a ‘Crime against Humanity’”, *Times of Israel*: 28 février 2013,

< <https://www.timesofisrael.com/erdogan-calls-zionism-a-crime-against-humanity/>>.

Ait Akdim, Youssef, « Sissi et le massacre de Rabaa al-Adawiya, le Tian’anmen égyptien », *Jeune Afrique* : 14 août 2014.

< <https://www.jeuneafrique.com/47047/politique/sissi-et-le-massacre-de-rabaa-al-adawiya-letian-anmen-egyptien/>>.

Al Braizat, Fares, “Muslims and Democrat: An empirical Critique of Francis Fukuyama’s Culturalist Approach”, *World Values Survey*: octobre 2002.

Al Jazeera Edition, *Iraqi PM says US troops Do not Have Permission to Stay in Iraq*, *Al Jazeera*: 23 octobre 2019.

<<https://www.aljazeera.com/news/2019/10/iraqi-pm-troops-permission-stay-country-191023144606000.html>>.

Ali Sergie, Mohammed, “Qatar Companies to Invest \$5 bn in China for LNG Projects”, *Bloomberg*: 30 mars 2015,

< <https://www.bloomberg.com/news/articles/2015-03-30/qatar-qatra-jv-to-build-1-000-fillingstations-in-china-ceo>>.

Allahom, Ramy, “Libya’s War: Who is Supporting Whom?”, *Al Jazeera*: 9 janvier 2020,

<<https://www.aljazeera.com/news/2020/01/libya-war-supporting-200104110325735.html>>.

Alsaafin, Linah, “Students Are the 'Backbone' of Iraq Anti-government Protests”, *Al Jazeera*: 10 février 2020,

<<https://www.aljazeera.com/news/2020/02/students-backbone-iraq-anti-government-protests-200205082617826.html>>

Alsharif, Asma, « Egyptian Security Forces Arrest Brotherhood Leader's Son », *Reuters*: 31 décembre, 20 décembre 2013,

<<https://www.reuters.com/article/uk-egypt-arrest/egyptian-security-forces-arrest-brotherhoodleaders-son-idUKBRE9BU0BK20131231>>.

Alterman, Jon et Garver, John, “The Vital triangle: China, The United States and the Middle East”, *CSIS*: 2008,

<https://csis-website-prod.s3.amazonaws.com/s3fspublic/legacy_files/files/publication/080624_alterman_vitaltriangle.pdf>.

Apuzzo, Matt, *et al.*, “How US Torture Left a Legacy of Damaged Minds”, *The New York Times*: 8 octobre 2016, <<https://www.nytimes.com/2016/10/09/world/cia-torture-guantanamobay.html>>.

Arango, Tim, “Iran Dominates in Iraq after US ‘Handed Over the Country’”, *The New York Times*: 15 juillet 2017,

<<https://www.nytimes.com/2017/07/15/world/middleeast/iran-iraq-iranian-power.html>>

Archive, “Confrontation in the Gulf; Exerpts From Iraqi Document on Meeting with US Envoy”, *The New York Times*, 23 septembre 1990,

<<https://www.nytimes.com/1991/01/05/world/confrontation-in-the-gulf.html>>.

Archive, “US Messages on July 1990 Meeting of Hussein and American Ambassador”, *The New York Times*: 13 juillet 1991, <<https://www.nytimes.com/1991/07/13/world/us-messages-on-july-1990-meeting-of-hussein-and-american-ambassador.html>>.

Ashford, Emma, “Obama’s Syria’s Strategy is Doomed to Fail”, *The Time*: 2015,
<<https://time.com/4094333/obamas-syria-strategy/>>.

Austin, Henry, “What is Iran’s Secretive Quds Force”, *NBC News*: 3 janvier 2020,
<<https://www.nbcnews.com/news/world/who-are-iran-s-secretive-quds-forces-n1110156>>.

Baker, Peter, “Obama Condemns Russia’s Role in Bombing Syria”, *The New York Times*: 3 octobre 2015,
< <https://www.nytimes.com/2015/10/03/world/middleeast/obama-condemns-russias-role-inbombing-syria.html>>.

Bandow, Doug, “Is China or the Fear of China a Greater Threat”, *CATO*: 29 septembre 2019,
<<https://www.cato.org/commentary/china-or-fear-china-greater-threat>>

Barry, Rubin, “The Real Roots of Arab Anti-Americanism”, *Foreign Affairs*: novembre / décembre 2002,
<<https://www.foreignaffairs.com/articles/middle-east/2002-11-01/real-roots-arab-antiamericanism>>.

Bayoumi, Alaa, “The significance of the US reducing aid to Egypt”, *Middle East Monitor*: 30 août 2017. <<https://www.middleeastmonitor.com/20170830-the-significance-of-the-us-reducing-aid-toegypt/>>.

“1991: Iraqi Scud Missiles Hit Israel”, *BBC News*: 18 janvier 1991,
<http://news.bbc.co.uk/onthisday/hi/dates/stories/january/18/newsid_4588000/4588486.stm>

BBC News, *Dead Black Watch Soldiers Named*, *BBC News*: 5 novembre 2004,
<http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/3984575.stm>.

Becker, Gary S., “Why War with Iraq Is Not about the Oil”, *Bloomberg*: 17 mars 2003,
<<https://www.bloomberg.com/news/articles/2003-03-16/why-war-with-iraq-is-not-about-theoil>>.

Beinart, Peter, “Obama Shrinks the War on Terrorism”, *The Time*: 7 décembre 2009, <<http://content.time.com/time/magazine/article/0,9171,1945337,00.html>>.

Benjamin Barthe, « Le retour en grâce de la monarchie saoudienne auprès des États-Unis », *Le Monde* : 22 mai 2017, <https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2017/05/22/le-retour-engrace-de-la-monarchie-saoudienne-aupres-des-États-unis_5131599_3218.html>.

Bennett, James, “Sharon Invokes Munich in Warning US on ‘Appeasement’”, *The New York Times*: 5 octobre 2001,

<<https://www.nytimes.com/2001/10/05/world/sharon-invokes-munich-in-warning-us-onappeasement.html>>.

Berger, Miriam, “How the Storming of the U.S. Embassy in Baghdad Compares to Attacks at other American Diplomatic Facilities”, *The Washington Post*: 31 décembre 2019.

<<https://www.washingtonpost.com/world/2019/12/31/how-storming-us-embassy-baghdadcompares-attacks-other-american-diplomatic-facilities/>>.

Berger, Miriam. “Where U.S. Troops Are in the Middle East and Afghanistan, Visualized”, *The Washington Post*: 4 janvier 2020,

<https://www.washingtonpost.com/world/where-us-troops-are-in-the-middle-east-and-couldnow-be-a-target-visualized/2020/01/04/1a6233ee-2f3c-11ea-9b60-817cc18cf173_story.html>

Berman, Lazar et Albo, Moshe, “Egypt’s Strategic Balancing Act between the US and Russia”, *JISS*: 5 avril 2020,

< <https://jiss.org.il/en/berman-albo-egypts-strategic-balancing-act-between-the-us-andrussia/>>.

Bernard, Cheryl, *Civil Democratic Islam. Partners, Resources and Strategies*, RAND, 2003, <https://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/monograph_reports/2005/MR1716.pdf>.

Biddle, Stephen, *et al.*, “The Evolution of Iraq Strategy”, *Brookings*,

<https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2016/06/12_iraq_biddle.pdf>.

Bin Javaid, Osama, *Iraqis Protest against Rampant Corruption and Poverty*, *Al Jazeera*: 19 juillet 2019,

<<https://www.aljazeera.com/news/2019/07/iraqis-protest-rampant-corruption-poverty-190719171151751.html>>

Black, Ian, “After Decades of Hostility, a Shared Hatred of Iran - and Mutual Fondness for Trump—is Bringing Israel’ a Secret Links with Gulf Kingdoms out into the Open”, *the Guardian*: 19 mars 2019,

<<https://www.theguardian.com/news/2019/mar/19/why-israel-quietly-cosying-up-to-gulfmonarchies-saudi-arabia-uae>>

Blaise, Lilia, Schmitt, Eric et Gall, Carlotta, “Why UD and Tunisia Keeps their Cooperation Secret”, *The New York Times*: 2 mars 2019.

<<https://www.nytimes.com/2019/03/02/world/africa/us-tunisia-terrorism.html>>.

Bôle-Richard, Michel, « L’Alliance unifiée, irakienne, chiite, revendique la victoire », *Le Monde* : 3 janvier 2006, <https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2006/01/03/l-allianceunifiee-irakienne-chiite-revendique-la-victoire_726990_3218.html>

Borger, Julian, “Rumsfeld Offered Help to Saddam”, *The Guardian*: 31 décembre 2002, <https://www.theguardian.com/world/2002/dec/31/iraq.politics>>.

Breinart, Peter, “Iran Is Not an 'Existential' Threat to Israel - No Matter What Netanyahu Claims”, *Haaretz*: 7 août 2015, < <https://www.haaretz.com/opinion/iran-is-not-an-existentialthreat-to-israel-1.5384416>>.

Brill, Steven, “15 years after 9/11 is America any Safer?” *The Atlantic*: septembre 2016. <<https://www.theatlantic.com/magazine/archive/2016/09/are-we-any-safer/492761/>>.

Bronner, Ethan, “As Biden Visits, Israel Unveils Plan for New settlements”, *The New York Times*: 9 mars 2010, <<https://www.nytimes.com/2010/03/10/world/middleeast/10biden.html>>.

Bronner, Ethan, “Obama Pins Mideast Hope on Limiting Settlements”, *The New York Times*: 5 juin 2009, <<https://www.nytimes.com/2009/06/06/world/middleeast/06mideast.html>>.

Brown, Ryan et Starr, Barbara, “Trump Says US Will Withdraw from Syria ‘Very Soon’”, *CNN*: 29 mars 2019,

<<https://edition.cnn.com/2018/03/29/politics/trump-withdraw-syria-pentagon/index.html>>.

Brumberg, Daniel, "Democratization versus Liberalization in the Arab World: Dilemmas and Challenges for U.S. Foreign Policy", *Strategic Studies Institute*, July 2005.

Byman, Daniel et Williams, Jennifer, “ISIS vs Al Qaeda Jihadism’s Global Civil War”, *Brookings*: 24 février 2015, < <https://www.brookings.edu/articles/isis-vs-al-qaeda-jihadismglobal-civil-war/>>.

C. Jones, Toby, “Time to Disband the Bahrain-based US Fifth Fleet”, *The Atlantic*: 10 juin 2011, <<https://www.theatlantic.com/international/archive/2011/06/time-to-disband-thebahrain-based-us-fifth-fleet/240243/>>.

Cagaptay, Soner et Parris, Marc, “Turkey after the Irak War: Still a US ally?”, *The Washington Institute*: 19 septembre 2003,

< <https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/turkey-after-iraq-war-still-us-ally>>.

Calia, Mike, “‘A Serious Mistake’: Read Barack Obama’s Statement on President Trump’s Decision to Pull out of the Iran Nuclear Deal”, *CNBC*: 8 mai 2018.

<<https://www.cnbc.com/2018/05/08/a-serious-mistake-read-obamas-statement-on-trumpsdecision-to-pull-out-of-iran-deal.html>>.

Campbell, Adrian. “Why Russia, Turkey and Iran are Natural Allies.” *The Conversation*: 5 janvier 2017,

< <https://theconversation.com/why-russia-turkey-and-iran-are-natural-allies-70819>>.

Carl Schreck, “‘Unprecedented’ CIA Moscow Chief Leak Puzzles Ex-Spies”, *RIA Novosti*: 18 mai 2013,

<en.rian.ru/russia/20130518/181212155/Unprecedented-CIA-Moscow--Chief-Leak-PuzzlesEx-Spies.html>.

Carless, Will, “These are the 5 Guantanamo Detainees who Might be Moving to Uruguay”, *PRI*: 28 mars 2014,

< <https://www.pri.org/stories/2014-03-28/these-are-5-guantanamo-detainees-who-might-bemoving-uruguay>>.

Cave, Damien, “2007 is Deadliest Year for US Troops in Iraq”, *The New York Times*: 7 novembre 2007, <<https://www.nytimes.com/2007/11/07/world/middleeast/07iraq.html>>.

Charap, Samuel *et al.*, “Understanding Russia’s Intervention in Syria”, RAND Corporation, <https://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/research_reports/RR3100/RR3180/RAND_RR3180.pdf>.

Chatzky, Andrew et McBride, James, “China’s Massive Belt and Road Initiative”, *Council on Foreign Relations*: 28 janvier 2020, < <https://www.cfr.org/backgrounder/chinas-massive-beltand-road-initiative>>.

Chellaney, Brahma, “The Global War On Terrorism Has Failed. Here’s How to Win”, *Foreign Policy*: 11 mai 2019.

<<https://foreignpolicy.com/2019/05/11/the-global-war-on-terrorism-has-failed-heres-how-towin/>>.

Chughtai, Alia, “Understanding US Military Aid to Israel”, *Al Jazeera*: 8 mars 2018,

<<https://www.aljazeera.com/indepth/interactive/2018/03/understanding-military-aid-israel-180305092533077.html>>.

Claire Levenson, « Sur le Qatar, Trump ne cesse de contredire son ministre des Affaires étrangères », *Slate* : 10 juin 2017,

< <https://www.slate.fr/story/146865/qatar-trump-contredit-Ministre-affaires-etrangeres>>.

Clark, Wesley, "War Didn't, and Doesn't Bring Democracy", *Washington Monthly*: mai 2005, <<https://web.archive.org/web/20110730080403/http://www.washingtonmonthly.com/features/2005/0505.clark.html>>.

Clarke, Colin P., “Russia is Not a Viable Counterterrorism Partner for the United States”, Commentary, RAND Corporation, 2018, < <https://www.rand.org/-blog/2018/02/russia-is-not-a-viable-counterterrorism-partner-for.html>>.

Coats, Daniel R., *Statement For The Record Worldwide Threat Assessment Of The Us Intelligence Community, Senate Select Committee on Intelligence*: 29 janvier 2019, <<https://www.dni.gov/files/ODNI/documents/2019-ATA-SFR---SSCI.pdf>>.

Coffman Wittes, Tamara, “US Policy Makers Must Understand Avoid Sectarianism in the Middle East”, *Brookings*: 21 mai 2014.

<<https://www.brookings.edu/blog/markaz/2014/05/21/u-s-policymakers-must-understand-avoid-sectarianism-in-the-middle-east/>>.

Cofman Wittes, Tamara, “The needed reset for the US-Egypt relationship”, *Brookings*: 10 septembre 2020, < <https://www.brookings.edu/blog/order-from-chaos/2020/09/10/the-needed-reset-for-the-us-egypt-relationship/>>.

Cofman Wittes, Tamara, “The United States Can’t Save Egypt From Itself”, *Brookings*: 4 avril 2016, <<https://www.brookings.edu/experts/tamara-cofman-wittes/>>.

Cohen, Eliot, “The End of American Power”, *Foreign Affairs*: 27 octobre 2020,

<<https://www.foreignaffairs.com/articles/united-states/2020-10-27/end-american-power>>.

Cook, Steven, “Neither Friends, Nor Foe”, Council Special Report, n°82, novembre 2018, <https://cdn.cfr.org/sites/default/files/report_pdf/CSR82_Cook_Turkey_0.pdf>.

Cooley, Alexandre et Daniel Nexon, “How Hegemony Ends”, *Foreign Affairs*: juillet-août 2020, <<https://www.foreignaffairs.com/articles/united-states/2020-06-09/how-hegemonyends>>.

Cordesman, Anthony, “America’s Failed Strategy in the Middle East: Losing Iraq and the Gulf”, *CSIS*: 2 janvier 2020, < <https://www.csis.org/analysis/americas-failed-strategy-middleeast-losing-iraq-and-gulf>>.

Cordesman, Anthony, “Setting new US Strategic Priorities for a post-Trump World”, *CSIS*: 19 novembre 2020,

<<https://www.csis.org/analysis/setting-new-us-strategic-priorities-post-trump-world>>

Cornu, Francis, « Le président Saddam Hussein souhaite “une arme nucléaire arabe” pour “faire face à celle qu’Israël possède déjà” », *Le Monde* :

<https://www.lemonde.fr/archives/article/1981/06/25/le-president-saddam-hussein-souhaiteune-arme-nucleaire-arabe-pour-faire-face-a-celle-qu-israel-possede-deja-jerusalem-unaveu_3044160_1819218.html>.

Crawford, C. Neta., “US Budgetary Costs of Wars through 2016: 4.79 Trillion and Counting”, *Brown University*: septembre 2016.

<<https://watson.brown.edu/costsofwar/files/cow/imce/papers/2016/Costs%20of%20War%20through%202016%20FINAL%20final%20v2.pdf>>.

D. Kirckpatrick, David, “That Time Obama Wouldn’t Call a Coup a Coup” *The Atlantic*, septembre 2018,

<<https://www.theatlantic.com/magazine/archive/2018/09/obama-egypt-coup/565733/>>.

Danzig, Richard, “Technology Roulette”, *Center For A New American Century*: 30 mai 2018.

<<https://www.cnas.org/publications/reports/technology-roulette#:~:text=Twenty%2Dfirst%20century%20technologies%20are,much%20our%20problem%20as%20theirs.>>>.

Dareni, Ali Akbar, “Iranian Lawmaker Says Obama Proposed Talks, Warns on Iran's Hormuz Threat; US denies”, *Chicago Tribune*: 18 janvier 2012,

<<https://www.chicagotribune.com/nation-world/sns-ap-iran-us-story.html>>.

Davet, Gérard et Lhomme, Fabrice, « Le jour où... Obama a laissé tomber Hollande », *Le Monde* : 24 août 2016,

<https://www.lemonde.fr/politique/article/2016/08/24/le-jour-ou-obama-a-laisse-tomberhollande_4987167_823448.html>.

Dearden, Lizzie, “Former US Military Adviser David Kilcullen Says There Would be no Isis without Iraq Invasion” *The Independent*: 4 mars 2016.

<<https://www.independent.co.uk/news/world/middle-east/iraq-war-invasion-caused-isisIslamic-state-daesh-saysus-military-adviser-david-kilcullen-a6912236.html>>.

Detsch, Jack, Grammer, Robbie et Lynch, Colum, “After Death of U.S. Citizen, State Department Floats Slashing Egypt Aid”, *Foreign Policy*: 31 mars 2020.

<<https://foreignpolicy.com/2020/03/31/egypt-us-military-aid-middle-east-trump-sisicongress-death-mustafa-kassem-american-citizen-detained/>>.

Dreher, Rod, “Know the Enemy”, *The American Conservative*: 16 janvier 2017,

<<https://www.theamericanconservative.com/dreher/know-thy-enemy/>>.

E. Barnes, Julian et Schmitt, Eric, “Trump Orders Withdrawal of U.S. Troops from Northern Syria”, *The New York Times*: 16 octobre 2019, <<https://www.nytimes.com/2019/10/13/us/politics/mark-esper-syria-kurds-turkey.html>>.

Edel, Charles, “Democracy Is Fighting for Its Life”, *Foreign Policy*: 10 septembre 2019,

<<https://foreignpolicy.com/2019/09/10/democracy-is-fighting-for-its-life/>>

Edition Al Jazeera, *A Question of Arab Unity*, *Al Jazeera*: 15 mai 2016,

<<https://www.aljazeera.com/programmes/questionofarabunity/2008/02/20085251852858221.html>>.

Edition CNN, *Bush Pushes Middle East Democracy*, *CNN*: 6 novembre 2003,

<<https://edition.cnn.com/2003/ALLPOLITICS/11/06/bush.democracy/>>.

Edition CNN, *Former Weapons Inspector: Iraq not a Threat*, *CNN*: 9 septembre 2002,

<<https://edition.cnn.com/2002/WORLD/meast/09/08/ritter.iraq/>>.

Edition *The Guardian*, “Iran Oil Exports: Where do They Go?” *The Guardian*: 6 février 2012,

<<https://www.theguardian.com/news/datablog/2012/feb/06/iran-oil-exports-destination>>.

El Khoury, Bachir, « Syrie : les raisons de l’obstination de Poutine », *Slate* : 9 September 2013.

< <http://www.slate.fr/story/77394/syrie-russie-poutine>>.

Elshinnawi, Mohammed, “Arab Have Negative Views of the United States”, *VOA*: 8 août 2010,
<<https://www.voanews.com/middle-east/arabs-have-negative-view-united-states>>.

Entous, Adam et Assadi, Mohammed, “Biden Scolds Israel Over Settlement Plan”, *Reuters*: 10 mars 2010.

<<https://www.google.com/amp/s/mobile.reuters.com/article/amp/idUSTRE6271YE2010031>>.

F. Johnson Reuben, “The Dangers Presented by Russian and PCR Weapons Sales to Iran”, *MEI*: 4 août 2020,

<<https://www.mei.edu/publications/dangers-presented-russian-and-prc-weapons-sales-iran>>.

Fassihi, Farnaz et Lee Myers, Steven, “Defying US, China and Iran Near Trade and Military Partnership”, *The New York Times*: 11 juillet 2020,
<<https://www.nytimes.com/2020/07/11/world/asia/china-iran-trade-military-deal.html>>.

Feertchak, Alexis, « La Russie aménage une base militaire dans le nord-est syrien », *Le Figaro* : 14 novembre 2019,

<<https://www.lefigaro.fr/international/la-russie-amenage-une-base-militaire-dans-le-nord-estsyrien-20191114>>.

Feulner, Edwin, « What are America’s Vital Interests” *Heritage*: 6 février 1996,

<<https://www.heritage.org/political-process/report/what-are-americas-vital-interests>>.

Fischer, Ian, “Italy Planning Pullout of Iraq Troops”, *The New York Times*: 16 mars 2016,

<<https://www.nytimes.com/2005/03/16/world/europe/italy-planning-to-start-pullout-of-iraqtroops.html>>.

Fisher, Max, “The U.S. May Cut Aid to Egypt. Five Reasons that’s a Good Idea (and Six Why it’s a Bad Idea)”, *The Washington Post*: 9 octobre 2013.

<<https://www.washingtonpost.com/news/worldviews/wp/2013/10/09/the-u-s-may-cut-aid-toegypt-five-reasons-thats-a-good-idea-and-six-why-its-a-bad-one/>>.

Floch, Fabrice, « Océan Indien : exercice naval conjoint de la Russie, de la Chine et de l’Iran », *France Info*, 16 février 2021,

<<https://la1ere.francetvinfo.fr/reunion/ocean-indien-exercice-naval-conjoint-de-la-russie-de-la-chine-et-de-l-iran-930892.html>>

Ford, Robert, “How to Correct America’s Strategy in Syria”, *MEI*: 11 mars 2015,

<<https://www.mei.edu/publications/how-correct-americas-strategy-syria>>.

Freeman, W. Chas, “The Arabs Take a Chinese Wife: Sino-Arab Relations in the Decade to Come Remarks to the World Affairs Council of Northern California at Asilomar”, *Middle East Policy Council*: 2006,

< <https://mepc.org/speeches/arabs-take-chinese-wife-sino-arab-relations-decade-come>>.

Friedman, Uri, “American Exceptionalism: A Short History”, *Foreign Policy*: 18 juin 2012, <<https://foreignpolicy.com/2012/06/18/american-exceptionalism-a-short-history/>>

Fritz, Sara, et William, J. Eaton, “Congress Authorizes Gulf War: Historic Act: The vote in both houses, supporting Bush and freeing troops to attack Iraq, is decisive and bipartisan. It is the strongest move since Tonkin Gulf”, *Los Angeles Times*: 13 janvier 1991,

<<https://www.latimes.com/archives/la-xpm-1991-01-13-mn-374-story.html>>.

Fromkin, David, “Entangling Alliances”, *Foreign Affairs*: 1^{er} juillet 1970,

<<https://www.foreignaffairs.com/articles/1970-07-01/entangling-alliances>>

Gearan, Anne, “Kerry Scolds Turkish Leader for Comment about Zionism”, *The Washington Post*: 1^{er} mars 2013,

<http://www.washingtonpost.com/world/middle_east/kerry-scolds-turkish-leader-fordisparaging-zionism/2013/03/01/90c2c4fc-8284-11e2-b99e-6baf4ebe42df_story.html>

Gilles Paris, « Donald Trump embarrasse Washington en mettant en cause le Qatar », *Le Monde* : 7 juin 2017,

<https://www.lemonde.fr/donald-trump/article/2017/06/07/donald-trump-suscite-l-embarras-washington-en-mettant-en-cause-le-qatar_5139729_4853715.html>.

Goldberg, Jeffrey, “What Obama Actually Thinks about Radical Islam”, *The Atlantic*: 15 juin 2016, < <https://www.google.com/amp/s/amp.theatlantic.com/amp/article/487079/>>.

Gordon, Michael R., “Kerry Criticizes Turkish Prime Minister over Zionism Remark,” *The New York Times*: 1^{er} mars 2013,

< http://www.nytimes.com/2013/03/02/world/europe/kerry-criticizes-turkish-prime-minister-over-zionism-remark.html?_r=0&gwh=CA493D879790AB3778C26A5C9E26720B&gwt=pay>.

Guerrier, Sophie, « Le discours De Villepin sur l’Irak à l’ONU », *Le Figaro* : 8 avril 2014,

<<https://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/2014/04/08/25001-20140408ARTFIG00066-lediscours-de-villepin-sur-l-irak-a-l-onu.php>>

Guterman, Steve, “Russia Says CIA Agent Caught Trying to Recruit Spy”, *Reuters*: 14 mai 2013.

<<https://www.reuters.com/article/us-russia-usa-detention-idUSBRE94D0DT20130514>>.

H. Cordesman, Anthony, “America’s Failed Strategy in the Middle East/ Losing Iraq and the Gulf”, *CSIS*: 2 janvier 2020,

<<https://www.csis.org/analysis/americas-failed-strategy-middle-east-losing-iraq-and-gulf>>.

H. Cordesman, Anthony, “The Strategy the US Should Pursue in Iraq”, *CSIS*: 12 février 2019, <<https://www.csis.org/analysis/strategy-us-should-pursue-iraq>>.

H. Daddler, Ivo, M. Lindsay, James, “Nasty, Brutish and long: America’s war on Terrorism”, *Brookings*: 1^{er} décembre 2001. <<https://www.brookings.edu/articles/nasty-brutish-and-longamericas-war-on-terrorism/>>.

H. Daddler, Ivo, M. Lindsay, James, “A New Kind of War Requires a Different Strategy”, *Brookings*: 21 septembre 2001.

< <https://www.brookings.edu/opinions/a-new-kind-of-war-requires-a-different-strategy/>>.

Habeck, Mary “A Global Strategy for Combating al Qaeda and the Islamic State”, *American Enterprise Institute*: décembre 2015,

<https://www.jstor.org/stable/resrep03231?seq=2#metadata_info_tab_contents>. Haberman, Clyde, “Dennis Ross's Exit Interview”, *The New York Times*: 25 mars 2001,

<<https://www.nytimes.com/2001/03/25/magazine/dennis-ross-s-exit-interview.html>>.

Haddad, Nadine, “Blood, Death and Flames: Memories of Egypt’s Rabaa Massacre”, *Amnesty International*: 14 mai 2015,

<<https://www.amnesty.org/en/latest/news/2015/08/egypt-blood-death-and-flames-memoriesof-the-rabaa-massacre/>>.

Hallinan, Conn. “An Emerging Russia-Turkey-Iran Alliance Could Reshape the Middle East”, *FPIC*: 19 avril 2018,

< <https://fpif.org/an-emerging-russia-turkey-iran-alliance-could-reshape-the-middle-east/>>.

Hamid, Shadi, “Islamism, the Arab Spring, and the Failure of America’s Do-nothing Policy in the Middle East”, *Brookings*: 14 octobre 2015,

<<https://www.brookings.edu/blog/markaz/2015/10/14/Islamism-the-arab-spring-and-thefailure-of-americas-do-nothing-policy-in-the-middle-east/>>.

Hargreaves, Steve, *Oil jumps over 2% as Iran Threatens Supplies*, *CNN Money*: 27 décembre 2011, <https://money.cnn.com/2011/12/27/markets/oil_iran/index.htm>.

Hastings, Michael, “The Runway General: The Profile That Brought Down McChrystal”, *Rolling Stone*, 22 juin 2010,

<<https://www.rollingstone.com/politics/politics-news/the-runaway-general-the-profile-thatbrought-down-mcchrystal-192609/>>.

Heimlich, Russell, “Evangelicals Support for Israel”, *Pew Research*, 6 avril 2011,

<<https://www.pewresearch.org/fact-tank/2011/04/06/evangelical-support-for-israel/>>

Heydemann, Steven, “Why the United States Hasn’t Intervened in Syria”, *Brookings*, 17 mars 2016, <<https://www.brookings.edu/blog/markaz/2016/03/17/why-the-united-states-hasntintervened-in-syria/>>.

Hoffman, David, “Moscow Says Bomb Caused Deadly Blast”, *Washington Post*, 10 septembre 1999, < <https://www.washingtonpost.com/wp-srv/inatl/daily/sept99/moscow10.htm>>.

Hofstein, Avner, and Biranit, Goren, “Lieberman: Future Peace Deal with Palestinians Must Include Arab Israelis”, *The Times of Israel*, 9 juillet 2019,

<<https://www.timesofisrael.com/liberman-future-peace-deal-with-palestinians-must-include-arab-israelis/>>.

Hosenball, Mark, “Obama Authorizes Secret Support for Syrian Rebels », Reuters, 2 août 2012. <<https://www.reuters.com/article/us-usa-syria-obama-order/obama-authorizes-secret-support-for-syrian-rebels-idUSBRE8701OK20120802>>.

« The US Legacy in Iraq: Violence, Sectarianism – and Elections” *Al Jazeera*: 18 mars 2018, <<https://www.aljazeera.com/news/2018/03/legacy-iraq-violence-sectarianism-elections180318143521793.html>>.

Wahid, Hanna Michael. “Getting Over Egypt” *Foreign Affairs*: 1^{er} novembre 2015, <<https://www.foreignaffairs.com/articles/egypt/2015-11-01/getting-over-egypt>>.

« Le pétrole rapporte un million de dollars par jour à l’État islamique », *Le Point* : 19 novembre 2015, <https://www.lepoint.fr/monde/le-petrole-rapporte-un-million-de-dollars-par-jour-a-letat-Islamique-19-11-2015-1983037_24.php>.

Huggler, Justin, “Bush Tells Israel to Abandon West Bank Settlements”, *The Independent*: 4 juillet 2003,

< <https://www.google.com/amp/s/www.independent.co.uk/news/world/middle-east/bush-tellsisrael-to-abandon-west-bank-settlements-107455.html%3famp>>.

Hungtinton, Samuel. “The Clash of Civilizations” *Foreign Policy*: 1^{er} juin 1993, <<https://www.foreignaffairs.com/articles/united-states/1993-06-01/clash-civilizations>>.

Huntington, P. Samuel, “The Lonely Power: The New Dimension of Power”, *Foreign Affairs*: avril 1999.

<<https://www.foreignaffairs.com/articles/united-states/1999-03-01/lonely-superpower>>.

Huntington, Samuel. "The US Decline or Renewal?" *Foreign Affairs*: hiver 1988,

<<https://www.foreignaffairs.com/articles/united-states/1988-12-01/us-decline-or-renewal>>

Ikhalidi, Rachid, "The Tragedy of Palestinian Divisions", Council on Foreign Relations, 28 octobre 2009, < <https://www.cfr.org/interview/tragedy-palestinian-divisions>>.

Institute for Economics and Peace, 2019,

<<http://visionofhumanity.org/app/uploads/2019/11/GTI-2019web.pdf>>.

International Committee of the Red Cross, *ICRC Report On The Treatment Of Fourteen "High Value Detainees", in CIA Custody*, ICRC, 14 février 2007, <<http://www.nybooks.com/media/doc/2010/04/22/icrc-report.pdf>>.

J. Bacevich, Andrew, "Ending Endless War: A Pragmatic Military Strategy", *Foreign Policy*: septembre/octobre 2016,

<<https://www.foreignaffairs.com/articles/united-states/2016-08-03/ending-endless-war>>.

Jamal, Amaney, "Anti-Americanism in Arabic Twitter Discourses is Driven by Perceptions of U.S. Impingement in the region", *LSE US Centre*: 19 mars 2015,

<<https://blogs.lse.ac.uk/usappblog/2015/03/19/anti-americanism-in-arabic-twitter-discoursesis-driven-by-perceptions-of-u-s-impingement-in-the-region/>>.

Jean-Baptiste Duval, « Contrat d'armement de 12 milliards : Le Qatar n'en veut visiblement pas à Trump pour ses deux tweets », *Le Huffington Post* : 15 juin 2017,

<https://www.huffingtonpost.fr/2017/06/15/contrat-darmement-de-12-milliards-le-qatar-nenveut-visibleme_a_22274049/>.

John J., *Hans Morgenthau and the Irak War*. Cité dans

<https://www.opendemocracy.net/en/morgenthau_2522jsp/>.

John, Sunil, "Why Americans Should Look at the Missile East through the Eyes of its Youth", *The Hill*: 21 octobre 2019, < <https://thehill.com/opinion/international/466464-why-americansshould-look-at-the-middle-east-through-the-eyes-of-its>>.

Juhasz, Antonia, Why the War in Iraq Was Fought for Big Oil, *CNN*: 15 avril 2013,

<<https://edition.cnn.com/2013/03/19/opinion/iraq-war-oil-juhasz/index.html>>.

Kagan, Robert, “A Tougher War for the US is One of Legitimacy”, *The New York Times*: 24 janvier 2004, < <https://www.nytimes.com/2004/01/24/books/a-tougher-war-for-the-us-is-oneof-legitimacy.html>>.

Kaplan, Fred, “The Transformer”, *Foreign Policy*: 20 décembre 2011.

<<https://foreignpolicy.com/2010/08/06/the-transformer/>>.

Kaplan, Robert D., “Was Democracy Just a Moment?”, *The Atlantic*: décembre 1997, <<https://www.theatlantic.com/magazine/archive/1997/12/was-democracy-just-amoment/306022/>>.

Karlin, Mara et Wittes Cofman, Tamara, “America's Middle East Purgatory”, *Foreign Affairs*: janvier/février 2019,

<<https://www.foreignaffairs.com/articles/middle-east/2018-12-11/americas-middle-eastpurgatory>>.

Kessler, Glenn, “History lessons: When the United States Looked the Other Way on Chemical Weapons”, *The Washington Post*: 4 septembre 2013,

<<https://www.washingtonpost.com/news/fact-checker/wp/2013/09/04/history-lesson-when-the-united-states-looked-the-other-way-on-chemical-weapons/>>.

Kettle, Louise. “Chilcot’s Verdict: the Iraq War Was a Failure of Oversight and Planning”. *The Conversation*: 6 juillet 2016,

<<http://theconversation.com/chilcots-verdict-the-iraq-war-was-a-failure-of-oversight-andplanning-62066>>.

Klein, Joe, “Q&A: Obama on his First Year in Office”, *Time*: 21 janvier 2010, <<https://content.time.com/time/politics/article/0,8599,1955072-5,00.html>>.

Kondratenko, Tatiana, “Russian Arms Exports to Africa: Moscow’s Long-term Strategy”, *Deutsche Welle*: 29 mai 2020.

< <https://www.dw.com/en/russian-arms-exports-to-africa-moscows-long-term-strategy/a53596471>>.

Krauthammer, Charles, “The Neoconservative Convergence”, *The Wall Street Journal*: juillet 2005,

<<https://www.wsj.com/articles/SB122694981826434411>>.

Krauthammer, Charles. « The Unipolar Moment » *Foreign Affairs*: 1990, <<https://www.foreignaffairs.com/articles/1990-01-01/unipolar-moment>>.

Kristen Narula, Svati, “More People Died from Terrorism Last Year than Ever Before - and Mostly in These Five Countries”, *Quartz*: 18 novembre 2015.

<<https://qz.com/552334/more-people-died-from-terrorism-last-year-than-ever-before-andmostly-in-these-five-countries/>>.

Kristol, William, et Kagan, Robert, “Toward a Neo-Reaganite Foreign Policy”, *Foreign Affairs*: 1^{er} juillet 1996,

<<https://www.foreignaffairs.com/articles/1996-07-01/toward-neo-reaganite-foreign-policy>>.

Kristol, William, et Kagan, Robert, “Toward a Neo-Reaganite Foreign Policy”, *Foreign Policy*: 1^{er} juillet 1996,

<<https://www.foreignaffairs.com/articles/1996-07-01/toward-neo-reaganite-foreign-policy>>.

Kull, Steven, “Feeling Betrayed: The Roots of Muslim Anger at America”, *Brooking Institution Press*: 21 mai 2011,

<https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2012/04/20110518_muslim_anger_kull.pdf>.

Lancaster, John, “Dredging Up Gulf Secrets”, *The Washington Post*: 1^{er} juillet 1992,

<<https://www.washingtonpost.com/archive/lifestyle/1992/07/01/dredging-up-gulfsecrets/33087e2f-2af5-4512-ac36-9cd04aee6286/>>.

Lander, Mark, “Clinton Bluntly Presses Arab Leaders on Reforms”, *The New York Times*: 13 janvier 2011. < <https://www.nytimes.com/2011/01/14/world/middleeast/14diplo.html>>.

Landler, Mark, “Obama Criticizes the ‘free Riders’ Among American Allies”, *The New York Times*: 10 mars 2016,

< <https://www.nytimes.com/2016/03/10/world/middleeast/obama-criticizes-the-free-ridersamong-americas-allies.html>>.

Landler, Mark, “Obama’s Support of Erdogan is a Stark Reminder of Turkey’s Value to US”, *The New York Times*: 20 juillet 2016,

<<https://www.nytimes.com/2016/07/21/world/europe/obama-erdogan-turkey-coupattempt.html>>.

Landler, Mark, “Trump Abandons Iran Nuclear Deal he Long Scorned”, *The New York Times*: 8 mai 2018.

<<https://www.nytimes.com/2018/05/08/world/middleeast/trump-iran-nuclear-deal.html>>.

Limbert, John, “The Threat from Iran is Overblown”, *New York Times*: 21 janvier 2016.

<<https://www.nytimes.com/roomfordebate/2016/01/21/does-iran-remain-a-threat/the-threatfrom-iran-is-overblown>>.

Lister, Charles, “Obama’s Syria Strategy is the Definition of Insanity”, *Foreign Policy*: 21 septembre 2016,

<<https://foreignpolicy.com/2016/09/21/obamas-syria-strategy-is-the-definition-of-insanity/>>.

Lockie, Alex, “Here's Why the US and Israel are Close Allies”, *Business Insider*: 18 février 2017, <<https://www.google.com/amp/s/www.businessinsider.com/us-israel-allies-20172%3famp>>.

Lori Plotkin Boghardt, Simon Henderson, Matthew Levitt, Katherine Bauer, “US Options in the Qatar Crisis”, *The Washington Institute*: 7 juin 2017,

<<https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/us-options-qatar-crisis>>.

M. Walt, Stephen, “Barack Obama Was a Foreign-Policy failure”, *Foreign Policy*: 18 janvier 2017, < <https://foreignpolicy.com/2017/01/18/barack-obama-was-a-foreign-policy-failure/>>.

MacDiarmid, Campbell, *The US Legacy in Iraq: violence, sectarianism-and elections*, Al Jazeera, 18 mars 2018.

Maggie Ybarra, “The Politics of Selling Weapons to Algeria” *Center for the National Interest*: 7 mars 2019,

<<https://nationalinterest.org/feature/politics-selling-weapons-algeria-46362>>.

Magnan, Pierre, « La Syrie : une bonne publicité pour la vente d’armes russes », *Francetv Info* : 8 juin 2016,

< https://www.francetvinfo.fr/monde/russie/la-syrie-une-bonne-publicite-pour-la-vente-desarmes-russes_3061155.html>.

Makovsky, Michael, “Saudi Arabi is a US Ally, not a Friend”, *The New York Times*: 21 août 2013, < <https://www.nytimes.com/roomfordebate/2013/08/21/the-threat-and-value-of-saudiarabia/saudi-arabia-is-a-us-ally-not-a-friend>>.

Malloy, Allie et Treyz, Catherine, “Obama Admits Worst Mistake of his Presidency”, *CNN*: 11 avril 2016,

<<https://edition.cnn.com/2016/04/10/politics/obama-libya-biggest-mistake/index.html>>.

Maloney, Suzanne, “America and Iran: From containment to Coexistence”, *Foreign Policy*: 15 août 2001,

< <https://www.brookings.edu/research/america-and-iran-from-containment-to-coexistence/>>.

Mammadov, Rauf, “Putin’s Visit to Riyadh Could Help Shape the Next Chapter of RussianSaudi Relations”, *MEI*: 9 octobre 2019,

< <https://www.mei.edu/publications/putins-visit-riyadh-could-help-shape-next-chapter-russiasaudi-relations>>.

Mandraud, Isabelle, « À Moscou, la Russie, l’Iran et la Turquie scellent leur entente sur la Syrie », *Le Monde* : 21 décembre 2016,

<https://www.lemonde.fr/europe/article/2016/12/21/a-moscou-la-russie-l-iran-et-la-turquiescellent-leur-entente-sur-la-syrie_5052202_3214.html>.

Mazetti, Mark, “Spy Agencies Say Iraq War Worsens Terrorism”, *The New York Times*: 24 septembre 2006, <<https://www.nytimes.com/2006/09/24/world/middleeast/24terror.html>>.

Mazran, Karim et Daniel J. Samet, “China Has Quietly Carved Out a Foothold in North Africa”, *Diplomat*: 26 juillet 2019,

<<https://thediplomat.com/2019/07/china-has-quietly-carved-out-a-foothold-in-north-africa/>>.

McCarthy, Rory, “Kadima and Likud Claim Victory in Israel Poll”, *The Guardian*: 10 février 2009,

<<https://www.google.com/amp/s/amp.theguardian.com/world/2009/feb/11/israel-electionlivni-netanyahu>>.

McCloskey, Deirdre, “Is America in Decline?”, *The American Institute for Economic Research*: 2 octobre 2020, <<https://www.aier.org/article/is-america-in-decline/>>.

McKelvey, Tara, « CIA Interrogation report: An expert guide », *BBC News*: 9 décembre 2014, <<https://www.bbc.com/news/world-us-canada-30406735>>.

Mearsheimer, John J., et Stephen, M. Walt, “Keeping Saddam in a Box”, *The New York Times*: 2 février 2003,

<<https://www.nytimes.com/2003/02/02/opinion/keeping-saddam-hussein-in-a-box.html>>.

Miller, Josh, “Hillary Clinton: End Violence in Bahrain”, *ABC News*: 19 février 2011,

<<https://www.google.com/amp/s/abcnews.go.com/amp/International/hillary-clinton-endviolence-bahrain/story%3fid=12957147>>.

Miller, Judith, “Yasir Arafat, Father and Leader of Palestinian Nationalism, Dies at 75”, *The New York Times*, 11 novembre 2004,

<<https://www.nytimes.com/2004/11/11/world/middleeast/yasir-arafat-father-and-leader-ofpalestinian-nationalism.html>>.

Mogielnicky, Daniel, “How China is Quietly Expanding Its Economic Influence in the Gulf”, *WPR*: 21 juillet 2020,

< <https://www.worldpoliticsreview.com/articles/28924/how-china-is-quietly-expanding-itseconomic-influence-in-the-gulf>>.

Mohammed, Arshad et Burch, Jonathon, “Turkish PM’s Zionism Comments ‘Objectionable’”, Kerry, *Reuters*: 2 mars 2013, < <https://www.reuters.com/article/us-usa-turkey/turkish-pmszionism-comments-objectionable-kerry-idUKBRE9200EB20130302?edition-redirect=uk>>.

Mora, Edwin, “2010 Was By Far the Deadliest Year For US Troops-One American Killed Every 18 Hours”, *CS News*: 31 décembre 2010,

<[https://www.cnsnews.com/news/article/2010-was-far-deadliest-year-us-troops-afghanistanone-american-killed-every-18-hours#:~:text=\(CNSNews.com\)%20%2D%20With,casualties%20maintained%20by%20CNSNews.com](https://www.cnsnews.com/news/article/2010-was-far-deadliest-year-us-troops-afghanistanone-american-killed-every-18-hours#:~:text=(CNSNews.com)%20%2D%20With,casualties%20maintained%20by%20CNSNews.com)>.

Mozgavaya, Natasha, “Nearly 300 Congress Members Declare Commitment to ‘Unbreakable’ Us-Israeli Bonds”, *Haaretz*: 25 mars 2010,

<<https://www.google.com/amp/s/www.haaretz.com/amp/1.5053817>>.

Mueller, John, et Mark, G. Stewart, “Trends in Public Opinion on Terrorism”, *Political Science*: 1^{er} février 2019, <<https://politicalscience.osu.edu/faculty/jmueller/terrorpolls.pdf>>.

Murphy, Cullen, et Todd, S. Purdum, “Farewell To All That: An Oral History Of The Bush White House”, *Vanity Fair*: 28 décembre 2008,

<<https://www.vanityfair.com/news/2009/02/bush-oral-history200902>>.

Myre, Greg, “How Much Did Wikileaks Damage US National Security?” *NPR* : 12 avril 2019, <<https://www.npr.org/2019/04/12/712659290/how-much-did-wikileaks-damage-u-s-nationalsecurity>>.

Negrin, Matt et Reem, Abdellatif, “US Ambassador to Egypt Won’t Sit Down with Muslim Brotherhood... Yet.”, *Global Post*: 18 octobre 2011.

< <http://www.pri.org/stories/2011-10-18/us-ambassador-egypt-won-t-sit-down-muslimbrotherhoodyet>>.

Nossel, Suzanne, “Smart Power”, *Foreign Affairs*: avril 2004.

<<https://www.foreignaffairs.com/articles/united-states/2004-03-01/smart-power>>.

Nye Joseph, Cohen Craig et Armitage Richard, “Smarter, More Secure America: A Report of the CSIS Commission on Smart Power”, *CSIS*: November 6, 2007.

<<https://www.csis.org/analysis/smarter-more-secure-america>>.

Nye, Joseph S., “Think Again: Soft Power”, *Foreign Policy*: 23 février 2006.

<<https://foreignpolicy.com/2006/02/23/think-again-soft-power/>>.

Nye, Joseph, “Is Bush Our Woodrow Wilson?” *Los Angeles Times*: 30 mars 2008,

<<https://www.latimes.com/opinion/la-op-nye30mar30-story.html>>.

Oakford, Samuel et Salisbury, Peter, “Yemen: The Graveyard of the Obama Doctrine”, *The Atlantic*: 23 septembre 2016,

<<https://www.theatlantic.com/international/archive/2016/09/yemen-saudi-arabia-obamariyadh/501365/>>.

Oakford, Samuel, “Trump’s Air War Has Already Killed More Than 2000 Civilians”, *Daily Beast*: 18 juillet 2017,

<<https://www.thedailybeast.com/president-trumps-air-war-kills-12-civilians-per-day>>.

Ottaway, Marina, “Middle East Democratic Promotion is not a One-way Street”, *Carnegie Endowment for Peace*: 19 novembre 2009,

<<https://carnegieendowment.org/publications/index.cfm?fa=view&id=24200>>.

P. Clarke, Colin, “Russia is not a Viable Counterterrorism Partner for the United States”, *RAND*, 9 février 2018,

<<https://www.rand.org/blog/2018/02/russia-is-not-a-viable-counterterrorism-partnerfor.html>>.

Pascal, Alex, “Against Washington’s Great Power Obsession”, *The Atlantic*: 23 septembre 2019, < <https://www.theatlantic.com/politics/archive/2019/09/multilateralism-nearly-dead-sterrible-news/598615/>>.

Pasquessonne, Valentine, « Transfert d’armes en Syrie : les exportations russes inquiètent », *Le Monde* : 15 juin 2012,

<https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2012/06/15/syrie-les-exportations-d-armesrusses-inquietent_1719341_3218.html>.

Peczeli, Anna, “Negociatd Cuts: A New Nuclear Weapon Treaty is not the Only Option”, *The Bulletin of the Atomic Scientists*: janvier 2014.

Peeler, Bryan, “Why the US is Unlikely to Go to War with Iran?”, *The Conversation*: 8 janvier 2020, < <https://theconversation.com/why-the-u-s-is-unlikely-to-go-to-war-with-iran-129596>>.

Pollack, Kenneth M., “The Seven Deadly Sins of Failure in Iraq: A Retrospective Analysis of the Reconstruction”, *Brookings*: 1^{er} décembre 2006, <<https://www.brookings.edu/articles/theseven-deadly-sins-of-failure-in-iraq-a-retrospective-analysis-of-the-reconstruction/>>.

Pollack, Kenneth M., *The Seven Deadly Sins of Failure in Iraq: A Retrospective Analysis of the Reconstruction*, *Brookings*: 1^{er} décembre 2006, <<https://www.brookings.edu/articles/theseven-deadly-sins-of-failure-in-iraq-a-retrospective-analysis-of-the-reconstruction/>>.

POMED, “US Security Assistance to Egypt: Examining the Return on Investment”, *Center For International Security*: 20 mai 2020, p. 16-20,

<https://pomed.org/wpcontent/uploads/2020/05/200506_SecurityAssistanceToEgypt.pdf#page=22>.

Porter, D. Geoff, “Political Instability in Algeria”, *CFR*: 7 mars 2019, <<https://www.cfr.org/report/political-instability-algeria>>.

Pregent, Michael, “Saudi Arabia is a Great American ally”, *Foreign Policy*: 20 avril 2016, <<https://foreignpolicy.com/2016/04/20/saudi-arabia-is-a-great-american-ally-not-iran/>>.

Preve, Alex, “The US is Complicit in Saudi Atrocities in Yemen”, *Al Jazeera*: 19 mars 2020,

<<https://www.aljazeera.com/indepth/opinion/complicit-saudi-atrocities-yemen200318155452649.html>>.

R. Gordon, Michael et Fahim, Kareem, “Kerry Says Egypt's Military was ‘Restoring Democracy’ in Ousting Morsi”, *The New York Times*: 1^{er} août 2013.

Ranj Alaaldin, “The US no Longer Matters in Syria”, *Brookings*: 18 octobre 2019,

<<https://www.brookings.edu/blog/order-from-chaos/2019/10/18/the-us-no-longer-matters-insyria/>>.

Ravid, Barack, “Netanyahu Declares 10-month Settlement Freeze to Restart Peace Talks”, *The Guardian*: 25 novembre 2009,

<<https://www.google.com/amp/s/www.haaretz.com/amp/1.5122924>>.

Reslova, Elena, “Russia to Host Conference on Counterterrorism”, *AA*: 8 février 2021, <<https://www.aa.com.tr/en/europe/russia-to-host-conference-on-counter-terrorism/2137710>>.

Rice, Susan. Steinber, James et Michael O’Hanlon. « New National Security Strategy and Preemption” *Brookings*: 21 décembre 2002, < <https://www.brookings.edu/research/the-newnational-security-strategy-and-preemption/>>.

Riedel, Bruce, “A Complicated Past, an Uncertain Future”, *Brookings*: 25 avril 2019,

< <https://www.brookings.edu/blog/order-from-chaos/2019/04/25/algeria-and-america-acomplicated-past-an-uncertain-future/>>.

Riol, Yves-Michel, « Les points clés de l’accord de Vienne sur le nucléaire iranien », *Le Monde* : 14 juillet 2015,

<https://www.lemonde.fr/international/article/2015/07/14/enrichissement-inspectionssanctions-les-points-cles-de-l-accord-de-vienne_4682500_3210.html>.

Risen, James, “The Struggle For Iraq Diplomacy; Iraq Said to Have Tried to Reach Last-Minute Deal to Avert War”, *The New York Times*: 6 novembre 2003,

<<https://www.nytimes.com/2003/11/06/world/struggle-for-iraq-diplomacy-iraq-said-havetried-reach-last-minute-deal-avert.html>>.

Ronald and Pippa Norris, “The True Clash of Civilizations”, *Foreign Policy*: November 2009, <<https://foreignpolicy.com/2009/11/04/the-true-clash-of-civilizations/>>.

RT France, *Pour Hillary Clinton, les États-Unis sont « le dernier et meilleur espoir de la Terre »*, *RT France* : 1^{er} septembre 2016,

<<https://francais.rt.com/international/25762-pour-hillary-clinton-États-unis-dernier-meilleurespoir-de-la-terre>>.

Rubin, Alissa, “Ahmad Chalabi and the Legacy of the Debaathification In Iraq”, *The New York Times*: 4 novembre 2015,

<<https://www.nytimes.com/2015/11/04/world/middleeast/ahmad-chalabi-and-the-legacy-of-debaathification-in-iraq.html>>.

Rutenberg, Jim, et Alissa, J. Rubin, “Bush and Iraqi: Frequent Talks, Limited Results”, *The New York Times*: 25 juillet 2007,

<<https://www.nytimes.com/2007/07/25/washington/25maliki.html>>.

Ryan, Missy, “Obama Administration Ends Long Hold on Military Aid to Egypt”, *Washington Post*: 31 mars 2015,

<https://www.washingtonpost.com/world/national-security/obama-administration-ends-longhold-on-military-aid-to-egypt/2015/03/31/6f528c2c-d7d6-11e4-8103fa84725dbf9d_story.html>.

S. Ford, Robert, “How to Correct America’s Strategy in Syria”, *Middle East Institute*: 11 mars 2015, <<https://www.mei.edu/publications/how-correct-americas-strategy-syria>>.

S. Gray, Colin, “Hard Power and Soft Power: The Utility of Military Force as an Instrument of Policy in the 21st Century”, *Strategic Study Institute*: avril 2011,

<<https://www.files.ethz.ch/isn/128690/pub1059-1.pdf>>.

S. Smith, Craig, “Gunmen in Syria Hit US Embassy; 3 Attackers Die”, *The New York Times*: 13 septembre 2006,

<<https://www.nytimes.com/2006/09/13/world/middleeast/13syria.html#:~:text=DAMASCUS>>.

%2C%20Syria%2C%20Wednesday%2C%20Sept,Syrian%20and%20American%20officials%20said.>.

Saad, Lydia, “Seven in Ten Americans Continue to View Israel Favorably”, *Gallup*: 23 février 2015,

<<https://news.gallup.com/poll/181652/seven-americans-continue-view-israel-favorably.aspx>>

Sahgal, Neha et Besheer Mohammed, “In the U.S. and Western Europe, People Say they Accept Muslims, but Opinions are Divided on Islam”, *Pew research Center*: 8 octobre 2019,

<<https://www.pewresearch.org/fact-tank/2019/10/08/in-the-u-s-and-western-europe-peoplesay-they-accept-muslims-but-opinions-are-divided-on-Islam/>>

Said, Edward W., "Islam Through Western Eyes", *The Nation*: 2 janvier 1998, <<https://www.thenation.com/article/archive/Islam-through-western-eyes/>>.

Salmon, Jean, « Le conflit de souveraineté sur Abou-Moussa et Petite et Grande Tumb », *Le Monde diplomatique* : novembre 1980,

<<https://www.monde-diplomatique.fr/1980/11/SALMON/35836>>

Sam, Faddis, “Responding to Iran with the Big Stick”, *Washington Times*: 2 janvier 2020.

<<https://www.washingtontimes.com/news/2020/jan/2/the-us-must-respond-to-iran-with-thebig-stick/>>.

Samuel Ramani, “Russia’s Cautious Calculus in Algeria”, *Carnegie Endowment for International Peace*, 22 mars 2019, <<https://carnegieendowment.org/sada/78667>>.

Savel, Stephanie. “This Map Shows Where in the World the U.S. Military Is Combatting Terrorism” *Smithsonian Magazine*: janvier 2019,

<<https://www.smithsonianmag.com/history/map-shows-places-world-where-us-militaryoperates-180970997/>>.

Schorr, Daniel, “Telling It Like It Is: Kissinger and the Kurds”, *The Christian Science Monitor*: 18 octobre 1996,

<<https://www.csmonitor.com/1996/1018/101896.opin.column.1.html>>

Sciolino, Elaine, “A Failed Plot to Overthrow Hussein is Reported in Iraq”, *The New York Times*: 14 mars 1995,

<<https://www.nytimes.com/1995/03/14/world/a-failed-plot-to-overthrow-hussein-is-reported-in-iraq.html>>.

Sciolino, Elaine, et Michael, R. Gordon, “Confrontation In The Gulf; US Gave Iraq Little Reason Not to Mount Kuwait Assault”, *The New York Times*: 23 septembre 1990.

Sciolino, Elaine. “CONFRONTATION IN THE GULF, US Gave Iraq Little Reason not to Mount Kuwait Assault” *The New York Times*: 23 septembre 1990,

<<https://www.nytimes.com/1990/09/23/world/confrontation-in-the-gulf-us-gave-iraq-little-reason-not-to-mount-kuwait-assault.html>>.

Sciutto, Jim, Ryan Browne, Barbara Starr and Nicole Gaouette, “US Defense Officials Divided over Potential for Iranian Attack on Eve of Grim Anniversary”, *CNN*: 1^{er} janvier 2021,

<<https://edition.cnn.com/2020/12/30/politics/defense-officials-divided-potential-iran-attack/index.html>>.

Sengupta, Somini et Neil, McFarquhar, “Vladimir Putin of Russia Calls for Coalition to Fight Isis”, *The New York Times*: 29 septembre 2019,

<<https://www.nytimes.com/2015/09/29/world/europe/russia-vladimir-putin-united-nations-general-assembly.html>>.

Shaker, Thom et Goodman, J. David, “Pentagon Watching Unrest in Bahrain”, *The New York Times*: 17 février 2011,

<<https://www.nytimes.com/2011/02/18/world/middleeast/18fleet.html>>.

Shannon, Kelly, “War Win Iran is not Inevitable - but the U.S. Must Change Course”, *The Washington Post*: 8 janvier 2020,

<<https://www.washingtonpost.com/outlook/2020/01/08/war-with-iran-is-not-inevitable-but-us-must-change-course/>>.

Sharp, Jeremy M., *US Foreign Aid to Israel*, RL33222, Congressional Research Service, août 2019, <<https://fas.org/sgp/crs/mideast/RL33222.pdf>>.

Silverstein, Ken, *So You Want To Trade With a Dictator*, Mother Jones: mai 1998, <<https://www.motherjones.com/politics/1998/05/so-you-want-trade-dictator/>>.

Simon, Steven et Stevenson, Jonathan, “Don’t Intervene in Syria”, *The New York Times*: 6 octobre 2016, <<https://www.nytimes.com/2016/10/06/opinion/dont-intervene-in-syria.html>>.

Singal, Jesse, *et al.*, “Seven Years in Iraq: An Iraq War Timeline”, *The Time*: 19 mars 2010, <<http://content.time.com/time/specials/packages/0,28757,1967340,00.html>>.

Slim, Randa, *Iraq: A Conflict Over State Identity and Ownership*, Middle East Institute: mai 2009.

<https://www.mei.edu/sites/default/files/2019-05/Iraq%20-%20A%20Conflict%20Over%20State%20Identity%20and%20Ownership_1.pdf, p. 5.>.

South, Todd, “Army’s Long Awaited Iraq War Study Finds Iran Was the Only Winner in a Conflict that Holds many Lessons for Future Wars”, *Army Times*: 18 janvier 2019, <<https://www.armytimes.com/news/your-army/2019/01/18/armys-long-awaited-iraq-warstudy-finds-iran-was-the-only-winner-in-a-conflict-that-holds-many-lessons-for-futurewars/>>.

Staff, Toi, “PM Said Seeking to Formalize Relations with Saudi Arabia Before Next Elections”, *Times of Israel*: 8 décembre 2018,

<<https://www.google.com/amp/s/www.timesofisrael.com/pm-said-seeking-to-formalizerelations-with-saudi-arabi-before-next-election/amp/>>.

Talbott, Strobe, “Democracy and the National Interest”, *Foreign Affairs*, 1^{er} novembre 1996, <<https://www.foreignaffairs.com/articles/1996-11-01/democracy-and-national-interest>>.

Taspinar, Omer, “Turkey: The New Model?”, *Brookings*: 25 avril 2012, <<https://www.brookings.edu/research/turkey-the-new-model/>>.

Telhami, Shibley, “Arab Public Opinion on United States and Iraq: Postwar Prospects for Changing Prewar views”, *Brookings*: 1^{er} juin 2003, <<https://www.brookings.edu/articles/arabpublic-opinion-on-the-united-states-and-iraq-postwar-prospects-for-changing-prewarviews/>>.

Terkel, Amanda, “Hillary Clinton Sides with George W Bush on ‘Radical Islam’”, *Huffpost*: 14 novembre 2015,

<https://www.huffpost.com/entry/hillary-clinton-radicalIslam_n_5647ee28e4b0603773496487>.

“You Can’t Explain the Iraq War Without Talking About Oil”, *The Business Insider*: 9 juillet 2016, <<https://www.businessinsider.com/you-cant-explain-the-iraq-war-without-talkingabout-oil-2016-7?IR=T>>.

Thiessen, Marc, “Bill Clinton’s Terrorism Strategy Led to 9/11. Hillary Clinton’s is the Exact Same Thing”, *Washington Post*: 12 septembre 2016.

<https://www.washingtonpost.com/opinions/bill-clintons-terrorism-strategy-led-to-911hillary-clintons-is-the-exact-same-thing/2016/09/12/5aca1ca4-78fa-11e6-beac57a4a412e93a_story.html>.

Thrall, Trevor, Goepner, Erik, “The Deliberate Act of a Nation or a Group of Nations to Introduce Its Military Forces into the Course in Order to Influence Events”, *Cato Institute*: 26 juin 2017.

< <https://www.cato.org/publications/policy-analysis/step-back-lessons-us-foreign-policyfailed-war-terror>>.

“Trump Praises Haftar in Apparent Reversal of US Policy on Libya”, *Al Jazeera*: 20 avril 2019. <<https://www.aljazeera.com/news/2019/04/trump-calls-haftar-praises-significant-roleterrorism-fight-190419182035115.html>>.

Tyson Brown, Zachery, “The United States Need a New Strategic Mindset”, *Foreign Policy*, 22 septembre 2020, < <https://foreignpolicy.com/2020/09/22/united-states-need-new-strategicmindset-infinite-perspective/>>.

Usborne, David, “WMD just a Convenient Excuse for War, Admits Wolfowitz”, *The Independent*: 30 mai 2003,

<<https://www.independent.co.uk/news/world/middle-east/wmd-just-a-convenient-excuse-forwar-admits-wolfowitz-106754.html>>.

Vaisse, Justin, « Qui sont les conservateurs ? » *Brookings*: 12 octobre 2002,

<<https://www.brookings.edu/articles/qui-sont-les-neoconservateurs/>>.

Vatanka, Alex, “The United States and Iran can be Friends”, *Foreign Policy*: 28 novembre 2018, <<https://foreignpolicy.com/2018/11/28/iran-and-the-united-states-can-be-friends/>>.

Vigdor, Neil, “Libyan Militant Is Sentenced to 19 Years in Deadly Benghazi Attacks”, *The New York Times*: 23 janvier 2020, <<https://www.nytimes.com/2020/01/23/us/benghazi-attackmustafa-al-imam.html>>.

Wahid Hanna, Michael, “Getting Over Egypt”, *Foreign Affairs*, novembre/décembre 2015.

Walt, Stephen M., “Iraq Shows That Preventive War Worsens Problems Diplomacy Can Solve”, *The New York Times*: 18 mai 2015,

<<https://www.nytimes.com/roomfordebate/2015/05/18/iraq-bad-intelligence-or-a-lesson-inbad-policy/iraq-shows-that-preventive-war-worsens-problems-diplomacy-can-solve>>.

Ward, Ellen, “The United States and Saudi Arabia Aren’t Allies. They Never Have Been”, *Washington Post*: 5 février 2020,

<<https://www.washingtonpost.com/outlook/2020/02/05/united-states-saudi-arabia-arentallies-they-never-have-been/>>.

Warrick, Joby, “More Than 1400 Killed in Syrian Chemical Attack, US Says”, *Washington Post*, 21 août 2013. / Barnard, Anne et Gordon, Michael, “Worst Chemical Attack in Years in Syria; US Blames Assad”, *The New York Times*: 4 avril 2017,

<<https://www.nytimes.com/2017/04/04/world/middleeast/syria-gas-attack.html>>.

Werr, Patrick, “UAE Fiers Egypt \$3 Billion Support, Saisis \$ 5 Billion”, *Reuters*: 9 juillet 2013, <<https://www.google.com/amp/s/mobile.reuters.com/article/amp/idUSBRE9680H02013070>>.

Whitacker, Brian, “Saudis to Take Hard Line with Cheney against War in Iraq”, *The Guardian*: 14 mars 2002,

<<https://www.google.com/amp/s/amp.theguardian.com/world/2002/mar/15/iraq.dickcheney>>.

White House repeats Syria’s Assad Has Lost Legitimacy”, *Reuters*: 20 octobre 2011,

<<https://www.reuters.com/article/us-syria/white-house-repeats-syrias-assad-has-lostlegitimacy-idUSTRE79J79820111020>>.

Wilkinson, Tracy, “Is Saudi Arabia a Really Crucial Strategic Ally for the U.S.?” *Los Angeles Times*: 23 octobre 2018,

< <https://www.latimes.com/nation/la-na-pol-us-saudi-ally-20181023-story.html>>.

Wright, Claudia, “Iraq-New Power in the Middle East”, *Foreign Affairs*: hiver/80 1979,

<<https://www.foreignaffairs.com/articles/iraq/1979-12-01/iraq-new-power-middle-east>>.

Wright, Robin, “After Six Decades, Turkey is Now a US Ally, in Name Only”, *The New Yorker*: 14 novembre 2019,

< <https://www.newyorker.com/news/our-columnists/after-six-decades-turkey-is-now-a-usally-in-name-only>>.

Yerkes, Sarah et Thomas, Hill, “A New Strategy for US Engagement in North Africa: A Report of North Africa Working Group”, *Carnegie Endowment for International Peace*: 23 février 2021,

< <https://carnegieendowment.org/2021/02/23/new-strategy-for-u.s.-engagement-in-northafrica-report-of-north-africa-working-group-pub-83926>>.

Zakaria, Fareed, “The Rise of Illiberal Democracy”, *Foreign Affairs*: 1^{er} novembre 1997, <<https://www.foreignaffairs.com/articles/1997-11-01/rise-illiberal-democracy>>.

Zheng, Sarah, “China and Saudi Arabia to Team up on US\$ 20 bn Investment Fund”, *South China Morning Post*: 24 August 2017,

< <https://www.scmp.com/news/china/diplomacy-defence/article/2108175/china-and-saudi-arabia-team-us20-billion-investment>>.

Zunes, Stephen, “The US Role in Iraq’s Sectarian Violence”, *Foreign Policy in Focus*: 6 mars 2006, <https://fpif.org/the_us_role_in_iraq_s_sectarian_violence/>.

Zunes, Stephen, “Why the US Supports Israel”, *Institute for Policy Studies*: 1^{er} mai 2002, <https://ips-dc.org/why_the_us_supports_israel/>.

Revues

Aksari, Hossein, “It’s Time to Make Peace with Iran”, *Harvard Business Review*, janvierfévrier 1994, < <https://hbr.org/1994/01/its-time-to-make-peace-with-iran>>.

Anderson, John, “Does God Matter, and If So Whose God? Religion and Democratization”, *Democratization*, 11: 4 (2004).

Ashford, Emma, “Unbalanced: America's Commitment to the Middle East”, *Strategic Studies Quarterly*, printemps 2018.

Barkawi, Tarak, et Mark, Laffey, “The Imperial Peace: Democracy, Force and Globalization”, *European Journal of International Relations*, 5: 4 (1999).

Benraad, Myriam, « Irak : turbulences politiques et retrait militaire », *Politique étrangère*, 23 : 3 (2010).

Bianco, Cinzia, “The GCC Monarchies: Perceptions of the Iranian Threat amid Shifting Geopolitics” (2020).

Brands, H. W, “George Bush and the Gulf War of 1991”, *Presidential Studies Quarterly*, 34: 1 (2004).

Byman, Daniel L., “Review: Al Qaeda as an Adversary: Do We Understand Our enemy?”, *World Politics*, 56:1 (2003).

Caesar, James W., “The Origins and Character of American Exceptionalism”, *American Political Thought*, 1:1 (2012).

Cantir, Cristian. "Contested Roles and Domestic Politics: Reflections on Role Theory in Foreign Policy Analysis and IR Theory, *Foreign Policy Analysis*, 8:1 (2012).

Choi, Ajin, "Fighting to the Finish: Democracy and Commitment in Coalition War", *Security Studies*, 21:4 (2012).

Davidson, Lawrence, "Islamophobia, the Israel Lobby and American Paranoia: Letter from America", *Holy Land Studies*, 10.1 (2011).

De Hoop Scheffer, Alexandra, « L'Irak : une Amérique en quête de sens », *Politique américaine*, n° 10 (2008).

Delmont, Matt, "Introduction: Visual Culture and the War on Terror", n° 1 (2013).

Douglass C. North and Robert P. Thomas, "An Economic Theory of the Growth of the Western World," *The Economic History Review*, 23: 1 (1970).

E. Odom, William, "American Hegemony: How to Use It, How to Lose It", *American Philosophical Society*, 151: 4 (2007).

Engel, Jeffrey. "A Better World... but Don't Get Carried Away: The Foreign Policy of George H. W. Bush Twenty Years On" *Diplomatic History*, 34: 1 (2010).

Fawaz A. Gerges, "The Obama Approach to the Middle East: The End of America's Moment?", *International Affairs*, 89: 2 (2013).

Garfinkle, Adam, « Les nouveaux missionnaires », dans *Le Débat*, 2003, 4 : 126.

Gholz, Eugene, et Daryl, G. Press, "Protecting 'The Prize' Oil and the U.S. National Interest", *Security Studies*, 19: 3 (2010).

Huntington, Samuel P., "Why International Primacy Matters", *International Security*, 17: 4 (1993).

Ikenberry, G. John, *et al.*, "The Democracy Advantage: How Democracies Promote Prosperity and Peace", *Foreign Affairs*, 84: 2 (2005).

John G. Ruggie, "Multilateralism: The Anatomy of an Institution", *International Organization*, 46: 3 (1992).

Katerina, Dalacoura, "US Democracy Promotion in the Arab Middle East since 11 September 2001: a critique", *International Affairs* (2001).

Khalil, Moussa Marrar, "Unity on Palestine Without Arab Unity? US Policy and the PostMaksoud Arab World", *Arab Studies Quarterly*, 39: 3 (2017).

Krauthammer, Charles, "Universal Dominion: Toward a Unipolar World », *National Interest* (1990/1989).

Kroenig Matthew *et al.*, "Taking Soft Power Seriously", *Journal Comparative Strategy*, Vol. 29 (2010).

Larry, Diamond, "Why Are There No Arab Democracies?", *Journal of Democracy*, Vol. 21 (2010).

Layne, Christopher, "From Preponderance to Offshore Balancing: America's Future Grand Strategy", *International Security*, 22: 1 (1997).

Layne, Christopher, "Kant or Cant: The Myth of the Democratic Peace", *International Security*, 19: 2 (1994).

Leffler, "9/11 and American Foreign Policy", *Diplomatic History*, 29: 3 (2005).

Leymarie, Philippe, « L'unilatéralisme menace les Nations unies », *Le Monde diplomatique*, n° 2, 2006.

Luizard, Pierre-Jean, « Les organisations combattantes irrégulières des chiites d'Irak », *Stratégique*, 2 : 103 (2013).

Mansfield, Edward D., et Snyder, Jack, "Democratization and the Danger of War", *International Security*, 20: 1 (1995).

Marshall, Randall *et al.*, "The Psychology of Ongoing Threat: Relative Risk Appraisal the September 11 Attacks and Terrorism-related Fears", *Am Psychol*, 62:4 (2007) 304-316.

Massie, Justin, "Why Democratic Allies Defect Prematurely: Canadian and Dutch Unilateral Pullouts from the War in Afghanistan", *Democracy and Security*, 12:2 (2016).

McChrystal Stanley et Chapin, Ellen, “The Business of Terrorism Institute for National Strategic Security”, National Defense University, Vol. 8 (2019).

Mearsheimer, John J., and Stephen, M. Walt, “An Unnecessary War”, *Foreign Policy*, n° 134, (2003).

Mearsheimer, John, “The False Promise of International Institutions”, *International Security*, 19:3 (1995).

Meyers, Marvin, “Louis Hartz, the Liberal Tradition in America: An Appraisal”, Cambridge: Cambridge University Press, 5: 3 (1963).

Morgenthau, Hans J., “Another ‘Great Debate’: The National Interest of the United States”, *American Political Science Review*, 46: 4 (1952), p. 961-988.

Morgenthau, Hans J., “The Primacy of the National Interest”, *The American Scholar*, 18: 2 (1949).

Nye, Joseph S., “Get Smart: Combining Hard and Soft Power”, *Foreign Affairs*, 88: 4, juillet (2009).

Odinius, Daniel et Kuntz, Philippe, “The Limits of Authoritarian Solidarity: The Gulf Monarchies and Preserving Authoritarian Rules during the Arab spring”, *European Journal of Political Research*, 54:4 (2013).

Olson, Mancur, “Dictatorship, Democracy, and Development”, *American Political Science Review*, 87: 3 (1993).

Owen, John M., “How Liberalism Produces Democratic Peace”, *International Security*, Vol. 19: 2 (1994).

Pape, Robert A., “Soft Balancing in the Age of US Primacy”, *International security*, 30:1 (2005).

Pilster, Ulrich, Böhmelt, Tobias, and Tago, Atsushi, “Political leadership Changes and the Withdrawal from Military Coalition Operations, 1946–2001”, *International Studies Perspectives*, 16:4 (2013).

Ravenel, Bernard, « L'Algérie s'intègre dans l'empire », *Confluences Méditerranée*, printemps 2003, n° 45, <https://www.revues-plurielles.org/_uploads/pdf/9_45_10.pdf>.

Robert, J. Lieber, “America in Decline? Is a Matter of Choices not of Fate”, *World Affairs*, 175: 3 (2012).

Rummel, Rudolph J., “Power, Genocide and Mass Murder”, *Journal of Peace Research*, 31:1 (1994).

Sassòli, Marco, « La définition du terrorisme et le droit international humanitaire », *Revue québécoise de droit international* (2007).

Sassòli, Marco, *Journal of International Criminal Justice*, 4: 5 (2006).

Saul, Ben, “The Legal Response of the League of Nations of Terrorism”, *Journal of International Criminal Justice*, 4: 1 (2006).

Schweller, Randall L., “Domestic Structures and Preventive War: Are Democracies more Pacific?”, *World Politics*, 44:2 (1992).

Shapovalova, Natalia et Zarembo, Kateryna, “Russia's Machiavellian Support for Democracy”, *FRIDE*, n° 56 (2010).

Stent, Angela, “Putin's Power Play in Syria: How to Respond to Russia's Intervention”, *Foreign Affairs*, 95:1 (2016).

Stepan, Alfred and Graeme B. Robertson, “‘Arab’ Not ‘Muslim’ Exceptionalism”, *Journal of Democracy*, 15:4 (2004).

Stepan, Alfred and Graeme B. Robertson, “An ‘Arab’ More than a ‘Muslim’ Electoral Gap”, *Journal of Democracy*, 14:3 (2003).

Stepan, Alfred, “Religion, Democracy, and the ‘Twin Tolerations’”, *Journal of Democracy*, Johns Hopkins University Press, 11:4 (2000).

Talmadge, Caitlin, “Closing Time: Assessing the Iranian Threat to the Strait of Hormuz”, *International Security*, 33: 1 (2008).

Trevor, McCrisken, "Ten Years on: Obama's War on Terrorism in Rhetoric and Practice", *International Affairs*, 87:4 (2011).

Voeten, Erik et Paul Brewer, "Public Opinion, the War in Iraq, and Presidential Accountability", *The Journal of Conflict Resolution*, 50: 6 (2006).

W. Cox Robert, "Gramsci Hegemony and International Relations an Essay in Method", *Millenium Journal of International Studies*, 12: 2 (1983).

Walker, Martin, "The Revenge of the Shia", *Walker The Wilson Quarterly*, 30: 4 (2006).

Walzer, Michael, "The Hard Questions: Vote Early", *New Republic*, 215: 18 (1996).

Waxman, Dov, "From Jerusalem to Baghdad? Israel and the War in Iraq", *International Studies Perspectives*, 10: 1 (2009).

William Reed, "Alliance Duration and Democracy: an Extension and Cross-validation of Democratic States and Commitment in International Relations", *American Journal of Political Science*, 41:3 (1997).

Williams, Michael C., "What Is the National Interest? The Neoconservative Challenge in IR Theory", *European Journal of International Relations*, 11: 3 (2005).

Yahia H. Zoubir, "Algeria and US Interests: Containing Radical Islamism and Promoting Democracy", *Middle East Policy*, 9: 1 (2002).

INDEX DES NOMS PROPRES

A

Abbas, 314, 460
 Abizaid, 94
 Aflaq, 42
 Ahmadinejad, 231
 Akrouf, 244
 Aksari, 460, 461, 605 Albright, 330,
 396, 450 al-Sissi, 53, 93, 122, 136, 162,
 212, 246,
 272, 273, 288, 293, 386, 387 al-
 Arsouzi, 42 al-Assad, 11, 111, 216, 230,
 256, 257, 258,
 259, 260, 261, 262, 263, 264, 267, 268,
 296, 373, 393, 394, 395, 396, 399, 421,
 424, 453 al-Bakr, 21 al-
 Banna, 208 al-Bitar, 42 al-
 Hourani, 42 Allen, 31, 35, 375,
 383, 562, 565 Allison, 261, 291,
 467, 556 al-Maliki, 59, 107,
 108, 220, 227 al-Sarraj, 250,
 251, 267 al-Sistani, 154, 228
 Althaus, 370
 Anderson, 331, 335, 336, 389, 605
 Arafat, 312, 313, 314, 592
 Arbell, 438
 Atkinson Habson, 60

B

Badie, 378
 Bagher Ghalibaf, 430
 Bandow, 251, 482, 483, 571
 Becker, 97, 98, 572
 Begin, 40, 302
 Ben Laden, 4, 9, 39, 169, 172, 180, 201,
 202, 322, 342, 347, 380, 419, 421, 488,
 512

 Ben Salman, 282
 Benard, 209, 327
 Berlusconi, 370

Biddle, 137, 138, 573
 Biden, 206, 318, 441, 473, 501, 502,
 533,
 574, 580
 Blair, 58, 59, 94, 564
 Blinken, 441
 Bolton, 102, 133, 509
 Bouteflika, 488, 490, 491, 500
 Bremer, 59, 127, 154, 218, 219, 220
 Brumberg, 50, 526, 574
 Brzezinski, 132
 Burns, 481
 Bush, 2, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 15, 16, 17,
 19,
 20, 26, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 36, 39,
 41, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 58, 61, 62,
 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 71, 72, 75,
 76, 83, 97,
 102, 103, 104, 108, 110, 111, 112,
 125,
 126, 131, 132, 133, 136, 140, 142,
 143,
 145, 147, 148, 149, 151, 166, 167,
 168,
 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176,
 177, 178, 183, 185, 186, 188, 192,
 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201,
 203, 204,
 205, 206, 213, 215, 216, 217, 218,
 219,
 220, 222, 223, 225, 226, 229, 232,
 234,
 235, 237, 238, 256, 258, 264, 266,
 267,
 268, 269, 273, 275, 280, 297, 299,
 303,
 304, 305, 306, 309, 310, 311, 312,
 313,
 314, 315, 316, 319, 322, 323, 324,
 327,
 328, 329, 330, 331, 337, 338, 345,
 349,

350, 355, 357, 358, 359, 365, 369,
375,
379, 381, 402, 416, 419, 431, 432,
441,
449, 451, 457, 459, 470, 487, 496,
509,
510, 511, 512, 514, 517, 518, 526, 527,
528, 539, 544, 545, 546, 547, 549,
554, 555, 557, 560, 562, 564, 565,
566, 579,
581, 585, 593, 594, 597, 601, 605,
606 Byman, 149, 182, 574, 605

C

Cabot Lodge, 365
Campbell, 152, 443, 444, 575, 590
Cantir, 373, 374, 605
Carse, 535, 536, 557
Carter, 23, 24, 205, 248, 299, 302, 402,
449, 469, 547
Chahristani, 154

D

Daadler, 143, 176, 180, 583
Dagan, 464
Danzig, 240, 578
David, 20, 57, 129, 130, 131, 133, 151,
213, 221, 222, 235, 268, 290, 302, 328,
358, 386, 387, 391, 393, 418, 419, 433,

E

Eisenhower, 68, 103, 115, 448
Erdogan, 159, 432, 433, 436, 438, 439,
440, 442, 443, 444, 569, 589 Esper,
160, 493

F

Faddis, 232, 598
Farr, 329, 330, 558
Feltman, 210
Férat, 140
Fitzgerald, 299, 478
Fogle, 421

Chellaney, 170, 576
Cheney, 63, 96, 147, 148, 313, 476, 603
Chirac, 353, 354, 567
Chollet, 294
Chomsky, 345
Clark, 528, 576

Clinton, 15, 63, 66, 69, 109, 110, 112, 116,
118, 175, 176, 235, 238, 239, 241, 242,
251, 269, 272, 274, 290, 306, 310, 318,
322, 328, 356, 357, 359, 365, 394, 396,
402, 449, 493, 538, 547, 555, 589, 592,
597, 601

Coats, 147, 158, 547, 577
Cohen, 239, 521, 577, 593
Cook, 434, 436, 577
Cooley, 522, 577
Cordermon, 193
Cordesman, 193, 202, 203, 221, 520, 533,
534, 535, 539, 577, 582, 583
Cox, 193, 194, 200, 214, 562, 610
Crawford, 172, 578
467, 489, 556, 557, 559, 578, 579, 581,
584, 600, 602 Davidson,
187, 374, 605 de Hoop
Scheffer, 136
Deline, 97
Desch, 73
Dewey, 364, 548
Djerejian, 208, 326, 548, 557
Dunham, 96

Ford, 262, 395, 397, 400, 479, 581, 597
Fraker, 479
Francona, 26, 27, 558
Freeman, 235, 411, 558, 581
Frost, 290
Frum, 20
Fukuyama, 62, 68, 87, 333, 334, 558, 569

G

Gabriel, 487
Gaddis, 130, 354, 359, 558, 560
Galbraith, 59, 60, 558
Gantz, 464

Garfinkle, 225, 606
Gates, 237, 238, 549
Gelb, 270, 559
Gerges, 337, 338, 473, 559, 606
Gerson, 20
Ghailani, 204
Glaspie, 27, 30, 39, 77
Goldberg, 328, 582
Gordon, 30, 203, 258, 268, 293, 439, 508,
562, 582, 596, 599, 603
Graham, 180, 291, 467, 556
Gray, 270, 508, 597 Grondin,
358, 557

H

Hadi, 159, 162
Haftar, 252, 267, 389, 602
Haig, 256

Haines, 97
Halevy, 464
Halutz, 464
Hamid, 277, 583
Hana, 288
Harf, 212
Hariri, 257, 394
Helvenston, 139
Heydemann, 399, 584
Hill, 446, 500, 501, 586, 604
Hirsh, 110
Hollande, 258, 578
House, 25, 52, 54, 63, 115, 143, 181, 186,
201, 207, 208, 212, 232, 250, 254, 267,
275, 299, 326, 360, 370, 400, 473, 502,
529, 544, 547, 548, 550, 551, 552, 553,
554, 555, 558, 593, 603
Huckabee, 114, 322
Huntington, 105, 110, 119, 236, 323, 329,
330, 333, 334, 346, 516, 559, 585, 606
Hussein, 1, 5, 6, 8, 16, 17, 18, 19, 20, 21,
23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 33, 36,
37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 46, 51, 52,
53, 54, 55, 56, 57, 59, 60, 61, 62, 66, 68,
69, 76, 77, 78, 79, 81, 82, 83, 85, 86, 90,
94, 96, 97, 99, 104, 111, 112, 116, 123,
125, 127, 128, 133, 134, 137, 138, 142,

151, 152, 153, 154, 155, 157, 161, 162,
177, 178, 192, 197, 198, 216, 218, 219,
220, 221, 222, 226, 227, 228, 229, 256,
278, 302, 313, 349, 354, 368, 369, 372,
395, 431, 434, 447, 450, 456, 458, 459,
460, 470, 518, 520, 539, 549, 567, 571,
578, 599

I

Ikenberry, 64, 74, 560, 606 Inglehart,
333

J

Joxe, 161, 560

K

Kadhafi, 101, 190, 248, 249, 250, 251,
252, 253, 267, 268, 296, 297

Kagan, 63, 64, 87, 88, 111, 587, 588
Kahneman, 186, 560
Kaplan, 116, 236, 359, 558, 587
Karlin, 289, 587
Kennan, 284, 365
Kerry, 201, 210, 215, 293, 439, 440, 582,
592, 596
Khashoggi, 282, 310, 405, 479
Khatami, 452
Khomeini, 231, 448
Kirkpatrick, 213
Koplow, 300
Koppel, 25
Krauthammer, 63, 67, 356, 588, 607
Kristol, 62, 64, 87, 89, 111, 560, 588
Kuntz, 295, 608

L

Lavrov, 462
Layne, 71, 74, 607
Leavey, 247
Leffler, 359, 607

Lemann, 69
Lennon, 226, 227
Leymarie, 133, 607
Libby, 63
Lieber, 357, 358, 520, 521, 562, 609
Limbert, 231, 232, 589
Lister, 262, 263, 589

M

Makovsky, 404, 590
Maloney, 458, 459, 460, 591
Mammadov, 408, 409, 591
Mann, 57
Mansfield, 122, 607
March, 291, 440, 561
Marrar, 48, 607
Marshall, 186, 219, 367, 369, 607
Martin, 189, 222, 326, 394, 422, 557, 560, 565, 566, 610
Massie, 374, 375, 607
McCain, 81, 467
McDougall, 130
Mearsheimer, 23, 65, 67, 71, 72, 73, 74, 76, 77, 78, 91, 122, 192, 268, 279, 300, 345, 362, 464, 538, 541, 561, 564, 566, 592, 608

Meir, 299, 464
Messahel, 492
Miller, 290, 313, 454, 592
Mitchell, 311, 317, 422, 565
Moniz, 285, 548
Morgenthau, 65, 67, 69, 70, 71, 72, 73, 561, 566, 586, 608
Morsi, 81, 136, 211, 212, 293, 339, 596
Mossadeq, 448, 450, 456
Moubarak, 30, 207, 245, 246, 297, 326, 350, 385, 388, 390, 471
Moustapha, 257
Mueller, 149, 181, 182, 550, 558, 562, 593
Murphy, 54, 541, 593

N

Nasser, 37, 38, 90, 134, 338, 345, 559
Netanyahu, 92, 303, 309, 310, 316, 317,

318
Nixon, 18, 256, 402, 448, 467
Nossel, 238, 593
Nye, 57, 58, 131, 167, 236, 238, 239, 269, 270, 356, 362, 562, 593, 594, 608

O

Obama, 2, 8, 9, 10, 12, 19, 91, 98, 101, 113, 114, 115, 150, 166, 167, 168, 170, 171, 172, 174, 175, 177, 178, 185, 192, 193, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 222, 231, 232, 234, 240, 241, 242, 248, 250, 251, 252, 253, 254, 257, 258, 259, 260, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 273, 277, 278, 280, 285, 286, 294, 297, 299, 301, 303, 304, 306, 309, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 322, 324, 325, 328, 331, 338, 339, 341, 342, 349, 350, 379, 380, 381, 384, 390, 395, 396, 399, 400, 403, 404, 432, 433, 437, 439, 440, 444, 445, 446, 450, 451, 453, 457, 472, 473, 474, 475, 476, 481, 482, 487, 496, 509, 510, 511, 512, 518, 522, 523, 528, 529, 530, 533, 538, 539, 542, 544, 545, 550, 551, 552, 553, 557, 560, 562, 563, 567, 571, 572, 574, 575, 578, 582, 584, 587, 589, 590, 594, 597, 606, 610
Odierno, 224

Odinius, 295, 296, 608
Odom, 186, 187, 606
Olson, 120, 608
Owen, 117, 608
Oz, 280, 281, 562

P

Pape, 75, 76, 608
Parris, 431, 432, 575
Pascal, 383, 594
Patterson, 210
Pelletreau, 487, 498, 499
Pence, 303

Perle, 63, 97
Petraeus, 129, 151, 221
Pie XIII, 110
Pollack, 130, 137, 145, 595
Pompeo, 247, 492
Poser, 73
Poutine, 259, 261, 305, 387, 388, 394, 408,
416, 417, 418, 424, 444, 490, 580
Powell, 55, 311, 312, 553
Pregent, 403, 404, 595

Q

Qutb, 209, 327, 338, 559

R

Rabin, 302, 463
Ravenel, 498, 499, 500, 609
Reagan, 26, 32, 110, 126, 251, 449, 565
Reza Pahlavi, 21, 34
Rice, 102, 151, 221, 277, 312, 358, 359,
467, 526, 558, 596
Riedel, 493, 494, 596
Ritter, 41
Rohani, 231
Romney, 114
Roosevelt, 32, 84, 115, 366, 402, 406
Ross, 235, 310, 311, 563, 583
Rubin, 108, 221, 343, 571, 597
Rudd, 371
Ruggie, 360, 362, 563, 606
Rumsfeld, 26, 27, 54, 62, 489, 493, 518,
574
Rusk, 292

Ryn, 112, 113, 563

S

Saddam, 1, 5, 6, 8, 16, 17, 18, 19, 20, 21,
23, 24, 25, 26, 27, 29, 30, 31, 33, 36, 37,
38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 46, 51, 52, 53,
54, 55, 56, 57, 59, 60, 61, 62, 66, 68, 69,
76, 77, 78, 79, 81, 82, 83, 85, 86, 90, 94,
96, 97, 99, 104, 111, 112, 116, 123, 125,

127, 128, 133, 134, 137, 138, 142, 151,
152, 153, 155, 157, 161, 162, 177, 178,
192, 197, 198, 216, 218, 219, 220, 221,
222, 226, 227, 228, 229, 256, 278, 313,
349, 354, 368, 369, 372, 395, 431, 434,
447, 450, 456, 458, 459, 460, 470, 518,
520, 538, 549, 567, 574, 578, 592
Sageman, 182
Said, 97, 187, 231, 556, 596, 598, 601
Saleh, 280, 296
Sanchez, 127
Sanders, 69
Santorum, 322
Shah, 330, 331, 563, 564
Shannon, 453, 600
Shapovalova, 295, 609
Sharon, 311, 312, 316, 319, 572
Shultz, 26
Simon, 60, 84, 176, 181, 263, 291, 326,
330, 368, 478, 536, 557, 558, 559, 560,
561, 565, 590, 600
Sistani, 228
Slim, 141, 600
Smith, 63, 179, 257, 563, 598
Snyder, 122, 607
Steinberg, 358
Stepan, 330, 332, 335, 563, 609, 610
Stevens, 179, 250
Stewart, 149, 182, 562, 593
Suleimani, 159, 160, 230

T

Talmadge, 100, 610
Teague, 139
Tebboune, 500
Tenet, 149, 181, 182, 564
Thiessen, 176, 601
Tillerson, 476, 477
Truman, 68, 103, 115, 364, 430

Trump, 171, 215, 230, 232, 244, 247, 251,
252, 254, 255, 262, 264, 286, 303, 308,
382, 397, 403, 421, 423, 441, 450, 451,
453, 455, 457, 458, 475, 476, 477, 481,
482, 494, 501, 502, 508, 510, 511, 521,
522, 530, 533, 535, 539, 542, 554, 573,

574, 575, 576, 577, 579, 582, 586, 589,
594, 602

Tutwiler, 31

V

van Hellon, 247

Vanderhill, 295, 296, 564 Volodine,
430

W

Wade, 488

Walt, 23, 62, 69, 72, 73, 75, 76, 77, 78, 91,
115, 122, 268, 279, 300, 345, 373, 464,
541, 561, 564, 590, 592, 603, 608

Walzer, 118, 610

Ward, 405, 406, 603

Washington, 4, 5, 6, 8, 9, 10, 11, 12, 13,
24, 26, 27, 35, 36, 40, 41, 44, 56, 60, 87,
90, 92, 101, 112, 114, 130, 135, 136,
137, 142, 145, 150, 151, 154, 155, 156,
162, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 176,
181, 186, 194, 195, 198, 201, 203, 206,
207, 209, 210, 212, 213, 214, 216, 217,
224, 226, 227, 229, 230, 231, 232, 234,
235, 237, 238, 241, 242, 244, 246, 249,
251, 254, 256, 257, 258, 260, 262, 263,
264, 265, 266, 271, 272, 273, 274, 275,
276, 280, 281, 282, 284, 287, 288, 293,
294, 296, 297, 300, 302, 305, 306, 307,
309, 310, 312, 313, 315, 316, 317, 318,
320, 326, 327, 329, 336, 337, 339, 340,
341, 342, 343, 344, 345, 350, 354, 357,
375, 380, 382, 383, 384, 386, 388, 390,
391, 398, 399, 402, 403, 405, 406, 408,
410, 412, 418, 419, 421, 422, 423, 424,
427, 429, 431, 432, 435, 437, 438, 439,
440, 441, 442, 443, 444, 446, 447, 449,
450, 451, 452, 453, 455, 456, 457, 458,
459, 461, 462, 463, 464, 467, 469, 471,
473, 475, 477, 478, 479, 481, 483, 488,
490, 491, 493, 497, 498, 499, 500, 502,
503, 504, 505, 508, 509, 510, 511, 512,
513, 514, 515, 516, 517, 519, 521, 522,
523, 525, 528, 531, 533, 537, 538, 539,
540, 541, 542, 543, 545, 546, 547, 549,

550, 551, 553, 557, 558, 559, 566, 572,
573, 575, 576, 581, 582, 584, 587, 588,
590, 594, 597, 598, 600, 601, 603

Watling, 454

Weisiger, 374

Welch, 489

Wilkinson, 405, 603

Williams, 86, 182, 574, 610

Wilson, 34, 58, 68, 84, 197, 222, 269, 291,
360, 366, 553, 557, 566, 594, 610

Wohlstetter, 66, 563

Wolfowitz, 63, 64, 133, 602

Woodward, 175, 176, 565

Y

Yerkes, 500, 501, 604

Z

Zakaria, 116, 117, 604

Zapatero, 371, 568

Zarembo, 295, 609

Zarif, 215

Zoughbie, 305, 565

Zovko, 139

Zunes, 151, 152, 301, 604